UNIVERSITÉ DE LORRAINE | BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact bibliothèque : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr
(Cette adresse ne permet pas de contacter les auteurs)

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

UNIVERSITÉ de LORRAINE

École doctorale Humanités Nouvelles - Fernand Braudel

Thèse présentée et soutenue publiquement le 7 décembre 2021

pour l'obtention du titre de :
Docteur de l'université de Lorraine
en histoire contemporaine

par **Laurent Refuveille**
SOUS LA DIRECTION DE : **JEAN-NOËL GRANDHOMME**

Franchet d'Espèrey, de la nation au monde.

Gastines, Christian de, *"Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

Jury :
Jean-Noël Grandhomme, professeur,
Université de Lorraine, directeur de thèse
Xavier Boniface, professeur,
Université de Picardie, rapporteur et président du jury
Catherine Lanneau, professeur,
Université de Liège, rapporteur
Julie d'Andurain, professeur,
Université de Lorraine, examinateur
François Cochet, professeur émérite,
Université de Lorraine, invité

Tous mes remerciements à Jean-Noël Grandhomme pour son aide et sa patience

à Rémy Porte pour son aide.

Merci à Françoise Refuveille et Isabelle Foucault pour leurs relectures.

Lors du centenaire de la Grande Guerre, il m'a semblé qu'une figure était encore peu connue, celle du Maréchal Franchet d'Espèrey, et qu'il méritait une approche biographique.

En raison de sa longue carrière, une telle étude permettait aussi de balayer une vaste période allant des lendemains de la défaite de 1870 à l'entre-deux guerres, tout en y abordant l'œuvre coloniale de la France, la Première Guerre mondiale, ainsi que les événements qui ont eu lieu dans les Balkans et en Turquie. Néanmoins des difficultés particulières se posent.

La biographie constitue un exercice qui a suscité de nombreuses controverses historiographiques qui n'ont pas totalement disparu, spécialement pour celle d'un Maréchal de France.

Si le genre biographique a une histoire et des spécificités, qui ont finalement entraîné un net rejet par l'école des Annales, ce désamour a cessé et on assiste à un retour de ce style historique mais avec des problématiques et des formes renouvelées.

Les racines du genre remontent à l'Antiquité[1] où ses fondements sont véritablement définis. Dans une jolie formule S. Ratti affirme « *que l'histoire gonfle volontiers ses voiles du souffle épique* »[2], en effet, à cette époque la biographie est assez proche de l'histoire. Les œuvres des grands historiens grecs comportent en leur sein de nombreux passages biographiques, tels Thucydide pour Périclès et Agésilas pour Xénophon[3], de même, l'Histoire Auguste est constituée de biographies impériales. Enfin, il faut citer Plutarque, dont les *Vies parallèles*[4] deviennent à partir de la Renaissance et jusqu'au XX^{e} siècle une pierre fondatrice de la culture classique. Le sujet de l'œuvre

1 Voir Ratti Stéphane, « Les racines antiques du genre biographique », *L'information littéraire*, 2006/2 (Vol. 58), pp. 3-11. URL : https://www.cairn.info/revue-l-information-litteraire-2006-2-page-3.htm
2 Ibid, p. 7.
3 Pour A.Momigliano il s'agit même de la première biographie, *Les origines de la biographie en Grèce ancienne,* trad E.Oudot, Paris 1991 (*The Development of Greek Biography, Harvard University Press*, 1971).
4 Cf. « Dictionnaire Plutarque », sous la direction de P. Payen, dans *Plutarque, Vies parallèles*, Gallimard (« Quarto »), 2001, article « Vie » (P. Payen), pp. 2113-2116.

doit être un homme illustre, qui « *a laissé tant de beaux exemples de vertus politique et militaire* » (Comparaison Périclès / Fabius Maximus 28, I). La Vie doit être concise, on n'évoque ni l'intégralité des événements, ni leurs détails, il s'agit de retenir les instruments pertinents pour la démonstration de Plutarque qui est moraliste plus qu'historien, même s'il utilise de nombreuses sources qu'il croise quand il le peut.

Une transformation s'opère ensuite au IV^e^ siècle. Au héros classique, on substitue le Saint[5] mais on observe une continuité dans la forme. En effet, comme pour les Vies, on ne retient que les faits utiles à la démonstration, dans une même démarche moralisatrice et hagiographique. Évidemment, la vie du Saint ne dédaigne pas le merveilleux et insiste sur la mort, révélatrice de l'*éthos* du Saint. Les caractéristiques de la biographie sont fixées pour des siècles et se perpétuent d'autant plus que l'éducation occidentale repose pendant longtemps sur l'étude des Humanités[6]. Ainsi, Diderot considère encore que la biographie a un intérêt essentiellement pédagogique[7].

À partir du XIX^e^ siècle se met en place un renouvellement historiographique, les historiens de l'époque insistent sur la connaissance et l'analyse des faits. Cette histoire politique s'incarne, spécialement à travers l'étude des grands hommes ; démarche d'autant plus positive qu'avec le Panthéon ces figures sont mises en avant. Cette appétence, voire fascination, est renforcée par le Romantisme et son goût pour l'individu, ainsi Chateaubriand consacre une vie, critique, à Napoléon. Néanmoins, il s'agit bien d'étudier les « grands hommes », compris comme des hommes politiques ou militaires principalement, profil qui recoupe largement celui des panthéonisations. Dans un second temps, avec la stabilisation et l'enracinement de la République, l'histoire continue à être orientée dans un but non plus moralisateur mais idéologique : développer l'amour de la Patrie, qui

5 Voir *Du héros païen au saint chrétien, Actes du colloque organisé par le Centre d'Analyse des Rhétoriques Religieuses de l'Antiquité (CARRA), Strasbourg, 1^er^-2 décembre 1995*, éd. G. Freyburger et L. Pernot, Institut d'Études Augustiniennes, Paris, 1997.

6 Voir Compère Marie-Madeleine, Chervel André. Les humanités dans l'histoire de l'enseignement français. In: *Histoire de l'éducation*. n° 74, 1997. Les Humanités classiques, sous la direction de Marie-Madeleine Compère et André Chervel. pp. 5-38.
DOI : https://doi.org/10.3406/hedu.1997.2907 , www.persee.fr/doc/hedu_0221-6280_1997_num_74_1_2907

7 C'est l'avis de Avezou Laurent, « La biographie. Mise au point méthodologique et historiographique », *Hypothèses*, 2001/1 (4), p. 13-24. DOI : 10.3917/hyp.001.0013. URL : https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2001-1-page-13.htm

s'exprime dans ce qu'il convient d'appeler « le roman national ». Or, ce dernier s'écrit, se raconte, en grande partie à travers des héros, des grands hommes[8], qui sont autant de modèles d'identification proposés aux petits Français.

Un tournant s'opère avec l'école des *Annales* à partir des années 1920 : à l'histoire des grands hommes, on substitue l'étude de l'histoire sociale dans laquelle l'individu est moins acteur déterminant que part d'un collectif. Le marxisme devient dominant, voire hégémonique, son influence se décline comme une profession de foi qui exclut, qui anathémise, qui déconsidère ceux qui n'y communient pas. Cette idéologie s'intéresse avant tout aux forces économiques et sociales. La métamorphose se constate chez les grandes figures de ce courant. Ainsi, Fernand Braudel change d'approche et ne traite pas *Philippe II et la Méditerranée* mais *La Méditerranée à l'époque de Philippe II* (Paris, 1949)*,* ou bien Pierre Goubert *Louis XIV et vingt millions de Français* (Paris, 1966). La transformation est lisible, certes les grands hommes ont marqué leur époque, mais ils ne sont plus étudiés en eux-mêmes et servent plus de balise contextuelle, de déterminant, quasiment d'adjectif. Signalons que cette disparition de la biographie est une spécificité française et qu'on n'assiste pas à un tel phénomène, ou pas si intensément, chez les Anglo-Saxons par exemple[9]. Ajoutons que des considérations extrascientifiques entrent aussi en jeu, la biographie souffre de plusieurs péchés originels : d'une part son assimilation à un roman-national rejeté, d'autre part, ce serait un genre désuet, juste bon pour les vulgarisateurs et amateurs d'histoire mais pas pour les scientifiques. Pierre Goubert parle « *de gens, spécialisés dans le commerce de la biographie* »[10] et surtout en 1974 Jacques Le Goff et Pierre Nora souhaitent « *se démarquer de la promiscuité des vulgarisateurs de bas étages des plumitifs de l'historiette »*[11]. Même si en effet de nombreuses biographies grand public sombrent alors dans l'hagiographie, on ressent dans ces mots le mépris de

8 Amalvi Christian, « Le Roman national, ou comment la République a, par le culte des grands hommes, à l'école et en place publique, rendu familière à tous les Français l'histoire de France : 1880-1970 », dans : Robert Belot éd., *Tous républicains !Origine et modernité des valeurs républicaines.* Paris, Armand Colin, « Recherches », 2011, p. 125-132. DOI : 10.3917/arco.belo.2011.01.0125. URL : https://www.cairn.info/tous-republicains--9782200272821-page-125.htm
9 Josef W.Konvitz, *« Biography : the missing form of French historical studies »European studies review*, 1976.
10 Pierre Goubert, *Louis XIV et vingt millions de Français*, Paris, Fayard, 1991.
11 Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir), *Faire de l'histoire*, tome 1, *Nouveaux Problèmes*, Paris, Gallimard (coll « Folio histoire »), réédition 1986, p. 15.

caste envers ce genre, de plus, l'influence des *Annales* est si forte qu'il convient de communier dans leurs jugements, de peur d'être ringardisé.

Certes la défiance envers la biographie n'est pas totale, Lucien Febvre lui-même, figure majeure de l'école des *Annales* s'il en est, consacre une biographie à un homme majeur : Martin Luther. Il propose d'ailleurs une nouvelle approche de la biographie :

« *Dessiner la courbe d'une destinée qui fut simple mais tragique ; repérer avec précision les quelques points vraiment importants par lesquels il passa ; montrer comment, sous la pression de quelles circonstances, son élan premier dut s'amortir et s'infléchir son tracé primitif ; poser ainsi, à propos d'un homme d'une singulière vitalité, ce problème des rapports de l'individu et la collectivité, de l'initiative personnelle et de la nécessité sociale qui est, peut-être, le problème capital de l'Histoire : tel a été notre dessein...* » [12].

L'hagiographie doit laisser place à une analyse de l'individu, synapse entre le singulier et le collectif. D'ailleurs, Paul Ricœur a souligné l'importance des acteurs en histoire, il considère même que Fernand Braudel transforme en quasi personnages les villes, montagnes, régions qu'il étudie[13]. Ainsi, si l'histoire ne peut s'écrire sans acteurs, pourquoi ne pas étudier ceux qui, quoi qu'on en pense, sont au cœur de celle-ci ?

À partir des années 1980 l'historiographie française débute une nouvelle approche qui va renouveler le genre biographique. Déjà l'école de Chicago[14], la sociologie, voire la démographie, proposent une étude des mobilités individuelles. Dans ce cadre la biographie n'est pas dotée d'un statut particulier, mais permet de valider des hypothèses générales, elle sert donc d'exemple. Pierre Bourdieu lui-même considère que l'étude individuelle permet de mettre en avant « *des trajectoires (...) comme autant de placements et déplacements dans l'espace social* »[15], même s'il est

12 L.Febvre, *Un destin : Martin Luther*, Paris, 1928, p. 7.
13 P. Ricœur, *Temps et récit*, t. I : *L'intrigue et le récit historique*, Paris, 1981, p. 302.
14 N. K. Denzin, *Interpretive biography*, Beverly Hills, 1989 (Qualitative research series 17) ; S. Dex, *Life and work history analyses : qualitative and quantitative developements*, Londres, 1991. Cette méthode a été théorisée en France par S. Clapier-Valadon et J. Poirier, *L'approche biographique : réflexions épistémologiques sur une méthode de recherche*, Nice, 1984.
15 Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *In : Actes de la recherche en sciences sociales,* 62-63, 1986, pp. 69-72.

globalement méfiant envers la biographie et les « illusions » qu'elle peut procurer. Enfin, à travers la notion d'*habitus*, l'opposition société-individu semble dépassée ce qui légitimise le renouveau des études biographiques[16]. Ainsi, trois figures de la nouvelle histoire consacrent ce renouveau en rédigeant des biographies, G. Duby avec Guillaume le Maréchal (1984), Marc Ferro avec Pétain (1987) et Jacques Le Goff avec Saint-Louis (1996). L'anathème lancé contre les biographies est ainsi levé.

On peut considérer que le véritable changement de paradigme s'opère avec l'éditorial des *Annales* de 1988*,* « Histoire et sciences sociales »[17] où sont admises les limites de l'historiographie quantitative. Cette transformation a des raisons profondes, de plus, la nouvelle approche biographique induit des interrogations méthodologiques afin de renouveler le genre[18]. Les biographies pullulent et regagnent le champ universitaire qui analyse le genre par des ouvrages épistémologiques[19] ou colloques[20].

Les causes de ce renouveau sont nombreuses.

Elles sont d'abord idéologiques, les concepts et notions marxistes et structuralistes sont sévèrement remis en question[21]. De plus, il y a le retour à l'individu, à son étude, ce qui va de pair avec l'individualisation de la société. Enfin, il faut compter avec le goût du public pour ce genre d'écrits[22], être un « historien » populaire ou médiatique n'étant plus une tare. Les prix pour les biographies historiques se développent : Grand prix de l'Académie française créé en 1987, Grand prix de la biographie politique en 2007.

16 *Habitus* défini comme « social incorporé donc individué ». Voir plus globalement Pierre Bourdieu, *Choses dites,* Paris, Les éditions de Minuit, 1987.
17 *Annales E.S.C*, n°2, 1988.
18 Voir Giovanni Levi, « Les usages de la biographie », *Histoire et sciences sociales. Un tournant critique, Annales E.SC.,* nov-déc 1989, pp. 1325-1336.
19 Dosse F, *Le pari biographique. Écrire une vie,* La Découverte, Paris, 2005.
20 Voir la toute récente journée d'étude : « Temporalité(s) biographiques(s). Rupture, événement et sens », organisée par Frédéric Bidouze et Abel Kouvouama, Université de Pau et des Pays de l'Adour, du 11 juin 2021.
21 Voir l'édito des *Annales, op cit.*
22 C'est l'avis de Guillaume Piketty. La biographie comme genre historique ? Étude de cas. In: *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°63, juillet-septembre 1999, pp. 119-126.
DOI : 10.2307/3770705
www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1999_num_63_1_3859

Plus globalement, le renouveau de l'histoire politique, contribue aussi indirectement à l'intérêt pour ses acteurs[23] ; or ces derniers sont indispensables au récit historique, finalité de l'historien comme le souligne Antoine Prost[24].

Enfin, loin d'être un travail d'amateur ou d'hagiographe, la biographie apparaît comme un sommet pour l'historien, Jacques Le Goff dans son *Saint-Louis,* considère que «*la biographie historique est une des plus difficiles façons de faire de l'histoire* »[25]. Loin d'être une tâche à la réputation universitaire, la biographie devient une espèce d'aboutissement malgré les difficultés de méthode évoquées par Laurent Avezou[26].

En premier lieu, il convient de bien apprécier les rôles respectifs du contexte, « la surface sociale » de Bourdieu, et de la singularité. Faire prévaloir le premier ramène à un certain déterminisme largement rejeté avec l'abandon des thèses structuralistes, si c'est le second qui prime on risque de retourner à l'étude de héros prométhéens. Comme le souligne Jacques Le Goff il est nécessaire d'avoir recours à des :

« […] *méthodes intrinsèques à la pratique historienne : position d'un problème, quête et critique des sources, traitement dans une durée suffisante pour repérer la dialectique de la continuité et du changement, écriture propre à mettre en valeur un effort d'explication, conscience de l'enjeu actuel – c'est-à-dire, d'abord, de la distance qui nous sépare – de la question traitée* »[27].

Mais si l'individu ne doit pas être écrasé par le contexte, on peut affirmer que la biographie éclaire alors l'époque, c'est par exemple ce que fait G. Duby avec Guillaume le Maréchal, qui restitue l'image de la chevalerie du XII^{e} siècle[28].

Dans un second temps, il faut revenir sur le choix du sujet. S'ils ne font plus totalement l'histoire, les hommes de pouvoir peuvent néanmoins l'influencer ou servir de catalyseur. Étudier un

23 Pierre Nora, « Le retour de l'événement », dans Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir), *Faire de l'histoire, op cit*, pp. 285-308 ; et René Rémond (dir) *Pour une histoire politique,* Paris, Le Seuil, 1988.
24 A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, chapitre 11, Paris, 1996.
25 Jacques Le Goff, *op cit.*
26 L. Avezou*, op cit,* pp. 19-24.
27 J. Le Goff, *Saint Louis*, Paris, 1996, pp. 14-15.
28 Voir aussi G. Duby, *Guillaume le Maréchal ou le meilleur chevalier du monde*, Paris, 1984.

personnage au rôle majeur permet ainsi de dresser le portrait d'une société, de faire un tableau complet, une histoire totale d'une époque, comme le fait Jacques Le Goff à travers Saint-Louis pour le XIII^{e} siècle. Il en va de même pour l'histoire militaire comme le souligne Rémy Porte :

« *Nous prendrons donc en compte des données qui tiennent à la politique, à l'économie, à la technique et aux évolution sociales, dont on constate les effets sur le cours des événements et des parcours individuels. Ce faisant, l'histoire militaire retrouve sa globalité et redevient histoire générale sans jamais oublier ses racines* »[29].

La biographie ne sert alors ni de prétexte à un récit, ni au tableau d'une période[30], mais entretient une relation symbiotique entre les deux, si l'acteur est bien choisi, fondée sur des interactions réciproques et constitue, selon Laurent Avezou, un « *mode d'approche de la réalité historique* »[31]. Évidemment l'omniscience, relative, de l'historien qui écrit après les faits, doit mettre en garde contre toute tentation téléologique.

Ensuite, lors de l'approche biographique une question se pose : faut-il opter ou non pour l'exhaustivité ? Une telle démarche a le mérite d'éviter des sélections, forcément subjectives, et d'éclairer entièrement la vie du personnage, dont certains choix ne s'expliquent parfois que par des événements antérieurs. Néanmoins, on se heurte à deux écueils : l'impuissance à rendre compte de la totalité d'une vie de manière objective, l'auteur va forcément insister sur tel ou tel aspect[32] ; plus grave, une simple approche événementielle risque d'assimiler la rédaction d'une biographie à celle d'un dictionnaire. Une problématisation plus rigoureuse permet souvent de rendre la période plus intelligible[33].

Puisque la disqualification est levée sur la biographie, quel est l'intérêt d'analyser la vie d'un général de l'époque de la Grande Guerre ?

29 Rémy Porte, *Joffre,* Perrin, 2014, p. 14.
30 C'est aussi le cas pour l'histoire antique, y compris dans des domaines où on possède moins de sources, par exemple : Daniel Arnaud, *Assurbanipal ; Roi d'Assyrie,* Fayard, Paris, 2007. L'historien ne livre pas une simple présentation de son époque malgré la difficulté du sujet en croisant les diverses sources artistiques et textuelles.
31 Laurent Avezou, *op cit*, p. 22.
32 Ainsi Bénédicte Vergez-Chaignon dans sa biographie de Pétain, passe assez vite sur la Grande Guerre. *Pétain*, Paris, Perrin, 2014. C'était aussi le cas de Marc Ferro.
33 Par exemple, Jean-Jacques Becker, *Clemenceau, chef de guerre*. Paris, A.Colin, 2012.

Même si la biographie est sortie des limbes scientifiques, elle n'est pas le domaine le plus développé des études sur la Première Guerre mondiale sur les dernières décennies, cependant l'étude du général, puis maréchal Franchet d'Espèrey, n'est pas sans intérêt.

À partir des années 1990 et de l'ouverture de l'Historial de Péronne, les préoccupations premières furent de savoir si les soldats avaient consenti[34] ou avaient été contraints de se battre[35]. La première thèse évoque une culture de guerre, liée à l'incorporation d'idées patriotiques et de représentations très négatives de l'ennemi, puis pendant le conflit par la solidarité entre soldats[36]. C'est la thèse défendue par « l'école de Péronne » et elle se justifierait par le très faible nombre de réfractaires et l'échec des mutineries qui n'auraient concerné réellement que quelques dizaines de milliers d'hommes sur deux millions. La seconde thèse analyse la guerre comme une violence imposée, les soldats ont tenu car ils n'avaient pas le choix, encadrés par une sévère justice militaire et une obéissance inculquée au travail, à l'école[37]. Ce débat a été passionné, a largement occupé les historiens et a même touché l'opinion publique[38]. Actuellement, il semble possible de dépasser cette opposition frontale, qui recoupe des groupes d'historiens issus des écoles de Péronne et de Montpellier, et d'admettre que les deux approches sont complémentaires, que les motivations varient selon le temps, le parcours personnel du soldat, son arme ou son milieu[39]. L'historiographie, suite à cela, s'est aussi beaucoup focalisée sur des études sociales, parfois doloristes, ou sur la question très politisée des déserteurs[40].

Les commémorations du centenaire de la Grande Guerre n'ont changé qu'à la marge cet état de fait. Il s'agissait de rendre avant tout hommage aux combattants de base selon des

34 Voir Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre 1914-1918,* Gallimard, 1998 et Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre.*
35 Voir Frédéric Rousseau, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Seuil, 1999, réédition 2003.
36 Très marqué chez Maurice Genevoix, *Ceux de 14,* G.Durassié, Paris, 1919.
37 Voir Jean-Paul Bertaud, *Quand les enfants parlaient de gloire,* Aubier, Paris, 2006.
38 Voir par exemple https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/03/10/1914-1918-guerre-de-tranchees-entre-historiens_749539_3224.html
39 François Cochet, *Survivre au front, 1914-1918 : Les poilus entre contrainte et consentement, 14-18* éditions, 2005. Qui présente un juste milieu.
40 Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob, 1999.

considérations contemporaines selon ce que François Hartog appelle le « présentisme ». Les société démocratiques modernes, je dirais même post-modernes, se définissent par rapport à l'instantané et jugent le passé, quand elles ne l'ignorent pas, par le prisme omnivore du présent

Nonobstant ce contexte, la biographie historique de qualité, à côté de travaux moins rigoureux et plus hagiographiques, renaît timidement à partir des années 1990[41]. À partir des années 2000, des biographies de grande qualité sont publiées sur la plupart des acteurs majeurs, Foch[42], Berthelot[43], Pétain[44], ou encore Joffre[45,] Archinard[46], Lyautey[47], Gouraud[48] Cet essor bénéficie aussi d'un regain d'intérêt pour l'histoire militaire, par le développement de la « nouvelle histoire bataille[49] ». Cette dernière revient à des notions plus ontologiquement militaires, comme la tactique, la stratégie et le combat ; mais elle le fait dans une optique renouvelée, régénérée par l'apport d'autres sciences, notamment l'anthropologie, et de méthodes dans lesquelles elle puise allègrement. Armée, combat et société, dans leurs aspects culturels, techniques, scientifiques dialoguent alors ensemble pour accoucher de cette nouvelle histoire dans laquelle la biographie du chef a toute sa place.

En effet, la majorité des études privilégient malgré tout les populations civiles, les femmes, les enfants, les victimes, ou les simples soldats. Cependant, l'étude d'un général enrichit la compréhension du conflit, comme le souligne Rémy Porte : « *les millions d'hommes mobilisés, dont*

41 Par exemple Yves Gras, *Castelnau ou l'art de commander,* Denoël, Paris, 1990.
42 Jean-Christophe Notin, *Foch,* Perrin, Paris, 2018.
43 Jean-Noël Grandhomme, *Berthelot : du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry sur Seine, ECPAD, 2011.
44 Bénédicte Vergez-Chaignon, *Pétain*, Perrin, 2014.
45 Rémy Porte, *op cit*. Joseph Joffre, généralissime en 1914 et maréchal de France. Il participe aussi à des expéditions coloniales comme au Tonkin.
46 Martine Cuttier, *Portrait du colonialisme triomphant*, Panazol, 2006.
47 Par exemple, Arnaud Teyssier, *Lyautey,* Perrin, Paris, 2004 ; Gilles Ferragu, *Lyautey – La fabrique du héros colonial,* Belin, Paris, 2014. Officier français, premier résident général du Maroc, et maréchal de France.
48 Julie d'Andurain, *Henri Gouraud. Photographies d'Afrique et d'Orient. Trésors des archives du Quai d'Orsay*, Paris, Éditions Pierre de Taillac/Archives diplomatiques, 2017. Grand colonial, chef d'armée puis haut-commissaire de la République au Levant.
49 Henninger Laurent, « De l'importance du renouveau historiographique sur la Grande Guerre », *Revue Défense Nationale*, 2018/9 (N° 814), pp. 76-79. URL : https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2018-9-page-76.htm
et La nouvelle histoire-bataille. In: *Espaces Temps*, 71-73, 1999. De la guerre. Un objet pour les sciences sociales, sous la direction de Jacques Lévy et Jean-Claude Ruano-Borbalan, pp. 35-46.
www.persee.fr/doc/espat_0339-3267_1999_num_71_1_4066

une si grande proportion est tombée sur le champ de bataille ou des suites des blessures reçues, ont été commandés »[50] . Trop souvent les films ont induit des représentations simplistes, manichéennes[51]. Les généraux auraient été des « bouchers », cette vision récurrente est mensongère. Elle est induite par une approche doloriste et individuelle, dans une société pacifiée où le sacrifice est devenu inaudible, incompréhensible, chaque soldat serait forcément une victime. Alors que les principaux généraux ne sont pas moins meurtris que les autres familles françaises, Castelnau perd trois fils, Foch son gendre, Franchet d'Espèrey son fils unique ; et ils doivent se comporter froidement pour rendre utile le sacrifice des soldats mais en pensant avec hauteur et non pas en réfléchissant à la tristesse des familles. Un colloque a été organisé en 2018 sur les maréchaux de la Grande Guerre afin justement de les remettre en lumière, dans une approche comparative et internationale.

De plus, le front d'Orient, celui où le commandant en chef gagne son titre de maréchal, connaît un regain d'intérêt avec des travaux comme celui de G.Fassy[52], M. Schiavon[53], ou J-Y. Le Naour[54]. Enfin, la très belle exposition des Invalides, *À l'Est la guerre sans fin, 1918-1923*[55], permet de prendre encore plus de hauteur en démontrant l'inanité des bornes chronologiques classiques de la Grande Guerre pour les pays de l'Est et de l'Orient. Franchet d'Espèrey tient une place importante jusqu'en 1920 dans cette région en recomposition et l'exposition évoque son action.

L'approche biographique gardant toute sa force, le choix de traiter Franchet d'Espèrey semble doublement pertinent. Sa longue et brillante carrière permet d'aborder très largement l'histoire politique et militaire française, de plus, le maréchal n'a pas bénéficié d'étude poussée alors

50 Rémy Porte, *op cit*, p. 14.
51 Les Sentiers de la gloire en 1957 ,Un long dimanche de fiançailles en 2004, Le Pantalon en 1997 par exemple.
52 Gérard Fassy, *Le commandement français en Orient : octobre 1915-novembre 1918 : étude historique d'un commandement opérationnel français à la tête d'une force militaire alliée,* Paris : Commission française d'histoire militaire ; Paris : Institut de stratégie comparée ; Guerre : Centre de recherches des écoles de Coëtquidan ; Paris : Economica, 2003
53 Schiavon Max, *Weygand, L'intransigeant,* Tallandier, Paris, 2018.
54 Jean-Yves Le Naour (dir), *Front d'Orient 1914-1919, les soldats oubliés,* Gaussen, Marseille, 2016
55 https://www.musee-armee.fr/au-programme/expositions/detail/a-lest-la-guerre-sans-fin-1918-1923.html

même que des sources sont disponibles.

Louis Félix Marie François Franchet d'Espèrey naît le 25 mai 1856 à Mostaganem en Algérie. Son père était militaire et son grand-père exerçait le poste de directeur général de la police sous la Restauration. Son milieu est bourgeois et légitimiste. Après sa scolarité à Versailles, il s'engage volontairement en 1874, intègre l'école spéciale militaire en octobre et en sort sous-lieutenant en octobre 1876 au 1er régiment de Tirailleurs algériens. Sa carrière se déroule pendant de longues années sur les terres africaines et loin de la métropole. Il participe à deux « campagnes », relativement calmes mais désignées ainsi dans son dossier[56], en Afrique de 1876 à 1877 puis de 1878 à 1881 ; il est alors promu lieutenant. Il prend ensuite part à la campagne de Tunisie contre les Kroumirs, puis retourne en 1882 en Algérie. Il est élevé au grade de capitaine en 1885. De 1885 à 1887, Franchet d'Espèrey participe à la campagne du Tonkin contre les Pavillons noirs puis à son occupation. Il participe à des campagnes, modestes, en Tunisie de 1890 à 1893 et devient chef de Bataillon. Devenu lieutenant-colonel en 1899, il participe à l'occupation de Pékin suite à la campagne de Chine de 1900 à 1901 contre les Boxers. Revenu en France, il commande le 69e régiment d'infanterie, puis la 77e brigade d'infanterie, et enfin le 60e régiment d'infanterie. Il est promu colonel en 1903 et commande divers régiments, avant de passer général de brigade en 1908. Général de division en 1912, il commande les troupes d'occupation du Maroc occidental en 1912 et mène à bien sa mission de pacification ; puis on lui confie le 1er corps d'armée en 1913.

Avant la Grande Guerre, Franchet d'Espèrey a déjà une carrière pleine et a connu un avancement relativement rapide. En parallèle de ses campagnes militaires, il occupe aussi des missions plus administratives qui sont autant d'accélérateurs d'avancement. En effet, il est officier d'ordonnance du général d'Aubigny[57] commandant la subdivision d'Alger en 1881, puis auprès du

56 SHD 9YD 534.

57 Édouard Arsène Henry, d'Aubigny, 1832-1912, saint-cyrien, participant à la campagne Crimée en 1854, puis est blessé à Solférino. Il est capturé lors du siège de Metz. Il commande en Afrique du Nord à partir de 1881.

général Donnio[58] commandant la 42e brigade d'infanterie (21e division, 11e CA) et les subdivisions de la Roche-sur-Yon et de Fontenay en mai 1887 pour quelques mois. Fin 1887, il est détaché comme stagiaire à l'État-major du Gouvernement Militaire de Paris, puis auprès du général commandant le département de la Seine. Il est enfin officier d'ordonnance du ministre de la Guerre Charles de Freycinet[59], de novembre 1891 à février 1893. Pour quelques mois, il est nommé commandant en second, directeur des Études de l'École spéciale militaire. Enfin, lors de l'expédition en Chine il est major de la place de Pékin, puis directeur du Service des Étapes.

Lors de la Première Guerre mondiale sa carrière s'accélère rapidement : commandant le 1er corps d'armée, il mène la victorieuse contre-attaque de Guise, et remplace ensuite son chef le général Lanrezac à la tête de la 5e armée le 3 septembre 1914. Il contribue fortement à la victoire de la Marne. Il gère ensuite le groupe d'armée de l'Est en mars 1916, puis celui du Nord et du Nord-Est en décembre 1916. Après la percée allemande dans son secteur au Chemin des Dames au printemps 1918, il est envoyé à Salonique en tant que commandant en chef des armées alliées en Orient et emporte une grande victoire contre les Bulgares, puis doit gérer la persistance des conflits en Europe de l'Est (Hongrie, Russie), les tensions entre les alliés et l'occupation délicate de la Turquie. Il quitte sa fonction, réduite à peau de chagrin, le 7 novembre 1920. Franchet d'Espèrey est récompensé en étant élevé à la dignité de maréchal de France le 19 février 1921. Enfin, il siège au Conseil Supérieur de la Guerre de 1921 à 1938 et est inspecteur des troupes d'Afrique du Nord.

Ce qui est intéressant chez Franchet d'Espèrey, c'est qu'en parallèle de sa carrière militaire, glorieuse, il manifeste une grande curiosité à découvrir le monde, il voyage dans les Balkans et profite de sa mission en Chine pour prendre un congé et visiter la Chine et le Japon notamment. La grande culture du maréchal et son intelligence, contrebalancent d'ailleurs chez lui une nature parfois

58 Toussaint, Marie, Donnio, 1850-1889, saint-cyrien, il participe à la campagne d'Italie de 1859 et à la guerre de 1870. Il passe l'essentiel de sa carrière en Algérie.
59 Charles de Freycinet, 1828-1923, polytechnicien, plusieurs fois ministre tout le long de la IIIe République. Il correspond au centre-gauche proche de l'armée.

brutale. Dans l'entre-deux-guerres il participe aussi à plusieurs voyages transsahariens et missions diplomatiques, comme lorsqu'il représente la France au couronnement de l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié en 1930. Mais en 1933, il se blesse grièvement lors d'un raid transsaharien, ce qui ralentit son activité. À côté de sa soif de découverte, ses officiers soulignent régulièrement son inlassable activité et un caractère vif, voire brusque. Franchet d'Espèrey possède aussi une grande culture liée à ses études au lycée Hoche puis à Sainte-Geneviève. Il écrit ou préface quelques ouvrages[60], ce qui lui vaut l'élection à l'Académie française en 1934. Enfin, il appartient à plusieurs sociétés savantes comme l'Académie des sciences coloniales, la Société de Géographie qu'il préside en 1933, et parraine plusieurs associations dont celle des Amitiés Africaines créée en 1935 et qui connaît ensuite un important développement.

L'activité du maréchal se réduit considérablement à partir de son accident, il ne joue aucun rôle pendant la Seconde Guerre mondiale et se tient à l'écart du régime de Vichy. Néanmoins, il est accusé d'avoir financé « la cagoule ». Il décède le 8 juillet 1942 à Saint-Amancet ; le cérémonial officiel est alors relativement discret, même si le général de Lattre[61], commandant de la région militaire de Montpellier lui fait rendre les honneurs militaires. En 1947, sa dépouille est transférée aux Invalides.

En lisant la brillante et très longue carrière, tant militaire qu'académique, de Franchet d'Espèrey, on est marqué par son ancrage Outre-mer. Non seulement il est le seul maréchal né en Afrique, bien qu'il ne soit pas à proprement parler un « pied-noir », sa famille n'étant pas algérienne, mais il y accomplit une grande partie de sa carrière et de son action. Si on élargit à l'Asie et à l'Orient, on constate que l'essentiel de sa carrière s'effectue hors de métropole. Pourtant, l'officier,

60 Par exemple, C. Mangin, LF Franchet d'Espèrey, dir G. Hanotaux, *Histoire de la nation française. 8, Histoire militaire et navale. 2e partie, De la Constituante au Directoire. Du Directoire à la guerre de 1914-1918. La Guerre de 1914-1918.* Plon, Paris, 1937.

61 Jean de Lattre de Tassigny, 1889-1952, il combat lors de la Première Guerre mondiale et lors de la guerre du Rif. Il commande une division lors de la bataille de France et reste dans l'armée d'armistice, il dirige la 16e division militaire. Il tente de résister aux Allemands lors de l'invasion de la zone libre. Il s'évade et rejoint la France libre. Élevé au rang de maréchal de France.

jeune ou confirmé, est farouchement attaché à la France et à son action coloniale. Devenu général, il est réputé, à raison, proche des milieux nationalistes et anti-communistes. Action, réflexion, international, national, fermeture coloniale mais action en faveur des anciens soldats indigènes, la vie du maréchal est un perpétuel dialogue entre les aspects divers de ses intérêts et de sa personnalité. À travers l'étude de sa vie, on perçoit une cohérence fondamentale : la défense de la « plus grande France » et de ses intérêts au sein d'un monde riche, divers et en évolution.

Par ce biais, l'étude biographique permet de sortir de l'hagiographie et, pour peu qu'on replace la vie de Franchet d'Espèrey dans son contexte militaire, politique et intellectuel, on voit se dessiner un tableau assez complet de la France de son époque, ce qui passe par de longs passages dressant le fond événementiel de l'action.

Mais quel est le rôle du « grand homme », entendu comme ayant exercé d'importantes responsabilités politiques ou militaires ? Est-il une figure prométhéenne dont les actes et les décisions ont pesé sur l'époque et l'ont transformée ? Ou bien est-il avant tout le produit d'un contexte socioculturel et économique comme certaines écoles historiques l'ont longtemps affirmé ? En fait, la réponse ne peut qu'être nuancée. En histoire, les causalités sont diverses, entremêlées, ce qui rend difficile d'apprécier l'action d'un seul homme. Il faut d'une part tenir compte des déterminants économiques, si importants lors des guerres industrielles, et d'autre part des événements qui bouleversent l'histoire de façon inattendue tel l'assassinat de l'archiduc d'Autriche-Hongrie : en effet, cet attentat, lié à des affrontements anciens entre Slaves et Autrichiens, aurait très bien pu échouer et la guerre ne pas avoir lieu, au moins à cette date. Qui peut contester le rôle malheureux de certains généraux lors de la bataille des frontières ou bien le sang-froid de Joffre lors de la retraite précédant la retraite de la Marne sans lequel la guerre aurait été indubitablement perdue, malgré les avantages structurels de l'Entente. Il s'agit donc d'appréhender tous les secteurs où a œuvré le maréchal : en France, dans les colonies ou en Orient, mais aussi dans les cabinets, les académies ou même en politique.

C'est pourquoi la biographie de Franchet d'Espèrey est abordée à la lumière de sa carrière nationale, qui permet de saisir l'avancement, la place et l'influence des officiers sous la République, mais aussi en fonction de son intérêt plus particulier pour l'international et la colonisation.

En quoi ce personnage particulier et à la carrière riche, au service de la République et de l'influence française dans le monde, a pu influencer lui-même son époque ?

Paradoxalement, malgré cet engagement exceptionnellement long, la bibliographie traitant du maréchal est assez pauvre. On peut citer principalement deux biographies mais qui sont largement hagiographiques et perfectibles, celle de Pierre Azan[62] de 1949 et celle plus récente de Pierre Gosa[63]. La majorité des ouvrages généraux sur la Grande Guerre évoquent peu Franchet d'Espèrey, de même que les ouvrages sur la colonisation, ou que les biographies récentes des autres grands personnages. Par exemple, il est cité quatre fois dans la biographie de Joffre de R.Porte[64], contre 33 incidences pour Foch, 24 fois dans la biographie de Foch[65] contre 33 pour Fayolle, et seulement 3 fois dans celle de Pétain[66]. L'œuvre du maréchal n'émerge pas assez clairement, au moins au niveau du grand public cultivé.

Pourtant des sources importantes sont disponibles, principalement au service historique de la Défense situé à Vincennes, où en plus des nombreuses séries où Franchet d'Espèrey est cité (Grande Guerre, Turquie, Balkans), ce dernier possède un fonds privé de quatre cartons, et jamais totalement exploité[67]. À côté de ces fonds, les archives nationales et de l'Outre-mer apportent un complément appréciable mais Franchet d'Espèrey n'est qu'assez peu présent dans les inventaires. En revanche, le petit-fils du maréchal a publié de nombreux documents sur son ancêtre[68],

62 P. Azan, Franchet d'Espèrey, Flammarion, Paris, 1949.
63 Pierre Gosa, *Franchet d'Espèrey: un maréchal méconnu : le vainqueur des Balkans, 1918,* Nouvelles éditions latines, Paris, 1999.
64 Rémy Porte, *op cit*.
65 J.C. Notin, *op cit*.
66 B. Vergez-Chaignon, *op cit*.
67 SHD 1K162.
68 Gastines, Christian de, *Témoignages inédits sur l'histoire : 1811-1830, 1914-1930, le pouvoir d'une santé de fer et d'une mémoire d'éléphant, Louis Franchet d'Espèrey, maréchal de France et voïvode de Yougoslavie*, Éditions Pi, Paris, 2007.

correspondance[69], carnets de guerre et de route[70]. Même si certains documents sont déjà contenus dans les fonds privés du SHD, il s'agit quand même de multiples sources inédites et facilement disponibles, avec de nombreuses précisions biographiques et géographiques qui illustrent et éclairent tant les carnets que la correspondance.

Parmi ces sources disponibles il faut souligner l'intérêt exceptionnel des mémoires qui ont été publiées par son petit-fils, uniquement en Serbie et sous forme informatique, peu accessible. De quoi s'agit-il ? À partir de 1881, Franchet d'Espèrey rédige le journal de marche du 1er Tirailleurs pour la seconde expédition de Tunisie. Il continue à prendre des notes sur des petits carnets noirs, pendant de longs moments de sa vie même si la partie 1914-1919 est la plus fournie. Cependant, elles ne sont remises en ordre, par le maréchal et ses officiers d'état-major qu'après l'accident du maréchal en 1933. On peut aussi utiliser les lettres envoyées à la famille, qui n'ont pas ou peu été retouchées. En tout cas, on doit prendre de la hauteur quand on s'abreuve dans les carnets. En général, les lettres et notes du maréchal sont courtes, on peut alors imaginer que de nombreux passages, plus développés, furent rédigés après les événements. Le remarquable travail de Gérard Fassy[71] manque parfois de recul devant les affirmations du maréchal qui paraissent quelquefois être invoquées comme des excuses. Par exemple, en Orient à partir de 1919, les relations entre les Alliés deviennent exécrables, or les carnets notent à propos du conseil supérieur de la guerre interallié, dont Franchet d'Espèrey affirme vigoureusement ignorer l'existence, « *si j'avais soupçonné son existence, j'aurais pris langue avec le représentant français, le général Belin*[72] *que je connais et avec lequel j'ai toujours eu de bons rapports ; bien des malentendus auraient ainsi été évités »* [73]. Il écrit aussi : « *Je m'étends un peu longuement sur ces préliminaires pour montrer les difficultés que rencontre un gouvernement parlementaire dans la conduite de la guerre et pour faire ressortir la*

69 Gastines, Christian de, *Correspondances 1881-1951*, Éditions Pi, Paris, 2008.
70 Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922,* Éditions Pi, Paris, 2008.
71 G. Fassy, *Le commandement français en Orient,* Economica, Paris, 2003.
72 Emile Belin, 1853-1937, saint-cyrien, il est notamment depuis avril représentant français au Conseil Supérieur de la Guerre allié.
73 Gastines, *Carnets op cit*, livre 11, chapitre 31, titre 1.

part qui me revient »[74]. L'optique s'inscrit dans le règlement général des comptes entre officiers généraux de l'après-guerre, chacun se défendant et cherchant à faire reconnaître ses mérites ou présentant ses excuses. Bien qu'hagiographiques, les carnets sont une source essentielle mais qui doit être traitée avec précaution. Bien sûr, l'historien doit continuellement prendre les témoignages et mémoires avec précautions et les croiser aux autres sources disponibles qui sont nombreuses.

Franchet d'Espèrey a une telle carrière qu'il faut commencer par en aborder les différentes étapes et lieux, puis revenir plus spécifiquement sur les combats menés, par lui et par les troupes coloniales pour la France lors de la Grande Guerre, et enfin étudier son action à partir de 1919 en Orient, ainsi que le regard qu'il porte sur les questions politiques, coloniales et scientifiques de l'entre-deux-guerres.

Néanmoins, il n'est pas à exclure que des documents importants soient encore conservés par des acteurs privés ; en effet, la correspondance publiée n'inclut pas d'échanges épistolaires avec des personnages majeurs, tels que Foch, Pétain, Poincaré[75] ou autres.

74 Ibid
75 Président de la République lors de la Grande-Guerre puis chef de gouvernement dans les années 1920.

Partie 1 : Du national à l'international, de l'action à l'organisation, la formation de Franchet d'Espèrey 1874-1914

La carrière militaire de Franchet d'Espèrey est fascinante, marquée par un dialogue permanent entre le national et l'international. Touché jusqu'au plus profond du cœur d'une atteinte imprévue et quasi-mortelle pour la France, la défaite de 1870, il s'engage dans les troupes d'Algérie, ce qui l'éloigne de sa chère famille et de sa patrie. Un tel engagement répond certainement à la soif d'action d'un jeune homme au tempérament fougueux, ce qui ne se démentira jamais sauf à la toute fin de sa carrière.

La formation du futur maréchal, sans céder à la téléologie qui voudrait y percevoir « un destin exceptionnel », s'inscrit dans une dialectique entre l'apprentissage de son métier sur le terrain, et la formation dans les bureaux ; entre la métropole et les nombreux voyages à l'étranger.

Franchet d'Espèrey est, sans doute, un des officiers supérieurs qui a le plus voyagé et le mieux appréhendé les réalités du monde en dehors de la métropole. Même s'il n'est pas un colonial au sens strict, il n'appartient pas aux troupes de marines, il ne participe pas à moins de quatre campagnes majeures en dehors de l'hexagone : Tunisie, Tonkin, Chine et enfin Maroc. À côté de ces missions militaires, il voyage autant qu'il le peut en prenant des congés de plusieurs mois. Entre 1887 et 1911, il visite, principalement pour des motifs personnels, la Chine, l'Italie, l'Angleterre, la Bosnie, l'Albanie, le Japon, le Canada et les États-Unis, mais aussi l'Autriche, la Hollande, la Grèce et l'Allemagne.

Si l'épopée coloniale a été une école d'énergie, Lyautey parle « *d'épreuve de la guerre sérieuse* »[76], propre on l'a dit au tempérament du maréchal, il est bien conscient des limites d'une

76 SHD 3H89, lettre de Lyautey au ministre de la Guerre, 8 septembre 1913.

telle expérience militaire, anachronique sur bien des points. Selon lui : *«depuis 1870 la France a été absorbée par les expéditions coloniales, bonnes pour former des officiers subalternes mais incapables de former des généraux »*[77]. En fait, c'est tout le sens de sa formation d'allier expérience militaire et études plus théoriques en écoles. L'expérience du feu fait comprendre qu'il tue, comme le souligna Pétain dans ses cours à l'École de guerre, et que la volonté ne peut pas tout, comme Foch l'enseigne alors (avec des nuances et complexités). On ne peut donc pas dresser un portrait spécifique de l'officier ayant servi dans les colonies : la majorité des officiers français ont allié l'expérience du terrain et des bureaux, de la métropole et de l'empire.

La formation de Franchet d'Espèrey avant 1914 se divise néanmoins en deux périodes, une première partie de carrière où il alterne les fonctions d'état-major ou d'ordonnance et les campagnes à l'étranger, puis une période plus métropolitaine où il exerce des commandements plus importants. Chaque temporalité reste marquée par la dualité entre action et administration mais avec une dominante de l'un ou de l'autre.

Pour nous renseigner, non seulement sur les opérations, mais aussi sur son état d'esprit on peut s'appuyer sur ses carnets qu'il rédige régulièrement. Le ton est à la fois drôle et critique ; s'il décrit précisément les opérations, il ajoute régulièrement des références pittoresques et culturelles. Même s'ils ont été relus dans les années 1920, les années de jeunesse n'ont guère été retouchées et sont des sources relativement sincères. Néanmoins, son témoignage n'est pas une source historique neutre et renseigne avant tout sur les représentations que Franchet d'Espèrey entretient sur l'armée française et ses opérations. Ainsi, on peut à travers le maréchal aborder les opérations auxquelles il a pris part et l'armée française de son époque.

77 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 2, livre 4, chapitre 19, titre 3.

I - Le temps des apprentissages 1874 - 1891

A) La nomination au 1er régiment de Tirailleurs algériens et l'expédition en Tunisie

1) De l'entrée à Saint-Cyr au 1er régiment de Tirailleurs

Franchet d'Espèrey suit son père dans ses diverses garnisons et change souvent de collège[78]. Il obtient son baccalauréat à Douai, à seulement 16 ans. En 1873, il entre « rue des Postes » c'est-à-dire au lycée privé jésuite Sainte-Geneviève, ce qui est très classique à l'époque pour les futurs officiers, spécialement ceux issus de la bourgeoisie ou de la noblesse catholique. Néanmoins, le candidat est marqué du sceau du « jésuitisme » et peut devenir suspect lors des périodes anti-cléricales de la République. Il affirme véritablement y apprendre le travail auprès « *d'excellents professeurs* ». Son début de scolarité est pourtant difficile, car il ne connaît personne et n'arrive visiblement pas à exprimer tout son potentiel. Dans ses mémoires, il affirme se classer seulement 45e sur 150 au premier concours blanc, mais progresse régulièrement afin d'être reçu à Saint-Cyr au 6e rang en 1874, place très honorable ; ses résultats sont excellents sauf en dessin et en allemand. Preuve de la domination de Sainte-Geneviève la même année, 101 élèves de l'École spéciale militaire sur 400 sont des anciens de la rue des Postes.

Il entre donc dans la prestigieuse école en 1874 et est affecté à la 6e compagnie. Il affirme que son capitaine l'apprécie peu, notamment à cause de son école d'origine.

Il en sort en octobre 1876. Cette première formation a bien sûr un rôle fondamental dans son début de carrière, par les compétences qu'il y acquiert et les conceptions du métier qu'il s'y forge. L'école est forte en traditions qui visent à exalter le patriotisme, comme la célébration des

78 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 2.

victoires françaises, mais, parmi ses habitudes, on compte aussi de nombreuses brimades qui perdurent malgré la volonté de les interdire dans les années 1870. Cette institution[79] est alors en pleine transformation sous l'impulsion du général Hanrion[80] qui la dirige entre 1871 et 1880, qui est « très bien » selon Franchet d'Espèrey (d'autant que le chef de l'école lui conserve une orientation catholique forte, ce qui lui vaut son remplacement en 1880, mais qui plaît à Franchet d'Espèrey). Depuis 1870 donc, l'école se transforme petit à petit : les cours sont autographiés afin que tout le monde bénéficie des notes complètes, il n'y a pas d'interrogations surprises, les études sont libres. Afin de remédier aux lacunes ayant amené à la défaite de 1870, les élèves sont instruits de manière plus pratique ; par exemple, trois fois par semaine 240 soldats du camp de Satory viennent à l'école ce qui permet des exercices en situation plus réelle. Néanmoins, la modernisation n'est que partielle : en 1874 les mouvements de l'École de Bataillon proviennent du règlement de 1869, lui même inspiré de celui de 1792 ce que Franchet d'Espèrey considère comme très désuet. Le nouveau règlement de 1875 lui semble par contre révolutionnaire et très positif, notamment concernant les innovations du tir.

À côté de ces exercices demeurent les cours d'histoire militaire portant sur les campagnes de Napoléon et d'Hannibal, mais aussi sur les guerres contemporaines comme celle de 1870. Le futur officier doit aussi apprendre la topographie, la comptabilité, la législation militaire, des bases de géologie, de géographie et de littérature. Enfin, l'allemand, la « langue de l'ennemi » est obligatoire, au désespoir de Franchet d'Espèrey pour qui cela restera une lacune tout au long de sa carrière. En tout cas, il considère que ses «*deux ans de St. Cyr se passent très bien* », il est très peu puni et affirme : « *de tous les grades, y compris celui de maréchal de France, c'est celui de sergent-major qui me fait le plus de plaisi*r »[81] . Même si cela semble un peu exagéré, Franchet d'Espèrey exprime ici une réelle satisfaction de sa période d'apprentissage et du fait que ce grade lui

79 Voir Titeux, *Saint-Cyr et l'École spéciale militaire en France,*Paris, 1898.
80 Louis François Joseph Hanrion, né en 1821, lui-même saint-cyrien, sa première partie de carrière se déroule en Algérie ; il participe ensuite à la guerre de Crimée et à la défense de Paris en 1870.
81 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 2.

permet d'éviter de nombreuses corvées. Bien que malade assez longuement d'une bronchite en seconde année, il sort au rang très satisfaisant de 6e. Il démontre alors sa grande capacité de travail et son sérieux, constantes que l'on retrouve dans toutes ses futures activités. Néanmoins, le jeune officier ne laisse pas dans ses carnets de souvenirs précis de ses cours et évoque davantage les cérémonies, notamment une réception à l'Élysée.

Après une latence de 5 mois, il s'embarque le 24 décembre 1876 à Marseille pour Alger et le 1er régiment de Tirailleurs avec 4 camarades de promotion (deux d'entre eux trouveront la mort en Afrique du Nord) dont Le Chatelier qui devient son plus proche ami.

Le jeune officier nous dresse un portrait fort intéressant, nécessairement subjectif, du régiment de l'armée de l'époque, avec son manque d'organisation et ses officiers très expérimentés mais pas toujours actifs.

Le régiment est dispersé sur 250 km E-O et 330 N-S, il est affecté à la 3e compagnie de Tirailleurs. Les hommes campent dans de simples tentes marabout. L'unité comporte peu de recrues du contingent et d'engagés, ces derniers font leurs classes dans une compagnie de dépôt. La majorité des soldats sont des indigènes réengagés ; il y a aussi deux officiers indigènes. Franchet d'Espèrey évoque aussi la compagnie de discipline qui se compose en majorité « *des imbéciles qui se coupent l'index de la main droite, ce qui les fait incorporer dans cette compagnie où ils font leurs cinq ans, jour pour jour, au lieu de trois* ».

Le corps des officiers se ressent de la guerre de 1870, il est composé majoritairement de sous-officiers restés en Algérie. Franchet d'Espèrey mentionne un lieutenant, St Yves-Boissière, qui a commencé sa carrière sous Louis-Philippe. Il affirme qu'il ne voit jamais le colonel du régiment et que le capitaine vient à cheval au rassemblement : son rôle consiste à donner la permission de l'exercice aux trois ou quatre premiers tirailleurs qui la lui demandent puis il disparaît ; il ne lui a

jamais donné la moindre directive.

L'organisation complète laisse à désirer. Il doit établir des cartes de la région de Blida qui manquaient, mais n'a pas été orienté sur le bureau topographique de l'armée qui lui aurait donné une base de travail« *on nous laisse errer dans le vague* ». De même, il effectue des exercices fictifs de manœuvre le samedi qu'il trouve inutiles : « *je n'ai jamais tiré aucun profit de ces exercices* ».

Il est aussi chargé du cours secondaire aux sous-officiers, et il s'estime « *livré à ma seule inspiration* ». Une circulaire ministérielle qui organise les exercices n'arrive qu'en fin d'année.

Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922

Franchet d'Espèrey est debout au milieu en tunique bleue des officiers de tirailleurs

En juillet 1877, Franchet d'Espèrey est affecté à la 1ère compagnie du 2e bataillon

commandé par le capitaine d'Aumale, un ancien de Magenta . Il séjourne six semaines à l'hôpital pour une adénite cervicale et passe sa convalescence chez ses parents en Avignon.

Rentré en Algérie, il intègre l'École régionale de tir. En 1870, l'importance primordiale du feu de l'infanterie a frappé tout le monde ; aussi, indépendamment de l'école normale de tir du camp de Châlons, trois écoles régionales ont été créées. Preuve des difficultés de l'époque, l'école se meurt faute d'élèves car les régiments permanents n'envoient qu'un officier par session au lieu de deux. Il y travaille beaucoup car les corps d'Afrique sont recherchés et le major est inscrit d'office au tableau d'avancement dès qu'il atteint l'ancienneté nécessaire. Les instructeurs sont sévères, mais il sort premier.

De retour à sa compagnie, il mène une vie assez routinière, l'instruction est réduite, tous les hommes gardent des détenus dans la garnison de Ténès. Il chasse avec son capitaine et tue une hyène, il évoque de nombreuses aventures pittoresques. Par exemple, au pied du cap Ténès, près du petit port se trouve le marabout de Sidi Mérouane, « *pour activer le recrutement, le jour du Moussem*[82]*, avec tout l'effectif disponible, nous y allons offrir au marabout un superbe drapeau* ». La suite est typique de l'esprit de l'époque et du jeune officier qui aime céder quelque peu aux clichés orientalistes et s'amuse du monde qu'il découvre : « *les Arabes sont très empressés : on me bourre de couscous de toutes espèces, au poisson, au poulet, au mouton, au bœuf (salé, poivré ou sucré), le tout arrosé de nombreuses tasses de thé à la menthe très fort.*

Je me rends ensuite dans la koubba[83] *où la foule est très serrée autour de la tombe du marabout. Un tirailleur de la compagnie, Mohammed ben Resta marocain d'origine, souffrant d'un épanchement de synovie à un genou, se couche sur la pierre recouvrant le corps du marabout ; tous les Khouans*[84] *tournent autour en dansant et en claquant des mains ; de temps en temps un des assistants se débarrasse de son burnous et entre dans la danse. Tout à coup, on entend des hurlements redoublés ; Mohamed ben Resta fait sur la pierre de véritables sauts de carpe. La*

82 Terme qui renvoie à une réunion de tribus ou de pèlerins.
83 Il s'agit d'un petit monument, généralement un dôme, qui sert de tombe.
84 Il s'agit des « frères », membre d'une confrérie religieuse.

chaleur est étouffante, le thé vert m'énerve, je me lève et je sors de la koubba ; je sens très bien que si je reste, je vais me mettre à danser avec les fidèles ». Goguenard, il rappelle que le soldat ne fut pas guéri mais réformé.

Il voyage aussi à Orléansville où la garnison prend des bains de mer en été.

Il est nommé ensuite en septembre 1878, à l'état-major du 19e Corps d'Armée à Alger commandé par général Chanzy[85], mais ce n'est guère motivant pour un jeune officier qui a soif d'action : «*pendant les 9 mois, je ne fais rien d'intéressant* ». Il tisse des relations comme avec le lieutenant Picquart, futur ministre de la guerre et acteur majeur de l'affaire Dreyfus, en démontrant que la pièce accusant Dreyfus n'était pas de lui (dans ses carnets il est clairement fait référence à la future carrière de Picquart, ce qui doit nous rappeler d'être vigilants envers les jugements et avis contenus). Si l'atmosphère est agréable et les réceptions nombreuses, il ne s'y plaît pas : « *pourtant le service que je fais m'horripile* ». Il peut au moins recevoir sa tante qui va visiter la demeure de la mère d'un lieutenant indigène par curiosité.

Puis une rébellion se déclare dans l'Aurès. Franchet d'Espèrey affirme que le télégramme tombe lors de la fête du colonel qui ne décachette pas le pli... La mobilisation s'opère dans l'urgence. Le bataillon de Tirailleurs part de Blida pour Alger, mais le colonel ne suit pas son bataillon qui passe par la mer, et arrive par le train après ses hommes. Ce dernier est alors remplacé par le général en chef en guise de sanction. À Aumale une colonne légère constituée des 2e et 3e compagnies du bataillon est mise en place, mais elle rencontre aussi des soucis pratiques. On lui distribue des chaussures neuves mais qui datent de 1870 et qui ne tiennent pas le coup. Franchet d'Espèrey arrive trop tard, l'insurrection est terminée et le jeune officier dépité. Cependant, plusieurs zouaves meurent de dysenterie.

Il assiste à un duel entre officiers et séjourne à Cherchel, « *je suis mon chef* », il commande

85 Il s'agit d'Alfred Chanzy, 1823-1863, issu de Saint-Cyr, il passe 16 ans en Algérie avant de commander la 2e armée de la Loire lors de la guerre de 1870. Il est sévèrement battu au Mans en janvier 1871. Il retourne à Alger en 1873 en tant que gouverneur général, fonction qu'il occupe jusqu'en 1879. Il est désigné sénateur en 1875.

la 1ère compagnie et un détachement de la 4e. Il affirme avoir passé à Blida une année agréable à gérer la compagnie de dépôt qui reçoit les laissés-pour-compte. Il y organise des cours de français pour les tirailleurs arabes et des cours d'arabe pour les métropolitains.

2) L'École de guerre

Jeune officier ambitieux, il prépare alors tout naturellement l'École de guerre même si les officiers de l'armée d'Afrique et de la marine y sont peu présents[86]. Franchet d'Espèrey est chargé de l'instruction du contingent français, ce qui « *ne me donne aucune peine et m'occupe tout l'hiver. Je me prépare en même temps à l'École de guerre sans personne pour me guider* ».

Début 1881, il passe le concours qu'ils sont sept à présenter (quatre seront ensuite admissibles). Au printemps, a lieu la première expédition de Tunisie contre les Kroumirs[87]. Le régiment de Franchet d'Espèrey fournit deux bataillons, mais lui reste à Blida dans l'attente des résultats de son examen.

Étant reçu, il va à Paris passer l'admission. Il est intéressant de voir quels sont les sujets posés, et ce qu'en dit le jeune officier ainsi que les résultats obtenus.

Questions d'histoire :

- L'Armée du Rhin en 1800, sa composition.

- La campagne d'Italie de 1859.

Je connais très bien mon histoire militaire : je leur sers les réflexions de Gouvion St-Cyr sur l'inconvénient pour Moreau de commander la réserve, etc., etc. ; puis la campagne d'Italie se déroule sans heurts.

L'officier général à la gauche de Coiffé lui demande l'autorisation de me poser une question :

"Lieutenant, vous paraissez bien connaître l'histoire, savez-vous aussi bien celle de votre régiment ?"

86 Voir, Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka, *Histoire militaire de la France, II. De 1870 à nos jours,* Perrin, 2018, p. 106.

87 Tribu tunisienne aussi appelée Ouled Cédra.

“Qui commande le soir de Solférino, le 1er régiment de Tirailleurs algériens ?"

"Mon général, le colonel Laure est tué, le lieutenant-colonel Herment est tué, les trois chefs de bataillon sont blessés, c'est le capitaine Péan qui prend le commandement du régiment."

Mouvements divers. Le général Coiffé : "Connaissez-vous le général Péan ? ". "Non, mon général". "Eh bien, c'est Monsieur", en me montrant le général questionneur.

Il n'est pas mauvais de savoir la genèse de cette affaire. À mon arrivée à Blida, comme je l'ai déjà dit, je trouve à la pension un vieux lieutenant de plus de 52 ans, Yves Boissières, qui, ayant repris du service en 1859 au 1er régiment de Tirailleurs, a participé à la campagne d'Italie et à la bataille de Solférino. Il a donc bien connu Péan et proclame : " Ce cochon de Péan, pendant toute la bataille de Solférino, il reste aux bagages, et le soir il vient prendre le commandement du régiment".

Heureusement pour moi, je ne sers pas ce renseignement à la commission d'examen. Peut-être n'est-ce qu'une calomnie ! »

Ses résultats sont excellents sauf en allemand, encore... Il raconte dans ses carnets que totalement désemparé par les questions en allemand il répond en mélangeant allemand et arabe. Il est reçu au cinquième rang. Lorsqu'il retourne le 14 juin 1881 à Blida , la première expédition de Tunisie est terminée : « *il ne me reste qu'à reprendre ma compagnie au passage et à retourner à Aumale, pour la troisième fois, ce qui ne m'enchante pas* ». On ressent sa frustration de jeune officier qui n'a encore pas participé à des opérations. Le capitaine lui confie l'instruction de la compagnie. Toujours prompt à souligner les dysfonctionnements, il évoque des soucis dans le bataillon car le commandant est en froid avec les quatre capitaines.

3) L'expédition en Tunisie

En septembre 1881, Franchet d'Espèrey s'apprête à rentrer à l’École de guerre lorsque la

Tunisie se soulève.

Il faut revenir sur la genèse de cette expédition[88]. La France veut étendre son influence en Tunisie et obtient l'accord tacite de l'Allemagne, alors indifférente aux questions coloniales ou qui pense que la France y trouvera un substitut à son désir de « revanche »[89], et de l'Angleterre qui est satisfaite de l'occupation de Chypre. Cependant, l'Italie convoite aussi la Tunisie mais elle n'a pas de réels moyens de s'opposer aux projets français. La France décide alors de renforcer son influence, et d'assurer ses intérêts économiques, mais hésite sur l'opportunité d'une intervention armée qu'elle prépare depuis longtemps par de nombreuses études politiques, économiques, militaires[90] et topographiques[91] de la Tunisie.

La France prend finalement prétexte[92] d'un incident frontalier entre tribus de part et d'autre de la frontière. Lorsqu'après l'assassinat d'un premier individu, les Kroumirs pénètrent dans la province de Constantine afin de se venger, la troupe française s'interpose, les 30 et 31 mars 1881 des combats ont lieu et sept membres des tribus tunisiennes sont tués.

En fait, ces incidents sont très fréquents : par exemple en 1874 deux voyageurs sont tués[93], en 1879, c'est le cas d'un sous-officier[94], et les Français savent bien que les Kroumirs sont de fait indépendants du Bey[95].

Une expédition part d'Algérie le 24 avril 1881, forte de 35 000 hommes. Le gouvernement français fait envahir la Tunisie par trois colonnes qui dispersent aisément tribus et opposants, avec l'aide théorique des troupes du Bey. Les rebelles sont estimés à quelques milliers d'hommes[96], les

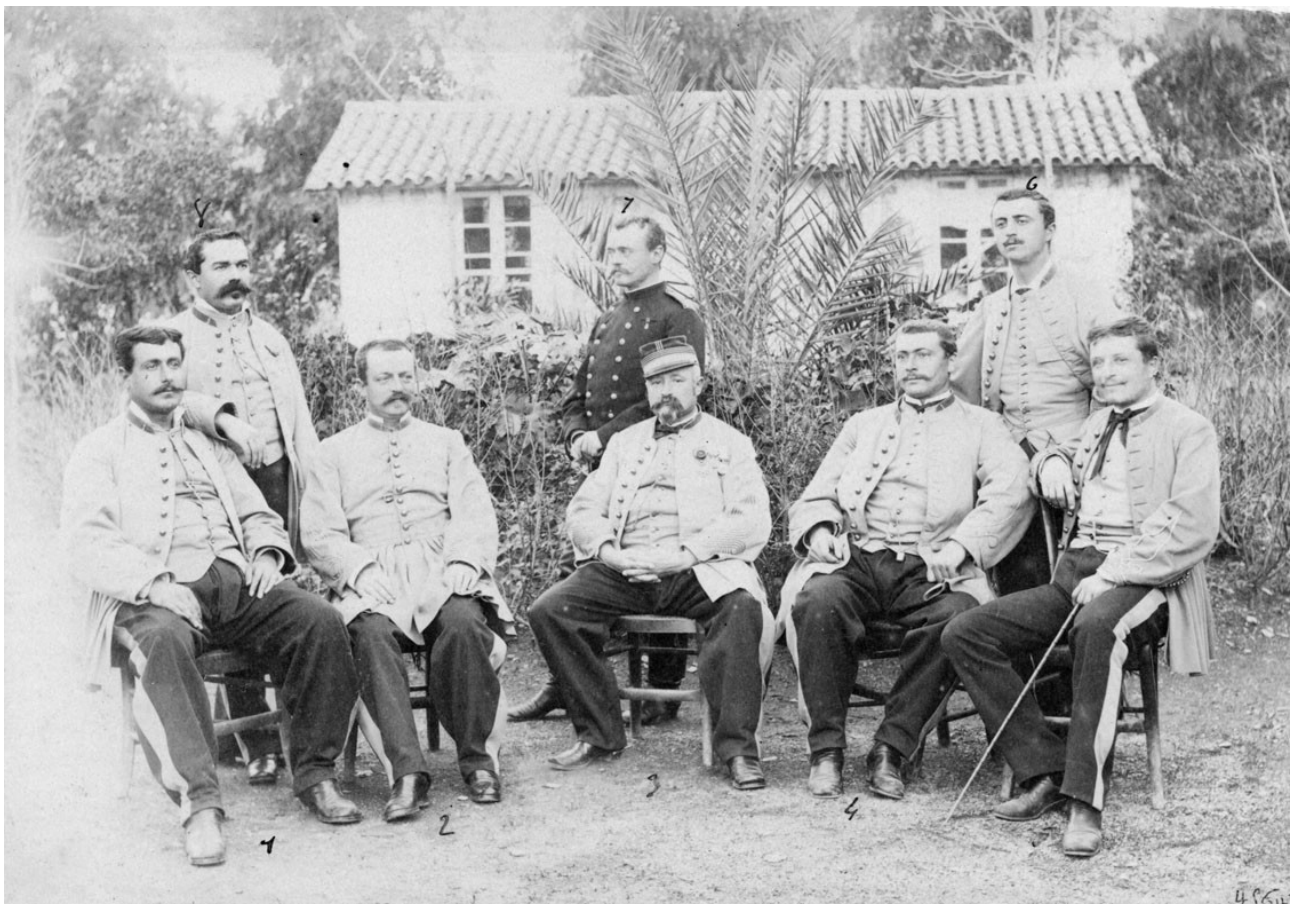
88 Voir François Broche, *L'expédition de Tunisie*, éd. Presses de la Cité, Paris, 1996.
89 C'est en effet la politique de son chancelier Bismarck.
90 Par exemple, un rapport est rédigé sur l'armée tunisienne début mars SHD 2H1 note du 16 avril 1881 pour le ministre de la Guerre.
91 SHD 2H1, note de 1879 portant sur la reconnaissance des routes entre Bizerte et Tunis et entre l'Algérie et la Tunisie.
92 Selon Hachemi Karoui et Ali Mahjoubi, *Quand le soleil s'est levé à l'ouest, Tunisie 1881 Impérialisme et Résistance,* Cérès Productions, Tunisie, 2012, p. 62, il y aurait eu entre 1870 et 1881 2380 incidents. Le livre décrit avec de nombreuses précisions la conquête et son contexte.
93 SHD 2H1, télégramme de l'état-major général au ministre de la Guerre du 19 juin 1881.
94 SHD 2H1, télégramme de l'état-major général au ministre de la Guerre, date non précisée.
95 SHD 2H1, télégramme du consul de France au ministre des Affaires étrangères, 14 février 1881.
96 SHD 2H1, note du 16 avril 1881 pour le ministre de la Guerre. Le rapport évoque 14 000 fantassins et de 15 à 20 000

combats sont très limités et Franchet d'Espèrey n'a pas pu participer à cette expédition.

Le 12 mai 1881, le traité du Bardo fait que le souverain tunisien, Sadok Bey, doit accepter le protectorat de la France. Le corps expéditionnaire de 24 000 hommes est alors réduit à 15 000. En théorie, le protectorat doit respecter les pouvoirs du Bey comme le souligne le ministre des Affaires étrangères aux militaires : « *la souveraineté n'a pas cessé de résider dans le Bey* »[97]. Le traité n'impose pas une domination directe sur la Régence, afin d'éviter le précédent algérien où les populations françaises et musulmanes s'opposèrent dès le départ, ce qui entraîna des coûts élevés en sang et en argent. Les flammes de la révolte s'allument alors dans la population même, pour des motifs complexes : il s'agit de s'opposer à la domination des chrétiens ainsi qu'à l'augmentation des impôts décidée par le gouvernement du Bey. Des troubles demeurent dans de nombreuses régions, comme le 30 avril à Ben Bechr[98] (150 tunisiens sont tués). Le 2 mai, les Français débarquent à Bizerte. Néanmoins, les notables semblent collaborer avec les Français.

La révolte éclate véritablement au sud autour de la ville de Sfax, le 27 juin, et dans le nord autour de Kairouan notamment, en août. La colonne du colonel Corréard[99] doit se replier devant l'importance des attaques bédouines, mais les pertes sont bénignes et le consul de France ne considère pas l'opération comme un échec[100]. Les révoltés sont assez nombreux surtout au centre de la Tunisie où ils sont conduits par un chef de tribu charismatique Ali ben Ammar[101]. Ancien caïd des Ouled Ayar, il est libéré de prison, ou corrompt ses gardiens, en juillet 1881. Âgé de 67 ans, il dispose d'une grande influence. Il exhorte à la résistance contre les chrétiens. Il aurait réussi à lever plusieurs milliers d'hommes en faisant aussi pression sur la population indigène.

cavaliers, mais en fait les effectifs combattant les Français ne semblent pas avoir excédé quelques milliers d'hommes.
97 SHD 2H23-4, lettre du ministre des Affaires étrangères, Gambetta, à l'état-major général 21 janvier 1882.
98 Ibid, p 63 et suivantes.
99 Forte de 1200 hommes, elle retraite en bon ordre en face de 8000 insurgés. Voir, Le Figaro, 2 septembre 1881.
100 SHD 2H1, télégramme du consul de France au ministre des Affaires étrangères, du 3 septembre 1881.
101 Camille Mifort, *Combattre au Kef en 1881 : quand la Tunisie devint française*, Carthage, MC-Editions, 2014, p. 89.



Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)
Franchet d'Espèrey à l'époque de l'expédition, (debout à droite numéro 6).

La France organise alors une seconde expédition en faisant venir de métropole des renforts qui débarquent en Algérie ou en Tunisie même. Ces renforts sont prélevés sur de nombreux régiments[102] et comprennent aussi des personnels administratifs ou autres non combattants (intendants, ouvriers, infirmiers)[103].

De manière surprenante, l'armée française ne sait pas exactement combien d'hommes sont engagés dans la seconde expédition ! Un premier rapport les évalue à 16 000 mais le ministre de la Guerre les estime en octobre à plus de 37 000[104]. Cela semble plus probable car, en plus des 15 000

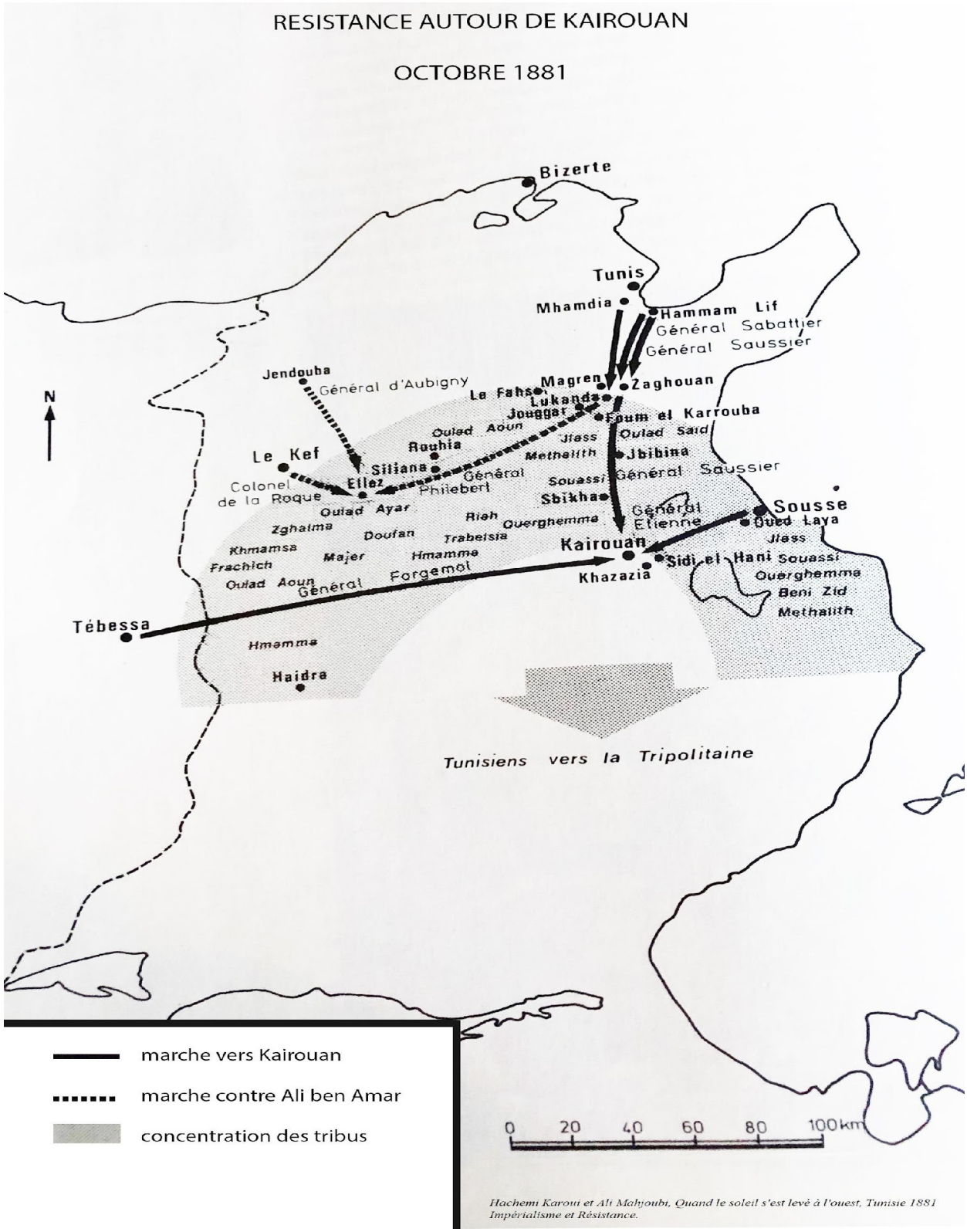
102 Par exemple, 2H15 note 449 du 4e bureau de l'état-major général datée du 15 septembre 1881, qui prépare l'envoi de deux groupes de bataillons.
103 Par exemple, ibid, note n°640 du 4e bureau de l'état-major général datée du 28 septembre 1881.
104 SHD 2H1, télégramme du ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères du 3 octobre 1881.

hommes sur place, il y a de nombreux renforts. Par exemple, la 1ère brigade de renfort comporte 4 987 hommes plus 202 officiers, 1 537 mulets et 289 soldats du train[105].

Le 4e bataillon de Franchet d'Espèrey est désigné en septembre 1881 pour marcher sur Kairouan et il doit faire partie d'une division se concentrant sur Tebessa. Quel est l'état des troupes ? L'effectif est faible, guère plus de 400 hommes, il n'y a pas eu de recrues et peu de rengagés depuis la campagne de printemps. Le jeune officier contacte alors son père[106] pour qu'il écrive à son ancien camarade le général Larclause[107], commandant de l'École de guerre, afin qu'il puisse y reporter son entrée à 1882. L'approvisionnement est insuffisant « *mais vu qu'on change de garnison tous les six mois, on était toujours prêts à partir* ». Les mulets manquent et l'Algérie ne peut les fournir. Le corps expéditionnaire n'en a que deux cent par colonne qu'il a fallu faire transporter depuis la métropole[108].

Les officiers sont largement issus du 2nd Empire, le commandant est un ancien sergent de Crimée. En fait, la force de l'unité repose sur la solidité des troupes. En premier lieu, de vieux sergents sur « *qui on peut se reposer pour les détails de service* ». De même, le bataillon est peu nombreux mais « *excellent sauf deux-trois jeunes français, tous nos hommes ont plus d'un an de service* ».

105 SHD 2H1, télégramme n°529 de l'état-major au ministre de la Guerre, date non précisée.
106 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à son père, 23 septembre 1881.
107 Louis-Charles-Agénor Savin de Larclause, général de brigade depuis 1878, saint-cyrien. Il dirige l'École supérieure de la guerre de 1880 à 1882 .
108 SHD 2H1, note de l'état-major au ministre de la Guerre, la date précise n'est pas indiquée.



Le départ a lieu le 26 septembre 1881, Franchet d'Espèrey rédige le journal de marche de son unité et différents rapports en plus de ses carnets personnels[109]. Le trajet est long même s'il

109 Une partie des archives de la série du SHD 2H est indisponible car trop abîmée. De plus, elle est encore classifiée partiellement et la partie accessible ne l'est que depuis avril 2021, en partie suite à ma demande.

chasse des panthères dans la forêt... L'allure est correcte, quatre kilomètres par heure, mais les routes sont non carrossables ou boueuses pendant plusieurs jours. Le 1er octobre, ils parviennent à Sétif. En alternant le train et la route, ils arrivent le 10 octobre au soir à Tebessa, soit quasiment à la frontière tunisienne ; le même jour les Français entrent dans Tunis. Franchet d'Espèrey est sévère sur certains chefs, le 15 octobre il juge ainsi le général Forgemol[110] qui commande la division : « *aucun ordre ne règle l'installation des troupes, aucune mesure de sécurité n'est prise* », des maraudeurs ennemis s'approchent du camp. Il écrit à son père que l'état-major des brigades est peu efficace[111]. Néanmoins, il considère que le « *chef d'état major est de 1er ordre, les consignes de marche et de stationnement sont remarquables* ». La colonne de 8 000 hommes, qui possède un lourd approvisionnement effectué par 9 000 chameaux et 1 500 mulets[112], est régulièrement attaquée.

Formées en carré, les troupes entrent en Tunisie le 17 octobre mais l'improvisation règne parfois. On constate un grave manque de cartes puisque la seule disponible, datant de 1842, a été tracée par un officier danois de marine qui relevait les stations romaines ! Tous les Tunisiens ne combattent pas les Français. Ainsi le 22 octobre les Français rencontrent des indigènes qui installent un marché pour le ravitaillement ; les Français peuvent aussi s'appuyer sur cinquante hommes de la tribu des Ouled Mokrane[113]. L'armée régulière du Bey ne participe pas à cette insurrection : elle est censée aider les Français même si de fait elle le fait peu et souffre de désertions.

Le 23 octobre, le jeune officier connaît son baptême du feu même s'il reste en arrière à la garde d'une batterie : « *ce premier combat nous enchante. Il n'est pas très grave car la division eut en tout 3 blessés* ». Les sentinelles de camp sont souvent attaquées la nuit mais ce n'est rien de sérieux. Le 25 octobre, il y a un second combat contre Ali ben Ammar et 400 hommes allant

110 Léonard-Léopold Forgemol de Bostquénard, saint-cyrien, général en 1871. Resté en Tunisie de 1881 à 1883, il laisse un témoignage : Forgemol de Bostquénard, *Rapport sur les opérations militaires en Tunisie (avril-juillet 1881)*, Braham, Constantine, 1882.
111 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à son père, 28 octobre 1881.
112 Paul d'Estournelle de Constant, *La conquête de la Tunisie,* Sfar Eds, 2002, p. 222.
113 La tribu Ouled Mokrane a quitté l'Algérie en 1871 à la suite d'une insurrection, finalement elle est mal reçue en Tunisie et aide les Français.

rejoindre un autre chef révolté El Hadj Hariat[114] au cours duquel un Tunisien tire sur Franchet d'Espèrey à moins de 100 mètres mais le rate. Les pertes sont modestes : un tué et 23 blessés. Le 26 octobre, Kairouan a été prise, quasiment sans combats, et le 29 octobre les Tirailleurs algériens y pénètrent. Toujours goguenard Franchet d'Espèrey évoque une anecdote qui souligne la diversité de l'origine des troupes françaises : *« la 2e compagnie de notre bataillon comptait dans ses rangs un caporal nègre qui avait été esclave à Kairouan, d'où il s'était évadé pour venir s'engager sous nos drapeaux. Il s'empressa d'aller voir ses anciens patrons et, par quelques bourrades bien senties, de leur faire comprendre que la victoire avait changé de camp ».*

Avec la chute de Kairouan, s'achève la résistance organisée et véritablement capable de freiner l'influence française. Nonobstant, les résistances persistent, à une plus faible intensité. Ainsi, le 10 novembre, les troupes de la colonne Forgemol partent pour Gafsa en vue de pacifier le pays au nord du Chott el Djerid. Si des indigènes leur vendent douze bœufs, l'essentiel des opérations consiste en la poursuite de tribus cherchant à aller en Tripolitaine afin de razzier leur bétail. Ainsi, le 14 novembre Franchet d'Espèrey évoque le « butin » de 90 chameaux, 200 bovins, 200 ânes, 300 chèvres, 5 000 moutons.

Même si les rebelles ne sont plus que de faméliques cohortes qui fuient les français avec leurs troupeaux, les opérations restent difficiles, notamment à cause des conditions naturelles : les troupes manquent d'eau et ont froid. Le 13 novembre, elles doivent brûler une partie de la kouba[115] d'un marabout. Le 5 décembre, les troupes manquent encore d'eau, des chameaux meurent, les troupes doivent faire des trous dans l'oued pour se désaltérer.

Encore une fois, toute la population n'est pas hostile : les habitants de Gafsa apportent de l'eau aux soldats français ; par ailleurs, on peut s'appuyer sur les élites. Par exemple, le caïd de Gafsa s'est enfermé dans la Casbah, a résisté aux dissidents et à la garnison qui voulait s'opposer au Bey, mais surtout au traité qui établissait le protectorat. Il a tenu jusqu'à ce que les Français

114 Les Tunisiens rebelles ont été battus le 22 octobre.
115 Édifice blanc avec coupole qui sert de tombeau au marabout.

viennent l'assister. Finalement, les Français rentrent le 20 novembre dans la ville et les notables les accueillent. Le caïd pro-français reçoit alors les troupes françaises revêtu de sa tenue de capitaine d'artillerie à cheval du Second Empire. Enfin, la Casbah salue leur arrivée de 21 coups de canons et hisse les drapeaux français et tunisiens.

Quatre bataillons vont alors opérer dans le Sud. Pendant deux jours, les troupes n'ont rien à boire, de plus elles manquent de cartes[116]. L'organisation laisse à désirer. Les Français vont châtier un village, El Ayaïcha, qui a tiré sur des goumiers[117]. Le village est alors encerclé et capturé. Le bilan humain pour le bataillon est de 145 malades et 8 morts. Mais derrière le voile « officiel » du journal de marche, les lettres privées révèlent la brutalité de la colonisation, ainsi Franchet d'Espèrey avoue froidement à son père : « *nous tuons tous les habitants qui se sont attardés dans les maisons* »[118].

Il convient de préciser que les consignes avaient pourtant été très claires et n'allaient pas du tout dans ce sens. En effet, les instructions au commandant de l'expédition par le ministre de la Guerre[119] précisent qu'il ne s'agit ni d'une guerre internationale, les troupes du Bey ne sont pas des ennemis, ni d'une guerre civile, les adversaires bénéficient donc du statut de belligérant. Ainsi, il affirme clairement que : « *Le corps expéditionnaire aura sans doute à traverser des centres populeux qui ne sauraient, malgré la défection d'un certain nombre d'habitants, être considérés comme solidairement responsables, des faits dont la réparation est poursuivie* »[120]. Il convient de respecter les personnes et les biens : « *les adversaires qu'ils rencontreront ne sont pas de ceux dont on puisse attendre une égale modération : nous n'en sommes pas moins tenus au respect des règles que l'usage en fait prévaloir et dont l'observation n'est pas incompatible avec la vigueur et la décision nécessaire au succès de nos armées*»[121] . Enfin, le ministre fait référence au manuel de

116 Gastines, *Correspondances*, *op cit*, lettre à son père du 2 décembre 1881.
117 À la différence des tirailleurs ou des spahis, les goumiers sont levés par un caïd et n'aident que ponctuellement l'armée française.
118 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à son père du 28 novembre 1881.
119 Il s'agit du général Jean-Joseph Farre, polytechnicien et sénateur de 1880 à 1887.
120 SHD 2H23-5, instruction datée d'avril 1881 pour le commandant de l'expédition.
121 Ibid.

droit international de 1877 auquel « *les autorités militaires auront à se reporter* »[122].

On constate à la lecture des lettres de Franchet d'Espèrey que ces instructions rigoureuses n'ont guère été respectées.

Le reste du mois de décembre est calme, une partie du goum des Ouled sidi Yahia[123] est licencié. Le 7 décembre, les troupes touchent la solde de novembre ce qui permet de payer les propriétaires des chameaux et des mulets. Toujours curieux, le jeune Franchet d'Espèrey évoque le 10 décembre une inscription romaine, découverte à Kasserine par un capitaine du 1er Zouaves, elle est ensuite publiée dans les actes de l'académie de Toulouse. Le régiment rentre alors en Algérie. Le 27 décembre, il fait une entrée triomphale à Bône et est de retour à Blida le 4 janvier 1882.

Les carnets comportent un bilan de l'expédition et de son ressenti par le jeune officier :

« Pendant toute l'expédition, les hommes se sont fort bien conduits et ont bien marché ; ils sont très bien dressés.

Tous les jours de marche, la cinquième halte horaire était d'une demi-heure pendant laquelle on cassait la croûte ; dès que l'heure approchait, on voyait les hommes ramasser des branches, décrocher la marmite du café ; puis, dès les faisceaux formés, vider les bidons d'eau dans la marmite.

Pendant ce temps le feu s'allumait, et au bout d'un quart d'heure à vingt minutes on prenait le café.

Pour plus de trois mois de colonne, nous n'avons eu que 17 évacuations dont le lieutenant indigène de la 4e.

Pendant la durée des opérations, la colonne Forgemol a consommé 192 coups de canons de montagne, 117 coups de canons de campagne, 52 695 cartouches d'infanterie , 4 604 cartouches de cavalerie (l'escadron de Cassagnac du 3e Chasseurs d'Afrique était armé de revolvers et s'en

122 Ibid.

123 Confédération tribale de l'est de l'Algérie et porte le nom d'un « musulman vertueux » du XIIe.

servait comme mousquetons).

Les ambulances ont reçu 784 hommes, dont 22 pour blessures de guerre ; il y a eu 29 décès dont un des suites de blessures, plus deux tués. Sur ce total, 578 hommes ont été évacués en cours de route, le reste est rentré guéri au corps.

Cette expédition n'a pas été sanglante à cause des effectifs mis en ligne qui ont découragé toutes les résistances.

Elle comptait :

- 8 375 officiers et soldats ; en outre 743 goumiers des Ouled Sidi Yahia , des Baarda , des Allaboua, des Haractes, plus les convoyeurs indigènes.

- 1 634 mulets, 6 130 chameaux.

La colonne a été très bien menée par des gens ayant l'habitude de la guerre d'Afrique et ne laissant rien au hasard. L'instruction générale donnée au départ, qui figure aux pièces justificatives, est un modèle ».

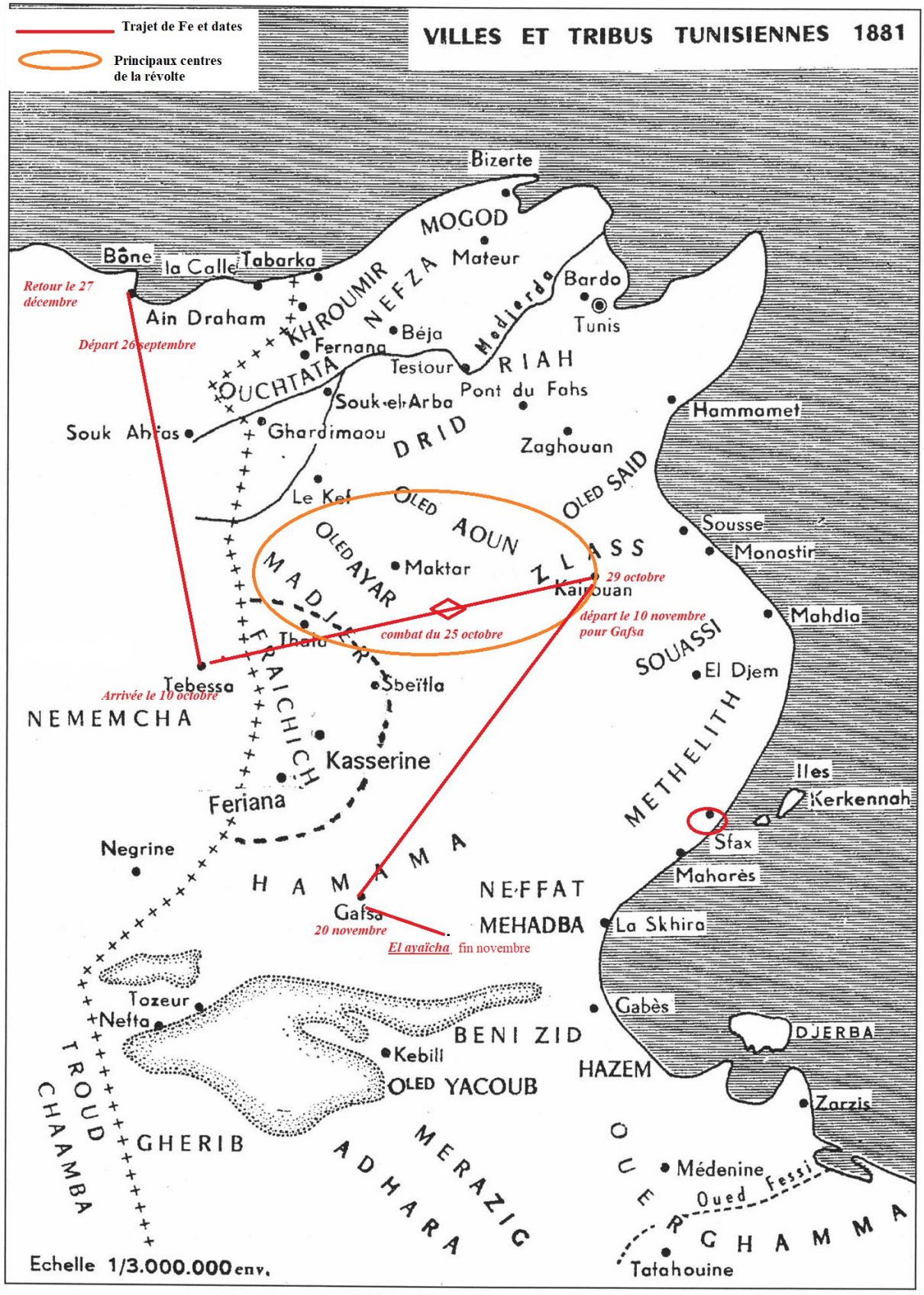
Le jugement semble conforme à la réalité[124]. Les effectifs ont été importants, surtout quand on les met en rapport avec la faiblesse des révoltés, et il faut souligner le rôle des goumiers, qui ont aussi par leurs contacts tribaux (Franchet d'Espèrey le souligne d'ailleurs au début de la campagne) aidé à l'approvisionnement et au renseignement. Les services de renseignement français ont sur ce point effectué un travail d'analyse remarquable, notamment la mission Sandherr entre avril et décembre. Ce dernier soulignait notamment : « *les notables paraissent ralliés à notre protectorat (....) la résistance est issue des basses classes* »[125]. Malgré « *l'habitude de la guerre en Afrique* », les cartes et l'eau ont parfois manqué. Le bilan humain n'est que de quelques centaines de morts côté

124 La série 2H10 du SHD comporte plusieurs comptes rendus des diverses colonnes mais, déclassifiée seulement en avril 2021, elle n'a pas pu être consultée en détail.

125 SHD 2H1, la mission Sandherr a laissé 15 cahiers très précis, détaillant l'attitude des diverses villes, tribus et puissances étrangères envers la France. Jean Sandherr, saint-cyrien, est alors capitaine au 2e régiment de Tirailleurs algériens. Il commande ensuite le contre-espionnage français, officiellement la Section de statistique, lors de la condamnation de Dreyfus, décision qu'il approuve.

français.

Par contre les conséquences politiques sont plus importantes : bien que le protectorat soit renforcé, et malgré son succès, le gouvernement Ferry est renversé (il avait fait voter des crédits en vue d'une opération de police et non de conquête, et donc trompé le parlement, sourcilleux sous la III^{e} République, de ses prérogatives). L'Italie quant à elle proteste et se rapproche de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en signant un traité d'alliance : la Triplice.



Carte d'A. Martel http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1966. Complétée par mes soins.

4) Retour à Blida et École de guerre

Franchet d'Espèrey retourne à sa vie de garnison à Blida. Dans ses carnets il affirme avoir eu un souci avec le commandement en second « *qui connaît peu ses règlements de manœuvre, j'ai le tort de lui prouver à différentes reprises : il me note comme manquant de modestie* ». Grâce à la solde issue de la campagne, il vit à l'hôtel jusqu'à l'annulation des cinq francs de prime par jour qui devient réservée aux troupes venant de métropole.

Le capitaine lui confie l'instruction de la compagnie. Il s'agit entre autre de compléter les effectifs qui sont vite portés à 170 hommes. Les engagements et rengagements sont nombreux, notamment à Tizi-Ouzou : « *les Kabyles ne connaissent pas encore les usines françaises ; ils s'engagent en masse pour toucher la prime, afin de payer une paire de bœufs ou une pièce de terre* ».

Il finit par rentrer à l'École supérieure de guerre à Paris le 1er novembre 1882. Il loge dans une pension à Paris mais reste habité par un désir d'action. C'est pourquoi, il retourne en Algérie lorsqu'il apprend l'organisation de l'expédition du Tonkin mais il n'est pas retenu.

L'École supérieure de guerre est alors le pilier sur lequel l'armée est censée se régénérer après 1871, comme l'exprime fort justement J.-N. Grandhomme : « *À côté des baroudeurs des tropiques, de ces officiers coloniaux qui bâtissent un empire à la République avec des moyens parfois ridicules, mais animés d'une foi patriotique ardente, à côté des officiers de garnison, indispensables pour instruire les soldats au quotidien, l'armée forme également un corps de théoriciens et de tacticiens* »[126], et de préciser que « *les mêmes hommes sont d'ailleurs souvent polyvalents* ». C'est le profil exact de Franchet d'Espèrey. Ce dernier juge, après coup, en ces termes élogieux cette école dont le prestige « *a grandi à proportion des services rendus et de son influence sur le développement intellectuel de l'armée* »[127]. En effet, créée à titre expérimental en 1876 elle n'a

126 J.-N. Grandhomme, *Berthelot, du culte à l'offensive à la stratégie globale*, Soteca, Paris, 2011, p. 72.
127 Franchet d'Espèrey, « Du Directoire à la guerre de 1914 », *in* Hanotaux, *Histoire de la nation française,* vol 8, *Histoire militaire et navale,* Paris, 1927, p. 484.

été pérennisée qu'en 1880. L'enseignement prend en compte les conflits récents et comprend des cours théoriques et pratiques. En effet, à chaque cours de tactique d'armes sont jointes entre douze et seize séances pratiques sur le terrain. L'ensemble est complété de voyages d'état-major.

L'époque de Franchet d'Espèrey marque le basculement, relatif, entre deux conceptions : la plus ancienne où on demande aux officiers d'avoir avant tout l'esprit militaire, courage, charisme, discipline, comme aux temps des deux Empires[128], cela s'accompagnant d'une certaine défiance pour l'intellectuel. Les élèves diplômés de Saint-Cyr n'avaient-ils pas comme tradition de brûler leurs cahiers ? D'ailleurs le maréchal de Mac-Mahon, ce n'est pas rien, l'exprimait ainsi : « *j'efface du tableau d'avancement tout officier dont j'ai lu le nom sur la couverture d'un livre* »[129]. L'autre tradition puise sa légitimité dans le traumatisme de 1870 où les lacunes scientifiques, voire intellectuelles, des officiers français sont mises en accusation. Plus que de courage et de sacrifice, l'armée française aurait manqué de cartes, d'organisation, de formation. On s'attache alors à mieux former les officiers, que ce soit à Saint-Cyr ou à l'École de guerre.

Pourtant dans ses carnets, Franchet d'Espèrey a la dent dure contre l'institution :« *je ne profite pas beaucoup de l'enseignement de l'École (...) les professeurs ne s'imposent pas* ». Il considère avec le recul que : « *l'École de guerre se complaît dans les études de la stratégie napoléonienne sans observer que ces succès ont été obtenus par les marches de concentration, supprimées à notre époque par le chemin de fer* »[130]. C'est une critique classique parmi les officiers ayant servis dans les colonies qui trouvent l'enseignement trop intellectuel et écarté du terrain, d'ailleurs les campagnes coloniales ne sont pas étudiées[131]. Cela prouve que la réforme n'est pas totalement achevée en 1874-1876. Franchet d'Espèrey sait se départir de son admiration envers Napoléon pour penser aussi la guerre en termes modernes : l'affrontement n'est pas uniquement

128 Pour une mise en perspective voir Ortholan H, *L'armée du Second Empire,* Soteca, 2009.
129 Cité par La Gorce (P-M. de), *La République et son armée (1),* Paris, 1963, p. 19.
130 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 4, chapitre 19, titre 3.
131 Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka, *Histoire militaire de la France, II. De 1870 à nos jours,* Perrin, 2018, p. 106.

pour lui une copie des modèles anciens mais une réinvention à l'aune des outils modernes. On observe aussi une sorte de double discours : élogieux et consensuel dans des ouvrages à grand public (mais où il juge aussi l'école sur le long terme) et plus critique lorsqu'il s'agit de ses carnets de son expérience propre. Il apprécie cependant son voyage dans le Nord-Est et la visite des fortifications. Il en profite aussi pour visiter Metz.

En définitive, cette école permit de former des cadres compétents et qui surent se montrer à la hauteur et rivaliser avec le prestigieux état-major allemand.

Par son tempérament, ses références militaires, paternelles et historiques avec Napoléon, Franchet d'Espèrey est porté vers l'action. Il cherche autant qu'il le peut à participer aux opérations militaires dans les colonies, se porte toujours volontaire, et essaye au maximum d'aller sur le terrain même lorsqu'il exerce des fonctions qui ne le nécessitent pas : ainsi lorsqu'au Tonkin ou au Maroc il accompagne les colonnes mobiles. L'armée dans laquelle il entre en 1876 comporte beaucoup de ces vieux soldats qui manquent de formation et d'appétence pour la formation ou le travail de bureau, et il ne se prive pas de les critiquer. Bien qu'il s'en plaigne et qu'il affirme souvent ne pas les apprécier, Franchet d'Espèrey accomplit avec le plus grand soin ces tâches administratives ingrates dont il a compris qu'elles étaient indispensables au bon fonctionnement de l'armée. Quant à l'exercice des soldats, il s'y consacre sans relâche lors de ses divers commandements.

En résumé, tant par son inclinaison et son tempérament « militaire », c'est-à-dire d'homme de terrain et d'action, que par ses qualités intellectuelles et son analyse lucide de ce que devient un militaire dans les armées modernes, Franchet d'Espèrey synthétise l'officier moderne de la Troisième République. Sa génération entérine le changement de modèle de l'officier : du brave, au technicien.

B) L'expédition au Tonkin

1) Retour en Algérie et départ en expédition

Le jeune breveté retourne en Algérie de décembre 1884 à avril 1885. Le commandant de la subdivision d'Aumale le réclame mais est vite remplacé, et Franchet d'Espèrey trouve son successeur moins capable et souffre du manque d'action. Très vite, il aspire à partir : « *je n'ai qu'un but, aller au Tonkin* ».

En janvier 1885, un nouveau détachement est demandé pour le Tonkin et il cherche avant tout à en être : « *je file à Alger pour tâcher d'en avoir le commandement* » ; mais un officier vient de France pour le commander. Franchet d'Espèrey va alors porter une réclamation au ministre de la Guerre et celle-ci aboutit. En attendant, il remplace l'officier d'ordonnance du général d'Aubigny qui commandait la subdivision d'Alger et qui est parti au Tonkin. L'hiver à Alger est agréable pour le jeune officier et il apprécie le travail sous « un chef bienveillant ».

Après le désastre Lang-Son[132], le régiment doit envoyer deux renforts de 400 hommes. Le général d'Aubigny ne fait aucune difficulté pour le laisser partir.

Le régiment a déjà fourni deux bataillons de 100 hommes, des renforts de 200 puis de 400 hommes, « *il est à peu près épuisé, car il ne faut emmener que des hommes ayant au moins deux ans de service à faire* ». Le détachement envoyé est encadré par 2 officiers, 3 sergents français, un indigène, 6 caporaux indigènes et 2 Français du 1er Tirailleurs. Pour les hommes de troupe, on compte 380 tirailleurs dont 20 jeunes engagés de moins de 20 ans « *que le major a le grand tort de désigner, ils seront une proie toute indiquée pour les maladies tropicales* ».

Le détachement part d'Alger le 11 avril 1885. Sur le Canada, bateau peu fait pour transporter 1 400 hommes, les soldats doivent se partager les couchettes par moitié de nuit. En plus

132 Il s'agit plutôt d'une retraite après un réel échec contre les Chinois ; elle entraîne la chute du gouvernement Ferry. Lang-Son est une ville frontalière avec la Chine contre laquelle la France est en guerre.

du détachement de Tirailleurs, il y a 1 000 Zouaves et un pont encombré de foin et de stalles destinées aux 14 chevaux. Le 17, ils arrivent à Port-Saïd. Au large de la Mecque, des hommes jettent des sous dans la mer. Franchet d'Espèrey occupe ses hommes en établissant un tableau de travail et d'exercices physiques. Le jeune officier témoigne encore une fois de son goût, qui ne se démentit jamais, pour l'action et l'entraînement des hommes. Les conditions restent difficiles et un officier mécanicien en second succombe d'un coup de chaleur.

Le 8 mai à Singapour, les officiers dînent chez le consul de France. L'incertitude règne, il y a des rumeurs selon lesquelles des navires chinois cherchent à couler les renforts français. Enfin, le 13 mai, le navire arrive à Halong, apportant les premiers renforts depuis Lang-Son.

2) La situation en Indochine

Tout débute lorsque le commandant Rivière trouve la mort, le 19 mai 1883, en luttant contre les pavillons noirs (des irréguliers chinois)[133]. Il avait tenté de mettre sous contrôle le commerce extérieur du Vietnam et pris Hanoï, agissant largement sans le contrôle de Paris qui n'envisageait alors pas de conquête militaire. Les moyens et effectifs, qui étaient très limités - 750 hommes environ pour Rivière - sont alors régulièrement augmentés et le commissaire de la République Jules Harmand[134] impose le protectorat au Tonkin en août 1883. Même si le traité est légèrement remanié en 1884 et finalement ratifié en 1886 seulement, c'est sur cette base que se fonde la domination française.

Le conflit au Tonkin comporte trois aspects, une guerre militaire et diplomatique contre la cour de Hué, dont l'Empereur meurt sans héritier ; une action militaire au Tonkin contre les forces Tonkinoises et les pavillons noirs ; et une action diplomatique contre la Chine. Sur le terrain, la

133 Pour toutes ces opérations en Indochine, voir, P. Brocheux et D. Hémery, *Indochine, la colonisation ambiguë*, Ed.la Découverte, Paris, 2001, pages 55 et suivantes. Et M. Bodin, *Les Français au Tonkin, 1870-1902. Une conquête difficile*, Ed Soteca, 2012.

134 Jules Harmand, 1845-1921, médecin, explorateur et diplomate. Après avoir exploré en plusieurs voyages la région, notamment les ruines d'Angkor, il est consul de France dans plusieurs pays.

situation s'emballe et dépasse les prévisions de Ferry. La métropole doit envoyer des renforts, 8 000 hommes dans l'été 1884, et voter des crédits alors même que la Chine envoie des troupes régulières au Tonkin. Très vite des négociations s'ouvrent avec Pékin, alors même que les opérations militaires se poursuivent, les Français cherchant à prendre des gages territoriaux contre la Chine. C'est dans ce contexte que l'armée française est mise en échec à Lang-Son le 28 mars 1884, ce qui entraîne la chute du gouvernement Ferry. Finalement, la Chine signe la fin des hostilités le 4 avril 1885 (le traité est ratifié en 1886), elle ne perd aucun territoire et ne paye aucune indemnité.

Alors que débute l'évacuation des Chinois et pirates noirs, les renforts français arrivent, portant les effectifs à 35 000 hommes. Le gouvernement français croit alors les opérations finies, vu que le protectorat a été signé et que la Chine retire ses troupes. Néanmoins, la résistance de la population continue. Franchet d'Espèrey la décrit fort justement ainsi : « *on appelle pirates soit des débandés, soit d'anciens pavillons noirs, soit simplement des patriotes annamites qui pillent les villages soumis* »[135].

135 Gastines, *Carnets, op cit*, 6 juin 1885.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922). Franchet d'Espèrey est le numéro 14 et le général Jamont le 1.

3) Les différentes opérations

Franchet d'Espèrey part le 16 mai vers la garnison de Bac Ninh et les Français y arrivent le 17 mai, il consigne dans ses carnets « *nous sommes attendus comme le Messie* ». En effet, le commandant en chef de la garnison ne peut compter que sur un bataillon d'infanterie de marine en garnison, des soldats du 3e Tirailleurs qualifiés « d'éclopés » et quelques recrues tonkinoises, alors qu'il craint les bandes chinoises et un siège. Comme toujours Franchet d'Espèrey active ses troupes et pense à leur entraînement : les journées se composent d'un exercice le matin, d'une sieste, de cours de théorie et d'exercices préparatoires au tir.

La situation n'a pas l'air si catastrophique et donne lieu à des aventures toujours pittoresques. Le 18, la garnison reçoit une missive en latin d'un missionnaire tonkinois suite à laquelle Franchet d'Espèrey ravitailler un poste avancé avec 200 hommes et 20 coolies. Il arrive le

19 mai au village qui se révèle entièrement chrétien et où le curé indigène et le conseil municipal l'attendent. En fait, la garnison est composée d'un seul homme, un légionnaire déserteur qui, lorsque les pirates arrivent, tire quelques coups et fait fermer les portes. Cela suffit.

À son retour, il apprend que la paix avec la Chine a été signée début avril, ce qui est tardif : « *Les Chinois ayant le télégraphe ont été prévenus bien avant nous, ce qui explique la tranquillité revenue dans le pays* ».

Le 3 juin, il arrive à Hanoï et rejoint le 4 juin le général en chef de Courcy[136]. Le corps du Tonkin est alors constitué de deux divisions et d'une réserve ; chaque division peut agir de manière autonome sur son territoire. Malgré la paix, les tensions subsistent. Le manque de moyens fait durer les opérations. D'un autre côté, les guérilleros n'arrivent pas à se structurer, et restent séparés en multiples bandes sans grand lien et qui opèrent sur une base régionale. La seule tentative de base solide est brisée lors du siège de Ba-Dinh, fin 1886, auquel participent Metzinger mais aussi le jeune capitaine Joffre.

Franchet d'Espèrey appartient à une colonne qui doit aller aider un poste à Bach Hat situé dans la vallée Song-Dao[137] infestée de pirates. Le détachement est composé des 3e et 4e compagnies du 1er Tirailleurs, d'une compagnie de tirailleurs Tonkinois, d'une section d'artillerie de montagne et d'une section d'auxiliaire du génie. Toujours actif, Franchet d'Espèrey améliore la carte de la zone, prend des renseignements. Il apprend alors qu'il y a 1 000 fusils en face d'eux. Le colonel décide d'enlever le village par une marche de nuit. Le détachement arrive au village le 2 juillet au lever du jour, il se compose seulement de 2 canons et de 100 hommes en raison de nombreux retards : la colonne coupée par l'orage, est restée 1,5 km en arrière. Le temps de la regrouper les

136 Henri Roussel de Courcy, 1827-1887, saint-cyrien, il participe à l'expédition du Mexique. Il participe à la guerre de 1870 et à l'armée de Versailles. Il est nommé commandant en chef du corps du Tonkin, du 14 avril 1885 au 26 février 1886.
137 Actuelle rivière noire, affluent du fleuve rouge.

pirates ont filé.

Le 8 juillet, Franchet d'Espèrey effectue une reconnaissance avec 40 Algériens d'élite et 10 Tonkinois. Dans le village de Song-Chai, il interroge les notables et apprend que la résidence de l'ancien administrateur (Quan-Bo en annamite) est occupée par des rebelles (estimés à 1 000 fusils) et des officiers chinois. Il décide alors d'installer un poste à Lien-Son. Son colonel établit un rapport exhaustif sur l'installation du poste de Lien-Son et propose son avancement mais « *de Courcy ne nomme que ceux ayant participé au combat de Hué* » et il n'est pas promu.

La situation sur le terrain reste compliquée : des combats et résistances persistent. Les Français en font porter la responsabilité à la cour et aux hauts mandarins. L'empereur Hàm Nghi n'étant qu'un enfant, la cour est divisée en deux clans organisés autour des deux régents, l'un favorable à la résistance, l'autre à l'accommodement. Alors même que les Français pensent à capturer les deux régents, l'un d'eux, Tôn Thất Thuyết, prend les devants et fait attaquer les Français présents dans une partie de la citadelle de Hué le 5 juillet 1885. Précisons que le 3e zouaves[138] de Metzinger a débarqué quelques jours auparavant et, après une marche difficile et plusieurs morts d'épuisement, vient de s'installer dans la citadelle le 4 juillet. Ils sont alors, avec des chasseurs, les seuls soldats français dans la capitale (1 100 hommes tout de même au total). Les Zouaves ne connaissent pas encore la ville, de plus, la citadelle est en deçà d'autres fortifications qui permettent de la bombarder et qui seront reconquises difficilement.

L'attaque surprend les Français en pleine nuit, le 5 juillet 1885, et le chef de bataillon Metzinger, encore en chemise, est un des premiers à rallier les Zouaves émergeant du sommeil pour reprendre le contrôle de la cour avant que les différentes compagnies ne partent à l'assaut des fortifications puis du palais impérial évacué en pleine panique par la cour. Les Français perdent

138 Voir SHD 10H18-6, le journal de marche et d'opération du 3e Zouaves qui est très détaillé. Plus globalement, il faut voir la série 10H pour l'expédition du Tonkin.

environ cinquante hommes mais les Annamites comptent au moins mille morts. Le souverain d'Annam, ses ministres, conseillers et courtisans prennent alors la fuite[139]. La population se soulève alors, en partie selon les instructions des mandarins[140], afin d'aider le Roi : c'est le mouvement *Can Vuong* (« Soutien au roi »).

réalisée par l'auteur

139 Le roi est livré aux Français le 3 novembre 1888.
140 Voir Charles Fourniau *Annam-Tonkin 1885-1896. Lettrés et paysans vietnamiens face à la conquête coloniale*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Alors même que l'épidémie de choléra[141] force l'état-major à limiter les sorties et à étendre les cantonnements, Franchet d'Espèrey effectue en septembre 1885 une reconnaissance vers l'ouest, pour chasser des bandes rebelles, concentrées entre la Rivière Claire et le Fleuve Rouge[142] et qui en sortent afin de piller des villages pro-français. De forts moyens ont été mis en œuvre par la 1ère division afin d'éviter les pertes. Les troupes sont organisées en trois colonnes, Franchet d'Espèrey participe à la colonne de gauche du colonel Mourlan. Cette dernière comprend :

- 3 compagnies du 1er Tirailleurs Algériens - commandant Hesling
- 3 compagnies du 3e Tirailleurs Tonkinois - commandant de Mibielle
- 1 compagnie tonkinoise - capitaine Granier
- 1 escadron du 21e Spahis - capitaine Tarride
- 6e batterie du 13e d'Artillerie servant des pièces de 80 mm de montagne
- 5e et 6e batteries bis d'Artillerie de marine, sans animaux, servant six pièces de 90 mm et six pièces de 95 mm destinées à appuyer la traversée du fleuve.

Sur l'autre rive les Chinois, des débandés et non l'armée régulière, sont peu actifs, et incitent surtout les coolies et tirailleurs tonkinois à déserter. Le fleuve est franchi en trois échelons, le 21 octobre, les troupes étant protégées par l'artillerie qui bombarde les villages mais effrite peu leurs défenses. En face des Français, on retrouve un chef de bande nommé Bo-Giap qui a réuni des soldats licenciés de l'armée du Yun Nan[143], des débris des pavillons noirs et des rebelles tonkinois. Pour les assauts, la tactique est toujours la même : afin de limiter les pertes, l'artillerie pilonne les villages alors que les troupes les encerclent. Mais les dissidents sont plus mobiles et s'échappent très souvent. Malgré tout, le 24 octobre, le village est pris et trois officiers de l'armée régulière chinoise sont capturés, preuve que la Chine n'est pas totalement sortie du conflit (même s'il peut s'agir d'officiers débandés). Les résultats sont succincts même si les pertes sont faibles : 30 officiers et

141 Elle aurait tué 4% des effectifs, voir Mounier-Kuhn, *Les services de santé militaires français pendant la conquête du Tonkin et de l'Annam*, 1882-1885, Ed NEP, Paris, 2005.

142 Cela correspond à peu près à la région entre Son Tay et Hanoi.

143 Le Yun Nan ou Yunnan est une province chinoise frontalière au Tonkin. L'armée chinoise est organisée selon des bases régionales et se compose donc, de fait, d'armées distinctes. Lors du siège de Pékin, des gouverneurs chinois refusent d'ailleurs d'aider Pékin, en arguant du fait que c'est l'armée de Pékin qui est en guerre avec les Occidentaux.

640 hommes sont malades, et 2 officiers et 87 hommes sont morts.

Franchet d'Espèrey note qu'au second semestre 1885 les pertes sont de 1 748 morts du choléra et de 1 458 hommes tués au feu ou victimes d'autres maladies (probablement la majorité), pour un effectif de 34 800 hommes dont 7 600 Tonkinois. On peut considérer que, de 1882 à 1896, il y eut 2 600 morts au combat et 19 000 de maladies[144].

À partir de début 1886, les Français développent de nombreux postes tout autour de Hanoï dont les alentours n'étaient pas encore pacifiés. Des renforts arrivent aussi de France, notamment du 1er Tirailleurs algériens, et le gouvernement se décide à nommer un résident général civil : Paul Bert[145].

Le 15 janvier 1886, Franchet d'Espèrey part à Son Say[146] renforcer l'état-major du général Jamais[147] qui commande la 1ère brigade et dirige les opérations sur le Fleuve Rouge. L'objectif est Than Quấn, une petite ville occupée par des dissidents. On applique toujours la même méthode, la progression s'effectue en quatre colonnes ; les canonnières éprouvant des difficultés pour avancer dans le détroit, on crée à la place des « jonques de guerre » à l'utilité douteuse. La colonne est formée d'une partie des bataillons et compagnies : seuls les hommes les plus vigoureux participent, les autres gardent les postes afin d'appuyer les autorités nommées par la France.

Franchet d'Espèrey s'occupe de l'avant-garde et de l'amélioration des cartes :

« *Comme j'ai travaillé à Hanoï à tous les préparatifs, je peux être très utile. Je suis chargé du service topographique dans un pays sans cartes ; j'y ajoute de moi-même les renseignements, de sorte que mon rôle est intéressant.*

Me souvenant du temps passé auprès du colonel Mourlan, je marche toujours à l'avant-garde avec

144 Voir Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka, *Histoire militaire de la France, II. De 1870 à nos jours,* Perrin, 2018, p. 106.

145 Député, anti-clérical, et ministre de l'instruction publique entre les deux ministères Ferry. Il est nommé, le 1er janvier 1886, résident général civil au Tonkin.

146 Ou aussi Sontay, sur la rive sud du Fleuve rouge, à environ 40 km à l'ouest de Hanoï.

147 Eugène Jamais, 1831-1911, il participa au siège de Sébastopol où il perd un œil. Il participe à la guerre de 1870, il est colonel lors de l'expédition de Tunisie et général lors de l'expédition du Tonkin.

les guides que je me suis procurés de ma propre initiative.

Je ne sais si c'est le manque de confiance en moi, mais jamais le général ni le capitaine de la Bastide ne m'ont donné la moindre indication. Pendant tout mon séjour à cet état-major, je ne suis jamais en confiance : c'est vraiment pénible ».

Le 1er février, le fleuve est franchi sous quelques coups de feu. Les colonnes avancent lentement car elles doivent s'attendre afin de progresser de concert. De nombreux villages se soumettent rapidement. Franchet d'Espèrey note que : « *les villages sont en dehors de la route mais les notables viennent à l'intersection faire soumission et le « laï rituel* » (des courbettes avec les mains jointes) ». À partir du 4 février, les Français entrent dans la forêt et voient des Chinois tués, dévorés par les tigres. Les affrontements sont rares, les Chinois fuient devant les troupes françaises. L'avancée est lente mais à partir du 6 février, les Français empruntent les routes tracées par les Chinois, larges de trois mètres, et disposant de casernements et d'espaces dégagés tous les 20 kilomètres. Le 12 février, les Français atteignent la garnison de Bao Hao. Le 14, ils capturent un comptable de l'armée chinoise endormi avec ses registres. Encore une fois, on a une preuve de l'ambiguïté de la Chine qui laisse une partie de ses troupes aider la rébellion, il ne peut s'agir ici d'un simple déserteur. L'organisation française n'est pas optimale et le 14 février Franchet d'Espèrey note dans ses carnets :

« Le temps de la grand-halte écoulé, les troupes sont sac au dos et vont s'ébranler, mais nous n'avons pas fini de manger, notre repas a été retardé pour attendre les pommes de terre frites. La grand-halte est donc prolongée d'une demi-heure. J'avoue que j'en suis indigné. Le général Jamais est un homme brave, payant volontiers de sa personne ; ainsi que le général Millot[148], il a bruyamment donné son adhésion à Gambetta qui l'a soigné. Comme colonel, il a gagné ses étoiles au débarquement de Sfax où il se plaignait d'avoir été roulé par les marins ; il est venu au Tonkin chercher sa troisième étoile: elle ne se lèvera jamais »[149].

148 Charles-Théodore Millot, 1829-1889, saint-cyrien, il participe à la guerre de 1870 et commande le corps expéditionnaire du Tonkin jusqu'en 1884.
149 Gastines, *Carnets, op cit*, 14 février 1886.

Franchet d'Espèrey participe à des reconnaissances avec des colonnes légères et aide des villages locaux contre des rebelles qui se comportent en bandits. Il apprécie ce genre d'actions : « *je suis très content de l'expédition et regrette seulement qu'elle aie été si courte. Le seul ennui éprouvé a été d'avoir à assurer la levée de la route suivie en même temps que le commandement du détachement, étant le seul officier français »*[150]. Par contre, la guerre étant menée contre des populations locales, les massacres et exactions des soldats français sont nombreux mais il les passe sous silence[151].

Il rentre à Hanoï en mars 1886. L'organisation française de l'époque repose sur une multitude de petites garnisons, Franchet d'Espèrey parle « *d' une poussière de postes* », aux effectifs variés, parfois faibles, et aux communications difficiles.

150 Gastines, *Carnets, op cit*, 26 février 1886.
151 Voir pour exemple, Emile Deguine, *La conquête du Tonkin, Journal de marche d'un Turcos (1885-1887),* L'Harmattan, Paris, 2009.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

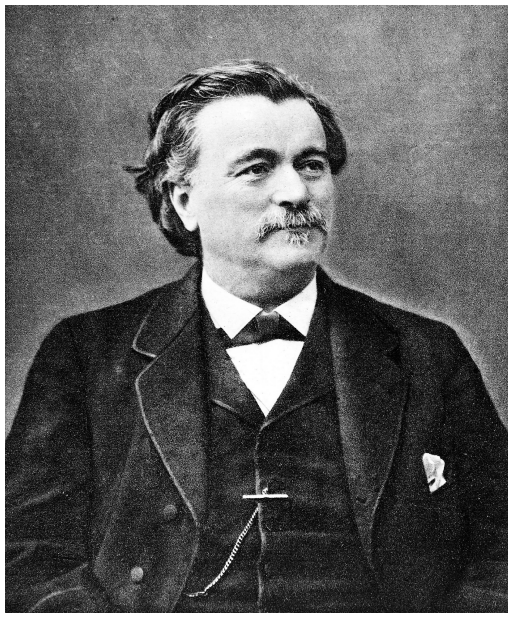
La photo illustre le poste de Hông Hoa en 1891. L'armée a créé des régions et des cercles regroupant les postes ; les cercles sont en principe occupés par un bataillon de Tonkinois répartis dans les différents postes. Le chef du bataillon, disposant d'un soutien de Zouaves, a le commandement du cercle. Les commandements de région, colonels ou lieutenants-colonels ont toute autorité pour modifier la composition et la force des postes. Franchet d'Espèrey s'en attribue d'ailleurs la paternité.

En avril, l'épidémie de choléra diminue. Franchet d'Espèrey note qu'il n'y a que 68 morts dont 13 qui y sont liés, et est affecté au service des renseignements. Le pays est alors divisé en trois grands commandements, confiés à des généraux, eux-mêmes divisés en régions commandées par

des colonels ou lieutenants-colonels dont dépendent un certain nombre de places permanentes puis des postes temporaires. Places et postes sont tenus par un bataillon indigène et une compagnie ou peloton européen . L'armée connaît des difficultés à les alimenter convenablement, par exemple, les bovins doivent venir de loin, la région n'en possédant que très peu. De plus, la rébellion continue des frontières de la Cochinchine à la Chine.

Comme le souligne Franchet d'Espèrey : « *bien que soit-disant la paix règne partout, nous devons cependant mettre sur pied de nombreuses colonnes, peu importantes il est vrai* »[152].

Paris a confié la haute main sur sa nouvelle colonie à un résident général, chef du Protectorat de l'Annam et du Tonkin, qui bénéficie d'un service spécial autonome avec son budget et ses moyens propres et représente la République française auprès de la cour de Hué. Le premier est Paul Bert[153]. Il arrive au Tonkin le 8 avril 1886 et est accueilli par le Général Warnet[154] qui ensuite organisera la dissolution du corps du Tonkin et rentrera en métropole.



source Wikipédia : Paul Bert

152 Gastines, *Carnets, op cit,* 2 mai 1886.
153 Paul Bert, 1833-1886, médecin et député radical, ministre de l'Instruction publique en 1881-1882, il est un des fondateurs de l'école laïque, obligatoire et gratuite. Il soutient la colonisation et est nommé résident de l'Annam-Tonkin début 1886, et y meurt du choléra en novembre. Il est lui-même libre-penseur.
154 Charles Auguste Louis Warnet, 1828-1913, lieutenant en 1852, il participe à la campagne de Kabylie et du Mexique, s'échappe à Sedan en 1870. Il est chef d'état-major du général de Courcy et prend la tête du corps expéditionnaire pendant quelques mois en 1886.

Franchet d'Espèrey critique la politique menée par Paul Bert en : « *c'est un esprit faux, il interdit les contacts entre les fonctionnaires indigènes et les chefs militaires et centralise tous les renseignements* », de même : « *c'est un homme animé de bonnes intentions mais il est arrivé trop tôt* » et plus loin : « *Paul Bert est parti de France bourré d'idées préconçues. Il est persuadé que la guerre est finie et que ce sont ces méchants militaires qui la prolongent à plaisir pour obtenir des grades et décorations. De plus, son anti-cléricalisme notoire l'empêche de tirer parti de la grande influence des missionnaires* »[155]. En effet, les civils se méfient quelque peu des militaires, et pour lui, Paul Bert serait plus adapté à la gestion d'une colonie apaisée. Par exemple, ce dernier considère que de simples milices suffisent, bien qu'elles ne soient pas soldées et faibles militairement. Pensant déjà à la paix et au développement économique, il programme pour mars 1887 la première grande exposition de Hanoï qui « *veut présenter un visage apaisé, puissant et moderne de la présence française* »[156].

Pourtant, les « *bandes chinoises circulent impunément* » (terme générique, il peut s'agir aussi d'anciens pavillons noirs, voire de rebelles Tonkinois). L'armée française diminuée doit s'appuyer sur sa marine et son infanterie, mais celle-ci éprouve des difficultés à faire de longues marches sur des routes limitées et sous une forte chaleur. Franchet d'Espèrey accompagne une colonne allant visiter un fort en avril 1886 et c'est sa dernière sortie sur le terrain.

Le 21 août 1886, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Lorsque le résident général Paul Bert meurt de dysenterie le 11 novembre 1886, il est remplacé par intérim par Paul Vial[157] que Franchet d'Espèrey qualifie de « *charmant mais très entêté* ». Ce dernier rapporte la circulaire interdisant les rapports entre civils et militaires, les mandarins peuvent appeler aux postes militaires.

155 Gastines, *Carnets, op cit,* 14 juillet 1886.
156 R. Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 66.
157 Paulin Vial, capitaine de frégate et ancien résident de Cochinchine

Franchet d'Espèrey se retrouve seul au bureau des opérations et attend avec impatience des renforts pour les bataillons d'Afrique et du 1er Étranger. Les troubles persistent. Au nord, la commission de délimitation de la frontière avec la Chine rencontre des obstacles. Les Français tentent de s'appuyer sur des mandarins, comme Nguyen Van Quang que Franchet d'Espèrey a aidé en février, et les Muong, mais il y a encore régulièrement des morts. Au sud, dans la province de Thanh-Hóa, le lieutenant-colonel Metzinger lutte contre la rébellion excitée par le voisinage de l'Annam. Ce dernier doit affronter de nombreux petits groupes très mobiles, qui lui échappent souvent, ses colonnes étant trop lourdes ou trop lentes, jusqu'à ce qu'il en organise de plus légères[158]. En général, les rebelles n'arrivent pas à se structurer et sont de fait séparés en de multiples bandes sans grand lien et opérant sur une base régionale.

Afin de sécuriser la zone, les lieutenants-colonels Dodds et Metzinger, commandant à Nam Đình et Thanh-Hóa, se portent avec des forces modestes (en tout deux compagnies et demie de Tonkinois, une centaine de Zouaves et un canon), sur trois villages transformés en centres de résistance, dans le voisinage de la mer. L'assaut du 18 décembre est un échec qui coûte 9 morts. Les Français rentrent dans leurs garnisons avec de nombreux blessés et des munitions quasi épuisées. Il faut reconnaître que le terrain est très difficile : il est constitué de plaines inondées et de villages protégés par des haies de bambous et des retranchements.

Néanmoins, des renforts, modestes, sont accordés aux colonnes françaises qui disposent alors de 1 000 hommes et de 4 pièces de 80, contre environ 2 000 hommes. Elles assiègent alors Ba Đình, qui est la seule base à peu près solide des rebelles.

Franchet d'Espèrey ne participe pas à l'expédition mais aide à l'organiser et en donne un compte rendu intéressant :

« *Après une préparation d'artillerie insuffisante, la droite de la gabionnade étant arrivée à 50 mètres de l'ennemi, l'assaut est donné avec trois colonnes.*

La tête de la colonne de droite, où sont les officiers et les Français, est renversée par l'explosion

158 Voir la correspondance de Metzinger, SHD 8N21-6.

d'une mine fort adroitement disposée ; le reste de la colonne ne suit pas.

Tout le feu ennemi se porte sur la deuxième colonne, et le capitaine Bouchage qui la commande tombe grièvement blessé.

La troisième colonne qui a le plus long chemin à faire, ne peut réparer l'échec des deux autres. Sur les sept officiers des colonnes d'assaut, cinq sont hors de combat. Le lieutenant-colonel Dodds fait sonner la retraite ; les morts et les blessés sont ramenés en arrière par jonque.

Nous allons voir à l'hôpital d'Hanoï, bien installé, nos camarades blessés qui arrivent en bon état grâce au mode de transport fluvial. Je rends souvent visite à mon ami Bouchage, un de mes anciens ; une balle de gros calibre tirée d'assez près a fait éclater le fémur, ce qui va lui causer une indisponibilité sérieuse et l'obliger à quitter l'armée.

Ce deuxième échec nous donne du travail. Il faut trouver des renforts et faire flèche de tout bois. Le général Munier est un homme de relations agréables, mais aussi un homme de décision. Le colonel Brissaud, commandant la première brigade, doit interrompre les opérations sur la Rivière Noire et se rendre sans retard pour prendre le commandement des opérations. D'Amade[159] lui est donné comme chef d'état-major. En raclant partout, nous trouvons une compagnie du 1er Etranger, une compagnie du bataillon d'Afrique, deux compagnies de Tonkinois, deux sections de 80 de montagne.

Mais le général voulant éviter les pertes inutiles nous donne l'ordre d'organiser un parc de matériel de siège (artillerie et génie); le capitaine Joffre, chef du génie de Hanoï, part avec deux autres officiers du génie et cinquante sapeurs. Nous sommes tellement pauvres que le parc d'artillerie ne totalise qu'une section de quatre pièces de 95 et deux mortiers, la section étant servie par les pontonniers du lieutenant Busch.

Pour corser les effectifs, nous faisons venir de Hué une compagnie d'infanterie de marine, rassemblée pour partir en colonne vers le sud et l'amiral Rieunier[160] met à notre disposition la

159 Saint-cyrien, camarade de Franchet d'Espèrey à l'École de guerre. Il est à l'époque capitaine et ordonnance du général Munier qui dirige la 2e brigade de la 1ère division du corps d'occupation.

160 Henri Adrien Barthélémy Louis Rieunier, amiral et homme politique, 1833-1918. Il participe à l'escadre de l'Ex-

compagnie de débarquement du "Turenne" et une section de mitrailleuses Hotchkiss. C'est un ensemble un peu bigarré, mais nous ne pouvons faire mieux »[161].

Le 15 janvier 1887, Ba Đình est de nouveau assiégée. Les travaux d'investissement, sous la direction du capitaine Joffre[162], et le bombardement commencent. Le 20 janvier, les assiégés s'enfuient mais laissent 600 hommes sur le terrain.

4) Les appuis locaux pour compenser le manque d'hommes

Le gouvernement métropolitain considère que les opérations militaires sont finies à partir de 1886, alors que sur le terrain elles durent jusqu'en 1895. C'est dans cette logique que, début 1886, le ministre de la Guerre libère les hommes présents au Tonkin depuis plus de deux années, soit plus de 5 600 soldats, et réduit les effectifs à une seule division à trois brigades (le traité de protectorat prévoyant d'ailleurs un maximum de 12 000 hommes de l'armée de terre sur place).

Les tirailleurs tonkinois sont de plus en plus nombreux. Ainsi, début 1886, crée-t-on le 4e régiment de tirailleurs tonkinois pour compenser les rapatriements. La France peut aussi s'appuyer sur les Muong. À partir de décembre 1886, les Chinois sont chassés « *par les Muong, avec notre aide* »[163].

À compter de 1886, les effectifs sur le terrain sont à majorité indigène : en décembre 1886, les colonnes Metzinger et Dodds disposent de 200 Zouaves et de 800 indigènes. Il a fallu faire appel à vraiment tous les Français disponibles et à leur bonne volonté ; en effet, plus de 150 Zouaves sont libérables mais acceptent de participer.

La France peut aussi s'appuyer sur des notables locaux. Par exemple, du 22 au 26 février

trême-Orient à partir de 1885 et jusqu'en 1887, où il participe à diverses missions. Il est député de 1893 à 1898.
161 Gastines, *Carnets, op cit,* 6 janvier 1887.
162 Voir R.Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 66.
163 Gastines, *Carnets, op cit,* 8 décembre 1886.

1886 Franchet d'Espèrey aide un mandarin, (Tri-Chanh), à chasser des bandits chinois de son village. Malgré les difficultés à communiquer en muong, il comprend par l'intermédiaire d'un porteur, qu'il fait face à 100 à 200 Chinois, plus de la moitié ne possédant pas d'armes modernes, mais de fusils à mèches et de flèches empoisonnées. La population locale qui veut se débarrasser des bandits est venue nombreuse à l'appel de Franchet d'Espèrey : plusieurs milliers d'hommes, qu'il organise en tribus et clans. A cette occasion, ses tirailleurs mangent des porcs locaux (preuve que la religion est relativisée). On constate qu'une fois encore la France joue la carte de la sécurité auprès des populations locales afin de se faire accepter et bénéficier de supplétifs.

Franchet d'Espèrey souligne que : « *nous trouvons un appui sérieux chez certains fonctionnaires annamites et dans toute la population chrétienne* (…) *ainsi nous arrivons à tenir un pays étendu et varié, avec un effectif réduit* »[164]. En effet, si, au Tonkin, l'insurrection est d'abord populaire, elle est coordonnée en partie par des mandarins et lettrés. Heureusement, certains d'entre eux collaborent avec les Français. Le mandarin quel qu'il soit reste une base fondamentale de la société tonkinoise. Petit à petit, leurs nominations et avancements se font selon « *les services rendus à la cause française* » plus que sur « *la façon dont ils sont appréciés à Hué* »[165].

Il souligne aussi que Monseigneur Puginier[166], évêque de Hanoï « *est notre meilleure source de renseignements* »[167] grâce aux divers clercs catholiques et leurs fidèles indigènes.

5) Les difficultés d'organisation

Les transports sont très difficiles, les routes parfois très insuffisantes. L'armée française s'appuie sur des navires qui ne peuvent cependant pas toujours suivre certains canaux. Il faut donc se reposer sur des coolies pour porter les bagages mais l'armée n'en prévoit ou n'en trouve pas

164 Gastines, *Carnets, op cit*, 8 mai 1886.
165 Gastines, *Carnets, op cit*, 10 février 1887.
166 Paul-françois Puginier, 1835-1892, il arrive au Tonkin en 1862 et devient vicaire apostolique en 1868. Il cherche à convertir les populations et sert aussi d'intermédiaires dans certaines négociations.
167 Gastines, *Carnets, op cit*, 24 mai 1886.

toujours suffisamment. Ainsi, le 17 mai, Franchet d'Espèrey les loue lui-même. Le 22 octobre, les Français doivent improviser le passage d'un plan d'eau en paniers.

L'administration reste toujours aussi lourde, par exemple en garnison en mai à Bắc Ninh, il doit rédiger des feuilles de journée décomptées homme par homme.

Le climat tropical est aussi source de nombreuses maladies et de morts : d'août à décembre 1885, une épidémie de choléra tue 4% des effectifs[168], même si Franchet d'Espèrey dit que l'épidémie date du 25 juin et de l'arrivée de troupes venues de Formose. En dehors de cette épidémie les marches restent très éprouvantes, par exemple le 29 juin en quittant Hanoï pour un poste avancé, deux hommes meurent pendant la marche.

Le Tonkin est composé d'ethnies différentes que Franchet d'Espèrey, toujours curieux, détaille dans ses carnets. Mais cela complique la tâche des Français qui manquent de traducteurs pour les langues minoritaires ; par exemple, le 22 février il doit aider un mandarin, Nguyen Van Quang, qui ne parle que muong,

Les Français tentent à un moment de former une armée du Annam, mais Franchet d'Espèrey la critique fortement car elle coûte chère et est mal organisée : *« cette mission a coûté fort cher et rendu peu de services ; je n'ai jamais su qui en avait eu l'idée »*[169]. Il cite le chiffre de 250 sous-officiers rengagés pour la mission. Il évoque l'achat de chevaux amenés en navire et qui se dévorent la queue et meurent de maladie. Il y a aussi des dysfonctionnements graves ; il cite un officier apparenté au président de la République qui ne peut quitter sa chaise ; un autre organise une douane à son profit.

168 Voir Mounier-Kuhn, *Les services de santé militaires français pendant la conquête du Tonkin et de l'Annam,* 1882-1885, Ed NEP, Paris, 2005.
169 Gastines, *Carnets, op cit*, 24 mars 1886.

Franchet d'Espèrey nous livre souvent dans ses carnets les difficultés et la rancœur qui s'élèvent entre différents généraux : « *je crois que le général Jamais ne pardonne pas au général Jamont*[170] *d'avoir pris le commandement, qui, d'après lui, lui revient »*[171]. D'ailleurs ces tensions rejaillissent sur lui, lorsqu'il rejoint la colonne du général Jamais : *« j'ai la sensation d'être regardé comme un surveillant envoyé par la division ».* Passer du travail d'état-major au terrain n'est pas simple.

Il souligne aussi la mésentente entre le général Jamont, commandant de la division d'occupation et le résident général.

Franchet d'Espèrey n'a pas beaucoup été au feu. Il effectue une mission de deux jours en mai 1885 mais sans tirer un coup de feu. Les cas où il est vraiment en danger sont rares et se limitent principalement à une reconnaissance en pirogue (voir Annexe 3). Par exemple, le 27 octobre 1885, étant à l'avant-garde, il est attaqué par des Chinois réguliers. Mais il bénéficie d'une escorte d'Algériens qui les chasse aisément. Il participe encore en février 1886 à des opérations d'avant-garde. Sa dernière expédition date du 24 mai 1886, *« ce fut ma dernière expédition, à mon grand regret »*, ce qui lui pèse d'ailleurs « *je passe les derniers mois à ronger mon frein à Hanoï* »[172]. Pour l'officier colonial de l'époque, il ne s'agit plus tant de donner un exemple d'héroïsme et d'entraîner ses hommes que de commander, d'organiser, d'instruire. Certes, Franchet d'Espèrey est breveté de l'École de guerre, donc plus concerné par le travail de bureau pour lequel il est mieux formé.

170 Edouard -Fernand Jamont, 1831-1918. Issu de Polytechnique, il participe aux campagnes de Crimée, d'Italie, de Chine, de Cochinchine et du Mexique. Il est commandant de l'artillerie au Tonkin puis divisionnaire. Ministre de la guerre en 1895. Il démissionne en 1900 en réaction à la politique du général André. Il fut proche des anti-dreyfusards.
171 Gastines, *Carnets, op cit*, 15 janvier 1886.
172 Gastines, *Carnets, op cit*, 21 août 1886.

C'est aussi une occasion de se faire de nombreuses relations. Dans les carnets, il évoque le 2 juin le sous-lieutenant Duchêne[173] et le lieutenant Picquart qu'il trouve fort aimable et fort intelligent (mais aussi « *violemment antisémite* », même si c'est un ajout qui date de la mise en forme des carnets car il s'agit du futur protagoniste de l'Affaire Dreyfus, les petits carnets ne comportent pas ce détail).

L'essentiel du temps en Indochine de Franchet d'Espèrey se passe en garnison et surtout en travaux d'état-major. Plus qu'une aventure dangereuse, la colonisation constitue bien une « *école d'énergie* », car, au vu des moyens limités et des difficultés, le travail est continu et intense. Franchet d'Espèrey apprend, à l'ombre de chefs remarquables. Il le note plusieurs fois dans ses carnets à rédiger des ordres ; par exemple « *le colonel Kessler[174] est un maître* ». Il apprend à classer : «*j'ai une espèce de bibliothèque : trois grandes tranches pour trois brigades, chaque tranche est divisée en région, il y a un casier pour chaque place, qui est divisé par postes ; les télégrammes sont classés par casier (...) j'étonne bien souvent mes chefs par la sûreté et la rapidité de ma documentation* » ; bref le travail d'état-major. D'ailleurs, le jeune officier n'hésite pas à s'adresser directement aux chefs de service pour aller plus vite.

Néanmoins, rester dans un bureau n'est pas l'ambition de Franchet d'Espèrey qui s'ennuie un peu ; il le note dans ses carnets en janvier 1887 : *« mes fonctions deviennent de moins en moins intéressantes, je pense à rentrer, mais avant à faire un voyage en Chine (...) si j'étais dans la troupe, je n'aurais pas pensé à rentrer, mais vraiment le séjour à Hanoï, avec des notes de service insipides et des rapports mensuels à rédiger, manquent de charme ».* Il écrit aussi à sa mère qu'il est « *affreusement rasé de rester à Hanoï* »[175], déjà le chef d'état-major lui avait refusé de suivre une colonne car il était indispensable, étant un des rares officiers à connaître toutes les opérations. Il

173 Futur commandant de la sixième armée en 1918 sous les ordres de Franchet d'Espèrey.
174 Charles Kessler, 1836-1916, saint-cyrien, il est fait prisonnier à Sedan en 1870. Il occupe de nombreux postes d'état-major, puis des corps d'armée et appartient au CSG.
175 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre 14 décembre 1886 à sa mère.

estime même à un moment ne pas être fait pour un tel travail : « *c'est agréable moralement d'avoir à traiter des questions les plus importantes mais ce n'est pas dans mes cordes* »[176].

S'il existe des expériences initiatiques, il est certain que le Tonkin en est une pour Franchet d'Espèrey, bien plus que la courte expédition en Tunisie. Il apprend véritablement son métier d'officier, par des missions sur le terrain et surtout par le travail dans des bureaux. Il apparaît tout de suite comme un gros travailleur et se forme auprès de chefs qu'il admire.

Il s'attire ce satisfecit élogieux : « *Employé à de nombreuses missions, soit en individuel, soit en colonne, ce jeune officier a montré de réelles qualités militaires, beaucoup d'activité, d'entrain et un jugement sain, un esprit droit. Animé au plus haut degré du sentiment du devoir, il est appelé à rendre les meilleurs services aussi bien dans la troupe que dans le service d'état-major* »[177].

C) Voyages et postes d'état-major

Franchet d'Espèrey manifeste très tôt une grande envie de découvrir, de voyager, ainsi qu'une curiosité constante qu'on retrouve aussi dans le pittoresque de ses carnets. Dès qu'il le peut, il prend du temps et des permissions pour connaître de nouveaux pays. On peut même évoquer une frénésie de voyages chez lui. Cela lui permet de compléter sa formation culturelle, dans une espèce de « Grand tour[178] » international qui combine étude ethnologique et visite des sites antiques comme Lord Byron l'a quelque peu instauré à partir du début XIX^{e} siècle : il ne s'agit plus de marcher dans les ruines antiques de ses études, mais aussi de saisir les réalités charnelles des peuples. Ses visites asiatiques sont particulières car assez peu courantes. La preuve, sur le vapeur qu'il prend pour

176 Gastines,*Correspondances, op cit*, lettre 31 janvier 1887 à son père.
177 SHD 9YD534.
178 Le Grand tour est à l'origine, à partir du XVIII^{e} siècle, un long voyage culturel en Europe effectué par les jeunes hommes appartenant à l'élite des pays européens.

Shanghai on s'étonne de voir un Français. De plus, ses voyages sont facilités par ses relations familiales. La connaissance qu'il acquiert de certains pays lui sert ensuite dans ses commandements ; en effet, il aura déjà visité la Chine et les Balkans avant d'y commander.

De retour du Tonkin, après les expéditions coloniales, Franchet d'Espèrey occupe de nombreux postes d'état-major qui servent à compléter sa formation.

1) La Chine au retour du Tonkin

Le 19 mars 1887, il part de Haï Phong pour Hong Kong sur un vapeur allemand. Il débarque le 23 mars et dîne chez un Français qui tient table ouverte à ses compatriotes. Le lendemain, il rend visite à l'amiral Loyrie[179] « *camarade du jockey de mon oncle* », mais ne peut pas aller au Japon. Le 26 mars, il visite Macao et la grotte où le poète portugais Camoens[180] écrivait. L'officier en « vacances » est aussi un homme de culture ! Il trouve la colonie portugaise totalement endormie, sauf les salles de jeu le week-end. Il part pour Shanghai le 28 mars sur un vapeur.

Le débarquement a lieu le 2 avril. Il assiste à une revue internationale dirigée par un Anglais, rend visite au consul de France, trouve la concession française prospère, mais la ville chinoise horrible. Il visite aussi le collège jésuite de Sika Wei où il retrouve un de ses surveillants de la rue des Postes (école où il a préparé Saint-Cyr). Il va aussi rencontrer l'évêque qui lui donne des lettres de recommandation pour les différentes missions. Toujours curieux, le 5 avril, il se rend dans une maison de thé avec des Chinois dont il a fait la connaissance. Le maréchal profite de son séjour pour distiller dans ses carnets de rapides explications sur l'histoire du pays, l'organisation des jésuites, ou l'économie locale (preuve qu'il pensait publier ses carnets).

Il découvre ensuite les alentours et loge chez un ancien aspirant de la flotte française qui est entré dans les douanes chinoises (il faut rappeler que la Chine a dû céder le contrôle de ses

179 Amiral français qui vient de remplacer l'amiral Rieunier.
180 Il s'agit de Luis de Camões, poète portugais majeur (1525-1580). Il écrit notamment les *Lusiades.* Il fut exilé à Macao en 1556. Le jour de sa mort, le 10 juin, correspond à la fête nationale portugaise.

douanes à la France et à la Grande-Bretagne, même si Franchet d'Espèrey signale, en le déplorant, que les Français soient petit à petit remplacés par d'autres nationalités). Il visite notamment le canal impérial mais celui-ci se trouve partiellement obstrué.

Le 13 avril, il part pour Nankin en compagnie d'un père missionnaire, il y arrive le 16. La ville lui apparaît ruinée par la révolte des Taï-Ping[181]. Sur place, il assiste à une messe dans la nouvelle église remplie de chrétiens chinois. Il visite le Palais d'été, les tombeaux des Ming et l'arsenal où le sous-directeur chinois parle allemand et un peu français. Franchet d'Espèrey juge sévèrement la civilisation chinoise : « *pas le moindre bureau d'études, les Chinois copient mais ne créent plus, l'invention de la poudre leur suffit* »[182].

Le 22 avril, il est accueilli par le consul Russe à Hangzhou, une ville du centre de la Chine proche de Wuhan et centre de l'exploitation du thé. Il visite un jardin public, interdit aux natifs, sans que cela ne le choque. Le 23 avril, il est à Wuhan où il assiste à la manœuvre d'un bataillon chinois, dont il trouve les hommes beaux, bien tournés et équipés de fusils modernes. Des gamins le poursuivent le traitant de « diable occidental ».

À partir du 24 avril, il retourne vers Shanghai en continuant à parcourir les sites d'intérêt sur le trajet. Ainsi, il visite un évêché où chrétiens et musulmans « *font assez bon ménage ; croyant à un Dieu unique, il n'y a que le mystère de la Trinité qui gêne beaucoup ces derniers* ». De retour le 25, il rencontre son cousin germain qui sert sur un croiseur français. Il repart le lendemain pour Hong-Kong qu'il atteint le 3 mai. Il y retrouve d'Amade avec qui il a servi en Indochine et l'accompagne à Canton ; il signale que le fleuve est rempli de pirates. Le 4 mai, il visite Canton. Le 5, il quitte la Chine pour rentrer à Hanoï en passant par Haïphong.

Le 10 mai, il est reçu par le général Munier[183] qui lui explique qu'il n'a pu le nommer attaché militaire en Chine car il ne sait pas l'anglais (Franchet d'Espèrey a incontestablement une

181 Révolte du milieu du XIX^{e} en Chine centrale, le conflit dura 15 ans et fit des millions de morts.
182 Gastines, *Carnets, op cit*, le 18 avril 1887.
183 Gustave-Joseph Munier, 1828-1897, saint-cyrien. Il participe à l'expédition du Mexique puis à la bataille de Sedan. Général il a commandé la 2^{e} brigade de la 1ère division du corps d'occupation puis l'état-major à Hanoï.

faiblesse dans les langues). Il quitte ensuite Hanoï et le Tonkin sans regrets. Le voyage se poursuit : il est le 19 mai à Saïgon, le 25 à Singapour, à Suez le 17 juin et le 25 juin 1887 il rentre à Alger.

Quelles étaient les finalités de ce voyage ? Certes Franchet d'Espèrey est un homme de culture mais les lettres à sa famille révèlent d'autres aspects, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement présents dans ses carnets (qui étaient destinés à être publiés).

En premier lieu, il espérait tenir un carnet de son voyage et le vendre[184]. Cependant, l'intérêt principal de ce voyage était de connaître en profondeur un pays, qui serait peut-être un futur théâtre de conflit : *« d'ici la fin de ma carrière, nous aurons fatalement une guerre blancs contre jaunes et je tiens essentiellement à aller voir ces gens-là chez eux »*[185]. C'est pourquoi il veut visiter l'intérieur de la Chine et ne pas se contenter du littoral comme les autres touristes[186]. Une telle connaissance serait un avantage afin d'être nommé lors d'un éventuel conflit, comme il l'évoque avec son père : *« ça sera un titre d'être allé dans leur pays pour faire partie de la prochaine expédition »*[187].

2) Les postes d'état-major 1887 - 1890

De décembre 1887 à juin 1890, Franchet d'Espèrey travaille principalement à l'état-major à Paris. Il convient de rappeler que tous ces postes constituent des accélérateurs de carrière.

Lors de son retour d'Asie, Franchet d'Espèrey demande à retourner en Afrique mais il est muté au 137e d'infanterie. Non seulement il ne peut pas retourner au 1er Tirailleurs, mais il est désigné comme officier d'ordonnance du général Donnio (commandant la 42e brigade d'infanterie) à La Roche-sur-Yon. Franchet d'Espèrey ne veut pas y aller, raison pour laquelle il va voir le

184 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre 13 mars 1887 à son père.
185 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa mère du 2 janvier 1887.
186 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à son père du 12 janvier 1887.
187 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à son père du 30 janvier 1887.

ministre de la Guerre qui a comme chef de cabinet le colonel Kessler, son ancien chef au Tonkin. Grâce à son intercession et à celle du colonel Berger, chef de cabinet du général Saussier[188], il est pris comme stagiaire au 4e bureau de l'état-major de l'armée. Comme il le note dans ses carnets : « *le 4e bureau est une organisation particulière et il ne faut pas s'y éterniser, mais c'est utile d'y passer* »[189]. En effet, ce bureau s'occupe de la logistique, des transports et de l'approvisionnement. Franchet d'Espèrey doit y surveiller l'impression des fiches d'un nouveau plan de transport. Il effectue aussi un séjour à Vichy afin de soigner son foie plus ou moins hypertrophié par le séjour au Tonkin. L'année de stage finie, il obtient une nouvelle affectation.

En janvier 1889, il est nommé auprès du gouverneur de la place de Paris, le général Saussier. Le travail ne le passionne pas et ne correspond pas à son tempérament :« *je passe deux ans et demi à Paris, soit à l'état-major de l'armée soit à celui de la place (...) le service me sourit peu et j'aspire à rentrer dans la troupe et à retourner en Afrique »*[190]. Néanmoins, il doit gérer la fin du boulangisme : en janvier 1889, Boulanger aurait pu marcher sur l'Élysée après une élection législative triomphale. Franchet d'Espèrey exprime une grande loyauté et affirme en tout cas que l'état-major se prévient contre un éventuel coup de force : un capitaine, par roulement, dort sur place tous les soirs et il s'arme même parfois. En fait, l'essentiel de l'armée est très largement restée à l'écart du mouvement.

Malgré la monotonie de ses tâches, il peut admirer l'exposition universelle, dont les merveilles, notamment la Tour Eiffel, font vite oublier le boulangisme, et surtout il assiste au banquet réunissant les 36 000 maires de France qui l'impressionne beaucoup. Son père décède en 1890, sans que cela ne soit très développé dans les mémoires du maréchal, selon la pudeur de l'époque.

188 Félix Gustave Saussier, 1828-1905, saint-cyrien. Il participe au siège de Sébastopol , à la campagne du Mexique, à la guerre de 1870 ainsi qu'à la répression en Algérie en 1871. A partir de 1884 il est gouverneur militaire de Paris.
189 Gastines, *Carnets, op cit,* 20 octobre 1887.
190 Ibid, tome 1, livre 2, chapitre 10.

II - Une carrière riche et prometteuse fin 1890 – fin 1901

A) Ordonnance et commandement

1) L'Afrique au cœur ?

Entre ces périodes de travail d'état-major, Franchet d'Espèrey cherche, et obtient, de retourner en Afrique.

Tout d'abord, en novembre 1890, il est affecté au 4e Tirailleurs basé en Tunisie. C'est une unité récente que Franchet d'Espèrey qualifie « *d'école de recrues* »[191]. En effet, le service des indigènes est alors de deux ans et les engagements sont rares (il est financièrement plus avantageux de s'engager comme remplaçant). Selon lui cela entraîne un défaut d'encadrement car tous les ans les caporaux sont à changer, « *c'est une situation ridicule* »[192]. Par contre les officiers sont en général des Algériens engagés et assurent donc une grande stabilité. Il évoque un cas particulier, celui du lieutenant Ali Ben Ahmed Chtioui qui est le premier Tunisien à devenir officier français[193]. En 1881, il a combattu les Français sur Hammamet ; « *puis, trouvant que les Français ont une bonne manière de combattre, il s'est engagé dans la compagnie mixte où il est rapidement devenu officier. C'est un grand gaillard vigoureux, intelligent, mais rempli d'orgueil »*[194].

Franchet d'Espèrey arrive tout d'abord à Sousse. La troupe lui fait bonne impression : « *les hommes sont propres, bien tenus* », il apprécie la ville qui est alors prospère, ce qu'il explique parce que « *la conquête a été beaucoup plus rapide et sans les dévastations qui ont ruiné bien des villes algériennes* »[195]. Sa compagnie est alors à Gabès et il la rejoint. Il effectue ensuite des visites dans le

191 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 2, chapitre 13.
192 Ibid.
193 Il faut en effet distinguer les soldats indigènes qui servent comme officiers indigènes de ceux plus rares qui ont le statut d'officiers français et qui peuvent donc servir ailleurs que dans des troupes indigènes, même si cela reste théorique.
194 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 2, chapitre 13.
195 Ibid.

sud dans des zones où la population est nomade ; il est reçu fort aimablement par le caïd local.

Comme au premier Tirailleurs, Franchet d'Espèrey s'occupe de l'instruction de sa compagnie. L'activité des officiers n'est d'ailleurs pas exclusivement militaire. On apprend que les Français ont installé à Sousse un hippodrome qui obtient un grand succès ; par exemple, le 27 avril 1891, des courses indigènes et un fantasia y ont lieu. Parmi les activités improbables, le 9 mai, il est envoyé dans le sud pour lutter contre les criquets. En effet, la zone est régulièrement victime de terribles dévastations. Les troupes retournent la terre pour ramasser les œufs de criquets, mais si l'opération est facile, le pays est trop grand pour être entièrement nettoyé. Une fois éclos, les Français arrosent les jeunes sujets d'huile lourde. Plein de ressources, Franchet d'Espèrey suggère l'emploi d'appareils cypriotes (bande de 10 cm de haut posée au sol que les criquets ne peuvent franchir et qui tombent alors dans un fossé en feu). Pendant trois mois, il en installe, bénéficiant de l'appui des autorités civiles pour les réaliser et utilise des ouvriers siciliens et arabes qui travaillent dur. On l'envoie partout pour défendre les propriétés des riches colons. Il conclut cette aventure en jugeant dans ses carnets que : *« bien qu'ayant commandé en chef les Armées Alliées en Orient, qui comptaient plus de 600 000 hommes, je n'ai jamais fait autant de stratégie et de tactique que pendant l'été 1890 contre les criquets »*[196]. Il reçoit la médaille du mérite agricole 1892.

En août, il retourne à son régiment auquel il fait effectuer quelques exercices de combat. Il assiste, en été 1891, au mariage de son frère à Paris. Il y revoit Le Chatelier et trois amis qui sont au cabinet de Freycinet (ce sont eux qui lui feront obtenir son affectation dans le même cabinet). À son retour, son fourrier est passé au conseil de guerre pour un vol de matelas. De cet incident anecdotique il tire une leçon qu'il tentera de s'appliquer : « c*omme le colonel Jouneau a raison, il ne faut jamais s'absenter* ».

196 Ibid.

2) Auprès de Freycinet

De novembre 1891 à janvier 1893, Franchet d'Espèrey va occuper une autre fonction importante, cette fois auprès du ministre de la Guerre.

Il affirme avoir été nommé car un début d'agitation dans le sud algérien nécessite un officier connaissant l'Afrique. Il prend ses fonctions le 25 novembre 1891. Là encore, l'activité ne l'inspire guère. En juillet 1892, il recopie la convention militaire franco-russe. Ensuite, il accompagne le ministère partout « *je vois là combien le virus politique peut atteindre certains hommes profondément honnêtes* »[197]. Il affirme avoir vu de la corruption par les fonds secrets. Néanmoins, lorsque Freycinet est attaqué pour avoir donné la plaque de Grand Officier de la Légion d'honneur à Hertz, physicien allemand, Franchet d'Espèrey le défend en assurant que le ministre n'aurait donné la décoration qu'à la demande du secrétaire perpétuel à l'Académie des sciences[198].

Il doit aussi notifier un blâme à Driant[199] (qui a répondu publiquement à des mots du Kaiser contre son beau-père Boulanger). Enfin, il est détaché auprès du président de la Chambre[200] et pénètre le milieu des artistes en assistant aux nombreuses réceptions que celui-ci organise.

La chute de Freycinet entraîne sa mutation. Il prend alors trois mois de congés. Le 1er mai 1893, il est de retour à Sousse, au 4e Tirailleurs, mais il a peu d'activités, le choléra sévit. Le 2 octobre 1893, il est promu chef de bataillon. À la fin du même mois, il est nommé en métropole et part par Tunis pour éviter la quarantaine liée au choléra que lui vaudrait un débarquement en provenance de Sousse (ce qui laisse songeur sur l'efficacité des mesures sanitaires).

197 Ibid, tome 1, livre 2, chapitre 12.
198 Il faut rappeler que le président Grévy avait dû démissionner pour une affaire semblable.
199 Émile Driant, 1855-1916, saint-cyrien, il est le gendre du général Boulanger et devient son officier d'ordonnance. Il démissionne de l'armée en 1905 en pleine affaire des fiches. Il est élu député en 1910. Il est aussi auteur de livres à succès sous le pseudonyme de Danrit. Il meurt en héros au début de la bataille de Verdun.
200 Thomas Charles Floquet, député radical. Il a notamment blessé en duel le général Boulanger. Président de la chambre de 1889 à 1893.

Après une longue carrière en Afrique, Franchet d'Espèrey va commander des troupes en métropole et petit à petit s'inscrire dans la voie des grands commandants, il obtient des promotions rapides. Le passage auprès de Freycinet constitue un accélérateur de carrière et lui permet de tisser un réseau de relation.

3) Chef de Bataillon du 153e RI à Toul à partir d'Octobre 1893

Franchet d'Espèrey sollicite Jamont, son ancien chef, pour avoir un régiment de Chasseurs. Il est prévu au 94e, mais fait face au refus du commandant de la 12e division de l'avoir sous ses ordres. Franchet d'Espèrey a beau critiquer l'usage de relations chez les autres, il ne se gène pas pour solliciter les siennes (ou étant plus jeune celles de son père).

Il réussit donc à être décalé au 153e et affirme « *je suis ravi d'être affecté au 153e* ».

Selon lui, le colonel et commandant en second est un vieux célibataire, qui n'a jamais un moment de détente, n'a même pas d'habits civils, et « *ne vit que pour le service* » . Ce type de dévouement va largement l'inspirer ; sans aller de tels excès il va servir avec une grande application. Pour la première fois, il sert dans l'infanterie de ligne : « *j'ai à cœur de faire mon service consciencieusement* ».

Toul a une garnison de quatre régiments. Il y apprend l'assassinat de Sadi Carnot mais ne fait pas de remarque spécifique dans ses carnets. Son action consiste en la préparation et l'organisation de nombreuses manœuvres, notamment au niveau du corps d'armée. Mais il est très critique, les généraux ne semblent pas être très capables : « *je suis atterré du résultat, il (le commandant en chef) concentre le corps d'armée dans un carrefour de la forêt de Champenoux, non pas parce que la tactique le demande, mais parce que dans sa géographie militaire Niox*[201] *indique ce point comme favorable à un rassemblement de corps d'armée* ». De plus, le colonel n'est pas content de son 153e « *mes soldats sont des mal fichus, mes officiers sont des rosses (...) j'ai le*

201 Gustave Léon Niox, 1840-1921, général et historien militaire. Il commande notamment l'École supérieure de guerre en 1882. Il est réputé pour avoir développé l'approche géographique militaire.

tort de ne pas accepter ces jérémiades ».

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Franchet d'Espèrey inspectant le 153e régiment d'infanterie à Toul.

4) Commandant du 18e bataillon de Chasseurs à pied, à partir de décembre 1894

En décembre 1894, il est nommé au 18e bataillon de Chasseurs à pied. Les unités de Chasseurs sont alors réputées pour être des unités d'élite et il décrit les soldats comme « *solides et disciplinés* ». Si la caserne est neuve, elle n'est pas assez grande faute de crédits. Le bataillon est stationné à Stenay dans la Meuse et le climat est rude, la neige tient alors au sol de décembre à mars.

Conformément à son habitude, il mène une instruction rigoureuse, avec des marches de jour comme de nuit, et des exercices de tir réguliers. Tous les ans des manœuvres sont effectuées au

camp de Châlons[202]. En 1895, il y a notamment un exercice au cours duquel 12 compagnies de Chasseurs avancent en ligne et montent la pente baïonnette au canon Le 9 octobre, il participe à la revue devant le Tsar.

Il va occuper ce poste de nombreuses années et cette expérience est déterminante à plusieurs niveaux.

Déjà parce qu'il remplit très bien sa tâche ; il affirme : « *je ne reçois que des compliments aux inspections générales* ». Les rapports d'inspection de Franchet d'Espèrey sont en effet élogieux : « *Le chef de bataillon Franchet d'Espèrey, indépendamment de brillantes qualités de savoir, de vigueur personnelle et de commandement, se distingue par des aptitudes spéciales comme instructeur. Ses observations et ses critiques, à l'issue des exercices de tir qu'il dirigeait, étaient de premier ordre et devaient faire une profonde impression sur ses officiers* »[203].

Il est aussi félicité par son général de division au nom du commandant de CA. En 1897, bien que moins ancien que d'autres, il est inscrit 2e sur 14 pour être promu. Franchet d'Espèrey considère que : « *cette inscription décide de ma carrière, car je passe lieutenant-colonel avant l'arrivée au pouvoir du régime André*[204] *».* Son avancement est en effet rapide.

5) En garnison à Nancy

Le 3 avril 1899, il est nommé lieutenant-colonel et affecté au 120e. Il va voir l'inspecteur de l'infanterie de l'époque, qu'il a connu en Algérie, et refuse d'être nommé dans un régiment de Tirailleurs en raison de la dispersion du régiment qui rend l'instruction malaisée. Il s'installe alors à Saint-Denis, lieu de garnison du 120e. Il est alors major de la garnison mais cela ne l'enchante guère. En effet il s'agit principalement d'une mission de contrôle et de supervision de

202 Camp d'exercice de l'armée, très développé depuis le Second Empire.
203 SHD 9YD 534.
204 Il s'agit du général Louis André, ministre de la Guerre de 1900 à 1904 accusé lors de « l'affaire des fiches » d'avoir classé selon leur pratique religieuse les officiers généraux dans le but de promouvoir les officiers républicains au détriment des officiers dits catholiques.

l'administration, de la comptabilité de son unité et des archives. Cela ne convient guère à un homme d'action tel que lui. Il arrive alors à permuter avec un autre officier afin de s'installer au 69e d'infanterie à Nancy.

Le régiment appartient à la 11e division, dite « de fer », et au XXe corps. Toujours attentif à l'instruction, il constate rapidement que la division n'a aucun terrain de manœuvre facile d'accès. D'ailleurs, dans ses notes il relève plusieurs particularités lors de l'instruction : ainsi les capitaines de compagnie cherchent des endroits isolés et peu accessibles afin de se prémunir des visites surprises du général de division (ce dernier est décrit comme « *très actif mais attache trop d'importance aux questions secondaires* »[205]). Franchet d'Espèrey dirige une manœuvre d'une compagnie du 69e opposée à une compagnie du 4e bataillon de Chasseurs.

Le jeune lieutenant-colonel continue de juger avec sévérité certains manquements qu'il consigne dans ses carnets. Ainsi, lorsque le général Hervé[206], bien que très malade dirige des manœuvres fin 1899, il note : *« c'est lamentable. Il passe sa revue au pas, c'est interminable et pénible »*[207]. De même, lorsque le 69e doit prendre des cantonnements plus au sud à la fin de la revue, le chef d'état-major ne donne aucun ordre préparatoire pour orienter les chefs de corps, selon Franchet d'Espèrey parce que le général et le chef d'état-major s'entendent mal.

Après la revue, il effectue un long voyage en Italie et dans les Balkans car les lieutenants-colonels n'ont plus de responsabilité immédiate.

205 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 3, chapitre 14, titre 3.
206 Né en 1837, saint-cyrien, il participe à la campagne d'Italie de 1859, et en 1870 où il est fait prisonnier à Sedan. Général de division en 1888. Il est membre du CSG de 1896 à 1899.
207 Ibid.

B) Voyages et enseignements

1) Italie et Balkans en 1899.

Après avoir été promu lieutenant-colonel, il explore pendant un mois l'Italie et les Balkans.

Il commence par l'Italie et arrive à Milan le 27 septembre. Le 29, il visite l'école des cadets italiens de Modène. Il considère que l'école donne une bonne instruction générale mais qu'il manque des terrains de manœuvre. Il est en permanence suivi par le général commandant de l'école qui est d'ailleurs assez froid (l'Italie est membre de la Triplice à l'époque). Contrairement à ce qu'il pense des soldats italiens, il trouve les policiers et les carabiniers « *forts bien tenus* ».

Le 30 septembre, il arrive à Mantoue où il visite tous les monuments de premier ordre. Le 1er octobre il est à Padoue et le 2 à Venise. S'il apprécie le Rialto, il trouve les rues lugubres et les palais « *vides ou loués à des marchands d'antiquités* ». Il visite l'arsenal où il voit des drapeaux pris à Lépante[208]. Il note que cela, ainsi que l'attitude du gouvernement, entretient l'irrédentisme[209] ; il ajoute « *et nous ?* ». La place Saint-Marc l'enthousiasme : « *l'aspect de la place St. Marc le soir est vraiment beau ; c'est ce que j'ai vu de mieux fait par la main des hommes. Tout y est si complet qu'on a l'impression d'être dans un salon* ». Là encore, il suit le parcours touristique classique, palais ducal, Lido, différentes églises, basilique St. Marc : « *c'est un monument admirable que je préfère à St. Pierre de Rome* »...

Ensuite, il se rend à Trieste (à l'époque en Autriche), et là encore il visite l'école des cadets, après en avoir obtenu l'autorisation de la part du ministre en personne (ce que Franchet d'Espèrey estime être une perte de temps pour ce dernier). Il rencontre Conrad von Hoetzendorf, futur général en chef de l'armée austro-hongroise, « *jeune homme fort aimable* ». Les soldats autrichiens lui semblent plus grands que les français mais « *ils ne sont pas mieux comme attitude* »[210]. Ses

208 Victoire de 1571 de la Sainte-Ligue contre les Turcs et dans laquelle Venise eut un rôle déterminant.
209 Expression du nationalisme italien qui veut poursuivre l'unité italienne des territoires « italiens » non encore intégrés au royaume d'Italie d'alors, notamment l'Istrie.
210 Gastines, *Carnets, op cit*, 6 octobre 1899.

interlocuteurs lui parlent de l'Affaire Dreyfus, se montrent sûrs de sa culpabilité et accusent les juifs. Les tensions ethniques semblent importantes, les Autrichiens et les étrangers vivent séparés des Italiens, qui selon lui sont majoritaires en ville mais pas dans les campagnes. Les soldats comme les officiers gardent toujours leurs armes afin de pouvoir se défendre ; le propre guide du capitaine ne se désarme qu'à table dans un hôtel tenu par un Français. Dans l'école de cadets même, l'accueil est froid mais correct : Franchet d'Espèrey est invité à déjeuner au mess avec tous les officiers dont quelques-uns parlent français et il passe encore la soirée avec eux. Pour ce qui est de l'enseignement, il le trouve là encore tourné exclusivement vers l'instruction générale.

Le 9 octobre, il est à Rijeka (Fiume pour les Italiens) où il visite l'église des capucins et le château. Son hôte d'alors l'emmène dans l'usine de torpilles Whitehead qui fournit quasiment tous les pays et où de nombreuses missions militaires sont installées, leurs différents officiers s'épiant, voire s'espionnant les uns les autres. Il note d'ailleurs que les Japonais en achètent en masse et comptent protéger leurs côtés et détroits par des batteries de lance-torpilles. En ville, la langue est l'italien mais on en utilise jusqu'à quatre pour prendre le tramway par exemple.

Le 10 octobre, il quitte Rijeka pour la Bosnie en passant par Zagreb. Il en profite pour rendre visite au général qui commande le corps d'armée. Arrivé en Bosnie, il est pris pour un Italien ou un Roumain car « *les Français sont peu connus* », par contre il apprécie de ne plus croiser d'Anglais depuis Venise.

Franchet d'Espèrey déclare : « *cette dernière contrée est l'un des objets de mon voyage. Je veux voir les méthodes suivies par les Autrichiens dans leur occupation, les résultats qu'ils ont obtenus, enfin le rôle que leur nouvelle conquête peut avoir en cas de conflagration européenne* »[211]. Il considère que la Bosnie est « *ouverte à toutes les revendications* » tant du monde musulman que du panslavisme ; il s'intéresse, peut-être encore dans une optique militaire, au relief, qui selon lui rend les communications difficiles.

211 Gastines, *Carnets, op cit*, 11 octobre 1899.

Il étudie aussi à la composition de la population, qu'il estime à 1,6 million de personnes, répartie en 600 000 orthodoxes, 500 000 musulmans et 300 000 catholiques. Les Autrichiens qui administrent la région prennent, selon lui, l'Algérie française en exemple, mais Franchet d'Espèrey estime que la comparaison ne vaut pas car l'Algérie était moins peuplée et plus unie dans sa foi « *levier puissant pour la résistance* ». Il observe que l'Autriche a développé des routes excellentes, « *en vue de la sécurité de l'occupation* ».

La situation militaire retient tout spécialement son attention. Tout d'abord il estime que la Bosnie a été « *donnée* » à l'Autriche, par Bismarck, par le Traité de Berlin de 1878, afin de la détourner de l'Allemagne et de la brouiller avec la Russie (nation protectrice traditionnelle des slaves et qui vient justement d'affronter la Turquie en 1877, officiellement pour libérer les peuples slaves des Turcs) ; de plus, la Bosnie n'est pas encore officiellement annexée par l'Autriche-Hongrie. Franchet d'Espèrey fait un long résumé des opérations militaires, modestes, contre des rebelles en 1879 et 1882 ; le pays connut aussi un brigandage important. En 1899, la sécurité est revenue, « *grâce à la fermeté des cours martiales et à la création d'une gendarmerie nombreuse et solide* ». Les gendarmes sont choisis dans des familles fidèles, ce qu'il compare à la situation algérienne des maghzens[212]. De plus, on ne peut entrer en Bosnie qu'après un interrogatoire rigoureux. Franchet d'Espèrey s'intéresse aussi aux troupes qui y stationnent. Il s'agit du 15e CA à deux divisions, dont les officiers « *n'ont que de l'admiration pour les Allemands, de l'hostilité pour les Russes et surtout du mépris pour les Italiens* »[213]. Il note que les effectifs ne sont pas au complet même s'il évite de poser des questions sur ces aspects sensibles. Il évoque ensuite, en comparant à la situation en Algérie, les troupes bosniaques. Si depuis 1881 la conscription est établie, son application souffre de nombreuses exceptions et les cas d'insoumission sont rares même chez les musulmans « *traités avec beaucoup plus d'égards que dans nos troupes indigènes* ». Les prescriptions religieuses, pour le repos ou l'alimentation, sont prises en compte, des salles de prière

212 Il s'agit des tribus ralliées aux Français qui fournissent des hommes contre le maintien de leurs privilèges. Voir par exemple, *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. 21e année, N. 1, 1966, pp. 44-58.
213 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, chapitre 15, titre 2

existent. Par contre les soldats sont mélangés sans distinction. Néanmoins, il note que les Autrichiens ne leur font pas confiance et que trois bataillons sur quatre dans chaque régiment sont détachés dans les grandes villes de la monarchie. Il note aussi que les officiers bosniaques sont très rares.

Franchet d'Espèrey relève comme point faible le manque de moyens de transport ainsi que la présence des réservistes loin de leurs corps (par exemple il cite que les réservistes bosniaques sont envoyés à Vienne ou Budapest). Pour gagner du temps et compenser peut-être la lenteur de la mobilisation, la frontière sud est fortement bétonnée.

En résumé, la situation autrichienne est solide : « *toutes les précautions possibles ont été prises contre un ennemi soit extérieur, soit intérieur* ».

Il décrit ensuite l'organisation et la mise en valeur de la province. Les Autrichiens ont développé l'enseignement « *dans le sens autrichien* », mais en langue locale, en faisant oublier l'occupation turque et les aspirations des orthodoxes. Ils cherchent aussi à développer le commerce et l'agriculture, l'industrie n'existe pas encore. Franchet d'Espèrey souligne que les Autrichiens ont eu beaucoup de doigté et ont su « *éviter les froissements qui se sont produits si souvent dans nos colonies* ». Globalement, l'organisation administrative turque a été maintenue

Néanmoins, il observe des tensions entre les différentes confessions : « *le gouvernement a cherché, autant que possible, à ne pas surexciter les passions religieuses et à conserver la plus stricte impartialité entre les diverses confessions. Il a réussi à mécontenter tout le monde* »[214]. La question agraire se pose avec beaucoup d'acuité : il y a un petit nombre de grands propriétaires musulmans et une masse de serfs chrétiens. De plus, les impôts ont augmenté et touchent aussi les fondations pieuses musulmanes (ce qui n'était pas le cas sous les Turcs).

Selon Franchet d'Espèrey, « *tant que la paix européenne ne sera pas troublée, ces germes de mécontentement n'auront pas de suite* », notamment par la répression sévère de la police et la trop grande supériorité des troupes régulières. Mais il estime qu'en cas de guerre « *il n'est pas*

214 Ibid.

douteux que l'Autriche soit obligée de maintenir dans son nouveau domaine des effectifs considérables qui feront défaut sur d'autres champs de bataille ».

Il se dirige ensuite, le 12 octobre, vers Sarajevo. Il est contrôlé par un policier dans le train, preuve, selon lui, que le pays est surveillé et qu'on craint quelques agitateurs. Le 13, il se présente auprès du consul de France[215], qui l'amène rendre visite au gouverneur de Bosnie et à son adjoint. Tous les deux parlent très bien français. Il visite ensuite la ville, en comparant régulièrement les cimetières et mosquées locaux à ce qu'il connaît en Afrique du Nord. Il trouve par exemple que leur École Supérieure Musulmane est au-dessus des médersas arabes ; inversement, il estime que le bazar local ne vaut pas les souks de Tunis ou de Kairouan. Il y rencontre un Algérien venant de Mostaganem et qui a fui la « domination des infidèles ». Les Français sont peu nombreux en ville. Il estime que la population locale est peu ralliée aux Autrichiens

Le 14 octobre, il visite les écoles musulmanes de différents niveaux, puis plusieurs musées. Le soir même, il participe à une réception chez le gouverneur civil et joue aux cartes avec un général de cavalerie. Tout le monde parle français. Le 15 octobre, il visite les campagnes environnantes, observe les casernes autrichiennes qui sont nombreuses ; il se présente au commandant du Corps d'Armée qui lui permet de visiter les établissements militaires en lui donnant pour guide un major parlant français. Le 16 octobre, il visite en détail un camp militaire puis l'après-midi une école de tapis. Il discute aussi avec des notables qui se plaignent de l'augmentation des impôts. Le 17 octobre, il pénètre en Herzégovine, passe sur le pont de Mostar, et observe de nombreux forts sur les sommets mais qui sont trop anciens pour être vraiment utiles. Le 18 au soir, il arrive à Raguse qu'il visite le lendemain. La population lui semble largement slave. Les soldats lui paraissent sales et les « *officiers s'occupent de tout sauf de l'instruction* ».

Ensuite, Franchet d'Espèrey passe une dizaine de jours au Monténégro, état nouvellement

215 Le pays n'est pas officiellement annexé à l'Autriche, donc il existe une représentation consulaire.

indépendant depuis 1878[216] et le congrès de Berlin, et en Albanie, province turque. Le 20 octobre, il est à Cetinje. Par l'intermédiaire du secrétaire de la légation française, il est reçu par le président du conseil, le ministre des Affaires étrangères. Le Monténégro lui apparaît comme un état fragile, financièrement dépendant des Autrichiens et des Russes pour l'armée. Il note que « *pour les Monténégrins l'ennemi n'est plus le Turc mais l'Autrichien »*[217]. S'il considère que les hommes « *ne font rien* » et flânent dans la rue, les soldats lui font plutôt bonne impression. Il est aussi reçu chez le prince.

Le 22 octobre, il arrive à Scutari en Albanie (actuelle Shkodër). Il parvient à éviter les douaniers turcs, en étant accueilli par un représentant du gouverneur turc, et se présente ensuite au consul de France qui s'avère être un ancien du 1er Tirailleurs algériens. Il peut observer les soldats turcs qui se composent d'un mélange d'Anatoliens, d'Arabes et d'Albanais ; il constate que les uniformes sont « *minables* » et que les soldats sont en rébellion car laissés sans solde. Résultat, l'administrateur local a détourné l'argent prévu pour endiguer le fleuve Drin, qui menace d'inonder la ville, afin de payer quelque peu les soldats.

Il relate aussi le mauvais traitement que les chrétiens subiraient. Ainsi, il affirme que des chrétiennes se sont vues interdites d'entrée dans un jardin public, car leur visage découvert aurait offensé la pudeur. Selon lui, les femmes chrétiennes sortent peu et voilées. Néanmoins, tout le pays est catholique, selon lui, les cloches peuvent sonner librement et les chrétiens jouissent de leurs propres tribunaux même si les Ottomans se gardent bien de les armer.

Enfin, il peut rendre visite au gouverneur ottoman, qui est aussi commandant de Corps d'Armée. Le 23 octobre, il parcourt le bazar où il constate qu'on y vend librement des fusils.

Franchet d'Espèrey ne peut visiter davantage le pays à cause de l'insécurité qui y sévit. D'ailleurs, il voit de nombreux hommes avec des fusils modernes (il affirme que les Russes en ont donné 30 000 aux Monténégrins) et tout le long de son voyage ses accompagnateurs sont armés. Il

216 La bibliographie en français sur le Monténégro est très réduite, on peut voir malgré tout : L. André, *Les États chrétiens des Balkans depuis 1815,* Alcan, Paris, 1918.
217 Gastines, *Carnets, op cit*, 21 octobre 1899.

continue néanmoins à parcourir les villes d'Albanie lors de son retour au Monténégro. Il a une longue discussion avec un général monténégrin qu'il rencontre et avec qui il parle munitions, tir... Ce dernier l'aide à obtenir un cheval car les routes ne permettent pas aux voitures de passer. Grâce à ce général, il peut même visiter un arsenal monténégrin. Il y observe de nombreux fusils et des batteries allemandes (Krupp).

Le 24 octobre, il visite à Ostrog un monastère orthodoxe qui est un lieu de pèlerinage réputé pour ses reliques. Il termine la relation de son voyage dans son carnet par un long compte rendu sur la situation diplomatique, historique et économique du Monténégro. Il évoque la pauvreté du pays qui peine à nourrir sa population. Autriche et Russie s'y disputent leur influence et Franchet d'Espèrey y voit les germes d'un affrontement balkanique général. Tout le pays lui semble posséder des armes et l'armée n'est, selon lui, qu'une simple levée en masse. Tous les hommes en âge iraient à l'armée équipés de fusils russes ; la cavalerie est inexistante. Cela caractérise bien la guerre en Orient où de nombreuses bandes à bases ethniques sévissent pendant la Grande Guerre.

Franchet d'Espèrey conclut ainsi son voyage : *« l'idée la plus claire rapportée d'un voyage en Autriche en dehors de Vienne et des villes principales, c'est qu'il n'y a pas d'Autriche et fort peu d'Autrichiens. La personnalité de l'empereur, un corps d'officiers bien composé et bien recruté, enfin une administration très nombreuse et très méticuleuse sont les seuls liens qui réunissent différentes nationalités hostiles entre elles et cherchant des appuis en dehors de l'empire »*[218].

Il rentre ensuite en métropole. Le 28 il est à Raguse, le 31 à Trieste, le 1er novembre à Vérone. Le lendemain, il visite le champ de bataille de Solférino. Le 6, il est rentré à Paris.

Que retirer de ce très long circuit ? Franchet d'Espèrey mélange tout au long de son voyage des visites culturelles et des observations militaires, économiques ou ethnographiques. Son récit

218 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 3, tome 1 ,chapitre 15, titre 3

met, de manière assez moderne, largement en avant le patrimoine (même si la notion est quelque peu anachronique). Il visite en effet, tous les sites d'intérêt qui se présentent. Ses voyages s'inscrivent dans la tradition du « Grand Tour » fait par les aristocrates. Il fait preuve d'une énergie impressionnante qui perdurera jusqu'à son accident ; il reste rarement au même endroit et multiplie les visites.

Mais, il semble bien que le réel objectif soit de se renseigner sur des puissances qui sont à l'époque de futurs adversaires. Ainsi, le voyage s'inscrit dans un parcours de formation de l'officier zélé qu'est Franchet d'Espèrey. Son œil s'arrête spécialement sur les choses militaires. Il compare à chaque fois taille, uniformes, sacs des soldats qu'il rencontre à ceux des Français. Dans ses carnets[219] il affirme visiter les écoles militaires étrangères car il espère commander bientôt Saint-Maixent[220].

De plus, à peine rentré, il rend compte de son voyage au général Jamont, alors inspecteur général de l'armée. Ce dernier *« paraît intéressé par ce que je lui raconte, surtout sur l'hostilité des Monténégrins, soutenue par les Russes, vis-à-vis des Autrichiens »*[221]. Jamont l'envoie alors au ministère de la Guerre.

Il faut maintenant se demander si le récit relaté par Franchet d'Espèrey est une source fiable. Évidemment, les carnets de route sont quelque peu réécrits[222], d'ailleurs le titre se termine par cette phrase : « *je ne me doutais pas alors que dix-huit ans plus tard, j'aurais un rôle décisif dans la création de la Yougoslavie* ». De même, il analyse les contrées visitées selon sa propre éducation et sa propre logique d'interprétation, ce qui semble normal. Bien sûr, il dépend aussi des avis et préjugés de ses interlocuteurs qui appartiennent largement aux élites européennes. Ainsi, il semble exagérer quelque peu les tensions nationales. L'historiographie récente a bien démontré que condamner d'office l'empire multiethnique austo-hongrois relève de la téléologie[223]. La guerre a

219 Gastines, *Carnets*, *op cit*, tome 1, livre 3, tome 1, chapitre 14, titre 3.
220 École qui forme alors des officiers.
221 Gastines, *Carnets, op cit,* 5 novembre 1899.
222 Les petits carnets, qui sont la source brute à partir de laquelle le maréchal mit en forme ses mémoires et carnets de route, ne contiennent souvent que des annotations précises sans commentaires.
223 Tel est l'avis de François Fejtö, *Requiem pour un empire défunt, Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie,*

accéléré les contestations certes réelles mais les nationalités n'entrent en sécession qu'à la toute fin du conflit, alors que tout semble perdu. Malgré tout, l'analyse est intéressante et complète.

Enfin, du voyage de Franchet d'Espèrey ressort une impression globale de civilité dans un « monde d'hier »[224] encore relativement uni avant le grand ébranlement de la guerre, un monde où beaucoup parlent français et où les formations à l'étranger sont nombreuses. Les élites militaires et politiques reçoivent très poliment l'officier français. Elles l'invitent à dîner, l'aident à voyager et même à visiter des institutions militaires.

2) Enseigner

Au printemps, la carrière de Franchet d'Espèrey s'oriente vers Saint-Cyr et non Saint-Maixent[225] (faute de place disponible mais il affirme qu'il aurait préféré y enseigner). Il devient commandant en second et directeur des études, alors que traditionnellement les fonctions sont séparées.

Il est assez critique sur l'école : le commandant monte mal à cheval et est bientôt en retraite (on voit que Franchet d'Espèrey donne toujours une très grande importance à la tenue), de plus il accorde des privilèges à un de ses parents, ce qui nuit à la discipline générale, car tous les officiers et sous-officiers finissent par bénéficier des mêmes. Il estime que l'esprit militaire laisse à désirer. Le jugement total est sévère : « *d'une façon générale je suis étonné de ne pas trouver réunie à Saint-Cyr une élite plus importante* »[226]. Il propose en vain des réformes et participe à la parade militaire du 14 juillet 1900.

En fait, comme il le note dans ses carnets, Franchet d'Espèrey ne se sent pas à sa place : « *je vois bien que je fais fausse route ; le service dans une école ne va pas à mon tempérament* ». Il

Lieu Commun, 1988.

224 Référence au livre de Stefan Zweig, *Le monde d'hier : Souvenirs d'un européen.* L'auteur décrit le monde européen d'avant 1914.

225 Il s'agit alors de l'École militaire d'infanterie où on forme des officiers issus du recrutement interne.

226 Ibid, tome 1, livre 2, chapitre 15.

cherche alors à partir pour l'expédition de Chine, « *une porte de sortie honorable et agréable (...) basant ma demande sur mon voyage de 1887* ». On comprend donc tout l'intérêt de ses voyages, qui lui servent à compléter sa formation, à élargir ses perspectives et préparer d'éventuels conflits.

Il affirme avoir contacté le nouveau commandant en chef de l'école afin d'avoir son appui pour partir et que ce dernier lui *« fait le signe maçonnique auquel il m'est impossible de répondre »*[227]. Il part alors pour le Danemark afin de rendre visite à une connaissance rencontrée au Monténégro en 1890. Il commence son voyage en passant par l'Allemagne, et le 5 août, arrivé à Hambourg dont le port l'impressionne beaucoup, il reçoit un télégramme l'informant de son départ pour la Chine.

C) La campagne de Chine

1) L'origine du conflit

Depuis la moitié du XIX^{e} siècle, la Chine subit l'appétit des puissances occidentales, qui la forcent à s'ouvrir au commerce lors des deux guerres de l'opium (1839-1842 et 1856-1860). La Chine devient une « semi-colonie ». Le gouvernement impérial doit alors céder des territoires sous forme de concessions aux occidentaux, par exemple Shanghai, Tientsin et Hankou pour la France. Il s'agit de quartiers où s'installent des maisons de commerce occidentales et leurs ressortissants. Les étrangers y échappent aux juridictions chinoises et aux impôts. En 1861, les étrangers obtiennent le contrôle des douanes chinoises, puis des ports en 1896. L'Empire chinois tente alors de se réformer et de moderniser son armée. Néanmoins, il subit encore des échecs, notamment contre le Japon en 1895. La carte suivante permet de résumer la situation chinoise au XIX^{e} siècle.

227 Ibid.

source : https://www.lhistoire.fr/

La Chine connaît aussi des crises intérieures graves. Plus de 2 000 missionnaires chrétiens parcourent le pays ce qui entraîne d'importantes tensions[228]. D'ailleurs, Franchet d'Espèrey en

228 Sur l'importance des missionnaires et des tensions qui sont liées, voir : Le protectorat religieux de la France : les cas des Missions au Hunan et Henan 1842-1911 Chris Guinet, et Les missionnaires agents de l'influence française : le problème politico-missionnaire au Sichuan Pascal Collineau, In *La France en Chine* dir J. Weber et F. De Sesmaisons, L'Harmattan, Paris, 2013.

rencontre plusieurs lors de ses voyages. Non seulement les Chinois convertis ne participent plus aux rites communautaires, mais ils sont aussi protégés par les Européens et la justice impériale qui craint ces derniers. La situation est d'autant plus tendue que la Chine du Nord connaît régulièrement des périodes de sécheresse dont les chrétiens sont parfois rendus responsables, pour avoir irrité les dieux par leurs apostasies. Au printemps 1899, des violences anti-chrétiennes naissent dans le Shandong et sont réprimées sévèrement par les Allemands (la région est alors sous influence allemande et sa ville principale Tsingtau est une de leurs concessions). Or, dans cette province depuis 1898 une nouvelle société s'est créée : le *yi-he-quan,* soit la société des poings justes et harmonieux ; la presse étrangère qualifie ses adeptes de « Boxers » car ils pratiquent en partie les arts martiaux. Ils s'en prennent aux chrétiens et, le 30 décembre 1899, assassinent le missionnaire S.M. Brooks. Le gouverneur local, le général Yuan, les réprime alors et certains Boxers deviennent de simples bandits.

Les Boxers sont ensuite interdits dans deux provinces mais les occidentaux exigent une prohibition totale sous les deux mois. Afin de faire pression sur le gouvernement impérial, ils appliquent la politique de la « canonnière »[229] qui leur a souvent réussi. Or, cette fois le gouvernement impérial est divisé. Toute une faction autour du prince Duan[230] veut lutter et songe à utiliser les Boxers. L'Italie en 1899 avait déjà échoué dans sa tentative d'obtenir de nouvelles concessions, alors pourquoi céder aux occidentaux ? La réalité du pouvoir appartient à l'impératrice Cixi qui hésite sur la marche à suivre. Elle diminue en tout cas la répression contre les Boxers. En raison de la sécheresse, des dizaines de milliers de Boxers entrent à Pékin. Dans un premier temps, Cixi autorise les légations européennes de Pékin à recevoir des renforts en hommes, puis, devant la force de la colonne occidentale (2 000 hommes), elle change d'avis et laisse les boxers saboter les lignes du chemin de fer. Certaines troupes impériales leur prêtent la main. Les occidentaux doivent se replier.

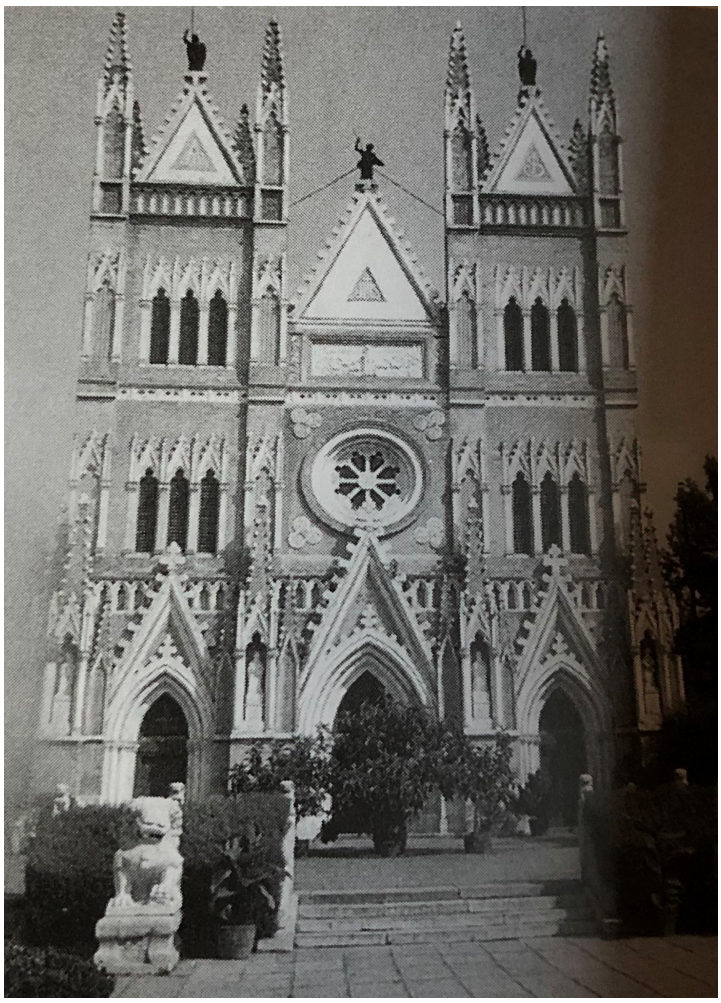
229 C'est-à-dire qu'ils utilisent leurs flottes comme une menace afin de faire céder le gouvernement chinois.
230 Père de l'Empereur Guangxu.

2) Le conflit

Tout bascule en quelques jours en juin 1900. Tout d'abord, le chancelier de la légation japonaise est assassiné et le gouvernement impérial ne réagit pas. Les Boxers coupent alors le télégraphe et les dernières voies ferrées, ils brûlent aussi des églises et tuent des chrétiens ; ils assiègent alors les légations européennes qui forment un espace clos de 3 km de long sur 1,5 km de large défendu par quelques dizaines de soldats et où se sont réfugiés des milliers de chrétiens. Cixi là encore commence par protéger les légations, mais, apprenant le débarquement le 16 juin d'une force internationale de huit pays, elle décide de résister. Le 20 juin, l'ambassadeur allemand le baron von Ketteler est tué en pleine rue et le 21, la Chine déclare la guerre à la France, à la Russie, au Japon, à la Grande-Bretagne, à l'Autriche-Hongrie, à l'Italie, à l'Allemagne et aux États-Unis (les huit pays de la colonne de secours).

Le conflit oppose alors 200 000 Boxers, armés de vieux fusils impériaux ou d'armes blanches et 40 000 soldats impériaux, bien armés, aux 30 000 soldats de la colonne de secours, dont environ 2 600 français, sous le commandement d'un général allemand von Waldersee[231]. Les légations, ainsi que la cathédrale catholique de Pé-tang[232] (qui est légèrement excentrée), sont assiégées du 20 juin au 14 août et bombardées.

231 Alfred von Waldersee (1832-1904), il a été chef du Grand Etat-Major général allemand de 1888 à 1891.
232 Aussi appelée Beitang.



Source : The Boxer Rebellion, Diana Preston

Les Boxers pillent la ville et ses alentours mais n'osent pas attaquer en force les légations, en partie parce que l'impératrice s'y oppose et ne fait qu'intervenir mollement l'armée impériale et son artillerie[233]. La colonne de secours de son côté prend Tien-Tsin le 14 juillet. Pé-tang est délivrée le 5 août, puis les alliés pénètrent à Pékin le 14[234], dans une ville dont les autorités impériales se sont enfuies.

3) Voyage et arrivée

Franchet d'Espèrey part le 2 septembre 1900, alors que les principales opérations militaires

233 C'est l'avis de Jung Chang, *L'impératrice Cixi*, JC Lattès, 2015, pp. 312-320. Elle va même jusqu'à affirmer que l'impératrice donne l'ordre de tirer au-dessus du quartier des légations.
234 Pour plus de détails : Denis Gallais, *La guerre des Boxers : la Marine française dans l'expédition de Chine 1900-1901*, SRE éd, 2013, Annecy.

ont cessé. Il embarque sur le Sydney avec le lieutenant-colonel Marchand[235]. Il note dans ses carnets « *je suis enchanté de le voir* ». Il rencontre des Hindous Parsis voyageant en première classe. Le voyage est assez long : ils passent par Suez, Aden et Bombay qu'il visite grâce aux Parsis avec qui il a sympathisé, qui lui ouvrent toutes les portes et rendent son séjour « *très agréable* » ; il décrit notamment les rites funéraires et religieux parsis avec un grand intérêt (ils laissent leurs morts aux animaux). Il s'étonne de l'absence de quarantaine pour entrer dans Bombay, alors même que la ville connaît de nombreuses épidémies, et l'attribue au fait que les Britanniques favorisent avant tout le commerce.

Le voyage se poursuit avec ses mondanités. Le 2 octobre, il est à Saïgon où lui et les officiers anglais sont invités chez le gouverneur, le 7 à Hong-Kong où les Français sont à leur tour invités par le régiment gallois d'où proviennent les officiers à bord. Le 10 octobre, il est à Shanghai qu'il trouve calme, grâce aux renforts français déployés et y retrouve diverses relations militaires (il faut savoir que les troubles liés aux Boxers ont éclaté aussi en dehors de Pékin et sa région).

Il débarque enfin le 23 octobre à Tien-Tsin et en profite pour décrire l'organisation des divers corps de l'expédition. Comme il le souligne pourtant : « *La grande préoccupation de tous est d'éviter toute ressemblance avec l'expédition de Madagascar* »[236]. Malgré cette volonté, il constate que les troupes allemandes sont mieux organisées que les françaises car elles possèdent des cartes et des jumelles[237]. En effet, il y a de légers problèmes d'organisation ; ainsi lorsqu'il contrôle le convoi qu'il doit commander, il constate que les hommes ont des carabines modèle 1892 avec lesquelles ils n'ont eu aucun exercice ! L'encadrement n'est pas toujours très expérimenté, par exemple, il trouve

235 Héros de la mission éponyme qui traverse l'Afrique d'ouest en est afin d'atteindre Fachoda et de se l'approprier. Cependant, devant la crise diplomatique avec les Britanniques, Fachoda dut être évacuée.
236 Gastines, *Carnets, op cit*, 23 septembre 1900. L'expédition de Madagascar de 1895 avait été menée dans une désorganisation totale, les troupes ayant souffert terriblement de maladies et de l'absence de routes. Il faudra neuf mois pour faire 300 km et atteindre la capitale principalement à cause des difficultés matérielles. Par exemple, il manque de coolies, et malgré les fonds que le ministre fournit, ils ne sont pas recrutés en assez grand nombre. De même pour les montures de bât ; par exemple, en juin, une compagnie de tirailleurs algériens n'a plus que 6 mulets sur les 36 venus de France, alors qu'une autre compagnie n'a pas pu en amener faute de moyen de transport maritime adéquat.
237 Ibid

six lieutenants d'infanterie de marine qui ne savent pas cuire leurs rations[238].

Ensuite, chacun reçoit son affectation, les officiers coloniaux sont envoyés dans les nouveaux régiments d'infanterie. Franchet d'Espèrey, qui a déjà plusieurs campagnes à son actif, est réclamé comme officier supérieur d'état-major pour être chargé des relations avec les alliés et de l'administration du secteur français de la capitale. Il accepte ce poste même s'il affirme à sa mère : « *j'aurais bien aimé tirer quelques coups de fusil* »[239]. Mais il n'a pas le temps d'exercer ce poste d'état-major car il est nommé major de garnison le 26 octobre[240].

Le 28 octobre, c'est le départ en barque tirée car les chemins de fer sont alors totalement hors service[241]. Il voit brûler au loin un village chinois, incendié la veille par des Italiens et des Français, et note « *je me demande si c'est bien justifié* ». On observe que Franchet d'Espèrey n'est pas un partisan de la force brute irraisonnée. Fin octobre, le gros des combats est fini, les dernières opérations ont eu lieu, notamment autour de Pao-Ting-Fou et la zone autour de Pékin est totalement pacifiée[242]. Il remarque que le pays est « *rasé à blanc* »[243]. Le 31 octobre, il arrive à Tong-Tchéou en banlieue est de Pékin. Le canal s'y arrête car les chinois, « si ingénieux », n'ont pas inventé l'écluse. Il y est attendu par des coolies et des chevaux (les Français utilisent aussi parfois des chameaux de Mongolie en hiver).

4) Major de garnison et tourisme

Au départ, Franchet d'Espèrey n'est pas séduit par la ville. Il faut dire qu'il voit de nombreuses ruines dans le quartier des légations et des villas pillées. Le cimetière chrétien a été profané, les tombes des missionnaires sont détruites ; il est alors remis en état par les Chinois.

238 Gastines, *Carnets, op cit,* 25 septembre 190.
239 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa mère du 4 novembre 1900.
240 SHD 11H42, ordre particulier n°30, du général Voyron commandant en chef du Corps expéditionnaire, 26 octobre 1900.
241 SHD 15H118-6, télégramme du commandant en chef à l'état-major général, du 12 octobre 1900.
242 Pour ces dernières opérations voir SHD 15H118-6, le 7 octobre 1900, le gouvernement donne son accord à l'opération.
243 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa mère 26 octobre 1900.

La ville n'a pas été pillée que par les Boxers. Le corps expéditionnaire, comme en 1860 lors du sac du Palais d'été, y a largement participé. Le quartier tartare[244] vidé de ses notables qui ont fui avec la cour, et a été dévalisé par les chrétiens et les « *russes sauvages* »[245]. S'il affirme que les Allemands n'ont pas participé à ce pillage, car ils sont arrivés après la prise de la ville, ce n'est pas le cas des autres. Selon lui, les Anglais visitent les sacs de leurs soldats et les objets trouvés sont rassemblés et vendus ; ensuite, le produit des ventes est réparti entre les membres du corps expéditionnaire. On comprend que le pillage n'est pas combattu. En ce qui concerne les Japonais, il affirme que la discipline qui règne empêche toute déprédation individuelle, mais le gouvernement a fait déménager au Japon les monts-de-piété, et que selon lui : personne n'en parle alors que « *les journaux*[246] *sont pleins des soi-disant pillages de notre corps expéditionnaire* »[247]. Il faut comprendre que l'officier français cherche à minorer les déprédations françaises. En effet, il note le 4 novembre 1900 que selon les officiers français les troupes n'ont réalisé aucune exaction. Franchet d'Espèrey est pris en flagrant délit de mauvaise foi. Il a souligné, le 25 octobre, que les troupes françaises avaient de nombreux maraudeurs et que *« les polices étrangères incarcèrent sans pitié nos soldats trouvés en défaut »*. D'ailleurs il se plaint de ce que les Américains attachent les prisonniers français, capturés dans leurs zones, sur des roues ; mais les protestations sont vaines car l'armée américaine agit de la même manière pour ses propres soldats. Comme le souligne Charles Péguy : « *il faut toujours dire ce que l'on voit : surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit* »[248]. Franchet d'Espèrey a du mal à tirer les conclusions logiques de ses affirmations : les Français ont pillé comme tous les autres soldats.

Il prend ses fonctions à un moment où une partie des officiers est renouvelée. Les Français

244 C'est-à-dire la ville mandchoue à côté de la Cité interdite.
245 Gastines, *Carnets, op cit,* 25 octobre 1900.
246 Voir par exemple, *Le Temps,* 1er décembre 1900. À noter que la majorité des articles français sur ce sujet sont postérieurs à la remarque de Franchet d'Espèrey mais que la presse anglaise évoque les pillages, par des soldats de toutes nations, dès octobre, comme la *Westminster Gazette* ou le *Times*.
247 Gastines, *Carnets, op cit,* 4 novembre 1900.
248 Charles Péguy, *Notre jeunesse*, les cahiers de la Quinzaine, 1910.

contrôlent un quartier important mais dévasté, et qui comporte de nombreux chrétiens. Ce quartier est situé au nord de la ville impériale et inclut la montagne de charbon qu'on aperçoit sur la photo suivante.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

La garnison française est composée de détachements des 17e et 18e infanterie de marine dont le reste est étalé sur la ligne d'étapes. Il souligne que les troupes de marine ont des soucis pour recruter et qu'elles comportent de « *nombreux suspects* », avec beaucoup de maraudeurs qui pillent même les zones alliées.

Le 4 novembre, il assiste à la messe et visite la mission catholique où on lui raconte la mort de l'enseigne Henry[249]. Il y retrouve un jésuite rencontré lors de son premier voyage en Chine.

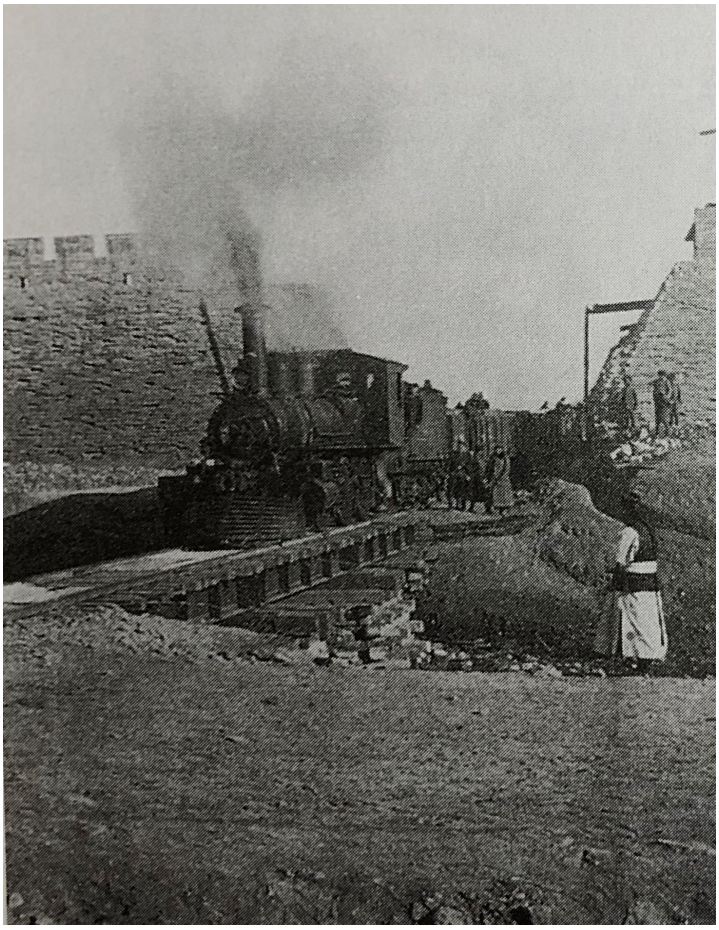
Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Le 5, il rencontre le général Voyron[250] qui commande le détachement français du corps expéditionnaire. « *C'est un brave homme. Ce qu'on lui reproche c'est de manquer de décorum* ». Surtout comparé au général allemand qui a un superbe landau. Encore une fois, Franchet d'Espèrey dénonce la corruption des élites. Ainsi, il affirme que son prédécesseur a fait confectionner des colis « aux adresses impressionnantes » : au président de la République, au président du Conseil et le

249 Mort racontée par Bazin dans un ouvrage. L'officier français a défendu ardemment la cathédrale de Pé-tang avec 30 hommes pour protéger 3 400 Chinois.
250 Régis Voyron, 1838-1921, saint-cyrien en 1860, il participe aux campagnes de Cochinchine et de Madagascar avant de commander le corps expéditionnaire français en Chine en 1900. Il est ensuite membre du CSG.

ministre de la Marine. Ils sont renvoyés à Franchet d'Espèrey qui les ouvre, ils contiennent des objets de grande valeur. En France, le pillage a fait grand bruit[251] et une circulaire ministérielle a supprimé les parts de prise[252]. Franchet d'Espèrey cherche plutôt à protéger le patrimoine dont il a la charge.

Il s'installe le 29 novembre au palais de la Rotonde où logeait Pierre Loti. Comme on lui affirme qu'il fera -24°C pendant trois mois, il fait poser du papier sur les ouvertures et aménage le palais. Les sources ne détaillent que trop peu les activités quotidiennes de Franchet d'Espèrey.



Source : Diana Preston, The Boxer Rebellion

Il participe à des missions de représentation, à la cérémonie pour la mort de la reine Victoria et à l'enterrement d'un colonel allemand. Petit à petit, les transports sont rétablis : dès fin décembre

251 Voir par exemple, *Le Siècle,* 26 décembre 1900, qui y consacre un article en une.
252 Tradition de la marine qui lors d'une capture de navire marchand autorise les hommes à se partager une partie du prix des biens récupérés. Cela légitime donc pour l'infanterie de marine les vols dans la ville.

la voie ferrée principale est restaurée par les Russes et est même prolongée par une brèche dans les murs.

Les sapeurs français ont rapidement construit seize kilomètres de route. Néanmoins, la pauvreté persiste, fin décembre il observe la misère « *de vieilles Chinoises appartenant à des classes élevées réduites à la mendicité* ».

Il réalise l'inventaire de tous les temples abandonnés et de leurs biens. Il commence par le temple de la Longévité impériale où les corps des souverains sont entreposés. Sept tombes sont alors totalement pillées mais d'autres contiennent encore un beau matériel qu'il décrit ainsi :
« *Au fond de la cellule, une peinture sur soie, grandeur naturelle, représente le défunt ; devant lui tous les objets qui lui ont servi sous son règne, en jade ou en porphyre. À droite et à gauche, trois coffres en bois précieux contenant chacun un habillement complet et ses accessoires, à droite habillements d'été, à gauche habillements d'hiver, tous d'une richesse inouïe ; vêtements de soie, parures précieuses. Les boutons de mandarin qui surmontent les bonnets chinois sont remplacés par d'énormes perles ; les ceintures en tissu d'or sont revêtues de pierres précieuses et munies de boucles en or. Ceux qui ont visité les premières chambres n'ont pas fait une mauvaise affaire. Devant les cellules, une longue pièce contient plusieurs orchestres constitués par des pierres et des morceaux de bois qui donnent des sons harmonieux* »[253].

Il doit alors préparer des logements pour les officiers au printemps car le commandant en chef, le général Voyron, veut qu'un maximum d'officiers voient Pékin ; se rendant compte que son action militaire est bornée, « *il tient à ce que tout le monde conserve un bon souvenir et que la garnison de Pékin comprenne des corps de toutes armes* ».

Son activité semble se réduire de plus en plus à des mondanités et des visites, même s'il doit surveiller les incendies en hiver, par peur de réédition de ce qu'il advint à Moscou[254] et parce

253 Gastines, *Carnets op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.
254 C'est-à-dire l'incendie de la ville par les Russes afin d'empêcher les Français d'y hiverner en septembre 1812.

que les systèmes de chauffage sont très défaillants, ce qui entraîne parfois des morts. Les incendies semblent causés majoritairement non par des actes de malveillance mais par des pillards. Ainsi, le 21 mars 1901, un incendie éclate dans un bâtiment du gouvernement impérial : 3 voleurs chinois, cherchant du papier et du cuivre, sont arrêtés après enquête[255]. Franchet d'Espèrey considère alors que : « *il n'est pas permis d'affirmer que ces incendies sont dus à la malveillance mais il y a lieu de prendre des mesures rigoureuses pour interdire ces cantonnements aux Chinois* ».

Il fait la connaissance d'un officier anglais catholique et par son intermédiaire est introduit à l'état-major du général Gaselee (chef du corps expéditionnaire britannique). Il note : « *c'est la nation britannique avec laquelle nous avons le plus de points de contact et avec laquelle il est le plus agréable d'avoir des relations »*[256].

Il visite à fond Pékin et affirme dans ses carnets que « *c'est certainement la ville du monde que je connais le mieux »*. Ses pérégrinations l'amènent au Palais d'été, dont il observe la partie détruite par l'expédition franco-anglaise de 1860 qui est restée en état, et dans laquelle stationnent les Italiens. Il visite le temple des Lamas et celui de Confucius, et observe qu'il ne s'agit pas d'un temple mais d'une Académie. Puis, il aborde le temple du Ciel et de la Terre où les Américains et les Anglais se sont installés. Il apprécie l'organisation très militaire du camp, où les unités sont concentrées et bien réparties, qu'il compare à l'installation française bien moins militaire. En effet, les trois bataillons français sont dispersés par compagnies et sections. Enfin, il pénètre dans la Cité Interdite, voit le lit de l'empereur et ramène même des journaux qu'il lisait.

Au printemps 1901 il participe à des réceptions diplomatiques, mais pas dans la légation française qui a été entièrement détruite. Il surveille aussi le tribunal de simple police chinoise « *pour éviter des amendes indues* ». L'activité n'est pas intense.

255 SHD 11H23, lettre de Franchet d'Espèrey au général commandant en chef le Corps expéditionnaire, 29 mars 1901. La lettre nous apprend qu'il y a eu trois incendies en mars.
256 Gastines, *Carnets du maréchal op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.

5) Retour sur le siège de Pékin : un avis objectif ?

Il profite de ses carnets pour se livrer à une analyse de la bataille de Pékin qui est intéressante à reproduire ici.

Selon lui, la défaite chinoise n'est pas liée à un problème d'armement mais de commandement. En effet, il explique qu'après la défaite contre le Japon, les Allemands surtout et les Anglais ensuite, ont vendu des « *masses d'armes* » qu'il voit encore présentes dans les arsenaux chinois. Ensuite, il considère qu'aux Chinois « *il a manqué l'âme guerrière, moteur nécessaire à leur mise en branle, comme il a manqué aux masses soulevées, les chefs indispensables, décidés à payer de leur personne* [257]». Par delà les représentations occidentales sur le manque d'appétence martiale des asiatiques, l'absence de dirigeants chinois décidés s'explique par les propres atermoiements de la cour et de l'impératrice.

De plus, il estime que les Chinois ont habilement bombardé à partir de bonnes positions, qui n'ont jamais pu être contrebattues ; la ville a été criblée de balles. Il en conclut que : « *il a été prouvé une fois de plus, qu'en présence d'adversaires résolus et ayant envie de se défendre, un bombardement, quelque soit son intensité, ne peut suffire pour faire évacuer une position quand elle a une certaine étendue »*[258]. Son avis contredit les autres comptes rendus, qui soulignent au contraire que l'artillerie chinoise, qui était en partie moderne, n'a pas fait des dégâts énormes (on parle de plusieurs dizaines de jours de bombardement théoriques). Peut-être Franchet d'Espèrey se laisse-t-il quelque peu impressionner par les destructions et les impacts de balles. Par contre, il souligne que les Chinois ont pratiqué avantageusement la guerre souterraine par de nombreuses mines. Il en conclut que là encore, ce fut sans effet car les Chinois n'ont pas voulu aller au contact.

Toujours, friand de remarques « exotiques », il observe que les Chinois font grand usage de la poudre, ainsi ils lui demandent l'autorisation d'en utiliser pour conjurer les mauvais génies ou d'attirer les bons : mais il doit refuser pour des raisons de sécurité.

257 Le prince Duan, qui avait pris la tête de la révolte, n'était ni un officier de métier, ni un chef charismatique, ni un homme de terrain.
258 Gastines, *Carnets du maréchal, op cit,* tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.

Il considère que *« le soulèvement furieux des Chinois contre les étrangers en 1900 a été une véritable surprise »*[259], et que « *seuls les Russes n'ont pas été pris au dépourvu. Les qualités et les défauts de la race slave, son absence de scrupules et sa façon toute spéciale de comprendre la morale, leur don et mille points de contact avec les Asiatiques leur permettent certains moyens d'action* ». On voit que Franchet d'Espèrey n'échappe pas aux clichés faciles... Pourtant il ajoute plus loin fort justement : « *ils ont pu envoyer rapidement une division concentrée à Port-Arthur vers Tien-Tsin et concentrer 200 000 hommes en Mandchourie* »[260]. En fait, les Occidentaux trop habitués à voir la Chine céder à leurs exigences n'ont pas pris au sérieux la menace, d'autant que la Chine avait été battue par le seul Japon en 1895. S'opposer à l'ensemble des puissances semblait donc irrationnel. De plus, les Russes n'ont pas plus de moyens d'action « *par leur proximité avec les Asiatiques* » mais parce qu'ils développent des ambitions dans le nord de la Chine et ont donc des troupes présentes. Il le fait pourtant bien remarquer mais reste en partie dans ses clichés.

Enfin, il explique que pour dégager Pékin, il a fallu monter une colonne constituée de troupes prélevées un peu partout. La marche sur Pékin fut difficile mais il affirme que les Japonais ont « *entraîné tout le monde* », et le 13 août, ils sont entrés dans Pékin. Il met en exergue la faiblesse des Français qui n'ont que 200 fusils dans le 16e colonial.

Pour ce qui est du commandement, les puissances se sont concertées pour nommer un chef unique le feld-maréchal comte de Waldersee qui, selon Franchet d'Espèrey, a beaucoup de tact, parle français et anglais parfaitement car il est marié à une Américaine. Néanmoins, les Français ne le reconnaissent pas comme généralissime, et il ne peut leur donner directement des ordres[261]. Selon lui, les Allemands ont beaucoup dépensé et possèdent un état-major pléthorique mais qui travaille peu.

259 Ibid.
260 Ibid.
261 SHD 15H118, télégramme du 12 octobre 1900 du commandant en chef à l'état-major général.

Néanmoins, cette colonne est plus une coalition qu'une alliance rigoureuse. Ainsi, si les gouvernements étrangers sont déférents, ils gardent leur liberté d'action. Les Allemands coordonnent plus qu'ils ne commandent à tous.

Enfin, devant les déclarations pacifiques de l'impératrice, ils mettent vite fin aux opérations militaires afin de négocier. On reste dans un modèle clausewitzien[262] de la guerre. Les opérations ont avant tout des considérations politiques et mêlent menaces et opérations militaires brèves afin de retourner vite aux négociations politiques. Les Occidentaux ne cherchent pas à détruire l'Empire céleste qu'ils seraient bien à mal d'administrer totalement[263].

6) Jugement sur les alliés

Dès le 25 octobre 1900, Franchet d'Espèrey fait la connaissance des armées alliées. Toujours attentif à la chose militaire, il présente dans ses carnets[264] les différentes troupes qu'il rencontre, leurs qualités, défauts et organisation.

Il commence par les Russes. Selon lui, ce sont eux qui ont sauvé Tien-Tsin, car ils avaient le plus de troupes. Mais il en a globalement une très mauvaise impression : « *sales hirsutes, braves mais sans initiative* », qui « *montrent la désinvolture la plus charmante* ». Ils opèrent surtout en Mandchourie qu'ils veulent annexer. L'ensemble « *est peu séduisant, les officiers ivrognes, et les soldats maigres, sauf la batterie de la garde impériale* ». Selon lui, cela met en question « *la dose d'énergie latente renfermée dans les couches profondes de la nation russe* ». Il semble quelque peu inquiet de la solidité réelle de l'allié russe.

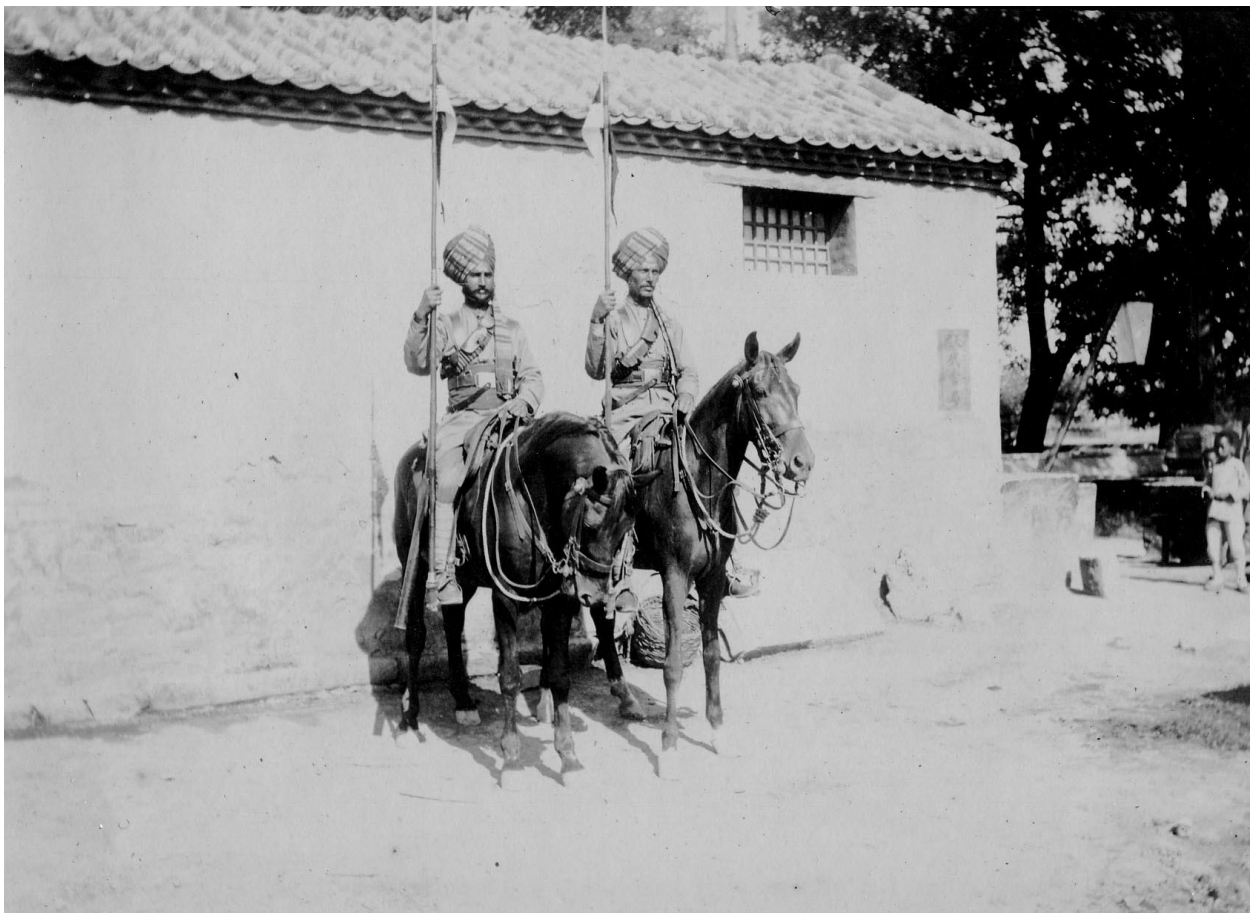
Ensuite il évoque « l'Angleterre » et ses différentes composantes.

262 Carl Von Clausewitz, *De la guerre,* 1832.
263 On peut opposer ce modèle à ce qu'il adviendra à partir des années 1930 où les Japonais livreront une guerre totale mais avec des objectifs flous et finalement en dehors de leurs capacités.
264 Gastines, *Carnets du maréchal, op cit,* tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.

Même s'il les fréquente et sait les apprécier, Franchet d'Espèrey se plaît à égratigner les Anglais. Ainsi il souligne que « *les Anglais agissent avec le sans-gêne qui les caractérise* ». Par exemple, ils tracent des voies ferrées sur des terrains réservés aux Russes sans leur demander leur avis. Les officiers britanniques ont toujours le grade le plus élevé car ils comprennent plus d'officiers généraux : 9 généraux contre 3 français (même si Franchet d'Espèrey affirme que ce sont de simples colonels élevés au rang de général pour l'expédition), ce qui leur donne en tout cas une supériorité dans leurs relations avec les alliés. Il note que les officiers anglais « *tranchent entre tous par la correction de leur attitude, le confort de leur installation et la cordialité de leur accueil* ». Il loue leur bon physique par le sport, leur bonne alimentation et leur hydrothérapie rationnelle.

Les Européens même sont peu nombreux. Il y aurait seulement quatre compagnies de fusiliers gallois. Il l'explique par la crise du Transvaal[265] qui absorbe les ressources « anglaises ». Le gros des troupes est composé d'Indiens, il les estime à 30 000 hommes en Chine mais avec la moitié seulement de combattants parmi lesquels beaucoup de vétérans ; qui « *peuvent supporter la comparaison avec nos meilleures troupes indigènes* ». Mais il estime que les troupes manquent d'un encadrement solide ; les Britanniques forment juste l'état-major, dans les troupes il n'y a quasiment que des officiers indigènes. Ainsi, les Britanniques n'ont pas de contact intime avec leurs hommes, ce qui explique la rébellion de 1857[266] selon lui. Il évoque aussi le cas des lanciers de Johore qui sont la propriété de leur colonel, le Maharadjah, et qui servent en Chine (voir la photo).

265 Il s'agit de la « seconde guerre des Boers » d'octobre 1899 à mai 1902 qui oppose la République sud-africaine du Transvaal et l'État libre d'Orange à l'Empire britannique.
266 Rébellion des Cipayes de l'armée de la Compagnie anglaise des Indes orientales.



Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Enfin, il mentionne les Australiens, environ 350 hommes, « *d'abominables bandes de vauriens* » qui pillent ; et il en conclut qu'avec de tels hommes les scènes de pillage et de viols reprochés aux Anglais en Afrique du Sud sont vraies. Par contre, il apprécie le service de transport et de voitures de santé « *que notre service de santé peut également étudier avec fruit* ».

Pour conclure, il juge que « *les échecs en Afrique du Sud ne doivent pas faire porter de sévères jugements* », d'ailleurs il évoque que les Français ont eux-même été tenus en échec par les Cosaques et guérilleros espagnols (à l'époque du Premier Empire).

Dans un second temps, il cite l'armée des États-Unis.

Il apprécie leur infanterie, issue de leur campagne des Philippines[267] et ayant une bonne

267 Guerre qui a débuté en 1899.

apparence. Ils sont soumis à un service rigoureux mais bénéficient d'une grande liberté en dehors du service. Néanmoins, leurs transports et auxiliaires sont lacunaires, ces derniers étant « *toujours prêts à se livrer aux pires désordres* ». Cela s'explique en ce que le service de transport n'existe pas en temps de paix.

Ensuite, il évoque les Allemands.

S'ils sont « *venus sur le tard dans l'expansion coloniale* », « *leur ténacité leur a permis de corriger leurs erreurs* », par exemple leurs premiers habits qui étaient inadaptés au départ à la pluie et au soleil.

Les Allemands lui font grande impression, le corps d'officiers semble « *vraiment pénétré de sa mission* (…) *tenue brillante et parle généralement le français* ». La « *troupe est à la hauteur de sa réputation* (…) *discipline parfaite* (…), *mais semble impressionnable dès que soustraite à l'autorité* » ; comme pour se rassurer il note ainsi : « *je constate avec plaisir le manque de sang-froid des Allemands ; les deux hommes de pointe, sans raison, tirent les cinq coup de leur chargeur* »[268]. Autre point très positif, ils continuent l'instruction avec rigueur pendant leur séjour.

Il parle aussi les effectifs, faibles, de l'Autriche et de l'Italie.

Les Autrichiens sont « *dans la dépendance de l'armée allemande* », ils ne sont que 200-300 hommes avec une bonne tenue.

Les Italiens pour leur part « *ont piètre allure* », les soldats sont fort mal tenus, restent dans l'inaction. Mais très diplomates, ils se font attribuer des postes qu'ils pillent.

Enfin, il s'attarde sur la « *jeune armée japonaise* ».

Il loue sa bravoure et son organisation. Ainsi, son attaché militaire a été le seul à créer un service de renseignement et c'est le général japonais qui a forcé les alliés à marcher sur Pékin. Les

268 Gastines, *Carnets, op cit,* 30 octobre 1900.

soldats sont « *petits mais solides* ».

Il développe l'organisation de l'armée japonaise qui n'a pas constitué de corps de marche avec des volontaires mais simplement complété ses divisions par des réservistes. Il souligne que l'armée japonaise est orientée vers l'Allemagne où des officiers sont détachés en stage.

Selon lui, l'armée japonaise n'est pas connue en France et pourtant elle pourrait la mettre en danger :

« il est bon de dissiper une illusion qui pourrait nous coûter cher. Un peuple nombreux, rempli d'orgueil, se lève en Extrême-Orient. Il se dégage de ses dernières entraves et a hâte de montrer au monde sa valeur (...) les Japonais sont disposés à devenir les champions des peuples d'Orient opprimés par les Occidentaux »[269]. Il pense principalement au Tonkin. Selon lui le traité anglo-japonais pourrait pousser le Japon à débarquer au Tonkin dont il considère la population « *comme des frères tenus sous le joug (...) il n'est pas douteux qu'avec l'appui de l'Angleterre, le Japon ne soit en état d'y débarquer facilement trois à quatre corps d'armée pourvus des moyens d'action nécessaires et très aptes à se mesurer avec n'importe quel adversaire* »[270].

Il s'inquiète aussi des dissensions qui pourraient naître entre la France et le Japon à cause des intérêts divergents de l'allié russe et des nippons, notamment pour la Mandchourie. Il le développe ainsi dans ses carnets[271] :

« J'ai parmi les Japonais de la division Yamaguchi[272] une ancienne relation de Paris et de Tunisie, le lieutenant-colonel Harada qui a servi de mentor au prince Kanin. C'est un garçon très intelligent, venu en France à l'âge de 12 ans ; bien qu'ayant commandé pendant la guerre russo-japonaise le 24e d'Infanterie, un des régiments de la 12e Division, il n'est pas passé général. On prétend que les dirigeants japonais trouvent qu'il est trop occidentalisé. Comme je lui vante les douceurs du kimono qui laisse au corps toute sa liberté, il me répond : "C'est à l'habit occidental

269 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.
270 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 2.
271 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 3.
272 Général qui commande le détachement japonais du corps expéditionnaire international.

que nous devons nos progrès : en kimono on est porté à s'étendre et à fumer une cigarette ; en pantalon et en veston, il faut s'asseoir devant sa table de travail". Le même me dit un jour : " C'est pénible de penser qu'amis comme nous sommes, nous pouvons être exposés à nous trouver en face l'un de l'autre".

Moi : " Comment-cela ?

Lui : " Oui, à cause de vos amis les Russes."

Moi : " Vous ne pensez qu'à abattre la grande Russie ?"

Lui : " On peut recommencer à Vladivostok le siège de Sébastopol."

Ainsi dès 1901, les Japonais pensent épuiser toutes les forces vives de la Russie au bout du transsibérien ».

Il termine enfin par la France. Il considère que les détachements français se présentent bien dans l'ensemble (mais il ne revient pas sur les pillages qui ont eu lieu au départ et qu'il a du mal à admettre ; même si la situation s'est améliorée). Il affirme que les fantassins se font apprécier par leur ingéniosité et sont faciles à vivre ; et que les Chinois réclament des Français en priorité.

Franchet d'Espèrey en général fait preuve d'objectivité dans ses descriptions, certains passages sur les prétentions japonaises sur le Tonkin sont prémonitoires. Néanmoins, à travers ces exposés, on voit aussi les conceptions de l'officier français. Ainsi, il envie l'organisation et l'instruction permanente allemande, les voitures, l'équipement et la tenue des « Anglais ». L'officier colonial exprime aussi, indirectement, son admiration pour les troupes coloniales françaises et son organisation, avec notamment des officiers proches des troupes, comme il le fut lui-même.

7) Directeur des étapes

Le 2 avril 1901[273], il devient directeur des étapes, le poste ayant été laissé vacant, et le 1er avril, il quitte Pékin pour Tien-Tsin et prend la ligne de chemin de fer exploitée par les Britanniques même si elle est encore abîmée. Le poste ne l'enchante pas mais il l'accepte en pensant à son avancement, comme il l'écrit à sa mère : « *toute l'évacuation reposera sur mon poste (...) qui me vaudra mon inscription au tableau d'avancement* »[274]. Il visite les arsenaux chinois, encore pleins, même si les Russes en ont pris une partie.

L'activité est assez réduite, mais en avril, il doit s'occuper de la mise en place d'une opération afin de chasser des troupes chinoises qui occupent une zone au nord de Pékin en violation des conventions pourtant ratifiées[275]. Le 12 avril, l'opération est décidée afin de refouler les troupes chinoises au-delà de la Grande Muraille. Il s'agit d'une démonstration avec un maximum d'effectifs afin de contraindre les Chinois à respecter les accords signés.

Rien que pour la France, on compte 6 500 hommes et 1 000 chevaux[276] : trois bataillons de Zouaves et un du 40e, deux bataillons du 17e et deux du 16e, trois batteries de montagne, une compagnie du génie, deux escadrons de Chasseurs, une compagnie montée ainsi que le train régimentaire.

Néanmoins, l'organisation n'est pas si simple : si les corps se préparent à partir en opération, ils n'ont aucun moyens de transport, car ils s'attendaient à être rapatriés ; en effet, à partir du printemps 1901, les effectifs français diminuent.

On s'adresse alors à Franchet d'Espèrey mais il en manque aussi. Malgré tout, il « *arrive à leur procurer les moyens indispensables* »[277] ; il écrit à son agent de Pékin de pourvoir les troupes

273 SHD 11H42, ordre particulier n°201, du général Voyron commandant en chef du Corps expéditionnaire, 2 avril 1901. Franchet d'Espèrey note le 31 mars dans ses carnets.
274 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa mère du 31 mars 1900.
275 Il s'agit de la fin des hostilités, le traité final n'est ratifié que le 7 septembre 1901.
276 Gastines, *Carnets, op cit*, 12 avril 1901.
277 Gastines, *Carnets, op cit,* 14 avril 1901.

qui en partent et de réquisitionner le pays environnant (qu'il a pourtant vu dévasté quelques mois plutôt).

Preuve que l'opération est menée en pleine campagne de réduction des effectifs et de rapatriement, une compagnie du 61e qui fait partie de la colonne doit rentrer en urgence car le navire chargé de la transporter part pour la France. Par contre, le ravitaillement ne pose aucun souci.

Si les « *Allemands sont pleins d'une ardeur belliqueuse* », les Chinois ne pensent qu'à négocier et évacuent après quelques engagements insignifiants. Le 27 avril 1901, la colonne est disloquée. C'est la dernière opération à laquelle Franchet d'Espèrey participe en Chine.

Le 11 mai, il part visiter les gares proches à Shang-Haï-Kouan au pied Grande Muraille et profite de l'occasion pour reconnaitre un peu l'arrière des terres et rendre visite aux missionnaires français et hollandais.

La dislocation du corps expéditionnaire se prépare. Le 21 mai voit le départ des Américains ; le 26 mai, les Britanniques et Allemands sont rapatriés à leur tour. Le corps expéditionnaire devient un corps d'occupation moins nombreux et le service des étapes est supprimé le 31 mai 1901[278], car « *cette organisation correspond à des besoins dont l'importance a diminué* ». Franchet d'Espèrey doit donc être rapatrié[279].

8) Retour par le Japon et l'Amérique du nord

Le 1er juin 1901, il part de Tien-Tsin et décide de rentrer par le Japon et l'Amérique. Grâce au lieutenant-colonel Hasegawa, qu'il a connu à Pékin en tant que directeur des étapes japonais, il obtient le passage sur un navire, avec de nombreux japonais démobilisés. Il y croise un général japonais qui se plaint d'avoir été peu consulté par l'état-major général allié. Après avoir essuyé un typhon, il arrive à Hiroshima. Un officier parlant français est venu l'accueillir et a préparé une

278 SHD 11H42, ordre général n°134, du général Voyron commandant en chef du Corps expéditionnaire, 25 mai 1901.
279 SHD 11H42, ordre particulier n°242, du général Voyron commandant en chef du Corps expéditionnaire, 28 mai 1901.

réception en son honneur, organisée par un général connu à Pékin et qui a le siège de sa division à Hiroshima, mais Franchet d'Espèrey n'a pas le temps d'y assister. Il reste encore quelques jours pour visiter le Japon.

Le 5 juin, il est à Kyoto et le 6 à Yokohama où grâce à une lettre de recommandation du président de la chambre de commerce des soyeux de Lyon, allié à sa famille, pour le président de la chambre de commerce de Yokohama, il est accueilli par une délégation japonaise. Il dîne avec eux, et ces derniers lui proposent de financer son voyage, l'invitent à Tokyo et lui fournissent un guide (mais il refuse qu'on lui paie tout). Il faut noter que sa famille semble avoir retrouvé une certaine aisance et possède de nombreuses relations sociales. Ainsi, l'argent ne manque jamais à Franchet d'Espèrey pour ses voyages.

Les 10 et 11, il visite alors Tokyo, le temple Sengakuji[280] et déjeune dans un restaurant sur un tatami, ce qui le surprend grandement. Le 11, il déjeune avec les Pichon[281]chez le maréchal Oyama, chef de l'état-major général, tous les invités parlent français. On voit vraiment qu'il existe une certaine « élite mondiale » qui par ses relations vous introduit dans de nombreux pays. Les 13 et 14, il visite Nikkō et les tombeaux des Shoguns. Le 15, il parcourt Hakone et randonne au pied du Fuji Yama. Le 23 juin, il quitte le Japon sur le navire « Empress of India ».

280 Temple bouddhiste où sont enterrés les fameux « 47 ronins » qui vengèrent la mort de leur maître Asano.
281 Député, puis ministre de la France à Pékin au moment de l'expédition de Pékin. Futur ministre des Affaires étrangères de Clemenceau de novembre 1917 à janvier 1920.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Il débarque à Vancouver le 7 juillet puis le 11 visite les chutes du Niagara. Le 14 juillet, au Québec, il célèbre la fête nationale française à l'église avec les autorités provinciales et lie le maintien de la culture française à la religion catholique.

Le 16 juillet, il passe à New-York qu'il n'apprécie pas. Il trouve le port d'Hambourg plus impressionnant, et observe beaucoup de misères et d'impolitesse : « *j'ai conservé un mauvais souvenir (...) gens agités, pressés, vous bousculant sans pitié* »[282].

Le 25 juillet, il arrive au Havre et part pour trois mois de congés en Bretagne.

Si Franchet d'Espèrey n'appréciait pas au début de sa carrière le travail d'état-major, il faut

282 Gastines, *Carnets, op cit*, 16 juillet 1901.

reconnaître qu'il en fit beaucoup, y compris lors des expéditions coloniales où il travaille plus souvent dans les bureaux que sur le terrain. On peut même considérer qu'il trouve, à partir des années 1900, un nouveau plaisir à instruire et entraîner ses unités dans la continuité. En effet, il reste de nombreuses années en place et peut ainsi transformer régulièrement ses unités en corps d'élite s'attirant des évaluations excellentes. Néanmoins, s'il participe à de nombreuses manœuvres, on est frappé par leur manque d'originalité et le manque d'exercices de carte ou de lectures plus théoriques. Si on n'a pas le compte rendu détaillé des exercices et manœuvres, l'impression demeure qu'elles reposent sur des pratiques parfois désuètes, qu'il critique d'ailleurs assez souvent.

Malgré tout, l'armée française à travers les yeux de Franchet d'Espèrey apparaît en pleine transformation à partir des années 1900. Ces changements s'accélèrent à partir de 1910, avec plus de troupes, plus de soldats coloniaux et un renouvellement partiel des cadres. Cependant, les soucis budgétaires et le manque de casernes saines et de terrains d'entraînement restent pendant longtemps des handicaps forts.

III : Officier supérieur : promotions rapides et campagne du Maroc

A) Une carrière rapide indifférente aux péripéties politiques

1) 132e

A son retour de Chine Franchet, d'Espèrey est ensuite affecté au 132e régiment à Reims. S'il ne l'a pas spécialement demandé, il affirme être très satisfait. Il peut travailler facilement, son colonel résidant à Paris cinq jours sur sept. Dans l'éventualité d'une mobilisation, il doit préparer la création d'un nouveau régiment, le 332e, à partir du 4e bataillon du 132e.

Comme à son habitude, il s'occupe de la formation afin de préparer les manœuvres. Il effectue tous les quinze jours des exercices sur carte. Il obtient des félicitations après les exercices

de 1902.

Toute fois, il affirme avoir eu des soucis avec son colonel qui lui a fait à plusieurs reprises des remarques négatives sur la religion : il reproche à Franchet d'Espèrey la visite que sa femme a faite à un fils d'ami en école jésuite ; il lui fait aussi une remarque négative sur sa scolarité en école jésuite. C'est dans ce contexte qu'il n'obtient pas son avancement en 1902. Si Franchet d'Espèrey le comprend et estime son numéro sur l'ordre de l'avancement normal (il est 10e), il considère en même temps que le classement a été bouleversé pour des raisons politiques. En effet, on est en plein ministère André, accusé d'avoir discriminé les officiers catholiques vus comme de mauvais républicains et a contrario d'avoir poussé les autres. Néanmoins, il est promu dès l'année suivante.

2) 60e régiment d'infanterie, Juillet 1903 – Août 1907

Nommé colonel en juillet 1903, Franchet d'Espèrey va rester un long moment au 60e régiment d'infanterie à Besançon. La situation n'est pourtant pas sans défauts. Ainsi, le régiment est surexploité pour des missions de gardes (car les autres corps de la garnison, sapeurs et artilleurs ne les font pas) et les locaux sont très vétustes. En effet, les casernes datent du XVIIIe siècle et sont trop humides. Grâce à l'aide du député-maire, des crédits sont débloqués afin de construire en ville des casernes modernes. Il fustige l'absence de paratonnerres dans les poudrières, ce qui donne lieu à un funeste accident causant la mort de plusieurs personnes. De plus, il se plaint de l'insuffisance de champs de manœuvre et de tir.

Il s'attache encore à l'instruction de ses hommes, les dote d'une ceinture de gymnastique. Son utilité ayant été mise en évidence lors de la guerre russo-japonaise, il ajoute la pelle-bêche à l'équipement des soldats en campagne. En effet, il comprend l'importance croissante des retranchements (d'ailleurs le 60e régiment d'infanterie russe lui envoie son journal de marche et d'opération).

Enfin, il participe régulièrement aux manœuvres tous les ans. Il va aussi observer les tirs de côte à Brest en 1905. Les résultats des manœuvres sont excellents ; de sorte qu'en 1907, on lui confie la 77e brigade d'infanterie pour les manœuvres de l'année, alors que c'est habituellement le rôle d'un général. Il obtient des évaluations exceptionnelles :

« Le colonel Franchet d'Espèrey est, à tous points de vue, un officier hors ligne. Ses éminentes qualités et ses capacités, ainsi que ses services le désignent, dès maintenant, pour arriver aux plus hauts commandements de l'armée... Le général commandant la 13e division croit de son devoir de proposer, dès maintenant, le colonel Franchet d'Espèrey pour le grade de général de brigade… Afin qu'il puisse être promu sans retard lorsqu'il se trouvera dans les conditions réglementaires – côté : 20/20 »[283].

3) 77e Brigade à Toul, Mars 1908 – Septembre 1911

Franchet d'Espèrey va rester dans cette unité de 1908 à 1911. La brigade appartient au 20e CA, et a pour mission de couvrir la frontière de l'Est face à l'Allemagne. Elle est composée de deux régiments d'infanterie, le 146e et le 153e et comporte 5 000 à 6 000 hommes.

Franchet d'Espèrey continue à entraîner son unité et participe régulièrement aux diverses manœuvres. En 1907, il s'agit d'exercices de divisions contre divisions ; en 1909 au camp de Mailly[284], il insiste sur les exercices de tir et l'entraînement des officiers, et intègre le groupe d'arbitres de l'exercice. Toujours soucieux d'élargir son horizon, il assiste en 1909 aux premières assises sur l'aviation ; en 1910, il est détaché lors d'exercices à l'état-major d'une division de cavalerie. Il rencontre aussi le général French[285]. On souligne d'ailleurs que Franchet d'Espèrey a « *donné sa mesure pendant ce trimestre en toute occasion. Soit au voyage de cadres de la division,*

283 SHD 9YD 534.
284 Commune de l'Aube où il y a un grand champ d'exercice.
285 Futur commandant en 1914 du corps expéditionnaire britannique.

soit aux manœuvres de garnison et d'automne devant le général French et la mission anglaise »[286]. Il est intéressant de noter qu'on souligne ses bonnes relations avec les britanniques et cela lui ouvre des portes pour des missions interalliées (même si elles ne sont pas véritablement envisagées à l'époque).

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Franchet d'Espèrey à l'époque de la 77e brigade, 2e assis à droite.

Il s'intéresse beaucoup aux nouveautés que l'armée teste petit à petit : en 1909, les manœuvres militaires utilisent l'aviation, la TSF et les dirigeables.

Les appréciations sont encore exceptionnellement positives : « *A su, en très peu de temps, faire la 77e brigade absolument sienne. S'est rapidement imposé à tous. Officier général de valeur tout à fait exceptionnel, absolument complet. Sera toujours à la hauteur des commandements si*

286 SHD 9YD 534.

élevés qu'ils puissent être qu'on voudra lui confier en France comme aussi bien hors de France »[287].

4) Voyages 1908-1911

Quelques années avant la guerre et alors qu'il a atteint des grades importants, il continue, plus brièvement, ses voyages : « *comme chef de corps, je n'ai jamais aimé m'absenter plus de quinze jours. Je peux me rattraper maintenant que je suis général de brigade. Tous les ans après les manœuvres, ma femme et mes enfants allant en Bretagne, je fais des voyages d'une certaine importance* »[288]. En effet, à partir du moment où il commande de l'infanterie de ligne, il copie ses officiers supérieurs qui ont une activité inlassable.

En 1908, il va tout d'abord visiter l'Autriche. Le 24 septembre 1908 il va voir un collège de jésuites où il veut mettre son fils pour apprendre l'allemand (gros point faible du maréchal) et se rend à Innsbruck.

Le 26 septembre, il visite Salzbourg et note : « *le sous-officier autrichien qui me sert de guide me propose de voir la caserne ; craignant un agent provocateur, je refuse et vais voir la maison natale de Mozart* ». L'ambiance n'est plus aussi détendue que dans son précédent voyage lors duquel il avait pu visiter les écoles militaires. On ressent un changement de climat et une légère montée de la défiance. Le 1er octobre, après avoir rencontré l'ambassadeur de France, il arpente Vienne avec un couple russe avec lequel il a sympathisé, et le 2 il visite Schönbrunn. Globalement, il se met dans les pas de de Napoléon en parcourant aussi les différents champs de bataille de 1809 : « *ce qui me frappe à Vienne, c'est l'importance des souvenirs de Napoléon 1er. Ayant épousé une archiduchesse, il fait partie de la famille et les Viennois semblent l'avoir adopté. Ils oublient qu'il est entré deux fois en vainqueur dans leur ville* »[289].

Le 4 octobre, il est à Budapest et apprécie son Parlement « *le plus grand et peut-être le*

287 SHD GR 9YD 534.
288 Gastines, *Carnets, op cit,* 29 septembre 1909
289 Gastines, *Carnets, op cit,* 3 octobre 1908.

plus somptueux du continent ». Enfin, le 6 octobre, il est à Munich et visite la pinacothèque. On est alors en pleine Oktoberfest, ce que le maréchal note, soucieux qu'il est de gastronomie (aspect très présent dans ses carnets).

Enfin, en septembre 1909, muni de lettres de recommandation pour des pasteurs parents d'un officier de ses connaissances, il part aux Pays-Bas. Rotterdam, La Haye, Amsterdam où il visite le musée national et enfin Arnhem et Bréda, il fait le tour des grandes villes du pays qu'il apprécie et où il note que le français et les langues étrangères sont très développées.

En 1910, il prend un congé de trois mois et visite la Grèce où Venizelos[290] vient de prendre le pouvoir. Il constate l'effervescence du pays qu'il compare à la France de 1790 : « *l'armée est en ébullition et travaille* »[291]. Son voyage est rythmé par des réceptions diplomatiques et surtout la visite des principaux sites historiques grecs : Athènes, Delphes, les Météores, Mycènes et Epidaure. *En 1911, il dépose son fils pour un séjour linguistique chez un curé allemand, en profite pour visiter quelques jours l'Allemagne de l'Ouest, et poursuit jusqu'à Hanovre.*

5) 28e division d'infanterie à Chambéry, Septembre 1911 – Août 1912

Le 11 septembre 1911, il est provisoirement mis à la tête de la 28e division d'infanterie stationnée à Chambéry. L'unité est principalement composée des 55e et 56e brigades d'infanterie et de Chasseurs alpins. Ce n'est pas une unité de couverture en face de l'Allemagne mais elle reste composée de soldats compétents. Néanmoins, les différents casernements sont vétustes et éloignés et, là encore, Franchet d'Espèrey déplore le manque de terrains de manœuvres.

Il est confirmé à son poste, il a alors 55 ans. Franchet d'Espèrey assiste à diverses cérémonies comme le concours international du ski et participe aux manœuvres du printemps 1912.

290 Alors premier ministre, il dirige surtout le pays de 1917 à 1920 et implique la Grèce dans le conflit mondial au côté de l'Entente.
291 Gastines, *Carnets op cit*, tome 1, livre 4, chapitre 21, titre 2.

Le thème en était : « comment les Allemands peuvent-ils éviter les fortifications de Haute-Moselle ? », mais il le trouve inintéressant.

Finalement, appelé au Maroc, il doit quitter son commandement en août 1912.

B) La campagne au Maroc[292] et ses suites, premières expériences de commandement majeur.

Au Maroc, Franchet d'Espèrey vit une expérience transitive. C'est le premier commandement où il est presque totalement le chef. C'est aussi tout un symbole, il revient dans cette Afrique du Nord où il a déjà servi.

1) La première visite de Franchet d'Espèrey au Maroc (en 1906) et la situation en 1912

Franchet d'Espèrey a déjà effectué une rapide visite du Maroc en 1906. Son ami Le Chatelier, ayant opéré de nombreux voyages et enquêtes au Maroc, lui procure ce poste afin d'échapper à un dilemme de conscience lors de la crise des inventaires. En effet, Franchet d'Espèrey vit alors un conflit d'obéissance entre son moi catholique et son surmoi de soldat discipliné. Il est opportunément envoyé au Maroc dans le but de rendre un rapport à M. Révoil qui représente la France lors de la conférence d'Algésiras. Cette dernière réunit les puissances européennes afin qu'elles s'entendent sur la colonisation du Maroc ; l'Espagne, déjà partiellement implantée au Maroc autour de Ceuta et Melilla, réclame une grande partie du Rif marocain, qu'elle prétend occuper déjà. Franchet d'Espèrey doit vérifier la véracité de tels arguments.

Franchet d'Espèrey et Le Chatelier traversent alors l'Espagne du 3 au 12 mars et en

292 La série 3H du SHD correspondant à cette conquête est difficile d'accès, en effet, elle est encore classifiée à ce jour. Les déclassifications n'ont été que partielles.

profitent pour visiter ses principaux monuments, tels que l'Alcazar et l'Alhambra. À l'issue de ce voyage, ils continueront à entretenir une abondante correspondance où ils évoqueront assez souvent le Maroc[293]. Le Chatelier renseigne régulièrement Franchet d'Espèrey sur la situation sur place, sur les opérations militaires et même sur les tribus, et nous apprend que ce dernier voulait servir au Maroc dès 1907-1908[294].

Le 14 mars, il arrive à Ceuta. Les troupes espagnoles présentes ne lui font pas une grande impression. La garnison s'élève à 5 000 hommes mais les officiers ne parlent pas arabe, ce qui les coupe de la population locale. Quant aux tirailleurs marocains espagnols, ils ne sont que 59, ce que Franchet d'Espèrey compare défavorablement aux 4 régiments français et 20 escadrons de Spahis ; cela traduit une faible emprise des Espagnols sur le pays. De plus, les Espagnols ne contrôlent pas l'arrière-pays de Ceuta, où l'insécurité règne. Franchet d'Espèrey affirme qu' « *un coup de fusil marocain serait la sanction immédiate de toute excursion* » ; le jour de son départ il voit même des villages brûler dans la montagne. Il arrive le 22 mars à Melilla où la situation ne diffère guère.

Ainsi, il montre dans son rapport que les prétentions espagnoles ne peuvent s'appuyer sur un véritable contrôle du Rif et se limitent aux deux ports.

La France se voit donc reconnaître le droit de coloniser le Maroc, mais le pays est soumis à une grande agitation. Non seulement le sultan ne règne en pratique que sur une toute petite partie du pays, le reste dépendant de grands féodaux ou de tribus quasiment indépendantes ; de plus, le pouvoir est en proie à des querelles dynastiques. Ainsi, la France dépêche le général d'Amade avec une force de 12 000 hommes qui rétablit l'autorité du sultan en 1907 et occupe la région de la Chaouia autour de Casablanca. Mais la situation ne s'arrange guère sur le terrain. En 1908, Moulay Hafid, le frère du sultan, renverse le souverain légitime Moulay Abd-el-Aziz et prend sa place. Si ce

293 Par exemple, Gastines, *Correspondances, op cit*, lettres de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 8 mai 1908 et 8 septembre 1908.
294 Ibid, lettres de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 30 décembre 1907 et du 26 juin 1908.

dernier affirme vouloir conserver les accords passés avec les Français, ce changement entraîne un soulèvement général en 1910 et le sultan se retrouve assiégé à Fès. Une forte colonne de secours partie de la Chaouia le délivre alors et en profite pour occuper Meknès. La présence française semble donc renforcée.

C'est là qu'advient l'incident d'Agadir : le 1er juillet 1911, une canonnière allemande se place devant le port afin de faire pression sur la France (officiellement pour protéger les ressortissants germaniques). La crise géopolitique est forte et l'ombre de la guerre se répand sur l'Europe. Cependant, une solution diplomatique est vite trouvée : contre la cession d'une partie du Congo, l'Allemagne renonce à entraver l'expansion française au Maroc. La France fait alors officiellement signer au sultan un traité instaurant son protectorat le 30 mars 1912. Mais dès que la nouvelle est connue, les troupes du sultan à Fès se révoltent.

Lyautey est alors nommé résident général du Maroc le 28 avril 1912. Il va profondément marquer le pays. Rapidement il transfère la capitale à Rabat et envoie Gouraud[295] mater les rebelles. Lyautey va développer sa méthode, assez proche de celle de Gallieni à Madagascar. Son objectif est de gagner le soutien de la population, en mêlant usage de la force et de pressions. Les régions sont peu à peu pacifiées par des colonnes mobiles, on y installe alors un poste tenu en partie par des autochtones ralliés, puis on passe à une autre zone. C'est la politique « de la tache d'huile ». En effet, seule une pacification profonde et l'adjonction de nombreux tirailleurs et alliés locaux peuvent permettre à la France de conserver le Maroc sans s'y ruiner, même si le corps expéditionnaire comptera jusqu'à 40 000 hommes. Ensuite, Lyautey remplace Moulay Hafid par Moulay Youssef, supposé plus malléable, qui est intronisé le 12 août 1912, le même jour que la nomination de Franchet d'Espèrey. Ce poste, il le doit directement à Lyautey qui, même s'il ne semblait pas le connaître précédemment, le réclame nommément[296].

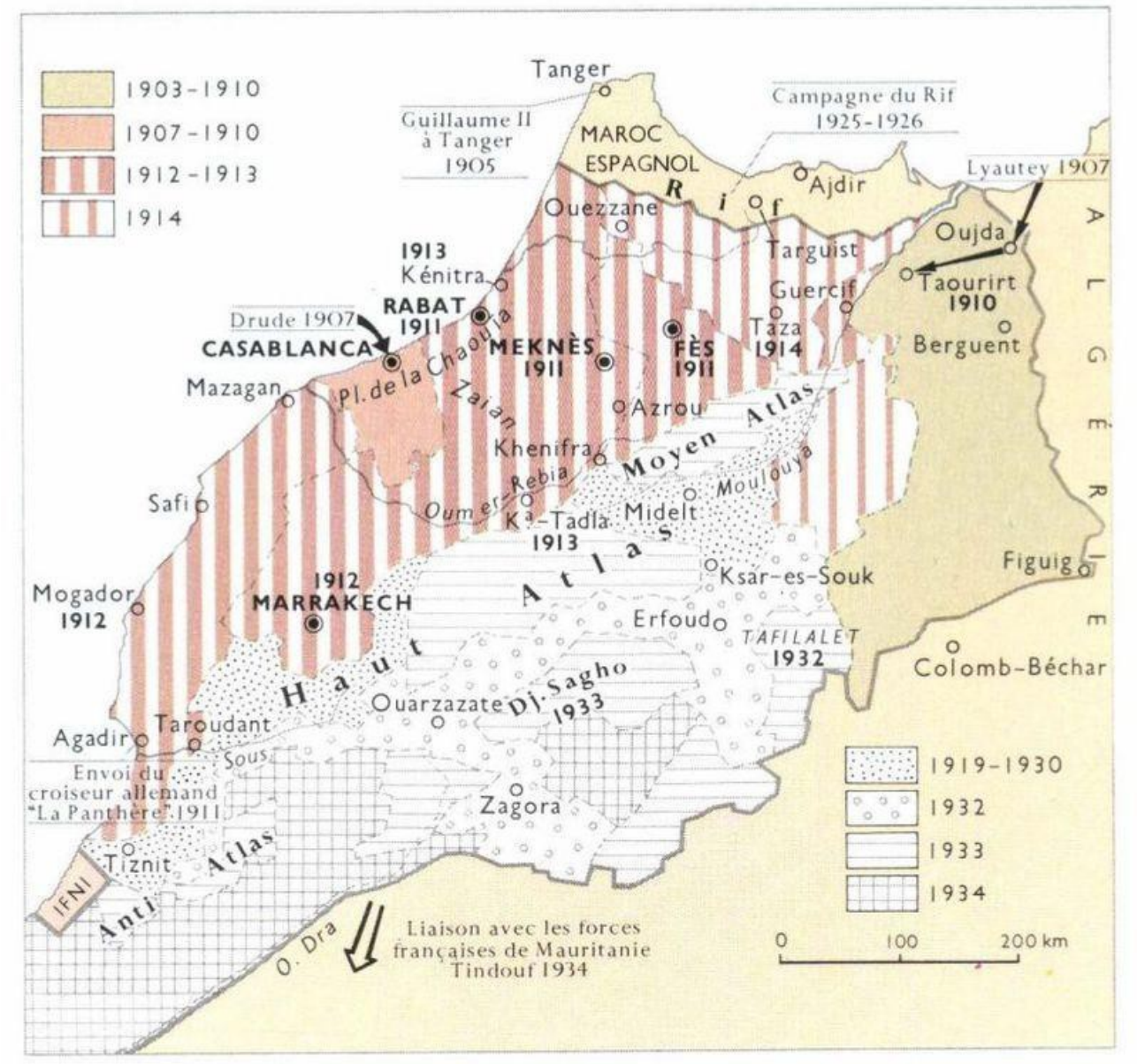
La conquête du Maroc est spécialement difficile à cause des faiblesses en terme de

295 Henri Gouraud, 1867-1946, saint-cyrien, s'illustre au Soudan et Tchad puis sert au Maroc. Il commande une armée et a un rôle majeur en 1918. Il devient ensuite haut-commissaire de la République en Syrie et au Liban.
296 SHD 3H89, télégramme de Lyautey au ministre de la Guerre, 2 juin 1913.

transports : pas de port pour débarquer aisément, les hommes doivent utiliser des chaloupes, pas de routes et aucune voie ferrée, mais quelques pistes. Enfin, le pays est très montagneux. La mission de Franchet d'Espèrey est donc ardue. Le protectorat ayant été instauré, il s'agit de le fonder concrètement. C'est-à-dire de prendre le contrôle du pays, mais progressivement, et au nom du sultan. C'est là l'habileté de Lyautey,

Lorsque Franchet d'Espèrey arrive au Maroc, Fès est isolée, entourée de tribus hostiles et seule la région de la Chaouia peut être considérée comme pacifiée. Plusieurs prétendants se sont levés afin de contester son trône au sultan. Le plus dangereux est El Hiba[297] qui s'appuie sur les tribus touaregs, les « hommes bleus », et sur une partie des tribus du sud du Maroc autour de Tiznit, Taroudant. Le 14 août 1912, il entre à Marrakech, est proclamé sultan et une partie des Marocains quittent le camp français pour se rallier à lui. Devant ce danger, le colonel Mangin est envoyé en urgence à la tête d'une forte colonne mobile, principalement composée de Spahis et de Sénégalais, qui écrase l'armée d'El Hiba le 6 septembre à la bataille de Sidi Bou Othmane et délivre Marrakech. La carte suivante résume les étapes de la colonisation française.

297 Il s'agit d'Ahmed al-Hiba, chef religieux maure qui rallie des tribus nomades et du sud Maroc. Il entre à Marrakech en août 1912 et se fait proclamer sultan. Il est cependant vite battu par Mangin et ses troupes et repoussé dans le sud.



Source : Grande Encyclopédie Larousse

2) L'intervention de Franchet d'Espèrey et son cadre

Franchet d'Espèrey se met en marche le 31 août et arrive le 4 septembre à Tanger. Les trains et navires sont remplis de troupes de renfort pour le Maroc. Il n'est pas spécialement satisfait de cette affectation qu'il qualifie de « *position secondaire* »[298] et, dans son courrier privé avec Le Chatelier, il évoque plusieurs fois la crainte de rater la guerre en métropole. Il sait aussi que son

298 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 10 août 1912.

action va être bornée par le manque de moyens. À ce propos, avant de partir, il dit au ministre de la Guerre que l'occupation ne pourra être que longue et lente, et il lui demande de lui « *éviter les coups de poignard* », c'est-à-dire d'éviter que le gouvernement ne réduise subitement les troupes ou les crédits[299]. Il pense bien sûr au précédent du Tonkin où les effectifs ont été réduits alors que les opérations militaires continuaient. À Tanger, il prend des renseignements et apprend que deux agitateurs turcs pro-islamiques ont été arrêtés pour avoir édité un journal francophobe. Un homme de la mission scientifique de Le Chatelier[300] lui présente El Hiba comme un homme peu sanguinaire. Il apprend aussi que neuf Français sont prisonniers à Marrakech et aux mains du Glaoui[301]; sobrement Franchet d'Espèrey note « *cela signifie qu'ils sont quasiment morts* ». Pourtant, plus tard il admet son erreur, El Glaoui ayant même caché un maréchal des logis français qui informa ensuite régulièrement les Français[302].

L'action de Franchet d'Espèrey est fixée par un certain nombre de déterminants qui l'encadrent strictement et rendent sa mission différente de ce qu'il a dû effectuer tant au Tonkin ou en Chine que dans ses manœuvres en métropole.

Tout d'abord, il doit faire face aux difficultés liées aux transports, c'est d'ailleurs la première tâche qu'il entreprend à son arrivée à Casablanca : « *je ne suis pas satisfait de la lenteur dans l'avancée des travaux du chemin de fer Casablanca-Rabat* »[303]. La voie n'a avancé que de cinquante kilomètres en plusieurs semaines. Les Français recrutent pourtant des centaines de travailleurs. Les fleuves sont rarement dotés de ponts et les projets français ne progressent pas assez vite. Ainsi, le fleuve Bou Regreg n'a aucun point de franchissement après 8 mois, le génie ayant

299 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 25 août 1912.
300 Sur cette partie marocaine, on dispose des lettres entre Le Chatelier et Franchet d'Espèrey qui entretiennent une longue relation épistolaire. El Hiba est présenté comme un simple cheikh, un chef religieux : « *il est pour la religion donc la paix* ». En effet, son père Ma El Aïnin a fondé une confrérie soufie mais a aussi lancé un appel à la guerre sainte, évoqué par Le Clézio dans *Le désert.* El Hiba agit de la même manière.
301 Thami El Glaoui, 1879-1956, chef féodal important de Marrakech et proche des Français même s'il se rallie quelques jours à El Hiba.
302 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 12 septembre 1912.
303 Gastines, *Carnets, op cit,* 12 novembre 1912.

commencé par envoyer une mission d'étude : « *six mois de perdus* », selon Franchet d'Espèrey. Inversement, il évoque le développement de la navigation sur le Sebou[304] qui progresse. Les routes sont quasiment inexistantes et les pistes peuvent vite être impraticables à cause de la boue ; un jour la voiture de Franchet d'Espèrey doit carrément être démontée sur la route entre Marrakech et Casablanca ; de même les incidents mécaniques se multiplient, comme le 20 septembre 1912. Enfin, le pays n'est pas doté de ports aux capacités suffisantes. Ainsi, lorsque Franchet d'Espèrey veut monter une colonne à Mogador et débarquer des renforts, il est ralenti par les difficultés logistiques. Le 24 décembre, il doit débarquer par chaise à porteurs et les autres officiers « *sur le dos de juifs dont c'est le métier* ». Enfin, début janvier, la mer agitée empêche régulièrement les débarquements de renforts en hommes et de matériel ; par exemple, entre les 8 et 19 janvier seuls trois jours le permettent.

Il se plaint en privé de Paris, dont les consignes sont trop contraignantes et l'action trop lente : « *je ne peux pas nommer un infirmier caporal (...) je ne leur demande rien que de nous laisser tranquille (...) La situation militaire est donc bien meilleure que je ne le croyais. Elle serait bonne si le formalisme administratif qui règne toujours en France ne nous liait les mains et n'était cause comme toujours de déboires et de peines inutiles* »[305]. Paris cherche aussi à restreindre les effectifs, afin de réduire les coûts. De plus, Franchet d'Espèrey déplore le manque « *d'agents de commandement* », et compare la situation à celle vécue en Chine où, pour moins d'hommes, il disposait de 4 officiers supérieurs et de 10 capitaines (contre 3 seulement fin 1912)[306]. Il lui semble que Paris ne connaît pas la situation locale. Par exemple, on lui prescrit d'employer une route plus courte mais qui traverse le pays Zaër dont les habitants répondent par des coups de fusils constants[307] tandis qu'il estime « *qu'on aurait pu éviter de guerroyer contre eux* ».

Pour finir, Franchet d'Espèrey doit compter sur la personnalité ambivalente de Lyautey. Ce

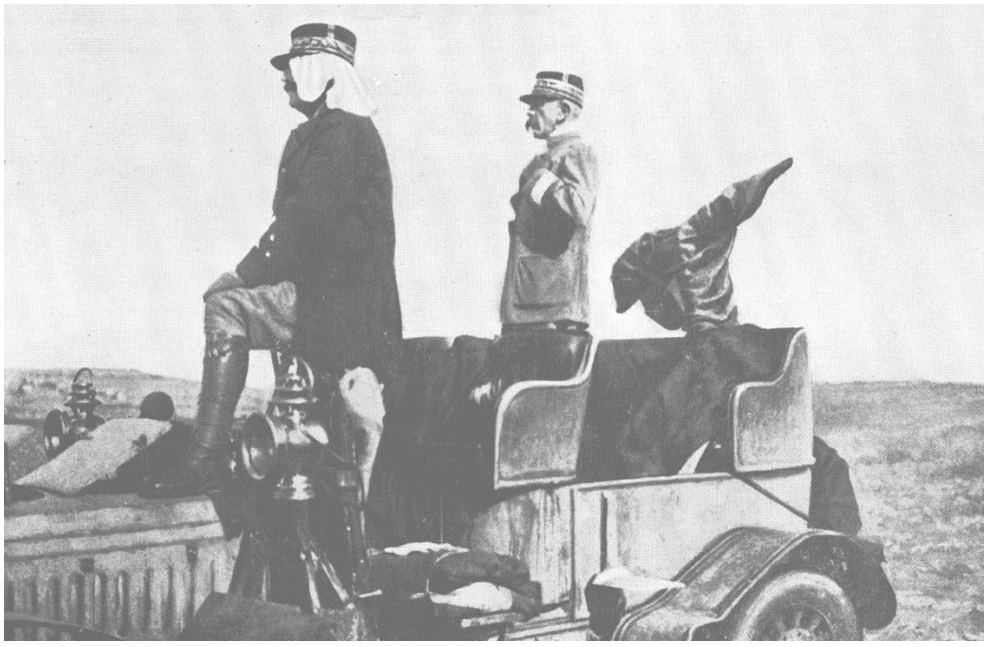
304 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 20 octobre 1912.
305 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 12 septembre 1912.
306 Ibid.
307 Ibid.

dernier est très apprécié de Franchet d'Espèrey et la réciproque est vraie : « *avec moi il est toujours très aimable, affectueux même* », comme dans la lettre d'accueil qu'il lui adresse :

« *Vous allez trouver un merveilleux outil, prêt à tous les événements et à tous les sacrifices. Avec des chefs de 1er ordre comme Gouraud, Mangin, Blondlat*[308] *- tous coloniaux -, je compte qu'à nous deux nous en trouverons quelques uns de la "Guerre" à faire venir les valant. Ceux de la Guerre ne les valent pas, loin de là. Mais en haut lieu, une inertie, un formalisme, un défaut de prévisions lointaines, beaucoup de travail de bureau mais une méconnaissance complète des réalités, de la pratique des troupes, de l'importante priorité du choix des personnes, bref une optique théorique et bureaucratique qui date de loin.*

Cet esprit du haut commandement fut, demeure maintenant et chloroforme tout. Vous allez me changer tout cela, vous allez trouver une perle, Degoutte[309]*, et quelques autres.*

Je me réjouis déjà de sentir enfin la collaboration de votre autorité, de votre énergie, de votre activité, de votre sens de la guerre ».



Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922).

Franchet d'Espèrey et Lyautey.

308 Ernest Joseph Blondlat, 1862-1938, saint-cyrien. Il sert dans l'infanterie de marine au Tonkin et au Bénin et commande au Maroc la colonne contre les Zaërs en août-septembre 1912. Pendant la Première Guerre mondiale il commande notamment la division marocaine puis le 2e CAC.

309 Chef d'état-major, futur chef du 21e CA fin 1917 et de l'armée française de Belgique en octobre 1918.

Lorsqu'il explique que Mangin a été envoyé repousser El Hiba sans attendre les consigne de Paris, Lyautey est qualifié plusieurs fois de « *génie* »[310], ou encore « *C'est un homme d'une énergie extraordinaire et d'une grande puissance de travail* »[311], « *Lyautey qui est un homme doué d'une façon remarquable, s'épuise et se tue en se dépensant sans compter. C'est un artiste de génie* ». Néanmoins, il est parfois plus critique : « *Lyautey est un homme remarquable, mais très impressionnable, ayant les nerfs d'une sensitive. Le moindre incident l'énerve et ici, il y en a nécessairement deux ou trois par jour. Ainsi, son cerveau est toujours au travail* »[312]. De plus, Lyautey a l'habitude de tout contrôler et il reproche parfois à Franchet d'Espèrey certaines de ses décisions. Ce dernier, s'il respecte les ordres clairs et précis : « *Lyautey m'a bien recommandé de ne pas ouvrir la question du Tadla* [313]», prétend aussi parfois prendre certaines libertés comme avant les actions contre le caïd Anflous. En décembre 1912, il note dans ses carnets « *l'opération est la plus intéressante de celles que je mène au Maroc, Lyautey est absent (...) il m'envoie de longs télégrammes chiffrés que mes officiers passent la nuit à déchiffrer et que je m'abstiens de lire. Ils contiennent soit des approbations, soit des conseils, d'un homme qui ne connaît rien de la situation réelle* ». C'est une constante chez Franchet d'Espèrey de soutenir dans ses carnets qu'il ne tient pas compte des ordres lointains, il l'affirme aussi lors de sa mission dans les Balkans en 1918, mais en réalité il n'enfreint jamais les ordres clairs. Les archives, accessibles sur ce point, permettent d'illustrer ce cas précis et de mettre en avant comment Lyautey et lui collaborent. Résumons : le caïd Anflous a trahi les Français en soutenant El Hiba, l'immense majorité des tribus autour de Mogador sont en révolte et Franchet d'Espèrey estime qu'il faut « *leur donner une leçon* » afin de rétablir le calme[314]. Lyautey souffrant est à Vichy. Franchet d'Espèrey ne peut agir de son propre

310 Gastines, *Carnets, op cit,* 5 septembre 1912, mais aussi le 23 mai 1913. A noter que ce « génie » s'exprime par une prise de risque et non une attente formelle d'ordres. C'est ce qu'aime et tente de faire lui même Franchet d'Espèrey.
311 Ibid, 24 octobre 1912.
312 Ibid*,* 19 janvier 1913.
313 Ibid, 1 novembre 1912. Le Tadla est une région du Maroc, au nord du pays, spécialement rebelle à l'époque.
314 SHD 3H90, télégrammes du 27 et du 29 décembre 1912 à Franchet d'Espèrey.

chef, il doit obtenir l'aval du résident général. Ce dernier lui répond qu'il est d'accord sur le principe de l'opération mais qu'il veut un détail précis des effectifs à engager, sachant qu'il estime que peu de troupes sont disponibles[315]. Il demande aussi à Franchet d'Espèrey de discuter de l'opération avec le délégué du résident général (car comme il le souligne, l'opération contre Anflous a des répercussions politiques qui sont de la compétence du résident). On voit que Lyautey exerce un contrôle assez précis, tout en reconnaissant qu'il « *manque d'éléments précis* »[316]. Il enjoint enfin Franchet d'Espèrey d'appréhender la situation politique dans son ensemble et de ne pas se laisser entraîner dans « *une opération de trop grande envergure* ». Il envoie aussi son délégué discuter directement avec Franchet d'Espèrey à propos de l'état de siège que ce dernier a décrété pour quelques jours à Mogador et que Lyautey estime inutile et illégal[317]. Enfin, après la réussite de l'opération, Lyautey écrit un long télégramme qui résume bien la situation et la liberté relative dont jouit Franchet d'Espèrey :

« *Je vous rappelle nécessité et opportunité de n'aborder la haute montagne qu'en cas de nécessité absolue à ce qui est nécessaire pour rétablir la situation et de faire tout le possible pour éviter un déplacement de l'équilibre de nos forces et un accrochage d'ensemble au Sud (...) mais ceci n'est qu'une indication générale qui ne doit entraver en rien votre liberté d'action pour faire tout ce que les circonstances nous imposent et vous pouvez être assuré de ma pleine confiance et de celle du gouvernement »*[318].

On constate donc que Lyautey détermine la stratégie globale, demande régulièrement à Franchet d'Espèrey des informations et lui envoie des consignes qui bornent son action, mais qui lui laissent une certaine liberté. Enfin, Franchet d'Espèrey n'ignore pas les télégrammes de Lyautey mais y répond avec précision[319] et agit dans le cadre défini, et avec la marge décidée par le résident général.

315 SHD 3H90, télégramme du 31 décembre 1912 à Franchet d'Espèrey.
316 SHD 3H90, télégramme du 31 décembre 1912 à Franchet d'Espèrey.
317 SHD 3H90, télégramme du 2 janvier 1913 à son délégué général.
318 SHD 3H90, télégramme du 14 janvier 1913 à Franchet d'Espèrey.
319 Franchet d'Espèrey répond à chacun des télégrammes de Lyautey avec précision et en envoie 5 entre le 26 décembre et le 12 janvier 1912-1913, SHD 3H90.

Par contre, Franchet d'Espèrey reproche à Lyautey sa trop grande centralisation qui l'épuise : « *Lyautey est débordé, toutes les questions sérieuses ou non étant toutes sur le même pied* » ; il évoque alors Napoléon qui avait le même défaut. En effet, selon Franchet d'Espèrey, la centralisation n'est pas efficace dans des grands espaces tels que l'empire chérifien. Enfin, Lyautey a aussi une santé fragile, il aurait même rédigé un télégramme en mai 1913 demandant son rappel et rédigé un testament, mais un de ses officiers n'a pas envoyé le dit télégramme, sachant que son chef se remet toujours.

D'un autre côté Franchet d'Espèrey est tout à fait soulagé de laisser la politique au résident général : « *je laisse Lyautey faire sa politique avec les notables* »[320], comme il l'écrit à Le Chatelier : *« Ne crois pas que quoique militaire je la méprise, je lui rends justice ; mais ce n'est pas à nous de la faire ni de la conduire - je n'agis que sur ses indications - j'ai seulement le droit et le devoir de dire à celui qui la fait ce que je pense faire avec les moyens mis à ma disposition et que je sais aussi bien que personne ne pouvoir être augmentés. »* [321]. Il est bien plus satisfait de s'occuper des affaires militaires et non des affaires civiles et des quémandeurs : « *je suis accablé de visiteurs, je les renvoie dos à dos car leurs problèmes ne me regardent pas (il s'agit de disputes entre deux groupes d'aide aux blessés, ou de franciscains français ou espagnols se disputant une chapelle). Par contre, les problèmes marocains, avec quelques bataillons de tirailleurs et quelques batteries, je vais les régler facilement car c'est ma partie* »[322]. Nonobstant, Franchet d'Espèrey doit parfois faire de la politique car il ne peut pas toujours interroger rapidement Lyautey et parce que c'est la « tradition » c'est-à-dire que les Marocains soumis attendent de lui un comportement « politique » : nomination de caïds, règlement de querelles. Il faut parfois agir en urgence, ainsi le 31 janvier 1913 lorsqu'il faut remplacer Anflous qui a trahi les Français : *« je fais de la politique mais j'y suis bien obligé ; je ne peux pas laisser ces pays désorganisés. Du reste Lyautey approuvera toutes mes*

320 *Gastines, Carnets, op cit,* 2 octobre 1912.
321 Ibid, 12 septembre 1912.
322 Ibid.

décisions »[323]. Il faut dire que Le Chatelier n'a cessé de le mettre en garde contre toute implication politique, l'exhortant à rester « militaire »[324] et Franchet d'Espèrey doit se défendre dans leurs échanges épistolaires.

Les relations entre eux ne restent cependant pas toujours simples. Franchet d'Espèrey se voit ainsi reprocher, dans une lettre du 17 février 1913, de ne pas avoir transmis assez vite les propositions d'opération de Gouraud, datées de décembre. Lyautey fait une mise au point sévère, lui seul est compétent pour trancher les affaires de politique générale comme ici l'occupation de l'est de Fès. Avec une acception large, celle de Lyautey, quasiment tout est politique et dépend donc de sa rigoureuse supervision. Franchet d'Espèrey s'affirme peiné de ces reproches à plusieurs reprises et à partir de 1913 les relations se tendent, tout en restant chaleureuses en apparence : « *Lyautey est toujours affectueux mais a l'air de se défier de moi et de croire que je veux l'éclipser* ». D'ailleurs, cela ne tarit pas l'admiration que Franchet d'Espèrey porte à Lyautey comme il le souligne « *il faut beaucoup pardonner aux grands hommes* »[325]. Il convient de souligner que de tels éloges sont rares dans ses carnets. Il a en général un regard assez critique envers ses supérieurs.

Ensuite, il doit composer avec des seconds parfois difficiles, spécialement Mangin : « *homme charmant, vigoureux et intelligent* » mais au caractère fort, qui prend parfois des initiatives avec fougue et qui, selon lui, ne comprend pas qu'il ne peut pas agir au Maroc comme au Soudan. Selon lui, Mangin est « *plus difficile à manier* » que les grands caïds locaux pour Lyautey. Il se méfie en tout cas de son influence et de sa volonté d'action qui consomme beaucoup d'effectifs : « *je regrette de laisser seul Lyautey avec Mangin, comme c'est un charmeur il va lui soutirer quelques bataillons qui vont me manquer ailleurs et cela va l'inciter à développer son action qui doit s'arrêter à l'Atlas* »[326]. Dans les lettres à Le Chatelier, il est même encore plus

323 Gastines, *Carnets, op cit*, 31 janvier 1913.
324 Par exemple,Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 28 septembre 1912.
325 Ibid, lettre à Le Chatelier du 7 janvier 1913.
326 Ibid, 2 octobre 1912.

sévère, « *c'est un illuminé* »[327] et le compare à « *un jeune veau dans un magasin de porcelaine* »[328] ; les lettres sont remplies de critiques envers Mangin, sans qu'il nie son talent. Cela s'explique par le fait que les lettres privées expriment ses réactions directes alors que les carnets sont rédigés avec plus de recul. De son côté, Mangin égratigne quelque peu Franchet d'Espèrey dans certaines de ses œuvres parlant « d'affolement »[329] de ce dernier lors de l'affaire de Dar-el-Kadi ; alors que pour sa part Franchet d'Espèrey considère que la faute revient à Mangin « *qui a envoyé une colonne de 500 hommes à 200 km de tout renfort* »[330]. Il estime que Mangin voudrait faire comme au Soudan « *qui a été conquis sans ordres* »[331].

Par contre, ses relations sont excellentes avec Gouraud : « *homme parfait, bien supérieur à Mangin à qui il est difficile de faire comprendre la réserve que la situation nous impose* »[332]. Ce dernier semble l'apprécier et lui écrit chaleureusement lorsqu'il quitte son poste : *« Je viens de vous quitter et de rentrer à Dar Tazi. Ma première pensée est de vous remercier de nouveau. Et permettez-moi d'ajouter ce que je n'ai pas osé vous dire tout haut, que je suis fier de servir sous un chef qui est si bien un général français, tel que je me le figurais dans mes années de jeunesse. Si beaucoup vous ressemblent, on peut envisager toutes les éventualités avec confianc*e »[333].

Enfin, le climat constitue aussi une contrainte. Franchet d'Espèrey note dans ses carnets que le 7 novembre il fait 38°C mais le 15, -3°C la nuit, « *le Maroc est un pays froid où le soleil est chaud* » dit-il. Il faut aussi évoquer le relief, le 14 mai 1913 les Français campent à 1 700 mètres. De plus, l'eau manque parfois. Ainsi, il affirme que la garnison assiégée Dar-el-Kadi ne doit son salut qu'à une pluie miraculeuse.

Quelle est la méthode de Franchet d'Espèrey afin de pacifier la région ?

327 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 20 février 1912.
328 Ibid, Lettre à Le Chatelier du 13 décembre 1912.
329 C. Mangin, *Comment finit la guerre,* Plon, Paris, 1920.
330 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettres à Le Chatelier du 13 décembre 1912 et du 7 janvier 1913
331 Ibid, lettre à Le Chatelier du 30 juillet 1913.
332 Ibid, lettre à Le Chatelier du 13 février 1912.
333 Ibid, lettre de Gouraud du 12 février 1912.

Franchet d'Espèrey va habilement mélanger le travail dans son état-major de Casablanca, l'accompagnement de colonnes et les tournées d'inspection ; il assouvit alors son besoin d'action sans sacrifier sa mission principale, celle de coordonner en tant que commandant en chef.

Ainsi, lorsqu'il arrive à Casablanca le 11 septembre, il refuse d'accompagner la colonne de renfort pour Marrakech : « *j'ai trop à faire pour me permettre ce hors-d'œuvre inutile* ». À travers son courrier privé avec Le Chatelier, on constate qu'il détermine un programme d'opérations sur plusieurs mois[334].

Dès qu'il le peut, il part en inspection des camps et visite des notables. Par exemple, sur les mois d'octobre et novembre, il ne passe qu'une quinzaine de jours à Casablanca en octobre, et en reste éloigné du 7 novembre au 22 décembre. Il visite autant de camps que possible et reste en mouvement ; lors de ses déplacements il ne fait que de courts arrêts.

Pour ce qui est des opérations militaires même, il s'appuie sur son expérience du Tonkin : *« la méthode est d'aller lentement de façon que les dissidents se rendent compte que l'on n'a pas l'intention de s'en aller ; venir de plusieurs côtés à la fois, chacune des colonnes ayant un effectif suffisant, car les dissidents sont très bien renseignés et auraient vite fait de se réunir contre une colonne trop faible ; enfin employer des agents indigènes »*[335]. Il s'agit donc, comme au Tonkin, d'encercler les forces adverses afin de limiter les pertes et d'éviter qu'elles ne s'enfuient.

Sa correspondance privée avec Le Chatelier qui connaît très bien le Maroc pour l'avoir visité avant même l'intervention militaire française, montre un Franchet d'Espèrey qui s'intéresse énormément aux différentes tribus, à leurs rivalités. Par exemple, il le remercie des renseignements fournis sur les Zaër qu'il compte réduire fin 1912[336]. Il demande régulièrement son avis à Le Chatelier. Ce dernier lui conseille de n'agir qu'avec prudence et petit à petit, en s'appuyant sur les indigènes à chaque fois que c'est possible. Cela revient en grande partie à la méthode Lyautey, mais

334 Ibid, lettre Franchet d'Espèrey à Le Chatelier du 30 septembre 1912.
335 Gastines, *Carnets, op cit,* 25 novembre 1912.
336 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 28 septembre 1912. Ce dernier présente les Zaër comme « *plus braves, moins fourbes et plus cultivés et que la guerre contre eux était évitable».*

pour Franchet d'Espèrey il s'agit des règles de Le Chatelier comme l'indique sa lettre du 2 novembre 1912 : « *tu seras fier de l'application de tes principes* ». Bien sur, il ne l'écoute pas tout le temps, Le Chatelier s'opposait notamment à l'occupation de Marrakech que Franchet d'Espèrey trouve très utile car : « *les grands caïds nous y appelaient, et les Anglais-Allemands nous y auraient poussés* »[337]. Cette ville devant être dans l'esprit de Lyautey « *le terminus de notre action dans le sud* »[338].

Enfin, Franchet d'Espèrey demande à Le Chatelier de lui envoyer des livres, tels qu'une géographie synthétique du Maroc, des livres d'histoire et les Archives Marocaines pour équiper chaque poste. C'est une approche assez moderne qui tranche avec l'armée du Second Empire où les officiers étudient peu.

Comme dans toutes les aventures coloniales, on s'appuie sur des supplétifs indigènes, indispensables même s'ils ne sont pas toujours fidèles.

Il faut en effet compter avec la versatilité des alliés marocains

De fait, certains se sont ralliés tout d'abord à El Hiba, puis sont retournés aux Français. On peut citer le puissant El Hadj Thami El Glaoui qui, après avoir soutenu El Hiba, fournit des hommes aux Français le 1er octobre lorsque Lyautey et Franchet d'Espèrey entrent à Marrakech. Ce dernier n'est pas dupe de ce revirement : « 2 *000 à 3 000 cavaliers* (fournis aux Français) *dont une partie, sinon la totalité nous tirait dessus il y a environ trois semaines* ». Il est vrai que très vite les grands féodaux font parvenir aux Français des messages disant qu'ils attendent leur retour pour retourner dans leurs camps ; l'un d'eux se justifie même en disant qu'il n'a fait que suivre le mouvement. Franchet d'Espèrey affirme qu'El Hiba est avant tout un chef religieux qui veut ramener l'Islam à sa pureté primitive, que les grands féodaux sont excédés de lui obéir et que la population pense de

337 Ibid, lettre à Le Chatelier du 9 octobre 1912.
338 SHD GR 3H90, directive de Lyautey à Mangin du 9 septembre 1912. La direction militaire des opérations futures est laissée à Franchet d'Espèrey.

même.

À une échelle plus importante, on peut aussi citer la trahison du caïd Anflous qui est un bel exemple de versatilité. Tout d'abord soutien d'El Hiba, il avait rallié les Français et il devait commander la colonne luttant contre Guellouli[339] ; non seulement il ne fait rien, mais il attaque même les troupes pro-françaises le 17 décembre 1912.

C'est pourquoi lorsque Franchet d'Espèrey visite un village le 16 décembre 1912, bien qu'étant en terrain nouvellement rallié, il laisse la moitié des hommes et un officier sur leurs gardes. En effet, la situation est souvent ambiguë. Par exemple, il cite, le 27 janvier 1913, le cas du caïd Iguider qui n'a pas marché contre les Français avec Anflous mais qui a laissé 400 de ses hommes y aller.

De plus, la plupart des alliances reposent sur des bases fragiles et sont liées bien souvent à des inimitiés entre indigènes ou tribus. C'est le cas du caïd Khouban qui est le seul à rester fidèle aux Français lors de la trahison d'Anflous, car c'est « *l'ennemi personnel d'Anflous (...) il nous sert avec ardeur* »[340]. D'ailleurs, ce caïd est reconduit chez lui par l'armée française les 7 et 8 janvier au prix de 15 morts et 68 blessés. Franchet d'Espèrey note alors que « *le caïd Khouban récite son chapelet sous les balles* ». Ainsi, même fragiles, ces alliés sont indispensables et les Français n'hésitent pas à instrumentaliser la religion.

Dans cette optique, le 1er novembre, Franchet d'Espèrey rencontre le marabout de Boujad qui est très respecté dans sa région et qui « *a toujours été pro-français* ». Il le présente comme le chef des Cherkaoua qui aurait tout le Tadla dans sa dépendance. Il fournit aux Français 150 cavaliers et différents caïds[341]. Franchet d'Espèrey remarque d'ailleurs que la ville, en tant que lieu de pèlerinage, est un centre de renseignements merveilleux. À Fès, il prononce aussi toute une série de discours politiques, notamment en direction des caïds et oulémas :

« Je suis heureux de saluer aujourd'hui en la personne des cadis et des Oulémas ici

339 Chef tribal partisan de El Hiba.
340 Gastines, *Carnets, op cit*, 22 janvier 1913.
341 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 2 novembre 1912.

présents, l'élite intellectuelle de la ville de Fès.

Je savais déjà en quelle haute estime M. le Gal. Lyautey tient le Cadi Si Mohammed el Araqi et le Cadi Si Abderrahman bel Qorchi. Leur haute science, leur justice éclairée, l'impartialité avec laquelle ils remplissent les devoirs de leur charge sont connues du Maroc tout entier. La France n'a d'autre désir que de rehausser encore aux yeux de tous la situation éminente dont ils jouissent et de grandir le respect et la considération dont ils doivent être entourés.

Je connais également la haute réputation de sagesse du corps des Oulémas de la ville de Fès, et je sais toute la considération que méritent ces savants distingués qui ont passé de longues années dans l'étude de la noble science de la religion musulmane, du Coran et de ses commentateurs.

Une vie consacrée à l'étude n'apporte pas, en général, le bien-être matériel, aussi le Résident général, qui n'ignore pas la situation difficile des Oulémas de Fès, est décidé à apporter tous ses efforts à l'amélioration de leur sort, en rendant l'enseignement de Qaraouiine accessible à tous ceux qui s'en montrent dignes par leur travail opiniâtre et leur désir de perfectionner la science qu'ils ont acquise.

Cet enseignement de Qaraouiine qui a jadis été si prospère est en effet déchu de son ancienne splendeur ; les tolbas[342] *ont oublié peu à peu le chemin de la métropole intellectuelle ; il s'agit de les y ramener en leur facilitant une vie paisible, à l'abri du besoin, et en leur assurant des maîtres éclairés dont l'enseignement soit constamment dirigé vers le progrès.*

Il n'y a pas de doute, en effet, que les tolbas qui plus tard porteront la bonne parole dans les tribus les plus lointaines, puissent être un élément puissant de pacification des esprits.

Les cadis et les Oulémas n'ignorent pas combien la France est respectueuse de la religion musulmane et de ses représentants. Le plus sûr garant en est l'effort déjà fait pour rendre à

342 Personnes qui récitent des versets du Coran.

l'institution des Habous son ancienne splendeur.

Dans quelques mois une administration sage et économe permettra de relever les lieux saints en ruine entre autres la Qobba vénérée de Si Ali bou R'Aleb, le minaret et la médersa de Bouananïa ; d'entretenir les mosquées afin qu'elles ne manquent ni de lumières, ni de nattes ; d'employer au soulagement des misérables les Habous qui leur sont destinés ; de réparer les portes, les murailles, les canalisations d'eau qui font à la ville de Fès une parure de verdure et de fertilité sans égale au Maroc ; d'entretenir les médersas[343] et de donner aux tolbas la nourriture qui leur permet de se livrer à leurs études sans avoir le souci du pain quotidien.

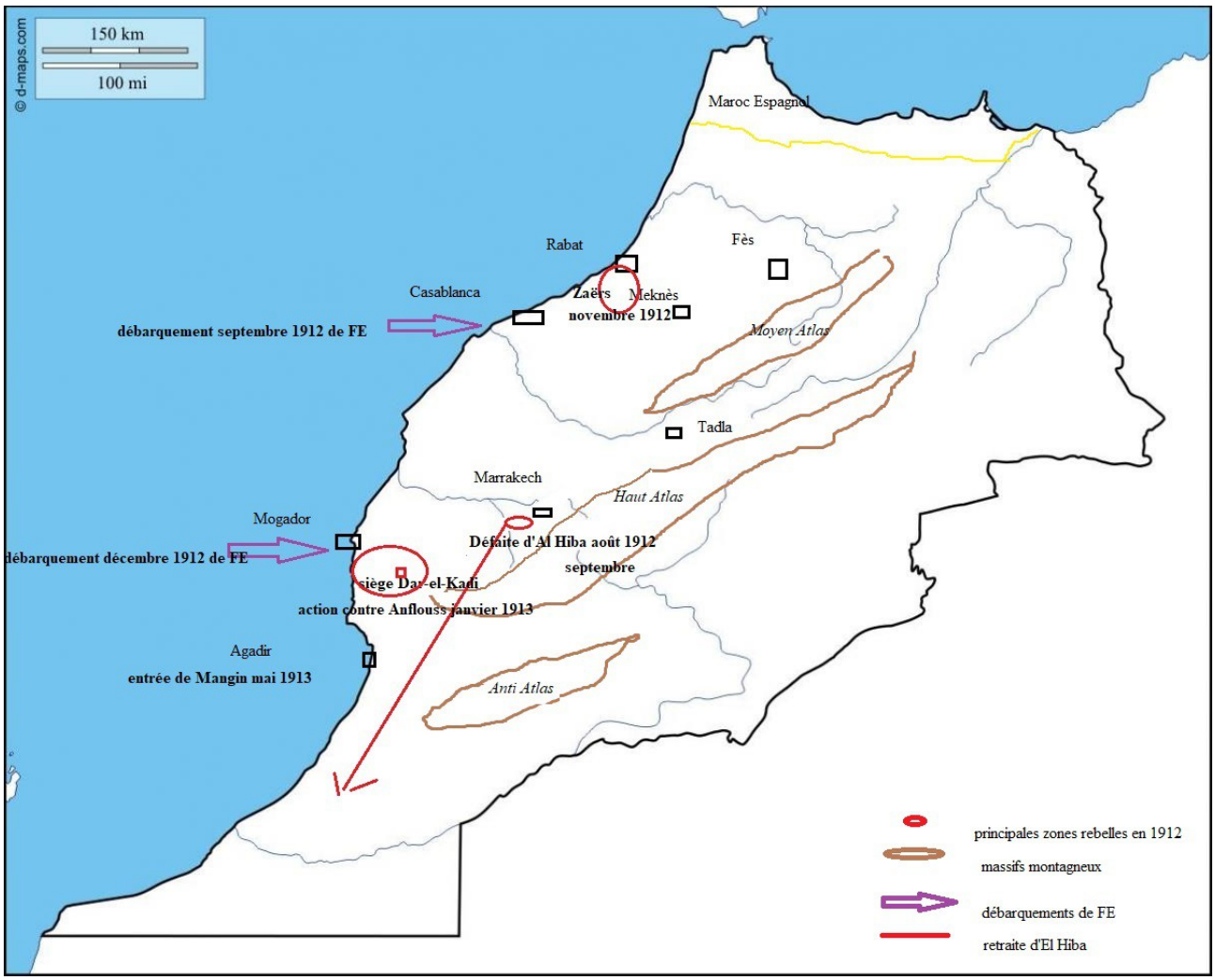
C'est une tâche très lourde, qui ne se terminera pas en un seul jour, et réclame l'appui moral et soutenu de tous. Il appartient aux Oulémas qui forment la partie la plus éclairée de la population, de donner l'exemple et de faire comprendre aux esprits simples, aux artisans, aux commerçants, tous les efforts que la France a déjà faits et compte faire pour leur bien-être moral et matériel. Le Résident sait d'ores et déjà qu'il peut compter sur l'appui des Cadis et des Oulémas pour aider au succès de l'œuvre de pacification et de progrès qu'il a entreprise »[344].

L'appel à l'intercession des religieux en faveur de la France est clair. Elle se justifie par la promesse, clairement exprimée, d'aide de la France pour les fondations religieuses et pour que les notables conservent leur prédominance.

3) L'action factuelle

La carte ci-dessous permet de suivre les principales actions de Franchet d'Espèrey.

343 Écoles religieuses.
344 Gastines, *Carnets, op cit,* 10 décembre 1912.



Le 5 septembre, Franchet d'Espèrey débarque à Casablanca où il est reçu en grande pompe par Lyautey. Rapidement, il s'active, fait le tour des camps et s'occupe de constituer la colonne de renfort pour Marrakech qui se compose de deux bataillons de Tirailleurs algériens, d'une compagnie de Tirailleurs marocains et de deux escadrons de Spahis algériens et marocains. Il doit aussi s'occuper des sept cent femmes et enfants des Sénégalais de la colonne Mangin. Si Fès est relativement dégagée, il fixe comme objectif principal de sécuriser la route de Rabat à Fès menacée par les tribus Zemmour et Zaër qui n'ont jamais obéi au sultan. Il n'apprend que le 17 septembre les succès de Mangin qui a repoussé El Hiba et ses troupes, soit presque vingt jours après, ce qui témoigne des difficultés de transports et communication dans le pays en pleine révolte. Il inspecte et renforce la défense de différents ports et s'attache à accélérer les travaux du chemin de fer. Il se dirige vers Rabat et note que le pays est alors calme et parcouru de nombreux troupeaux. Il visite les

établissements militaires et rencontre le grand vizir. Rabat compte quelques cas de peste et il faut payer les habitants afin qu'ils chassent les rats. Le 26 septembre, il repart inspecter les camps, décore quelques soldats et va observer un pont à péage dressé par les Français qui installent aussi des poteaux télégraphiques. On constate bien que l'amélioration des transports et l'inspection sont la priorité de Franchet d'Espèrey qui laisse la conduite des opérations aux chefs de terrain. Le 1er octobre, il fait une entrée triomphale à Marrakech avec Lyautey, va rendre visite à Mangin qui n'est qu'à quelques kilomètres de là et rencontre aussi El Hadj Thami El Glaoui, le grand chef féodal tout juste repassé dans le camp français. Franchet d'Espèrey note la présence de nombreux juifs avec des drapeaux français. Le 2 octobre, il reçoit, avec Lyautey, les grands caïds qui se rallient « *par peur de la punition* » et qui affirment n'avoir fait que suivre El Hiba qu'ils ne pouvaient repousser seuls. Il décide aussi de l'emplacement de la future citadelle militaire française sur une colline de Marrakech, ce qui permet d'éviter les moustiques et de surveiller de loin la ville. Il résume ainsi son travail :

« *j'ai obtenu l'évacuation de l'Aguedal et l'établissement de la ville militaire sur le Guilin à 3 km de Marrakech dominant la ville de 200 mètres et permettant de la tenir avec 2 bataillons et une batterie à pied.*

Nous allons y faire une bonne casbah qui indiquera notre présence sans les heurts journaliers qu'auraient causé un stationnement trop rapproché. La ville est uniquement gardée par la garde urbaine indigène d'El Hadj Thami. Mon objectif est d'arriver à cela dans toutes les villes de façon à mettre l'armée française en dehors de tout cela. Tu as vu les dispositions prises pour l'occupation du pays ; je pense que tu as reconnu tes idées »[345].

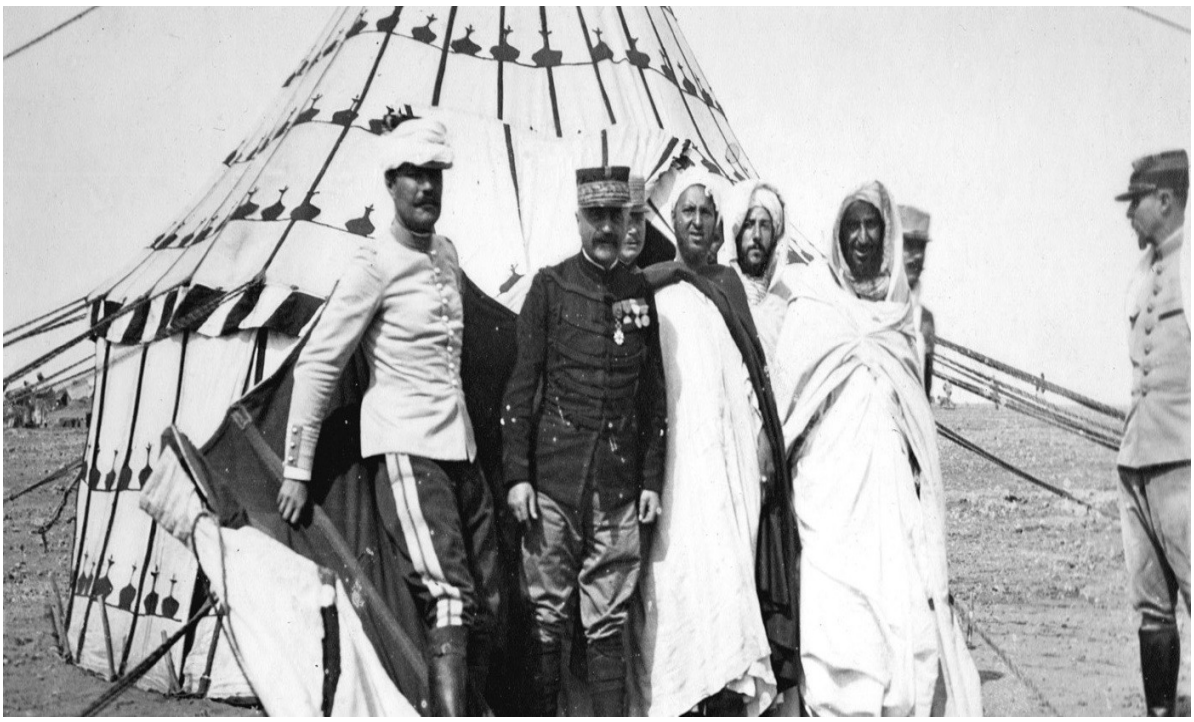
En octobre 1912, il alterne séjours à Casablanca et tournées sur le terrain auprès de la colonne Gueydon. À El Borouj, il installe le 27 octobre une de ses garnisons qui est au cœur du projet français et qui très vite attire trente boutiques. On peut supputer que non seulement il s'agit de

345 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier 9 du octobre 1912.

pacifier mais aussi de s'appuyer sur le développement économique, certes modeste, comme l'a fait Gallieni[346] à Madagascar.

En novembre 1912, il suit les colonnes françaises actives contre les Zaër, Lyautey lui ayant donné son accord[347]. Il se fait accompagner de goums afin d'impressionner les indigènes et d'une garde sénégalaise, dont les membres sont, selon lui, pris pour des esclaves et font grande impression. Il rencontre un marabout respecté afin d'inciter à la soumission, et le 1er novembre deux chefs de guerre lui paient une contribution de guerre en guise de ralliement et de punition. Il nomme aussi deux nouveaux chefs de tribu. Malgré ses intercesseurs pro-français les négociations traînent en palabres du 18 au 23 novembre ; pour forcer les choses, il envoie les Spahis et les Sénégalais piller quelques douars rebelles (voir la photo suivante où Franchet d'Espèrey sort de palabres). On voit bien ici la méthode française conseillée par Lyautey, qui alterne négociations politiques et brutalités, dans le but d'obtenir un ralliement. Cela fonctionne et, le 25 novembre, les principaux chefs zaërs s'engagent à être fidèles aux Français ; ils leur fournissent d'ailleurs quatre cent hommes pour marcher contre les derniers dissidents. Le 30 novembre, Franchet d'Espèrey déploie ses troupes en trois colonnes mais doit s'arrêter dès le 1er décembre à cause du mauvais temps.

346 Militaire et administrateur colonial. Il est gouverneur de Madagascar pendant dix ans et influence Lyautey. Il joue un rôle important lors de la victoire française de la Marne en 1914, il est alors gouverneur militaire de Paris. Il est élevé à titre posthume à la dignité de maréchal de France en 1921.
347 SHD GR 3H90, télégramme chiffré du 11 octobre 1912 Lyautey au ministre de la Guerre.



Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922).

Le temps de l'action étant passé, il visite en décembre de nombreuses garnisons et relève que dans certaines « *les troupes ont le cafard* » ou que les installations manquent d'eau. Le 5, il est à Meknès, le 9 à Fès où il accélère les travaux nécessaires au bon logement des troupes. Le 10, il donne de nombreuses réceptions aux notables dont il cherche à raffermir l'attachement à la France.

Le 11, il visite la ville de Sefrou et constate la présence d'un nombre important de dissidents dans sa région, malgré une forte garnison française. Il en profite pour faire manœuvrer toutes les troupes de Sefrou et revient sur la résistance opposée quelques mois plus tôt aux Français par les dissidents retranchés dans la mosquée qui tiraient depuis le minaret ; Franchet d'Espèrey note qu'il « *l'aurait fait sauter* », ce qui correspond à son tempérament parfois brutal. Il inspecte ensuite la région de Meknès, visite les ruines romaines de Volubilis, puis rentre à Casablanca, inquiet des nouvelles qu'on lui transmet.

En effet, le caïd Anflous a trahi les Français alors qu'il devait lutter contre un lieutenant

d'El Hiba, nommé Guellouli. La quasi-totalité des Marocains ralliés bascule dans la rébellion et les troupes françaises du chef d'escadron Massoutier isolées doivent se replier à Dar-el-Kadi où elles sont assiégées à partir du 17 décembre par les rebelles, principalement les tribus Hihi. De plus, les troupes françaises amoindries manquent d'eau. Toutefois, un soldat du Tabor réussit à franchir les lignes et prévenir les Français à Mogador le 18.

Franchet d'Espèrey va personnellement s'impliquer pour organiser la colonne de secours qu'il va accompagner mais sans commander les opérations militaires même[348]. Son état-major organise la colonne depuis Casablanca et lui débarque le 24 à Mogador[349], lieu de rassemblement des renforts. Il s'agit d'une division à deux brigades appuyée par deux navires et dotée en TSF. De plus, Lyautey garde sa surveillance sourcilleuse[350]. Le manque d'infrastructures portuaires ralentit l'opération. Néanmoins, une colonne est déjà partie et délivre le poste de Dar-el-Kadi au prix de vingt morts[351] le même jour. Harcelée la colonne de secours met quasiment trois jours pour franchir la trentaine de kilomètres qui la sépare de Mogador[352].

Franchet d'Espèrey décide de punir sévèrement la trahison, car il estime que les rebelles pensent avoir remporté un succès[353] et que cela pourrait entraîner d'autres révoltes. Il utilise un avion pour observer la situation mais les nombreuses forêts dissimulent les dissidents. Il s'informe par des patrouilles et par l'intermédiaire d'un juif qui travaille aussi pour les rebelles mais que Franchet d'Espèrey ne fait pas arrêter car ses informations sont précieuses. Les accrochages, légers, sont quotidiens et il doit faire proclamer l'état de siège pour calmer l'agitation qui a lieu en ville, notamment de la part des diplomates européens, ce que Lyautey lui reproche. Début janvier, il fait raccompagner dans son village un dénommé Khouban, le seul caïd resté fidèle aux Français. Toutes

348SHD 3H90, télégramme de Lyautey à Franchet d'Espèrey, Anflous « doit être ramené le plus vite ».
349 On peut se référer au témoignage du colonel Godchot, Simon, *Autour de Mogador : 1912-1913,* Paris, 1925.
350 SHD 3H90, télégramme de Lyautey à Franchet d'Espèrey lui reprochant d'avoir créé un poste sans son aval.
351 SHD 3H90, télégramme de Franchet d'Espèrey à Lyautey du 27 décembre 1912. Voir, colonel Didier, *Dar-El-Kadi (Épisode tragique de la conquête du Maroc),* Imprimerie Royannaise, Royan, 1938.
352 La colonne de secours qui sauve le commandant Massoutier au poste de Dar-el-Kadi est harcelée jusqu'à 10 km de Mogador, SHD 3H90, télégramme de Franchet d'Espèrey à Lyautey du 27 décembre 1912.
353 Gastines, *Correspondances, op cit*, Lettre à Le Chatelier du 7 janvier 1913.

ces actions se préparent en informant régulièrement Lyautey[354] qui répond par des consignes précises[355]. Le 7 janvier des troupes opèrent plusieurs sorties le long de l'oued el Ksob, peu éloigné de la ville, et combattent plusieurs dissidents qu'ils dispersent.

L'offensive principale a lieu le 20 janvier. La colonne française forte de 5 000 hommes se met en marche, suivie de loin par quelques tirailleurs ennemis. Le 22 janvier, elle fait la jonction avec Khouban et ses quelques hommes et le 23 ils entrent en territoire ennemi. Il est intéressant de noter que les Français restent en contact avec Mogador par l'avion qui livre le courrier et par la TSF. Les campements français sont légèrement attaqués la nuit, une balle traverse la tente de Franchet d'Espèrey qui l'évoque dans ses carnets en ces termes : « *je reste calme, il n'y a rien de mieux à faire* » ; les troupes ont quelques blessés. Le 24, la colonne affronte pour la première fois le gros des ennemis, et Franchet d'Espèrey laisse la direction des opérations et des combats au colonel Brulard[356]. L'engagement est rapide, les Marocains ont fait deux tranchées défensives et attaquent de flanc les Français qui, quant à eux, attaquent de front avec l'appui de l'artillerie et tournent en même temps les tranchées. Franchet d'Espèrey note que l'ennemi est tenace mais se replie quand il se voit tourné et que les retranchements sont attaqués à la baïonnette. Le succès est incontestable mais, par prudence, il limite la poursuite. Le bilan est de 9 morts et 37 blessés français contre des dizaines de Marocains, principalement de la tribu HaHa[357]. L'affrontement reprend le 25 janvier, les Marocains sont retranchés dans une gorge qu'ils pensent imprenable mais sont encore une fois débordés par la cavalerie ; le bilan n'est que de 4 morts et 23 blessés[358], mais le commandant de l'artillerie française est tué à côté de Franchet d'Espèrey[359].

Le Dar Anflous est pris. Les 26 et 27, la casbah d'Anflous est brûlée par punition[360] (voir la

354 SHD 3H90, Franchet d'Espèrey à Lyautey 19 décembre 1912, il annonce sa volonté d'agir pour rétablir le prestige de la France.
355 Ibid, réponse de Lyautey à Franchet d'Espèrey le 31 décembre 1912.
356 Jean-Marie Brulard, 1856-1923, saint-cyrien, il sert en Tunisie, Tonkin, Madagascar, au Maroc et aux Dardanelles.
357 Confédération tribale berbère (Ihahan en berbère) du Haut Atlas occidental, dans sa partie ouest.
358 Godchot, Simon, *Autour de Mogador, op cit*, évoque 20 morts et 56 blessés.
359 Dans ses carnets, Franchet d'Espèrey affirme que les dissidents ont eu 300 morts et 600 blessés, mais c'est difficilement vérifiable.
360 SHD 3H90, télégramme de Lyautey à Franchet d'Espèrey le 29 décembre 1912. Le résident général au Maroc exige la destruction de la casbah.

photo suivante). Les soumissions sont nombreuses, par exemple : « *un chef de tribu, le caïd Iguider, doit livrer 400 fusils modernes car il a laissé ses hommes se joindre aux rebelles*». L'action a un certain retentissement jusqu'en France[361]. Franchet d'Espèrey nomme un nouveau caïd à la place d'Anflous et rentre à Mogador avec la colonne des blessés (d'ailleurs, il y en a trop pour le nombre de voitures et de montures prévues, preuve que l'affrontement n'a pas été si anecdotique). Enfin, le 4 février 1913, Guellouli est arrêté à Souk el Hadj et Franchet d'Espèrey l'envoie directement à Lyautey. Ce dernier remet personnellement à Franchet d'Espèrey la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. Les rebelles livrent alors 2 000 fusils rapides, versent 150 000 francs et créent une route dans leurs terres. À ce stade, Lyautey considère qu'il faut consolider l'occupation française et ne pas pousser plus loin[362].

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922).

361 Par exemple dans *L'Illustration,* du 15 février 1913.
362 SHD 3H90, télégramme de Lyautey à Franchet d'Espèrey du 11 février 1913.

Néanmoins, l'insurrection continue ailleurs, le poste d'Oued Zem est attaqué et Lyautey réorganise le commandement local, Mangin étant rétrogradé. Franchet d'Espèrey, quant à lui, passe quinze jours de congé à Versailles.

À partir d'avril 1913, Mangin se voit confier la pacification du sud de la zone française avec une colonne de 5 300 hommes. Fin avril, il repousse les Berbères au prix de 33 tués et 63 blessés. Franchet d'Espèrey est d'avis de modérer Mangin, mais le « charme » de ce dernier (selon Franchet d'Espèrey, on devrait plutôt dire que les résultats de Mangin parlent pour lui et le servent) fait qu'il obtient régulièrement des renforts. D'ailleurs Mangin prend ses ordres directement de Lyautey ; Franchet d'Espèrey voit son rôle se réduire progressivement, par exemple le service des renseignements de l'armée est supprimé et rattaché à la résidence générale.

Si la direction générale des opérations revient à Lyautey, il continue avec ardeur ses tournées d'inspection. En avril, il est à Mazagan[363] quelques jours, puis en mai à Fès où il est reçu par Gouraud. Il y inspecte les troupes et supervise la modernisation de l'hôpital. Il accompagne depuis Fès la colonne partant pour Meknès. La contrée n'est pas totalement pacifiée, le commandant de l'arrière-garde est tué lors de la marche. Puis il rentre à Casablanca où il s'occupe d'améliorer la qualité de l'eau des troupes et de la vaccination anti-typhoïde des soldats. Il critique le choix d'un chemin de fer à voie étroite qui rend impossible le développement économique.

Petit à petit, la zone française s'étend. Le 27 mai, Agadir est occupée sans combat et Franchet d'Espèrey y nomme un nouveau caïd, mais il le fait au nom du sultan Moulay Youssef. La colonisation française se voile toujours de l'autorité immanente du sultan. Mangin continue à pousser plus loin l'occupation tricolore au prix de combats assez sévères. Le 17 juin 1913, Franchet d'Espèrey rejoint la colonne Mangin qui le reçoit avec pompe : « *Mangin est un metteur en scène merveilleux* », il admet que Mangin, malgré sa fougue, n'a pas outrepassé les bornes de ses ordres et que les Berbères ont eu jusqu'à quatre cent morts. Néanmoins, il pointe une tendance de Mangin à

363 Appelée aussi El-Jadida, ville côtière fondée par les Portugais au sud de Casablanca.

minorer quelques difficultés. Ainsi, il le force à admettre qu'un nombre relativement élevé de corps français n'ont pas été retrouvés et que cela inquiète les hommes car « *on ne peut affirmer qu'ils sont tout à fait morts quand ils tombent entre les mains de l'ennemi* ». Les soldats craignent en effet les tortures et les exécutions cruelles qu'il y a pu avoir notamment lors de la conquête de l'Algérie. Il installe aussi une garnison à Casbah Tadla, entre Fès et Marrakech. La garnison est confiée à un marocain Benaouda qui recrute sa troupe parmi l'ancienne armée marocaine à Fès (pour souligner la pertinence de son choix Franchet d'Espèrey précise que lors de la révolte d'Abd-el-Krim dans le Rif en 1924-1925, il est le seul à adresser aux autorités françaises les lettres que ce dernier lui envoie, preuve de sa grande loyauté). Il est ensuite reçu en audience solennelle par le sultan qu'il traite de « *gros poupon barbu* ».

Pour lui rendre hommage, le 12 avril 1913, Lyautey cite Franchet d'Espèrey à l'ordre général n°29 du commandement en chef des hommes d'occupation du Maroc :

« A pris, dès que l'affaire de Dar el Kadi a été portée à sa connaissance, les décisions permettant de rétablir la situation et en a poursuivi l'exécution avec une rapidité et une opiniâtreté remarquables.

Lorsqu'il s'est agi d'infliger un châtiment exemplaire au caïd Anflous, a su régler l'exécution de cette opération de telle façon à remettre toutes les chances de notre côté, à limiter notre action en se conformant aux vues du gouvernement et aux instructions du général commandant en chef sans se laisser entraîner dans un engrenage et a rendu disponible le plus tôt possible, la majeure partie des effectifs engagés ».

L'hommage est double : il est rendu aux qualités militaires et d'obéissance de Franchet d'Espèrey. Cette citation honore indirectement la méthode de Lyautey même.

Néanmoins, Franchet d'Espèrey continue à voir son rôle se restreindre, il peut s'absenter en juillet pour le mariage de sa nièce et va à Paris rencontrer le ministre de la Guerre et Joffre. Il

résume ainsi sa visite à Le Chatelier : « *c'est un ancien ami mais loin des yeux loin du cœur* », et toujours soucieux de sa carrière il se plaint de ce que des officiers restés à Paris aient eu plus d'avancement que ceux qui servent dans les colonies[364]. Enfin, il s'occupe de sa famille : le 20 juin, il accueille son frère avec qui il visite le Maroc pendant quelques jours ; d'août à septembre, il reçoit sa femme et ses enfants et visite Casablanca et Marrakech. Les pistes se sont améliorées et sont plus sûres. De fait, vu que la pacification avance Franchet d'Espèrey devient quasiment encombrant pour Lyautey, qui désire réorganiser le commandement sous sa seule autorité, il l'écrit sans fard au ministre, tout en lui rendant un hommage appuyé et en demandant une promotion pour lui :

« *La question seule à retarder jusqu'ici ces propositions est une question de personne, celle du général Franchet d'Espèrey. C'est moi qui ait demandé son envoi comme Commandant des Troupes d'Occupation, au mois d'Août 1912. Il a apporté dans ce commandement autant d'activité que de bonne volonté et de dévouement. Il l'a exercé à des moments particulièrement difficiles notamment pendant mon séjour en France. C'est un officiel Général de la plus haute valeur professionnelle. Je voudrais donc, avant tout, ne porter atteinte en rien ni à sa carrière ni à ses intérêts.*

Lui enlever d'un trait de plume la moitié de ses prérogatives et de ses attributions serait le diminuer. Selon celle des solutions ci-dessus qui prévaudra, ou bien il pourrait être maintenu temporairement comme ad latus, jusqu'à ce qu'un commandement digne de lui puisse lui être donné, ou bien il faudrait de toute justice lui donner en France un commandement qui apparut encore comme la sanction et la récompense des services qu'il a rendus au Maroc.

J'estime pour ma part qu'il réunit largement toutes les qualités pour faire un commandement de Corps d'Armée, et qu'une année passée en campagne active, notamment après la campagne qu'il a dirigée contre le caïd Anflous au sud de Mogador, doit permettre de lui attribuer un commandement de corps d'armée ou tout au moins un commandement qui par son importance

364 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 30 juillet 1913.

et par son prestige ne le diminuerait en rien »[365]. Il souligne aussi plus loin sa grande loyauté : *« il n'y a jamais eu de conflit à cause de l'esprit de discipline (de Franchet d'Espèrey) »*[366].

Le 31 juillet, Franchet d'Espèrey est laissé à disposition du ministre[367]. Le 31 octobre 1913, il apprend sa nomination au 1er CA de Lille et en est content: *« je suis satisfait de rentrer n'ayant plus rien à faire d'intéressant (...) le général Lyautey ne tient pas, maintenant que la situation est dégagée, à avoir auprès de lui une personnalité trop accusée »*[368]. Euphémisme, début 1913 Lyautey a sévèrement recadré Franchet d'Espèrey sur leurs prérogatives respectives.

Il peut partir le cœur léger, les actions militaires étant de moindre ampleur. Ses actions assez mal connues et peu traitées par la bibliographie furent quand même d'une relative importance même si finalement entre 1912 et 1913 l'essentiel du Maroc Occidental est, somme toute assez rapidement pacifié, notamment par l'appui de nombreuses troupes ou tribus marocaines. Les défections demeurent rares, limitées et sévèrement châtiées. On ne peut pas considérer comme certains auteurs que : « *la progression conquérante, poursuivie activement par Lyautey à partir du printemps 1912, se heurte partout à une résistance farouche de la part des Marocains qui se sont dressés pour défendre leur foi, leur terre et leur liberté »* [369].

4) Un poste majeur : le 1er CA à partir d'Octobre 1913

Le 31 octobre 1913, Franchet d'Espèrey est nommé au 1er corps d'armée, une unité de première ligne alors que l'Allemagne semble menacer aussi la frontière Nord. Le nouveau commandant va développer son action dans deux directions, continuer le renouvellement des cadres

365 SHD 3H29, lettre de Lyautey au ministre de la Guerre, 2 juin 1913.
366 Ibid.
367 Ibid, lettre du ministre de la Guerre à Lyautey n°3496-9.
368 Gastines, *Carnets, op cit,* 1er novembre 1913.
369 Mohamed Bekraoui, *Les Marocains dans la Grande Guerre,* Publications de la Commission Marocaine d'Histoire Militaire, Rabat, 2009, p. 25. Pourtant l'auteur reconnaît que : « *le groupe mobile constitue le fer de lance de la conquête (...) est composé en majorité de supplétifs marocains* ».

et entraîner sa troupe. En effet, le renouvellement des cadres sera mené en partie par le général en chef Joffre, et en partie par les généraux locaux comme Franchet d'Espèrey.

Franchet d'Espèrey estime à plusieurs reprises qu'un certain nombre de généraux n'ont été nommés que pour des raisons politiques à l'époque du général André[370]. C'est-à-dire que les généraux républicains ou réputés tels ont été favorisés au détriment des catholiques. Ainsi, des choix auraient été faits en fonction de l'allégeance politique et non de la compétence respective de chacun. Il présente son prédécesseur le général Crémer[371] en ces termes: « *dévoyé par la politique et ayant surtout la phobie des ennuis, c'est un homme peu instruit, peu travailleur mais ayant le sentiment militaire et le sens de la discipline* »[372]. Trois ou quatre lieutenants-colonels, deux colonels et une dizaine de lieutenants lui semblent aussi faibles, ce qu'il attribue « *au régime néfaste du général André* »[373]. A contrario, il cherche à promouvoir Pétain au grade de général de brigade mais c'est difficile : le ministre lui affirme le 25 juin 1914 que Pétain « *ne passera jamais divisionnaire* ». En effet Pétain a été relégué à Quimper, étant mal vu depuis la période du général André.

Il ne s'agit pas uniquement de difficultés politiques, certains officiers sont peu motivés dans l'exercice de leurs fonctions de l'époque. Il s'inquiète du gouverneur de la place de Maubeuge qui pense surtout à sa promotion. Il doit aussi remplacer plusieurs généraux, l'un prévu pour une division de réserve et le général de la 3e brigade qui est « fatigué ».

Les querelles politiques pouvant aussi avoir des résonances dans la presse, il se félicite car il n'est « *l'objet d'aucune attaque ou critique* ». Il trouve Lille moins divisée par la politique que Paris.

Dans un second temps, comme à son habitude il reprend en main l'organisation de son

370 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 13 octobre 1913.
371 Henri Crémer, 1849-1938,saint-cyrien, général de brigade puis de division. Il a commandé le 1er CA depuis juillet 1911. Il est mis en disponibilité en 1913 pour une histoire de plaque de Grand Officier de la légion d'honneur.
372 Gastines, *Carnets, op cit*, 1er décembre 1913.
373 Ibid.

unité, développe son instruction et participe à de nombreuses manœuvres.

En premier lieu, il trouve que les effectifs du 1er CA sont « *en bon état* » : « *la loi de trois ans produit ses effets : les unités nombreuses, les cadres des rengagés au complet (...) la discipline est bonne, l'esprit satisfaisant* ».

Par contre, il déplore que « *l'instruction pour le combat soit défectueuse, non pas tant par la faute des cadres qui ne sont pas plus mauvais qu'ailleurs que par le manque de terrains d'instruction* ». Il évoque le nombre restreint de terrains disponibles dans cette riche région agricole. Il cite aussi l'égoïsme de certaines associations, tels ces chasseurs qui ne veulent pas d'un chemin public proche d'une forêt afin « *de ne pas effrayer le gibier* ». À cela s'ajoute le fait que les régiments sont dispersés. Selon lui, « *les champs de tirs se résument à quelque boyaux* ». Enfin, les manœuvres au camp de Sissonne, dans l'Aisne, n'ont lieu qu'un an sur deux pour des raisons budgétaires...

Au cours de l'hiver 1913, il est inspecté par Gallieni et participe à un exercice sur carte au scénario simulant l'attaque par une armée allemande à travers la Belgique et le Luxembourg, en tournant Verdun-Toul par le Nord. Franchet commande un CA allemand lors de l'exercice qui se finit à Paris aux Invalides dans les locaux du CSG. Néanmoins, Franchet d'Espèrey ne le trouve pas intéressant et adresse un certain nombre de critiques : il n'y a pas d'idée nouvelle sur l'emploi des troupes, l'artillerie est mal utilisée, le ravitaillement n'est pas suffisant et enfin, l'extension des activités allemandes plus au nord n'est pas envisagée. En avril 1914, des manœuvres des cadres du CA puis d'armées ont lieu, supervisées par le général Lanrezac[374]. Franchet d'Espèrey les trouve intéressantes.

Juillet 1914, le général Franchet d'Espèrey soigne son asthme lorsqu'il est rappelé à Lille le 25. Il se consacre alors à préparer l'éventuelle mobilisation : « *les mesures préparatoires se succèdent régulièrement, sans hâte et sans erreur* ». Tout semble prêt lorsque la mobilisation est

374 Charles Lanrezac, 1852-1925, officier français issu de Saint-Cyr , il participe à la guerre de 1870. Il enseigne à l'École de guerre, Franchet d'Espèrey estime que ses cours sont de grande qualité. Commandant en 1914 de la 5e armée mais il est limogé le 3 septembre 1914.

décrétée le 1er août.

Que peut-on retenir de son parcours d'officier à la veille d'un conflit qui va bouleverser toute sa génération ainsi que sa carrière ?

La première partie de vie de Franchet d'Espèrey est exemplaire à plus d'un titre. Elle permet d'apprécier la formation, les stratégies de carrière d'un officier supérieur, qui passe par des postes d'une grande variété et de saisir l'évolution de l'armée française de par la diversité et la grande richesse de son parcours.

Au départ, le jeune officier intègre une armée encore largement marquée par le Second Empire. L'improvisation y règne parfois, les officiers ne sont guère assidus à l'instruction. L'enseignement à Saint-Cyr ou à l'École de guerre est en partie obsolète et marqué par l'étude consciencieuse mais en partie surannée des campagnes de Napoléon. Franchet d'Espèrey lui-même est hanté par la figure de l'Empereur, mais cela ne l'empêche pas d'être critique sur l'enseignement et de comprendre que les moyens modernes, notamment le chemin de fer, changent les données militaires et rendent en partie désuètes ces méthodes. Il côtoie des officiers qui, malgré leurs défauts, se dévouent corps et âme à leur métier qui représente bien plus pour eux. C'est une vocation, un sacerdoce auquel ils consacrent quasiment tout leur temps. Franchet d'Espèrey fait de même, combinant même lors des ses vacances, visites et observations utiles. C'est ce qu'il affirme en 1936 à Georges Spillmann : « *Au cours d'une conversation, j'osai demander au maréchal comment il avait conçu dès octobre 1914, la manœuvre des Balkans, réalisée en 1918. Parce que, me répondit-il, je me suis entièrement consacré à mon métier. Pendant mes permissions je faisais des voyages d'études à l'étranger* »[375].

375 G. Spillmann, *Souvenirs d'un colonialiste,* Presses de la Cité, Paris, 1968.

Le parcours militaire de l'officier Franchet d'Espèrey est signifiant. Il mêle habilement une trinité militaire : commandement, instruction, administration. On a l'impression d'une sorte de *cursus honorum militae* ; le jeune officier prouve ses capacités de commandement et d'instruction, puis développe sa formation et connaît divers postes d'état-major, et enfin, s'il s'est montré capable, il obtient les postes prestigieux. Sa carrière se développe dans un double cadre : le national et l'international. Ce dialogue enrichit considérablement l'officier, lui ouvre intellectuellement des horizons et développe sa réflexion. Parmi les officiers supérieurs, il est un de ceux qui a le plus voyagé et servi à l'étranger même si d'autres ont un profil assez similaire. Il le fit par goût de l'action et par curiosité personnelle. Néanmoins, comme l'affirme Jaurès : « *un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène* »[376]. On peut dire la même chose pour Franchet d'Espèrey et les opérations extérieures : jamais il n'oublie la métropole. Au Maroc, il s'inquiète régulièrement de la situation en France et a peur de rater une éventuelle guerre. En Chine, il observe l'armée japonaise avec laquelle il envisage un éventuel affrontement au sujet du Tonkin.

De plus, ce qui paraît logique, il y a une réelle volonté d'obtenir de l'avancement, le plus rapidement possible. Avec son ami Le Chatelier, on peut même parler de stratégie de carrière qui se déploie à plusieurs niveaux. Il réfléchit à un parcours régulier et à long terme et conseille à Franchet d'Espèrey d'enrichir son profil par quelques articles plus intellectuels : « *laisse moi te redire encore que je voudrais te voir poursuivre ta carrière là où tu es, dans le même cycle propulsif - passer de brigade à la division et de la division au corps d'armée - qui va devenir très rapide si tu accentues ta spécialisation. Tu devrais bien dans ce but rompre un jour prochain avec tes antagonismes pour le noir sur blanc et t'affirmer en quelque étude philosophique sur la guerre moderne. Nous en causerons si tu veux* »[377]. Les différentes étapes du parcours vers les honneurs les plus élevés est clairement dessiné.

De plus, Le Chatelier est bien introduit dans les milieux des républicains de gauche

376 Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, 1910.
377 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 8 septembre 1908.

modérée, non socialistes, et peut réclamer ou proposer son ami pour des commandements. Mais si parfois le tempérament de Franchet d'Espèrey, disons sa soif d'action, peut l'entraîner à multiplier les demandes pour des postes sur le terrain, dans les colonies, Le Chatelier lui pense en termes plus rationnels : « *mais pour toi, je ne puis, à tous les points de vue, que regretter de te voir t'éloigner de la voie de l'Est, qui pour toi est la meilleure* »[378].

Si la correspondance entre les deux hommes n'est que partiellement conservée, ou consultable, en l'état de nos connaissances, on ressent une réelle symbiose entre eux entre 1908-1913. Leur relation épistolaire est relativement intense, et on dénote une grande proximité, une familiarité de ton. On y observe presque une cogestion de la carrière et des choix de Franchet d'Espèrey, qui, s'ils ne lui sont jamais dictés, sont disséqués, analysés par Le Chatelier.

Les officiers ayant servis dans les colonies, sans être des coloniaux, sont-ils favorisés ?

Dans leurs courriers privés, Franchet d'Espèrey et Le Chatelier emploient ce terme mais le limitent aux officiers servant au Soudanais[379]. Cela étant, nombreux sont les officiers supérieurs ayant eu un parcours colonial conséquent, Joffre en premier lieu. Certes Franchet d'Espèrey se plaint que les officiers servant dans les colonies ne sont pas favorisés : « *le séjour dans cette école* (l'École de guerre) *ou à l'état-major de l'armée met à l'abri des attaques des politiciens locaux, donne un vernis d'intellectualisme, permet d'arriver aux grades élevés sans compromettre sa santé dans des campagnes coloniales ou sa réputation dans les commandements effectifs* »[380]. Pourtant Pétain, archétype du profil décrit, ne progresse que très lentement dans sa carrière et inversement des futurs maréchaux, comme Gallieni, bénéficient de promotions très rapides[381]. On ne doit donc pas opposer frontalement un modèle colonial d'officier de terrain, à des officiers de bureau. D'ailleurs, l'officier servant dans les colonies n'a aucune formation spécifique. Cette remarque

378 Ibid, lettre de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 14 septembre 1912.
379 Ibid, lettre de Le Chatelier à Franchet d'Espèrey du 28 septembre 1912.
380 Gastines, *Carnets, op cit*, 1er décembre 1913.
381 Un tableau comparatif très signifiant est publié chez J. Jourquin, *Les maréchaux de la Grande Guerre,* éditions 14-18, Paris, 2008, pp. 163-170.

traduit aussi un trait de caractère de Franchet d'Espèrey qui considère souvent que son mérite n'est pas totalement reconnu alors même que son rythme de promotion est rapide.

C) Derrière l'officier : l'homme Franchet d'Espèrey, un conservateur réactionnaire ?

Après avoir longuement analysé la carrière de l'officier, il convient aussi de défricher son caractère et ses convictions politiques : est-il le conservateur qu'on dépeint assez souvent ? Pour analyser les convictions de l'officier, il faut en dresser un portrait complet.

1) Une famille royaliste

Sa famille est incontestablement monarchiste, son grand-père François Franchet épouse une dénommée Lucie des Perrets ou Desperey, à Lyon. Ils ne sont pas nobles mais issus de la haute bourgeoisie. Il participe à l'insurrection lyonnaise de 1793, y est blessé et capturé, mais son jeune âge lui évite la peine capitale. À partir de 1802, il revient à Lyon et devient fonctionnaire dans l'administration des droits réunis. Membre des Chevaliers de la foi, il diffuse des messages du pape séquestré par Napoléon, notamment la bulle excommuniant l'Empereur. Il est démasqué et arrêté en 1810. Commencent alors quatre longues années de prison. Au retour de Louis XVIII, il est récompensé et accompagne le comte de Noailles au congrès de Vienne en tant que secrétaire d'ambassade. Il suit le roi à Gand pendant les Cent jours. Pour sa fidélité, il est nommé en 1816 directeur général des postes, puis surtout en 1821 directeur général de la police. Il épure alors l'administration d'anciens agents de l'Empire. En récompense, il est nommé conseiller d'État et est promu commandeur de la Légion d'honneur. Néanmoins, il est attaqué par la presse et quitte son poste en 1828. Il est rappelé par Charles X alors même que ce dernier vit la fin de son règne au moment des Ordonnances. François Franchet s'exile alors en Allemagne et sert en tant qu'ambassadeur de Charles X auprès du Roi de Prusse. Il rentre ruiné en 1850 et vit modestement à

Versailles jusqu'à sa mort en 1863.

Le père du futur maréchal Charles Marie Franchet d'Espèrey naît à Paris dans un hôtel particulier et a comme parrain Louis XVIII et comme marraine la duchesse d'Angoulême. Il s'engage en 1842 au 3e régiment de Chasseurs d'Afrique. Il participe à quatorze années de campagnes composées de reconnaissances, colonnes mobiles et diverses opérations pour contrôler la nouvelle colonie algérienne et ses trois provinces. En 1851, il est lieutenant de cavalerie, puis capitaine et chevalier de la Légion d'honneur en 1855. La même année, il épouse Mlle Marie-Louise de Dion, une aristocrate ruinée comme lui. Ils vivent en Algérie, à Mostaganem, ville de garnison du 4e Chasseurs. C'est là que naît, le 25 mai 1856, le jeune Louis, Félix, Marie, François Franchet d'Espèrey. L'enfant est bien portant mais dès septembre la famille revient en métropole. Le futur maréchal est le seul parmi ses pairs à être né en Algérie. Si les liens qu'il noue avec ce pays semblent à première vue très fins - sa famille n'en est pas originaire et il n'y vit que quelques mois - ils ne feront que se renforcer lors de ses premières années de garnison ou son travail d'inspection.

Ces liens familiaux suffisent-ils à faire de lui un monarchiste comme le souligne G.Fassy[382] ?

Il n'est pas le seul maréchal français ou officier général, à ne pas être strictement républicain. Castelnau, Foch, Lyautey ou Weygand[383] possèdent tous de fortes sympathies monarchistes ; a contrario Joffre, Sarrail ou Pétain sont réputés républicains. Encore faut-il savoir de quoi on parle. Les premiers gardent un attachement à la monarchie mais se sont, semble-t-il, largement ralliés à la République triomphante dans les années 1880-1890. Pourtant l'armée dans son ensemble est perçue par les républicains comme largement composée de monarchistes et de bonapartistes, ses officiers en particulier, et l'affaire Dreyfus ne fait que consolider ce préjugé.

382 G. Fassy, *Le commandement français en Orient : octobre 1915-novembre 1918 : étude historique d'un commandement opérationnel français à la tête d'une force militaire alliée,* Paris : Commission française d'histoire militaire ; Paris : Institut de stratégie comparée ; Guer : Centre de recherches des écoles de Coëtquidan ; Paris : Economica, 2003

383 Maxime Weygand, 1867-1965, né de père inconnu, général français et académicien. Il a notamment été le bras droit de Foch lors de la Première Guerre mondiale, il dirige l'armée française de 1930 à 1935. Il est rappelé en mai 1940 mais ne peut empêcher la défaite. Il rallie le régime de Vichy. Arrêté par les Allemands en novembre 1942.

Il me semble que pour Franchet d'Espèrey rien ne permette d'affirmer qu'il soit royaliste, à part une tradition familiale. Lorsqu'il évoque le centenaire de la République, il ne se livre à aucune remarque laudative ou dépréciative dans ses carnets. Certes, il épouse Alice Joséphine Dumaine de la Josserie, dont la famille est aussi d'origine bourgeoise, et marie sa fille à un noble Charles Marie Macé de Gastines. On peut dire que si la famille de Franchet d'Espèrey et celle de sa femme ne sont pas nobles, elles gravitent quand même dans ce milieu. Mais si les réseaux nobiliaires demeurent encore largement actifs avant la Grande Guerre, il n'en fait que peu partie, sa famille étant assez largement ruinée. Ainsi, il est par exemple très peu cité dans les diverses études sur la noblesse de l'époque[384], à la différence de Castelnau, authentique figure aristocratique et véritable bête noire de la gauche républicaine. De plus, dans les correspondances de Franchet d'Espèrey, on ne retrouve aucune des grandes figures du parti monarchiste. Nulle référence royaliste non plus dans ses carnets, l'intérêt qu'il porte aux divers monarques qu'il croise est davantage d'ordre amical ou mondain. Il apparaît néanmoins avoir conservé de son éducation une certaine hauteur.

Rien ne permet donc d'étayer solidement cette affirmation pour l'instant. Il semble au contraire qu'il incarne le relatif ralliement au régime d'une partie des élites qui ne communiaient pas avec l'idéal républicain et qui l'acceptent, sans s'y fondre ni apprécier certains aspects de sa politique, notamment religieuse. Pour appréhender les idées de l'homme il faut maintenant étudier sa foi qui semble être le véritable marqueur de ses opinions politiques.

2) Un fervent catholique donc conservateur ?

La famille de Franchet d'Espèrey est indubitablement croyante. Sa mère, selon P. Gosa, accouche en revenant de la procession de la Fête-Dieu[385]. Comme il le dit lui-même, il est un bon catholique, ni exalté, ni distant. Sa pratique est régulière. Dans ses carnets, il apparaît qu'il va à toutes les fêtes religieuses et à la messe régulièrement, quand il le peut. Il a effectué sa préparation à

384 B. Goujon, *Du sang bleu dans les tranchées*, Vendémiaire, 2015.
385 P. Gosa, *Franchet d'Espèrey: un maréchal méconnu : le vainqueur des Balkans, 1918, op cit.*

Saint-Cyr, à la prestigieuse école de Sainte-Geneviève, tenue par des jésuites, mais il n'est pas le seul. En Chine en 1887, il visite tout particulièrement les institutions catholiques et jésuites, ce qu'un croyant tiède ne ferait certes pas. Ce profil est celui d'une grande partie des officiers, dont une très large majorité est catholique pratiquante, surtout jusqu'aux années 1900, comme l'essentiel de la population. Il convient de rappeler que les cérémonies religieuses font partie des traditions militaires de l'époque. Le profil n'apparaît donc pas comme exceptionnellement religieux. Foch prie tous les jours avec ferveur, ce n'est pas le cas de Franchet d'Espèrey. Il n'entretient d'ailleurs pas de relation épistolaire avec des catholiques fervents ou de nombreux religieux. Il sait aussi apprécier des gens aux convictions différentes, ainsi Paul Doumer qu'il croise le 4 octobre 1913 en qui il reconnaît « *de grandes qualités intellectuelles bien que ne partageant pas ses idées philosophiques et politiques*», c'est-à-dire qu'il est franc-maçon et à cette époque l'hostilité entre catholiques et maçons est forte. Par contre, il note que le général Bougié à Pékin a des « *idées très saines sur le métier militaire mais voyant rouge quand on lui parle de curé* »[386], il fait une remarque analogue en 1913 sur le général Crémer. Mais il n'ajoute aucun commentaire péjoratif. Il s'agit plus d'une remarque objective de l'observateur qu'il est et qui sait où il se situe dans les « clans » de l'armée.

Est-ce que catholique dit forcément conservateur ? Certes à partir de l'affaire Dreyfus, on observe une cristallisation et une polarisation entre un groupe conservateur catholique et des républicains progressistes. La majorité des catholiques cherche alors, moins à attaquer Dreyfus, qu'à défendre par ricochet l'armée et l'Église. Or, Franchet d'Espèrey s'abstient de toute action politique durant cette période, même s'il y refait assez souvent référence dans ses carnets où il se plaît à souligner qu'en Hongrie ou en Autriche on lui parle de Dreyfus et que cela fait du tort à la France. Loyal et prudent il ne prend pas partie, mais on devine quelle est son inclinaison de par la régularité des remarques et des conclusions sur l'affaiblissement de la France qu'il estime être lié à cette affaire. D'ailleurs ses carnets contiennent quelques remarques teintées d'anti-sémitisme : il parle des juifs qui l'accueillent triomphalement à Marrakech en octobre 1912, en ces termes peu flatteurs :

386 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 1, chapitre 17.

« *tous les juifs ont un drapeau français et crient Vive la France ; en attendant qu'ils nous trahissent comme les juifs algériens de Meknès* »[387], et plus loin d'un juif qui espionne à la fois pour les rebelles marocains et les Français « *le bon juif typique* ». Ces remarques restent cependant banales à son époque,ne sont pas très nombreuses dans ses carnets et surtout concentrées sur la période marocaine. En tout cas, elles n'ont aucune matérialisation politique, ni adhésion à la cause anti-sémite.

Enfin, les carnets et les lettres privées de Franchet d'Espèrey révèlent des préjugés raciaux. Il juge les Arabes et Berbères supérieurs, en tant que blancs, aux noirs. De même, son expérience au Tonkin contre les Chinois les lui a fait prendre en horreur : « *ce sont des gens dangereux par leur masse qui est immense et leur mauvaise foi qui est encore plus grande. Je les déteste* »[388]. Encore une fois, ces préjugés sont ceux d'une époque. Par exemple, le Tour de France par deux enfants[389], de l'époque Ferry, présente la « *race blanche comme la plus parfaite des races humaines* ». Malgré les préjugés de l'époque qu'il partage sans doute, il sympathise régulièrement avec des hommes d'une autre « race », pour reprendre le terme de l'époque. Ainsi, lors de son voyage vers la Chine, il sympathise avec des Parsis et visite Bombay en leur compagnie. Il évoque aussi dans ses carnets son ami tunisien Mohamed ben Ramdan, riche propriétaire chez qui il a logé en 1893. Certes, il s'agit de gens d'un haut niveau social et probablement assez occidentalisés.

De plus, après le vote de la loi de 1905 séparant l'Église de l'État, il faut réaliser les «inventaires» des biens des communautés religieuses. L'armée doit souvent intervenir car les fidèles s'y opposent et il n'y a pas à l'époque d'autre force de sécurité. Les nombreux officiers catholiques sont profondément bouleversés dans leurs convictions intimes. Franchet d'Espèrey, alors colonel au 60e régiment d'infanterie, connaît des troubles intérieurs importants. Il semble qu'il s'efforce de limiter les duretés de la loi, en recommandant aux hommes de troupe et aux officiers la

387 Ibid, 1er octobre 1912.
388 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à son père du 30 janvier 1887. Voir aussi celle du 19 mars 1887 : « *je ne suis pas jaune c'est, ici la grande distinction* ».
389 G.Bruno, *Le tour de France par deux enfants*, édition 1877.

plus grande compréhension et mansuétude. Il se refuse aussi à faire enfoncer les portes des églises. Dans ses carnets il note : «*De l'hiver 1904 à l'hiver 1905, je traverse une période pénible (...) je tiens à ce que mon régiment se conforme strictement aux limites du maintien de l'ordre et ne prête pas la main au forcement des portes* ». Chez lui, la foi personnelle ne prime pas sur son obéissance. Nonobstant, a-t-il songé à démissionner comme l'affirme P. Gosa[390] ? Certains officiers le firent comme le colonel Driant, futur héros du bois des Caures à Verdun. En tout cas, il est opportunément envoyé comme consultant militaire auprès de la délégation française à la conférence internationale d'Algésiras, en Espagne, où les grandes puissances débattent du sort du Maroc. Quand il revient de cette mission qui lui permet d'explorer les possessions espagnoles, le gouvernement Clemenceau adopte une politique de conciliation qui permet de ramener le calme dans les consciences et dans la population en mettant fin aux inventaires. Cette période semble l'avoir marqué, ses carnets y font de nombreuses références pleines d'acrimonie.

Nommé colonel le 13 juillet 1903 et général en 1908, Franchet d'Espèrey voit sa carrière progresser très rapidement (voir annexe 4). Il semble donc qu'il n'ait pas été pénalisé à la suite de l'affaire des fiches. En effet, au début du XX^{e} siècle, un système de fiches avait été élaboré avec l'aide du Grand Orient de France. L'affaire est révélée dans *Le matin* au cours de l'été 1904[391] et donne lieu à une interpellation du ministre de la Guerre par le député nationaliste de la Seine Jean Gutyot de Villeneuve. Certains républicains et militaires dans une volonté de prolonger la lutte dreyfusarde et d'éviter la réitération de telles injustices, entendent républicaniser l'armée en surveillant les opinions religieuses des officiers (par exemple : Jésuite. Ferait un meilleur moine qu'un colonel. Ne fréquente que les cléricaux) et en favorisant l'avancement d'officiers républicains. Des fiches étaient établies et réunies en deux listes, Corinthe (à promouvoir), Carthage (à ne pas promouvoir). Néanmoins, on ne peut pas affirmer que tous les officiers catholiques aient été systématiquement discriminés : par exemple, Foch bien que très marqué catholique (son frère est

390 P. Gosa, *op cit,* p. 62.
391 Voir F. Vindé, *L'Affaire des fiches, 1900-1904 : chronique d'un scandale*, Paris, 1989.

jésuite) a certes vu son avancement retardé plusieurs années[392], mais sans être totalement bloqué puisqu'il est promu colonel en 1903 à l'époque du général André[393] donc en pleine époque où les fiches étaient utilisées. D'ailleurs, Franchet d'Espèrey émet un jugement sévère sur la politique de ce dernier : « *le général André (…) dès le début, émet l'idée de républicaniser l'armée. C'est le moyen d'avancer quelques amis faisant parade de sentiments plus ou moins sincères* »[394]. Il note d'ailleurs que le nouveau commandant de Saint-Cyr lui fait le signe maçonnique. On ignore si Franchet d'Espèrey était sur la liste Carthage, mais on peut le supposer, ses convictions religieuses tant personnelles que familiales devant être bien connues, sans compter qu'il venait de Sainte-Geneviève (appelée péjorativement la jésuitière...). Son carnet[395] évoque un capitaine Frère qui finira comme « *colonel victime des fiches* » et cite souvent d'autres officiers qui ont été défavorisés, ou au contraire injustement promus. Dans ses carnets en 1902, il affirme avoir été touché par cette politique de discrimination : « *Le tableau* (d'avancement) *a subi des remaniements étranges ; un certain nombre d'officiers, derrière moi, sont passés devant et d'autres, sont passés derrière sans raison valable. Du reste, alors que je suis au tableau, avec une campagne de guerre, quatre colonels « me passent sur le dos* »». Pourtant il reconnaît aussi : « *j'y figure* (sur le tableau) *avec le N°10, numéro qui me revient ; je n'ai donc rien à dire* ». Malgré tout, sa promotion est assez rapide, il est colonel en 1903, soit juste un an après. Peut-être a-t-il pu bénéficier d'amitiés, comme celles de Sarrail et surtout de Le Chatelier qui, opportunément, l'envoie en mission au Maroc. Si André démissionne en 1905 mettant fin au *« régime abject de délation »* selon le socialiste André Millerand, l'armée est fortement affectée comme l'explique J.-N. Grandhomme : « *les fiches continuent (…) d'empoisonner l'atmosphère des régiments, doublant les rivalités personnelles, inhérentes à toutes entreprise humaine, de soupçons politico-religieux* »[396]. Les séquelles durent

392 H. Drévillon et O. Wieviorka (dir), *Histoire militaire de la France, de 1870 à nos jours*, Perrin, Paris, 2018.
393 Ministre de la guerre de 1900 à 1904. Il œuvre pour la reconnaissance de l'innocence de Dreyfus mais doit démis-sionner en raison de la révélation de l'existence de ces fameuses fiches.
394 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 2, chapitre 15.
395 Ibid, tome 1, livre 1, chapitre 4 sur la campagne de Tunisie.
396 J.-N. Grandhomme, *Berthelot, du culte de l'offensive à la stratégie globale*, *op cit,* p. 146.

d'autant plus que la surveillance politique des officiers n'est abolie qu'en 1912 par Millerand[397]. Même si Franchet d'Espèrey n'a pas été véritablement victime de cette affaire, il ne se prive jamais de souligner dans ses carnets que tel ou tel officier doit son poste à des motifs politiques, pour mieux le déprécier ; et il le fait assez souvent.

À mots couverts, il reproche la politisation à gauche de l'armée, mais reste toujours mesuré. Comme lorsqu'il évoque un de ses officiers lors de l'expédition de Chine, le commandant Trafford : « *il appartient au parti au pouvoir, car il y a maintenant des partis dans l'armée* »[398]. Malgré cette remarque, il apprécie beaucoup cet officier, « *fort intelligent* » et avec qui il fait volontiers le chemin de retour pour la métropole. Obéissance, discipline, et absence de sectarisme chez Franchet d'Espèrey. En fait, bien que déplorant parfois un manque de professionnalisme, il exprime une nostalgie pour l'armée dans laquelle il est entré en 1880 et qui composait un corps soudé, socialement mais surtout idéologiquement parlant et qui ne participait que peu aux débats politiques. Bien sur cette vision est quelque peu irénique. Dès les années 1879-1880, des officiers trop conservateurs sont écartés, ce qui pousse d'ailleurs le président Mac Mahon à la démission. Surtout, cette armée, partiellement républicaine ou non dans ses officiers, devenait vraiment l'armée de la nation par le service militaire véritablement universel, et les républicains la sacralisaient. Comme le souligne Xavier Boniface : « *l'armée devient alors l' «'arche sainte » au service de la nation et au-dessus des partis* »[399].

3) Conservateur, réactionnaire ou opportuniste ?

L'affirmation trop souvent reprise que Franchet d'Espèrey possède des convictions conservatrices doit donc être nuancée. En effet, l'historien doit s'appuyer sur des faits et non des impressions ou rumeurs. On peut se demander si une telle analyse des positions de Franchet

397 A. Millerand, *Pour la défense nationale,* Paris, 1913, pp. 255-256.
398 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 1, livre 2, chapitre 15, 2 septembre 1900.
399 Boniface, Xavier. « La réforme de l'armée française après 1871 », *Inflexions*, vol. 21, no. 3, 2012, pp. 41-50.

d'Espèrey n'est pas téléologique, forgée rétrospectivement à partir de ses positions des années 1930, pas toujours bien fondées d'ailleurs.

Au contraire, on peut souligner que Franchet d'Espèrey a de nombreuses relations ou connaissances proches issues de milieux de gauche. Son meilleur ami, Le Chatelier, est quasiment affilié aux républicains de gauche[400]. Leur relation se déploie dans de nombreuses lettres à un rythme régulier, ainsi que par une collaboration scientifique, quoique limitée, dans la Revue du monde musulman fondée par Le Chatelier.

Il ressort de ses cahiers qu'il est ami avec Sarrail[401], général républicain de gauche emblématique, qui l'a protégé. Il énonce clairement sa gêne à le remplacer en Orient lorsque sa nomination avait été évoquée : « *il m'est pénible de remplacer Sarrail ; nous avons vécu ensemble notre temps commun d'École de guerre ; il sait que je ne partage pas sa manière de voir sur bien des points et cependant il m'a rendu service au temps du ministère André, notamment en m'envoyant en Chine comme je l'avais demandé, au lieu de me relever brutalement du poste de commandant en second de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr où je paraissais indésirable* [402]».

De plus, il est ancien officier d'ordonnance de Freycinet[403], lorsque ce dernier occupe la fonction de ministre de la Guerre de 1889 à 1890. Or, Freycinet appartient au courant des républicains opportunistes, il soutient la politique de laïcisation de Ferry et on ne voit pas pourquoi il aurait pris un officier d'ordonnance réactionnaire ou monarchiste militant ! Enfin, l'homme politique et le militaire conservent des relations épistolaires. Le commandant en chef de l'armée d'Orient lui écrit d'ailleurs lors de ses succès en Orient en 1918, dans une optique amicale, mais gageons qu'il s'agit aussi de trouver un relais politique (pourtant Freycinet s'est mis en retrait depuis décembre 1916 pour ennuis de santé). Quand on consulte les carnets de guerre de Franchet

400 Jean Le Chatelier, *Alfred Le Chatelier , 1855-1929 : sa carrière africaine*, Service historique de l'Armée de terre, 1987.
401 Général républicain, dont la gauche réclame régulièrement la promotion, il commande le 6e corps d'armée en 1914 puis la 3e armée le 30 août 1914 mais il est limogé en juillet 1915. Ses connexions politiques lui permettent d'être nommé au commandement du corps expéditionnaire de Salonique jusqu'à fin décembre 1917.
402 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 1.
403 Bulletin de la SABIX, 2016, p51-61.
https://journals.openedition.org/sabix/1571#tocto2n5

d'Espèrey on retrouve aussi l'homme politique Jeanneney : « *Jeanneney me connaît bien : aussi je lui parle sans réticences ».* Il s'agit de Jules Jeanneney, sénateur de Haute-Saône et sous-secrétaire d'État à la Présidence du conseil à l'époque. Or en 1902, il est élu député du bloc des gauches[404], donc anticlérical, et dreyfusard fervent. Franchet d'Espèrey se sert de lui pour passer des messages à Clemenceau lors du remplacement éventuel de Sarrail (il évoque notamment ses opinions religieuses et le malaise que son remplacement par un « *clérical* » entraînerait).

Il convient donc de remarquer que les réseaux sur lesquels Franchet d'Espèrey s'appuie sont plutôt de gauche au niveau politique. Cela étant, il compte peu de socialistes parmi ses relations, malgré le fait que, s'ils restent moins importants politiquement qu'avant 1914, ils forment néanmoins un groupe politique montant. « Sa gauche » est une gauche parfois radicale, ce qui tranche avec les convictions catholiques de Franchet d'Espèrey. C'est avant tout une gauche patriote. Freycinet incarne cet archétype, Fabien Conord[405] le décrit comme un « soutien inconditionnel à l'armée », y compris en modérant son dreyfusisme[406].

Certes, il partage des références intellectuelles et religieuses parfois proches des nationalistes, il cite par exemple Barrès (plus précisément Leurs figures) dans ses carnets le 7 août 1918. Est-ce suffisant ? Ce dernier est alors bien connu et apprécié, littérairement, en dehors des milieux nationalistes.

Ses carnets pour cette époque ne contiennent que peu de remarques politiques directes, et son courrier privé guère plus.

Cependant, il y a bien un passage dénonçant la corruption lors de la période où il est ordonnance de Freycinet, dont le chef de cabinet est alors le général Brault[407], à l'époque de l'affaire

404 Lié en partie à l'homme politique, Émile Combes président du Conseil de 1902 à début 1905 et qui mène une politique franchement hostile à l'Église catholique. D'ailleurs Jeanneney parle de « rassemblement combiste » et non de bloc des gauches.
405 Fabien Conord, ibid.
406 G. Joly, *Histoire politique de l'affaire Dreyfus,* Fayard, Paris, 2014.
407 Paul Brault (1837-1899), saint-cyrien, il a notamment participé à la campagne du Mexique et à Reichshoffen en 1870.

de Panama, scandale de corruption de parlementaires afin qu'ils votent une loi en faveur de la société qui construisait le canal. En effet, la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama, créée par Ferdinand de Lesseps, a besoin de fonds car le chantier est plus onéreux que les projections de départ. Une partie des fonds est alors utilisée par le financier Jacques de Reinach afin de soudoyer des journalistes et politiciens.

Franchet d'Espèrey affirme avoir constaté la corruption grâce aux fonds secrets : *« je vois là, combien le virus politique peut atteindre certains hommes profondément honnêtes (...) si je dévoile certains faits, c'est pour que les Français se rendent compte jusqu'où peut les amener le régime parlementaire (...) le rapporteur du budget de la Guerre est un député de Paris, qui naturellement, vient voir souvent le ministre de la Guerre. Après quelques temps de conversation, nous voyons la porte nous séparant du Cabinet du Ministre s'ouvrir, et le ministre tendre une main avec un, deux ou trois doigts ouverts. C'est l'indication du nombre de billets de mille que je dois aller chercher chez le général Brault, détenteur des fonds secrets ».*

Par ailleurs, au Maroc il affirme être gêné d'accepter des cadeaux de la part des grands caïds. Il fustige aussi Paul Bert, résident général au Tonkin, qui organise des maisons de jeux à son profit. De même, le 29 mars 1919, il évoque sa rencontre avec deux députés bretons en mission : l'un d'eux veut en fait visiter les propriétés de sa femme roumaine « *aux frais de la princesse* ». La remarque peut sembler anti-parlementaire (les députés seraient prompts à utiliser à leur profit l'argent public) mais constitue un indice mince, qu'il faudrait pouvoir généraliser.

On constate que les carnets du maréchal regorgent de remarques négatives envers ceux qui doivent leurs postes à leurs relations ou envers les dirigeants pratiquant le népotisme. Ainsi, lorsque le frère du président de la République Jules Grévy[408] remplace le général Chanzy en Algérie, il note : «*La devise « à nous toutes les places » est déjà en action* ». Même si c'est une critique envers le président de la République, Grévy, on ne doit pas en déduire une opposition envers le régime.

408 Parlementaire républicain et président de la République entre 1879 et 1887 où il doit démissionner pour un scandale de décorations, son gendre étant accusé de trafic d'influence.

Et pourtant, Franchet d'Espèrey lorsqu'il est jeune officier fait jouer les relations de son père à de nombreuses reprises. Par exemple, lorsqu'il doit passer lieutenant en 1881, il écrit à un ami de son père M. Coulombeix, contrôleur général de l'armée, pour passer au 4e bataillon en Tunisie. De même, il n'hésite pas à aller voir ses anciens supérieurs pour demander une affectation. Il peut aussi s'appuyer sur son ami Le Chatelier qui, par exemple, demande pour lui le 20e CA en 1913[409].

Il ne semble pas appartenir au courant nationaliste au sens strict. Nulle obsession pour la « revanche », pas de remarques germanophobes en 1910 lorsqu'il assiste à une parade militaire allemande à Strasbourg. Certes, on peut trouver une remarque à ce propos lorsqu'il observe que le gouvernement italien entretient l'irrédentisme, alors que la France non[410]. Cela sonne comme un reproche mais qui reste léger. De même, lorsqu'il croise Marchand en allant en Chine, il est « *enchanté de le voir* »[411] mais ne note aucune remarque exaltée sur l'Empire ou la perfide Albion, et une fois à Pékin il a des relations cordiales avec les Anglais. Le patriotisme ne tourne pas à l'obsession et n'altère pas son jugement. Certes, c'est un homme de discipline et d'ordre, d'ailleurs il apprécie le Japon pour cela : « *on sent un pays commandé* »[412]. Il critique souvent la corruption ou les petits abus des élites politiques et militaires. Il pourrait donc sur certains aspects rejoindre le courant nationaliste, antiparlementaire qui fustige souvent la corruption des élites, comme le faisaient les partisans de Boulanger. Mais pourtant il n'a aucune sympathie pour eux. Lors de l'acmé du boulangisme, il est choqué qu'un capitaine réponde « *on obéit oui ; mais on peut arriver en retard* » lorsqu'on évoque son rôle pour la répression éventuelle de troubles venus des partisans du « général revanche ». De plus, lors du départ de Boulanger, le 1er avril 1889, craignant un coup de force, il est de garde et son revolver est chargé « *en pensant à la conjuration de Malet* ». Enfin, il rencontre Driant, le gendre de Boulanger et n'éprouve aucune sympathie pour lui, le trouvant « *trop*

409 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à Le Chatelier du 16 avril 1913.
410 Gastines, *Carnets, op cit*, 2 octobre 1899.
411 *Ibid,* 2 septembre 1900.
412 *Ibid,* tome 1, livre 1, chapitre 17, titre 3.

plein de lui-même ». La discipline et le sens de l'obéissance propre au militaire sont bien assimilés chez lui.

Il faut admettre, si on veut élaborer une histoire fondée sur des faits, que Franchet d'Espèrey n'a pas un parcours d'officier très conservateur, encore moins réactionnaire. Au contraire, il fait preuve d'une grande ouverture d'esprit, tant dans ses amitiés que dans ses centres d'intérêts. Par ailleurs, il ne s'entend guère avec des militaires a priori plus proches de ses idées. Il est très critique avec Foch dans ses carnets, dénonçant souvent son manque de vision stratégique. Il n'est pas plus proche de Mangin, qu'il a eu sous ses ordres au Maroc, ceci expliquant peut-être cela tant Mangin est un subordonné compliqué.

Néanmoins, ses proches relations politiques s'inscrivent dans l'optique d'une république modérée, et non socialiste. Non que l'homme soit hostile par principe à la question sociale ou favorable à une répression sévère des classes dangereuses. Lorsqu'en avril 1906 un bataillon du 60e régiment qu'il commande est dirigé sur le bassin Bruay[413] (avec d'autres bataillons, les effectifs militaires s'élevant à 3 500 hommes), il interdit formellement de charger les armes et fait disperser avec doigté, les petits groupes qui se réunissaient. Ce qui lui vaut un témoignage officiel de satisfaction du ministre de la Guerre en date du 18 mai 1906 : « *pour le zèle, le dévouement et les qualités dont il a fait preuve dans l'accomplissement de sa mission aux grèves dans le bassin houiller du Pas-de-Calais* »[414].

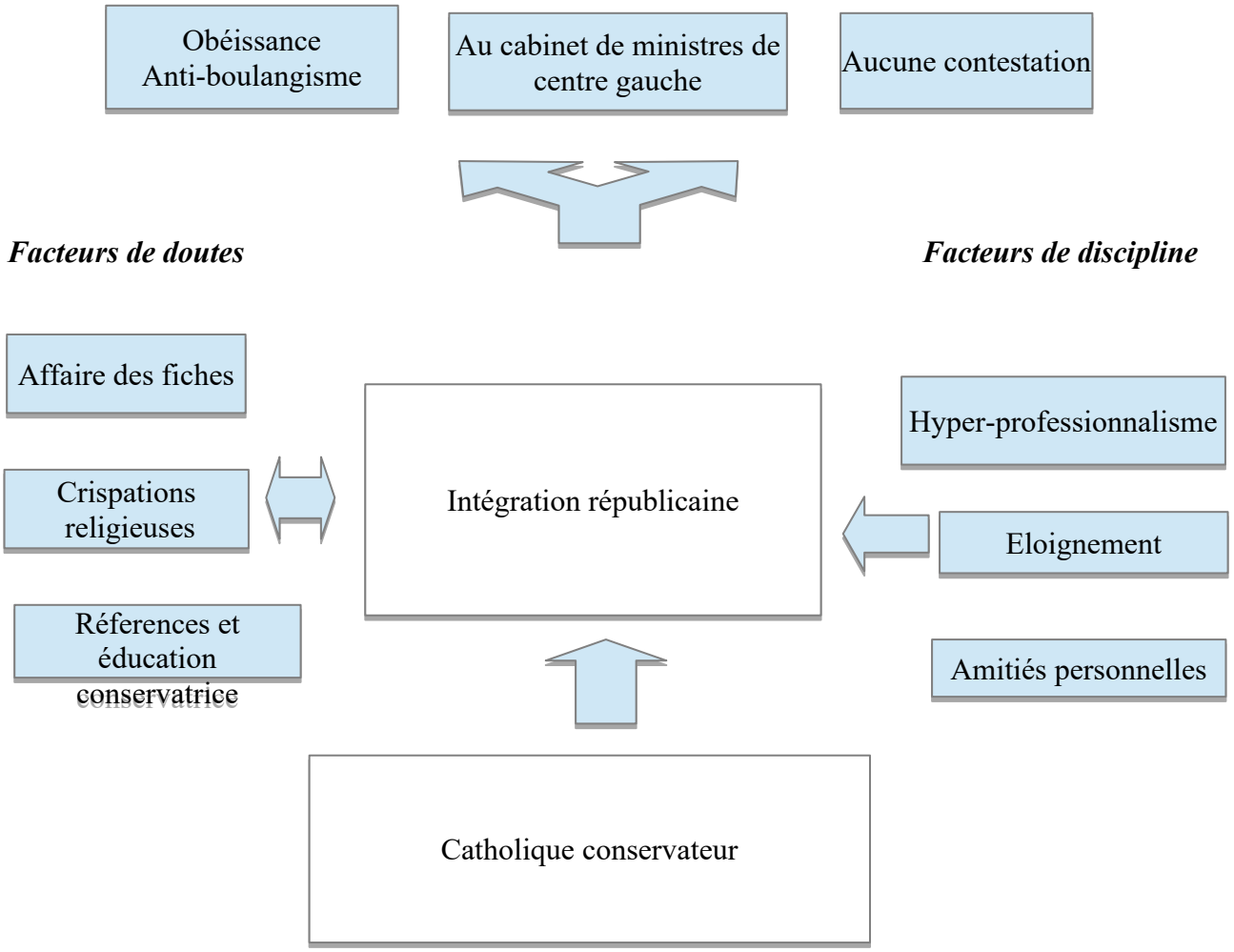
En fait, Franchet d'Espèrey fait ce qu'il estime être son devoir avec une grande fidélité, un grand loyalisme qu'il résume ainsi dans un de ses ouvrages : « *entre la nation et les cadres de l'armée un accord tacite s'est établi, les gouvernements ne demandant pas compte aux officiers de leurs sentiments intimes, ceux-ci, de leur côté, faisant abstraction de leurs préférences politiques et servant loyalement la patrie sans se préoccuper de la forme du gouvernement et de ses tendances*

413 Bassin dans le Nord-Pas-de-Calais comportant huit sites de production de charbon.
414 SHD 9YD 534.

politiques et religieuses »[415]. Même les affres du combisme et des fiches ne remet pas en cause ce professionnalisme radical[416]. Dans ses carnets il énonce régulièrement qu'il ne fait pas de politique, comme au Maroc en 1912 ; de même, il admire les militaires qui savent rester apolitiques comme le général Brault, chef de cabinet de Freycinet. Il a des relations correctes avec Joffre, un général républicain. Le schéma ci-joint permet de synthétiser sa position.

415 Franchet d'Espèrey, « Du Directoire à la guerre de 1914 », *in* Hanotaux, *Histoire de la nation française,* vol 8, *Histoire militaire et navale,* Paris, 1927, p. 448.

416 Terme et analyse que j'emprunte à Bernard Boëne, « La spécificité militaire conduit-elle à l'apolitisme », *in,* Forcade, Duhamel, Vial, *« Militaires en République 1870-1962, les officiers, le pouvoir et la vie publique en France »*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999.



La position politique de Franchet d'Espèrey avant la Première Guerre mondiale

Partie 2 : Commander : Franchet d'Espèrey dans la Grande-Guerre et ses suites

I - Les débuts de la Grande Guerre

Comme pour tout officier de sa génération, la Grande Guerre est un paroxysme pour Franchet d'Espèrey. Certes il n'est pas surpris du déclenchement du conflit. Déjà au Maroc il s'inquiétait de rater le début de la guerre en Europe. En effet, depuis les années 1910, l'Europe connaît un regain de tensions, dans les colonies ou dans les Balkans.

Commandant en 1914 le 1er CA à Lille, Franchet d'Espèrey joue un rôle important dès le départ de la campagne. Il monte ensuite régulièrement en responsabilités. Il peut alors déployer les qualités entrevues lors des inspections des vingt dernières années tout en se confrontant aux problématiques nouvelles de la guerre industrielle.

Étudier la période pendant laquelle Franchet d'Espèrey exerce des responsabilités majeures permet d'évaluer tout un pan de l'histoire militaire française. Pour ce faire, on peut compléter les sources militaires classiques, par le riche carnet du général ; même si ce dernier a été retravaillé bien après la fin de la guerre, il livre des informations abondantes et subjectives sur le rôle de Franchet d'Espèrey, sur son ressenti. Ainsi, il ne s'agit pas uniquement de rédiger une nouvelle histoire de la guerre, en se concentrant certes sur l'activité de Franchet d'Espèrey mais de dessiner, de se figurer, quel rôle un général français de haut niveau joue vraiment dans les opérations, quelles sont les difficultés qu'il rencontre, comment il doit s'adapter à cette guerre nouvelle et impensée.

Tout en rappelant les principaux faits de son action, il s'agit donc de préciser comment il a vécu et agi dans cette guerre ; en découpant la période en trois. En effet, le début de la guerre et la bataille de la Marne et ses conséquences voient Franchet d'Espèrey monter en grade et participer au

sauvetage « *miraculeux* » sur la Marne, tandis que l'armée se réforme. Puis, il doit s'adapter du mieux possible à la guerre de tranchées. Enfin, arrivé aux plus hauts postes de l'armée, il doit fébrilement traverser les années de crise de 1917-1918 en métropole.

A) De la Belgique aux conséquences de la bataille de la Marne

1) Les diverses opérations

Tout d'abord, début août, il est temps d'achever la mobilisation et de se préparer à l'action. Franchet d'Espèrey et le préfet du département du Nord décident de ne pas écrouer préventivement les leaders socialistes et pacifistes inscrits, comme l'avait envisagé le gouvernement (ils étaient énumérés sur un carnet B spécifique)[417]. En effet, à part deux ou trois espions arrêtés (ou supposés tels, on retrouve régulièrement dans les carnets une certaine phobie de l'espionnage), la situation est calme, les réservistes rejoignent leurs corps sans difficulté. Les troupes ne doivent cependant pas s'approcher de la frontière belge afin de ne pas paraître comme l'agresseur, rôle qu'on entend laisser aux Allemands. Le deux août, Joffre envoie aux 1er et 2e CA l'ordre d'éviter absolument tout incident de frontière[418]. L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 du même mois. Le 4, les Allemands envahissent la Belgique, la France peut alors légitimement « voler à son secours » et rassurer la Grande-Bretagne.

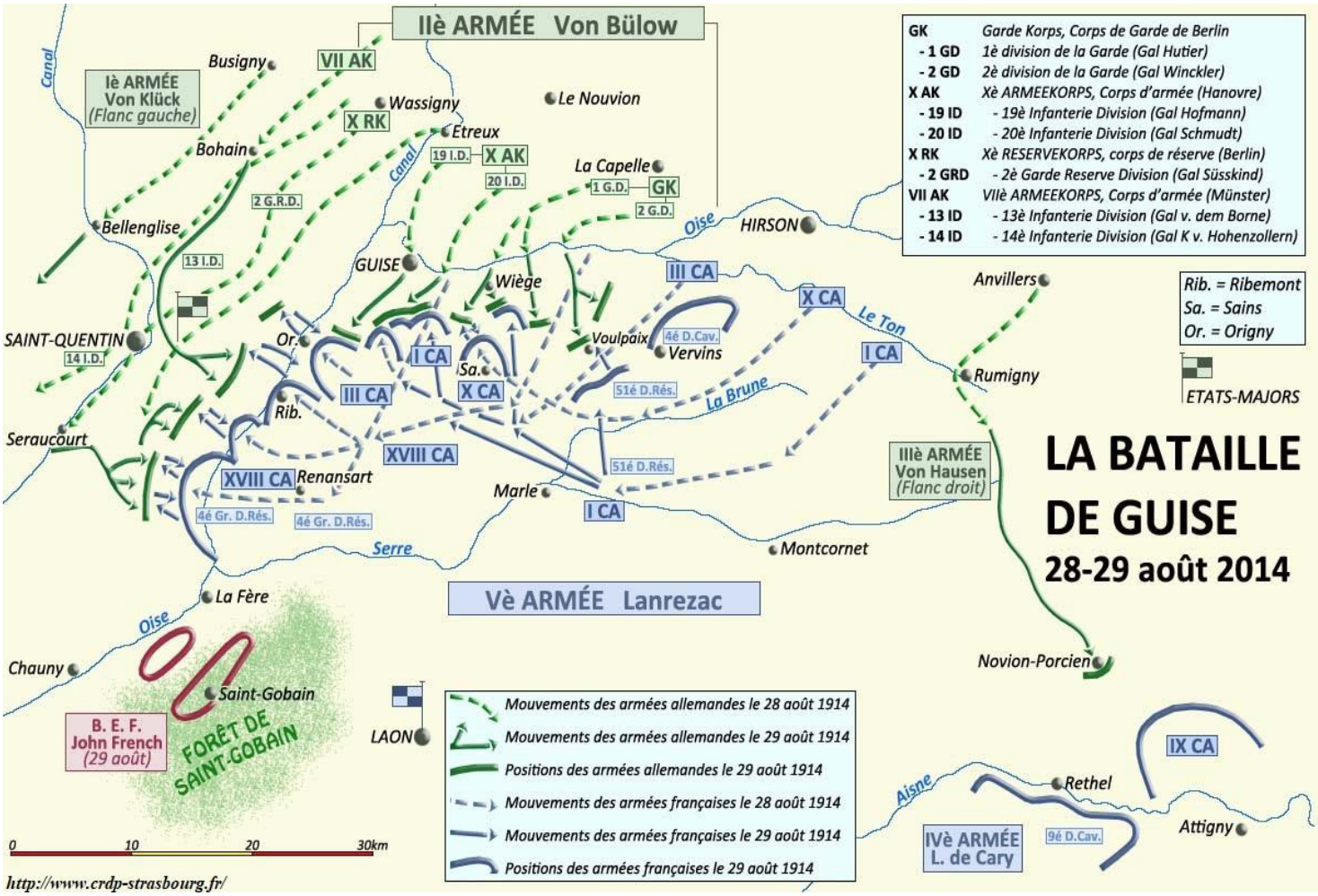
Le corps d'armée s'est alors positionné à Aubenton dans l'Aisne. Il se met en marche le 9 août avec la Meuse comme objectif, s'installe autour de Dinant en Belgique et s'oriente vers l'est afin d'attendre les Allemands dont Joffre minimise grandement les forces. Le quatorze août, il affirme à Lanrezac qui s'inquiète d'un éventuel débordement de la gauche française par les troupes allemandes que « *les Allemands n'ont rien de prêt par là* »[419]. En fait, le commandement français sous-estime l'appel aux réservistes allemands et s'accroche à son plan qui est d'attendre

417 Gastines, *Carnets, op cit,* 2 août 1914.
418 Voir Grandhomme, *Berthelot, du culte de l'offensive à la stratégie globale, op cit,* p. 248.
419 Lanrezac, *Le plan de campagne français et le premier mois de la Guerre*, Paris, 1920, pp. 77-78.

l'engagement des forces germaniques afin d'attaquer au centre de leur dispositif. Dès le 15, deux divisions de cavalerie allemandes qui cherchent à passer le pont sont repoussées mais les Allemands se révèlent être en grand nombre comme il le souligne : « *suis fortement engagé sur Meuse devant Dinant (...) je suis engagé contre un corps d'armée ennemi couvrant le mouvement de plusieurs autre corps* »[420]. Franchet d'Espèrey entend le siège de Namur et constate son évacuation par les Belges à partir du 23, ce qui décide de la retraite française qui débute le lendemain.

Cependant, il doit interrompre sa propre retraite pour contre-attaquer avec le reste de l'armée. Cela doit permettre de gagner du temps, d'assurer la retraite des autres armées françaises et du corps britannique, notamment son premier corps très éprouvé, et de continuer de couvrir la gauche de la 5e armée[421]. Franchet d'Espèrey réorganise ses troupes le 28[422]. L'attaque débute le 29[423] et la bataille de Guise dure jusqu'au 30. Le 29 au matin, à 6 heures, l'attaque en direction de Saint-Quentin progresse facilement mais se heurte à 10h 30 à une forte attaque allemande. Le 1er CA change alors sa direction d'attaque : au lieu d'avancer vers Saint-Quentin, il s'engage au nord afin de repousser les Allemands. « *Il est urgent pour le 1er corps de s'employer dans les meilleures conditions à rejeter dans l'Oise les forces qui en ont débouché et attaquent le 10e corps* »[424]. Il y parvient à la fin de la journée. Franchet d'Espèrey avait préparé une offensive à l'aube du 30 mais doit l'annuler. En effet, l'armée britannique ainsi que la 4e armée se retirent et vont découvrir les flancs de la 5e armée. Cette dernière se replie donc en bon ordre à partir de 10 heures, le 30 août. Cette victoire, la seule d'août 1914, atteint son objectif, Von Bulöw aurait perdu 10 000 hommes et dut appeler à l'aide les Ière et IIIe armées allemandes voisines ; en tout cas il perd une journée et demie à se réorganiser ce qui donne aux Français la possibilité de s'échapper.

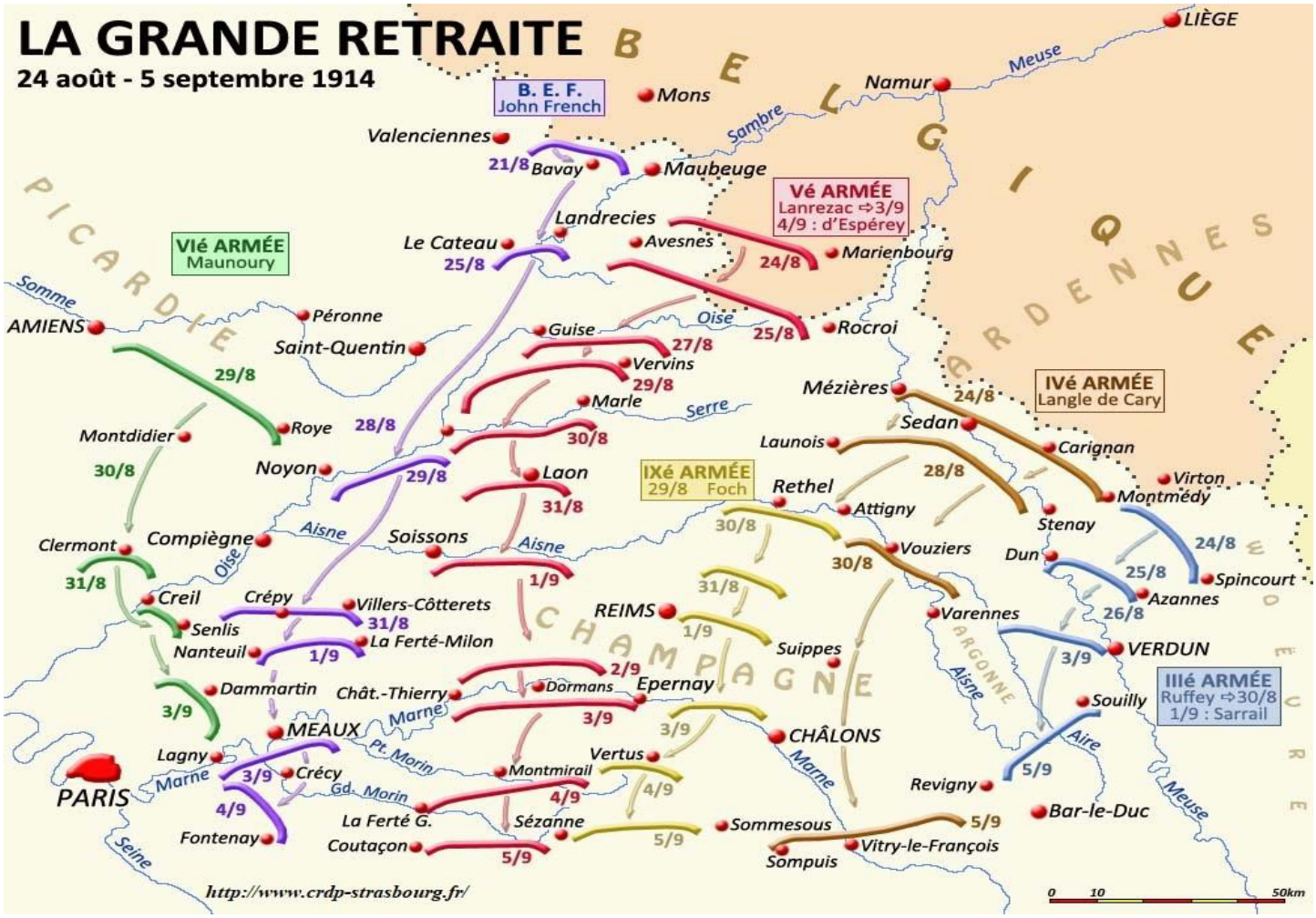
420 AFGG tome 1, vol 1, annexe 326, p. 324, Corps Franchet d'Espèrey à l'armée du 15 août.
421 AFGG tome 1, vol 2, annexe 800, p. 538, G.Q.G à la mission française près de l'armée britannique. On évoque « une vigoureuse attaque ».
422 AFGG tome 1, vol 1, annexe 894, pp. 596-598, Franchet d'Espèrey ordre général n°29.
423 AFGG tome 1, vol 1, annexe 1076, pp. 717-718, Franchet d'Espèrey ordre général n°30.
424 AFGG tome 1, vol 1, annexe 1248, ordre téléphone à Franchet d'Espèrey n°333, 13 heures, 29 août 1914.



Le 1er CA continue alors sa retraite dans des conditions très difficiles, marches de nuit, routes encombrées. Les Allemands talonnent les Français (Franchet d'Espèrey écrit le 2 : « *les ennemis nous rattrapent* ») et tirent épisodiquement sur l'arrière-garde composée principalement du 6e Chasseurs et d'une brigade, à tel point que l'état-major s'inquiète de ne pouvoir utiliser la 5e armée pour une contre-offensive. Le 1er septembre, il traverse la Marne. Les Français sont en plein repli, la confusion règne mais ils ne sont pas battus. Franchet d'Espèrey va même jusqu'à affirmer « *ce qui a le plus souffert c'est le moral des généraux* »[425], ce qui semble un peu excessif. Son action est saluée par une citation à l'Ordre n°7 de la 5e armée du 1er septembre 1914 : « *dans les circonstances très difficiles que l'Armée a traversées depuis le 20 août, a montré un sang-froid, une énergie et un coup d'œil exceptionnels, en maintenant son corps d'Armée en ordre et prêt à*

425 Ibid, 3 septembre 1914.

*attaquer partout où il le fallai*t »[426].



Le 3 septembre 1914, il rencontre Joffre à Chichey, au sud de Sézanne, et ce dernier lui donne le commandement de la 5e armée. Franchet d'Espèrey affirme dans ses carnets qu'il aurait déjà dû rencontrer le général en chef français le 31 août mais qu'il y eut contre-ordre. Franchet d'Espèrey raconte avoir accepté avec modestie ; à Joffre qui lui demande s'il se sent capable de commander l'armée il aurait répondu : « *tout autant qu'un autre, plus on monte, plus c'est facile. On a plus d'aide et de meilleure qualité* »[427]. Malgré cette fausse modestie, qu'on retrouve d'ailleurs assez souvent dans les carnets, alors qu'on y lit un Franchet d'Espèrey très critique envers ses

426 SHD 9YD534.
427 Gastines, *Carnets, op cit*, 3 septembre 1914.

contemporains, il s'estime taillé pour ce rôle de par la réussite relative de la retraite en Belgique et note d'ailleurs qu'il « *laisse* (à son successeur) *un CA en bon état* »[428]. Cependant, Joffre ne lui aurait donné aucune information sur la situation générale. Le général en chef n'avait pas communiqué aux chefs d'armée son plan offensif, mais lui aurait enjoint de rétablir une bonne relation avec les « *Anglais* », ce que Franchet d'Espèrey estime facile car il connaît leur chef le maréchal French depuis 1909. D'ailleurs Joffre annonce à French le changement de commandement de la 5e armée en ces termes : « *je suis sur qu'il résultera de votre collaboration au combat les meilleurs résultats* »[429].

Franchet d'Espèrey est capable d'une grande diplomatie et s'entend très bien avec les Anglais qu'il rencontre dès le 4 septembre ; mais aussi d'une certaine brutalité avec ses subordonnés : à un commandant qui se plaint de la fatigue et de l'impossibilité d'obéir aux ordres il répond directement : « *la consigne c'est marche ou crève* »[430]. Au moins a-t-il saisi l'importance du moment où Joffre prépare une contre-attaque.

Le 4 septembre, il rencontre deux officiers d'état-major de French, dont le 1er chef d'état-major. Les Anglais affirment pouvoir attaquer mais seulement à partir du 6. Dans ses mémoires, il s'accorde la paternité du plan général de la gauche française en rédigeant sur un coin de table les ordres pour les préparatifs du 5 et l'attaque du 6 : « *c'est moi qui ai rendu possible la bataille de la Marne et ai dressé l'engagement des quatre armées de gauche* »[431]. Il s'agit pour la 5e armée de continuer à rétrograder avant de se préparer à reprendre l'offensive, tandis que l'armée britannique pivote pour faire face à l'est ; les axes d'attaque seraient Montmirail pour les Français et Château-Thierry pour les Britanniques. Il précise dans ses notes qu'il a bien saisi que les « *Anglais ne marcheront pas* »[432] s'ils ne sont aidés par la 6e armée française qui doit couvrir leur gauche et que lui-même se prépare à devoir aider Foch. Il est difficile d'évaluer s'il s'agit d'une écriture

428 Ibid.
429 AFGG tome 1, vol 2, annexe 2322, p. 654, lettre de Joffre au maréchal French, 4 septembre 1914.
430 Gastines, *Carnets, op cit*, 3 septembre 1914.
431 Ibid, 4 septembre 1914.
432 Il faut souligner qu'ils ont été sévèrement accrochés le 23 août 1914 à Mons.

rétrospective, mais en toute logique, Franchet d'Espèrey a bien compris que toutes les armées devaient se joindre les unes aux autres pour être capables de s'épauler. C'est d'ailleurs cette incapacité allemande, le trou entre leurs Ière et IInd armées, qui engrena leur retraite. En tout cas cette rencontre sert de base ensuite à Joffre pour cette partie de la bataille de la Marne[433].

Néanmoins rien n'est assuré, en effet, il estime que « *la situation de la 5e armée n'est pas brillante* »[434]. En effet, la 5e armée est probablement celle qui a eu le plus long trajet et elle semble épuisée, ce qui inquiète Joffre et lui fait dans un premier temps considérer qu'il faut n'attaquer que le 7 septembre, après qu'elle a pu récupérer[435]. Franchet d'Espèrey juge que les divisions du 4e GDR, composées de réservistes, ne pourront constituer au mieux que de très médiocres réserves ; de plus, une partie des corps d'armée continue à reculer, le 4 tout en combattant. Ainsi, le 18e CA doit se replier de nuit à travers les champs, sa division d'arrière-garde étant sévèrement attaquée ; le 5 septembre, ce corps d'armée est coupé en deux mais heureusement les Allemands se contentent tout le long de la retraite d'utiliser exclusivement leur artillerie et fatiguent eux aussi.

Le 5 septembre, les corps d'armée se placent en face de leurs objectifs, la décision d'attaque a été prise le 4 au soir. Dans ses carnets, Franchet d'Espèrey précise son plan de bataille : il s'agit d'attaquer en oblique par sa droite entre les Ière et IIe armées allemandes, avec huit divisions en première ligne et trois divisions supplémentaires en réserve situées à gauche en retrait. Néanmoins, il éprouve une certaine inquiétude lorsqu'il constate que les Britanniques continuent à se replier, à cause d'un retard dans la transmission des ordres. Il considère que ce retard d'une journée a des conséquences importantes dans le déroulement de la bataille. D'ailleurs, s'il remplit avec efficacité la mission confiée par Joffre de retisser de bons liens avec eux, il ne les apprécie guère: « *jugeant les autres d'après eux-mêmes, les Anglais n'ont aucune confiance dans leurs alliés* »[436].

433 AFGG tome 1, vol 2, annexe 2332, p. 66, lettre du lieutenant-colonel Brécard au chef de la mission française auprès de l'armée britannique du 4 septembre 1914.
434 Ibid.
435 Rémy Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 239.
436 Gastines, *Carnets, op cit,* 6 septembre 1914.

La bataille de la Marne est amplement connue, on peut donc la résumer et suivre au plus près Franchet d'Espèrey.

Le 6 septembre 1914, l'attaque est générale sur tout le front et oppose plusieurs armées et des centaines de milliers d'hommes. La 5e armée de Franchet d'Espèrey est située au centre gauche du dispositif français. Dès le premier jour, elle obtient des succès, en prenant notamment le village de Vieux-Maisons, et Franchet d'Espèrey envoie un officier de liaison à l'état-major britannique pour l'en informer (ou pour les pousser car, écrit-il, *ils n'ont personne devant eux*). French lui répond alors à 20h : « *je vous remercie de votre très aimable lettre (...) nos armées n'ont rencontré que faible opposition* »[437]. Les succès ne semblent pas cependant si simples et le commandant de la 5e armée insiste sur l'obligation que les diverses unités ont de se lier les unes aux autres et de coordonner leurs efforts[438]. Le 7, les signes du retrait allemand sont certains et, pour le commandant français, il s'agit « *d'exploiter le succès* » par une avancée générale. La 5e armée doit alors repousser l'ennemi par-delà le Grand et Petit Morin. Néanmoins, il doit réorganiser son armée car, si sa gauche (les Britanniques et la 6e armée) progresse convenablement, sa droite est en difficulté (9e armée de Foch). Il oriente alors trois des CA qui marchaient plein nord, vers le nord-est. S'il apprend le 8 septembre la capitulation de la place de Maubeuge, qui livre 40 000 prisonniers aux Allemands et leur permet de libérer des troupes, il constate à Sézanne l'arrivée de centaines de prisonniers Allemands et son armée avance bien.

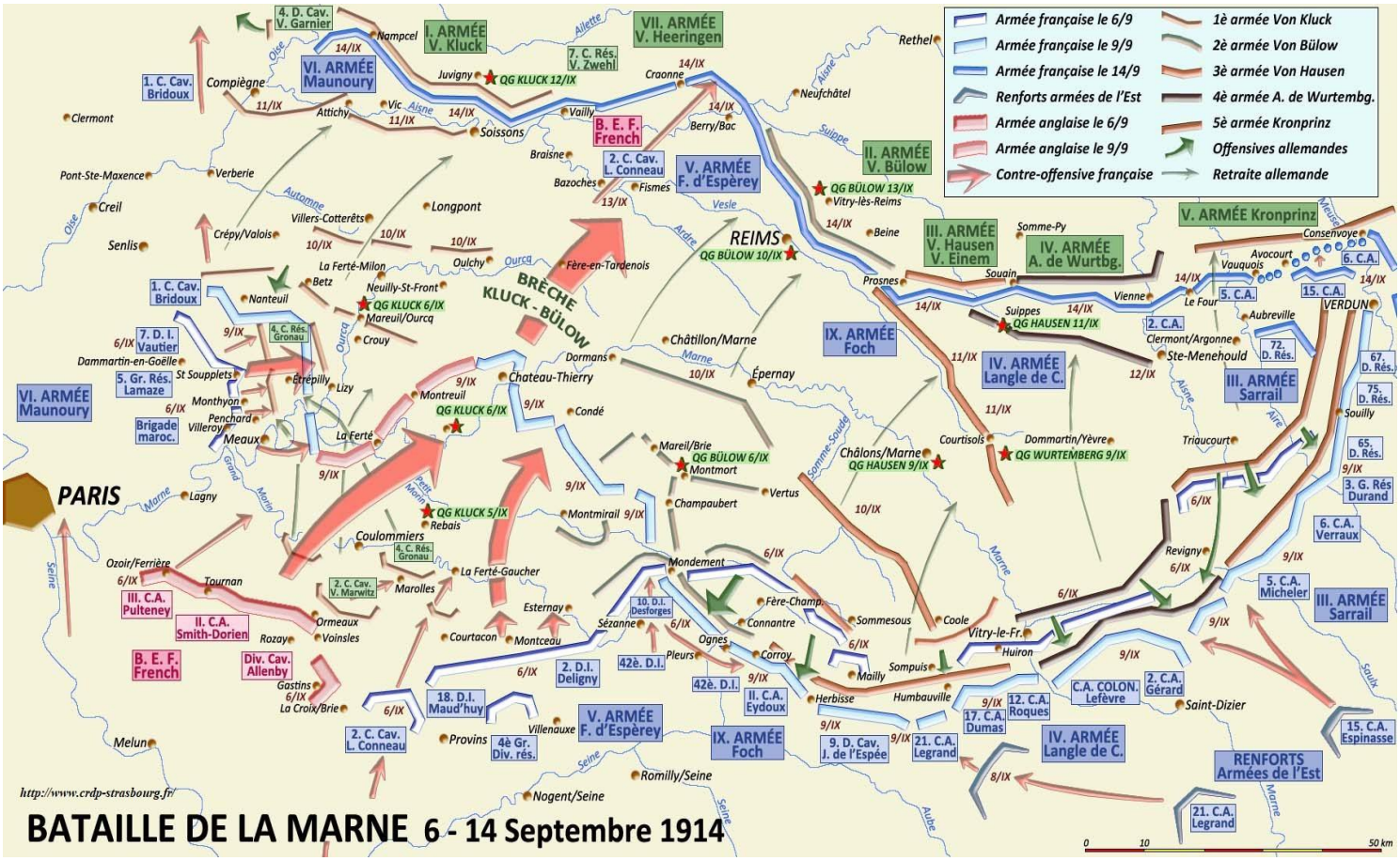
Cependant, une partie de la bataille se joue à sa droite, où la 9e armée de Foch est en situation critique. Franchet d'Espèrey se voit donc confier une triple mission : appuyer à sa gauche les Britanniques, marcher tout droit avec le gros de ses forces et appuyer sa gauche ; il l'exprime ainsi dans ses carnets : « *je dois m'écarteler sur un front de plus de 40 km en prenant l'offensive dans trois directions divergentes* »[439]. Foch étant en grand embarras, Franchet d'Espèrey place alors

437 AFGG tome 1, vol 3, annexe 3, n°762, p. 542, lettre de French à Franchet d'Espèrey du 6 septembre 1914.
438 AFGG tome 1, vol 3, annexe 3, n°892, p. 630, lettre de Franchet d'Espèrey du 6 septembre 1914 aux chefs de corps.
439 Gastines, *Carnets, op cit*, 8 septembre 1914.

directement deux divisions sous ses ordres.

Malgré la difficulté de déplacer les divisions en pleine bataille pour leur assigner de nouveaux objectifs, la retraite allemande s'accélère. C'est ainsi que Franchet d'Espèrey découvre le château de la Rochefoucauld, servant d'état-major à une armée allemande, où la table est encore dressée et où de nombreux papiers sont abandonnés. Néanmoins, il doit toujours soutenir les Britanniques, « *nos alliés sont vraiment bien inquiets* » note-t-il[440]. Il est vrai que les Britanniques avancent lentement alors qu'ils n'ont pas d'opposition mais leurs déconvenues en Belgique les ont rendus un peu timorés. En tout cas, il considère que : « *c'est la victoire, l'ennemi est coupé en deux* »[441]. Dans ses carnets, il affirme cependant adoucir la fanfare de l'ordre du jour général car : « *si nous sommes vainqueurs sans conteste, l'ennemi n'est pas terrassé* »[442]. Malgré des milliers de prisonniers, dont un bataillon entier de la 74e division de réserve allemande « oublié », il affirme rester prudent : « *je ne me fais pas d'illusions sur l'importance de notre succès* »[443].

440 Ibid, 9 septembre 1914.
441 Ibid.
442 Ibid.
443 Ibid.



Le 10 septembre la poursuite continue, et les Français capturent environ 800 déserteurs allemands, il affirme alors « *l'ennemi a été battu plus que nous ne pensions* »[444]. Mais cette course ne ressemble en rien à un hallali, elle est lente notamment parce que le 10e CA et la 9e armée sont en retard ; enfin dès le 13, l'artillerie allemande prend à partie les unités françaises.

La 5e armée doit dégager Reims par l'ouest mais n'y entre que le 13, le 12 ayant été un jour de répit.

Les combats reprennent brutalement le 14 septembre, l'avancée ralentit et est réorientée plein nord alors que la 5e armée doit aussi se couvrir face à l'Est. Le 15, Craonne est pris sur le « Chemin des Dames ». Les combats durent plusieurs jours et, le 22, les pertes s'élèvent à 13 000 hommes. Foch doit même aider la 5e armée violemment attaquée. En effet, Franchet d'Espèrey écrit à Joffre que son armée: « *subit des pertes incessantes depuis 5j (...) il lui est impossible de*

444 Ibid, 10 septembre 1914.

progresser en face des travaux ennemis, et d'une artillerie qui ne peut être contre battue »[445]. Certaines unités sont très affaiblies telle la 53e DR qui n'a plus que 3 500 hommes sur un effectif théorique de 10 000[446]. Les effectifs sont alors évalués pour la 5e armée à 4 876 officiers et 198 409 hommes. Si on prend le cas du 1er CA que commandait Franchet d'Espèrey, il a perdu entre août et fin septembre environ 290 officiers et 13 000 hommes et se compose le 21 septembre de 840 officiers et 35 000 hommes (il a reçu mi-août un renfort de 5000 hommes)[447]. Les 26 et 27, les Français du 3e CA doivent encore se défendre face à une forte attaque allemande lors de la bataille de l'Aisne[448]. Le 30 septembre, une dernière attaque française est aisément repoussée, la guerre s'enlise et les soldats s'enterrent.

Franchet d'Espèrey est élevé au grade de grand officier de la Légion d'honneur en décembre 1914 avec l'appréciation suivante : « *par sa fermeté vigilante, a fait du corps d'Armée qu'il commandait en temps de paix une unité de guerre qui, dès le début des opérations, a obtenu des résultats exceptionnellement brillants. Placé à la tête d'une armée, a fait preuve des plus belles qualités de vigueur, de décision et de réelles aptitudes manœuvrières* »[449].

2) L'action d'un officier supérieur

Les carnets de Franchet d'Espèrey permettent d'appréhender son inlassable activité et de rentrer dans la vie d'un chef de corps ou d'armée.

Une de ses priorités à ce titre est d'améliorer les transports qu'il juge insuffisants ou mal organisés. Le 10 août, il fait confisquer des bicyclettes. Régulièrement il s'occupe des détails du mouvement des troupes. Il faut dire que leur masse impressionnante entraîne souvent des difficultés. Les routes sont souvent embouteillées, comme le 22 août, ou encombrées de civils

445 AFGG tome 1, vol 4, annexe 1, n°439, p. 407, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 18 septembre 1914.
446 Gastines, *Carnets, op cit,* 22 septembre 1914.
447 SHD 22N2, lettre GQG à Franchet d'Espèrey, 21 septembre 1914.
448 AFGG tome 1, vol 4, annexe 2, n°1487, p. 296, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 27 septembre 1914.
449 SHD 9YD534.

belges qui fuient le 23. De plus, les marches ont parfois lieu de nuit, comme lors de la retraite vers la Marne, par exemple le 31 août. Enfin, routes et ponts manquent parfois : le 24 août, les troupes passent à travers les bois par deux chemins aménagés par le génie ; le 1er septembre il faut traverser la Marne par un pont de bateaux. Cet aspect est fondamental dans son travail, il y apporte un soin constant. Ainsi, il fait lui-même encadrer les routes par la prévôté pour éviter la confusion le 5 septembre afin que toutes les troupes soient prêtes à attaquer le 6.

Il porte aussi un intérêt tout particulier pour le renseignement. Dans ce domaine, il est peu satisfait de la cavalerie, et note le 9 septembre qu'elle ne lui fournit aucun renseignement. Il faut dire que depuis la Belgique les marches ont été incessantes, les hommes et chevaux sont épuisés.

Pour compenser, il utilise largement l'aviation. Dès le 11 août, celle-ci aperçoit les colonnes ennemies. Inversement, lors de la poursuite, le mauvais temps gêne beaucoup l'aviation qui ne peut pas fournir assez d'informations. Devenu chef d'armée, il fournit deux avions à chaque CA[450]. Il souligne aussi que les Allemands sont en avance en termes de collecte d'informations. Non seulement, ils observent régulièrement les troupes françaises mais ils communiquent directement par signaux les positions françaises à l'artillerie. Franchet d'Espèrey améliore la communication en employant des messages lestés.

Cet intérêt pour le renseignement ne semble pas toujours compris par tous. Le 17 août, un avion s'écrase dans les lignes françaises avec, à son bord, une carte montrant le mouvement des divers CA allemands. Il envoie alors les documents au QG de l'armée où on ne le croit pas, et on lui rétorque que : « l*a Ière armée allemande est en Russie* ». Lanrezac lui répond même sèchement qu'il « *l'engage à penser les renseignements qu'il lui envoie* »[451]. Même si dans ses carnets Franchet d'Espèrey est très critique envers son ancien chef, il est incontestable que ce dernier a développé et bien utilisé l'aviation ; par exemple, elle lui prouve que les armées allemandes sont en pleine retraite

450 Gastines, *Carnets, op cit*, 4 septembre 1914.
451 Ibid, 17 août 1914.

le 7 septembre, ce qui lui permet d'avancer « *sur toute la ligne, pour exploiter le succès* »[452]. Enfin, les déserteurs alsaciens fournissent aussi des informations[453].

Tout au long des mois d'août et de septembre, Franchet d'Espèrey émet de nombreux reproches envers les généraux qui le commandent ou qu'il commande. Il participe alors à la réorganisation du commandement français.

Dès le 3 août il critique le lieutenant-colonel Pardieu, commandant la place de Lille. Ce dernier est accusé d'avoir participé à l'Affaire des fiches, de faire rentrer des députés à son état-major afin de préparer sa carrière politique, et enfin d'avoir désorganisé la défense de Lille (on doit observer qu'il nous faut prendre un recul nécessaire avec les *Carnets*, car Franchet d'Espèrey cherche à expliquer la reddition rapide de Lille, largement désarmée, en octobre 1914 par des lacunes intrinsèques de son commandant qu'il note le 3 août). Il dénonce aussi régulièrement un jeune lieutenant-colonel[454] du 33e régiment d'infanterie qui alterne entre volonté offensive et panique. Le 15 août, ce dernier occupe sans ordre la citadelle de Dinant en Belgique, de l'autre côté du fleuve qu'il doit garder, mais il ne peut la défendre et doit se replier en toute hâte, entraînant même un autre régiment dans sa fuite : « *troublé par ce baptême du feu, il m'annonce que son régiment est anéanti, il le retrouvera le lendemain* »[455]. Il l'accuse d'être responsable de la majorité des 1 075 morts de la journée du 15 août. Enfin, il lui reproche de perdre des hommes dans des combats inutiles lors de la retraite : le régiment est « *entraîné par son colonel dans un combat sans intérêt* »[456].

Sa correspondance permet de voir qu'il analyse les opérations dans le détail et admoneste les responsables, par exemple à propos de l'échec d'un régiment de Sénégalais :

452 Ibid, 7 septembre 1914.
453 Ibid, par exemple, le 15 septembre 1914.
454 Il s'agit du lieutenant-colonel Jean Paul Ernest Stirn. saint-cyrien, il effectue une grande partie de sa carrière à l'état-major. Général de brigade en mai 1915, il est tué peu de temps après.
455 Gastines, *Carnets, op cit*, 16 août 1914. À noter que le journal de marche et d'opération, passe sous silence l'excès de zèle et la retraite rapide du régiment et minore les pertes.
456 Ibid,30 août 1914.

« *un seul bataillon a été réellement engagé sur un terrain «inconnu de ses chefs […] on peut remarquer qu'il eût peut-être été possible d'amener sur les lieux, dès la veille, le chef de bataillon et le capitaine. J'estime que l'opération pouvait et devait parfaitement réussir si elle eût été mieux conduite (…) le commandant de brigade n'a pas fait reconnaître les flancs de son unité. Or c'est un principe* (souligné) *d'en libérer l'unité chargée du coup de force, que ce soit bataillon ou CA. Le Général de Fonclare*[457] *a perdu de vue ce principe, c'est donc au commandement que revient en plus grande partie l'échec en ce point* »[458].

Sans nier les défaillances importantes des officiers, ces deux cas mettent en lumière une certaine subjectivité de Franchet d'Espèrey qui ne supporte clairement par tous ceux qui ont participé, réellement ou non, à la discrimination des officiers catholiques et conservateurs sous le général André. En effet, si le lieutenant-colonel Pardieu en octobre 1914 avait peut-être mal organisé la défense, il ne disposait que de quelques centaines de territoriaux contre un adversaire bien supérieur en nombre. Comment alors le rendre responsable ? Pour ce qui est de Stirn, il est cité à l'ordre de l'armée et promu colonel le 1er octobre 1914.

Malgré cette subjectivité, les cas d'impéritie semblent avérés. Ainsi, il cite celui du général Boutegourd[459] qui, le 23 août, se tient bravement sur la route alors qu'on y tire, mais qui ne donne aucun ordre et qui répète : « *Ah ! Si j'avais un bataillon de mes légionnaires* »[460]. On se demande d'ailleurs ce qu'ils auraient pu faire, car Franchet d'Espèrey nous apprend que son unité est sous le feu de l'artillerie lourde allemande et que les Français n'arrivent pas à la contre-battre. De telles attitudes se retrouvent dans de nombreuses sources, par exemple lors de la bataille des Frontières. Le 18 août 1914, il évoque un lieutenant-colonel du génie qui capitule trop vite après un bombardement à Charleroi. Il estime que le 4e GDR est spécialement mal encadré : un général a fait

457 Elie Riols de Fonclare, 1857-1944, saint-cyrien, il a participé à l'expédition de Tunisie et à celle du Tonkin. À partir de 1916, il commande un corps d'armée.
458 SHD 19N901, Franchet d'Espèrey au commandant du 1er CA, lettre du 21 octobre 1914.
459 René Boutegourd, 1858-1932, saint-cyrien, il participe à la campagne du Tonkin dans l'infanterie de marine, puis à celle du Dahomey.
460 Gastines, *Carnets, op cit*, 23 août 1914.

jeter aux hommes leurs sacs et leurs munitions dans le canal ; un autre abandonne des pièces de 155 ; un autre encore comprend mal le rôle des voitures qu'on lui fournit pour transporter ses hommes, et transporte ses unités fraîches alors que Franchet d'Espèrey souhaitait soulager les unités épuisées[461]. Les jugements sont sévères car hommes et chevaux sont à bout de forces.

Franchet d'Espèrey fait remarquer assez souvent que les officiers défaillants sont des officiers promus pour des raisons politiques par le général André et ses successeurs. Par exemple, le 5 septembre 1914, il mentionne le général Hache[462] qui est fatigué et découragé et affirme que ce dernier a eu « *des passe-droits sous le régime abject* ». Est-ce un jugement idéologique ? Bien que subjectif, la critique semble fondée. Rémy Porte note aussi que : « *les crises politiques et la volonté affirmée des gouvernements successifs de républicaniser l'armée ont joué un rôle important dans l'accession au généralat de nombreux officiers durant les dix à quinze années qui précèdent la Grande Guerre »*[463] et qu'ils ne sont pas tous compétents.

Joffre est très conscient de ces impérities répétées et décide, dans un décret du 15 août 1914, d'autoriser les chefs de corps à nommer des officiers à titre temporaire. Franchet d'Espèrey l'évoque le 30 août dans ses carnets et le 31, il nomme Pétain à la tête de la 6e DI.

Franchet d'Espèrey se montre aussi très critique envers ses pairs. N'est-il pas parfois trop dur ou motivé par des inimitiés personnelles, datant parfois d'après-guerre[464] ?

Tout d'abord, il y a le cas de son chef à la 5e armée, le général Lanrezac. Il l'accuse de ne pas savoir « *la tournure que prend la bataille* »[465], car le QG d'armée serait à deux étapes du CA de Franchet d'Espèrey[466]. Il développe ensuite dans ses carnets : « *Lanrezac est fort intelligent, nous*

461 Ibid, 4 septembre 1914.
462 Émile Hector Hache, 1850-1931, il dirige alors le 3e CA.
463 Rémy Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 218.
464 Même s'ils n'ont pas été publiés après la guerre, les carnets contiennent clairement des passages réécrits. Au jour le jour, les notes sont plus courtes, comme on le constate en lisant directement les carnets noirs où il note ses observations, et la version plus complète où on a de longs passages explicatifs ou jugements en partie rétrospectifs. Il suffit de comparer les carnets aux notes directes au jour le jour, numérisées dans C. de Gastines, *Témoignages inédits sur l'histoire, le pouvoir d'une santé de fer et d'une mémoire d'éléphant, Louis Franchet d'Espèrey, maréchal de France et voïvode de Yougoslavie*, Paris, 2007.
465 Gastines, *Carnets, op cit*, 28 août 1914.
466 Ibid, 29 août 1914.

avons toujours eu d'excellents rapports (...) Le douze août 1914 il a été impressionné par les blessés et le désordre, c'est pourquoi il commande de loin pour garder la tête froide (...) C'est une erreur à mon sens (...) c'est un excellent professeur, mais un chef de guerre médiocre, je n'ai pas senti son action personnelle »[467]. Heureusement qu'ils s'entendent bien ! Plus tard, il porte un jugement plus complexe dans la préface d'un livre traitant de la bataille de Charleroi, il évoque son ancien commandant en ces termes : « *pour la première fois Français et Anglais combattent ensemble, mais les désillusions réciproques nées de ce premier contact a manqué d'avoir sur toute la campagne une déplorable répercussion (...) Le maréchal French fut étonné de ne pas trouver chez Lanrezac tous les égards qu'il méritait (...) Lanrezac est un éminent professeur de stratégie, opposé aux conceptions du GQG, il le laisse trop voir (...) il a vu juste mais n'a pas réussi à s'imposer (...) il a su se dégager d'une forte attaque surprise, mais les Anglais se sont plaints à tort ou à raison, de ne pas avoir été prévenus* »[468]. Ses critiques peuvent paraître excessives.

En effet, si le commandement de loin est quelque peu handicapant, Lanrezac n'est pas le seul à le pratiquer, von Moltke fait exactement la même chose, et d'encore plus loin ; *a contrario* Joffre, lui, se déplace voir ses commandants d'armée régulièrement. Franchet d'Espèrey exprime dans ce jugement sa propre conception du rôle de chef, largement inspirée de son expérience coloniale alors que Lanrezac agit plus en stratège qui a besoin de recul. Cette proximité du terrain n'empêche d'ailleurs pas le général d'être totalement surpris en 1918 par une attaque allemande... Il nous semble en effet qu'on doive suivre Langle de Cary qui considère que : « *la bataille moderne, avec les effectifs engagés et l'étendue des fronts de combat, ne permet plus à un commandant d'armée d'embrasser le champ de bataille, ni d'aller voir lui-même le terrain. C'est un devoir que de rester à son GQG qui est comme le cerveau de l'action où tout doit aboutir* »[469]. La volonté de perfectionnisme de Franchet d'Espèrey, ainsi que son désir de surveiller l'exécution et le réalisme de

467 Ibid, 4 septembre 1914.
468 G. Gay, *La bataille de Charleroi, préface de Franchet d'Espèrey,* Payot, Paris, 1937.
469 Langle de Cary, Souvenirs de commandement, Paris, 1935, p. 137. Fernand de Langle de Cary, 1849-1927, saint-cyrien, il participe à la guerre franco-prussienne, il commande des corps d'armée avant la guerre. Rappelé de sa retraite, il se voit confier la 4e armée et est mis à la retraite début 1917.

ses ordres, sont louables mais risquent quelque peu d'être au détriment d'une certaine prise de hauteur et d'un surmenage.

Rémy Porte apporte une vision bien plus nuancée[470]. Il souligne au contraire que Lanrezac a réagi assez rapidement et décide vite de se replier, ce qui a permis de sauver son armée fortement compromise. On peut aussi souligner sa lucidité : dès le 14 août, il informe le GQG de la présence d'une forte masse de manœuvre allemande sur sa droite qui « *laisse penser à un mouvement enveloppant par les deux lits de la Meuse* »[471]. Il précise même : « j*e ne serai pas en repos avec ma conscience si je ne vous répétais encore devant la précision même de vos renseignements, que le transport de la 5e armée vers la région de Maubeuge me semble devoir être étudié et préparé dès maintenant* ». On voit donc que Lanrezac n'est pas du tout décalé de la réalité du terrain et reste lucide. Le problème vient de son manque de lien avec le corps expéditionnaire britannique (BEF). Le général Spears[472] raconte que, lorsqu'il demande au général Lanrezac si les Allemands peuvent franchir la Meuse, ce dernier lui répond : « *Dites au maréchal qu'à mon avis les Allemands sont allés à la Meuse tout simplement pour y pêcher à la ligne* »[473]. Il faut reconnaître que les Britanniques se replient aussi sans l'en informer, comme le 29 août, alors que les Français se préparent à attaquer. Berthelot souligne aussi dans ses souvenirs que le général manque de tact[474]. En fait, on assiste à une incompréhension entre les deux pays. Le corps expéditionnaire britannique ne compte que de 70 000 hommes professionnels et non remplaçables dans l'immédiat faute de conscription au Royaume-Uni. Ils ont sévèrement accroché la Ire armée allemande à la bataille de Mons le 23 août, en lui affligeant bien plus de pertes qu'ils n'en ont subi (environ 1 600 morts Britanniques contre plus de 5 000 Allemands). Néanmoins, ils ont dû se replier par crainte d'être enveloppés par les Allemands bien plus nombreux et parce que la 5e armée française a fait retraite et découvre son flanc. N'ayant pas été prévenu, le général French se replie en urgence. Sa priorité

470 Rémy Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 223.
471 SHD 19N901, lettre de Lanrezac au GQG,14 août 1914.
472 E. Spears, 1886-1964, il sert d'officier de liaison entre les forces armées britanniques et françaises. Il est ensuite général et député.
473 Cité par Rémy porte*, Joffre*, *op cit.*
474 Berthelot, *Souvenirs de la Grand Guerre,* vol 1, p. 62, Paraiges, 2018.

absolue est de s'éloigner vite des Allemands afin d'éviter l'anéantissement. Il ne fait pas confiance aux Français et fait donc passer la survie de son corps avant toute liaison avec la 5e armée. C'est donc avant tout de la prudence et non de la mauvaise volonté. Mais Franchet d'Espèrey ne le perçoit pas vraiment ainsi. De manière générale, les différents témoins et acteurs pêchent par leur incapacité à se mettre à la place les uns des autres protagonistes, se méprennent souvent sur leurs motivations respectives et portent des jugements sans nuances.

Quoiqu'il en soit le concours des Britanniques est indispensable, tant pour la contre-attaque que pour la suite de la guerre, et Lanrezac va servir de « fusible ». Lanrezac, lui, estime que ce sont ses critiques de la stratégie du GQG qui lui valent son renvoi : « *j'ai le grand tort (de lui) exprimer vertement mon opinion sur la stratégie du GQG. J'ai noté l'incident parce que j'y vois le point de départ de la disgrâce qui m'atteindra quelques jours plus tard* »[475]. La mesure envers Lanrezac, qui semble donc réellement injuste, s'applique en partie à un homme dont le ton professoral et irrévérencieux agaçait le GQG mais dont la manœuvre avait sauvé l'armée et aurait mérité une promotion plutôt qu'une sanction. Joffre affirme alors son autorité et a tendance à « *rejeter sur d'autres les responsabilités gênantes* »[476]. Si effectivement, comme Joffre l'écrit dans ses mémoires, le maréchal French s'était plaint de Lanrezac qui aurait reculé en le laissant isolé[477], il aurait pu suffire de le placer à la tête d'une autre armée plutôt que de le priver de commandement jusqu'à la fin de la guerre.

Les autres généraux majeurs sont aussi critiqués. Foch, avec qui Franchet d'Espèrey est en froid après la fin de la guerre, est loyalement aidé et sans réserve[478], mais est égratigné dans les carnets : « *Foch est mis en difficulté par des forces inférieures* »[479]. Là encore, c'est en grande partie injuste, Foch ayant pris le commandement d'une armée créée seulement le 29 août 1914 à partir d'unités prélevées et qui n'est donc ni totalement soudée ni organisée, et surtout il affronte deux

475 Lanrezac, *op cit,* p. 219.
476 Palat, *La Grande Guerre sur le front occidental*, Chapelot, Paris, 1917-1929.
477 Joffre, *Mémoires*, Paris, 1932, vol 1, pp. 317-319.
478 Foch a appelé directement Franchet d'Espèrey qui lui a fourni tout le 10e CA, voir Foch, *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918*, tome 1, Paris, Plon, 1931, p. 121.
479 Gastines, *Carnets, op cit*, 9 septembre 1914.

armées allemandes.

Pour ce qui est de Pétain, avec qui il a de bons rapports après-guerre, même s'il est parfois critique envers lui, Franchet d'Espèrey s'attribue en partie le mérite de sa future carrière, mais le qualifie de « *cunctator* »[480] pour son action à Verdun[481].

Joffre n'est pas épargné non plus. Officiellement, après-guerre, il lui rend hommage : « *Ce n'est pas seulement dans le silence de son bureau et la méditation devant ses cartes qu'il a forcé la victoire. Chef d'une armée qu'a ébranlé son premier échec, il sait se montrer à elle et, de quartier général en quartier général, relever les courages, coordonner les efforts, diriger l'action des commandants d'armée* »[482]. Néanmoins, dans ses carnets, il se montre plus acide : « *il n'y a pas au GQG de seigneurs capables d'imaginer de telles combinaisons. Joffre est un caractère, mais il a négligé l'histoire militaire et n'a pas travaillé les grandes questions stratégiques avant son accession au poste actuel* »[483]. Il critique aussi l'instruction 21 de Joffre où « *il n'y a pas de vue d'ensemble, ni de directive* », et encore le 29 septembre 1914 : « *suivant son habitude, il ne me répond ni oui, ni non* ». Jugement sévère, Joffre a dû faire face à une situation très complexe.

Enfin, il blâme très fortement, sans le citer, le général Berthelot : « *le premier aide d'état-major général est un esprit faux, c'est un bourreau de travail, très intelligent (...) C'est l'auteur des échecs du début de campagne* »[484]. Il l'accuse de vouloir diriger « *six ou sept armées comme un CA* »[485], par des ordres quotidiens ou biquotidiens. Enfin, il le juge responsable de la mauvaise appréciation des forces allemandes en Belgique, qui ont été amplement sous-estimées. Berthelot sera effectivement largement mis en cause par de nombreux autres généraux et témoins. De surcroît, Franchet d'Espèrey lui voue une antipathie personnelle depuis les événements de Roumanie et d'Ukraine de 1918-1919, et ces lignes sont écrites dans les années 1930 donc postérieures à ces

480 « Le temporisateur » en français. Référence à Quintus Fabius Maximus Verrucosus qui gagna ce surnom en évitant d'attaquer Hannibal et en l'ayant laissé s'épuiser lors de la deuxième guerre punique.
481 Gastines, *Carnets, op cit*, 29 septembre 1914.
482 Discours prononcés au cours de l'inauguration du monument élevé à la mémoire du maréchal Joffre, le samedi 10 juin 1939. SHD 1K162.
483 Gastines, *Carnets, op cit*, 9 septembre 1914.
484 Ibid, 19 août 1914.
485 Ibid.

péripéties du début de la guerre.

Ceci étant, Berthelot le lui rend bien. Dans ses souvenirs, il accuse Franchet d'Espèrey d'avoir commis des erreurs et d'être bouffi d'orgueil. Il considère notamment que la 5e armée : « *s'est cognée maladroitement sur les forts de Reims et a de la peine à s'en dégager : tout cela pour permettre à Franchet d'Espèrey de faire une entrée triomphale dans la ville prise* »[486]. Là encore, il est difficile de démêler ce qui est vrai de ce qui relève de leur antagonisme.

Le début de la guerre est marqué du sceau de la confusion, en partie inévitable car personne n'a totalement saisi les difficultés d'un conflit massif, tant au niveau de la gestion de centaines de milliers d'hommes, que du déplacement de telles troupes. De plus, depuis 40 ans, les forces françaises n'ont plus vécu que des expériences coloniales à des échelles plus réduites (40 000 hommes maximum au Maroc) où déjà la désorganisation primait, alors qu'en 1914 les troupes françaises sont fortes de 4,64 millions d'hommes. Enfin, le plan de bataille français est hasardeux, spécialement sur l'aile gauche française qui avance en Belgique, croyant n'avoir en face d'elle que de faibles forces. L'appel des réservistes allemands a été grandement sous-estimé.

Les petites erreurs sont nombreuses. Le 23 août au soir, Franchet d'Espèrey apprend qu'on lui a attribué, sans le prévenir, un groupe d'artillerie lourde. Ordres et contre-ordres se succèdent parfois, comme dans la nuit du 24 où on lui ordonne de cesser la retraite, puis de la reprendre le 25 au matin. De plus, Franchet d'Espèrey reproche à l'état-major de l'armée de lui disloquer ses CA en leur enlevant des divisions, comme le 28 août.

Le 29 août, Franchet d'Espèrey avoue ne pas savoir où se trouve une partie de ses unités. Le 3 septembre, le 148e régiment d'infanterie est coupé de l'armée qui ignore sa localisation. Il accuse encore l'état-major de l'armée : « *le haut-commandement est versatile et subit facilement les influences extérieures (...) les ordres sont nombreux mais il règne un peu de confusion* »[487], « *l'état-*

486 Berthelot, *Souvenirs de la Grande Guerre,* vol 1, Paraiges, 2018.
487 Gastines, *Carnets, op cit*, 29 août 1914.

major est défectueux »[488].

Pourtant devenu chef d'armée, il estime que l'état-major « *composé par Gallieni est bien nombreux et bien formé ; il ne rend pas ce qu'il devrait, car il n'est pas homogène. Certains sont dévoués à leurs chefs, d'autres conservent des idées personnelles* »[489]. Il s'agit en fait d'une critique indirecte de son prédécesseur Lanrezac. Nommé général en chef, il renforce la liaison entre l'armée et les corps d'armée.

La bataille de la Marne est d'une rare confusion à différentes échelles. Comme le raconte Maurice Genevoix[490], ce dernier n'a aucune compréhension de la tactique ni de la situation générale : son unité se replie sous la pression allemande, avant de se rendre compte quelque temps plus tard que les Allemands sont battus et se replient sur ses ailes. Seul Joffre et son état-major appréhendent globalement la situation. Ainsi, au niveau de chaque armée, chacun livre une lutte personnel avec ses voisins immédiats. C'est pourquoi, comme le souligne Rémy Porte, chacun s'estime être le principal vainqueur de la bataille[491].

Dès les premiers affrontements, la cavalerie se révèle obsolète. Non seulement elle n'apporte pas assez d'informations, mais elle ne peut pas poursuivre efficacement l'ennemi en retraite. Franchet d'Espèrey considère d'ailleurs que « *comme tout cavalier qui se respecte* »[492], les officiers de cavalerie se plaignent trop. C'est assez injuste et d'ailleurs les chevaux s'épuisent aussi dans les très longues marches. De la Belgique à la Seine, il y a au moins 300 km, sans compter les contre-marches. On constate que la guerre moderne a été mal pensée, l'aviation pouvant largement remplacer la cavalerie dans son rôle d'éclaireur de l'armée, mais ce n'est pas propre à la France. L'aviation française apporte de bons renseignements mais ne sert pas à repérer l'artillerie adverse au contraire de l'aviation allemande[493]. Globalement, Franchet d'Espèrey estime ses résultats médiocres

488 Ibid, 2 septembre 1914.
489 Ibid, 4 septembre 1914.
490 Maurice Genevoix, *Ceux de 14, op cit*.
491 Rémy Porte, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014, p. 243.
492 Gastines, *Carnets, op cit*, 3 septembre 1914.
493 Ibid, 4 septembre 1914.

alors que son usage permettrait de consommer moins de munitions en repérant mieux les cibles : « *il convient de remarquer qu'une utilisation habile de l'aviation a comme conséquence de réduire considérablement dans les tirs de destructions la consommation des munitions* »[494].

Les notes régulières de ses carnets mettent bien en avant le rôle de l'artillerie. S'il souligne invariablement que l'artillerie allemande prend à partie les unités françaises, sans qu'on puisse la contre-battre, il met aussi en avant les réussites françaises en la matière comme le 41e régiment d'artillerie qui « *a de grands succès pour briser l'attaque allemande* »[495]. Néanmoins, les munitions manquent. C'est ce qu'il note dans ses carnets dès le 22 septembre et il y regrette le 28 septembre qu'il n'y ait plus que « *300 coups par pièce* ». Cela le pousse à demander de modérer l'usage de l'artillerie : « *en raison de la nécessité de limiter la consommation des munitions à des résultats manifestes, il convient dans les attaques de ne pas déclencher les tirs de neutralisation trop longtemps avant l'exécution de l'attaque* »[496].

L'infanterie est peu évoquée, sinon pour citer ses pertes importantes lors d'assauts inutiles. Si elle conserve un rôle indispensable, elle semble déjà être devenue un support à l'artillerie, alors qu'à la base c'était l'inverse. Ainsi, il écrit à Joffre pour se plaindre qu'on lui ait retiré une partie de son artillerie en pleine bataille, alors qu'« *une attaque ne peut réussir que par l'union intime de l'infanterie et de l'artillerie* »[497]. Il en demande régulièrement plus à Joffre[498]. Enfin, l'infanterie ne semble pas disposer d'outils pour trancher les fils de fers des organisations défensives allemandes et se retrouve donc inefficace[499].

Quel est son style de commandement ?

Franchet d'Espèrey ne se ménage pas. On peut affirmer que s'il n'a pas apprécié au début de

494 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°87, p. 79, note au sujet de l'emploi de l'artillerie lourde du 5 novembre 1914. C'est justement ce qu'il développe dans la 5e armée.
495 Ibid, 6 septembre 1914.
496 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°87, pp. 77-79, note au sujet de l'emploi de l'artillerie lourde de Franchet d'Espè-rey, du 5 novembre 1914.
497 AFGG tome 1, vol 4, annexe 3, n°4276, p. 920, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 14 novembre 1914.
498 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°479, p. 669, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 26 décembre 1914.
499 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°371, p. 531, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 26 décembre 1914.

sa carrière les postes d'état-major, ceux-ci l'ont énormément aidé pour appréhender tous les aspects organisationnels indispensables aux armées massives modernes. Il le souligne dans ses carnets : « *rien ne s'improvise, à la guerre moins qu'ailleurs* »[500]. Il se dépense sans compter, les 23 et 24 août, il ne dort que deux heures hachées par de multiples interdictions. Il faut dire qu'il se déplace beaucoup pour voir directement ses CA et observe même parfois les troupes allemandes directement à la jumelle.

Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

Par exemple, le 5 septembre afin de préparer l'offensive, il visite tous ses corps d'armée car il veut observer lui-même la situation comme il le souligne dans ses mémoires : « *j'ai ainsi une action personnelle dans la bataille et une impression vécue sur le développement des opérations et sur la valeur des différents chefs* »[501]. Cela répond aussi à une certaine nostalgie de l'action, ainsi note-t-il : *« je veux voir le feu d'un peu plus près ; c'est l'ennui de commander une armée, on n'a pas les émotions du combat »*[502].

Chef d'armée ou de corps d'armée, il s'occupe des moindres détails, comme le 18 septembre où il veille personnellement à améliorer l'alimentation très précaire des soldats : *« je fais*

500 Gastines, *Carnets, op cit*, 4 septembre 1914.
501 Ibid, 5 septembre 1914.
502 Ibid, 9 septembre 1914.

forcer la distribution de pain, de viande de conserve et d'eau de vie »[503]. De même, il se plaint que de nombreux renforts n'ont pas d'outils portatifs[504].

Homme d'action à l'activité permanente, Franchet d'Espèrey est aussi parfois brutal ou peu sensible. Ainsi, le 18 septembre 1914, dépeint-il le commandant Le Breton du 43e d'artillerie qui stoppe l'attaque allemande en « *tirant dans le tas* », c'est-à-dire sans s'émouvoir de tirer sur les Français proches des Allemands, et cela ne lui évoque aucune remarque particulière. Il s'occupe de beaucoup de choses, il écrit même au GQG qu'il faut aider les Arabes à se rebeller[505] afin de contrebalancer l'appel au djihad lancé par les Turcs.

B) Les années 1915-1916 : l'apprentissage de la guerre moderne en tant que chef d'armée.

1) Des années d'inaction dans la guerre de position ?

Franchet d'Espèrey continue de maintenir une grande activité. Il visite les troupes deux fois par jour, y compris les premières lignes comme le 1er octobre 1914 où il va observer les tranchées ennemies au périscope.

503 Ibid, 18 septembre 1914.
504 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°48, p. 33, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 30 septembre 1914.
505 SHD 19N903, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 21 novembre 1914.

in : Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

La lecture de ses carnets illustre la diversité des soucis qu'il relève lors de ses inspections : cadavres enterrés « *n'importe comment* »[506], cantonnement infâme d'un bataillon de territoriaux. Il visite aussi les armées voisines. Ainsi, il estime que la position de l'artillerie est « *trop en arrière* », et que les abris allemands conquis sont « *somptueux* »[507]. Lors du rude hiver 1915-1916, il veille à augmenter les rations alimentaires et exige un repas chaud par jour[508] : « *il faut veiller à ce que les nouveaux CA fassent chauffer les aliments et servent des boissons chaudes. C'est par ces détails qu'on conserve les effectifs* »[509].

Il continue comme à son habitude de s'occuper des détails, et fait notamment vacciner ses troupes contre la typhoïde[510], son expérience coloniale l'ayant bien sensibilisé au danger des épidémies. Le 21 octobre 1915, il se rend personnellement auprès de troupes touchées par les gaz

506 Gastines, *Carnets, op cit*, 2 octobre 1915.
507 Ibid,16 octobre 1915.
508 Ibid, 20 décembre 1915.
509 Ibid, 28 février 1916.
510 Ibid, 1er décembre 1914 et encore 9 octobre 1915.

allemands et estime au passage que l'évacuation se fait mal. Le 13 octobre 1915, il critique la trop grande largeur des boyaux d'un bataillon de la 2e DI. Il insiste sur les travaux de défense qu'il estime trop souvent négligés par les troupes : « *elles n'ont pas encore saisi tout le bénéfice qu'elles peuvent tirer des défenses accessoires* »[511].

Comme l'artillerie lourde française est dominée par l'allemande, il propose une réorganisation qui en confie une partie à chaque CA et en laisse une autre en réserve d'armée[512]. Franchet d'Espèrey s'attribue la paternité de cette mesure qui sera généralisée par le GQG[513].

Pour lui, un bon commandant doit s'occuper de tout, en déléguant mais en supervisant a minima ; ainsi il juge un commandant de CA bon car « *il s'occupe concrètement de la vie de tous les jours de ses troupes* »[514].

Enfin, la proximité de Reims lui permet de s'équiper facilement en diverses machines et automobiles et attire aussi des visiteurs.

La 5e armée perd peu à peu ses moyens et ses unités d'active sont remplacées par des réservistes ou des territoriaux de moindre qualité (il parle d'impression médiocre le 7 octobre 1914). Il note aussi que la « *5e armée continue à servir de réserve au GQC qui y puise sans vergogne pour renforcer la gauche* ». Par exemple, on lui retire 22 escadrons et le 32e CA en octobre 1914. En effet, on est en pleine « course à la mer » et Joffre a besoin de troupes pour ses tentatives de débordement. Fin 1914, il présente les troupes qui lui reste et note leurs inégales valeurs : 10e CA « *solide, sans flamme* », 3e CA qui « *a perdu beaucoup d'hommes et d'officiers en Belgique* », 18e CA « *excellent* », 4e GDR « *magma sans ressort* », 2e CC « *qui a causé le plus de déboires* ». En tout, cela fait 4 divisions d'active, 3 de réserve, une brigade d'Afrique et quelques régiments de territoriaux, face à 4 divisions allemandes (elles aussi de réserve). On constate bien que cette

511 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°214, pp. 230-232, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 27 novembre 1914.
512 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°187, pp. 270-271, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 22 novembre 1914.
513 L'archive existe incontestablement, mais est-il le premier à en avoir eu l'idée ?
514 Ibid, 8 janvier 1915.

portion du front est secondaire par rapport à la bataille des Flandres qui fait rage.

On lui confie des unités à entraîner ou à compléter après des pertes lourdes. Le 1er CA, qu'il commandait au début de la guerre, lui est enlevé le 14 décembre[515] pour participer aux offensives, puis rendu « *bien abîmé* » le 23 avril 1915 ; et Franchet d'Espèrey note qu'il passe tout le mois de juillet à « *le remettre en état* ». Les renforts affluent constamment et il demande à limiter les envois à 400 hommes maximum d'un coup, afin d'avoir le temps de les former. C'est aussi une des occupations du commandant d'armée que de réclamer régulièrement des renforts pour compléter ses troupes et Franchet d'Espèrey n'y manque pas[516], d'autant plus que, son secteur étant calme, on lui prélève fréquemment des troupes.

Franchet d'Espèrey reçoit de très nombreux visiteurs, politiques et artistes. Ainsi, le 6 octobre il rencontre le président de la République Poincaré, le président du conseil Viviani[517] et le ministre de la Guerre Millerand. Il en profite pour expliquer au président de la République l'intérêt d'une action de diversion dans les Balkans[518]. Le 14 décembre 1914, R. Bazin[519] et le peintre Flameng[520] visitent son armée ; le 3 août 1915, c'est au tour de Kipling[521], mais il accueillit aussi d'Annunzio[522]. Le 10 mars, il reçoit la visite de Lyautey qui lui demande s'il doit accepter le poste de ministre de la Guerre, question à laquelle Franchet d'Espèrey aurait répondu : « *avec votre caractère, vous n'y resterez pas 8 jours* ».

La réorganisation du commandement et le remplacement des officiers continue. Ces derniers sont nombreux à être tués et les carnets sont parfois une longue litanie des officiers

515 Il note alors que « *c'est un crève-cœur* ».
516 Par exemple, AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°639, p. 925, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 15 janvier 1915.
517 René Viviani, 1863-1925, il participe à la fondation de l'Humanité et de la SFIO. Socialiste indépendant à partir de 1906 car il choisit de devenir ministre. Il est notamment président du conseil de juin 1914 à octobre 1915.
518 Gastines, *Carnets, op cit,* 6 octobre 1914. C'est bien noté dans les petits carnets.
519 Écrivain, professeur de droit, romancier et journaliste français.
520 François Flameng, peintre, graveur et illustrateur français.
521 Romancier et poète britannique célébrissime. Auteur notamment du Livre de la jungle, Kim... Prix Nobel de littérature 1907.
522 Écrivain italien très célèbre qui représente le mouvement décadent. Il dirige aussi l'éphémère république de Fiume en 1920.

décédés. Un commandant meurt même d'épuisement[523].

Il s'agit aussi de sanctionner : ainsi, le 6 novembre, un capitaine de Zouaves est relevé à cause de son retard lors d'une offensive.

De plus, il doit mener une enquête à la demande de Joffre car l'ancien commandant du 3e CA[524] conteste son limogeage et dispose d'appuis politiques (selon Franchet d'Espèrey il avait été nommé à contrecœur par Joffre sous la pression de Clemenceau car il s'agissait « *d'un bon général républicain* »). Il ressort que cet officier se serait enfui le 24 août 1914 aux premiers tirs et à la nouvelle d'arrivée d'uhlans (alors qu'en fait il s'agissait des chasseurs d'Afrique français) et aurait disparu pendant 22 heures. Franchet d'Espèrey affirme que « *c'est le côté pénible du commandement* », mais conclut à la culpabilité du général[525].

De manière générale, Franchet d'Espèrey fait sanctionner les fautes qu'il constate. À ces fins, il se fait toujours accompagner par deux gendarmes, et souligne qu'ainsi les arrières de son armée sont bien tenus[526]. En octobre 1915, il renvoie pour manque de vigilance des officiers dont les unités ont été gazées. En février 1916, il admoneste aussi un officier parce qu'il n'a pas de cartes de son secteur, ainsi qu'un général tenu responsable d'un groupe d'artillerie dépourvu de câble téléphonique pour communiquer[527] aux manœuvres de division de janvier 1916.

En dehors des éventuelles fautes, il remarque que les officiers s'adaptent mal aux nouvelles contraintes de la guerre de tranchées. Il critique, sans les nommer les deux commandants[528] de groupes d'armée : « *deux hommes de caractère, pleins de confiance dans leur propre valeur, mais*

523 Gastines, *Carnets, op cit*, 1er décembre 1914.
524 Il s'agit du général Sauret, mais Franchet d'Espèrey ne le cite pas directement. Membre de la Ligue des Droits de l'Homme, il est « limogé » le 25 août 1914. Il semble être tenu pour responsable de l'échec français au combat de Roselies du 21-23 août 1914 lors de la bataille de Charleroi, plus de 4 000 Français y périssent. Puis lors de la retraite, il n'assume pas sa tâche.
525 Gastines, *Carnets, op cit,* 31 décembre 1914.
526 Ibid,14 décembre 1914.
527 Ibid, 25 janvier et 8 février 1916.
528 Il s'agit en fait de Foch et de Dubail (probablement pour le second, car la remarque est faite dans les carnets au début de l'année 1915, or en janvier 1915 il n'existe que le GAN dirigé par Foch).

ne se rendant pas encore suffisamment compte des nécessités de la guerre moderne »[529]. Il évoque[530] aussi le cas de son ami d'Amade qui n'arrive pas à commander ses réservistes et territoriaux, alors qu'il est habitué aux tirailleurs marocains. Selon Franchet d'Espèrey, c'est à la jalousie de ses succès passés au Maroc qu'il faut attribuer la mise à l'écart de d'Amade[531]. Mais en réalité, la raison principale de son remplacement, le 17 septembre 1914, semble plutôt être la lenteur de son action. Franchet d'Espèrey se montre donc moins dur dans ses jugements lorsqu'il s'agit d'amis.

Les carnets regorgent d'anecdotes sur les différents officiers qu'il croise. S'ils semblent dépassés parfois par la complexité de la tâche, ils ne manquent pas de courage. Ainsi, il cite l'histoire du capitaine Giraud[532], qui blessé en Belgique, se cache des Allemands à St-Quentin puis rentre en France incognito par la Belgique et la Hollande[533].

L'armée française a eu des pertes importantes mais peut encore compter sur des hommes nombreux en appelant rapidement les classes 14 et 15. Malheureusement, ces dernières sont très vite usées, comme il le souligne début 1915 : « *la classe 14 a été consommée très rapidement sans grands résultats* ». De plus, les troupes manquent d'officiers, que ce soit au niveau des officiers subalternes[534] ou des postes brevetés. Selon lui, début 1916, il n'en a que 300 pour 620 postes[535]. Il faut aussi les entraîner car il estime que les renforts de 1915 n'ont eu qu'une formation « *hâtée* »[536]. Par conséquent, en novembre 1915, le GQC lui ordonne d'installer une école de commandants de batteries d'artillerie et un camp d'instruction, qu'il inspectera le 6 décembre 1915 lors de l'instruction du 37e CA.

529 Ibid, tome 2, livre 7, chapitre 27, titre 3.
530 Ibid, 25 janvier 1915.
531 Il a commandé en effet le corps français au Maroc en 1908-1909. Il prendra le commandement du corps expédition-naire d'Orient pour quelques mois.
532 Il s'agit d'Henri Giraud, futur commandant de l'armée d'Afrique qui rivalisa politiquement avec De Gaulle.
533 Gastines, *Carnets, op cit*, 5 mars 1915.
534 Ibid, 20 avril 1915.
535 Ibid, 24 février 1916.
536 Ibid, 9 novembre 1915.

L'activité se réduit au cours des mois et il note que l'année 1915 est très calme : « *je couche dans le même lit 365 jours ce qui, je crois, ne m'est jamais arrivé de ma vie* »[537]. Le 12 octobre 1914, le QG de l'armée est installé à Jonchery, un village de Haute-Marne.

La 5e armée occupe un secteur calme, néanmoins, elle n'est pas inactive. Ainsi, Franchet d'Espèrey précise que : « *pour maintenir une certaine activité et voir si l'ennemi occupe toujours ses tranchées, toutes les nuits des patrouilles circulent entre les lignes* »[538].

Par deux fois des espions sont fusillés. Le 7 octobre 1914, au village de Prunay, dans la Marne, c'est le cas de trois civils dont un enfant de quinze ans accusé de livrer en vélo des renseignements aux Allemands. Inversement, il y a régulièrement quelques déserteurs côté allemand, des Lorrains mais aussi souvent des Polonais comme le 7 décembre 1914. Franchet d'Espèrey en évoque encore le 27 février 1915. À partir d'avril 1915, il note que certains désertent en « bande » et qu'il leur arrive même parfois de prévenir les Français des mines qu'ils creusent afin d'en limiter les conséquences[539].

2) L'apprentissage de la guerre de tranchées : « faute de savoir faire ce qu'il faut, ils font ce qu'ils savent »[540]

Les Français continuent leurs attaques mais leur efficacité est limitée car elles sont inadaptées à la guerre nouvelle et à la force des organisations défensives. Par exemple, le 12 octobre, une attaque échoue sur les barbelés. Le 6 novembre 1914, une attaque française permet de délivrer 200 blessés et de faire 130 prisonniers mais, faute d'artillerie, un de ses objectifs majeurs, une ferme, ne pourra être capturé.

537 Ibid, tome 2, livre 7, chapitre 27, titre 3.
538 Ibid, 2 octobre 1914.
539 Ibid, 4 juin 1915.
540 Maréchal de Saxe, *Mémoires sur l'Art de la Guerre,* 1757.

D'octobre 1914 à août 1915, il n'y a aucune offensive[541] d'ampleur, faute de munitions d'artillerie.

La guerre mute en effet en une suite d'actions d'usure, où chaque jour la mort moissonne quelques Français ; principalement par l'artillerie. Par exemple, le 16 novembre 1914, deux obus tuent 41 hommes. Les jours sans pertes sont si rares qu'ils sont notés dans ses carnets : « *1ère fois depuis longtemps que le 1er CA n'a personne de touché* »[542].

Comme il le souligne, « *ni nous, ni les Allemands n'avons obtenu les résultats que nous espérions* »[543]. Il note aussi dans ses carnets que personne ne pensait rester aussi longtemps sur ses mêmes positions, enfermé dans une guerre de tranchées reposant sur l'attrition des forces [544]. En effet, la guerre de tranchées n'a pas été suffisamment pensée et la guerre d'usure n'a pas été plus conceptualisée. Or, Foch affirmait avant guerre que : « *la réalité du champ de bataille est qu'on n'y étudie pas ; simplement on fait ce que l'on peut pour appliquer ce que l'on sait. Dès lors pour y pouvoir un peu, il faut savoir beaucoup et bien* »[545]. Malgré l'École de guerre, malgré des exercices, ni Franchet d'Espèrey ni les autres officiers supérieurs n'ont trouvé de solution.

Le Haut-commandement, dont il fait partie, ne dispose ni du matériel nécessaire, ni des bases intellectuelles pour penser le nouveau conflit. En effet, si Clausewitz avait bien évoqué le modèle d'une guerre totale - il parle de guerre absolue (*absoluter Krieg*) - de par une radicalisation de la guerre qui entraînerait une mobilisation totale[546], il considère que c'est qu'un modèle qui ne devrait pas exister. On se figure donc mieux les hésitations et difficultés du commandement français.

Franchet d'Espèrey réfléchit pourtant à des solutions : « *comme les attaques de*

541 Ibid, 18 octobre 1914.
542 Ibid, 26 novembre 1914.
543 Ibid, 31 décembre 1914.
544 À propos de son installation à Jonchery : « *on ne se doute pas qu'on y restera jusqu'en décembre 1917* ».
545 Foch, *Des principes de la guerre, conférences faites à l'École supérieure de guerre,* Berger-Levrault et Cie, Paris, 1903.
546 Clausewitz, *De la guerre,* 1832-1835.

reconnaissance n'ont pas marché, je suggère de concentrer nos moyens sur un point pour obtenir la percée décisive »[547]. De même, il écrit régulièrement à Joffre afin d'analyser les résultats des combats : « *l'opération du 16 septembre 1915 n'a pas tous les résultats escomptés malgré l'entrain des troupes (...) il faut rapprocher plus les troupes d'assaut des points d'attaques (...) on ne peut réussir que par une action préparée de longue main et engagée sur un front important* »[548]. De même, pour se prémunir des menées ennemies il faut développer des positions successives de défense, mais elles ne semblent pas encore suffisamment développées lors de ses inspections : « *il faut 3 lignes de défense, la 1ère est satisfaisante, la 2nde présente quelques lacunes, à cause du manque de main d'œuvre, la troisième n'est pas faite* »[549].

Le commandant en chef demande aux troupes de perpétrer des attaques locales continues afin de maintenir l'esprit offensif des troupes dès fin 1914. Franchet d'Espèrey obéit et donne les ordres suivants : « *il est indispensable que la 5e armée reprenne l'attitude de défensive agressive (sic), qu'elle avait jusqu'ici (...) chaque commandant de secteur (...) entretiendra dès maintenant une activité de tous les instants* »[550]. Les résultats ne sont pas probants. Ainsi, la division marocaine n'a progressé que de 700 à 800 mètres dans une offensive locale du 19 au 22 décembre[551].

Il faut aussi compter sur le tracé complexe et parfois non rationnel des tranchées : « *le tracé occupé à dépendu des combats de septembre et non d'une étude raisonnée. Celle-ci nous eût amené à céder tout ou partie du terrain conquis, ce qui eût été déplorable au point de vue moral* »[552]. En l'espèce, les Français conservent une tête de pont sur la rive droite de l'Aisne, peu pratique, mais il s'agit de ne pas céder un pouce du territoire national.

547 AFGG, tome 1, vol 4, annexe 2, n°1782, p. 510, lettre Franchet d'Espèrey à Joffre, 1er octobre 1914.
548 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 2, n°908, p. 223, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 17 février 1915.
549 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 2, n°730, p. 1081, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 25 janvier 1915.
550 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 1, n°353, p. 497-498, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 15 décembre 1914.
551 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 1, n°463, p. 662, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 25 décembre 1914.
552 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 1, n°656, pp. 956-957, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 17 janvier 1915.

Début 1915, les activités sont réduites à des opérations de grignotage. Le 25 janvier, les Allemands prennent la ferme de la Creute sur le Chemin des Dames. Après une intense préparation de 150 canons et 11 minenwerfer sur 500 mètres, l'assaut débute à 14h et rencontre un grand succès. Selon Franchet d'Espèrey les succès allemands ont plusieurs raisons : les défenseurs de la Creute se sont trouvés enfermés dans la caverne suite à une explosion qui l'a bouchée, et par la supériorité de l'artillerie allemande qui n'a pas été contrebattue et enfin par parce que la défense n'a pas été organisée en profondeur à cause du terrain[553]. Les défenseurs français finissent par se rendre et les combats continuent les 26 et 27 janvier.

Les Allemands ont ainsi capturé les lignes françaises sur le Chemin des Dames et sont en force. Comme l'offensive Nivelle le prouve en 1917, la position était capitale mais Franchet d'Espèrey ne le fait pas remarquer dans ses carnets, preuve qu'il cherche à minorer l'incident. Il considère d'ailleurs officiellement que la perte de terrain est de faible importance : « *la défense de ce front ne peut donner lieu dans son ensemble à aucune inquiétude sérieuse tant que l'ennemi ne mettra pas en ligne des forces très supérieures. L'attaque du 25 janvier sur le front au nord de l'Aisne n'infirme pas ces conclusions. En concentrant des moyens puissants et après avoir écrasé les défenseurs, l'ennemi est parvenu à enlever une ligne de tranchée, qui, par suite du terrain, n'avait aucune profondeur. Il ne peut utilement progresser qu'en élargissant la brèche* »[554]. Pourtant il cherche à reprendre tout de suite le terrain perdu mais échoue. Selon les archives, il affirme à Joffre : « *l'insuccès de la contre-attaque française est liée à la perte de la forte position de la Creute, occupée sans difficulté par l'infanterie allemande, alors que sur le reste du front d'attaque, elle était partout repoussée avec de fortes pertes* »[555]. Cette cécité relative se retrouve lorsqu'il évoque le nombre important de morts allemands, il parle de plus de 1 000 morts dans les rapports qu'il adresse au GQG[556], mais ne note pas dans ses carnets les pertes françaises plus nombreuses

553 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 1, n°754-725, pp. 1113-1114 et 1116, rapport de Franchet d'Espèrey à Joffre, 28 janvier 1915.
554 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 1, n°754, p. 1113, rapport de Franchet d'Espèrey à Joffre, 28 janvier 1915.
555 AFGG, tome 2, vol 2, annexe 2, n°754, p. 1113, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, le 28 janvier 1915.
556 Ibid.

ainsi que les prisonniers. Guy Marival estime les pertes allemandes à au moins 850 hommes, pour 1 500 Français morts plus 1 100 prisonniers[557].

La comparaison avec les attaques françaises montre un net retard. Le 9 février, les Français attaquent un bois. Suivons le récit de Franchet d'Espèrey contenu dans les carnets au même jour : *« l'infanterie sort bravement mais est arrêtée net par les batteries allemandes non contre-battues ; cet échec confirme la nécessité de bien préparer les attaques et de les appuyer par l'artillerie »*[558]. Les troupes françaises laissent 1 100 morts sur le terrain... Les attaques reprennent le 16 février par le 3e CA mais sans grand succès.

Franchet d'Espèrey profite de son calme relatif pour apprécier les opérations entreprises ailleurs. Ainsi, il note à propos des échecs en Artois et sur la crête de Vimy, que les réserves étaient placées trop loin et ne permettaient pas d'exploiter le succès. Il affirme alors : « *j'avais pourtant appelé l'attention de Joffre sur ce point* »[559]. Il convient de noter que cette partie ne figure pas sur les petits carnets noirs et a donc été rajoutée après-guerre, il faut donc prendre cette information avec du recul. De même, il avance qu'il a soufflé à Joffre l'idée de lancer une attaque par quatre armées, comme il le fera fin 1915. Dans ses carnets Franchet d'Espèrey affecte une certaine modestie, comme lorsqu'il prend la tête de la 5e armée : « *Joffre est un vieil ami*[560]*. Il sait que je ne poursuis aucun but personnel et qu'il peut causer avec moi librement* ». S'il n'est pas un ambitieux forcené, on a bien vu précédemment qu'il cherche, et c'est normal, à obtenir autant d'avancement que possible.

À partir de mi-1915, les moyens français se renforcent et l'armée se réorganise en créant, le 22 juin, un groupe d'armées Centre aux ordres de Castelnau. Franchet d'Espèrey le rencontre

557 Voir https://www.chemindesdames.fr/fr/le-chemin-des-dames/histoire/les-evenements-et-la-memoire/les-grandes-batailles-du-chemin-des-dames/25-janvier-1915-la-bataille-de-la-creute

558 Gastines, *Carnets, op cit*, 9 février 1915.

559 Ibid, 4 juin 1915. Et en effet, il l'a dit dans son rapport sur les opérations du 16 février : AFGG, tome 2, vol 2, annexe 2, p. 224, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre, 17 février 1915 : les troupes ont dû parcourir entre 300 et 1000 mètres avant d'atteindre les tranchées ennemies.

560 À noter qu'il avait dit avant guerre que c'était un ancien ami, ce qui n'est pas pareil. Il cherche à se rapprocher de lui dans ses carnets, peut-être pour se flatter.

plusieurs fois, dont le 8 août avec le ministre de la Guerre et les autres chefs d'armée, afin d'organiser une offensive[561] (dont Franchet d'Espèrey s'attribue encore la paternité). Par contre, il y a un désaccord avec Joffre qui désire que la 5e armée ait le gros de ses forces au nord de l'Aisne ; il faudra plusieurs télégrammes du GQG pour qu'il lui obéisse après deux jours[562] lorsqu'il reçoit un ordre strict. Lui préférerait faire tomber le massif de Nogent-L'Abbesse, Berru.

La préparation d'artillerie débute le 25 septembre mais l'offensive de la 5e armée est annulée le 30 septembre, ce que Franchet d'Espèrey regrette[563]. Cette action avait d'ailleurs donné lieu à des échanges réguliers avec le général de Castelnau afin de déterminer l'étendue de l'offensive ainsi que les moyens nécessaires ; à cette occasion les archives notent quelques remarques agacées de Franchet dans la marge : « *on ne dirige pas 6 divisions ainsi le long d'une rivière* »[564].

Franchet d'Espèrey s'intéresse assez vite à l'aviation et en parle régulièrement dans ses carnets. Ainsi, le 5 octobre 1914, il consigne le 1er avion allemand abattu. Pourtant, dès le début de la guerre, l'aviation allemande pouvant à la fois observer et bombarder domine lors des combats aériens. Il appuie alors l'action de Charles de Rose[565] qui sert dans la 5e armée avant d'en devenir le chef du service aéronautique. Les rapports avec Franchet d'Espèrey sont excellents, ce dernier est totalement acquis aux idées du commandant de Rose[566] qui crée en mars 1915 une escadre de chasse. Franchet d'Espèrey lui même effectue son baptême de l'air à bord d'un Morane-Saulnier.

561 Il s'agit de l'offensive de Champagne.
562 AFGG, tome 1, vol 3, annexe 4, n°4734, p. 419 lettre du GQG à la 5e armée du 14 septembre, réitérés le 15 septembre 1915.
563 Il y eut malgré tout des attaques partielles le 18 septembre.
564 AFGG tome 3, vol 3, annexe 2, n°1168, pp. 580-581, lettre de Castelnau à Franchet d'Espèrey du 13 août 1915.
565 Charles de Tricornot de Rose, 1876-1916, saint-cyrien. Il sert tout d'abord dans la cavalerie, mais est placé en non activité en 1906 (catholique fervent, il refuse de participer aux inventaires). Il intègre en 1910. Il sert dans la 5e armée où il aide à repérer l'ennemi et à régler l'artillerie. Il bénéficie du franc appui de Franchet d'Espèrey. Visionnaire, il comprend le rôle de la chasse. Au début de la bataille de Verdun il regroupe les pilotes qu'il force à voler groupés. Il se tue le 13 mai 1916 lors d'une démonstration.
566 Jean-Noël Grandhomme et Thérèse Krempp, *Le pionnier de l'aviation de chasse,* Nuee Bleue-Du Quotidien, Strasbourg, 2003, p. 200.

Malgré tout il note le 24 avril 1915 que «*l'aviation doit progresser* ». En effet, dès le début de la guerre, l'aviation allemande pouvant à la fois observer et bombarder domine lors des combats aériens.

Il évoque aussi des usages plus inusités. Par exemple, l'aviation sert à déposer des soldats derrière les lignes, pour du renseignement ou d'autres actions comme pour aider un capitaine du 53e régiment d'infanterie, isolé dans un bois derrière les troupes allemandes avec mille hommes[567] (mais ce détachement devra finir par se rendre, l'aviation ne pouvant lui fournir de quoi passer à l'offensive pour se dégager). L'aviation dépose aussi un capitaine volontaire des Chasseurs d'Afrique afin qu'il sabote les communications lors de l'offensive de septembre 1915. N'ayant pu conserver les explosifs, il improvise et relie les fils du téléphone entre eux par un mince fil et interrompt quelques jours les communications. Il tente alors de passer en Hollande mais se fait arrêter ; il réussit à s'évader et à rejoindre la France.

Petit à petit, l'armée française s'adapte à de nouvelles armes ou techniques, propres à la guerre de tranchées.

C'est le cas de la guerre de mines. Même si ce n'est pas une totale nouveauté, elle prend une ampleur inédite afin de faire sauter les tranchées adverses. Ainsi, le 29 décembre 1914, un peloton français entier est enseveli.

Fin 1914, les premiers canons de tranchées de 58mm arrivent ce qui permet de contrer les « minenwerfer » allemands[568].

L'armée improvise parfois. On apprend qu'on a testé des brouettes anti-barbelés, mais sans efficacité. On tente aussi d'utiliser des tracteurs automobiles pour l'artillerie, mais Franchet d'Espèrey trouve les résultats médiocres[569]. Il donne aussi des crampons aux sentinelles afin qu'elles

567 Gastines, *Carnets, op cit,* 16 novembre 1914.
568 Ibid,14 novembre 1914.
569 Ibid, 14 février 1916.

puissent surveiller depuis les arbres[570].

Par contre, il souligne qu'en décembre 1914, le 12e CA arrive à progresser car les barbelés ont été détruits par 150 coups de 75mm[571]. Si cette difficulté tactique est réglée, il faut avoir suffisamment de munitions et cela ne résout pas l'ensemble des problèmes inhérents à la guerre de tranchées (mitrailleuses, exposition des flancs, succession des lignes défensives).

Si l'importance de l'artillerie semble donc comprise, les moyens matériels ne suivent pas encore et l'existant s'use. Ainsi, en mars 1915, 4 canons de 75 éclatent[572]. Progressivement l'industrie française monte en puissance, il note le 16 août que les pièces ont à peu près 1 300 coups. Néanmoins, Franchet d'Espèrey continue à réclamer régulièrement plus de moyens en canons.

Le 19 octobre 1915, les gaz font leur apparition sur le front de la 5e armée et la trouvent mal préparée. Dès le lendemain, Franchet d'Espèrey fait distribuer des masques neufs et réaménage en urgence les tranchées : les abris sont dotés d'une seconde entrée, de pulvérisateurs et de toiles de tente. Cette attaque coûte aux Français plus de 200 officiers et 3 500 soldats, soit un quart des effectifs[573]. Les premiers masques, improvisés, qu'on observe dans la photo suivante, semblent bien dérisoires.

570 Ibid, 10 mai 1915.
571 Ibid, 31 décembre 1914.
572 Ibid, 19 mars 1915.
573 Ibid, 22 octobre 1915.

Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, campagnes de guerre et de paix (1856-1923)*

Au total, Franchet d'Espèrey passe 18 mois calmes, et quasiment 20 en tant que chef d'armée.

Il a eu un rôle important lors de la bataille de la Marne, puis ne tient plus qu'un rôle très secondaire. Même s'il est chef d'armée, il n'a ni la promotion éclair de Pétain, son ancien subordonné, ni celle de Foch. Franchet d'Espèrey prend souvent la posture du sage dans ses mémoires, mais s'il avait été si clairvoyant et perspicace, gageons qu'il aurait eu un commandement plus prestigieux bien avant. De toute façon, les carnets personnels servent quasiment à tous les grands chefs à se justifier ou à gonfler leurs mérites. Il ne fait guère exception.

Nonobstant, il fait preuve de son sérieux, de sa rigueur et de son sens du travail habituel. Ses avis et analyses doivent avoir une certaine portée puisque Joffre le place au Groupe Armée Est (GAE) à la place du général Dubail, le 29 mars 1916. Poste très prestigieux, avec la réserve qu'il n'a pas à gérer d'opération majeure comme le lui ordonne Joffre : « *Au GAC, Verdun me mange une division tous les deux jours. Je vous en prie, qu'on n'entende pas parler de vous* »[574].

574 Ibid, 29 mars 1916.

II Chef de groupe d'armée

A) Chef du GAE

1) Une activité diversifiée mais secondaire

Franchet d'Espèrey présente dans ses carnets cette partie de sa vie en ces termes : « *Mon rôle peu brillant mais essentiel, consiste à remettre en état les divisions fatiguées venues de Verdun, tout en empêchant l'ennemi de progresser sur notre front. Je passe donc au GA un temps pénible consacré à remettre en état des divisions que d'autres emploient* »[575]. On ressent la frustration du général qui est alors plus reconnu pour ses talents d'organisateur que de stratège, ce qu'il déplore.

Pendant tout son commandement il poursuit les inspections, que ce soit au niveau des CA, par exemple celle du 33e au camp de Saffais[576] en mai 1916, ou au niveau de la divisions même comme celle de la 47e illustrée sur la photographie et montrant au premier plan les généraux Deprez[577] et Hély d'Oissel[578] en 1916.

575 Ibid, tome 2, livre 8, chapitre 28, titre 1.
576 Commune en Meurthe-et-Moselle.
577 Céleste Deprez, 1855-1940, polytechnicien. Il effectue sa carrière dans l'artillerie puis à partir d'août 1914 des divisions, puis le 7e CA et enfin le détachement d'armée de Lorraine. Il est placé en disponibilité fin 1916. Il est à droite de la photographie.
578 Alexis Hély d'Oissel, 1859-1937, major de Saint-Cyr, il est notamment chef d'état-major de la 5e armée jusqu'au 29 septembre 1914 où il est nommé général de division. À partir de mai 1915 il dirige le 36e puis le 8e CA. Il est au premier plan avec le sabre.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Le 9 mai 1916, il inspecte le secteur des Vosges, notamment le col du Bonhomme, et constate la difficulté de ce secteur montagneux. Il reçoit alors les plaintes du commandant de la 47e division concernant la lenteur de l'évacuation des blessés. Certaines divisions, comme la 72e[579], lui font bonne impression, d'autres moins.

Sa mission consiste aussi à renouveler les officiers et à renforcer les effectifs.

En effet, les divisions qu'on lui renvoie sont parfois très éprouvées. En avril 1916, le 232e régiment d'infanterie a perdu 1 500 hommes en occupant simplement la seconde ligne à Verdun, ce qui donne une idée de l'incroyable bombardement[580]. De même, la 129e division revient au repos et il lui manque 30 officiers et 1 000 hommes dans un régiment, 24 officiers et 1 000 hommes dans un

579 Gastines, *Carnets, op cit,* 18 mai 1916.
580 Ibid, 12 avril 1916.

autre[581]. La 63e division rentre « *sévèrement étrillée à Verdun* »[582].

Inversement Franchet d'Espèrey est fier des divisions qu'il a « *retapées* », ainsi il considère que la 46e DI qui part sur la Somme « *fait du très bon travail* »[583].

La guerre avançant, les territoriaux sont de plus en plus intégrés parmi les troupes normales et leur qualité se renforce ; ainsi le 2 août 1916, il parle de braves gens pour les territoriaux de Toul.

Il se montre aussi très vigilant pour combler le matériel manquant. Et les cas sont nombreux : la place de Toul est désarmée, des régiments, comme le 365e, manquent de mitrailleuses ou d'artillerie, le 34e CA n'a que deux groupes de 75[584].

Il lui incombe également de remplacer les officiers qu'ils soient décédés ou blessés, tel un général tué par un obus dans son PC[585]. De même la 40e DI, après son séjour au Mort-Homme à Verdun, n'a plus assez de cadres[586].

Comme les officiers manquent il faut en trouver comme on peut. Le GQG lui demande de donner des cours permanents pour former les officiers non brevetés mais inaptes à servir dans la troupe à cause de leurs blessures, afin qu'ils puissent servir dans les état-majors de brigade[587]. Il note d'ailleurs qu'il réussit à faire passer un capitaine blessé, chef de bataillon dans la troupe. Il considère plusieurs fois que certains officiers restent trop en arrière ou au dépôt, tels ceux du bataillon de chasseurs de la 47e division[588] ou de la 131e DI[589]. De même, on apprend que les sous-officiers de cavalerie, largement désœuvrés par la guerre de tranchées, passent des cours pour devenir officiers

581 Ibid, 17 juillet 1916.
582 Ibid, 26 juillet 1916.
583 Ibid, 27 juillet 1916.
584 Ibid, Inspections du 12 ou 17 avril 1916.
585 Ibid, 19 avril 1916.
586 Ibid, 18 juin 1916.
587 Ibid, 3 mai 1916
588 Ibid, 9 mai 1916.
589 Ibid, 15 août 1916.

dans l'infanterie et qu'ils sont « *plein d'ardeur, et il faut les modérer sinon ils se font descendre rapidement* »[590]. Il arrive aussi à convaincre certains sous-officiers de régiments territoriaux à passer dans l'active[591].

Franchet d'Espèrey insiste sur l'importance des visites de terrain des différents chefs : « *je constate des différences notables* (lors de ses inspections) *dans la valeur de l'organisation de secteurs voisins qui ne peuvent s'expliquer que par une action insuffisante du commandement. Je ne veux pas qu'on envoie des instructions écrites, mais que les généraux aient une action de présence* »[592]. Il estime en effet que la vue du chef a un très bon effet moral sur la troupe, qu'un brigadier doit aller sur le terrain tous les jours et un divisionnaire tous les deux jours (sachant que lui visite quasiment tous les jours le front). Dans la même optique, il fait pousser au plus proche des lignes les QG des divisions et brigades. Le 16 mai, il visite un général « *à remplacer* » et renchérit : « *les divisions dans les camps ont besoin de voir leurs chefs* ». Le 7 juin, un commandant de bataillon ne sait pas le conduire à sa compagnie de réserve dont il ignore l'emplacement.

Il veille aussi à ce que ses subordonnés respectent bien leurs missions. Ainsi, à Berthelot « *homme plein d'ardeur qui a besoin d'être tenu* », il rappelle qu'il doit se borner à tenir son secteur[593].

Il convient aussi de donner des promotions aux méritants. Il y travaille régulièrement, comme du 24 au 28 mai 1916 en s'appuyant sur ses inspections.

Les unités françaises ne cessent de manœuvrer afin de se préparer aux offensives. D'ailleurs, on peut se demander si c'est toujours très utile. Il affirme notamment ne pas aimer faire faire des manœuvres sous la pluie car « *tout le monde est de mauvaise humeur* »[594], pourtant les

590 Ibid, 30 mai 1916.
591 Ibid.
592 Ibid, 1er mai 1916.
593 Ibid, 8 juin 1916.mai
594 Ibid, 28 septembre 1916.

offensives n'arrêtent pas lors des intempéries et on aurait pu se dire qu'il faut justement apprendre à manœuvrer en terrain difficile. Ces manœuvres se font principalement au niveau des CA[595] et des divisions.

Il rédige des notes pour les offensives qui précisent un certain nombre de points. Par exemple, le 12 août il met en avant l'importance de donner des insignes afin de bien identifier les nettoyeurs de tranchées, celle de mieux organiser les liaisons, d'emporter de quoi aménager le territoire conquis, de mieux préciser les conditions d'emploi du fusil mitrailleur.

Le GQG précise d'ailleurs que toutes les DI doivent passer 15 jours dans des camps d'instruction[596]. On constate aussi qu'à tous les niveaux des écoles de formation sont créées.

Franchet d'Espèrey réforme aussi un peu l'organisation des état-majors en confiant à ceux des CA la préparation et l'exécution des exercices des divisions, car, dit-il, les divisions obéissent aux ordres des CA.

In : Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

595 Comme le 7e CA « *en grands progrès* » le 26 septembre.
596 Gastines, *Carnets, op cit,* 18 août 1916.

On l'observe ici en inspection au GAE.

Conseillé par Joffre[597], il va longuement visiter le théâtre d'opérations de la bataille de la Somme. C'est ce qu'il fait du 23 au 26 novembre 1916. Il visite les 1er, 2e, 10e, 21e CA puis le 2e CA colonial et enfin Foch ; il interroge aussi parfois les commandants de division. Dans ses carnets, les notes sont très détaillées après chaque visite. Fayolle lui fait une très bonne impression[598]. Il y insiste sur plusieurs points : l'artillerie lourde à grande portée doit servir spécialement de contre-batterie, il faut ravitailler mais aussi alléger les hommes car l'avancée est très difficile sur des zones dévastées, les ordres doivent être très minutieusement donnés, enfin la préparation d'artillerie doit être très soignée et l'infanterie ne peut avancer qu'après son action. Pour sa part Franchet d'Espèrey attribue les succès du corps colonial à la forte proportion d'officiers d'active qui en font partie[599]. Si la visite sur le terrain est utile, un bon nombre de ces idées étaient déjà connues et évoquées dans diverses consignes.

Il semble tout à fait logique d'aller voir le terrain et les acteurs afin d'avoir un retour d'expérience. On peut toutefois s'étonner que l'armée n'ait pas, faute de temps peut-être, organisé cela plus formellement ; chaque chef d'armée fait sa propre analyse. Bien sur, l'état-major général et le commandant en chef ont une réflexion intense sur les bases de cet échec sanglant que fut la bataille de la Somme, mais peut-être y a-t-il des lacunes dans la « formation continue » des généraux dont on a vu qu'ils ne sont pas toujours compétents.

Comme à son habitude, Franchet d'Espèrey inspecte méticuleusement le front et règle de nombreux détails. Ainsi, le 21 avril 1916, il renforce l'électrification du front. Le 3 mai, il considère

597 Après une visite du 20 novembre 1916 où il trouve d'ailleurs Joffre fatigué.
598 Gastines, *Carnets op cit*, 25 novembre 1916.
599 Gastines, *Carnets op cit,* 26 novembre 1916.

que les permissionnaires stationnent trop dans les gares de départ (ce qui est source de désordre). Le 4 mai, il suggère de supprimer le gouverneur militaire d'Épinal qui ne sert à rien (vu que la 7e armée défend déjà la ville). Le 13 mai, il fait récolter le foin des centres de manœuvre afin de ne rien perdre.

À Belfort, il se préoccupe de la protection de la ville des avions, précise que cette tâche revient aux armées mais que personne ne s'en est chargé : « *c'est toujours la même rengaine ; beaucoup de papiers pour se couvrir mais pas d'actions concrètes d'exécution sur le terrain* »[600]. Il améliore la communication entre les postes et les batteries à pied en créant un état-major composé d'officiers du génie.

Le matériel est parfois défectueux et Franchet d'Espèrey le signale souvent, notamment les grenades F1[601]. Il s'use aussi : le 18 novembre, la 10e armée affirme avoir perdu plus de 400 pièces d'artillerie par l'usure. Il manque aussi des pièces, comme il le signale le 28 octobre en inspectant le génie.

Il attache une grande importance aux travaux défensifs qu'il trouve souvent insuffisants. Par exemple, concernant ceux du 30e corps, il note qu'il a « *peu confiance dans ces travaux* »[602]. En effet, à Verdun les seconde et troisième positions n'étaient pas assez préparées ce qui compliqua grandement la défense une fois les premières lignes submergées. Comme il le note en inspectant un fort de seconde ligne : « *étant donné la légèreté de notre occupation, ils peuvent tout à coup se retrouver en première ligne* »[603]. Il prévoit aussi de nouveaux terrains d'aviation dont il prend en compte l'importance croissante[604].

Il insiste régulièrement sur l'amélioration des transports, sur le développement des « bretelles » entre les lignes de tranchées[605]. Il accélère la construction d'une nouvelle voie ferrée

600 Ibid, 23 avril 1916.
601 Ibid, 21 juin 1916.
602 Ibid, 23 Avril 1916.
603 Ibid, 19 mai 1916.
604 AFGG, tome 5, vol 1, annexe 1, n°3417, p. 381, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre du 3 décembre 1916.
605 Gastines, *Carnets, op cit,* 17 juin 1916.

pour relier la 7e armée à Mulhouse, l'ancienne voie étant impraticable en raison de la destruction d'un viaduc[606].

2) Des événements et épreuves qu'il subit

Lorsqu'il prend le commandement du GAE, ce dernier s'étend de la frontière suisse au Nord-Ouest du saillant de St Mihiel et est composé des 1ère et 7e armées et du détachement d'armées de Lorraine. Franchet d'Espèrey remplace le général Dubail qu'il qualifie de « *très travailleur (...) ayant des relations politiques* (de gauche) *qui ont serv*i »[607], et rappelle qu'il a lancé des opérations qui n'ont servi à rien.

Bien que travaillant très dur, il dispose parfois de temps libre. Ainsi, le 21 avril 1915, il visite la veuve du général Garcin[608], dans un « *but historique* », c'est-à-dire pour obtenir des documents rares qu'elle aurait conservés. Le 27 novembre 1916, il fait un détour afin de visiter le château de Mouchy appartenant à la famille Noailles[609].

Il faut dire que le front est très calme, les attaques allemandes, comme celle du 25 avril, sont repoussées facilement et n'ont qu'une échelle réduite. Le même jour, il déplace son QG à Mirecourt.

Son rôle de commandant de groupe d'armées le met directement et régulièrement en contact avec les politiques et le haut-commandement lors de conférences. Ainsi, le 17 mai 1915, à Châlons, se réunissent le président de la République Poincaré, le président du conseil Briand, le ministre de la Guerre Rocques, des généraux : Joffre, Castelnau, Pétain et Franchet d'Espèrey (voir photo suivante). Ce dernier présente deux plans d'offensive pour le GAE, le premier au nord de

606 Ibid, 2 juillet 1916.
607 Ibid, tome 1, livre 8, chapitre 28, titre 1.
608 Nicolas Garcin (1834-1915), saint-cyrien, il participe notamment à l'expédition du Mexique où il est décoré de la Légion d'honneur. Prisonnier en 1870 à Metz, il participe ensuite à la répression de la Commune et fait fusiller, par erreur probablement, un député. Franchet d'Espèrey souligne que cela ruina sa carrière mais ce n'est pas certain.
609 Ancienne maison noble, élevée au rang de Duc.

Toul en faisant croire que les troupes massées vont à Verdun, et un autre en Alsace, contre des unités allemandes de seconde zone afin de mettre les villes allemandes « *à portée de tir* ». Ses propositions sont rejetées notamment pour ne pas détruire l'Alsace qu'on entend reconquérir. Tout le monde se rallie à l'idée d'une offensive sur la Somme. Néanmoins, selon Franchet d'Espèrey, on ne rentre pas dans les détails car Foch est absent. L'après-midi est peu productif mais il note que les politiques accusent les militaires d'avoir négligé les commandes d'artillerie lourde.

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922). Franchet d'Espèrey avec Joffre et Poincaré.

Les Français ne restent pas totalement inactifs et procèdent à des actions limitées qu'en général Franchet d'Espèrey n'évoque pas dans ses carnets et qui n'ont guère d'intérêt. Il s'en tient aux cas les plus marquants comme, le 3 juin 1916, lorsque les gaz français retournent dans nos lignes à cause du vent, tuent deux sapeurs et en blessent quarante. Globalement, comme il le souligne *«conformément aux ordres, on se contente de conserver le terrain conquis, sans chercher*

à progresser »[610].

Parmi les quelques opérations notables, il faut souligner celle de l'aviation du 22 juin 1916. Les Allemands bombardent Épinal, ville ouverte. L'aviation française décide alors de répliquer en faisant de même. Froidement, elle bombarde Karlsruhe car, selon un agent sur place (la maîtresse de l'adjudant de la garnison), les rues sont pleines de monde pour la Saint Jean ; l'aviation frappe à la sortie des vêpres et des prêches, tuant 247 civils et quelques soldats. Sans émotion Franchet d'Espèrey note juste : « *à partir de là, les Allemands cesseront de bombarder nos villes ouvertes* »[611].

Fin juillet et début août, il reçoit la visite de son frère et de son fils, c'est quasiment la dernière fois qu'il les voit. Il continue aussi à recevoir des visites protocolaires, comme celle du président de la République accueilli le 10 août par une haie d'honneur de la 52e DI et de vétérans de 1870 ; mais aussi celle de l'écrivain Loti, qui visite les premières lignes incognito. Il reçoit aussi des officiers étrangers dont trois Japonais le 14 novembre.

Le 27 août 1916 se déroule une nouvelle conférence entre les grands chefs à Sarleu. Il trouve Foch froid, et note : « *il est vrai que je ne le connais pas (...) il est froissé de voir ses opinions soumises à nos appréciations* ». On est en effet en pleine bataille de la Somme qui ne donne que des résultats décevants. Il est décidé de développer encore l'artillerie lourde qui seule peut permettre de détruire toutes les positions ennemies et donc d'avancer plus vite. Franchet d'Espèrey juge encore sévèrement cette réunion : « *papotage, personne ne dirige, aucun programme d'établi* ». Il mentionne cependant que Joffre prévoit déjà de compenser la baisse de l'infanterie en laissant une plus grande place à l'artillerie et de ne conserver que la 101e division (ce qui se réalise en 1918).

Le 8 octobre, il va rencontrer son fils au 401e régiment dans la boue à 25 km de Verdun. Il

610 Gastines, *Carnets, op cit,* 18 juin 1916.
611 Ibid, 22 juin 1916.

le voit vivant pour la dernière fois. En effet, on lui rapporte sa mort le 27 octobre 1916 (il est mort le 26), d'une balle dans le cœur en allant apporter à boire à un sergent blessé resté entre les lignes. S'il ne s'étend pas dans ses carnets ni dans ses lettres, il est atteint : il note dans ses carnets en 1919, « *depuis la mort de mon fils le ressort est brisé, je fais mon devoir* ». De plus, son frère est tué à son tour le 17 décembre 1916 à St-Mihiel.

Les 28 et 29 novembre 1916, il participe à la conférence de Chantilly avec Foch, Joffre, Castelnau, Pétain et Haig[612]. Joffre expose ses plans pour février 1917. À la demande de Joffre, il transmet deux projets d'offensive en Alsace, un rédigé par la 7e armée et un par son état-major (dont selon lui le plan de 1918 en Macédoine s'inspire en attaquant en même temps les trois lignes allemandes)[613]. Il le présente comme une attaque qui ne serait pas décisive mais qui serait susceptible de gains importants et en peu de temps à condition d'avoir les moyens en artillerie et de disposer de troupes qui ne sont pas épuisées[614]. Mais ce projet ne sera pas exécuté. Franchet d'Espèrey et ses troupes doivent demeurer dans une position très attentiste. Il doit se contenter de parfaire ses organisations défensives[615], et réclame plus de troupes pour les réaliser, comme tous les commandants d'armées...

Il suit avec attention l'évolution internationale et note dans ses carnets la prise de Monastir[616], la chute de Bucarest[617]… On lui parle du « sans-gêne de Sarrail » et il note que : « *cela me peine pour lui qui était mon ami* »[618]. Par l'intermédiaire de Le Chatelier, il continue d'être informé régulièrement sur la situation politique et ce dernier lui donne même parfois des avis militaires. Malheureusement, on ne dispose que d'un seul courrier de l'époque daté du 9 octobre 1916[619]. Le Chatelier conseille à Franchet d'écrire à Freycinet pour avoir des conseils. Il se plaint de

612 Douglas Haig, 1861-1928. Il participe aux côtés de Franchet d'Espèrey aux batailles de Mons, de la Marne, puis prend en main la 1ère armée britannique en 1915 et enfin commande l'ensemble de leurs troupes à partir de décembre 1915.Il commande notamment lors de la bataille de la Somme et reste en poste jusqu'à la fin de la guerre.
613 Ibid, 7 décembre 1916.
614 AFGG tome 5, vol 1, annexe 1, n°248, p. 439, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre du 8 décembre 1916.
615 AFGG tome 5, vol 1, annexe 1, n°271, pp. 482-484, lettre de Franchet d'Espèrey à Joffre du 12 décembre 1917.
616 Gastines, *Carnets, op cit*, 19 novembre 1916.
617 Ibid, 6 décembre 1916.
618 Général commandant à Salonique, ancré à gauche mais proche de Franchet d'Espèrey. Il est accusé de se déplacer avec ses maîtresses.
619 Gastines, Christian de, *Correspondances*, *op cit.*

ce que la guerre de tranchées ne soit pas organisée pour économiser les hommes. Le Chatelier suggère même qu'il faudrait progresser de 5 à 10 km de profondeur sur une largeur de 15 km tous les deux ou trois jours par la maîtrise absolue des airs et de l'artillerie tout en surprenant l'ennemi : « *une offensive systématiquement industrielle ; canon et machines, sans infanterie* ». Il suggère la création d'auxiliaires du front pour que les « *grands chefs et politiques* » se rendent compte de la réalité du terrain. Il fait aussi référence à une lettre, que nous n'avons pas, où Franchet d'Espèrey lui a répété que les Balkans seront le lieu où on pourra obtenir la victoire et sortir de l'immobilisme. Ainsi, on voit que de nombreux politiques, voire militaires, ont une conception assez juste de ce qu'impose la guerre de tranchées, sans pourtant y parvenir, sûrement faute de moyens ou par impatience.

Le 10 décembre 1916, il apprend que Nivelle est pressenti pour être nommé général en chef. Le 15 décembre 1916, il est convoqué à Paris où on songe l'envoyer en mission en Russie mais il cherche à refuser : *« j'ai peu d'entrain, mon fils a été tué il y a moins d'un mois. Je dis sans fard au ministre : je ne suis pas connu, je ne sais pas parler »*[620]. Franchet d'Espèrey réussit à éviter cette mission (il le regrette un peu d'ailleurs dans ses carnets, disant qu'il aurait voulu visiter la Russie) et est nommé le 27 décembre 1916 au Groupe d'armées du Nord (GAN), mais néanmoins il doit être soulagé car ce voyage l'aurait éloigné des commandements actifs qui ont sa nette prédilection. Ce groupe d'armées est beaucoup plus exposé, plus actif, il s'agit donc d'une promotion. Certes, on doit se demander si elle n'est pas un peu par défaut : Foch, Joffre et Castelnau étant rendus responsables de l'enlisement. Franchet d'Espèrey est très sérieusement organisé et instruit, mais n'a pas encore commandé d'opérations massives à part lors de la bataille de la Marne (sans compter que son armée n'a alors pas rencontré de forte opposition, ce sont plutôt les 6e et 9e armées sur ses flancs qui livrèrent de violents combats.) Comme il le souligne dans son carnet : *« j'ai la conviction d'avoir rempli mon rôle consciencieusement. La preuve en est dans l'estime que*

620 Gastines, *Carnets op cit*,16 décembre 1916.

m'accordent mes chefs »[621].

On doit néanmoins remarquer que Franchet d'Espèrey qui critiquait avant la guerre les chefs qui concentraient trop d'activités entre leurs mains, a tendance à faire de même. Sa grande capacité de travail le lui permet. Cette minutie, cette rigueur et surtout la volonté de voir directement les unités et les problèmes est une de ses forces, bien qu'il ne soit pas le seul à agir ainsi. Mais il est permis de se demander s'il n'y a pas parfois une certaine dispersion et un manque de hiérarchisation des obligations. En effet, dans ses carnets, on constate qu'il travaille assez peu avec son état-major aux grands plans d'opérations ou en tout cas qu'il n'estime pas utile d'en parler (ce qui est significatif aussi).

B) Chef du groupe d'armées du Nord

1) L'offensive Nivelle

Franchet d'Espèrey est enfin nommé à une position où il espère avoir un rôle actif. Même s'il ne l'exprime pas directement dans ses carnets, on peut deviner son impatience. Sa modestie, affectée, n'empêche pas qu'il porte un regard acerbe sur les actions des autres généraux et qu'il espère faire mieux. S'il continue à soigner tous les détails, la priorité n'est plus à l'instruction mais à l'action. Il est alors plus opportun de suivre son activité dans ses grandes phases.

La préparation de l'offensive est longue et difficile.

Franchet d'Espèrey rend visite à Nivelle dès le 7 janvier 1917. Il se sont connus en Tunisie et se sont revus en Chine. La familiarité reprend vite : « *il me parle en camarade* » ; ils évoquent ensemble la situation en Orient. Dès lors, Franchet d'Espèrey parle toujours assez positivement de

621 Ibid, 30 décembre 1916.

Nivelle. Le commandant en chef lui présente son plan d'opération avec une certaine pompe. Par rapport au plan de Joffre, le GAN n'a plus le premier rôle, il doit attaquer avec les Britanniques afin d'user les réserves allemandes et préparer l'action, décisive, du GAR. Le GAN doit prendre l'offensive deux-trois jours avant, avec sept divisions en première ligne et 5 en seconde provenant de la 1ère armée de Fayolle et de la 3e de Humbert[622] avec 177 batteries d'artillerie lourde[623]. Franchet d'Espèrey est un peu sceptique et trouve Nivelle « *grisé de Verdun* ». En effet, ses succès à Verdun, notamment la reprise efficace des forts, ont valu à Nivelle sa promotion et lui ont fait croire qu'il avait trouvé une méthode généralisable et infaillible[624], reposant sur l'attaque surprise, avec des objectifs lointains et rigoureusement chronométrés, après une intense préparation d'artillerie qui aurait détruit les batteries ennemies. D'ailleurs, Nivelle conserve la haute main sur l'action du GAR.

Le 9 janvier, il visite l'armée Belge et son roi. Il trouve qu'à Nieuport la situation est vraiment mauvaise, l'artillerie allemande domine toute la région. Il juge aussi l'occupation d'une partie de la rive droite de l'Yser inutile (mais il comprend son aspect symbolique : conserver une partie du territoire Belge).

Il se préoccupe d'inspecter rapidement ses nouvelles troupes et trouve, comme à son habitude, de nombreux points à améliorer ; comme le 1er régiment de Spahis marocain qui est en réserve et « *qui ne fait pas un exercice (...) c'est la paresse intellectuelle la plus complète* »[625]. Il observe aussi l'instruction de la cavalerie et n'en est pas satisfait : « *je constate avec regret que rien n' a été fait pour moderniser l'action de celle-ci* »[626]. Heureusement certaines unités lui font bonne impression, telle la division marocaine (qui est une unité d'élite) et la 154e DI[627]. Il inspecte l'artillerie d'assaut (les chars) et constate qu'il n'y a pas de doctrine d'emploi et que la liaison avec les fantassins semble difficile, alors même qu'il juge qu'elle ne peut agir seule[628]. Il porte toute son

622 Georges-Louis Humbert, il participe à l'expédition au Tonkin, il dirige pendant la guerre le 32e CA, puis la 7e et la 3e armée.
623 Gastines, *Carnets, op cit,* 10 janvier 1917.
624 Voir D. Rolland, *Nivelle. L'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, Paris, 2012.
625 Gastines, *Carnets op cit,*12 janvier 1917.
626 Gastines, *Carnets op cit,* 21 janvier 1917.
627 Ibid, 22 et 26 janvier 1917. Il les trouve respectivement : « *bien dirigée* » et « *en bon état* ».
628 Ibid, 28 janvier 1917.

attention sur l'artillerie qu'il estime insuffisante[629] ou mal encadrée à plusieurs reprises. Ainsi, la 120e DI n'a pas encore de commandant de l'artillerie[630]. Rentrant dans les détails, il goûte même la soupe des territoriaux le 5 février ; par ailleurs, il s'emporte contre son état-major qui n'a pas transmis l'étude du terrain de la future attaque, envoyée par la 1ère armée de Fayolle : « *toujours cette méthode, que je ne puis tolérer, de ne pas me rendre-compte pour m'éviter des détails* »[631]. Il inspecte les hôpitaux de l'arrière, tel celui de Royallieu qui comporte 2 358 lits mais qui est déjà à moitié plein. Il punit les fautes, comme le 31 mars où il inflige quinze jours d'arrêt à un capitaine d'artillerie qui embouteille la route. Il cherche aussi à compléter les effectifs de la cavalerie en utilisant les chevaux des permissionnaires pour les hommes à pied[632].

Il prend aussi le temps de faire quelques manœuvres de cadres, comme le 20 février au 18e CA et n'en est que partiellement satisfait : « *le chef du CA est bon (...) mais les divisionnaires ne valent rien* »[633]. Il fait de même le 22 février à la 3e DC et trouve les résultats « *pas fameux* ». Enfin, le 28 février il juge la manœuvre du corps de cavalerie, très médiocre et tranche ainsi « *décidément, ils ne veulent rien apprendre* ». Il faut prendre du recul face à ces affirmations car, si la cavalerie a effectivement du mal à s'adapter à ses nouvelles missions, elles-mêmes floues, Franchet d'Espèrey fait quelque peu une fixation sur elle et cela peut provenir d'une rivalité traditionnelle entre l'infanterie et la cavalerie (vue comme plus prestigieuse avant-guerre).

Il rencontre souvent Nivelle qu'il trouve « *fatigué* » le 8 février, « *soucieux* » le 15[634]. Il comprend aussi vite que, dessillés par les pertes immenses de leur offensive dans la Somme, « *les Anglais ne veulent pas envoyer leur infanterie* »[635], « *les Anglais ne veulent plus de pertes* »[636].

629 Ibid, 15 février 1917. Il réclame des renforts en artillerie.
630 Ibid, 30 janvier 1917.
631 Ibid, 11 février 1917
632 SHD 18N79, lettre de Franchet d'Espèrey au commandant en chef du 11 mars 1917.
633 Gastines, *Carnets, op cit,* 20 février 1917. Il demande que les régiments soient autorisés à augmenter le nombre de leurs hommes à pied d'une dizaine de cavaliers par escadron afin de monter les chevaux des permissionnaires et d'être à effectifs pleins. Il ajoute à la main sur la lettre : « *le nombre des indigènes du dépôt d'Arles ou d'Aix permet cette mesure que je considère comme des plus utile* ».
634 À noter que c'est inscrit comme tel dans ses petits carnets et que ce n'est donc pas un jugement rétrospectif.
635 Gastines, *Carnets, op cit,* 31 janvier 1917.
636 Ibid, 3 mars 1917.

La difficulté majeure provient du fait que les Allemands font retraite avant l'attaque française. Le 25 janvier, il donne l'ordre aux différentes armées d'accentuer les reconnaissances afin de vérifier si ce repli a bien lieu[637]. Dès le 27 février, Franchet d'Espèrey en informe Nivelle qui n'en tient pas compte, et il écrit même une lettre formelle le 4 mars 1917[638]. La capture de prisonniers confirme pourtant la réalité de cette retraite proche[639]. Franchet d'Espèrey va donc voir directement Nivelle le 9 mars et le trouve très confiant mais tendu à cause des réticences britanniques à s'engager. Le 11 mars, Nivelle réunit les chefs d'armées afin de poursuivre les Allemands mais l'offensive française ne peut avoir lieu que le 16 mars. Le jour-même, toute la première ligne est prise à quelques exceptions près. Néanmoins, l'avancée est vite ralentie, pourquoi ? Tout d'abord, à cause de la pusillanimité de certains chefs tels celui de la 26e DI qui fait bombarder toute la matinée un village vide et exige un ordre écrit de son supérieur avant d'avancer[640]. Franchet d'Espèrey fait ainsi relever le général Demange[641], chef du 13e corps qu'il accuse de poursuivre l'ennemi trop lentement[642]. Néanmoins, au bout de quelques jours les Français se heurtent à des positions retranchées défendues comme le 23 mars[643]. Il est donc difficile parfois pour les généraux d'arbitrer entre la prudence et l'offensive rapide.

Ensuite, les Allemands ont ravagé le terrain, détruit les ponts, miné les routes, détruit les maisons et coupé les arbres fruitiers. Enfin, devant cette retraite allemande, tous les alliés pensent être attaqués prochainement et demandent des renforts, comme les Italiens qui veulent 20 divisions. Résultat, la 1er armée française est mise en réserve pour parer une éventuelle attaque allemande qui serait « prévue » le 25 mars[644]. Le 26 mars, une nouvelle réunion a lieu avec Nivelle, Micheler[645] et

637 AFGG tome 5, volume 1, annexe 2, n°733, p. 1342, lettre de Franchet d'Espèrey aux chefs de la 1ère et 3e armées du 25 février 1917.
638 AFGG tome 5, volume 1, annexe 2, n°777, p. 1415, lettre Franchet d'Espèrey à Nivelle du 4 mars 1917.
639 Gastines, *Carnets op cit,* 7 mars 1917.
640 Ibid, 17 mars 1917.
641 Marie-Georges Demange, 1860-1941, auteur d'un plan stratégique défensif en 1912. Il a été notamment commandant de la 25e division d'infanterie, puis en octobre 1916 du 13e CA. Après avoir été relevé de ses fonctions par Franchet d'Espèrey il devient inspecteur général des travaux.
642 Voir Buat, *op cit*, p. 406.
643 AFGG tome 5, volume 1, annexe 3, n°1001, p. 207, lettre de Franchet d'Espèrey à la 3e armée, il recommande alors d'attaquer seulement avec un appui sérieux d'artillerie et incite les commandants à se rapprocher des zones de combat.
644 Gastines, *Carnets op cit*, 19 mars 1917.
645 Joseph Alfred Micheler, 1861-1931, saint-cyrien. Il commande notamment la 10e armée lors de la bataille de la

Mangin afin de modifier les plans suite au retrait allemand (il s'agit en fait de l'opération Alberich qui a pour but de raccourcir le front et de revenir à des positions plus fortifiées). Franchet d'Espèrey voit son rôle encore réduit, il n'a plus que la 3e armée et le 36e CA. Le 28 mars, il propose d'attaquer Laon sur le flanc des lignes allemandes mais Nivelle refuse, voulant appliquer son plan. Il faut souligner aussi que cette opération aurait sûrement été difficile à monter car le terrain évacué est ravagé ; Franchet d'Espèrey minore parfois certains aspects de la situation. De plus, l'aviation allemande domine le ciel, ce qui gène les réglages de l'artillerie française qui ne peut bénéficier des relevés de sa propre aviation[646].

À son grand regret, Franchet d'Espèrey se retrouve assez vite chargé d'une mission secondaire.

En effet, la situation a profondément changé, l'attaque française devient encore plus frontale alors que les Allemands ont augmenté leurs réserves. Il en résulte des interrogations importantes au niveau politique et chez certains généraux. Une première réunion a lieu le 2 avril au ministère de la Guerre[647], Micheler semblant reculer sur l'opportunité de l'offensive, en s'appuyant sur Pétain qui lui-même veut s'appuyer sur Franchet d'Espèrey. La réunion décisive a lieu à Compiègne le 6 avril 1917, il la relate ainsi dans ses carnets[648] :

« Réunion à la gare de Compiègne dans le wagon du président: Poincaré, Ribot[649], Painlevé, Lacaze[650], Albert Thomas[651],Nivelle, Castelnau, moi, Pétain, Micheler.

Aucun procès-verbal de la séance n'est établi, mais à une commission d'enquête présidée par le

Somme et surtout le GAR pour l'attaque du Chemin des Dames. On lui a attribué un rôle majeur.
646 AFGG tome 5, volume 1, annexe 3, n°1070, p. 340, lettre de Franchet d'Espèrey à Nivelle du 29 mars 1917.
647 Lyautey ayant démissionné en mars, il s'agit de Paul Painlevé. Socialiste indépendant, il est hostile à Nivelle.
648 Gastines, *Carnets, op cit*.
649 Ministre de l'Armement. Socialiste.
650 Lucien Lacaze, 1860-1955, amiral et ministre de la Marine de 1915 à 1917.
651 1878-1932, ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre.

général Brugère[652]*, j'ai fait le compte-rendu suivant :*

" Je considérais cette réunion surtout comme un échange d'idées puisque nous n'avions pas été avisés de son but et qu'il n'était pas tenu de procès-verbal. La conversation fut d'abord confuse, les débats n'étant pas dirigés. Aucune question n'étant posée, on se perdit dans des généralités où chacun dit son mot.

Le général Nivelle, par exemple, rappelant ses succès du 24 octobre et du 17 décembre 1916, fit ressortir les avantages théoriques de l'offensive.

Pour ma part, j'ai indiqué que mes récentes opérations à la poursuite des Allemands interdisaient de trop vastes horizons. Le ravitaillement de nos armées dans des pays dévastés avec des communications détruites systématiquement, réduisait la rapidité de notre avance en dehors de toute résistance ennemie.

Monsieur Albert Thomas, l'amiral Lacaze, bien d'autres prirent la parole. Le temps passait ; à la fin, le Président de la République a demandé à chacun des commandants de Groupe d'Armées son avis sur l'opportunité de prendre l'offensive.

Le général de Castelnau fut interrogé le premier: il répondit qu'arrivant de Russie, il ne connaissait pas la situation mais que l'expérience de tous les temps indiquait qu'il fallait concentrer tous ses moyens sur le point décisif.

Parlant ensuite, j'ai fait ressortir qu'ayant obtenu à grand peine, le concours de l'armée britannique pour une date déterminée, nous ne pouvions pas l'abandonner au moment où elle se mettait en branle et que, dans ces conditions, il fallait faire quelque chose.

Les généraux Pétain et Micheler, prenant ensuite la parole, furent également d'avis que nous ne pouvions pas nous abstenir, mais je tiens à établir que nous n'avons pas été consultés sur la

652 Joseph Brugère, 1841-1918, général de brigade et polytechnicien. Il participe à la guerre de 1870 à la fois dans l'armée impériale puis dans l'armée de la Loire. Il commande pendant la guerre un groupement de divisions de territoriaux. Il dirige enfin la commission d'enquête après l'échec des offensives Nivelle.

modalité de l'offensive, c'est-à-dire sur le point d'attaque, sur la profondeur à envisager et sur les moyens à employer[653]*. C'était du reste justifié, ces éléments dépendant essentiellement du commandement, en l'espèce le général Nivelle, commandant en chef, et le général Micheler, chargé par lui de l'attaque principale.*

Autant qu'il m'en souvienne, c'est à ce moment que le général Nivelle remit sa démission au Président de la République. Cette démission était préparée à l'avance, c'était une enveloppe cachetée. Tous les membres du gouvernement, sans exception, ont vivement insisté pour la lui faire retirer.

Le maréchal Douglas Haig n'assistait pas à la réunion. Est-ce volontairement, je n'en sais rien: on avait annoncé sa venue."

Après la séance, on déjeune dans le wagon du Président : c'est le vendredi-saint. Poincaré, d'un ton sec, affirme son respect de toutes les croyances en annonçant qu'il a fait préparer deux déjeuners, un maigre et un gras. En fait, on nous sert un excellent déjeuner maigre que tout le monde mange, et seul, mon voisin de droite, Albert Thomas, fait honneur, sur mon insistance, à une superbe entrecôte Bercy. Ribot et Nivelle sont protestants et Painlevé incroyant ».

En fait, rien n'est décidé, *alea jacta est*, faute d'autre solution et de peur de ne rien faire quasiment tout le monde se rallie à l'idée d'une offensive. Ce compte-rendu correspond à sa déposition lors de la commission d'enquête Brugère du 4 octobre 1917 et concorde avec les résumés des autres participants[654]. Plus tard, dans une lettre privée au général Spears, il revient sur cette affaire et avoue « *avoir été assez gêné de discuter du plan de Nivelle* » et que Micheler n'a pas souhaité renoncer à l'offensive. Il est certain que l'autorité du commandant en chef Français a été atteinte. On peut noter aussi l'importance des considérations religieuses pour Franchet d'Espèrey. Enfin, chacun se rassure

653 Dans une lettre privée au général Spears, Franchet d'Espèrey livre la même version à quelques détails. Il affirme notamment que le général Micheler était très embarrassé... SHD 1K162-3, lettre non datée mais qui est classée parmi le courrier des années 1930.
654 AN-313, AP 121 et SHD 5N255.

comme il peut, par exemple le 8 avril il juge aussi que « *l'importance des cimetières allemands prouvent l'efficacité de notre artillerie* ».

Il reprend alors ses inspections et est même pris à partie par l'artillerie allemande. Il trouve que plusieurs divisions françaises sont fatiguées[655]. Nivelle décide cependant de maintenir son attaque de diversion du GAN et d'attaquer les Allemands qu'il estime en retraite. La seule 3e armée doit agir sur Saint-Quentin. L'artillerie ouvre le feu à cinq heures du matin le 13 avril et le 13e CA attaque mais en vain : « *malgré une faible réaction de l'artillerie ennemie, l'attaque a échoué à cause des mitrailleuses installées dans des abris bétonnés communiquant avec l'arrière par des souterrains* »[656]. Franchet d'Espèrey explique cet échec par le manque d'artillerie lourde, qui a été largement transférée au GAR. Les Allemands tiennent avec peu de forces grâce à la solidité de leur position. Tout l'intérêt du repli se comprend alors. Les affaires françaises s'annoncent mal.

L'attaque qu'on espérait décisive a lieu le 16 avril 1917. Franchet d'Espèrey n'y participe pas : « *mon groupe d'armées ne fait rien puisque je lui ai passé (au GAR) toute mon artillerie de 155* »[657]. L'échec est immédiat et sanglant. En effet, il n'y eut aucune surprise, les Allemands ayant capturé plusieurs soldats possédant des plans de l'attaque (Franchet d'Espèrey s'en rend compte le 22 avril après l'interrogatoire de prisonniers, il affirme que les Allemands ont amené des unités fraîches et ont bombardé les tranchées d'attaque françaises cinq minutes avant l'heure H). Il faut aussi souligner que l'aviation française ne dominait pas les airs, ce qui empêcha de bien détruire les positions allemandes. Enfin, le terrain était exceptionnellement difficile de par sa pente et les nombreuses creutes qui pouvaient servir d'abris. Ainsi, les conditions pour appliquer la « doctrine Nivelle » ne sont pas réunies.

Il profite de son temps pour analyser l'action du 13e CA du 13 avril. Il apparaît que l'attaque bute sur des fils de fers non coupés et que le barrage roulant va trop vite pour que l'infanterie puisse suivre sur un terrain dévasté, en résumé note-t-il : « *l'échec est lié au manque*

655 Ibid, *Carnets, op cit*, 9 avril 1917. Il s'agit des 121e et 61e DI.
656 Ibid, 13 avril 1917.
657 Ibid, 16 avril 1917.

d'artillerie en nombre et en puissance »[658]. On le sent frustré de cette attente : « *j'inflige quinze jours d'arrêt à un lieutenant qui laisse sa compagnie déjeuner en plein air alors que lui déjeune dans une maison. Il faut bien que mes promenades servent à quelque chose* »[659].

Franchet d'Espèrey analyse aussi l'échec de Nivelle en ces termes : « *en y mettant la quantité de munitions la première position est toujours prise (...) pour moi l'erreur la plus grande a été d'attaquer de front le Chemin des Dames : il fallait profiter du repli allemand pour prendre de flanc toutes les défenses allemandes* ». Certes, il prêche ainsi en faveur du plan qu'il avait proposé et se met en valeur, une tendance naturelle qu'on retrouve souvent dans ses carnets. Il faut rappeler que le terrain abandonné par les Allemands, totalement dévasté, se prêtait très mal à la préparation d'une attaque.

Franchet d'Espèrey assiste aussi aux déchirements qui adviennent au niveau du commandement ; on cherche des coupables. Il défend Mangin que Micheler rend responsable de son échec : « *j'insiste auprès de lui (Nivelle) pour qu'il ne sacrifie pas Mangin qui n'a fait qu'obéir* »[660]. Il, estime que la 6e armée de Mangin a été « *engagée dans une lutte très dure dans des conditions défavorables* » : étroitesse de la zone d'attaque et persistance de l'artillerie allemande[661]. Si Franchet d'Espèrey et lui ne s'entendent pas depuis le Maroc, le commandant en chef du groupe d'armée fait un bel effort d'honnêteté.

Nivelle avait promis une offensive rapide et qui ne deviendrait pas une opération d'usure. Cependant, les opérations continuent, à la demande notamment des Britanniques. Franchet d'Espèrey récupère alors la 1ère armée et Nivelle le presse d'attaquer. Or la 1ère armée, selon les carnets de Franchet d'Espèrey, a perdu plus de 23 000 hommes, surtout dans les divisions coloniales[662]. Il a donc besoin de plus de troupes et il transforme la cavalerie du 1er CAC en division d'infanterie. De plus, pour attaquer de flanc comme il le veut depuis des semaines, il faut prendre le

658 Ibid, 18 avril 1917.
659 Ibid, 22 avril 1917.
660 Ibid, 24 avril 1917.
661 AFGG tome 5, vol 1, annexe 4, n°1690, pp. 1243-1244, lettre de Franchet d'Espèrey à Nivelle, 26 avril 1917.
662 Gastines, *Carnets*, *op cit,* 28 avril 1917. Franchet d'Espèrey distingue d'ailleurs par « race » les pertes qu'il estime de 15 674 Français, 5 274 Sénégalais et 1 515 Arabes.

temps de redéployer son artillerie (il a reçu des renforts en artillerie lourde). Il propose alors une action limitée à Nivelle afin de rejeter l'ennemi de la vallée de l'Ailette[663]. Nivelle pour sa part est pressé d'obtenir un succès[664], il espère en effet sauver son poste, ce que Franchet d'Espèrey pense impossible : « *je crains pour Nivelle qu'il se fasse des illusions* »[665]. Il doit donc attaquer, n'ayant pas totalement pu, selon ses écrits, installer l'artillerie sur le flanc de l'ennemi[666]. Lors d'une dernière visite, il inspecte l'artillerie d'assaut qui se prépare et pour qui on a tracé des pistes menant jusqu'en première ligne. Il entend les premiers bruits d'actes d'indiscipline dans une division coloniale. L'attaque débute le 5 mai mais « *malgré l'élan des troupes, les résultats sont médiocres* »[667]. Là encore, il n'y a aucune surprise, les Allemands tirant même sur les compagnies qui montent en ligne[668]. L'attaque se poursuit le 6, 11 officiers et 855 hommes sont capturés, modeste bilan. Franchet d'Espèrey porte un jugement mitigé sur l'artillerie d'assaut qui « *a rendu des services, mais c'est une arme qui n'est pas encore au point* »[669], il évoque notamment un groupe qui n'a pas cherché à collaborer avec la 158e DI proche. En effet, les « chars » français ne sont qu'à leur débuts. Il ne les rejette pas définitivement. En deux jours, les pertes sont importantes, 6 335 hommes et 178 officiers. Les troupes se sont incontestablement battues bravement. Franchet d'Espèrey note que les officiers de cuirassiers ont eu beaucoup d'hommes hors de combat, par « leur bravoure » d'autant que justement c'était leur premier combat et qu'ils entendaient la démontrer**.** Il rencontre Nivelle pour faire le bilan de l'offensive qui continue, ce dernier lui donne l'impression : « *d'un homme qui se noie et qui cherche à se raccrocher aux branches* ». L'attaque se poursuit. Le 8 mai, la 10e armée dégage le plateau de Craonne. Franchet d'Espèrey presse le remplacement de divisions du 18e CA en ligne depuis le 21 avril. Il note d'ailleurs, car on lui a fait remonter des plaintes, que le général Duchêne qui dirige la 10e armée manque de doigté et qu'il y a des problèmes de permissions. Le

663 AFGG tome 5, vol 1, annexe 4, n°1690, pp. 1243-1244, lettre de Franchet d'Espèrey à Nivelle, 26 avril 1917.
664 Gastines, *Carnets, op cit,* 2 mai 1917.
665 Ibid, 30 avril 1917.
666 Ibid, 2 mai 1917.
667 Ibid, 5 mai 1917.
668 Ibid.
669 Ibid, 6 mai 1917.

ministre lui demande aussi son avis sur le général Humbert à la 3e armée et étrangement, Franchet d'Espèrey bien qu'ayant plusieurs fois émis des doutes sur son travail[670], conseille de le conserver. On a l'impression qu'on traque les fautifs éventuels afin de les sacrifier. Il note dans ses carnets « *c'est une pétaudière ; ce pauvre Nivelle n'a plus la confiance du gouvernement et nous en souffrons tous* »[671]. Le 13 mai, il évoque encore des unités « au moral préoccupant ». Enfin, la situation semble s'éclaircir, le 16 mai, Pétain est nommé à la place de Nivelle.

2) Sous le commandement de Pétain

Franchet d'Espèrey accueille positivement la nomination de Pétain. Il rappelle dans ses carnets qu'il lui a fait obtenir une brigade alors qu'il était simple colonel. Il le décrit[672] en ces termes : « *c'est un homme froid, sérieux, ne se livrant pas* ». Il souligne qu'il prend l'armée dans un moment très difficile, après l'échec de l'offensive Nivelle et considère que : « *le général Pétain sait rapidement conjurer cette crise, c'est là son plus grand titre de gloire, bien supérieur à mon sens, à la défense de Verdun pour laquelle il a toute l'armée française à sa disposition (...) Dans la seconde partie de la guerre, l'intervention du général Foch, qui ne le vaut pas, le fait passer au second plan* »[673]. Franchet d'Espèrey affirme aussi que les trois généraux en chef ont toujours été bienveillants envers lui et apprécient son travail. De plus, comme il passe pour un réactionnaire, ils ne le voient pas comme un concurrent[674].

À partir de mai 1917, l'armée française connaît des « mutineries » qui vont toucher aussi les troupes de Franchet d'Espèrey.

Il reprend ses inspections en mai et constate de nombreuses défaillances, trop de

670 Mi-avril il avait dit qu'il le trouvait dépassé et le 10 mai qu'il ne contrôlait pas assez ses chefs de CA.
671 Gastines, *Carnets, op cit,* 10 mai 1917.
672 Ibid, tome 1, livre 10, chapitre 30, titre 1.
673 Ibid.
674 Ibid.

permissionnaires, lenteur dans les demandes de renforts ou le décompte des tués[675]... L'alimentation est défaillante et arrive froide[676]. Il note que les Allemands tentent, en vain, de reprendre le Chemin des Dames.

Le 18 mai, il inspecte la 154e division d'infanterie formée de nouveaux régiments au moral excellent. Toute l'armée n'est donc pas touchée par la crise ; néanmoins, il faut souligner qu'il a senti des prémisses d'indiscipline à plusieurs reprises, comme par exemple le 21 avril.

Franchet d'Espèrey se livre à de longs prolégomènes[677] sur ces mutineries qu'il convient de résumer ici et de confronter aux quelques archives disponibles. Il considère que la crise s'amorce en mai et dure jusqu'à mi-juin, et qu'elle « *débute dans les corps au repos que les meneurs peuvent travailler plus facilement. Le 3e CA qui n'a pas été engagé, est des plus touché* ». Il considère que les régiments indisciplinés sont ceux qui déjà ont eu des mauvais comportements ; il évoque le cas d'un régiment dont deux bataillons ont capitulé en rase campagne en septembre 1914. Il accuse aussi certains généraux de mollesse : « *Certains chefs se contentent de rendre compte par écrit ou de venir en automobile déverser leurs plaintes dans le sein de leurs supérieurs. Les vrais chefs savent par eux-mêmes ramener les troupes à l'obéissance* ». Il considère aussi que le moral du chef rejaillit sur les hommes : « *le général commandant le 3e CA et le général commandant la 77e DI me paraissent très déprimés. Ce n'est pas étonnant que leurs troupes le soient* »[678]. Il note que la cavalerie et les régiments de territoriale restent toujours disciplinés. Il évoque ensuite le cas d'un régiment qu'il doit faire cerner dans ses cantonnements pour le prendre par la faim. Il raconte comment le ministre de la Guerre Painlevé vient rencontrer Pétain et Franchet d'Espèrey à propos d'un instituteur syndiqué condamné à mort par le conseil de guerre ; les ouvriers stéphanois de la métallurgie menacent de faire grève et Painlevé dit alors : « *Messieurs, je remets la vie de cet*

675 Ibid, 10 mai 1917.
676 Ibid, 18 mai 1917.
677 Ibid, 19 mai 1917 pour le passage qui suit.
678 Ibid, 10 juin 1917.

homme entre vos mains », Franchet d'Espèrey conclut : « *c'est du Ponce Pilate pur* ». Gageons que son affection pour les politiques n'est pas renforcée. Sans faire de lien direct, il note pourtant que la 43e DI, qui connaît des troubles, est en bon état car son régiment principal « *n'a pas subi les hécatombes d'août et septembre 1914* »[679]. Il considère que les troubles sont liés à la grande consommation d'alcool dans les trains[680]. Il propose aussi de « *réprimer impitoyablement les journaux qui prêchent l'indiscipline et l'antipatriotisme* »[681].

Il note dans ses carnets les actes d'indiscipline dans son armée qu'on va suivre au jour le jour pour une meilleure compréhension. Il y en a le 22 mai au sein de la 158e DI dans un bataillon du 66e et au 18e, et à la 9e DI[682]. Les 36e et 129e régiments, « *au repos depuis février, émettent la prétention de marcher sur Paris afin de chambarder le gouvernement* »[683]. Dans ce cas, il fait embarquer les régiments et les disperse tout en les faisant surveiller par de la cavalerie.

Le cas du 36e régiment est éloquent. Il fait arrêter 45 meneurs et propose une solution au commandant en chef : « *pour remettre ce régiment d'aplomb, il faudrait envoyer d'urgence à l'Armée d'Orient ou en Indochine les 300 mauvais sujets qu'il contient encore. Ceci fait, avec l'épuration des cadres, il serait peut-être possible d'éviter la suppression du régiment. Son dépôt a des ressources, et l'état moral n'y est pas mauvais. (...). Je me permets d'insister respectueusement auprès de vous pour qu'une décision soit prise à ce sujet sans retard* »[684]. Pour appuyer sa proposition et ne pas dissoudre le régiment, il joint un long résumé de son action. L'unité a participé à l'attaque du 20 mai, partant à l'assaut à 6h et atteignant ses objectifs à 6h17, il ajoute que les « *officiers, sous-officiers et hommes de troupe, tous, se sont montrés, par leur bravoure, à la hauteur de la réputation du régiment* »[685]. Le capitaine, deux lieutenants, ainsi que 9 hommes de troupe sont morts, tandis que 106 sont blessés et 12 intoxiqués. Il y eut alors nombreuses

679 Ibid, 22 mai 1917.
680 Ibid, 9 juin 1917.
681 Ibid.
682 Ibid, 29 mai 1917.
683 Ibid.
684 SHD 18N79, lettre secrète de Franchet d'Espèrey à Pétain du 4 juin 1917.
685 Ibid.

récompenses : une Légion d'honneur, 3 médailles militaires, 3 croix de guerre avec palme, 10 hommes furent cités à l'ordre de la division. Il conclut : « *en résumé, le régiment a prouvé une fois de plus qu'il n'a rien perdu des belles qualités qu'il a manifestées au cours de la campagne et qui lui ont valu la belle citation à l'ordre de l'armée à la suite des combats de Neuville-St-Waast* (sic)[686] ». Dans ce rapport complet, il fait figurer l'état des pertes du mois de mai 1917, puisque le régiment a déjà attaqué début mai perdant 12 hommes tués et 25 blessés. Ensuite, s'il n'attaque plus, il subit des pertes quasi-quotidiennes alors qu'il s'agit seulement d'occupation de tranchées conquises, nulle offensive n'a lieu de part et d'autre :

21 mai : 7 tués, 25 blessés, 1 intoxiqué

22 mai : 7 tués, 4 blessés

23 mai : 2 tués, 1 intoxiqué

24 mai : 4 blessés, 4 intoxiqués

25 mai : 1 tué, 6 blessés, 1 intoxiqué

26 mai : 5 tués, 8 blessés, 1 intoxiqué

27 mai : 8 tués, 13 blessés, 9 intoxiqués

28 mai : 1 tué, 6 blessés

29 mai : 1 tué, 11 blessés, 2 intoxiqués

30 mai : pertes néant

31 mai : 2 tués, 1 blessé

Le 1er juin, le régiment est relevé mais déplore encore 7 blessés.

On comprend mieux la lassitude du régiment qui doit repartir à l'assaut après quelques jours. D'ailleurs il convient de noter que Franchet d'Espèrey se trompe légèrement dans ses carnets, peut-être pour simplifier ; car le 29 mai, date à laquelle il signale la mutinerie, le régiment est encore en ligne. Enfin, le régiment n'est pas en repos depuis février, mais engagé depuis début mai. Nonobstant, le 10 juin, le régiment est de retour en position d'attaque et connaît encore des pertes (3

686 Combat de mai 1915, lors de la deuxième bataille de l'Artois.

hommes tués, un officier et 56 soldats blessés) ; il n'aura pas à attaquer car le 11 juin l'offensive est annulée.

Franchet d'Espèrey insiste pour que les agents de sûreté circulent dans les trains de permissionnaires[687].

Le 2 juin, le 60e bataillon de Chasseurs à pied de la 77e DI « *fait des difficultés pour monter en ligne* »[688], les 17e et 109e ont commis des actes d'indiscipline et un bataillon du 308e a refusé de monter en ligne. Le 3 juin, la moitié du 270e d'artillerie refuse d'aller en première ligne, se réfugie dans un bois et y reste plusieurs jours. Le 5 juin, le 60e bataillon de Chasseurs et le 159e ont « *fait preuve d'une grande hésitation* », c'est-à-dire qu'ils ont traîné à monter en ligne, alors que le 158e a protesté en redescendant. Le même jour, à Compiègne, se tient une réunion avec Painlevé, Pétain et plusieurs directeurs de la justice militaire. Franchet d'Espèrey leur exprime son inquiétude : « *la situation est très grave. Je le dis comme je le vois* ». Les sanctions continuent : le 60e bataillon de Chasseurs est dissous mais la crise continue. Le 7 juin, le 74e refuse de monter en ligne alors qu'on craint une attaque allemande ; de plus, la 11e division apparaît peu sûre et le 26e régiment « *voudrait marcher sur Paris* ». Le 8 juin, les mutins du 270e (au nombre de 400) se rendent après 5 jours passés dans les bois. À partir du 9 juin, il considère que la crise va se terminer « *si l'ordre règne à l'intérieur* » et que les condamnés doivent être sévèrement traités. Il note aussi qu'il doit «*remonter tout ce personnel* » à propos de nombreux officiers découragés. À partir du 11, les actes d'indiscipline semblent rares, et Franchet d'Espèrey va personnellement inspecter les divisions troublées, comme la 5e DI le 13 juin, et la 170e DI où le 17e et 370e sont « à surveiller ». L'inquiétude ne disparaît pas complètement, il craint par exemple des mouvements pour le 14 juillet[689]. Il s'intéresse aux dernières paroles de deux condamnés, l'un accusant les socialistes et Briand, et l'autre demandant pardon à la France et à Dieu ; il évoque aussi la « complicité »

687 Gastines, *Carnets op cit,* 2 juin 1917.
688 Franchet d'Espèrey note qu'il a eu quinze jours de repos. Sans doute trouve-t-il cela suffisant.
689 Gastines, *Carnets, op cit*, 19 juin 1917.

éventuelle du ministre de l'Intérieur Malvy[690]. Le 29 juin, il souligne que 4 mutins ont été fusillés au 129e mais que Poincaré a gracié ceux du 36e, et que les hommes y voient une injustice. Le 3 juillet, il note encore l'affaire de 13 meneurs qui troublaient un train et qui ont été arrêtés, il note « *dès que l'autorité agit, elle est obéie* ». Il n'y a pas que de la répression : le 8 juillet Pétain présente son nouveau système de roulement des divisions afin de ménager les hommes.

Résumons et croisons les sources. Franchet d'Espèrey considère que toutes les unités étant touchées, même celles en repos, ces actes récurrents d'indiscipline ne peuvent qu'être un « *complot* » qu'il attribue facilement aux socialistes. Dans ses carnets, il accuse Malvy de laisser faire les pacifistes[691]. De plus, il note à la marge d'un rapport du général Duchêne : « *La situation : c'est une organisation générale venant de Paris, pour l'instigation des Allemands, tendant à livrer la France à l'ennemi. C'est au gouvernement à agir en frappant la tête* »[692]. S'il est plus policé dans ses carnets, il pensait qu'il fallait les passer par les armes, il écrit même en rouge : « *à fusiller »*[693]. On retrouve sa tendance à une certaine brutalité. Il considère que le problème est donc avant tout politique, ainsi écrit-il : « *Dans une offensive, la préparation morale est aussi importante que la préparation matérielle. Les cinq divisions fraîches au repos depuis plusieurs mois mises à la disposition de la 6e armée sont dans un état moral mauvais. Je crois que les bons éléments sont en majorité, mais, comme partout, ils se laissent dominer par les mauvais. C'est une situation à reprendre, qui ne dépend pas uniquement du Commandement local, ni même du Commandement supérieur. Elle nécessite une intervention gouvernementale. Quoi qu'il en soit, une action offensive dans la situation actuelle aboutirait uniquement à faire tuer quelques braves gens* »[694]. À noter que Franchet d'Espèrey parle d'expérience, en ayant lui-même, sous les ordres de Joffre, demandé aux troupes à rester en activité constante. Ainsi, ordonnait-il fin 1914 « *quoi qu'il arrive, je tiendrai la main à ce que les commandants de secteur entretiennent une activité constante de nature à*

690 Louis Malvy, membre du parti radical, il est accusé de faiblesse par l'extrême-droite notamment par Léon Daudet.
691 Gastines, *Carnets, op cit*, 14 juillet 1917.
692 SHD 6N146-7, rapport du général Duchêne du 4 juin 1917.
693 Ibid.
694 SHD 18N79, rapport de Franchet d'Espèrey au GQG du 4 juin 1917.

favoriser la réussite de la manœuvre stratégique en cours »[695]. Le général a appris de ses erreurs : même si au printemps 1917 la situation a empiré, il comprend que des attaques limitées et dans un mauvais contexte sont inutiles.

Qu'en est-il vraiment ? Le sujet est complexe est plein d'implications mémorielles[696] et politiques. Guy Pedroncini[697] a été le premier à étudier systématiquement les archives. Ses travaux ont été complétés par Denis Rolland[698] et André Loez[699]. Les débats portent spécifiquement sur l'ampleur de la crise et sur son explication. Sur le premier point, les estimations ont été révisées à la hausse, elles passent de 30 000 hommes, à au moins 60 000 hommes. En lisant le témoignage de Franchet d'Espèrey, elles n'apparaissent pas comme touchant toute l'armée mais elles semblent relativement importantes et elles sont prises très au sérieux. Comme plusieurs secteurs géographiques sont concernés, et parce que des unités au repos sont aussi touchées, l'état-major et Franchet d'Espèrey considère qu'il s'agit d'un « complot » et que les actes d'indiscipline s'expliquent par le manque de poigne des chefs et la tradition d'indiscipline de certains régiments. Certes, aucun historien ne défend cette théorie d'un complot qui viendrait de socialistes, pacifistes ou syndicalistes, et Franchet d'Espèrey ne définit d'ailleurs pas clairement ce dit « complot ». Néanmoins, cela peut se comprendre car cette rumeur s'appuie sur quelques aspects qui la rendent probable, ou tout du moins imaginable. D'abord, il y a le précédent de la révolution russe de février 1917 lors de laquelle les troupes mutinées ont entraîné la chute du Tsar. Ensuite, il y a bien quelques indices à travers certains journaux, censurés et très confidentiels, qui appellent à une grève générale et à copier la Russie[700]. Enfin, cela correspond à ses propres représentations des socialistes : il les accuse donc rapidement.

Il ne comprend pas non plus que si les régiments de cavalerie et les territoriaux ne sont

695 AFGG tome 2, vol 2, annexe 1, n°371, page 531, lettre de Franchet d'Espèrey au GQG, 16 décembre 1914.
696 Voir N. Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective,* O. Jacob, 2009.
697 G. Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, PUF, Paris, 1999. Il s'agit de son sujet de doctorat.
698 D. Rolland, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917* ; Paris, Imago, 2005.
699 A. Loez, 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, folio histoire, 2010.
700 Plusieurs cas sont recensés SHD 5N337, notamment le 1er juin 1917.

guère affectés, c'est que globalement, ils ne sont pas concernés par les attaques ; cela n'est pas le cas des troupes au repos qui savent bien à quoi elles s'exposent en remontant en ligne. En fait, il reste dans son schéma mental de militaire, et survalorise le rôle du chef et de l'obéissance. Les défaillances des chefs, de l'alimentation, ou les ordres absurdes ou irréalistes, s'il les note, ne sont pas pris en compte comme justification ou comme des causes possibles de ces révoltes. Il me semble que, formé dans une armée en grande partie issue du Second-Empire au début de sa carrière et qui insiste avant tout sur l'obéissance stricte, il a du mal à appréhender les hommes qu'il commande. Comme la grande majorité des officiers supérieurs, Franchet d'Espèrey ne perçoit pas le changement qui s'est opéré dans l'armée de la République. Les militaires ne conçoivent pas que les soldats soient aussi des citoyens dotés de droits. Le cabinet du ministre de la Guerre l'illustre bien dans une de ses notes : « *ils (les journaux) perdent de vue que si la publication de ces lettres n'est pas interdite d'une manière absolue, c'est uniquement par suite d'une tolérance de l'autorité militaire. Celle-ci reste par conséquent seule juge des limites à fixer à une tolérance qui est, de plus, toujours révocabl*e »[701], en bref, le droit à l'information ne subsiste que si l'armée l'accepte. Cela semble légitime de limiter les droits en temps de guerre, mais le principe est frappant : l'interdiction est le principe, l'autorisation l'exception. F. Cochet et R. Porte considèrent que : « *la question de l'indiscipline de 1917 ne doit pas être seulement posée dans l'immédiateté de l'échec de l'offensive du Chemin des Dames mais, bien plus profondément dans un rapport des soldats-citoyens au devoir de défense et au principe de la construction* »[702]. Il ne s'agit donc plus de seulement « dresser » les soldats à l'obéissance stricte, mais d'obtenir de ces citoyens en armes un consentement minimal à leur sacrifice. C'est d'ailleurs pour cela que dans l'immense majorité des actes d'indiscipline, il ne s'agit pas de «défaitisme » mais d'un refus d'attaquer : la légitime défense de la Patrie n'est globalement pas niée. C'est l'écart entre le soldat-citoyen tel qu'il a été présenté et

701 SHD 5N336, cabinet du ministre de la Guerre, le colonel Buat chef de cabinet, aux généraux commandant les régions militaires, les gouverneurs militaires, les vice-amiraux, note du 29 septembre 1915.
702 François Cochet, Rémy Porte, *Histoire de l'armée française, 1914-1918,* Tallandier, Paris, 2017, p. 251.

la réalité sordide de la guerre qui entraîne des rébellions[703].

Je propose en fait d'inverser la question : il ne s'agit pas tant de savoir pourquoi les soldats ont protesté mais pourquoi à cet instant-là ? En somme, pourquoi ne se sont-ils pas révoltés avant, alors que la guerre n'a guère changé depuis fin 1914[704]. L'absence de perspective, les conditions de vie difficiles, la mort industrielle, rien n'est différent en 1917 des années précédentes. C'est peut-être aussi pour cela que les généraux n'arrivent pas à comprendre les mutineries. Si les soldats ne se sont pas révoltés avant, mais seulement au printemps 1917, c'est qu'il y a quelque chose de nouveau malgré la continuité de la guerre d'usure. Pour les officiers, cela ne peut être que l'exemple de la révolution Russe. Pourtant, je pense qu'il faut plutôt comprendre la crise de l'armée comme un élément indissociable de la crise générale de 1917 en France qui se traduit par un ébranlement de l'Union sacrée : grèves, contestations de quelques socialistes, renforcement timide de pacifistes. L'effritement de la soumission ou de la résignation du soldat-citoyen n'arrive à son paroxysme que parce qu'il y a eu des promesses de victoire définitive en 1917 et que, devant l'échec du Chemin des Dames, les espoirs de fin du conflit s'éloignent décourageant les soldats qui n'acceptent plus l'inutilité de leur sacrifice.

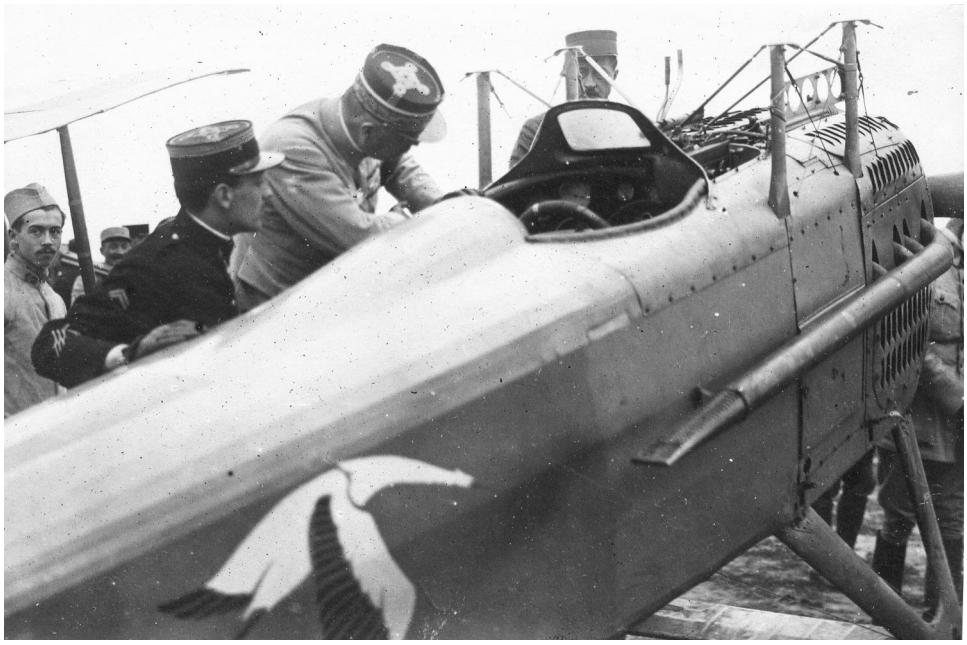
Néanmoins, malgré ces troubles, les opérations militaires ne sont pas totalement interrompues même si le pessimisme gagne. Franchet d'Espèrey cite le cas du général de la 6e armée, le général Maistre[705], qui semble découragé. Il explique que l'aviation sert de nombreuses fois à éventer les attaques allemandes en repérant les travaux d'approche. L'armée française est malgré tout épuisée, tant les hommes que le matériel. Il note ainsi que les canons de 155 sont trop usés et ont perdu leur précision[706]. Il travaille aussi à l'avancement des officiers et note le 25 mai

703 Marly M, *Distinguer et soumettre : Une histoire sociale de l'armée française,* PUR, 2019, pp. 250-248.
704 Je m'inspire de Barrington Moore Jr, *Injustice : The Social Bases of Obedience and Revolt*, M. E. Sharpe, New York, 1978.
705 Paul Maistre, 1858-1922, saint-cyrien, il enseigne cinq ans à l'École de guerre, il commande le 21e CA de septembre 1914 à mai 1917. Il prend alors le commandement de la 6e armée, puis de la 10e. Il prend en février la direction des forces françaises en Italie.
706 Gastines, *Carnets, op cit*, 21 mai 1917.

qu'on se plaint unanimement des officiers provenant de la territoriale. Les Allemands ne lancent plus que des attaques très limitées, comme sur le moulin de Laffaux le 1er juin, qui sont facilement repoussées. Le 3 juin, un de ses commandant de CA lui déclare qu'il peut tenir mais plus passer à l'offensive ; le même jour, deux divisions allemandes sont sévèrement rejetées lors d'un assaut sur les plateaux de Vauclerc et de Californie, ce qui confirme que les troupes continuent à se défendre avec . Le 16 juin, il rencontre pour la première fois le général américain Pershing. Il juge les Américains « *calmes et sérieux* » mais ajoute « *je crains qu'on ne leur donne trop conscience de leur importance. Pendant longtemps leur appui sera surtout moral* ».

Les attaques allemandes modérées continuent. Le 22 juin, elles coûtent 514 hommes au 278e. Les Français poursuivent aussi leurs offensives, reprennent la caverne du Dragon et font 304 prisonniers. Fin juillet, de nouveaux combats ont lieu au plateau de Californie mais les Français reprennent le terrain perdu par une contre-attaque. L'armée semble aller mieux.

Franchet d'Espèrey reste toujours très actif. Le 4 juillet, il décore Guynemer[707].



707 Georges Guynemer, 1894-1917, il est alors un des pilotes les plus célèbres de la guerre. Il appartient à l'escadrille des cigognes (qu'on voit peintes sur son appareil). Voir aussi : *https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/vdf06002861/le-general-franchet-d-esperey*

Source : Gastines, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Le 12 juillet, il rend visite au roi d'Angleterre avec Pétain. Il s'occupe du matériel, notamment des fusils mitrailleurs qu'on lui dit trop fragiles ; il trouve le fusil automatique Chauchat défaillant... Il travaille même sur les tracteurs à roue qui manquent d'adhérence[708]. Il surveille l'avancement de la reconstruction de certains villages. Il veille au perfectionnement des secondes lignes. Il inspecte aussi les centres d'instructions[709], les ateliers de camouflage.

Le 29 juillet, il reçoit des mains du président de la République le grand cordon de la Légion d'honneur. La nomination date du 10 juillet et est publiée dans le journal officiel le 13 du même mois avec cette appréciation : « *A commandé une armée pendant 19 mois avec une énergie et une autorité qui se sont affirmées brillamment sur le champ de bataille. Placé à la tête d'un groupe d'armées, a continué à faire preuve des plus hautes qualités d'activité et d'intelligence et d'une grande maîtrise de commandement* »[710]. L'image suivante illustre cette remise.

Preuve que la situation va mieux, il rentre deux jours à Versailles pour voir sa famille et son ami Le Chatelier qui l'informe de la situation politique. De retour au front, il observe les tentatives de combinaison infanterie/tanks et fait des reproches à un général de division qui a trop de pertes inutiles[711]. Il visite régulièrement Pétain qui apparaît préoccupé.

708 Ibid, 18 juillet 1917.
709 Ibid, 17 juillet 1917.
710 SHD 9YD534.
711 Gastines, *Carnets op cit,*12 août 1917.

Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

À partir de la mi-août, Franchet d'Espèrey prépare une nouvelle offensive et multiplie les visites dans ce sens. Il remplace des officiers malades et accélère l'arrivée des renforts. Le 5 septembre, il visite Gamelin[712] qui dirige la 9e DI. Le 7 septembre, il reçoit des renforts en artillerie lourde mais certaines des pièces qu'il espérait sont envoyées en Italie alors qu'il estime que son artillerie « *est un minimum tout juste suffisant* »[713]. En effet, l'armée française, convalescente, doit prêter main forte en hommes et en matériel à certains alliés. L'offensive est aussi préparée par des manœuvres comme celle des cadres de la 5e DI[714]. Il doit aussi presser la 6e armée (il note dans ses carnets : elle commence à me fatiguer par ses tergiversations) ; Franchet d'Espèrey retrouve certains accents de septembre 1914.

Franchet d'Espèrey participe ensuite à l'offensive de la Malmaison.

Cette offensive s'inscrit plus globalement dans la propédeutique Pétain afin de remettre sur pied l'armée française. Cette « méthode Pétain » repose sur de nombreux moyens en avions, chars et

712 Maurice Gustave Gamelin, 1872-1958, major de Saint-Cyr. Il est collaborateur de Joffre puis exerce divers commandements. Il est général en chef en 1940.
713 Gastines, *Carnets, op cit,* 10 septembre 1917. Elle est composée de 6 groupes de 75, 5 batteries de 155 court, 3 batteries de 155 et 16 pièces de 220.
714 Ibid, 6 septembre 1917.

artillerie au profit d'opérations limitées et prudentes (Pétain interdit de dépasser les objectifs atteints) et a vocation d'affirmer que l'armée française est reprise en main et apte à la victoire. Pétain veut aussi gagner du temps en attendant les Américains qui ne peuvent rien envoyer avant janvier 1918[715]. Il se trouve que cette offensive met en jeu le groupe d'armées de Franchet d'Espèrey.

À partir du 26 septembre, la préparation de l'attaque débute vraiment, Franchet d'Espèrey signale cependant la désertion d'un caporal et de deux chasseurs mais « *qui ne doivent pas savoir grand chose* ». Il doit veiller à de nombreux problèmes : dégager les routes, pousser au plus près les voies ferrées, ravitailler l'artillerie, dont une partie des tubes sont usés[716], préparer l'évacuation des blessés. Là encore il se montre méticuleux. Enfin, il doit encore presser la 6e armée et surveiller que l'artillerie de la 10e armée se mette aussi en route afin de tromper les Allemands sur le lieu de l'attaque principale[717]. Il continue à veiller aux détails à quelques jours de l'offensive, réclame plus de photos aériennes et vérifie qu'on a bien prévu des routes différentes pour la relève, l'évacuation des blessés et le ravitaillement, afin d'éviter les bouchons.

Repoussée de deux jours, l'offensive débute le 23 octobre après plusieurs jours de bombardement. Trois corps d'armée français partent à l'assaut avec chacun deux divisions en ligne et deux en réserve. Franchet d'Espèrey a invité Pershing afin qu'il observe l'opération. Dès le 25 l'attaque semble avoir bien réussi, Franchet d'Espèrey décompte 11 000 prisonniers allemands. Pétain arrête l'opération le 27 octobre car il ne désire qu'une opération limitée et à faible coût. Le bilan s'élève à environ 50 000 hommes perdus pour les Allemands ; 200 canons et 720 mitrailleuses sont capturés. Les pertes françaises sont limitées, 2 200 morts[718] et 12 000 blessés ou disparus[719]. Le Chemin des Dames est dégagé comme le note Franchet d'Espèrey « *nous avons tout le Chemin des Dames* »[720]. Pourtant, il apparaît que les Allemands n'ont pas été surpris : Franchet d'Espèrey mène une enquête qui révèle qu'un officier de liaison entre le CA et l'armée a donné à l'oral à son chef,

715 Il en informe d'ailleurs Franchet d'Espèrey qui ne comprend pas ce délai. Gastines, *Carnets* ; *op cit,* 7 octobre 1917.
716 Gastines, *Carnets, op cit*, 4 octobre 1917.
717 Ibid, 29 septembre 1917.
718 Certaines sources parlent de 4 500 morts français. D. Defente, *Le Chemin des Dames*, Somogy, Paris, 2016.
719 Cité dans J-B Duroselle, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Perrin, 1994, p.214.
720 Gastines, *Carnets, op cit*, 2 novembre 1917.

l'heure et la date de l'attaque ; ensuite, un serveur les a transmises aux cuisines puis à un téléphoniste qui a communiqué l'information aux Allemands qui possédaient un téléphone branché sur les lignes françaises[721]. Le succès est de toute façon assuré par l'énorme supériorité matérielle française sur cette partie réduite du front : 1 800 pièces d'artillerie, 3 millions d'obus pour 12 km de front.

L'offensive française, limitée, n'est qu'une éclaircie de courte durée. Le 25 octobre, Franchet d'Espèrey apprend la grave défaite de Caporetto[722]. Après la victoire de la Malmaison, il continue les inspections alors que les combats baissent en intensité. On peut noter l'usage croissant des gaz par les Allemands, comme le 14 novembre où 1 000 hommes sont intoxiqués ; d'ailleurs, en visitant les troupes Franchet d'Espèrey manque de se faire toucher lui aussi par les gaz, il doit mettre son masque[723]. Le 24, à Craonne, il y a plus de 1 800 hommes touchés à la 55e DI. Franchet d'Espèrey est devenu germanophobe pendant la guerre et note régulièrement, la « *sauvagerie* » des Allemands. Ainsi, il considère que « *les Allemands ont déshonoré la guerre en utilisant cette arme spéciale car l'intoxication par le gaz de combat est très compliquée à soigner* », il explique ensuite que les dégâts dépendent du type de gaz. Nonobstant, les Français les utilisent aussi. Lors de ses tournées, il juge que certaines unités n'ont pas rendu les services attendus, ainsi selon lui le 1er CAC « *n'a pas montré une valeur égale aux autres CA* » et il suggère : « *il y a intérêt à l'envoyer pour un mois à l'instruction, dans la 4e armée* », celle du général Gouraud qui « *a du prestige sur les troupes coloniales* »[724].

Pétain le visite souvent et lui expose ses plans pour l'année 1918. De manière assez surprenante, Franchet d'Espèrey affirme que Pétain avait deux hypothèses d'opérations : soit défendre en France et attaquer en Italie et en Macédoine, soit prendre l'offensive en France afin de l'emporter avant l'arrivée des Américains[725]. Cela permet de nuancer l'idée répétée selon laquelle

721 Ibid, 25 octobre 1915.
722 La bataille n'est d'ailleurs pas finie, elle a débuté le 24 et se solde par une terrible défaite italienne, plus de 250 000 Italiens sont capturés.
723 Gastines, *Carnets, op cit*, 17 novembre 1917.
724 SHD 18N80, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain, date non précisée mais il s'agit de la fin de l'année 1917.
725 Gastines, *Carnets, op cit,* 2 décembre 1917.

Pétain compte attendre « les tanks et les Américains » dès le départ.

Le 1er décembre le GAC est dissous, les 4e et 5e armées passent au GAN dont le QG se déplace à Avize[726]. Franchet d'Espèrey récupère des troupes et paraît être devenu un des officiers majeurs de l'armée, voire le bras droit de Pétain dont il semble proche : « *Pétain vient ensuite sans cérémonie dîner chez moi* »[727]. On observe ici, en janvier 1918, Franchet d'Espèrey et Clemenceau qui sortent d'une réunion avec Pétain.

in : Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

Pourtant, début décembre, on pense à lui pour aller à Salonique, succéder au général Sarrail. Franchet d'Espèrey qui « *ne tient pas à remplacer Sarrail* »[728] s'en ouvre directement à Jeanneney et lui explique qu'il ne souhaite pas partir en Orient, et que, en raison de ses convictions religieuses, cela serait politiquement risqué : un général vu comme catholique et réactionnaire

726 Commune de Champagne.
727 Gastines, *Carnets, op cit*, 15 décembre 1917.
728 Ibid, 1er décembre 1917.

remplacerait un général de gauche, républicain et très populaire auprès des députés.

Il termine l'année à noter les officiers, continue des réunions d'armées afin de renforcer les deuxième et troisième lignes et règle divers détails concernant l'utilisation de l'artillerie de tranchées et la façon de compléter rapidement les unités. Il se félicite qu'on généralise la transformation de régiments de cavalerie en infanterie : « *le GQG a appliqué mon idée de mai 1917* »[729].

Début janvier, Franchet d'Espèrey explique à ses chefs d'armée la directive n°4 de Pétain du 22 décembre 1917. Il s'agit d'attendre les Allemands sur une seconde ligne située à quelques kilomètres en arrière. Pétain l'explique personnellement à la 4e armée le 16 janvier 1918, puis à la 6e le 18 janvier. Or, c'est ici plus difficile : « *Duchêne* (commandant de la 6e) *n'est pas d'aussi bonne composition que Gouraud* (4e) », en fait, le premier refuse d'abandonner le Chemin des Dames, qui est la première position française de son secteur, a été si difficilement acquise et qui est réputée très facile à défendre. Franchet d'Espèrey note que Pétain est « *ébranlé* »[730]. Cela présage des difficultés futures... Il convient de nuancer d'ailleurs cette nouveauté. Joffre lui-même dans son instruction générale du 22 octobre 1915 sur la répartition générale des forces[731] considère qu'il faut retirer du front le plus d'unités possible. De plus, vu que les forces françaises sont en position d'attente le plus souvent, il ordonne que la 1ère ligne ne soit composée que des forces minimales, bien équipées en mitrailleuses, et que la seconde position soit hors de portée de l'artillerie ennemie. Il s'agit aussi d'être capable de prendre rapidement l'offensive, ce qui diffère de la directive de Pétain qui organise une contre-attaque à partir de la seconde ligne. Si Joffre veut poster les forces françaises en réserve sur une seconde position, il considère qu'on doit contre-attaquer afin de reprendre la première position, alors que Pétain préfère attirer l'ennemi sur la seconde position, lui enlevant une partie de son soutien d'artillerie. D'ailleurs, durant l'hiver 1915, Joffre s'occupe surtout de préparer des directives offensives. Dernière différence, Pétain s'assurera lui-même, parfois en insistant, parfois en hésitant, de l'évacuation des premières positions, cela étant l'aspect principal de sa stratégie

729 Gastines, *Carnets, op cit*, 23 janvier 1918. Il paraît en effet avoir été un des premiers à le faire.
730 Ibid, 18 janvier 1917. Ce n'est pas un rajout, les petits carnets notent bien le désaccord.
731 Franchet d'Espèrey en conserva un exemplaire dans ses fonds privés, SHD 1K162.

d'attente.

Franchet d'Espèrey prétend avoir donné à Pétain le travail de son second bureau sur les victoires allemandes de Caporetto et de Riga[732]. Le 3 février 1918, Pétain réunit les grands chefs de groupes d'armée et explique justement les bases des offensives allemandes : gazage massif et réglage de l'artillerie par avion notamment. Le GQG souligne aussi que le général allemand von Hutier[733], le vainqueur de Riga, est arrivé sur le front français.

Dans l'attente des attaques allemandes, l'armée française ne reste pas pour autant inactive. D'abord, il faut préparer les positions défensives, bien s'assurer de ce que la seconde position soit bonne soit, selon Franchet d'Espèrey : « *qu'elle ne puisse pas être canonnée par l'artillerie sans se déplacer* »[734]. Il veille aussi au bon tracé des tranchées. L'instruction continue. Franchet d'Espèrey visite une école du génie et demande à ce que l'enseignement soit plus pratique[735]. Il inspecte aussi de nombreuses unités, comme la 26e DI américaine, le 2e Tirailleurs marocains[736] qui lui fait « *la meilleure impression* ». Il s'agit aussi d'accélérer la recomposition des unités éprouvées, ainsi, au 210e régiment il manque 25% des cadres[737].

Même pendant que la bataille fait rage au niveau des Britanniques, les inspections continuent, celle du 2e CA italien le 26 avril par exemple. Il reçoit aussi Maurice Barrès à Reims. Néanmoins, les effectifs ne sont toujours pas reconstitués, alors que la 28e DI a perdu 5 000 hommes, mi-mai les pertes ne sont pas compensées[738]. Enfin, en mai, il faut rappeler en urgence des unités qui étaient en instruction ou en manœuvre ; à ce propos, le 26 mai, il note que le 21e CA est encore en instruction alors même qu'il a acquis la conviction de la proximité de l'offensive

732 Gastines, *Carnets, op cit,* 1er février 1917.
733 Oskar von Hutier, 1857-1934, il aurait inventé la tactique des *Sturmtruppen* (troupes d'assaut). Il a pris Riga en septembre 1917 en inaugurant cette tactique, contre un adversaire certes affaibli.
734 Gastines, *Carnets, op cit*, 23 janvier.
735 Ibid, 13 janvier 1918.
736 Ibid, respectivement, le 16 février et le 27, 1918.
737 Ibid, 9 mars 1918.
738 Ibid, 5 mai 1918.

allemande. Pour compenser, on lui a envoyé un CA italien et le 9e CA britannique mais avec trois divisions très éprouvées.

À la lumière des carnets de Franchet d'Espèrey, on perçoit les difficultés importantes que connaît la France.

Déjà, visiblement, l'armée et le gouvernement craignent des troubles internes. Ainsi, le 6 février Franchet d'Espèrey note qu'il doit : « *envoyer des gendarmes à Saint-Étienne où une grève vient d'éclater. Il serait bien plus simple de mobiliser les grévistes, mais Albert Thomas s'y oppose, il préfère augmenter leurs salaires, ce n'est pas lui qui paie* »[739]. On observe sa prédilection pour des solutions rapides, mais un peu brutales et qui risqueraient d'aggraver le mécontentement. La situation semble même empirer. En février, on lui demande de préparer une brigade de cavalerie pour rétablir l'ordre, ce qui l'inquiète : « *Que Dieu protège la France* » écrit-il dans ses carnets[740].

À mesure que les offensives allemandes progressent, les rumeurs les plus diverses prospèrent et Franchet d'Espèrey les note dans son carnet, même s'il ne les croit pas toutes. Le 27 mars, il évoque une rumeur selon laquelle les Allemands ont attaqué par surprise avec de faux uniformes « *anglais* »[741]. Ces rumeurs révèlent une certaine panique dans l'opinion, y compris des politiques et des militaires. Ces bruits divers ne sont possibles que parce qu'ils entrent dans un schéma mental préétabli que l'on retrouve dans d'autres parties des carnets : peur des espions et des traîtres. De plus, il évoque plusieurs fois les dissensions qui existent entre Pétain et Foch appuyé sur Clemenceau[742]. Il cite aussi, sans y croire, des accusations qu'il a entendues contre le sénateur Gervais[743] réputé avoir été « *le chef de l'espionnage allemand* »[744]. Ou encore, il se dit que Joffre et Clemenceau se seraient fâchés en mai : Joffre aurait en effet conseillé aux Américains de fonder une

739 Ibid, 6 février 1918.
740 Ibid, 21 février 1918.
741 Ibid, 27 mars 1918.
742 Ibid, 11 avril 1918, et encore le 25 avril.
743 Auguste Gervais, qui fut militaire quelques années, sortant de Saint-Cyr ; sénateur de la Seine de 1909 à 1917. Appartenant à la gauche démocratique. Décédé en août 1917. L'accusation semble ne reposer sur rien.
744 Gastines, *Carnets, op cit*, 11 avril 1918.

armée nationale au lieu d'amalgamer rapidement leurs divisions avec les autres armées de l'Entente[745].

3) Les offensives allemandes de 1918 et l'échec de Franchet d'Espèrey

Le mois de février est relativement calme, seules de légères attaques ont lieu. Comme le 13 février où un saillant allemand est attaqué à la demande du GQG qui réclame des prisonniers afin d'évaluer le dispositif ennemi ; les Français capturent 200 Allemands. Ce saillant est d'ailleurs reperdu le 5 mars. Fin février, il estime les effectifs du GAN à :

3e armée général Humbert 117 000 hommes,

4e armée Gouraud 309 000 hommes,

5e armée Micheler 207 000 hommes,

6e armée Duchêne 303 000 hommes.

Début mars, l'attaque allemande est attendue mais on ne sait pas où[746], des prisonniers annoncent une attaque pour le 15 mars. Finalement, l'attaque a lieu dans le secteur britannique le 21 mars, sur 45 km de front. Les Allemands progressent régulièrement. Dès le 22, Franchet d'Espèrey doit envoyer 6 divisions colmater une brèche. Le 25 mars, il rencontre Pétain qui envisage la retraite et auquel il aurait dit « *l'armée française est intacte. Ce n'est pas le moment de songer à se replier* ». En effet, si peu de témoins évoquent le rôle de Franchet d'Espèrey, il est clair que le 24 mars Pétain, dans sa directive, considère l'éventualité d'un repli de l'armée française afin de ne pas se couper du GAR, voire d'avoir à évacuer Paris. Mais dès le 26, Pétain lui apparaît « *calme et froid, alors que les politiciens s'agitent* »[747]. Le 27 mars, il inspecte les troupes qui ont combattu et constate que les pertes sont fortes : la 125e DI a perdu 4 000 hommes et 3/5 de ses mitrailleuses, le 8e cuirassier n'a plus que 800 hommes. Le GQG reste inquiet et retire la 5e armée afin qu'elle se

745 L'histoire lui est racontée par « *le gros Berthelot* »... Gastines, *Carnets, op cit,* 16 mai 1918.
746 Gastines, *Carnets, op cit,* 3 mars 1918.
747 Ibid, 26 mars 1918.

mette en réserve, ce qui entraîne un fort allongement des positions de la 6e armée.

Franchet d'Espèrey continue ses inspections et s'inquiète. Il informe le GQG de ce qu'il « *faut prévoir les moyens nécessaires pour alimenter le combat ou faire face à une attaque allemande sur d'autres parties de mon front, car une trentaine de divisions allemandes sont encore disponibles* »[748]. En effet, ces derniers ont rappelé leurs meilleures troupes stationnées sur le front de l'Est afin d'en finir à l'Ouest avant l'arrivée des renforts américains. Il s'inquiète de la faiblesse de ses réserves et invite ses troupes à « *redoubler d'attention pour prévenir l'attaque allemande à venir* »[749], il met l'accent sur l'amélioration des liaisons téléphoniques. Il regrette aussi « *que Foch accumule toutes nos réserves derrière les Anglais* »[750]. En fait, Foch veut maintenir avant tout la confiance entre les alliés et éviter que les Britanniques ne rembarquent ou ne s'éloignent des Français, ce qui aboutirait à un vide dans lequel se jetteraient les Allemands. Franchet d'Espèrey accuse d'ailleurs les « *Anglais* » de garder 600 000 hommes pour surveiller l'Irlande[751]. Le 25 mai, il persiste auprès du GQG : « «*j'insiste pour que le secteur de l'Ailette ne soit pas considéré comme un lieu de repos* »[752].

L'orage va s'abattre sur le GAN et spécialement sur la 6e armée et le secteur de l'Ailette[753]. Cette fois, les Allemands ont mieux réussi à garder le secret de leur offensive, alors que celle d'avril 1917 par les français avait été largement ébruitée. Certes, le 26 mai des déserteurs, prisonniers et évadés français rapportent que l'attaque est prévue pour le lendemain ; mais en dehors des doutes qu'on peut émettre sur sa fiabilité, l'information est tardive. Franchet d'Espèrey n'en envoie pas moins une division en arrière : « *je mets en action les moyens dont je dispose, ils sont restreints* »[754] ; et le général Duchêne met en alerte son armée. Le 27 mai, les Allemands attaquent à une heure

748 Ibid, 8 avril 1918.
749 Ibid, 12 avril 1918.
750 Ibid, 22 avril 1918.
751 Ibid.
752 Gastines, *Carnets, op cit,* 25 mai 1918. C'est aussi noté clairement dans les petits carnets et ne constitue pas un rajout pour se dédouaner.
753 Il s'agit de l'opération Blücher-York.
754 Gastines, *Carnets, op cit,* 26 mai 1918.

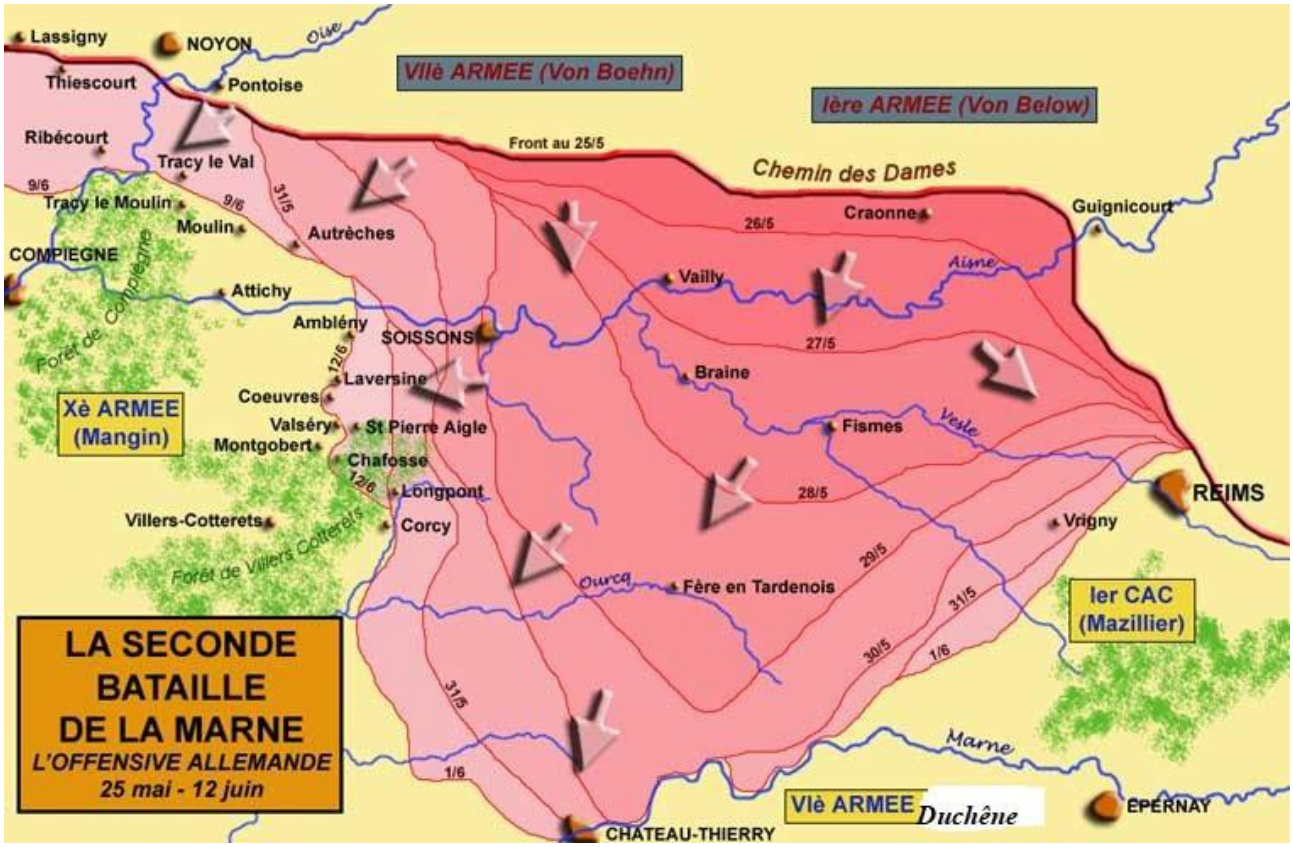
du matin avec une concentration d'artillerie jamais vue, 30 batteries au kilomètre, et mettent deux armées en lignes (Franchet d'Espèrey les estime à 22-25 divisions, il y en a en fait 22[755]) ; ils peuvent tirer sur les deux lignes françaises. Les Français ne disposent que de 11 divisions étalées sur 90 km avec seulement 4 en réserve. Et encore ces divisions sont en partie usées. Les forces de Duchêne, massées sur la première ligne, sont littéralement balayées. Si certains points résistent mieux, d'autres cèdent totalement et les Allemands avancent très vite vers l'Aisne dont les ponts n'ont pas été détruits. Les divisions qui montent en ligne n'ont pas le temps de se préparer et doivent livrer un combat d'infanterie en rase campagne qui plus est en état de surprise. Franchet d'Espèrey lui-même donne l'ordre à 17 heure d'engager la 13e DI directement mais en vain[756]. Ses troupes sont écrasées à leur tour, la confusion est partout. Duchêne réagit systématiquement avec quelques heures de retard, demandant par exemple de détruire les ponts sur l'Aisne alors que les Allemands l'ont déjà franchie, il en sera de même les jours suivants. À 20 heures, le général Barescut[757], membre l'état-major du GQG, demande au GAN : « *Avez-vous reçu l'ordre du général en chef de tenir à tout prix les ponts de l'Aisne* », alors qu'ils sont perdus en partie depuis 16 heures[758]. Le 27 mai au soir, le front est percé sur 55 km de large et 12 km de profondeur, ce qui est énorme.

Franchet d'Espèrey, conformément à ses habitudes, va sur place. Ses carnets rendent bien compte de l'extrême confusion. Il affirme qu'au départ, le GQG ne croit pas à la force de l'armée allemande, tandis que lui-même a donné le 27 l'ordre de préparer la défense sur la Vesle[759], soit hors de portée des premières attaques allemandes, ce qui prouverait qu'il a pris conscience que l'Aisne est déjà perdue. Il évoque la disparition totale de plusieurs divisions, les 22e et 157e DI notamment. Il croise un officier « *complètement saou*l » et il doit lui-même informer certains chefs de division de l'emplacement de leurs unités. Enfin, il manque de se faire capturer, - la seconde voiture de son escorte l'est -, alors que lui-même a opportunément changé de voie. Les journées qui

755 Ibid, 27 mai 1918.
756 AFGG tome 6, volume 2, annexe 1, n°411, p. 604, ordre de Franchet d'Espèrey du 27 mai à la 13e DI.
757 Maurice de Barescut, 1865-1960, polytechnicien, il a enseigné à l'École de guerre, il remplit principalement des fonctions d'état-major pendant la guerre, il est notamment aide-major général depuis mai 1917.
758 AFGG tome 6, volume 2, annexe 1, n°306, p. 254, message téléphonique du GAN au GQG.
759 Fleuve au sud de l'Aisne.

passent restent angoissantes, Pétain ordonne une contre-attaque, preuve qu'il n'est pas si pusillanime que le disent ses détracteurs, mais elle ne peut pas être préparée. Le 28 mai Franchet d'Espèrey veut organiser un groupement de 7 divisions en travers la direction principale de la marche ennemie afin de l'arrêter. Mais il ne peut le faire[760] devant la célérité des troupes allemandes qui ne lui laissent pas le temps de s'organiser. Les ordres deviennent alors simplement de résister sur place à tout prix selon la directive de Pétain[761]. Le 30 mai, les Allemands atteignent la Marne, alors que Franchet d'Espèrey va inspecter les défenses de la Montagne de Reims et que les renforts arrivent petit à petit. Le 30 mai, il note pourtant que « *la situation s'aggrave* » et il se prépare à évacuer la ville de Reims pour se concentrer sur sa Montagne. Il écrit ainsi à Pétain : «*La poussée ennemie continue très puissante non seulement sur la pochée créée vers la Marne par la VII^e^ armée allemande mais aussi sur le front de la I^ère^ armée allemande. Il faut envisager le cas où toute la partie ouest de la Montagne de Reims ne pourrait plus être conservée* » ; si cet éventualité lui est reprochée après guerre, il s'agit plus de précaution que de défaitisme. Mais, le 1^er^ juin, il annule son ordre de préparer l'évacuation, en apprenant que Pétain a expressément demandé de conserver la ville. Il se dépense en tout cas sans compter, le 4 juin il affirme avoir fait 270 km en voiture[762] et l'offensive allemande s'arrête. Néanmoins, il conclut dans ses carnets : « *j'ai l'impression que le GQG serait bien aise de tout me mettre sur le dos, mais j'ai sur moi le double de mes lettres minutes des ordres donnés* »[763]. En effet, le jour même à l'Assemblée, les députés s'émeuvent devant l'ampleur des pertes, au bas mot 98 000 pertes dont 60 000 prisonniers, 700 canons et 2 000 mitrailleuses[764], et demandent des têtes.

760 AFGG tome 6, volume 2, annexe 1, n°545, p. 692, instruction à la 6^e^ armée du 28 mai 1917.
761 AFGG tome 6, volume 2, annexe 1, n°678, p. 812.
762 Gastines, *Carnets, op cit,* 4 juin 1916.
763 Ibid.
764 Robert A. Doughty, *Pyrrhic Victory,* Belknap Press, 2008, p. 455.



Source : http://blogs.ac-amiens.fr/lamarckcentenaire[765]

C) La nomination en Orient, une disgrâce ?

1) La défaite et ses responsables.

Franchet d'Espèrey est relevé de son commandement du groupe d'armées du Nord à la suite de la percée des Allemands au Chemin des Dames le 27 mai 1918. Alors que les Français, en 1917, ont mis des semaines à prendre le contrôle total du plateau, au prix de pertes importantes qui ont entraîné une crise morale dans l'armée française, les Allemands percent de quinze kilomètres en un seul jour. La 6e armée du général Duchêne est balayée. Ce drame, inclus de manière plus générale dans la 3e bataille de l'Aisne qui voit les Allemands percer sur une large zone et arriver à soixante kilomètres de Paris, a semé la panique en France et appelle à des sanctions. Mais qui est responsable ?

765 J'ai mis le nom du général Duchêne car c'est lui qui commande la 6e armée entre le 25 mai et 10 juin 1918.

La directive n°4 de Pétain du 22 décembre 1917 organisait une défense en profondeur, Franchet d'Espèrey la connaissait évidemment. Bien plus, il apparaît selon G. Pedroncini[766], qu'il est partisan de cette directive et avait même alerté Pétain en avril du risque d'une attaque en force au Chemin des Dames, il en reparle dans ses carnets en mai. Or le commandant de la 6e armée, le général Duchêne, ne l'a clairement pas appliquée. Il y a pire, prévenu la veille par deux déserteurs alsaciens, il n'a rien changé à ses plans et n'a pas fait de contre-préparation sur les positions d'attaque allemandes. Enfin, les réserves sont engagées sur la première ligne, contrevenant encore à la directive Pétain, et sont tout de suite balayées si bien qu'il n'y a pas de défense en profondeur et à 8h30, l'Aisne est franchie, soit à peine 7h après le début de l'offensive... La responsabilité personnelle du commandant de la 6e armée semble donc écrasante et il est limogé quelques heures plus tard.

Mais la chose est plus complexe. Une telle impéritie n'est rendue possible que par le cafouillage du commandement français et allié. Si Pétain préconise la défense en profondeur, Foch pense l'inverse, la note du 5 mai le prouve « *il ne peut être question de lignes d'avant-poste ou de simple surveillance, et de lignes de résistance. (...) Aujourd'hui, sur tout le front de bataille, le contact étroit est pris avec l'ennemi, et celui-ci vise des objectifs rapprochés et importants. Tout recul, même très limité, ferait donc le jeu de l'adversaire* »[767]. Pris entre deux impératifs catégoriques incompatibles, Duchêne a suivi sa propre inclinaison, avec une maladresse coupable. François Cochet et Rémy Porte parlent « *de l'impossible obéissance* »[768] qui résume bien la situation. Mais ce cafouillage s'explique aussi par la « pusillanimité » de Pétain qui n'ose pas exiger le respect de sa propre directive qui semblait devoir s'imposer, car après tout Duchêne est son subordonné, alors que Foch n'a pas d'autorité directe sur la 6e armée. Quels sont donc les véritables coupables ? Duchêne sanctionné, le président de la République demande à Clemenceau de démettre

766 G. Pedroncini, *Le Haut-Commandement. La conduite de la guerre mai 1917-novembre 1918, Thèse de doctorat*, Paris 1, 1971.
767 Cité par Olivier Lahaie, Le renseignement comme base de la formation : l'utilisation par le Grand Quartier Général français des études du 2e bureau sur les nouveaux procédés tactiques allemands dans Fr. Cochet (dir), *Former les soldats au feu,* Paris, Riveneuve, 2011, p. 180.
768 Fr. Cochet, R. Porte, *Histoire de l'armée française,* Tallandier, Paris, 2017, p .237.

Pétain. Or, le chef du gouvernement veut maintenir coûte que coûte Pétain en place, il prend même sa défense le 4 juin devant des députés bouleversés, et refuse sa démission le 6. Néanmoins, les fautes sont si lourdes qu'il convient de procéder à d'autres changements. Dans ce cadre, Franchet d'Espèrey sert de bouclier à Pétain, il est relevé de son commandement le 6 juin ; en le sanctionnant lui, on évite de s'en prendre au chef de l'armée française. Avec le recul on peut considérer qu'il est pris dans une querelle qui le dépasse et que, pas plus que Pétain, il ne se bat pour faire observer la directive n°4 qu'il approuve pourtant. Cela étant, les archives prouvent clairement qu'il appuie Duchêne en lui donnant comme instruction : « *la mission qui incombe actuelle à la 6e est d'assurer d'une façon absolue l'intégrité de la ligne Ailette-Oise, et d'interdire toute infiltration ennemie au sud de cette ligne. L'importance de cette mission est capitale pour le succès de la bataille principale. Il faut donc garnir le front avec une densité suffisante, tout en tenant des réserves échelonnées prêtes à appuyer les unités en secteur sur tout le front de l'Ailette* »[769]. Il est encore plus clair le 28 avril 1918 : « *la position dont la 6e armée aura à assurer en tout état de cause l'intégrité sera la 1ère position actuelle* »[770].

En tout cas, Franchet d'Espèrey nie complètement sa responsabilité dans les carnets. Il charge plutôt Foch considérant *« que ce dernier a maintenu ses réserves derrière les Anglais, réserves qui arrivent ensuite pour bloquer les Allemands sur la Montagne de Reims et Villers-Cotterêts comme prescrit par Pétain »*[771] ou bien dans une lettre à Freycinet du 3 octobre 1918, *« il faut que l'état-Major Général voie un peu plus clair que lorsqu'il entassait ses troupes à Amiens quand l'ennemi menaçait Reims*»[772]. Mais là encore, Foch a dû gérer une coordination des alliés extrêmement difficile, les Britanniques réclamant de manière énergique l'aide et le renfort des Français dans le Nord, alors que leur front était déjà deux fois plus dense en divisions ; le maintien

769 AFG, tome 6, vol 2, annexe 25, p. 59, Franchet d'Espèrey instruction pour la 6e armée du 10 avril 1918.
770 AFG, tome 6, vol 2, annexe 62, pp. 149-151, Franchet d'Espèrey instruction pour la 6e armée du 28 avril 1918.
771 Gastines, *Carnets*, *op cit,* titre 1, lors de la présentation générale du titre.
772 Gastines, *Correspondance, op cit,* lettre de Franchet d'Espèrey à Freycinet, 3 octobre 1918.

de l'alliance et de la coordination des troupes a donc imposé ce choix à Foch, et lui a fait dégarnir les autres secteurs ; on peut considérer que chaque acteur dans l'affaire a manqué quelque peu de hauteur de vue. Comme le soulignent F. Cochet et R. Porte : « *De fait, si ces relations tendues peuvent s'expliquer par les personnalités différentes et les analyses opposées des uns et des autres, elles se comprennent également par leurs niveaux de responsabilité respectifs : en 1916, Joffre, commandant en chef porte naturellement un autre regard sur la situation d'ensemble que Pétain, commandant de la 2e Armée ; en 1918 Foch, commandant interallié, a une approche plus ample de la situation stratégique que Pétain, commandant en chef français »*[773] .

2) L'Orient en guise de lot de consolation ?

En tout cas, la rencontre entre Clemenceau et Franchet d'Espèrey se passe bien, même si ce dernier aime adopter un ton goguenard et enjoué dans ses carnets (comme il le fait lorsque Joffre lui propose la 5e armée où il affirme être autant compétent qu'un autre) ; la rencontre semble aussi confirmer les raisons politiques (les parlementaires réclament une sanction) qui font du commandant du groupe d'armées Nord un fusible.

Voilà comment la scène est décrite dans les carnets[774] :

" *Eh bien, Général, vous y allez enfin à Salonique ! ...*"

" *Mais oui, Monsieur le Président, mais les conditions ne sont plus les mêmes qu'au mois de décembre dernier ".*

" *En effet, vous y allez maintenant comme limogé ".*

" *Comment, limogé ? J'étais en sous-ordre, je deviens commandant en chef* " .

" *Oui, oui, comprenez bien la situation. Je connais comme vous le responsable, mais j'ai eu trop de peine à obtenir le commandement unique pour le démolir sans raison grave. Votre groupe d'armées a subi un échec sérieux, il me faut calmer le Parlement.*

773 Fr. Cochet, R. Porte, *Histoire de l'armée française*, Tallandier, Paris, 2017, p. 235.
774 Gastines, *Carnets, op cit*, au 7 juin 1918.

La preuve que je ne vous en veux pas, c'est le poste que je vous donne ".

Franchet d'Espèrey, malgré les possibles recompositions mémorielles propres aux souvenirs de guerre, semble réellement enchanté de ce départ. De plus, sa seconde réponse révèle une appétence, une impatience à conduire entièrement comme il l'entend une action alors qu'il a toujours été un subordonné. Soulignons qu'il avait déjà visité les Balkans et a mené une carrière largement hors de la métropole. Après la Tunisie, l'Indochine et le Maroc, la Macédoine ne pouvait que lui plaire.

Cela est d'autant plus vrai qu'il a précocement proposé une action militaire dans cette partie du monde.

En effet, les carnets évoquent cette idée le 6 octobre 1914[775], lors de la visite du président Poincaré et de Viviani à son QG de Romigny ; le général leur parle de l'intérêt d'une opération dans les Balkans *"Serbes victorieux, menaçant les Turcs hostiles, tendant la main aux Russes, entraînant Grecs, Roumains et Bulgares encore douteux, on prendrait la coalition à revers, recommençant la campagne de 1796-1797 »*[776]. Son chef d'état-major, le colonel de Lardemelle[777] établit alors un plan de transport et de concentration pour les Français à Salonique. Ceux-ci remonteraient vers le Danube par les chemins de fer. Franchet d'Espèrey convoque un officier (le lieutenant Helbronner du 2e bureau de la 5e armée) qui connaît bien les Balkans et envoie un de ses lieutenant chercher des cartes à bibliothèque de Reims. Bénazet[778] emporte le projet qu'il communique à Deschanel[779]. Le 7 janvier 1915, Joffre est convoqué à l'Élysée mais est hostile à tout prélèvement de troupes sur le front français mais « *soutenu par Millerand alors ministre de la Guerre, ses arguments ébranlent le Président ainsi que Viviani et Briand*[780] *».* L'affaire continue, toujours selon les mémoires. Le 22

775 Voir aussi Deygas F.-J, *L'Armée d'Orient dans la Grande Guerre,* Paris, 1932, qui parle du 4 octobre.
776 Gastines, *Carnets, op cit,* il l'évoque aussi dans une lettre privée le 3 octobre 1918 « *il faut reprendre le plan de Carnot de 1796 en le mettant à l'échelle de la vapeur et de l'électricité* ».
777 P. Brasme, *Charles de Lardemelle : le dernier des grands généraux messins*, Pierron, Paris, 2008.
778 Député de l'Indre, rapporteur du budget de la guerre, alors au 3e bureau de la 5e armée.
779 Paul Deschanel, alors président de la Chambre des députés.
780 Alors ministre de la Justice.

janvier 1915, Paul Deschanel vient voir Franchet d'Espèrey à Jonchery, son QG d'alors, pour être éclairé sur la question : il repart absolument conquis. Briand, Viviani et le président de la République Poincaré arrivent à rallier Millerand. Franchet d'Espèrey ajoute : *« Je demande huit divisions d'infanterie françaises qu'il est possible de fournir sans rien prélever sur front Nord-Est* ». Le 27 janvier 1915, le plan est exposé au président de la Chambre, mais l'affaire se complique ; en effet, les Anglais entrent en jeu et le maréchal French est hostile au plan. Malgré tout, le projet avance, et le 3 février 1915, lors d'une séance à l'Élysée, Lloyd George[781] adopte l'idée. Le 4 février 1915, le conseil des ministres évoque le sujet et le 7, Millerand convoque Joffre pour en parler. Finalement le 15 février, c'est un échec par suite de l'opposition de Delcassé, ministre de la Marine, qui se déclare incapable de transporter et d'alimenter une telle armée ; a priori Clemenceau, alors simple sénateur, était aussi contre le projet (cela aurait été raconté par Poincaré en 1923 lors de l'enterrement de Delcassé). L'affaire n'est pas totalement oubliée. À l'été 1915, un envoyé de Marcel Sembat[782] évoque de nouveau l'idée, le gouvernement serait prêt à nommer Franchet d'Espèrey commandant en chef à Salonique mais il faut obtenir que Joffre nomme Sarrail[783] à place de Franchet d'Espèrey ; ce dernier parle alors de "*l'inanité de la proposition*". Puis, en décembre 1917, Pétain le prévient que Clemenceau a l'intention de l'envoyer à Salonique. Dans ses carnets, celui qui est alors commandant de groupe d'armées note rappelle que Sarrail est son ami et qu'il ne désire pas le remplacer*;* il décide alors de passer voir M. Jules Jeanneney, sénateur de Haute-Saône et sous-secrétaire d'état à la Présidence du conseil « *Jeanneney me connaît bien : aussi je lui parle sans réticences." Je suis prêt à obéir, mais vous n'ignorez pas qu'il faudra des coupes sombres dans l'État. Or, je vais à la messe et je n'ai pas l'intention de cesser ; le départ de Sarrail va causer une certaine émotion dans le Parlement ; si ce départ est accompagné de mutations prononcées sur ma demande, on dira - Voyez, le cléricalisme relève la tête, on sacrifie les officiers républicains, etc.-*

781 Homme politique anglais, à l'époque Chancelier de l'Échiquier.
782 Homme politique, 1862-1922, socialiste. Il est ministre des Travaux publics de août 1914 à décembre 1916.
783 Général français, réputé républicain de gauche, commandant de la 3e armée à l'époque, puis en octobre de l'armée d'Orient.

cela créera des difficultés au Président du Conseil." Jeanneney ne me donne aucune assurance, mais Guillaumat est nommé et quand je le remplace, six mois plus tard, je vois dans l'attitude de Clemenceau que mes paroles ont porté et que ma franchise a plu »[784].

Ensuite, Franchet d'Espèrey prépare son départ en allant rencontrer d'autres responsables. L'affaire est importante car le ce dernier évoque clairement le manque de consignes complètes et d'informations pour expliquer les difficultés à gérer les alliés en Orient. En effet, il affirme clairement qu'on le laisse dans l'ignorance de plusieurs points importants. Ainsi, il rencontre le général Alby[785], faisant fonction de chef d'état-major, mais plusieurs questions ne sont pas abordées :

- La coordination des fronts, Franchet d'Espèrey dit qu'il ignore que Foch avait autorité sur tous les fronts, au moins en Europe.
- L'action du Conseil Supérieur de la Guerre Interallié (CSGI) où les Britanniques ont un poids important et des projets personnels pour les Balkans et la région, ainsi selon lui : « *les Anglais n'étant pas concernés, en Palestine et Mésopotamie se rabattent sur la Macédoine* ».
- La réduction des effectifs[786].
- Le rôle de la mission militaire française auprès de l'armée grecque.

"*Je ne comprends pas qu'un homme de l'intelligence d'Alby n'ait eu l'idée de me parler de ces sujets pour me permettre de lui poser directement les questions correspondantes me venant à l'esprit à Paris plutôt que de me les poser à Salonique au fur et à mesure de leur découverte »*[787].

Il revient ensuite dans ses carnets plusieurs fois sur son ignorance du CSGI : *« si j'avais soupçonné son existence, j'aurais pris langue avec le représentant français, le général Belin que je connais et avec lequel j'ai toujours eu de bons rapports ; bien des malentendus auraient ainsi été*

784 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 2, titre 1.
785 Henri Alby, 1858-1935, il commande notamment le 13e CA d'avril 1915 à octobre 1916. Il est major général de l'armée d'octobre 1917 à décembre 1918.
786 Il apprend fin juin que les « renforts » ne seront que de 5 000 hommes par mois pour les Français. AFGG, tome 8, vol 3, annexe 1, n°316, p. 544.
787 Gastines, *Carnets, op* cit, 7 juin 1918

évités". Ensuite, il croise un officier appartenant au CSGI mais il l'ignore, et le commandant Courtin[788] ne lui en parle pas plus. Enfin, du 8 au 10 juin, il se rend au ministère des Affaires étrangères, où le ministre Pichon lui sert des généralités et ne le met pas au courant non plus du traité de Londres de 1915 qui laisse une zone d'influence aux Italiens, ni du traité de Bucarest d'août 1916 qui accorde la Transylvanie aux Roumains[789], et à la présidence de la République, où il rencontre son ami Le Chatelier, il n'est pas plus mis au courant. Comme l'écrit G. Fassy « *il est tout de même surprenant qu'un officier général, désigné pour assurer un commandement à la tête de plusieurs armées alliées sur un théâtre lointain, parte ainsi en toute ignorance »*[790], le général Azan[791] partage cet avis dans la biographie qu'il lui consacre.

Peut-on vraiment croire les allégations du général en chef ? La question n'est pas si secondaire car la rédaction des carnets semble indubitablement comporter de fortes auto-justifications face aux difficultés qu'il a affrontées. Dans un premier temps il semble tout à fait possible qu'avec la confusion importante au niveau du commandement et du gouvernement français, le général n'ait pas été mis au courant des détails des accords politiques et militaires d'un front somme toute ressenti comme secondaire ; cela traduirait néanmoins une forte impéritie et c'est proprement incroyable. Si on peut suivre Franchet d'Espèrey sur ce point, on ne peut qu'être sceptique quand il affirme ne pas être au courant, non des accords mais de l'existence même du Conseil Supérieur de la Guerre Interallié. Certes, il affirme n'avoir vu Clemenceau qu'une fois pendant la guerre avant son limogeage, alors que Pétain et Foch reçoivent très régulièrement sa visite, et on mesure par cette différence qu'effectivement Franchet d'Espèrey est moins au cœur des problématiques diplomatiques et militaires générales ; mais est-ce suffisant ? Nonobstant cette relative mise à l'écart, en tant que chef d'armée, il a participé aux conférences de 1917 avant l'offensive Nivelle, puis à l'enquête sur ces mêmes offensives, c'est un officier de premier plan ; de

788 Ancien du 1er corps et qui appartient au super état-major.
789 Voir J.-N. Grandhomme, *Le Général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916-1918)* : genèse ; aspects diplomatiques, militaires et culturels avec leurs incidences ; prolongements et perspectives. Thèse 1998, Paris IV.
790 G. Fassy, ibid, page 334.
791 Paul Azan, *Franchet d'Espèrey*, Flammarion, Paris, 1949.

plus, le comité n'a rien de secret. Constitué le 10 novembre 1917, il est évoqué dès le lendemain en première page de L'Écho de Paris , mais aussi par exemple dans Le Temps, au numéro du 5 février 1918. Aussi, même si on imagine bien qu'il ne lit pas directement la presse quotidienne, il peut difficilement ignorer l'existence dudit conseil, mais probablement qu'absorbé par ses tâches immenses, il n'a pas cherché à se renseigner ou à s'informer pendant le commandement de son groupe d'armées, d'ailleurs il n'avait nul besoin de le faire, et lors de son départ, il pense légitimement qu'on l'informerait correctement. En effet, Franchet d'Espèrey est un homme d'action, focalisé sur ce qu'il doit directement faire ; comme le souligne le général Rouquerol, qui était aussi à la 5e armée en 1914, « *À la bataille, sous le feu, le combattant, du soldat au général, envisage son champ d'action petit ou grand ; il s'absorbe dans l'accomplissement de sa mission. Il y applique toutes ses facultés ; il regarde droit devant soi, et s'occupe fort peu de ce qui se passe chez son voisin. Il n'y porte son attention que dans la mesure où ses propres affaires peuvent en subir la répercussion. Puis, les événements accomplis, d'autres se précipitent, et il a mieux à faire qu'à regarder en arrière et à revenir sur le passé, surtout sur le passé des autres. Ce qui l'occupe, c'est le présent, et tout particulièrement le présent qui le touche personnellement. Chaque jour suffit à sa tâche. On comprend ainsi comment des combattants ont pu ignorer des événements, même très importants, qui se sont passés non loin d'eux et comment ils ont pu continuer de les ignorer pendant des mois et des années. Dans cet ordre d'idées qui relève exclusivement du domaine psychologique, je ne vois pas qu'un progrès quelconque, réalisé dans le domaine matériel, soit de nature à modifier la mentalité des combattants* » [792]. On peut donc supposer qu'il n'a vraiment pas été au courant des tenants et enjeux autour de sa mission. De plus si, « *un homme de l'intelligence d'Alby* » ne lui dit rien, c'est malheureusement à dessein.

En fait, s'il est tenu dans l'ignorance c'est que les hommes politique veulent conserver la haute-main sur toutes les questions politiques et diplomatiques ; on peut même considérer que

792 Général Rouquerol, *Le 3e corps d'armée de Charleroi à la Marne. Essai de psychologie militaire. Les combattants et le commandement*, Paris, 1934, p. 89. Il fut notamment chef de la 38e division d'infanterie de mai 1915 à avril 1916.

Clemenceau se méfie tout particulièrement de l'ingérence des militaires dans la politique, et ce depuis le Boulangisme[793]. D'ailleurs le remplacement de Joffre allait dans le sens de la reprise en main par les politiques de la conduite de la guerre que Joffre voulait entièrement contrôler en les informant peu notamment.

Il semble incontestable qu'il ait été laissé dans l'ignorance à peu près complète d'aspects majeurs et ce volontairement. Cela va compliquer considérablement son action. On peut même se demander si le gouvernement français veut vraiment qu'il réussisse. Ou plus simplement, peut-être considère-t-il cet espace comme totalement secondaire alors que le front français est en grave crise.

III - Départ en Orient.

A) Les préparatifs de l'offensive

1) L'arrivée en Orient

Le chef de l'Armée d'Orient se met en route à partir du 11 juin pour Rome. Il part avec une équipe très réduite, preuve de sa souplesse et modestie, accompagné seulement de deux officiers d'ordonnance, dont son neveu, et de deux conducteurs. Il passe quelques jours en Italie, où il rencontre l'ambassadeur Barrère[794] « *le premier qui me dise quelque chose de sérieux »*[795]. Les Italiens ne lui font pas bonne impression « *se croyant héritiers de Rome ; ils ont de très grandes ambitions et mettent ainsi contre eux tous les autres petits peuples de la contrée »*[796]. Ensuite, il arrive au Pirée le 16 juin où il rend visite à Vénizélos, le chef du gouvernement grec, qui exprime son inquiétude pour le front occidental (d'ailleurs Franchet d'Espèrey lui répond que les Allemands

793 Il s'agit du mouvement lié général Boulanger, au départ ministre de la Guerre, mais qui se lança en politique et critiqua notamment la République parlementaire en rassemblant tous les mécontents.
794 Camille Barrère, 1851-1940, de milieu modeste, communard. Il est ambassadeur dans plusieurs pays, notamment en Italie de 1897 à 1924.
795 Gastines, *Carnets, op cit*, 13 juin 1918.
796 Gastines, *Correspondances 1881-1951 ; op cit*, lettre à sa famille, 17 juin 1918

sont perdus car les Américains arrivent et que les Empire centraux n'ont plus de force que pour une ou deux offensives), et pour la Yougoslavie ; grande lucidité ou reconstruction ? On ne peut pas trancher mais en juin, l'armée française n'était pas en si bonne posture et le commandement était très inquiet. Donc, sauf à imaginer qu'en quelques jours un général battu et remercié puisse retrouver une exceptionnelle hauteur pour juger objectivement et froidement la situation, on peut considérer qu'il s'agit d'une légère réécriture ou affirmation diplomatique visant à rassurer les Grecs. Il rencontre aussi à Athènes les ministres des puissances alliées et, dès le 18 juin, il arrive à Salonique où il rencontre directement le général Henrys[797], commandant de l'armée française d'Orient, le général Milne[798], général commandant les forces britanniques dans les Balkans, le général Bojovitch, chef de la première armée serbe (mais qui est tout de suite remplacé) et le prince Alexandre. Aux officiers qui l'accueillent à la gare de Salonique, il déclare « *J'attends de vous une énergie farouche* »[799], toute sa détermination transparaît ainsi. On peut aussi penser qu'il arrive un peu revanchard, car, même si le nouveau commandant est un homme qui se réalise dans l'action, et qui n'a donc pas le temps de ressasser le passé, il doit considérer malgré tout que son remplacement est injuste. Ainsi, loin du ton très enjoué qu'il décrit lors de sa rencontre avec Clemenceau, il émet des critiques, dans des lettres à destination de sa famille, envers Foch pour son action en mai et juin « *qui a mis quatre armées en réserve derrière les Anglais* »[800]. G. Fassy note qu'il « *veut laver sa réputation entachée en obtenant un succès sur le front* »[801].

Rapidement, Franchet d'Espèrey va imposer sa marque à l'outil que Guillaumat lui a laissé. Il rend d'ailleurs hommage à ses prédécesseurs dans ses carnets à la date du 19 juin : « *des mouvements forts judicieux ordonnés par le général Guillaumat sont en cours* », et encore "*mes*

797 Paul Prosper Henrys, 1862-1943, général de l'armée française d'Orient depuis 1917, il dirige ensuite la mission militaire française en Pologne.
798 George Milne, 1866-1948, il participe à la seconde Guerre des Boers. Il est en poste à Salonique depuis 1915. Il est ensuite chef de l'État-major impérial de 1926 à 1933.
799 Robert d'Harcourt, Discours de réception à l'Académie française [au fauteuil de Franchet d'Espèrey, p. 10.
800 Gastines, *Correspondances 1881-1951 ; op cit,* lettre à sa famille du 1er juin 1918.
801 G. Fassy, *op cit,* p. 335.

deux prédécesseurs se sont montrés des chefs intelligents ayant du commandement (...) Sarrail a été handicapé par ses amitiés politiques et Joffre voyait en lui un successeur possible (...) Les cabinets anglais et italiens ont trop vu en lui l'homme politique et ne lui ont accordé qu'une confiance limitée (...) Guillaumat, soutenu par Clemenceau, à cause de ses grandes qualités de chef, a obtenu pour l'AFO des renforts considérables (...)" mais les offensives allemandes ont envoyé les renforts au front français aux dépens de Salonique »[802].

Source : Gastine, Christian de, Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route (1856-1922)

Franchet d'Espèrey à son bureau

Les bouleversements n'ont pas lieu pas au niveau de l'état-Major, qui change très peu mais qui manque d'officiers brevetés, d'ailleurs dans ses carnets au 19 juin, le général souligne qu'il connaît et apprécie son chef, le général Charpy[803], "*que j'avais à Lille comme chef de bataillon au 43e*" et « *je suis satisfait de l'ensemble des officiers de l'EM. Du reste au cours de ma carrière où j'ai occupé les situations les plus diverses, je me suis toujours contenté des collaborateurs que j'ai*

802 Gastines, *Carnets, op cit*, au 19 juin 1918.
803 Charles Antoine Charpy, 1869-1941, général de division. Chef d'état-major des armées alliées d'Orient.

trouvés sur place »[804]. On retrouve en effet le pragmatisme, véritable, du personnage, qui part avec très peu d'hommes et sait s'adapter. Le nouveau commandant en chef est avant tout un homme d'action et de terrain, comme le souligne fort justement G. Fassy, « *on est frappé par l'impression d'activité inlassable et de dynamique continuelle* »[805] . L'ancien officier colonial, puis l'officier infatigable lors de ses commandements en métropole[806], transparaissent. Par rapport à Guillaumat, il commande « les rênes courtes » et se déplace régulièrement. À partir des carnets, on peut établir qu'il est en déplacement la moitié du temps et souvent pour des tournées de plusieurs jours, au pas de gymnastique, où il rencontre à la fois les chefs et les hommes de terrain ; d'ailleurs son convoi subit des tirs allemands le 20 juillet mais seule une automobile est abîmée.En août, d'après les carnets, il réalise trois tournées de respectivement 5 jours chez les Serbes, où le 29 juin il monte à 2 300 mètres observer les Bulgares, puis de 9 et 4 jours chez les Anglo-grecs, et il reste les autres 13 jours à Salonique, sachant qu'il subit pendant 5 jours une crise de dengue (maladie tropicale, liée aux moustiques, qui donne un état grippal). Présent ou non, il continue de diriger l'état-major du commandement des armées alliées, il téléphone souvent et se fait porter par un officier de liaison les affaires importantes. On sent, dans la rédaction, un véritable plaisir à effectuer ces sorties qu'il détaille bien plus que les jours à Salonique et qu'il agrémente de références culturelles. Par exemple, le 5 juillet, dans une lettre à sa famille, il évoque lors d'une visite à Véria, la chaire de Saint-Paul ; en juin, il visite le Parthénon ; parlant des émissaires bulgares, il note : « *je les ai traités comme Brennus à Rome »*[807]; et enfin, le 13 octobre : « *j'ai renoncé à la vaine gloriole de Caracalla*[808] *dans les rues de Sofia* », mais aussi « *de la chaire où Saint-Paul a prêché* ». Le nouveau chef s'occupe de beaucoup de choses lors de ses tournées et ne néglige aucun détail : il visite les hôpitaux (le 20 juin), prend des mesures pour lutter contre la malaria et améliorer l'hygiène des camps, le 24 juin il

804 Ibid.
805 G. Fassy, *op cit*, page 336.
806 Lors d'un de ses commandements en métropole, ses officiers avaient écrit une inscription sur un rocher où le maréchal s'était assis : « le seul endroit où le général Franchet d'Espèrey ait accepté de s'arrêter ». Cela témoigne que le général a déjà un cercle de fidèle.
807 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à sa famille du 29 septembre 1918.
808 Empereur Romain du III[e] siècle, accusé par Dion Cassius d'être vaniteux et de multiplier les triomphes infondés.

tire une mauvaise impression de la visite du camp français de Zeitenlick[809] (le camp est malsain, mal installé, les abris ridicules, il n'y a pas de rigoles d'évacuation d'eau) et immédiatement les ordres sont donnés pour y remédier. De même le 14 août, il visite la prison de Salonique et l'ambulance des scottish women, des « *Auto-sanitaires conduites par ces femmes intrépides qui vont bravement chercher les blessés en première ligne »*[810] , qui servent non pas les Anglais qui les ont dédaignées, mais les Serbes. Enfin, il se rend dans une usine organisée par les Français, avec 3 500 ouvriers de toutes « races » et qui construisent des avions avec le matériel local, sauf les moteurs qui arrivent d'Italie par-dessus l'Adriatique. Il punit aussi : début juillet, il inflige quinze jours d'arrêt à un chef de bataillon qui arrive en désordre et le 19 août, il change l'état-major de Jouinot : « *désirant que ma cavalerie marche autrement qu'à la Marne »*[811].

2) Des alliés compliqués

Le nouveau commandant en chef a nettement conscience du caractère interallié de son commandement et de la diplomatie qu'il va devoir déployer pour maintenir une bonne cohésion, même si on l'a laissé dans l'ignorance des spécificités diplomatiques et militaires des accords interalliés.

Tout d'abord, il y a les Britanniques. Leur chef le général Milne est jugé : « *très correct et très bien élevé ; il ne dit rien de son indépendance relative (...) Homme très loyal, se conforme aux engagements pris* »[812], puis le 11 août : « *le général Milne est un homme parfaitement élevé et très correct comme tous les officiers britanniques réguliers (...) j'aurais toujours avec lui les meilleurs rapports, malgré les termes ambigus de mon commandement, que le ministère de la Guerre français a négligé de me faire connaître »*[813]. Là encore, il s'agit d'un ajout rétrospectif, mais qui

809 Camp à quelques kilomètres au NO de Salonique.
810 Gastines, *Carnets, op cit,* 14 août 1918.
811 Ibid, 19 août 1918.
812 Ibid, 19 juin 1918.
813 Ibid, 11 août 1918.

reste relativement limité, car, si le début de leur relation est bonne, elle deviendra franchement exécrable à partir de 1919. Il le rencontre trois fois entre juin et août. Son principal souci provient de la diminution sévère des effectifs britanniques, selon les carnets « *L'armée britannique est passée de 72 à 36 bataillons à très faibles effectifs, les hommes ne sont jamais relevés (...). Il est convenu qu'il n'attaquera que si l'armée française serbe réussit (...) je lui donne 2 bonnes divisions du Corps de la Défense Nationale »*[814]. On voit ici Franchet d'Espèrey négocier, faire preuve d'un trésor, insoupçonné peut-être, de diplomatie et finalement procéder d'une façon assez semblable à Foch, qui conseille plus qu'il n'ordonne. Ce dernier affirmait en effet que « *Lorsqu'il s'agissait de décisions importantes, j'allais les voir ou je leur demandais de venir. Entre « quatre-z-yeux », nous causions, nous discutions et sans en avoir l'air, je les amenais petit à petit à mon idée. Je leur apportais une solution. Mais je ne la leur imposais pas. Ils étaient contents. Je m'efforçais de les convaincre. Parfois, ce fut un peu long. Mais on y arrivait toujours*»[815]. Pour ce qui est de la délicate question des effectifs, Londres devait apporter deux bataillons indiens mais ceux-ci tardent à arriver ; ainsi, Franchet d'Espèrey doit miser sur la montée en puissance de l'armée grecque, encore peu utilisée mais qui a des ressources humaines, malgré ce qu'il en pense. Enfin, il note que les Anglais ont une bonne artillerie lourde mais qu'ils sont lents à se mettre en route.

Les Grecs constituent l'autre nation majeure, chez qui les alliés sont installés, et qui doit monter en puissance afin de combler le manque de troupes franco-anglaises. Autant dire que la situation est complexe. Le nouveau roi Alexandre I[er] a été imposé par les alliés et l'essentiel du pouvoir appartient au premier ministre Venizélos. Franchet d'Espèrey apprécie beaucoup ce dernier, « *seul homme honnête de Grèce »*, et adopte une attitude quelque peu paternaliste avec le roi. Il se plaît à lui parler franchement, *« je lui ai dit quelques vérités entre quatre yeux »,* et à le divertir : « *je donne un dîner avec tous mes généraux, demain je le fais plonger en sous-marin*. », il lui fait

814 Ibid, 11 août 1918.
815 Charles Bugnet, *En écoutant le maréchal Foch,* Librairie René Haton, 1930.

aussi visiter Monastir[816] le 20 juillet. G. Fassy affirme d'ailleurs que cela serait lié à ses sentiments monarchistes. Or, si sa famille est incontestablement proche de la noblesse, il n'apparaît pas intégré particulièrement dans les réseaux monarchistes, son ami proche Le Chatelier est clairement républicain à tendance radicale ; il s'agit plus d'un amusement du commandant en chef qui a conscience de vivre des moments historiques, et qui opère donc nécessairement des comparaisons avec l'histoire, royale, de la France. Ainsi, le 14 juillet il évoque au roi la collaboration ministre-roi en prenant comme exemples Richelieu et Louis XIII, Bismarck et Guillaume 1er.

En tout cas, la conséquence militaire de ce pouvoir bicéphale se traduit par une fracture dans l'armée grecque. D'une part se trouvent les troupes levées par Venizélos, le corps de Défense nationale et trois divisions de volontaires que Franchet d'Espèrey juge favorablement, même s'il note « *qu'elles ne valent pas un Corps d'Armée, faute de génie et d'artillerie de groupement* », de plus l'artillerie a un calibre trop faible. Néanmoins, Guillaumat leur a procuré de la confiance en leur faisant réaliser une offensive facile[817]. D'autre part, les autres divisions helléniques sont considérées comme étant de qualité très médiocre et n'ont pas la faveur de Franchet d'Espèrey. Ainsi, la 4e division « *ignore tout du combat moderne et a un camp mal organisé* » ; il va même jusqu'à évoquer un encadrement douteux. Le 19 juin, il parle dans ses carnets, « *des nouveaux corps d'armée de mauvaise qualité* » et plus loin « *de traîtres* » en leurs seins, comme par exemple des officiers proches de Constantin[818], qui, aidés par les Allemands, exercent une action subversive sur les troupes du 1er corps d'armée grec. Par exemple, le 27 juillet Franchet d'Espèrey relate qu'un régiment grec venant de Thessalie s'étant débandé, le colonel et douze officiers doivent être jugés et exécutés ; le régiment venait du Péloponnèse royaliste. Il cite aussi dans un courrier à sa famille

816 Lettre à sa famille du 20 Juillet 1918, cette ville, l'actuelle Bitola en Macédoine du Nord, fut l'objet d'une bataille importante en 1916, les Bulgares attaquèrent en direction de Monastir et pénétrèrent sur le sol grec. Même s'ils furent chassés par les alliés, cette intrusion entraîne un schisme entre le parti neutraliste du roi et un gouvernement de défense nationale soutenu par la France autour de Venizélos et cela aboutit à l'abdication du roi Constantin remplacé alors par son deuxième fils Alexandre. La visite de Monastir peut donc s'interpréter comme un rappel, voire une mise en garde, pour le nouveau souverain.

817 Il s'agit de la bataille du Skra di Legen fin mai 1918.

818 SHD 20N225-4, comptes rendus hebdomadaires, n°4337/3 et 4412/3. Il s'agit de l'ancien roi forcé à l'abdication car jugé trop germanophile. L'armée grecque est de fait partagée entre ses partisans, dont le commandant en chef se méfie, et celles du corps de défense nationale.

« Nous avons surpris des officiers qui envoyaient à leur famille par colis postaux une partie des rations de leurs troupes »[819]. On rapporte aussi des incidents entre les différentes troupes, ainsi mi-juillet des cantines grecques sont pillées par des Zouaves. Si le commandant en chef multiplie les missions d'officiers français énergiques auprès de l'armée grecque, et s'il demande aussi le renvoi de plusieurs officiers grecs, les tensions s'apaisent en août. Néanmoins, en septembre il note dans ses carnets l'existence de déserteurs grecs qui battent la campagne et qui ont tué deux agents chemin de fer, il demande alors des patrouilles de gendarmes grecs. L'appui des hellènes étant d'autant plus indispensable - même s'il les trouve « *intelligents mais paresseux* »[820] - qu'ils compensent la diminution des troupes françaises : entre le 1er juin et le 1er octobre les premiers passent de 101 000 à 157 000 hommes, et les seconds de 232 000 à 209 000.

Avec les Serbes, les relations sont assez vite excellentes. On sent à travers les carnets une réelle affinité et une admiration pour leur rusticité, ainsi il qualifie le voïvode Stépanovitch[821] de « *paysan madré »* ; il cite aussi avec plaisir une anecdote à sa famille le 5 juillet, « *les Serbes gardent en entrepôts l'habillement livré par les Français pour économiser et portent encore des loques* ». Mais la collaboration excelle aussi avec son commandement et avec le prince Alexandre[822], chez qui il « *trouve l'appui le plus efficace* » et qu'il juge *« très simple et confiant »*. D'ailleurs Franchet d'Espèrey a l'habileté de les flatter en leur confiant le commandement de forces françaises pour l'offensive principale, tout en faisant encadrer de fait l'armée serbe par des officiers français afin d'améliorer son organisation défaillante : il qualifie les officiers serbes qu'il rencontre le 5 août *« d'hommes froids, rudes et décidés. Ils sont sans prétention et prêts à recevoir les*

819 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille 19 août 1918.
820 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille 4 septembre 1919.
821 Stépa Stépanovitch, 1856-1929, Commandant de la seconde armée serbe. Il avait participé à la guerre serbo-turque de 1876-1878, puis lors des deux Guerres Balkaniques en tant que chef de la deuxième armée. Il reprend son poste en 1914.
822 1888-1934, il s'agit du second fils de Pierre Ier roi de Serbie. Il est régent à partir de juin 1914. Il sert dans l'armée serbe pendant la guerre et devient roi des Serbes, Croates et Slovènes. Il meurt assassiné en 1934 à Marseille par un terroriste croate.

instructions qu'on leur donnera (...) Les problèmes d'état-Major les laissent froids »[823], de plus ils n'ont « *ni service topographique, ni de renseignements* ». Les carnets relatent ainsi la prise décision du 30 juin : « *avec le prince et Michitch*[824] *on jette les bases de l'opération (...) au lieu d'une opération locale, ce sera une opération décisive à laquelle participera toute l'armée serbe renforcée de deux divisions françaises qui briseront la croûte (...) ils sont emballés d'avoir deux divisions françaises (...) Michitch me demande si les deux divisions françaises seront sous ses ordres, en entendant ma réponse affirmative, le prince se lève et sans mot dire vient me serrer la main* »[825].

Ainsi les Serbes se retrouvent à devoir mener l'opération principale de l'offensive qui s'organise et il prépare avec eux les mesures à prendre pour préparer l'offensive : tracer des routes, faire des réserves de munitions[826], de nourriture et de fourrage, prévoir des ambulances pour les blessés. Fin août, il corrige même le plan d'action du général serbe Stépanovitch « *qui veut tout commander lui même (...) je remanie les ordres qui rappellent trop ceux donnés en France en 1915 pour les batailles d'Artois (...) en effet, les divisions d'exploitation doivent serrer les divisions de rupture* »[827]. L'expérience de la guerre lui sert, il a appris des échecs français.

Parmi les alliés, il y a enfin les Italiens et les Albanais.

Les Albanais ne disposent que d'un faible effectif, à la loyauté complexe, leur chef étant un ancien officier turc, Essad Pacha[828], et les troupes étant partiellement composées de déserteurs de l'armée autrichienne, d'anciennes bandes, mais aussi d'anciens gendarmes mobiles « *très utiles en montagne* ». Ils sont mis en ligne à partir de février 1917, mais leur force ne comporterait que 1 458

823 SHD 20N225-6, Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 5 août 1918, n°5023/3.
824 Zivojin Michitch, 1855-1921, il participe aux deux Guerres Balkaniques. Il dirige au début de la guerre la première armée serbe puis est chef d'état-major de l'armée serbe à partir de juin 1918.
825 Gastines, *Carnets op cit*, tome 3, titre 6.
826 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 1, n° 444, p. 746, Lettre de Franchet d'Espèrey pour Michitch chef d'état-major général de l'armée serbe du 17 juillet 1918, il s'agit de voir comment augmenter sensiblement le débit du chemin de fer.
827 Gastines, *Carnets*, tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 7, 24 août 1918.
828 1863-1920, de la famille des Toptani, il sert dans l'administration turque et est même député. Dans une situation d'anarchie, il est de fait dictateur de l'Albanie lors de la guerre en s'appuyant sur les Serbes, mais doit fuir le pays en 1916. Il organise ensuite une guérilla en Albanie et tente après guerre de reprendre le pouvoir. Il est assassiné en 1920.

hommes début 1918[829]. Un système de recrutement est mis en place et prévoit d'incorporer de 150 à 180 hommes par mois, payés par Essad même. Néanmoins, le commandant en chef pense pouvoir compter sur eux. Ils servent souvent aux avant-postes des lignes françaises et font du renseignement. Dans une lettre du 2 juillet à sa famille, Franchet d'Espèrey juge les Albanais braves mais inconstants et ajoute « *je vais les mettre bientôt tous d'accord car je pense culbuter les Bulgares un de ces jours* »[830]. Il semble néanmoins que cette assurance soit fragile, car il évoque dans une nouvelle lettre datée du 9 juillet que *«Les troupes albanaises ne valent rien, invoquent des fêtes religieuses et comme ils ont trois religions ça fait beaucoup »*[831]. Le rapport de début 1918 considérait d'ailleurs que les Albanais ont : « *les qualités et défauts des goums indigènes, ils sont infatigables, mais lâchent pied au premier problème, et sont peu disciplinés* »[832]. D'ailleurs les Albanais sont payés par les Serbes en or, emprunté aux Français...

Pour ce qui est des Italiens, la situation est complexe. Postés justement en face de l'Albanie, qu'ils convoitent, Franchet d'Espèrey sent bien qu'ils jouent une carte personnelle, tout en ignorant les accords intergouvernementaux qui les autorisent à être indépendants. De fait, les troupes transalpines sont mal intégrées à l'Entente. D'ailleurs, l'entrée en guerre de Rome contre l'Autriche-Hongrie s'est déroulée tardivement, le 23 mai 1915, et elle ne déclare la guerre à l'Allemagne que le 27 août 1916. Les Italiens mènent une guerre parallèle[833] jusqu'en 1917, puis doivent demander de l'aide aux autres pays de l'Entente et, à partir du printemps 1918, ils passent sous l'autorité de Foch. Assez vite, les relations avec Franchet d'Espèrey deviennent tendues et il comprend ne pas pouvoir véritablement compter sur eux. D'ailleurs, après de premiers succès en juillet (prise de Bérat le 10 juillet), ils reculent en Albanie le 2 août. Franchet d'Espèrey est dépité. Il voit bien que les Italiens ne visent que leurs propres intérêts : « *son désir à peine marqué de s'annexer l'Albanie et de retenir certains ports de la Dalmatie* ». Le 7 septembre, il inspecte la 35e

829 SHD 20N824, Historique des contingents albanais, note du 20 février1918.
830 Gastines, *Correspondances, op cit*, Lettre à sa famille, 2 juillet 1918.
831 Ibid, lettre à sa famille, 9 juillet 1918. D'ailleurs, ils ont été retirés du front de juillet à août 1917 pour le Ramadan,
832 SHD 20N824, Historique des contingents albanais, note du 20 février 1918.
833 Expression d'Hubert Heyriès, *Histoire de l'armée italienne,* Perrin, Paris, 2021.

DI italienne à Monastir qui manque d'artillerie mais son chef Mombelli[834] semble « *intelligent, actif et décidé* ».

3) L'origine du plan

Il faut maintenant aborder le plan d'opération. De nombreuses questions se posent : qui en a la paternité ? Quand est-il élaboré ? En quoi est-il différent des plans précédemment conçus ?

Après la guerre, Franchet d'Espèrey laisse parfois croire qu'il avait réfléchi à la base du plan dès 1914. Par exemple, Georges Spillmann rencontre le maréchal en 1936 : « *Au cours de la conversation, j'osai demander au maréchal comment il avait conçu dès octobre 1914, la manœuvre des Balkans réalisée en 1918* »[835]. Si on se réfère aux carnets de Franchet d'Espèrey, il se serait rapidement décidé pour un plan, différent de celui de son prédécesseur et plus radical[836]. Ainsi, le 26 juin, il note : « *j'étudie le plan d'offensive établi par mon prédécesseur. Il conclut à l'impossibilité d'obtenir une action décisive et se borne à essayer d'améliorer la situation par une offensive locale* »[837]. On l'a vu auparavant, le plan d'offensive est décidé dans ses grandes lignes le 30 juin avec les Serbes « *au lieu d'une opération locale ce sera une opération décisive* ». L'offensive serait ensuite préparée avec son état-major, et adoptée définitivement avec les Serbes le 7 juillet[838], il précise d'ailleurs que « *j'ai reçu de Paris le 2 juillet un plan d'opération établi en chambre, il convient de faire précéder l'offensive générale d'une série d'efforts offensifs partiels, de manière à disloquer progressivement le front ennemi (...) En effet, les renforts anglais, hindous, qui doivent compenser le retrait, déjà opéré, de 12 bataillons, ne sont pas prévus avant 4 mois (...) Je suis bien résolu à ne pas suivre les instructions des stratèges du Conseil Supérieur. Les attaques partielles ne servent qu'à faire tuer les plus braves, à consommer des munitions et à vous laisser dépourvu de*

834 Ernesto Mombelli, 1867-1932, commandant du corps expéditionnaire en Macédoine en juin 1917.
835 Georges Spillmann, *Souvenirs d'un colonialiste*, Presse de la Cité, 1968.
836 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 2.
837 Ibid.
838 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, n°376, p. 661, lettre de Franchet d'Espèrey au chef d'état-major serbe le 6 juillet 1918 qui présente les bases du plan.

tout au moment décisif (...) Les moyens en artillerie sont limités mais suffisants »[839]. Il développe ensuite : « *il suffit d'attaquer sur un front au moins double de la portée des canons ennemis, soit 30 km et d'employer les meilleurs moyens sur les point de rupture et avec des réserves rapprochées pour utiliser les succès initiaux, puis, la rupture obtenue avoir des troupes de seconde ligne. Il ne faut pas renouveler les erreurs françaises d'Artois, Champagne, Somme ou allemandes en mars, avril et mai 1918. Une fois en terrain libre, je veux agir par directive pour ne pas les brider comme on a fait en septembre 1914, ce qui nous a fait perdre une grande partie du bénéfice de la Marne »*[840]. En effet, il envoie à Paris 13 juillet, un plan d'opération qui correspond assez précisément au plan définitif : action principale sur le massif de Dobropolje avec une première intervention française puis une exploitation par les Serbes, le tout couplé par des actions sur les autres parties du front afin de fixer les réserves Bulgares[841].

Certes, fin juillet, il évoque aussi des variantes, enveloppement par l'Albanie grâce aux succès italiens, projets de débarquement au niveau de la Strouma (ou Strymon en français). Ensuite, il rencontre le Général Milne le 11 août pour discuter de l'offensive et il est convenu que les Anglais n'attaqueront que si l'armée franco-serbe réussit. Visiblement, on entre très vite dans la phase de préparation, et on discute des détails, par exemple, les Serbes veulent un jour entier de préparation d'artillerie au lieu des six heures prévues ; et à la toute fin du mois, le commandant en chef, bien que malade, envoie des instructions sur l'exploitation du succès.

Alors qu'il reçoit de Paris des instructions prescrivant jusqu'à nouvel ordre de se conformer au plan d'action du général Guillaumat, Franchet d'Espèrey affirme par deux fois, les 22 juin et le 7 juillet, qu'il n'en tiendra aucun compte : « *C'est le premier des nombreux télégrammes dont j'ai décidé de ne tenir aucun compte ; ils émanent de gens non responsables et ignorant tout de la*

839 Gastines*, Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 3. Ce qui est intéressant car en France même il ne cessait de réclamer plus d'artillerie. Il adopte ici une attitude plus pragmatique. Il faut souligner aussi que les défenses bulgares sont moins denses que celles des Allemands en France.
840 Ibid.
841 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, n°417, pp. 714-716, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 13 juillet 1918.

situation »[842]. C'est là qu'apparaissent clairement les aspects apologétiques et déformants des mémoires. Il semble peu crédible qu'un nouveau commandant, arrivé le 18 juin sur place, ait dès le 22 juin un nouveau plan d'offensive en tête et que tout soit rédigé en une dizaine de jours. Certes, même en quelques jours, il peut juger des défauts du plan de Guillaumat fondé sur des attaques partielles dont il a bien vu en France l'inefficacité. Néanmoins, il cite les échecs allemands, or ceux-ci ne sont pas avérés fin juin ; les accents prophétiques extralucides relèvent d'une reconstruction postérieure aux événements, en fait lors de la rédaction. Quant à désobéir, car c'est à cela que revient le fait de ne tenir aucun compte des ordres, cela s'apparente à de la forfanterie, pourtant peu commune chez Franchet d'Espèrey. D'ailleurs, cela n'a aucune crédibilité, en effet, l'autorisation de lancer une offensive générale doit être donnée par les gouvernements alliés, le commandant en chef n'aurait donc pas pu lancer une offensive entièrement nouvelle et divergente des ordres reçus. G. Fassy précise même que *« Clemenceau a promis aux Britanniques qu'en aucun cas, l'offensive ne serait entreprise sans l'assentiment de tous les Alliés »*[843], par le biais du CSGI. Franchet d'Espèrey le sait bien puisqu'il envoie des détails de son plan d'opération en précisant expressément qu'il s'agit d'éclairer le CSGI[844]. En fait, il continue de préparer son propre plan d'action mais il ne peut pas «ne tenir aucun compte » des ordres de ses supérieurs.

Le plan est-il donc sorti tout armé comme Athéna du crâne de Zeus, du cerveau de Franchet d'Espèrey ? G. Fassy a bien résumé les données du problème : l'idée de l'offensive et de son lieu appartiennent à un Serbe, ce que Franchet d'Espèrey reconnaît lors d'une conférence le 3 novembre 1934[845]. Cette idée est ensuite creusée sous Sarrail. Puis, Charpy et Huntzinger[846], deux officiers du 3e bureau reprennent et développent ce plan qui n'a rien à voir avec celui de Guillaumat. C'est pour cela que Franchet d'Espèrey peut agir si vite, même si on lui propose d'autres possibilités,

842 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titres 2 et 3.
843 G. Fassy, *op cit*, pp. 366-367.
844 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, n° 585, p. 34, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre du 3 août 1918.
845 SHD 1K162-1, conférence sur le Roi Alexandre Ier de Yougoslavie.
846 Charles Huntziger, 1880-1941, saint-cyrien, il sert sur le front d'Orient. Il dirige alors le 3e bureau puis est sous-chef d'état-major des armées alliées. Il commande la 2e armée puis le 4e groupe d'armée en 1940. Il signe l'armistice avec les Allemands et devient ministre de la Guerre de Vichy.

comme l'enveloppement par les ailes. Il est soucieux de se voir reconnaître son rôle spécifique, ainsi dans les lettres privées comme celle du 15 octobre adressée à Freycinet : *« la genèse de mon opération à laquelle, quoiqu'on dise, aucun de mes prédécesseurs n'a participé»*[847]. Après guerre, les conflits d'ego furent légions, certains attribuant la paternité du plan à Guillaumat, d'autres à Franchet d'Espèrey ; c'est pourquoi, le maréchal lorsqu'il rédige ses carnets plus de quinze ans après les faits, laisse à croire que le plan est entièrement de lui, sauf dans de rares passages. Par-dessus tout, il tient à faire savoir que ce n'est pas celui de Guillaumat ; dans ses mémoires, il évoque une lettre du général Pechitch[848] du 23 septembre 1919, portant sur les plans de guerre, dans laquelle Franchet d'Espèrey souligne la différence majeure entre le plan victorieux et la mouture de Guillaumat : dans ce dernier l'armée serbe devait rester sur la défensive. C'est donc « *la preuve que l'attaque sur Dobro-Polje n'a pas été émise par Monsieur le Général Guillaumat* ». Déjà en février 1921, dans *La Renaissance*, il nie fermement n'avoir fait qu'appliquer le plan de son prédécesseur mais visiblement il faut insister des années après.

Est-ce à dire que le futur vainqueur du front d'Orient n'a eu qu'un simple rôle secondaire d'exécutant ? Le plan préparé convient doublement au nouveau commandant en chef, par son tempérament audacieux et décisif ; on peut sincèrement croire le maréchal lorsqu'il affirme que les offensives limitées n'ont qu'un intérêt réduit. En effet, il a pu constater lors de ses commandements en France que ce type d'attaque engendre une terrible attrition des troupes. Mais il a aussi appris, malheureusement à ses dépens, qu'on peut réaliser une véritable percée à l'image de celles des Allemands du printemps 1918. On doit encore souligner que Franchet d'Espèrey a su apprendre des années de guerre et de ses difficultés. Il a le mérite de saisir tout de suite la situation et d'adopter le bon plan, même s'il ne le crée pas de toute pièce. Comme le souligne fort lumineusement G. Fassy « *le mérite de Franchet d'Espèrey n'est pas seulement de prendre le risque de le tenter* (le plan)*. Il prend l'idée tactique de ses subordonnés en lui donnant une dimension stratégique. Il ne s'agit plus*

847 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à sa famille, 15 octobre 1918.
848 Général et sous chef d'état-major serbe, il accompagne très souvent Franchet d'Espèrey sur le terrain afin d'aider à la mise au point de l'offensive serbe.

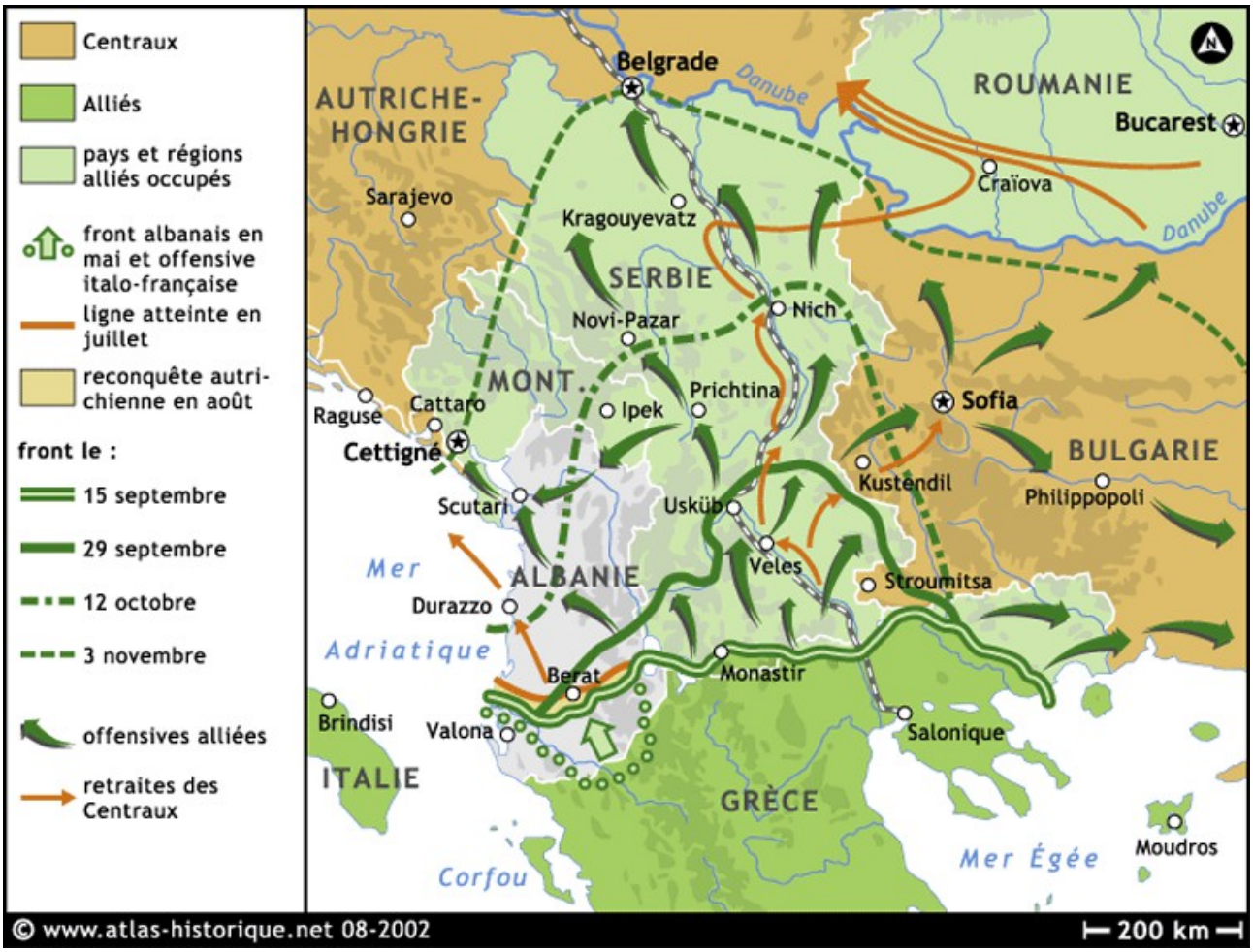
seulement de disloquer l'armée bulgare, mais de mettre hors de combat la Bulgarie, libérer la Serbie et menacer l'Autriche-Hongrie »[849]. Il comprend que même avec des moyens limités on peut obtenir un succès décisif.

Ainsi, le plan revient donc bien à des officiers de l'état-major même si sa portée a été transformée par le nouveau commandant qui a bien eu rôle décisif, mais il restait à le faire adopter.

Même s'il l'évoque peu dans ses carnets, il reconnaît quand même à son prédécesseur d'avoir fait « *du bon travail* », et généralement le nouveau commandant peut compter sur ce dernier qui, rentré à Paris appuie son action. G. Fassy définit ainsi la relation qui s'installe entre les deux généraux : « *L'action de Guillaumat est indissociable de celle de Franchet d'Espèrey. Les deux officiers généraux, qui correspondent régulièrement, sont en parfait accord et le second a la chance, il faut en convenir, de disposer d'un relais efficace en métropole* »[850]. En effet, même si le plan dans sa forme finale n'est pas sa création, Guillaumat appuie l'offensive prévue et freine la diminution des effectifs. Franchet d'Espèrey n'évoque pas cet aspect dans ses mémoires, il adopte une posture prométhéenne et néglige ainsi les apports et aides dont il a bénéficié. Cependant, même sans relais en métropole, l'offensive s'imposait. En effet, les Allemands reculent partout en métropole dès août et surtout en septembre, ce qui fait que le front français n'a plus besoin de renforts. Ainsi, les alliés peuvent prendre de la hauteur et évaluer l'intérêt des autres fronts, alors même que les Empires centraux ne disposent plus de renforts en hommes.

849 G. Fassy, *op cit*, p. 358.
850 Ibid.

B) Exécution du plan et exploitation de la victoire.



1) Une victoire rapide

Le commandant en chef n'attend pas passivement l'ordre d'attaquer et continue ses activités de visite, d'explication et de correction alors même que l'attaque n'est pas décidée.

Début septembre l'impatience gagne. Le 1er, les Serbes le pressent d'attaquer car ils craignent que le temps ne devienne défavorable à une attaque en montagne, alors même qu'une DI britannique réalise une attaque de diversion. Le 6, un officier envoyé à Paris revient à Salonique mais sans aucun ordre, il affirme que Poincaré se faisait présenter tous les télégrammes venant de Salonique, et qu'il aurait dit « *qu'on n'avait pas le droit d'arrêter un commandant en chef qui*

parlait ainsi »[851]. Franchet d'Espèrey cite ce témoignage avec plaisir, un peu aussi pour se flatter, et parce que l'attente l'agace, mais Clemenceau dirige seul la politique française. Néanmoins, Paris ne se désintéresse pas des Balkans et informe assez régulièrement Franchet d'Espèrey : ainsi le deux septembre, on lui indique que, selon « *une source absolument sûre* », les Allemands ont retiré l'essentiel de leurs troupes[852]. En effet, ces troupes ont été rappelées en grande partie à l'Ouest pour contrer les offensives alliées.

Le 7, il visite la 35e DI italienne, puis la 11e DIC où il retrouve comme chef de division un ancien compagnon du Tonkin ; il rappelle alors que le rôle de la division est d'abord d'appuyer les Serbes à droite « *Tout doit être sacrifié au succès de leur attaque* »[853]. Toujours le 7, à 14h, il réunit les cadres de la Ière armée serbe , "*tous d'aplomb et pleins d'ardeur*" et "*pour être bien d'accord et éviter les incompréhensions, j'explique à tous ce que j'attends de chacun d'entre eux*». Mais le soir, Charpy téléphone que Paris s'oppose à l'attaque. Le 8 septembre, il visite les Spahis marocains, « *excellent régiment, bonne situation des effectifs, ce régiment n'a pas été utilisé en France. Il se battra fort bien en Orient grâce à une technique de ravitaillement adaptée : les hommes partent à pied avec des chevaux chargés de huit jours de vivres ; tous les jours un demi-escadron est remis à cheval, le problème des ravitaillements dans les montagnes dénudées est résolu* »[854]. Clemenceau confirme par télégramme l'ajournement de l'offensive, alors que Guillaumat est envoyé en Italie pour obtenir accord italien. Franchet d'Espèrey écrit alors à Guillaumat et à Clemenceau, « *du point de vue militaire l'opération est mûre. Si je ne suis pas libre de la déclencher à la date minima que je vous ai fixée (...), je considère que nos chances de succès se trouveraient diminuées et qu'en tout cas, je peux être empêché de tirer d'un succès tactique le bénéfice considérable qu'on est en droit d'en attendre, par une exploitation vigoureusement conduite et le développement ultérieur des*

851 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 5.
852 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, note 829, p. 441, lettre du ministère de la Guerre à Franchet d'Espèrey. Information confirmée par les déserteurs : AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, note 831, p. 443, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre du deux septembre 1918.
853 Gastines,*Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 5.
854 Gastines,*Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 5.

opérations »[855]. Il annonce alors l'ajournement de l'attaque aux Serbes qui craignent le mauvais temps ; le prince Alexandre propose une action diplomatique mais Franchet d'Espèrey refuse. Il rend encore visite à deux voïvodes le 9 et leur réexplique leur rôle principal : l'enlèvement du Koziak dont dépend la rupture décisive. Toujours attentif aux détails, le 10, il fournit le service des armuriers français aux Grecs dont les armes sont en mauvais état. Enfin, le 10 septembre, il reçoit l'autorisation de débuter les opérations[856].

Le rapport de force est très favorable à l'Entente, 650 000 hommes contre 450 000. Les unités germano-bulgares sont en fait quasi exclusivement bulgares, les Allemands étant surtout présents dans l'encadrement. Par exemple, les I^{ère} et II^{e} armées bulgares dépendent du général von Scholtz et la IX^{e} armée dite allemande, du général von Steuben est quasi dénuée d'unités germaniques. L'Albanie est défendue par un corps d'armée autrichien. Avant le déclenchement de l'offensive, le front allié s'étend sur 300 km. La partie est dépend du général Milne qui, avec 4 divisions britanniques et 5 grecques, doit attaquer dans la vallée du Vardar et appuyer l'action principale. L'armée française est déployée à l'ouest depuis la bouche de la Cerna jusqu'à l'Albanie, elle doit couper les communications de la XI^{e} armée allemande en prenant Prilep. Au centre, les Serbes doivent attaquer le massif du Dobropol. Il faut rajouter les Italiens du général Ferrero[857] en Albanie qui eux sont autonomes.

La mission de percer est confiée aux deux armées serbes renforcées par des Français. Il s'agit de franchir le centre du dispositif adverse face au massif de la Moglena culminant entre 1 500 et 2 500 m. Cinq pièces d'artillerie, montées sur les hauteurs au prix de lourds efforts, ouvrent le feu le 14 septembre et les tirs se poursuivent la nuit du 15 afin de préparer l'assaut. La concentration des bouches à feu est inhabituelle et surprend l'ennemi qui pense que la position est trop difficile

855 Ibid.
856 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, n°910, p. 599, lettre de Clemenceau à Franchet d'Espèrey du 10 septembre 1918.
857 Giacinto Ferrero, 1826-1922, il commande en 1915 le corps expéditionnaire italien en Albanie, et y fait proclamer l'indépendance sous protectorat italien en juin 1917.

d'accès. À 5h30, trois divisions, deux françaises et une serbe, attaquent et malgré des pertes importantes, elles prennent le contrôle du plateau de Kravitza, du mont Dobropolje ; la première position bulgare est prise, le système ennemi est alors percé. L'exploitation est immédiate avec l'appui des pièces d'artillerie lourdes placées au plus près des premières lignes afin d'épauler l'attaque en profondeur. Les deux armées serbes ont l'ordre d'avancer sans trêve en direction de Prilep pour la Ière armée serbe et Gradsko pour la seconde, soit à 70 km des bases de départ. Le commandant allemand ne possède pas de réserves proches et sa contre-attaque échoue. Afin de fixer les forces bulgares et d'éviter les attaques de flanc, l'AFO et le groupement Anselme attaquent le 16 à l'ouest et à l'est de la brèche, et Milne tout à l'est au niveau du lac Doiran, mais sa progression est lente au départ. Franchet d'Espèrey considère alors qu'il doit rester sur sa première idée de percer au centre sans attendre d'y aligner les ailes et que l'exploitation en profondeur dégagera elle-même les ailes. Les Serbes avancent de 8 km par jour, prennent le dépôt de Gradsko et peuvent se réapprovisionner. L'AFO et la première armée serbe repoussent la XIe armée allemande qui se replie par une unique route vers Uskub. Le commandant en chef décide de continuer à pousser au nord dans ses ordres du 21 septembre. Le 23, la 1ère armée serbe atteint la route Prilep-Gradsko et, le 24, les forces bulgares en face de l'AFO à Monastir se replient, ce qui donne raison au pari de Franchet d'Espèrey. Coupant par la montagne sur des sentiers incertains, après trois jours sans qu'on ait de leurs nouvelles, les Chasseurs d'Afrique de Jouinot-Gambetta atteignent la ville le 29, donc avant les Bulgares, et forcent la XIe armée, pressée par l'AFO, à la capitulation. La veille, soit le 28, les troupes du général Milne avaient rompu le front en face d'eux. La victoire est donc totale. Les prisonniers sont au nombre de 90 000 pour 3 500 Français hors de combat[858].

Déjà le 25 septembre, les Anglais ont pénétré en Bulgarie et le 26 septembre les Bulgares ont demandé l'armistice. Franchet d'Espèrey reçoit alors diverses félicitations, d'abord du maréchal Haig « *qui, depuis la Marne, a toujours été très affectueux, puis du gouvernement français* »[859].

858 SHD 20N592, rapport du 30 septembre 1918, et estimation de Max Schiavon, *Le Front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale, 1915-1918*, Paris, Tallandier, 2014.
859 Gastines,*Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 5.

Cela ne l'empêche pas de critiquer les alliés de la France. Il évoque la « *nullité des Italiens* »[860] et considère que « *la capitulation de la Turquie aurait été obtenue 8 jours plus tôt et dans de meilleures conditions, si pour des raisons de politique générale, je n'avais pas dû confier l'opération à l'armée anglaise (...) Ce sont de braves gens, mais lents et maladroits, ayant besoin de recommencer plusieurs fois une opération pour la concevoir et la réussir, en outre très liés à leur ravitaillement* »[861].

2) Pour qui les lauriers de la victoire ?

Comment comprendre un tel succès et quelle part peut-on en attribuer au commandant en chef ?

Tout d'abord, il faut souligner que l'attaque n'était pas totalement une surprise pour les Bulgares. Franchet d'Espèrey cite dans ses carnets plusieurs documents issus de l'armée bulgare[862] montrant que les Bulgares et les Allemands possédaient plusieurs indices sur l'offensive dès août : par exemple, le 17 août, un télégramme en provenance de Genève annonce l'attaque pour le 15 septembre (soit le jour exact) ; le 25 août, deux déserteurs serbes annoncent l'attaque pour la fin du mois, de même le 29 par un nouveau déserteur ; enfin les Bulgares remarquent des bruits de travaux qui sont notés ainsi les 6 et 9 septembre, « *Les signes avant-coureurs d'une attaque ennemie sur notre front se multiplient. Le devoir de chaque officier est d'élever par tous les moyens chez ses hommes la foi en la victoire.... La lâcheté n'est pas permise...* »[863].

Il n'y a donc pas eu de surprise, les éléments principaux du plan n'ont pas échappé aux Bulgares ; ils ont en leur possession des éléments précis et concordants mais ils ne prennent aucune mesure préventive : défense en profondeur améliorée, développement des liaisons entre les différentes parties du front, ni de contre-préparation (certes ils n'avaient pas l'heure précise mais on

860 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettres à Le Chatelier du 20 septembre 1918.
861 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettres à Freycinet du 3 octobre 1918.
862 Il s'agit principalement de la 2e DI bulgare qui est située à Dobropol.
863 Papiers retrouvés sur des Bulgares, cité par Gastines, *Carnets, op cit,* 9 septembre 1918.

a vu qu'ils avaient le jour exact). Comment expliquer alors leur réaction ? Si on considère le nombre de personnes impliquées, le temps nécessaire pour préparer les routes, les munitions, ramener les troupes, il est difficile d'être discret. Ainsi, les véritables surprises sont rares. L'attaque allemande à Verdun est connue, le colonel Driant écrit par exemple à sa femme la veille de l'attaque et prévoit exactement ce qu'il allait se passer ; de même au fameux Chemin des Dames, lors de l'attaque française d'avril 1917, là encore la surprise espérée par Nivelle, est totalement éventée, les Allemands capturent des prisonniers avec tous les détails de l'offensive ; enfin, l'attaque allemande au même lieu en 1918, fatale à Franchet d'Espèrey, était elle aussi connue. Pourtant, les intoxications, les attaques de diversion et même l'importance des renseignements divers et parfois divergents entretiennent un « brouillard de guerre » qui rend la situation absconse et difficile à déchiffrer. Les attaques de diversion avant l'offensive principale remplissent donc parfaitement leur rôle et trompent suffisamment les Bulgares. Ainsi pendant l'offensive, les Anglo-helléniques attaquent le 18 afin de faire douter les puissances centrales du véritable objectif stratégique, c'est pourquoi cette attaque peut être arrêtée le 19 car comme l'écrit Franchet d'Espèrey dans ses mémoires « *la première armée bulgare accrochée, cela suffit* ». Malgré tout, on doit reconnaître que faire porter l'action principale sur une zone particulièrement difficile a contribué à tromper les Bulgares, car l'attaque en ce lieu n'était pas la plus probable.

Si le plan n'est pas de Franchet d'Espèrey c'est lui qui le choisit et qui a le coup d'œil du stratège qui en perçoit l'exploitation. Assez vite, il comprend qu'on ne doit pas faire des attaques à objectifs limités, ou qui ont juste comme but de percer le front sans exploitation décisive (c'est la faiblesse des offensives allemandes du printemps 1918), et il s'implique largement dans la préparation par des visites de terrain qui sont une de ses spécificités et qui le distinguent de ses prédécesseurs. Comme il le souligne dans une lettre à Freycinet « *contrairement à mes prédécesseurs, je résolus de renoncer aux actions de détail et de concentrer mes moyens de toute*

espèce en une action d'ensemble »[864] . Une fois l'offensive lancée, il continue à procéder ainsi. Dans ses carnets, il explique disposer de l'équipage de campagne de Sarrail sur camion automobile, comprenant une voiture-bureau, une chambre et une voiture-cuisine. À la différence des attaques précédentes, Franchet d'Espèrey a personnellement placé le deuxième échelon au plus près, notamment les postes de commandement des divisions de tête qui sont situés à côté de ceux des divisions d'attaque. L'information est alors directement passée et on évite de perdre des heures de transmission vers l'arrière[865]. Le 17 septembre, il vérifie que la phase d'exploitation se passe correctement et se démultiplie. Il ordonne en personne au général de la 17e DIC de vider son Centre d'Instruction Divisionnaire[866], et de verser dans les régiments les compagnies de mitrailleuses inutiles ; puis il rejoint les lignes bulgares et rappelle au commandant du 29e d'infanterie l'ordre et la nécessité de se relier au 1er groupement ; enfin, il visite les Serbes afin de préparer leur avancée et veille au transport de l'indispensable artillerie lourde sur Monastir où les emplacements des pièces, les carnets de tir et les stocks de munition sont constitués. On constate ici la minutie du plan. Le 18, il visite le général en chef anglais Milne qui a lancé l'attaque anglo-hellénique, elle est arrêtée le 19 faute de progrès. Le 21, il visite le 2e bis Zouaves qui a mal fonctionné le 19 (il n'a pas pu attaquer, le régiment s'est perdu dans les boyaux et son chef paraît peu adapté car sortant de la cavalerie), de plus, il donne directement l'ordre au 3e régiment de cavalerie hellénique d'avancer. Toujours soucieux d'être au plus près du terrain, il s'installe à Florina le 23, il dépasse les lignes bulgares et rejoint la cavalerie française qui va avoir un rôle majeur, comme il l'explique dans ses carnets : « *je ne voulais pas voir ma victoire compromise, comme sur la Marne par les hésitations du chef de ma cavalerie. Comme tous les hommes, Jouinot*[867] *avait ses défauts, mais c'était un guerrier* », il explique personnellement aux officiers l'importance d'occuper Uskub pour couper la retraite de la Ière armée allemande jusqu'en Bulgarie, selon ses carnets « *les officiers écoutent et sont*

864 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre du six octobre 1918.
865 Michel Goya, *Les vainqueurs*, *op cit,* p. 255.
866 Il note dans son carnet que cette division a compté 1 300 morts.
867 Le général Jouinot-Gambetta peut compter sur les 1er et 4e régiments de Chasseurs d'Afrique et un régiment de Spahis.

enthousiastes, (...) ils sont si contents de voir le terrain libre. On sent le vent de la victoire ». Le 24, Franchet d'Espèrey arrive à Prilep et continue de surveiller les moindres détails de l'opération qui doit être décisive en coupant définitivement la retraite des Bulgares. Il corrige l'orientation des trains de combat de la cavalerie, et il monte à la côte 1 200 afin d'observer directement l'attaque de la 156e DI.

Sur le front d'Orient, pas de chars, moins de défense en profondeur, l'infanterie et même la cavalerie regagnent toute leur importance, alors même que la défaillance en transports ne permet pas d'acheminer rapidement des renforts. La nature fragmentée du terrain, entrecoupé de différents massifs avec des routes limitées, est fatale aux Bulgares. Cependant, cette « arriération » permet de retrouver une guerre de manœuvre et de percer. Franchet d'Espèrey a réussi à s'adapter à ces circonstances particulières où il s'affirme en définitive plus à l'aise que sur le front de l'Ouest et que pour la guerre de positions et d'usure. En fixant des objectifs lointains et stratégiques et sans attendre de couvrir ses ailes, le commandant en chef a démontré son coup d'œil stratégique et son audace.

3) L'armistice

Le 26, alors que leurs armées sont en déroute, les parlementaires bulgares se présentent devant les lignes britanniques avec une lettre du général en chef bulgare destinée à ce que le général Milne intervienne auprès du commandant en chef pour une suspension d'armes ; ce dernier refuse comme prévu mais en rend compte à Paris en en précisant les conditions (preuve que le ton des mémoires où Franchet d'Espèrey dit ne pas tenir compte des ordres de Paris constitue largement une réécriture), il promet aux Bulgares qu'ils seront reçus avec correction. Le 27, le commandant en chef rejoint Milne à Stroumitsa, à peine libérée par l'avant-garde anglaise. Le 28, les négociations débutent alors que la situation se tend en Bulgarie : le tsar est menacé et les troupes allemandes sont appelées afin d'arrêter les bandes révolutionnaires de soldats désœuvrés ; les forces

de l'Entente se trouvent donc en position de force. À 18h30, les parlementaires bulgares arrivent. Il s'agit de Liaptchev[868], ministre des Finances et du général Lukov (ou Loukof), chef de la IIe armée et ancien attaché militaire à Paris. Selon les carnets de Franchet d'Espèrey, la réunion est correcte mais froide « *Sans aucune raison, vous avez marché contre nous, vous devez le payer*[869]*. Comme je ne veux pas de révolution, je ne toucherai pas à votre gouvernement, mais je veux terminer la guerre vite et bien, vous me fournirez tout ce qu'il me faut pour cela* »[870]. Rendez-vous est pris pour le lendemain, « *tous les 3 paraissent très déprimés* ». La réunion du 29 permet d'aboutir à un accord, car les plénipotentiaires ont pu étudier les conditions posées ; suivons le déroulement que Franchet d'Espèrey en fait dans ses carnets : « *ils ont prétention de rentrer dans la neutralité qu'ils n'auraient pas dû quitter. Puis ils m'offrent brutalement de placer leurs armées sous mes ordres, Liaptchev aurait proclamé "Demain, nous marchons avec vous sur Constantinople* »[871]. Si ce dernier passage peut surprendre, il n'a aucune raison d'être apocryphe ou inventé. On doit l'analyser comme une tentative désespérée d'éviter le pire. Dans tous les cas, Franchet d'Espèrey insiste sur la réalité de la situation : la Bulgarie est au bord du gouffre et ne peut pas négocier. Les carnets de Franchet d'Espèrey contiennent une de ces scènes cocasses dont il raffole : en fin de soirée, il annonce que la ville de Resna vient d'être enlevée par le 2e bataillon indochinois, alors « *Liaptchev lève les bras au ciel et répète "Indochinois" !* ». Resna est en effet sa ville natale et on peut percevoir dans sa réaction un certain désespoir plein de préjugés, les Indochinois n'étant pas perçus, dans une vision raciste, comme de bons soldats ; leur victoire prouverait donc que les Bulgares sont à bout. Même s'il affirme dans ses carnets avoir des difficultés à les convaincre, étant seul contre plusieurs Bulgares, un accord est conclu et on signe l'armistice à 23h30. Prudemment, Venizélos et le prince Alexandre décident de ne pas entrer en Bulgarie afin d'éviter des représailles et de permettre l'accord. Franchet d'Espèrey triomphe dans les lettres à sa famille, il affirme : « *Je n'ai*

868 Andrej Liaptchev, 1866-1933, plusieurs fois ministre à partir de 1904, futur Premier ministre de 1926 à 1933.
869 À noter que c'est le même argument que les Allemands utiliseront contre la France en 1940, considérant que c'est elle qui avait déclaré la guerre et qu'elle devait en payer le prix.
870 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 6.
871 Ibid.

pas été très rude et n'ai pas voulu les humilier désirant me servir d'eux (...) J'ai renoncé à la vaine gloriole de Caracalla[872] *dans les rues de Sofia pour éviter une révolution plus ou moins bolchevique* »[873].

Le 30 septembre, les Bulgares retournent à Sofia avec le premier sous-chef d'état-major[874] de Franchet d'Espèrey et un commissaire de police afin d'établir un service de renseignement. Le commandant en chef prend ensuite en main le problème du chemin de fer à rétablir jusqu'à Uskub (les Serbes le feront en un mois) mais il a 300 camionnettes anglaises. Il dit compter sur la "sobriété des Serbes" et leur capacité à exploiter le pays à fond et pense pouvoir approvisionner dix divisions d'infanterie. On annonce alors l'arrivée de renforts ennemis venant du Piave, de Crimée, de Roumanie et d'Alsace. Cependant, de Belgrade à Uskub, il n'y a qu'une voie ferrée lente,et qui ne permet le transport que d'une division tous les 2 jours et demi et qui sont « *mangées au fur et à mesure* »[875]. De plus, l'ennemi doit rassembler des troupes à une plus grande distance sur le Danube. Preuve qu'il a appris de ses années de guerre, Franchet d'Espèrey note dans ses carnets que « *c'est l'erreur des Allemands qui au lieu de grouper une dizaine de divisions sur la rive gauche du Danube, continuent à se battre contre l'armée serbe soutenue par les cavaliers français et un groupe lourd du 145e d'artillerie* »[876].

Même si le ton est triomphal, les premières fissures entre alliés apparaissent tout de suite, il envoie l'AFO derrière les Serbes pour éviter des frictions avec les Roumains et marcher sur la Roumanie ; en effet, les territoires libérés sont aussi convoités par les différents alliés qui s'appuient sur la mosaïque de populations : les territoires sont véritablement multi-ethniques, et chaque État instrumentalise ses frères de culture afin d'appuyer ses prétentions.

En signe de satisfaction, le gouvernement lui accorde la médaille militaire le 3 octobre 1918 : « *Officier Général qui dès le début des hostilités n'a cessé de montrer les plus belles*

872 Empereur Romain du IIIe siècle de la dynastie des Sévères.
873 Gastines, *Correspondances, op cit,* tome 3*,* livre 11, chapitre 31, titre 6, lettre à sa famille du 13 octobre 1918.
874 Le colonel Trouchon.
875 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à Freycinet du 3 octobre 1918.
876 Gastines, *Carnets, op cit*, tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 6, 30 septembre 1918.

qualités militaires. Appelé au commandement en chef des armées alliées en Orient, a fait preuve d'une initiative et d'une énergie remarquables en prenant l'offensive au moment le plus opportun. En moins de quinze jours, par la maîtrise de son commandement et son inlassable activité, a su imposer sa volonté aux armées ennemies. Exploitant ensuite son succès avec le plus heureux esprit de décision, a conduit des pourparlers qui ont abouti à la signature d'un glorieux armistice sollicité par l'ennemi en pleine déroute »[877].

4) Quel est le bilan de ses offensives ?

« *Le premier armistice sonne l'hallali des puissances centrales comme Hindenburg et Ludendorff l'ont reconnu*[878] ». Il cite aussi l'avis des Serbes à travers une lettre du sous-chef d'état-major de l'armée serbe qui confirme « *La bataille de la Moglena est la seule bataille décisive de la Grande Guerre (...) la cause unique qui amène le Haut-commandement allemand à proposer l'armistice et la paix* »[879].

Les armées alliées ont fait 90 000 prisonniers, dont 1 600 officiers, pris plus de 800 canons de tous calibres, des centaines de minenwerfer et de mitrailleuses et un immense matériel de guerre. L'armistice bulgare a été très rapide. Le contrôle postal révèle le 27 septembre que les soldats ne sont pas conscients de la grande victoire qu'ils ont remportée : sur 1750 lettres, seules 208 lettres sont optimistes[880].

La campagne d'Orient n'a pas donné lieu, autant que d'autres, à une grande production écrite mais, après-guerre, il y eut un article allemand qui analysa le plan de Franchet d'Espèrey et qui ne partage pas toutes les impressions du commandant en chef des armées alliées. Il s'agit d'un

877 SHD 9YD534.
878 Ludendorff le confirme au Reichstag le 2 octobre 1918 ; le maréchal cite aussi Hindenburg qui écrit le 3 octobre 1918 au prince Max de Bade, chef du gouvernement : *"le commandement suprême de l'armée maintient sa demande du 29 septembre d'offre de paix immédiate. Par la suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution des réserves qui en résulte sur le front occidental (...) il ne reste plus aucun espoir".*
879 Gastines*, op cit, Carnets*, tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 6, 1er octobre 1918.
880 SHD 20N536, rapport du 27 septembre 1918.

article sur le plan offensif du général d'Espèrey dans les Balkans dans le "Militär-Wochenblatt" des 18 et 25 septembre 1930, *Le dernier effort des puissances centrales*, par le général Ratzenhofer. Ce dernier affirme qu'en novembre, les puissances centrales auraient eu 14 divisions et de bonnes installations pour attendre l'ennemi (grâce aux transports), il souligne les difficultés d'approvisionnement pour les AAO, enfin selon lui, ce sont les difficultés liées aux diverses révolutions nationales subséquentes à la décision de l'Empereur du 16 octobre de donner l'autonomie aux nationalités, et aux tensions sociales, qui expliquent l'effondrement final, un « coup de poignard dans le dos » en somme. Ces considérations frisent l'uchronie et n'ont qu'une importance secondaire, mais Franchet d'Espèrey prend le temps de réfuter cet article dans ses carnets. Cela révèle aussi une certaine frustration de Franchet d'Espèrey qui n'a pas pu aller au bout de son plan stratégique en étant arrêté par les politiques qui limitent ses pouvoirs ; il estime qu'il aurait pu à coup sûr remporter une victoire éclatante et tient à le faire savoir[881].

Ce bilan est à comparer à celui de la bataille de l'Aisne au printemps 1918, qui a valu son renvoi à Franchet d'Espèrey. L'Entente dénombre 127 000 pertes, dont pour la France 98 000 parmi lesquelles 55 000 prisonniers. Pour l'opération Michael, la première offensive allemande de printemps 1918, 72 divisions allemandes s'opposèrent à 52 divisions françaises et anglaises ; les pertes furent de 230 000 Allemands, 177 000 Britanniques et 77 000 Français.

À travers la lecture des carnets et du courrier du maréchal, on sent une grande fierté, il note le 30 septembre : « *La première phase des opérations est brillamment terminée. Au cours de ces quinze jours d'opérations, comme l'a si bien dit le poète, la victoire a retrouvé ses ailes* »[882] ; ou encore « *sans me vanter, je crois que c'est la première fois qu'on a lancé une armée moderne accompagnée d'une artillerie lourde dans un pays aussi difficile* »[883]. Il se compare indirectement à

881 Même si ces carnets n'ont pas pu être publiés.
882 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettres à sa famille du 19 octobre 1918. Le poète pourrait être Albert Samain, *Ville morte* : « La Victoire étendait ses deux ailes de fer ».
883 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à Le Chatelier du 20 septembre 1918.

Napoléon Ier en assimilant son action contre les Bulgares à Ulm[884] et en affirmant que c'est la première fois depuis 1809 que les chevaux français s'abreuvent dans le Danube[885].

Malgré la victoire, le commandant en chef des armées alliés en Orient entre assez vite en conflit avec Guillaumat (alors même qu'ils avaient collaboré très correctement jusque là). Cet affrontement feutré est traité dans un titre à part entière des mémoires, preuve que le sujet est fâcheux et important. Franchet d'Espèrey présente ainsi la chose dans ses carnets :
« Pendant que je remporte (...) une victoire sensationnelle (...) je suis à Paris, menacé d'être remplacé dans mon commandement (...) Pour moi, je n'ai que mes états de service car les chefs qui ont pu m'apprécier, les Kessler, les Jamont, les Pau[886], les Joffre, ont peu à peu disparu et je n'ai aucun appui politique (...) Guillaumat est un homme fort intelligent, il fait fonction de chef de Cabinet de Messimy[887] (...) Le Président du Conseil ne peut remplacer Foch soutenu par les Anglais et les Jésuites, ni Pétain qui a pour lui la bonne opinion générale de l'Armée et de la nation ». C'est un peu facile : Pétain n'avait pas d'appuis, c'est lui qui se les est créés, et même s'ils n'ont que des rôles secondaires Lyautey et Freycinet n'ont pas disparu. Certes, Franchet d'Espèrey n'a pas d'appui politique de premier plan mais pas plus que Fayolle ou Castelnau (qui lui a de nombreux ennemis), mais c'est une tendance récurrente chez lui de se présenter comme victime d'injustice dans ses mémoires (voir schéma en Annexe sur ses réseaux). Les blessures narcissiques sont parmi les plus dures à soigner, et il n'admet pas qu'on ait si peu, selon lui, célébré sa victoire.

Franchet d'Espèrey affirme que Clemenceau ne serait pas fâché d'éloigner Guillaumat de Paris car « *il suscite des difficultés à propos de la nouvelle inculpation de Charles Humbert[888]* »[889]. On observe que celui qui est pourtant devenu maréchal de France, adopte une posture victimaire en

884 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à Freycinet, 3 octobre 1918. Victoire de Napoléon en 1805 sur l'Autriche.
885 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettres à sa famille du 19 octobre 1918.
886 Général de division qui commande le 16e puis le 20e corps d'armée, membre du conseil supérieur de la guerre de 1909 à 1913. Commande l'armée d'Alsace au début de la guerre puis, son armée dissoute, il débute une carrière diplomatique.
887 Ministre de la Guerre de 1914 jusqu'en août.
888 Un sénateur compromis dans l'affaire de la vente du "Journal" aux Allemands par le biais de Bolo Pacha.
889 Gastines,*Carnets, op cit*, tome 3, livre 11 chapitre 31, titre 7, ce sont les premières phrases.

sous-estimant ses appuis militaires et politiques, chose qu'il fait tout le long de ses carnets, alors même qu'on voit qu'il en eut régulièrement. Même s'il n'a pas les immenses appuis de Foch et de Pétain, il peut compter visiblement sur Freycinet à qui il adresse cinq lettres entre octobre et novembre 1918 , dans lesquelles il adopte une grande liberté de ton en critiquant notamment Foch ; il peut aussi compter sur Le Chatelier à qui il écrit sur un ton très cordial, cinq lettres entre septembre et octobre et qui travaille auprès de la Présidence de la République. On sent le commandant en chef frustré, « *ma victoire incontestable et incontestée n'arrête pas les intrigues* »[890]. En effet, le général Guillaumat partirait à Rome afin de se tenir prêt à remplacer Franchet d'Espèrey. La situation est résumée, insérée en annexe dans un rapport du commandant de Montégudet envoyé en tant qu'officier de liaison auprès du ministère de la Guerre[891]. Malgré la partialité relative du texte, on peut s'y appuyer pour saisir l'atmosphère parisienne. L'auteur débute en soulignant que, selon lui, c'est Franchet d'Espèrey l'auteur du plan (celui qui signait l'ordre d'attaque) mais que le Tout-Paris considère Guillaumat comme responsable du plan ; de même chez Poincaré, tandis que le général Pétain lui pose la question. Selon le commandant, les « *journaux de Paris continuent à tamiser discrètement les faits divers de l'armée d'Orient* ». L'officier envoyé par l'armée d'Orient rencontre aussi Guillaumat qui affirme qu'il retourne, sans le vouloir, à Salonique pour commander, et lui confie une lettre pour Franchet d'Espèrey, il souligne que « *ça sera comme Foch et Pétain* »[892]. L'officier de liaison se bat alors pour éviter un tel remplacement et arrive à convaincre Clemenceau . Il visite aussi Le Chatelier qui le conseille et lui fait écrire un article dans le Journal (presse) : enfin, il croise un ancien officier d'état-major de Sarrail qui considère que la paternité du plan revient à Sarrail. On peut comprendre l'agacement de Franchet d'Espèrey qui n'a pas démérité.

Finalement, Guillaumat est nommé à la 5e armée à la place de Berthelot[893] envoyé en

890 Gastines,*Carnets, op cit*, tome 3, livre 11, chapitre 31, titre 7 au 8 septembre, à noter la confusion chronologique, le 8 septembre la victoire n'est pas certaine.

891 Dans Gastines, Christian de, *Correspondances 1881-1951, op cit.*

892 Ce qui semble difficile car Foch commande les Alliés, et Pétain les Français. Or, en Orient, le général Henry commande déjà les troupes tricolores.

893 Le général Henri Berthelot, il travaille tout d'abord à l'état-major de Joffre où il tient une grande place. Accusé d'er-

Roumanie, mais la brouille avec Franchet d'Espèrey est durable : malgré leur collaboration utile, par exemple cette lettre du 7 septembre « *Deux mots à la hâte pour vous remercier de votre intervention* »[894], le fossé ne sera jamais comblé. Ainsi, lorsqu'ils se rencontreront : « *À ma rentrée en France, j'ai une explication avec Guillaumat. Je lui dis que je comprends très bien qu'il ait regretté son commandement de Salonique, que le gouvernement avait le droit de l'y nommer à nouveau s'il estimait qu'il y ferait mieux que moi, mais qu'il n'était pas bien honnête d'avoir laissé propager dans la presse parisienne qu'il avait à sa dévotion comme Gouverneur militaire de Paris, que je n'avais fait qu'exécuter un plan qu'il avait conçu, ce qui était inexact* »[895], et encore dans une lettre à sa famille « *la citation de Guillaumat est inexacte, il n'est pour rien dans la conception et la préparation de l'opération, mais il l'a fait aboutir auprès des alliés qui ne voulaient pas que je marche* »[896]. L'après-guerre ressemble à une lutte d'ego afin de déterminer les mérites respectifs des généraux et maréchaux ; par exemple, la dispute homérique entre le clan Gallieni et la « maison Joffre » afin de délimiter les rôles décisifs lors de la bataille de la Marne[897] ; ce dernier se contentant de parler de « collaborateur dévoué » à propos de Gallieni[898]. Si ces querelles sont souvent le fait des entourages, on voit que Franchet d'Espèrey y participe directement lui-même.

5) Les perspectives et la situation post-armistice

Après la capitulation bulgare, les perspectives sont très positives pour les AAO. Leur chef considère que la victoire ouvre des perspectives immenses, Dresde, puis Berlin... Il estime que les puissances centrales ne pourront pas acheminer des renforts suffisamment rapidement.

Franchet d'Espèrey écrit ainsi à Freycinet : « *les Allemands sont pris de vitesse car ils ont*

reurs d'appréciation sur l'offensive allemande, il est remercié et commande notamment la mission militaire en Roumanie. Il va prendre le commandement le 20 octobre 1918 de l'armée du Danube.

894 SHD Fonds Guillaumat carton 6.

895 Gastines, *Carnets,op cit*, 1er octobre. 1918.

896 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille du 21 octobre 1918.

897 Gallieni est encore présenté dans certains livres sous le titre de « vrai vainqueur de la Marne ». P. Montagnon, *Joseph Gallieni, le vrai vainqueur de la Marne,* Via Romana, Paris, 2016.

898 À ce propos, voir Porte, Rémy. « 10 - La bataille de la Marne », , *Joffre.* sous la direction de Porte Rémy. Perrin, 2016, pp. 215-234.

cru que je reconstruirais le chemin de fer pour avancer. Allemands et Autrichiens ont envoyé des troupes petit à petit qui furent mangées au fur et à mesure (...) Il faut substituer Constantinople à Salonique comme base de notre action (...) il faut reprendre le plan de Carnot de 1796 en le mettant à l'échelle de la vapeur et de l'électricité (...) se porter en Bohême puis menacer Dresde et Berlin. Je puis remettre de l'ordre en Ukraine et sur le Don (...). Je suis en relation avec l'armée de Dénikine[899] »[900].

En effet, les Empires centraux n'ont plus que quelques troupes que Franchet d'Espèrey évalue à : 2 divisions allemandes, un corps alpin autrichien et deux autres divisions, ainsi que 3 autres divisions allemandes, les 30e 217e et 219e qui sont en reconstitution ou qui viennent d'Ukraine. Le 2 octobre, la IXe armée allemande (composée de Bulgares) capitule. Néanmoins, il demande des renforts pour compenser les pertes, il doit dissoudre le 38e RIC, et requiert des techniciens supplémentaires. Il écrit alors à Freycinet pour qu'il l'appuie : *« je ne demande aucun renfort, mais seulement que par un courant mensuel régulier, on remplace les hommes que je renvoie en France. Il s'agit seulement d'échange nombre pour nombre (...) L'Angleterre et l'Italie dans un but politique, renforcent leurs troupes ; il ne faudrait pas que les nôtres diminuent (...) Les Allemands devraient pour me bloquer amener 20 divisions (...) J'ai le terrain et je manœuvre. La formule mv² est toujours vraie»*[901]. Le plan et la formule semblaient intéressants, il a bien saisi que seule la vitesse permet de débloquer l'impasse tactique que représentent les lignes de défenses bien organisées. Les Bulgares lui envoient comme officier de liaison le colonel Petrof qu'il a rencontré à Vichy en 1909.

Malgré ses projets prométhéens, Franchet d'Espèrey reçoit l'ordre de donner le commandement des troupes dirigées sur la Turquie au général Milne à la suite d'une discussion entre Clemenceau et Lloyd George[902], ce qui contrevient avec son plan de marcher directement sur

899 Anton Dénikine, 1872-1947, officier russe, il commande une armée en 1916. Il lutte en 1918 contre les bolcheviks au sein de l'armée des volontaires. Il commande les armées « blanches » de sud Russie en 1919 jusqu'en avril 1920.
900 Gastines Christian de, *Correspondances 1881-1951, op cit,* lettre 3 octobre 1918.
901 Ibid, lettre 15 octobre 1918.
902 AFG tome 8, volume 3, p. 372.

Vienne et l'Allemagne. Le 9 octobre, il tient une conférence avec Milne pour préparer sa marche sur la Turquie, avec 3 divisions anglaises, 4 helléniques, la 122e DI française et la brigade Sicilia. Alors que les Serbes progressent, le 12 ils ont pris Nisch[903], il voit son armée être encore tronçonnée.

Le 13 octobre, Berthelot arrive muni d'instructions personnelles et secrètes qui le placent sous le commandement de Franchet d'Espèrey, ce que ce dernier avait expressément demandé[904]. Il s'agit pour Berthelot de mener une action en Roumanie, suite à laquelle le gouvernement pense à une action en Ukraine, avec la reconstitution des forces russes et la coopération des Bulgares. Franchet d'Espèrey, amer, critique vertement ce plan : « *Ce plan que Clemenceau a signé sans le comprendre dénote une ignorance totale de la situation actuelle (...) l'idée la plus dangereuse consiste à entrevoir la coopération bulgare qui troublera nos alliés Serbes, Grecs et Roumains car elle pourrait permettre à la Bulgarie de s'asseoir avec les vainqueurs* »[905]. Visiblement, l'accueil que réserve Franchet d'Espèrey à Berthelot est froid. Berthelot estime alors que : « *Sans doute a-t-il pensé que mon rôle devait diminuer le sien, car j'avoue n'avoir guère trouvé , ni chez lui, ni dans son état-major, l'accueil cordial et la bonne volonté qui auraient pu faciliter ma mission* »[906]. De plus, Berthelot étant venu quasi seul, il doit prendre des officiers et des régiments sur les troupes dont dispose Franchet d'Espèrey.

Le 23 octobre, un agent de liaison envoyé par Alexeiev[907] commandant des forces blanches en Ukraine, demande de l'aide afin de défendre Odessa face aux bolcheviks. Clemenceau, pour sa part, y envisage une intervention début novembre[908].

Le commandant en chef des armées alliées continue de se déplacer régulièrement, entre Salonique et Uskub. Dans ses carnets, il évoque une anecdote amusante : passant en train, il lit

903 Niš, au sud-ouest de la Serbie.
904 SHD 20N274, lettre de Franchet d'Espèrey à Clemenceau du 2 octobre 1918.
905 Gastines,*Carnets, op cit,* livre XI, chapitre 31, titre 8, 13 octobre 1918, cité dans Glenn E. Torrey, *General Berthelot and Romania. Mémoires et correspondance 1916-1918*, New-York, 1987.
906 Berthelot à L. Berthelot 14 octobre 1918, cité dans Glenn E. Torrey, *op cit.*
907 Mikhail Alekseïev, 1857-1918, officier russe. Il sert dans l'état-major du groupe sud-ouest pendant la guerre et est un des premiers à organiser la lutte contre les bolcheviks. À noter qu'il meurt le 25 septembre 1918. L'envoyé provient donc de son armée mais plus du général. Les carnets font donc une légère erreur sur ce point.
908 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 3, p. 526, ministère de la Guerre à l'Armée d'Orient, 6 novembre 1918.

l'inscription du tunnel des gorges de Demir-Kapou : « Wilhelm II, empereur allemand, roi de Prusse, ordonna à ses soldats de construire cette route en 1916 », et fait rajouter : « Le général Franchet d'Espèrey, commandant en chef les armées alliées d'Orient, ordonna à ses troupes de chasser les boches en 1918 ». Le 28 octobre, il apprend que les Turcs négocient avec les amiraux et le 30 qu'ils ont signé l'armistice avec les Anglais en absence des représentants de la France et de l'Italie.

Sur le terrain, la situation continue à évoluer rapidement. Il apprend le 1er novembre que les Serbes sont entrés à Belgrade alors que les formations allemandes et le 19e CA autrichien passent sous les ordres de von Mackensen[909]. Franchet d'Espèrey se dirige alors à Sofia afin d'y négocier le traité de paix. Des enfants jettent des pierres sur sa voiture lors du trajet (il infligera une amende aux autorités bulgares). Le pays lui semble en « *pleine dissolution* », le charbon manque et des foules de prisonniers sont libérées. Le comte de Karolyi[910] négocie au nom du gouvernement hongrois, veut être protégé des Tchèques et ravitaillé en charbon. Franchet d'Espèrey aurait répondu sèchement : « *je tiens ces peuples dans le creux de ma main; je n'ai qu'un signe à faire et vous serez détruits* »[911] ; il évoque aussi des Magyars ayant opprimé les non-Magyars. Les Bulgares demandent que leur intégralité territoriale soit garantie. Clemenceau refuse totalement, et, comme le note le commandant en chef, « *c'est la décomposition de la Hongrie et le début de la création de la nation yougoslave, rivale naturelle de l'Italie* »[912].

C'est dans ce contexte que Franchet d'Espèrey apprend l'armistice à l'Ouest. Il exprime dans ses carnets son amertume de ne pas avoir été consulté : « *J'espère que les conditions sont sévères. Je n'ai pas été consulté ni même avisé des pourparlers et pourtant mes troupes sont en*

909 August von Mackensen, il commande des groupes d'armée lors de la Première Guerre mondiale, sur le front de l'Est composé de troupes allemandes et austro-hongroises.
910 Mihály Károlyi , 1875-1955, dirigeant du parti agrarien, il appartient au courant pacifiste. Il prend la tête du gouvernement le 30 octobre 1918, il est quelques mois président de la République Hongroise avant que Béla Kun ne prenne le pouvoir. Il s'agit d'un personnage plutôt considéré comme pro-français et pro-entente.
Voir : Uslu Ates, « Le comte Mihaly Karolyi et la France. Regards croisés, 1909-1919 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2007/1 (N° 25), pp. 115-130. DOI : 10.3917/bipr.025.0115. URL : https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2007-1-page-115.htm
911 Gastines, *Carnets, op cit,* livre 11 chapitre 31, titre 9, 7 novembre 1911.
912 Ibid.

Hongrie et, fait unique dans cette guerre, j'occupe deux capitales ennemies : Sofia et Constantinople »[913].

La situation continue à évoluer vite, notamment du côté de la Roumanie[914]. Lors de l'armistice avec les Bulgares, le cas roumain n'avait volontairement pas été évoqué [915]. Le pays, qui avait combattu pour l'Entente, était alors occupé par l'Allemagne et avait signé la paix de Bucarest avec les Empires centraux en mai 1918. Franchet d'Espèrey veut que le pays entre en guerre à côté de l'Entente et Berthelot a été chargé par Clemenceau de contribuer à l'avènement d'un gouvernement en ce sens[916]. Les Roumains tergiversent, ils souhaitent une entrée des AAO avant de se soulever mais Franchet d'Espèrey désire l'inverse[917]. Il faut dire que les forces austro-allemandes sont encore imposantes. Berthelot force alors la main du gouvernement en lançant une proclamation au peuple roumain afin qu'il se soulève[918]. Il franchit alors le Danube avec son armée dans la nuit du 10 novembre et la Roumanie se décide alors à déclarer la guerre à l'Allemagne. Alors Franchet d'Espèrey envoie un long télégramme à Clemenceau évoquant la situation en Russie :

« *15 novembre 1918 - Représentant de l'Ukraine, Constantinople, demande à amiral Amet[919] qu'en raison du départ allemand d'Ukraine, troupes françaises protègent pays contre bolchevisme. Mes troupes sont insuffisantes avec leurs effectifs réduits pour entrer dans ce grand pays surtout en hiver où Sénégalais sont inutilisables. Je pourrai au plus tenir Odessa et ports voisins avec forces franco-anglaises, car il ne faut pas songer à envoyer forces balkaniques ou roumaines. Mais je dois vous dire qu'autant pendant la guerre, mes troupes dans un esprit de résignation patriotique ont accepté prolongation séjour en Orient, autant elles entrent joyeusement en Hongrie entrevoyant rentrée triomphale par Allemagne, autant opérations et occupation en Ukraine et en Russie seraient mal vues et risqueraient amener incidents pénibles en face propagande bolchevique, si*

913 Gastines, *Carnets, op cit*, livre 11, chapitre 31, titre 9, 12 novembre 1911.
914 Pour plus de détails voir J.-N. Grandhomme, *La Roumanie, de la Triplice à l'Entente 1914-1919,* Soteca, 2009.
915 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 2, p. 934 ministère de la Guerre à l'armée d'Orient, 27 septembre 1918.
916 AFGG, tome 8, vol 3, annexe 3, p. 121 ministère de la Guerre à Berthelot 7 octobre 1918.
917 Voir, J.-N. Grandhomme, *op cit,* p. 204.
918 SHD 6N217, Berthelot au ministère de la Guerre, 10 novembre 1918.
919 Jean-François-Charles Amet, 1861-1940, commandant supérieur des forces navales alliées.

elles étaient faites par des hommes ayant plus de 18 mois de séjour où dont les classes seraient démobilisées en France.

Votre dépêche du 27 Octobre 1918, 13.644 B.S./3 prévoit encerclement des bolcheviques par occupation des ports. Si les directives de cette dépêche sont maintenues, il faut envoyer à l'A.F.O. huit à dix mille hommes des classes 16 et 17 pour permettre de reconstituer les divisions d'occupation.

Mais à mon avis, le vrai moyen de reconstituer ces pays et de les soustraire à la tyrannie bolchevique est d'aider les éléments variés à se ressaisir et à agir par eux-mêmes. Il faut préparer et envoyer à Kiev une mission militaire d'officiers et de sous-officiers et soutenir par tous moyens armée Denikine. Je suis en relation avec celle-ci et vous adresse par poste rapport sur la question »[920].

Il continue pourtant ses tournées incessantes et débarque le 23 novembre à Constantinople. Il est reçu par le général Wilson, commandant des troupes alliées à Constantinople, et Djevad Pacha[921] le chef de l'état-major turc. Il affirme : « *j'ai fort à faire, car l'armistice a été très mal rédigée et les Turcs ne se sentant pas battus, soulèvent déjà bien des difficultés (...) l'amiral Calthorpe*[922] *a été un peu trop pressé de conclure* »[923]. Il rencontre aussi plusieurs ambassadeurs et chefs religieux et, à son habitude, visite la ville, notamment Sainte-Sophie et le lycée français de Galata.

Inspectant les troupes françaises, notamment le 241e régiment d'artillerie, il note « *pour la première fois je trouve des hommes fatigués et mécontents (...) Nous avons fait la guerre plus de quatre ans ; si, pour une question slave, nous devons continuer pour les remettre d'aplomb cela fait un peu beaucoup ! Sentant le pouls de ma troupe, je dois éclairer le gouvernement. Mais à*

920 Gastines, *Carnets, op cit*, 15 novembre 1918.
921 Djevad ou Cevat Pacha, 1870-1938, il occupe plusieurs commandements lors de la guerre, notamment celui de la 8e armée en 1917-1918. Chef d'état-major général puis ministre de la Guerre jusqu'en janvier 1920 où il est arrêté par les Britanniques qui l'accusent d'aider les nationalistes de Kémal.
922 Somerset Gough-Calthorpe, 1865-1937, il commande la flotte britannique en Méditerranée et signe seul l'armistice de Moudros avec les Turcs.
923 Gastines, *Carnets, op cit,* 23 novembre 1918.

Bucarest, le général Berthelot voit autrement la situation et je reçois de Clemenceau un télégramme formel d'après lequel je dois lui donner 3 divisions qui doivent agir en Russie, pays dont je n'ai plus à m'occuper »[924]. Le général, habituellement soucieux de ses prérogatives n'est pas, cette fois, jaloux de les conserver ou bien il fait preuve de résignation. Ses positions sur les alliés et sur la situation régionale sont d'ailleurs bien résumées dans une longue lettre qu'il écrit à Freycinet dans l'espoir sûrement d'obtenir du soutien politique :

« Les Bulgares n'ont pas accepté la défaite (...) Les Grecs ne sont rien en dehors de Venizélos, et ont peu de reconnaissance pour nous (...) L'Albanie est source de discorde entre Italiens et Grecs, ils seraient pour un protectorat français à condition d'un minimum d'impôts et l'assurance qu'ils n'auront pas de service militaire, c'est un peuple inconsistant, divisé contre lui-même (...) Les Serbes et les Yougoslaves sont ce qu'il y a de mieux dans les Balkans. Je crois que notre intérêt, que l'intérêt de l'Europe est d'aider à la constitution d'une grande nation yougo-slave, barrière contre le germanisme (...) La question hongroise se règle : les Magyars ne seraient pas soumis à d'autres populations, mais il leur fallait renoncer à l'hégémonie sur les Slovaques, Serbes et Roumains (...) La question roumaine va se régler en douceur, quoique la présence du général Berthelot, fort intelligent mais mégalomane ne soit pas pour arranger les choses (...) en comprenant Mackensen dans l'armistice du front occidental, on a créé des difficultés (...) L'Ukraine réclame de l'aide après le repli allemand, elle a peur des Bolcheviks (...) l'armée Dénikine réclame un appui (...) mais il faut que la Russie soit reconstituée autant que possible par les Russes (...) je crois qu'il est dangereux d'engager nos troupes en Russie (...) L'armée d'Orient a été intentionnellement privée de tout renfort et de toute relève (...) Elle n'en a pas moins fait son devoir (...) L'Histoire nous rendra justice qui nous est un peu mesurée pour le moment »[925]. On observe le prisme pro-yougoslave de Franchet d'Espèrey, qui a été élevé au rang de voïvode par les Serbes, et son antipathie pour Berthelot qu'il critique à de nombreuses reprises dans ses carnets.

924 Gastines, *Carnets, op cit*, 25 novembre 1918.
925 Gastines, *Correspondance, op cit*, lettre à Freycinet du 21 novembre 1918.

Il écrit de nouveau à Clemenceau le 28 novembre et insiste, avec clairvoyance sur la lassitude des hommes « *pendant la guerre, mes troupes dans un esprit de résignation patriotique ont accepté la prolongation de leur séjour en Orient, autant elles entrèrent joyeusement en Hongrie entrevoyant une rentrée triomphale en Allemagne, autant les opérations et l'occupation de l'Ukraine et de la Russie serait mal vues et risqueraient d'amener des incidents pénibles* »[926]. Il reprend aussi l'idée précédemment exprimée à Freycinet que les Russe doivent agir par eux-mêmes.

B) Les appétits des différentes puissances régionales

« *Seuls les morts ont vu la fin de la guerre* », cette phrase, prêtée peut-être à tort à Platon, s'applique bien aux combattants d'Orient. Alors que de nombreux poilus rentrent chez eux, ou en rêvent, la guerre, directe ou indirecte, se poursuit en Orient.

En effet, la fin des conflits interétatiques n'est ni la fin de la violence, ni la paix. Si la Première Guerre mondiale à l'Est finit officiellement avec l'armistice avec les Turcs le 30 octobre 1918, puis celle avec l'Allemagne le 11 novembre, la fin de la belligérance officielle n'est pas la fin des combats. La guerre devient une nébuleuse, mêlant des combats intra-étatiques et des combats entre groupes ethniques ou idéologiques. Si les conflits violents diminuent, l'ensemble de la région connaît de très fortes tensions qui débouchent parfois sur des combats et qui font planer pendant plusieurs années l'ombre de la guerre sur l'Orient, entendu largement comme les Balkans, l'Europe de l'Est et l'ancien Empire Ottoman. Ainsi, les fugaces espoirs de paix s'évanouissent et les pacifistes sont vite dessillés. Franchet d'Espèrey doit donc gérer une situation double : à la fois un mouvement de démobilisation dans un contexte de préparation des conférences de paix, et un processus de guerre qui se poursuit pour de nouveaux motifs : ambitions impériales, apparition du communisme. Même s'il a une bonne connaissance de la région, par ses nombreux voyages,

926 Gastines, *Carnets, op cit*, 28 novembre 1918.

Franchet d'Espèrey se retrouve dans une situation inextricable.

On constate alors que la datation « classique » de la guerre, débutant en 1914 et s'arrêtant en 1918, n'a guère de sens. Plus globalement, les découpages chronologiques ne sont signifiants que selon l'objet étudié. Ainsi, la datation « canonique » n'est de fait valable que pour le front de l'Ouest et est plutôt « franco-centrée ». Comme l'exposition[927] aux Invalides l'a montré, la guerre se poursuit à l'Est quasiment jusqu'en 1923. De nombreux ouvrages ont d'ailleurs conforté cette nouvelle approche chronologique[928]. Pour l'espace où Franchet d'Espèrey exerce je propose donc une datation très différente.

Cette nouvelle chronologie peut être appréhendée de deux manières complémentaires. Les conflits en Orient débutent en fait à partir de 1908 avec la révolution Jeunes-Turcs ou en 1912 avec le premier conflit balkanique. Le traité de Lausanne[929] de 1923 clôturerait ce moment. Ces quelques années forment une période très cohérente où l'enjeu majeur du conflit est l'établissement des frontières des nouveaux États et le dépeçage de l'Empire Ottoman. Finalement, la Grande Guerre s'insère plus dans cette temporalité que l'inverse. En effet, les pays Balkaniques semblent jouer le troisième acte de leur affrontement selon des logiques et des intérêts propres qui n'ont pas de liens directs avec la Première Guerre mondiale.

Plus globalement, à l'Est l'enjeu principal est la constitution d'États-nations et la définition de leurs frontières dans des espaces aux nationalités mélangées et aux consciences nationales parfois récentes et incertaines (Croate, Serbe ou Yougoslave ?). De plus, les conflits régionaux s'inscrivent dans un temps très long allant du congrès de Vienne de 1815, qui dénie toute légitimité au principe national, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, où les déplacements de

927 « À l'Est la guerre sans fin, 1918-1923 » , exposition de 2018, qui mit en lumière la persistance du conflit et où on évoqua d'ailleurs Franchet d'Espèrey.
928 Voir par exemple, Ian Kershaw, *L'Europe en enfer (1914-1949),* Seuil, 2016.
929 Il s'agit en effet du dernier traité résultant de la Première Guerre mondiale. Il redéfinit les frontières de la Turquie de manière plus favorable que le traité de Sèvres.

populations et l'émergence de la guerre froide font basculer les relations nationales dans une nouvelle sphère. Si la Première Guerre mondiale constitue l'acte de décès des grands empires multinationaux, elle ouvre la boîte de Pandore des nationalités. En résumé, un État-nation oui, mais lequel ? Avec quelles frontières ?

1) Un commandant en chef dépouillé ?

Alors que les ailes de la victoire se sont déployées sur les Balkans, les vainqueurs cherchent à s'en disputer les lauriers. En fait, dès l'armistice bulgare les objectifs militaires cèdent le pas aux ambitions politiques, par exemple quand les Britanniques obtiennent leur autonomie par rapport au commandant des armées alliées d'Orient, et marchent alors sur Constantinople.

Au printemps 1918, se tient le Congrès des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie. Il s'ouvre le 8 avril à Rome. Les participants se mettent d'accord sur la disparition du vieil Empire des Habsbourg. Comme le souligne J.-N. Grandhomme « *le temps des empires ou même des fédérations est passé ; commence, pour le meilleur et souvent pour le pire, l'époque des États-nations* ». Encore faut-il pouvoir tracer leurs indispensables frontières. Or les territoires sont composés de populations assez mélangées et les ambitions des diverses puissances y sont incompatibles. Si on résume, les principales rivalités entre alliés se situent :

- - Au Banat que se disputent Serbes et Roumains. Le traité de 1916 le donne aux Roumains, mais les Serbes y ont envoyé des troupes dès novembre.
- - En Albanie où les troupes d'Essad Pacha ont disparu. La région de la Koritza fait l'objet de rivalités particulières entre Grecs et Albanais.
- - Sur la côte Dalmate que les Italiens ont occupée au détriment des Yougoslaves (Franchet d'Espèrey précise que les Serbes menacent de leur tirer dessus)[930].

930 Gastines,*Carnets, op cit,* 16 décembre 1918. Déjà, les Italiens avaient demandé l'évacuation des Serbes de Durazzo. AFG, tome 8, vol 3, annexe 1505, p. 406, lettre de l'officier de liaison italien auprès du CAA au commandant en chef des AAO du 15 octobre 1918.

- - Le même conflit se retrouve à Fiume.

À côté de ces conflits coexistent d'autres querelles qui ne concernent pas les Alliés entre eux mais les Alliés et les puissances vaincues :

- - Dans la Thrace entre Turcs, Grecs et Bulgares.
- - En Transylvanie entre la Hongrie et la Roumanie que cette dernière commence à occuper.
- - En Dobroudja entre la Bulgarie et la Roumanie.

Le 6 décembre, Franchet d'Espèrey apprend la création d'une armée du Danube indépendante et travaille avec Berthelot à son organisation. Il prétend ne pas en être gêné, comme il le souligne dans un courrier à Le Chatelier : « *À mon point de vue particulier, je suis enchanté de cette solution qui me tire du pied l'épine de Russie. Mais au point de vue général, elle est absurde. Elle a été prise par l'état-major de Foch, qui ne connaît rien aux questions extérieures, et aboutit à la confusion la plus extraordinaire* »[931]. Encore une fois, le travail est rendu difficile par l'absence de transmission d'informations entre l'armée et les diplomates : apprend-il que le Banat est attribué à la Roumanie selon le traité de 1916 alors que les Serbes l'occupent : « *je ne connaissais pas ce traité jusqu'à ce jour ; en tant que général en chef des armées alliées en Orient cela présage bien des ennuis en perspective* »[932].

Franchet d'Espèrey visite les zones contestées, comme en décembre la Dobroudja (voir la photo suivante, où on voit Franchet d'Espèrey, tout en raideur, inspecter les troupes accompagné de Berthelot).

931 Gastines, *Correspondance, op cit*, lettre à Le Chatelier du 7 décembre 1918.
932 Gastines, *Carnets, op cit*, 10 décembre1918.

Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Fernchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

Le 12 décembre, il visite le 4e Chasseurs d'Afrique dont les effectifs sont complétés par des Roumains car de nombreux hommes sont malades de la grippe (on conservait les meilleurs soldats Roumains dans l'unité). Il va aussi voir des prisonniers algériens et se loue de leur fidélité : « *on me conduit dans une grande caserne roumaine où sont groupés un millier d'indigènes algériens faits prisonniers sur le front français et soumis à une propagande islamique anti-française faite par un lieutenant déserteur du 3e Tirailleurs algériens. Cette propagande n'a eu aucun succès, car les cadres indigènes ont tenu parfaitement en main leurs hommes* »[933]. Les effectifs français sont en effet en diminution du fait des rapatriements compensés « *par des bataillons sénégalais de relève mais composés uniquement de recrues, leur instruction est toute à faire* »[934]. Il visite une partie des troupes qui doivent partir à Sébastopol et constate qu'il n'y a pas d'incidents : « *les bolchéviks n'ont pas eu le temps de travailler les régiments qui contiennent des éléments suspects. En général ce n'est pas la crème qui se présente en volontaire pour l'Orient (...) le 1er RMA compte bien des*

933 Gastines, *Carnets, op cit*, 12 décembre1918.
934 Gastines, *Carnets, op cit*, 29 novembre 1918

hommes sortant des pénitenciers »[935]. Il est pertinent de relever que, si le maréchal a bien compris la lassitude des hommes dans son télégramme du 15 novembre, il retrouve son réflexe d'expliquer les mutineries par des éléments extérieurs, même si la propagande bolchevique a bien existé[936].

En cette fin d'année 1918, Franchet d'Espèrey semble désabusé. Si les carnets sont toujours propices à des reconstructions mémorielles, il y exprime sans doute son véritable état d'esprit, où il laisse transparaître le père et le frère blessé derrière l'homme d'action :

« Je termine tristement l'année, écœuré par l'attitude de Clemenceau et le manque de caractère de Foch. Je ne peux m'empêcher de penser à mon fils, à mon frère tués et d'éprouver le sentiment que les hommes politiques font peu de cas du sacrifice de nos morts en arrachant à leurs compagnons d'armes encore en vie, une victoire qu'ils tiennent entre leurs mains, alors que les clochers de Buda-Pesth pointent à l'horizon, que la route de Vienne est ouverte et que le front de France est tourné.

Les intrigues serbes, roumaines, bulgares, italiennes continuent. Je ne reçois aucune information de Paris si ce n'est des instructions du ministère de la Guerre concernant mes relations avec le gouvernement turc alors que ces relations ne peuvent avoir lieu que par l'intermédiaire du haut-commissaire français.

Les Anglais m'apprennent que depuis 1917, suite à un accord sur un partage d'influence, la Turquie d'Asie, où il n'y a qu'à récolter, leur a été attribuée et que la Russie, où il n'y a que des coups à recevoir, nous a été donnée.

Foch, qui ne connaît rien à la situation, est toujours d'une jalousie féroce; il intervient à tort et à travers ne pouvant concevoir et désirer la victoire que sur le front où il commande »[937].

935 Gastines, *Carnets , op cit,* 1er décembre 1918

936 Berthelot se méfie aussi de l'apparition du bolchevisme dans les troupes françaises. SHD 6N217, Berthelot au ministère de la Guerre, 6 décembre 1918.

937 Gastines, *Carnets , op cit, 3*1 décembre 1918

L'année 1918 a donc vu Franchet d'Espèrey subir une grave défaite, en tout cas son groupe d'armées, puis obtenir une victoire incontestablement décisive et éclatante, puis retomber dans une certaine impuissance devant une situation inextricable.

Une des particularités de Franchet d'Espèrey est qu'il est un des seuls officier supérieur à continuer à exercer une véritable fonction militaire majeure après l'armistice. C'est le seul qui dirige véritablement encore des opérations militaires, même limitées, en Russie surtout, mais aussi en Roumanie et en Hongrie. Il y joue un rôle important dans la redéfinition des territoires en Europe de l'Est, et la lutte contre les bolcheviks[938]. Ses troupes occupent aussi la Thrace et la Koritza où existent d'importantes tensions communautaires.

Afin d'obtenir des consignes plus claires et d'éclairer, selon lui, le gouvernement, Franchet d'Espèrey se déplace à Paris, comme il le souligne dans ses carnets : « *Pour tâcher d'expliquer au gouvernement la situation en Orient qu'il ignore, je décide d'aller à Paris. Il me semble que le quai d'Orsay et la présidence du conseil s'opposent car ils ne voient pas pareillement les problèmes* »[939]. Il quitte Salonique le 6 janvier. Son voyage vers la France passe par l'Italie dont il critique vertement la marine « *qui ne sort qu'une fois la guerre finie (...) les Italiens se comportent en vainqueurs et créent des émeutes en Dalmatie* »[940]. Il reste à Paris du 13 au 25 janvier et rencontre Clemenceau, Poincaré, Foch. Le voyage est décevant et le conduit à porter sur les principaux décideurs français des jugements sévères : le président du Conseil « *est très aimable (...) ne cherche pas à s'éclairer sur la situation d'Orient* »[941], le maréchal Foch : « *(lui) fait l'effet d'un illuminé* »[942]. Il reçoit aussi la visite de son ami Le Chatelier et du prince Sixte de Bourbon-Parme qui lui demande de protéger la famille impériale d'Autriche. Il repart « *écœuré, tous ces hommes politiques ne pensent qu'à leur intérêt personnel* »[943]. On retrouve alors ses habituelles critiques

938 Lazarski, Christopher, *The Lost Opportunity: Attempts at Unification of the Anti-Bolsheviks:1917-1919*. University Press of America, 2008.
939 Gastines, *Carnets, op cit,* 4 janvier 1919.
940 Gastines, *Carnets, op cit,* janvier 1919.
941 Gastines, *Carnets, op cit,* 13 janvier 1919.
942 Gastines, *Carnets, op cit,* 20 janvier 1919.
943 Gastines, *Carnets, op cit,* janvier 1919.

envers les politiciens. En fait, tant Clemenceau que Foch ont les yeux tournés vers le Rhin et les négociations qui y sont liées, de plus ils doivent prendre en compte la réelle volonté de démobilisation des Français. C'est bel et bien là que se situent les intérêts vitaux de la France, Franchet d'Espèrey ne semble pas le saisir. Nonobstant, on pourrait se demander l'intérêt de conserver une présence française en Orient avec des effectifs si réduits et une politique mal définie ou irréaliste. Par contre, l'opposition entre le gouvernement et les diplomates est une réalité qu'il saisit bien.

Sur le chemin du retour vers Constantinople, il visite le Monténégro. Le 8 février 1919, il retourne définitivement à Constantinople où il reçoit un bon accueil, comme on le voit sur la photo, et s'installe au Palais d'Enver Pacha[944]. Les drapeaux grecs présents sur la photo démontrent toute l'ambiguïté de la situation ainsi que les ambitions des hellénophones qui espèrent être délivrés des Turcs et que Constantinople soit annexée à la Grèce (ce que ne prévoient nullement les Alliés).

944 Ismail Enver, 1881-1922, un des chefs de la révolution des Jeunes-Turcs, ministre de la Guerre pendant la Première Guerre mondiale et instigateur du génocide arménien. Il est alors en fuite en Allemagne.

Gastines, Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, carnets de guerre et de route 1856-1922)*

Il continue à recevoir de nombreuses personnalités dont le général Milne, « *toujours correct* », qui lui avoue que le gouvernement anglais compte étendre son influence sur toute la Turquie d'Asie (la photo suivante met en scène leur relation alors cordiale). Il rencontre aussi les patriarches arméniens et grégoriens catholiques « *tous relèvent la tête et pensent que mon arrivée sonne le glas de la domination musulmane* »[945], il affirme que Pichon lui aurait dit avant son départ « *Rappelez-vous qu'en Orient tout ce qui est catholique est français* »[946]. Le 13 février, il reçoit encore le grand vizir et le ministre de la Guerre ottoman. La situation de Franchet d'Espèrey est toutefois ambiguë, car comme il le souligne, il ne peut pas s'occuper de la politique[947] : « *je ne suis que le commandant des armées alliées*»[948]. Malgré tout planent sur la région les ombres de

945 Gastines,*Carnets, op cit,* 10 février 1919.
946 Ibid.
947 Qui dépend du haut-commissaire de la République.
948 Gastines,*Carnets, op cit,* 16 février 1919.

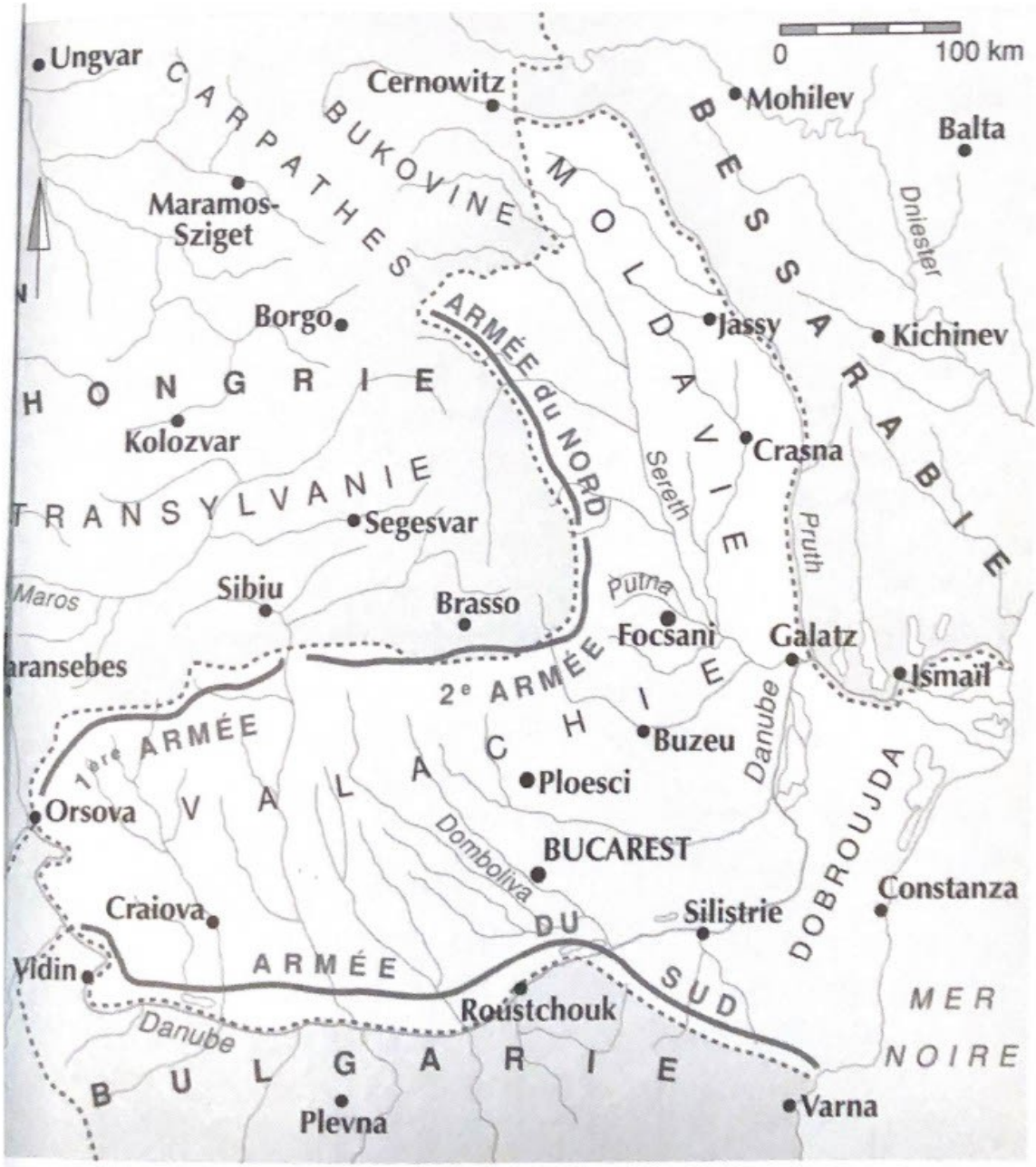
nombreux conflits qu'il ne peut ignorer.

Franchet d'Espèrey accueilli par le général Milne.

2) De multiples zones de conflits

Pour des raisons de clarté nous allons dissocier les différents espaces concernés.

Fin 1918, les Roumains ont occupé plusieurs régions disputées par leurs voisins et désirent agrandir leur territoire. La carte suivante permet de voir les positions militaires du début de la guerre et de localiser les principales régions évoquées.



La position des armées lors de l'entrée en guerre de la Roumanie en 1916.

Source :Grandhomme Jean-Noël, Le Général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916-1918)

Tout d'abord, la Dobroudja disputée par les Bulgares qui la comparent à leur Alsace-Lorraine et qui souhaitent l'annexer[949]. Les Français doivent envoyer des troupes sur place et la situation ne dégénère pas. Finalement la région est bien attribuée à la Roumanie par le traité de Neuilly du 27 novembre 1919.

Si le Banat est partagé en février 1919, sans trop de tensions, entre les Serbes et les Roumains, la situation est bien plus complexe en Transylvanie. Les Roumains progressent petit à petit par rapport à la ligne de démarcation que Franchet d'Espèrey avait décidée, sans que ce dernier ne réagisse. En effet, les ordres de Clemenceau du 21 janvier 1919 n'en font pas une priorité des préoccupations françaises ; comme le souhaitait Franchet d'Espèrey l'attention française se porte sur la Russie et non sur la Hongrie qu'on cherche à ménager de peur qu'elle ne bascule dans le communisme.

Néanmoins, l'agitation bolchevique perdure et la Hongrie bascule en effet dans le communisme, le 21 mars 1919, lorsque la République des Conseils est proclamée. Franchet d'Espèrey va voir la situation sur place le 5 avril 1919. Il trouve à Constanza des bataillons de tirailleurs incomplets, et le 61e «*en très mauvais état* »[950]. Le 6 avril, il organise avec Berthelot et le général roumain Présan[951], l'offensive vers la capitale hongroise. Le 7, il se déplace visiter la 11e DIC qui comporte encore 1 000 hommes par régiment et un moral convenable, mais le soir même il apprend qu'on lui défend de marcher sur Budapest[952], ce qu'il critique en évoquant « *des ordres du Conseil Suprême à Versailles élaborés par des gens qui ignorent tout de la situation* »[953]. Il affirme que des officiers hongrois proposent de servir dans l'armée française par opposition aux bolcheviks. Le 11 avril, les Roumains marchent, seuls, sur Budapest et Franchet d'Espèrey, Berthelot et Présan s'occupent de leur ravitaillement. Le 8 mai, Berthelot quitte la Roumanie et Franchet d'Espèrey

949 SHD marine, SS A 172, attaché naval en Grèce à la 1ère Armée navale, 24 novembre 1918.
950 Gastines, *Carnets, op cit,* 5 avril 1919.
951 Chef d'état-major de l'armée Roumaine et ministre de la Guerre.
952 Gastines, *Carnets, op cit,* 7 avril 1919.
953 Gastines, *Carnets, op cit,* 1919.

travaille à la réorganisation de l'armée du Danube. Il visite ensuite Bender en Bessarabie le 12 mai. Il apprend que la ville a été attaquée le 30 mai par les bolcheviks, mais qu'ils ont été repoussés. Le 24 juin, il retourne en Transylvanie examiner la situation et inspecte à Szegedin l'armée de Hongrie commandée par le général Lobit[954]. Après une guerre rapide, les Roumains entrent victorieux dans Budapest le 3 août 1919 ; le traité de Trianon du 4 juin 1920 la leur attribue définitivement.

La situation est rendue plus complexe par les discordances entre alliés. Ainsi, les Italiens aident aussi indirectement les Bulgares. Par exemple, dans un télégramme du 6 septembre 1919, Franchet d'Espèrey informe le gouvernement que, selon ses informations, l'Italie se rapproche de la Hongrie communiste mais aussi de la Bulgarie. On rapporte qu'un général italien a porté un toast où il a reconnu les « *buts légitimes de guerre bulgares* ». Rome maintient sa politique visant à maintenir une Bulgarie forte contre les Serbes et désire que les conditions de paix soient clémentes[955]. Alors que les troupes d'occupation en Bulgarie dépendent du général français Chrétien[956], les Italiens proposent d'y établir trois commissaires. Considérant que c'est une manœuvre destinée à diminuer l'autorité du général Chrétien[957], Franchet d'Espèrey s'y oppose.

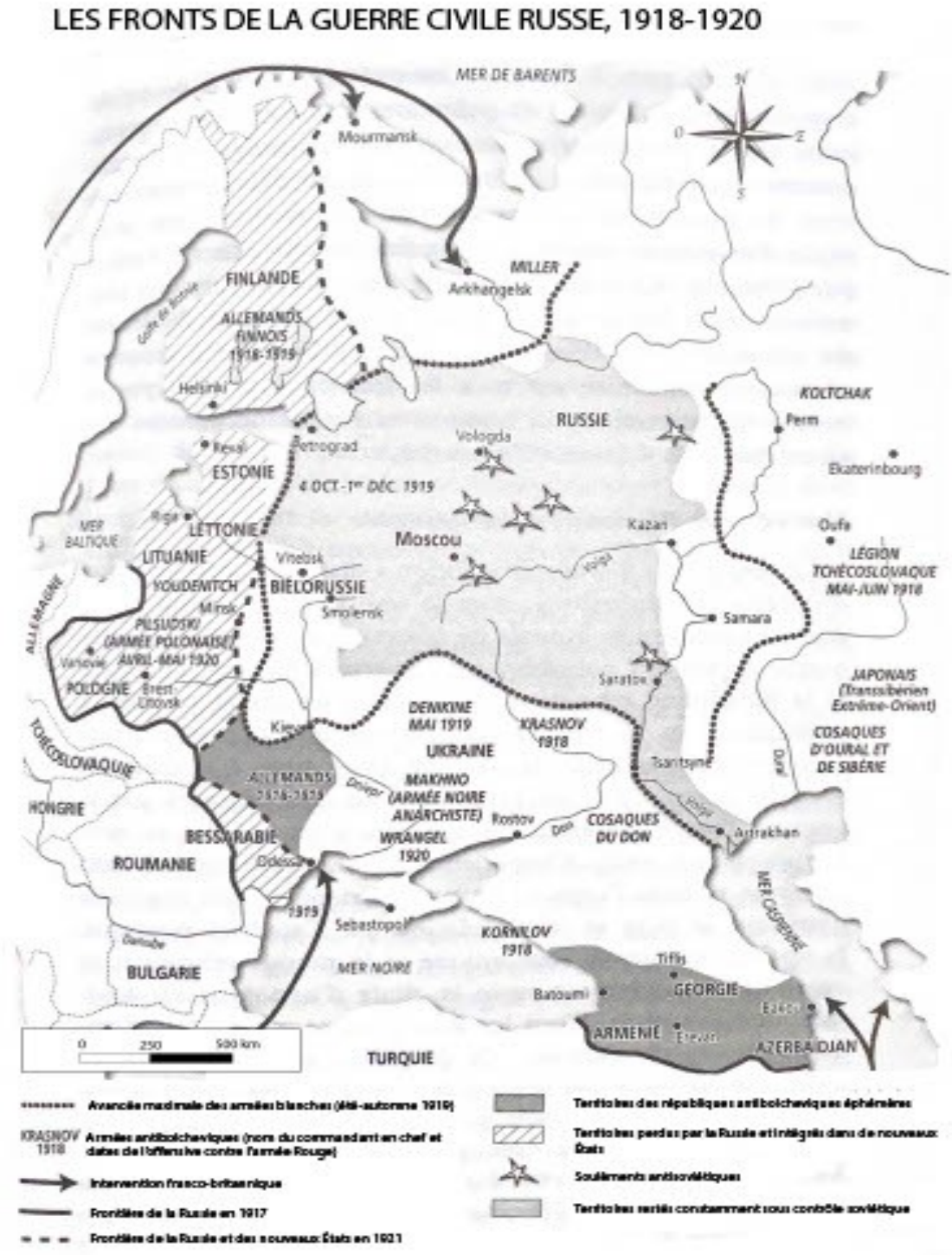
En réalité, comme il le reconnaît lui-même, Franchet d'Espèrey ne commande pas réellement les Italiens qui jouent depuis 1918 leur propre carte[958]. Ainsi, alors qu'il désirait envoyer des troupes italiennes en Transylvanie, afin de les brouiller avec les Bulgares et les Hongrois, prouvant ainsi qu'il peut utiliser les mêmes procédés que ceux qu'il condamne chez les Italiens, Rome n'est pas dupe et n'envoie qu'un nombre minimal de troupes.

La situation en Russie est encore plus complexe. En effet, après la chute du tsar, les Soviétiques ont instauré une République, combattue à la fois par les « blancs » monarchistes du

954 Général Paul de Lobit, il commande le 3e groupe de divisions d'infanterie depuis janvier 1918. Il dirige les opérations en Albanie puis est envoyé en Hongrie en 1919.
955 C'est en tout cas l'avis de l'ambassadeur Barrère à Rome, AMAEF Z Europe, Bulgarie, télégramme du 27 janvier 1919.
956 Général Paul Chrétien, saint-cyrien, il participe à l'expédition du Tonkin et commande un corps d'armée au début de la bataille de Verdun.
957 SHD 5N198-2, télégramme de Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 5 mars 1919.
958 SHD 5N198-2, télégramme de Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 9 avril 1919.

général Dénikine et par divers mouvements séparatistes, dont l'ukrainien est le principal. D'ailleurs Franchet d'Espèrey critique le général en chef blanc qui passe plus de temps à lutter contre les séparatistes que contre les bolcheviks[959]. Clemenceau a donné comme consignes de faire appliquer l'armistice en Russie où il reste un million de soldats allemands, et de rétablir l'ordre. Le président du conseil tient à garder la mainmise sur la politique régionale et se montre méfiant envers les militaires, comme le souligne Franchet d'Espèrey à sa famille : « *Clemenceau ne tenant pas à avoir des généraux indépendants au loin* »[960]. Tout est dit : le commandant en chef perd son autonomie, ce qui ne va pas manquer de le frustrer et d'alourdir le processus de décision français.

959 Gastines,*Carnets, op cit,* livre 12, chapitre 32, titre 1.
960 Gastines, *Correspondances 1881-1951, op cit,* lettre 16 décembre 1918.



Source : Sumpf, La Grande Guerre oubliée : Russie 1914-1918

C'est dans un premier temps Berthelot qui doit se charger des affaires russes, sans se mêler de politique. Pour ce faire, il exige douze divisions, mais ne dispose en réalité que de : deux

divisions françaises en démobilisation que Franchet d'Espèrey qualifie de « *troupes sans valeur* », de deux divisions grecques et d'une polonaise. L'effectif monte à 30 000 hommes, avec en plus un renfort de quatre bataillons de Sénégalais en mars 1919 mais ils sont inexpérimentés. Les troupes françaises débarquent en Crimée et à Odessa. Il s'agit de soutenir exclusivement les « blancs » qui ne disposent alors que 2 000 officiers inactifs à Odessa. Les troupes sont vite en difficulté et Franchet d'Espèrey note dans ses carnets que : « *Heureusement que je n'en suis pas chargé. Le général Berthelot qui a sorti la lame de son épée pour obtenir ce commandement indépendant, me semble bien refroidi (...) il commande depuis Bucarest à l'aide de mauvais téléphones à plusieurs centaines de kilomètres dans un pays qu'il ne connaît pas* »[961]. Certes Berthelot est installé à Bucarest mais il s'est tout de même déplacé à Odessa en février 1919. S'il affirme à plusieurs reprises être satisfait de ne pas être chargé de la Russie, on doit se demander si c'est vraiment le cas. Berthelot pour sa part, estimait que Franchet d'Espèrey était parti début 1919 à Paris demander la haute direction des affaires russes[962]. Sans doute, est-ce après les premières difficultés qu'il s'estime heureux de ne pas avoir en avoir le commandement.

Les effectifs semblent nettement insuffisants : il évoque un échec à Kherson défendue par un simple bataillon français et une compagnie de mitrailleuses ; mi-mars, il affirme que les divisions françaises en Russie (au nombre de trois à présent) n'ont que 2 bataillons par régiment et 50 hommes par compagnie. Concernant les alliés, les six divisions roumaines n'ont pas dépassé la Bessarabie, où elles affrontent des unités soviétiques. Le commandant en chef, fort lucidement, se rend compte que la situation est sans avenir. Ainsi, il écrit à Le Chatelier : « *les Bolchéviks deviennent une armée sérieuse et se transforment peu à peu en Gouvernement régulier. On en viendra à traiter avec eux* »[963]. La situation continue à s'aggraver sur le terrain et Franchet d'Espèrey fulmine, il écrit à propos de Berthelot : « *après avoir réclamé son indépendance il se fait porter malade comme un soldat de 2e classe et utilise ses relations directes avec Paris pour se faire*

961 Gastines, *Carnets, op cit,* 1er mars 1919.
962 Lettre à L.Berthelot 11 janvier 1919 in Torrey, *op cit,* p. 204.
963 Gastines, *Correspondances, op cit,* lettre à Le Chatelier du 7 mars 1919.

remplacer »[964]. L'antipathie pour le chef de l'armée du Danube est décidément forte, néanmoins ce dernier est encore sur place à Odessa (preuve qu'il n'a pas fait que commander depuis la capitale roumaine). L'aversion semble tout à fait réciproque, ainsi Berthelot décrit le commandant en chef en termes peu élogieux : « *Bourru comme toujours, et jouant les Napoléon (...) j'ai cherché les caractéristiques de Franchet d'Espèrey (...) Ignorance crasse, inintelligence complète, suffisante et infatuation über alles* »[965]. Le jugement est sévère, et si Franchet d'Espèrey aime citer ou faire référence à Napoléon, comme le souligne J.-N. Grandhomme : « *il a tout de même conduit à la victoire une armée d'Orient* »[966]. Berthelot considère que Franchet d'Espèrey veut le rendre responsable des difficultés. Ce n'est pas totalement faux et Franchet d'Espèrey écrit encore à Le Chatelier le 25 mars 1919 : « *Berthelot fait marcher ses troupes sur carte et n'a pas visité une fois ses troupes* ».

Le 15 mars, Franchet d'Espèrey est nommé commandant des troupes en Russie méridionale, ce qui ne lui est notifié que le 17 mars[967]. Il part donc visiter ses troupes dont une partie reflue en désordre vers Odessa où il arrive le 20 mars ; le jour même à Bereskova, 2 bataillons grecs lâchent pied et livrent cinq chars. Il rencontre Berthelot qu'il trouve très fatigué. La ville est alors remplie de milliers d'officiers russes désœuvrés qu'il demande à faire organiser. Cependant, l'amiral russe refuse de donner des armes aux volontaires russes car ils dépendent de l'armée de terre et non de la marine... C'est pourquoi, Franchet d'Espèrey décide de remplacer l'amiral Russe Sannikoff[968] par l'amiral Schwartz (le défenseur de Port Arthur quinze ans auparavant lors du conflit avec le Japon). Il reçoit alors une lettre de protestation des généraux Sannikoff et Grichin-Amazoff, représentants de Dénikine, et menace de les faire fusiller s' ils n'ont pas embarqué

964 Gastines, *Carnets, op cit,* 10 mars 1919.
965 In Torrey, *op cit,* jugement du 21 mars 1919.
966 Voir : J.-N. Grandhomme, *Le Général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916-1918), SHAT*, Vincennes, 1999.
967 C'est Berthelot lui-même qui a souhaité que la direction des opérations soit confiée à Franchet d'Espèrey, sans doute afin d'obtenir plus de renforts. SHD Fonds Berthelot, Berthelot au ministre de la Guerre, 15 mars 1919.
968 Alexandre Sannikoff (1866-1931), chef d'état-major de plusieurs armées russes. Il était maire d'Odessa depuis mai 1918 et a rejoint les blancs dès octobre. Depuis janvier il commandai à Odessa toute la région Sud-Ouest. Il partit ensuite à Constantinople puis en « Yougoslavie » avant de mourir en France.

le lendemain.

Les différentes factions sollicitent son aide. Ainsi, le gouvernement de Crimée demande à la France de prendre le protectorat à la place des Allemands ce que Franchet d'Espèrey refuse car il considère qu' : « *ils veulent nous engager contre les bolchéviks de façon à continuer à se reposer* ». Il transmet néanmoins cette requête à Paris qui décide souverainement des implications politiques. Constatant la présence de deux bataillons de Tirailleurs algériens, bien traités, des Tatars et des Nogaïs de Crimée proposent de fournir un régiment de cavalerie et 10 000 hommes si on leur rend l'autorité dans le pays[969].

Une fois encore, les difficultés majeures proviennent des effectifs. Franchet d'Espèrey visite la division polonaise et le 24e régiment d'infanterie grec à Sébastopol qu'il estime de bonne qualité. En revanche, le 1er RMA lui fait très mauvaise impression, l'effectif est complété par des hommes graciés du pénitencier et des ateliers de travaux publics, il affirme même qu'« *ils ont eu l'intention de m'assassiner mais que les quelques récompenses que j'ai fait distribuer les ont fait renoncer* »[970]. Le 31 mars, il reçoit l'ordre d'évacuer Odessa par la marine et non par le ministère de la Guerre ce qu'il trouve incohérent, et il s'inquiète de ce que les habitants et les réfugiés vont avoir du mal à se nourrir après « *s'être réfugiés sous le drapeau de la France* »[971]. Le 6 avril, les troupes françaises sont parties et ont pu évacuer 30 000 personnes. En Crimée, les Français occupaient encore la ville de Sébastopol avec environ 6 000 hommes comprenant trois bataillons de Tirailleurs, deux algériens et un sénégalais, arrivés en mars. Mais là encore les troupes sont lasses. Cette fois, c'est la marine qui se mutine : le 19 avril, 200 marins du cuirassé « France » se rebellent ; le 20, c'est le tour du « Jean Bart ». Les mutins vont même descendre à terre et fraterniser avec les communistes locaux mais ils se heurtent à des fusiliers marins qui leur tirent dessus. L'incendie s'éteint vite, le 23 tout est rentré dans l'ordre et le 30 avril l'évacuation débute. De manière surprenante, Franchet d'Espèrey n'en parle quasiment pas dans ses carnets. Sans doute est-il lassé

969 Gastines, *Carnets, op cit,* 24 mars 1919.
970 Gastines, *Carnets, op cit,* 23 mars 1919.
971 Gastines, *Carnets, op cit,* 31 mars 1919.

des événements russes et estime-t-il que la situation est peu grave. Pourtant il a toujours été très attentif à la propagande bolchevique et on sait qu'il a ordonné d'éviter tout contact avec les communistes russes.

Le commandant en chef doit aussi s'occuper des confins albanais et de la Thrace.

Franchet d'Espèrey inspecte la Macédoine début septembre, puis passe en Serbie avant de rentrer en France. Le 13 septembre, il rencontre Clemenceau qui lui « *paraît vidé* ». Il n'obtient pas de consignes plus claires alors que les différentes nations se disputent ces espaces orientaux. D'ailleurs, l'armée française procède à des analyses démographiques et ethniques rigoureuses pour s'éclairer sur la situation et peser les arguments de chaque camp.

Le cas de la Thrace semble plus facile. La zone doit être attribuée aux Grecs mais comporte de nombreux Turcs et des Bulgares. Or, selon les renseignements français, la Thrace est composée début 1920 de 42% de musulmans, de 26% de Bulgares et de 28% de Grecs[972]. Les non hellénophones ont déjà commencé à fuir la zone, le même courrier les estime à plus de 20 000 chacun (sur une population totale de 205 000 hommes). Le fait est déjà signalé dans un autre rapport : « *les méthodes énergiques et si souvent brutales de ces jeunes nationalités ne permettent pas au sectateur du prophète de s'acclimater sous leur domination, et sont incompatibles avec ses aspirations religieuse et sociales, avec son apathie et son fanatisme légendaire* »[973]. Ainsi, il s'agit en fait d'attribuer à la Grèce une région qui n'est pas peuplée de grecs dans de nombreuses parties : « *il convient de considérer d'autre part que l'ancienne Thrace bulgare n'est pas plus grecque qu'elle n'était bulgare. Elle est musulmane* »[974]. La situation sur place est tendue, des bandes ethniques ravagent certains villages[975], et les Français doivent souvent recueillir des plaintes : de Turcs spoliés par des Grecs[976], de Turcs mécontents de la présence bulgare en Thrace[977]... De plus,

972 SHD 7N3210 ministère de la Guerre à l'attaché militaire à Londres, 8 mars 1920.
973 SHD 7N3210, rapport du chef de bataillon Labonne à Franchet d'Espèrey, 1 août 1919.
974 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au président du conseil, rapport 15 octobre 1919.
975 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 11 septembre 1919 qui évoque des bandes albanaises.
976 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 22 septembre 1919.
977 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 11 août 1919.

l'opinion grecque n'est pas favorable aux alliés leur reprochant l'occupation de Constantinople qui serait un obstacle à son retour à la Grèce (pourtant jamais promise dans les divers traités...)[978].

L'attribution de la Macédoine pose aussi problème. D'un côté le comité de Monastir demande son rattachement à la Serbie non à la Grèce[979], mais là encore la situation est très complexe et les populations mélangées. À Monastir, il y aurait eu 50 000 habitants en 1912 dont : 6 000 familles musulmanes, 5 000 grecques, 5 000 slaves parlant macédonien et influencés par les Bulgares, 3 000 juives, 50 roumaines, 150 albanaises et tziganes[980]. En 1918, selon les Serbes qui réclament la région, il y aurait 14 500 Slaves (Serbes et Bulgares), 500 Grecs roumains albanais, 5 800 Turcs, 676 juifs : 21 476 en tout (l'auteur du rapport estime que le nombre de Slaves est surestimé)[981]. La zone est contrôlée fin 1918 par la 57e division d'infanterie. Comme en Russie, les effectifs français sont modestes, d'autant qu'elle a perdu 1 200 hommes de la grippe, mais le moral correct : le contrôle postal, après avoir lu 3 850 lettres, estime que le moral est bon : 980 proviendraient de soldats optimistes, 1 860 sont décrites comme exprimant la confiance, 987 l'indifférence, 20 le découragement et seulement 3 un mécontentement violent[982].

La région est finalement intégrée dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (futur Royaume Yougoslave).

Parmi les pommes de discorde se trouve aussi l'Albanie dont le sort est en débat depuis que la zone n'est plus dépendante de l'Empire Ottoman à partir de 1912. La population est aux trois quarts musulmane, mais les renseignements français estiment que les « *différence de races sont difficiles (à déterminer), il faut voir la confession religieuse et le passé politique, la religion n'est pas un critère absolu* »[983]. Les bandes d'Essad Pacha s'étaient ralliées à la cause de l'Entente mais le commandant français s'était fait peu d'illusions « *sur leur loyalisme car ils ont de la famille dans les*

978 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 15 mars 1920.
979 SHD 20N192, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 30 novembre 1919.
980 SHD 20N192-104, rapport du 11 juillet 1918 à l'état-major des armées alliées d'Orient.
981 Ibid.
982 SHD 20N192-104, rapport 31 décembre 1918 sur le courrier de la 57e division d'infanterie à l'état-major des armées alliées d'Orient..
983 SHD 20N192-104, rapport du 11 juillet 1918 à l'état-major des armées alliées d'Orient.

deux camps et pratiquent la contrebande »[984]. Bien lui en a pris... alors que Franchet d'Espèrey ordonnait de les lancer derrière les lignes autrichiennes le 28 septembre 1918[985], seuls cent hommes partirent sur 1 200, et le 10 octobre des officiers albanais leur donnèrent même de faux ordres afin qu'ils rentent chez eux[986] (les ordres seraient venus d'Essad Pacha lui-même). Les Italiens ainsi que les Serbes aimeraient annexer la zone même si les Serbes conservent une certaine prudence en n'envoyant pas de troupes et en affirmant : « *il n'y a pas de soldats serbes en Albanie (...) les Serbes seront très scrupuleux en fait de tolérance à l'égard des sentiments de toutes les nationalités et de toutes les religions* »[987] ; ce qui prouve bien qu'ils ont des espérances sur la zone. Les Italiens quant à eux soutiennent l'agitation en sous-main. En tout cas Clemenceau demande aux officiers français de s'abstenir de tout propos de nature politique (prise de partie pro-serbe et anti-italienne dans les faits)[988].

La conférence interalliée des 6 et 9 octobre 1918 clarifie la situation comme Franchet d'Espèrey le demandait[989] : l'Albanie est confiée globalement aux Italiens et le commandant en chef doit déterminer les espaces d'action respectifs des Serbes et des Italiens. Ces zones sont régulièrement ajustées. Ainsi Clemenceau donne son accord à Franchet d'Espèrey pour que les Italiens avancent le long de l'Adriatique mais en évitant tout contact avec les Serbes[990]. Si la région dépend bien du commandant en chef des armées alliées[991], les tensions entre les différents vainqueurs persistent. Par exemple, les Italiens, avec le général Piacentini[992], occupent Cattaro[993] sans en référer à Franchet d'Espèrey[994]. Ce dernier doit donc encore demander à Clemenceau

984 SHD 20N824, rapport sur la gendarmerie albanaise, date non précisée, Essad Pacha est même vu comme un traître pour de nombreux Albanais car il s'est allié aux Serbes.
985 SHD 20N824, Franchet d'Espèrey au commandant du 3e groupement de division, 28 septembre 1918.
986 SHD 20N884, rapport 30 novembre 1918.
987 SHD 20N157, lettre de l'officier de liaison serbe à l'état-major des AAO, du 4 décembre 1918
988 SHD 16N3027, lettre de Clemenceau à Franchet d'Espèrey, du 16 décembre 1918
989 AMAEF Z Europe Albanie 10 télégramme Franchet d'Espèrey à Clemenceau 504, 4 octobre 1918.
990 AMAEF Z Europe Monténégro Clemenceau à Franchet d'Espèrey, 5 novembre 1918.
991 SHD 4N52-4, télégramme de Clemenceau à Franchet d'Espèrey, 9 novembre 1918
992 Général Settimio Piacentini, commandant du corps italien en Albanie, puis de la 5e armée mi-1916, puis de la 2e armée de juin 1916 à juillet 1917. Il a repris depuis mi-1918 le commandement des troupes italiennes en Albanie.
993 Actuelle Kotor au Monténégro.
994 SHD 4N52, lettre du général Alby à la Direction Politique des Affaires étrangères, 16 novembre 1918.

d'obtenir une confirmation par les alliés de sa zone de commandement[995]. C'est seulement à cette occasion que le président français du conseil révèle à Franchet d'Espèrey le contenu du traité de Londres et les promesses territoriales faites aux Italiens qu'il contient[996]. Les alliés renouvellent la subordination de Piacentini et Clemenceau nomme le général Venel[997] afin qu'il prenne le commandement à Cattaro. La situation reste cependant très confuse. Franchet d'Espèrey accuse les Italiens de profiter d'une tentative d'insurrection royaliste monténégrine pour augmenter leurs effectifs[998] et il lui faut à nouveau confirmer son autorité[999].

En fait, le commandant en chef doit régulièrement négocier plutôt que commander. Lassé, il désire évacuer le pays et remplacer les Italiens et les Serbes par des Américains, des Français et des Anglais. Le 18 janvier 1919, il écrit à Clemenceau en ce sens mais les Américains refusent... Néanmoins, le président du Conseil français finit par ordonner le retrait des forces alliées, sauf à Scutari[1000], et Cattaro[1001]. Mais même cette opération est compliquée : Franchet d'Espèrey informe Paris que les commandements serbe et italien ne sont pas au courant de la décision d'évacuation et que ces derniers arguent de leurs intérêts économiques pour refuser. Le Quai d'Orsay semble favorable à une suspension de l'évacuation tandis que les Anglo-Saxons évacuent déjà Fiume, Cattaro et Scutari ce qui rend très difficile le maintien des troupes françaises. Pour sa part, le 18 avril, Franchet d'Espèrey pousse à une évacuation complète de ce qu'il considère comme un guêpier : il souhaite *« évacuer carrément Cattaro, le Monténégro et Scutari où la France n'a aucun intérêt particulier et use son prestige et ses faibles ressources au profit d'alliés qui ne lui en savent aucun gré »*[1002]. Il continue à pester contre les Italiens qui, selon lui, attendent le départ des Français pour réaliser leurs ambitions. En juin 1919, des incidents opposent les Italiens à la

995 SHD 4N53, télégramme de Franchet d'Espèrey à Clemenceau et Foch, 17 novembre 1918.
996 SHD 16N3026, GQG TOE télégramme de Clemenceau à Franchet d'Espèrey, 17 novembre 1918.
997 Général Paul Célestin Marie Joseph Venel, saint-cyrien. Il a été commandent au Niger entre 1908 et 1911, et commandé la 11e division d'infanterie coloniale au sein du corps expéditionnaire d'Orient.
998 SHD 6N202-1, Cabinet du Ministre, Fonds Clemenceau, télégramme à Franchet d'Espèrey, 9 janvier 1919.
999 SHD 16N3027-72, GQG TOE télégramme d'Alby à la Direction politique des Affaires étrangères, 12 janvier 1919.
1000 Actuelle Shkodër au nord-ouest de l'Albanie (Scutari en italien).
1001 SHD 16N3027-76, GQG TOE télégramme de Clemenceau à Franchet d'Espèrey, 11 février 1919.
1002 AMAEF Z Europe Monténégro, 15, Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 28 avril 1919.

population slave locale, alors que les Serbes accusent le gouvernement de Rome d'armer des bandes. Franchet d'Espèrey doit demander au général Tahon, commandant en chef des troupes interalliées (qui le sont si peu), de calmer les Serbes[1003] tandis que les Italiens accusent les Français de partialité en faveur des Yougoslaves. Ces pressions politiques poussent Clemenceau à demander une enquête. Pour cela, Franchet d'Espèrey se déplace à Scutari et rencontre le 2 février 1919 le général Piacentini, mais les négociations n'aboutiront pas.

Parmi les nombreux points de désaccord, il faut revenir sur le cas de Scutari, que les alliés veulent placer sous administration internationale alors que les Italiens veulent que la ville soit incluse dans la future Albanie, qu'ils comptent bien occuper directement ou indirectement. Autre source de complexité, il semble que les diplomates et militaires italiens n'informent que partiellement le président du conseil italien ; d'ailleurs cette disjonction entre des chefs de gouvernements conciliants et des autorités militaires ou diplomatiques qui ont leur propre agenda, se retrouve dans tous les Balkans (notamment chez les Anglais), alors que Franchet d'Espèrey reste très obéissant à son gouvernement. Ainsi, la situation semble inextricable puisqu'on ne peut résoudre politiquement les multiples conflits locaux. C'est pourquoi les incidents perdurent : en mars 1919, Italiens et Serbes se tirent dessus à Mura dans le nord de l'Albanie. Selon Franchet d'Espèrey la faute en incombe aux Italiens qui envisagent d'user de la force afin de chasser les futurs Yougoslaves[1004]. Dans ses télégrammes il semble lassé de jouer les arbitres et propose de laisser le Conseil suprême allié trancher. En effet, les accords de 1918 donnent lieu à des interprétations divergentes : selon lui les Italiens ne doivent occuper que la côte, alors que ces derniers veulent occuper aussi l'intérieur des terres. De plus, il considère que la France doit rester plutôt favorable aux Serbes car leur concours militaire est précieux, alors que les Italiens n'ont que très peu participé à l'offensive d'automne 1918. Les diplomates du Quai d'Orsay leur semblent aussi très hostiles. Franchet d'Espèrey propose alors carrément de retirer les troupes françaises car il estime que Latins

1003 SHD 5N198-5, cabinet du ministre télégramme de Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 18 juin 1919.
1004 SHD 5N198-2, cabinet du ministre télégramme de Franchet d'Espèrey, 30 mars 1919.

et Slaves n'oseront pas en venir au conflit armé[1005]. Les tensions perdurent jusqu'en 1920 : Franchet d'Espèrey souligne à Foch que « *les Italiens continuent leurs intrigues sur l'Adriatique, et excitent les Albanais contre les Serbes et les Grecs* »[1006].

1005 SHD 16N3255, télégramme de Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 12 avril 1919.
1006 SHD 6N204, lettre à Foch, 18 mars 1920.

Population de la République de Korça en 1920 : ***122 315*** habitants

Population totale de l'Albanie en 1923 : ***823 000*** habitants

Enfin, la Koritza est aussi une zone de conflit[1007]. La zone comporterait 204 700 habitants dont 86 576 Turcs musulmans et 74 720 Pomaks (Bulgares islamisés). Là encore la zone apparaît avant tout turque et musulmane, or elle est revendiquée par les Grecs. Les Français et le général Charpy vont l'administrer jusqu'au début 1920 en organisant un conseil supérieur mixte, composé à la fois de 5 Turcs, 4 Grecs, 2 Bulgares, 2 Thraces, un juif et un Arménien[1008] ; de plus, on y développe un lycée français. Mais la présence française contribue une nouvelle fois à alimenter le ressentiment grec. Ainsi, le chef des renseignements de la marine, Nayral de Bourgon[1009], cite un télégramme grec diffamant le commandant Lespirane (officier local) afin de faire porter sur les Français la responsabilité de troubles éventuels. On lui reproche le grand nombre de musulmans dans la gendarmerie albanaise, dont 2 officiers locaux ayant reçus des décorations françaises, et de ne pas avoir ré-ouvert toutes les écoles grecques[1010]. De plus, il semble que les Grecs pratiquent une « *politique d'invasion morale* » : avec l'appui du clergé, ils font courir le bruit selon lequel le district leur est déjà attribué afin de faire fuir les musulmans[1011]. Pour leur part, les Italiens aideraient en sous-main la résistance albanaise[1012]. Finalement la zone est évacuée en mars 1920. Elle est pour sa plus grande partie attribuée à l'Albanie à la fin de l'année 1920.

Avec les Italiens le conflit principal se situe autour de Fiume (actuelle Rijeka en Croatie). Cette ville portuaire, comportant environ une moitié d'Italiens[1013] mais entourée de campagnes slaves (voir carte), n'était pas dans la zone concédée à Rome par le traité de Londres de 1915. Or, dans un contexte d'effervescence nationaliste, l'appétit italien se développe pour cette ville qui est aussi convoitée par les Serbes.

1007 Pour plus de détails voir J.-N. Grandhomme, « La France en quête d'influence en Albanie ? La République de Korça et la zone d'occupation (1916-1920) », *1918-1925, Comment faire la paix ?*, sous la direction de Claude Carlier et Georges-Henri Soutou, Paris, Economica, 2001.
1008 SHD 20N275-1 et 5, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 5 janvier 1919.
1009 Pierre-Emile Nayral de Bourgon, 1862-1949, saint-cyrien.
1010 SHD 20N275-4, Nayral de Bourgon à Franchet d'Espèrey le 25 août 1919.
1011 SHD 20N192, rapport des services de renseignement sur la Koritza à Franchet d'Espèrey, 1 février 1920.
1012 SHD 20N192, rapport des services de renseignement à Franchet d'Espèrey, 15 septembre 1919.
1013 SHD 7N1374, note sur la population de langue italienne à Fiume.

source :https://www.medailles1914-1918.fr

Les Italiens sont majoritaires dans le conseil municipal de Fiume et exercent donc une mainmise sur la ville[1014]. Jouant un jeu complexe, ils réclament l'annexion de la ville, proclament le 3 octobre son rattachement à l'Italie puis jurent de se contenter d'un statut spécial pour les habitants italophones. Si la zone dépend bien du commandant en chef des armées alliées d'Orient, les Italiens s'opposent de fait à l'exercice de son autorité ; il faut régulièrement négocier avec eux. Tâche difficile d'autant que Franchet d'Espèrey exprime régulièrement une forte hostilité

1014 SHD 5N197-3, cabinet du ministre, télégramme de Franchet d'Espèrey, 4 décembre 1918.

envers les Italiens et qu'il ignore les traités passés avec eux. Si lors de ses visites avant la guerre il ne leur témoigne aucune animosité, on peut considérer que l'image des Italiens s'est dégradée pour de multiples raisons. Tout d'abord la défaite de Caporetto[1015] en 1917 transfigure la représentation du soldat transalpin chez les Français : il est vu comme un « caporettiste », néologisme qui souligne sa lâcheté, on l'accuse de s'être débandé alors même que les 3e et 4e armées ont effectué leur retraite en bon ordre et qu'il n'y a pas eu de redditions massives[1016]. Même si Franchet d'Espèrey n'y fait pas directement référence, il a dû être influencé par cette légende noire. Ensuite, il est profondément irrité par les importantes prétentions territoriales italiennes alors que Rome n'a que très peu participé aux offensives de septembre 1918, et seulement dans son propre intérêt. Sans doute, il leur préfère les Serbes, qui, s'ils ont leurs ambitions, ont accepté de participer loyalement à la campagne.

Dans un premier temps Franchet d'Espèrey essaye d'éviter le contact entre les deux alliés devenus rivaux, mais il ne peut empêcher l'entrée des Serbes dans la ville[1017] qu'ils entendent rattacher au tout jeune royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui a été proclamé le 1er décembre 1918. Il cherche ensuite à y installer une base interalliée afin de résoudre les problèmes de ravitaillement de son armée. Il obtient l'accord du ministre des Affaires étrangères français Stephen Pichon[1018] mais rencontre l'opposition des Italiens qui écrivent à Paris, déclenchant la colère de Clemenceau qui leur est de plus en plus hostile. En définitive, fin décembre 1918, les accords Grazioli-Tranié[1019] permettent le ravitaillement des armées alliées d'Orient et la constitution d'une base. Foch envoie alors à Franchet d'Espèrey des instructions pour faire respecter le modus vivendi de ces accords, mais l'amiral français Gauchet[1020] a du mal à les appliquer. Très vite les tensions reprennent, la presse italienne accuse la France de favoriser les Yougoslaves[1021], les militaires

1015 Du 24 octobre au 9 novembre 1917, les forces austro-allemandes enfoncent le front italien et font plus de 280 000 prisonniers.
1016 Heyriès, *op cit*, p. 183.
1017 Frédéric Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans 1914-1919,* L'Harmattan, 2006, Paris, page 278.
1018 SHD 16N3244, télégramme n°4389 de Pichon à Franchet d'Espèrey, 3 décembre 1918.
1019 Il s'agit du général Francesco Saverio Grazioli, général italien commandant à Fiume le corps d'armée interalliée d'occupation et du général français Tranié qui commande les troupes franco-serbes de la base.
1020 Amiral français qui participe aux Dardanelles et commande en 1916 les forces alliées en Méditerranée.
1021 SHD 16N3244, télégramme 2823 de l'ambassadeur Barrère à Rome, du 22 novembre 1918.

français et italiens s'accusent mutuellement[1022] et les choses prennent un tour personnel : le général Diaz[1023] demande par exemple le remplacement de Franchet d'Espèrey comme « *nécessaire pour le maintien des bonnes relations franco-italienne*s »[1024]. Début janvier 1919, les Italiens refusent l'extension du port utilisé par les Français et demandent même le départ d'une partie des activités[1025]. Franchet d'Espèrey rencontre alors Grazioli à Raguse les 25 et 26 janvier 1919. L'atmosphère est très tendue et « *Franchet d'Espèrey à son habitude s'emporte contre les entraves mises par les militaires italiens* »[1026]: Ces obstacles sont bien réels, ces derniers s'opposant toujours à l'extension de la base militaire française pourtant indispensable au ravitaillement de l'armée alliée d'Orient. Le 26 janvier, les négociations reprennent sur des bases plus saines. Grazioli présente une note détaillant les conditions d'une bonne entente franco-italienne : les Italiens acceptent l'extension de la base et le contrôle interallié (y compris des Serbes) sur les mouvements ferroviaires. En contrepartie, il est demandé que les franco-serbes soient plus respectueux et plus disciplinés. Grazioli s'engage aussi à ce que la presse italienne cesse ses attaques envers la France. Les résultats de ces négociations sont confus : Rome considère qu'il y a eu accord mais Franchet d'Espèrey n'en a pas informé le Quai d'Orsay qui n'apprend son existence que le 24 février lorsque les Italiens réclament qu'il soit respecté. Or, le commandant en chef des armées alliées nie tout accord[1027].

Les difficultés reviennent de façon récurrente : en juin les Italiens limitent l'accès de la ville aux militaires serbes et espèrent une annexion. Le général Lobit, qui commande sur place, demande alors l'aide de Franchet d'Espèrey et du gouvernement français[1028]. Le commandant en chef des armées alliées réaffirme alors qu'il est le seul apte à juger les déplacements des Serbes[1029]. De plus, un grave incident se produit le 6 juillet lorsque neuf soldats français isolés et réfugiés dans

1022 Voir Alain Marzona, « Les incidents franco-italiens de Fiume ou l'expression des frustrations italiennes (novembre 1918-juillet 1919) », *Revue historique des armées*, 254, 2009, pp. 29-38.
1023 Armando Diaz, 1861-1928, il prend la tête de l'armée italienne fin 1917 après le désastre de Caporetto. Maréchal en 1924.
1024 Frédéric Le Moal, *op cit,* p. 286.
1025 SHD 20N523, AFO rapport de Tranié à Franchet d'Espèrey, 29 janvier 1919
1026 Frédéric Le Moal, *op cit,* page 287.
1027 SHD 16N3027-77, télégramme d'Alby à la Direction Politique des Affaires étrangères , 6 mars 1919.
1028 SHD 20N524, AFO télégramme de Lobit à d'Espèrey, 23 juin 1919.
1029 SHD 20N954, télégramme de Franchet d'Espèrey à Savy, 28 juin 1919.

un magasin car ils se sentent menacés, tombent sous le feu de la foule et de marins italiens. Après cela, les forces italiennes doivent évacuer la ville. Comme le souligne Frédéric le Moal : « *de cette épreuve de force naît une très grave défiance qui, ajoutée aux discussions diplomatiques de Paris, ébranle fortement l'alliance* »[1030]. Le 12 septembre D'Annunzio prend le pouvoir à Fiume ce qui a pour effet de sortir la ville, de fait, de la zone sous contrôle du commandement allié.

Quelle fut la postérité de cette victoire ?

Tout d'abord Franchet d'Espèrey n'est pas présent au défilé de la victoire du 14 juillet 1919, il est alors en Orient, et d'ailleurs, la victoire de Monastir (qui date d'avant son arrivée) a été oubliée de la liste des victoires célébrées. C'est un oubli lourd de sens, alors que c'est une victoire nette, déterminante. Pourtant sa victoire fut décisive comme le souligne Buat[1031], Franchet d'Espèrey: « *a remporté la victoire en Orient et nous savons maintenant que cette victoire a été la cause décisive qui brusqua la demande de paix des Allemands qui, quoique résolus déjà à demander l'aman, étaient encore hésitants sur la forme où ils le feraient, et, en tout cas, toujours remplis de l'espoir qu'un événement heureux viendrait modifier la situation en leur faveur* »[1032].

Ceux que Clemenceau appelait « les jardiniers de Salonique » n'ont tiré que peu de gloire de ces exploits ; ainsi, alors que Franchet d'Espèrey est le premier à obtenir la capitulation d'un pays ennemi de l'Entente, il n'est pas de la première promotion des maréchaux. La véritable « Anabase » des poilus d'Orient, pour qui la guerre ne s'arrête pas le 11 novembre, n'aura pas trouvé son Xénophon et reste largement méconnue du public. L'éloignement, la spécificité du front (on y meurt majoritairement de maladie sauf lors des offensives majeures) expliquent cette relative indifférence. Sûrement doit-on aussi évoquer la place majeure dans les mémoires qu'occupe la lutte pour la défense du territoire national et l'hécatombe qui s'ensuivit. Ainsi, la victoire en Macédoine, véritable

1030 Frédéric Le Moal, *op cit,* p. 297.
1031 Il s'agit du général Edmond Buat, 1868-1923, alors chef d'état-major de l'armée française.
1032 *Journal du général Buat*, Perrin, 2015, p. 963.

accélérateur de la fin de guerre, est relativement inaudible pour une opinion publique métropolitaine, elle n'est pas un élément mémoriel majeur, d'autant plus que les troupes sont largement coloniales, spécialement à partir de 1919. De même, les noms de Franchet d'Espèrey (mais aussi de Sarrail) et de la victoire de Dobropolje ne sont pas mentionnés sur les pilastres lors du gigantesque défilé de la victoire de 1919.

Malgré tout, les poilus d'Orient obtiennent une médaille spécifique, mais en 1926 seulement, et un monument sur la corniche à Marseille en 1927 réalisé par Gaston Castel. Il faut donc nuancer, la victoire et les poilus d'Orient ne sont pas totalement oubliés même s'ils estiment toujours être les mal-aimés.

source : https://www.marseilletourisme.fr/

L'entre-deux-guerres connaît aussi son nombre de publications et d'associations

spécifiques. Par exemple, la Fédération nationale des Poilus d'Orient se développe et passera de 7 000 membres à 30 000 entre 1928 et 1938[1033]. Le maréchal Franchet d'Espèrey leur écrit d'ailleurs en 1938 afin de corriger les statiques des décès et de leurs causes, publiées dans le journal[1034]. En effet, les années 1930 voient le retour, sous une forme différente, des problématiques mémorielles. Les anciens combattants affirment leur volonté de peser moralement et politiquement alors que les périls montent. Ceci explique le développement de la Fédération des Poilus d'Orient qui organise des voyages, comme en Macédoine en 1929 et en 1936, et qui bénéficie du regain d'un intérêt général pour les Balkans. La Fédération comportera 41 000 adhérents en 1932. D'ailleurs le numéro 126 de septembre 1936 du Journal des Poilus d'Orient parle du voyage de 1936 en ces termes : « *Encore une fois les Poilus d'Orient seront « les Pèlerins de la Paix » et sous l'immortelle inspiration de leurs morts des cimetières de Macédoine, les vivants se doivent à cette nouvelle mission, qui continue les nobles et généreuses traditions de notre Fédération Nationale* »[1035]. Ils organisent aussi régulièrement des dépôts de gerbes comme le 9 décembre 1934 à Marseille[1036] ou le 9 octobre 1935 pour la première pierre du monument au roi Alexandre I^{er} qui y fut assassiné et qui est posée par Franchet d'Espèrey[1037].

Que ce soit le maréchal, qui pense qu'on lui a volé son triomphe, ou les soldats, le manque de reconnaissance reste une blessure suintante pendant tout l'entre-deux-guerres. Comme si eux n'étaient pas de véritables héros. Ainsi, l'association des Poilus d'Orient de basse-Bretagne écrit au maréchal en 1938 qu'ils sont « traités comme des parents pauvres »[1038]. Peut-être parce que leur expérience est inaudible ? Trop différente du quotidien de la majorité des poilus ? Trop minoritaire pour qu'elle rentre en résonance avec les autres combattants et la société ?

Ce manque de reconnaissance se retrouve aussi dans de la création de la médaille

1033 SHD 1K162-1, lettre 3 décembre 1938.
1034 Ibid, lettre 25 février 1938.
1035 Journal des Poilus d'Orient, septembre 1936, http://gallica.bnf.fr/
1036 Op cit, janvier 1935 numéro 109.
1037 Op cit, novembre 1935, numéro 117.
1038 SHD 1K162-1.

commémorative d'Orient et les incertitudes autour des modalités de son attribution. Cette dernière est d'ailleurs créée assez tardivement, le 15 juin 1926, soit plusieurs années après celle de la Grande Guerre (1920) et celle de la Victoire (1922). Elle concerne le personnel embarqué avant le 11 novembre 1918. Plusieurs problèmes se posent alors. Tout d'abord, il s'agit de savoir qui a combattu et a donc droit à cette récompense. Franchet d'Espèrey réclame une distribution élargie à tous ceux ayant effectué un séjour de trois mois consécutifs, ou ayant été prisonniers ou blessés[1039]. Les pertes dues aux maladies ont été très fortes en Orient et les anciens soldats demandent que tous les soldats soient automatiquement comptés comme combattants au regard des risques encourus. Voyons quelques chiffres : selon Francine Saint-Ramond, 94,4% des soldats ont été malades, de juin à décembre 1916 de 30 à 60 000 hommes sont malades sur 110 000[1040]. Les maladies peuvent être graves, malaria, grippe espagnole et hautement mortelles. Par exemple la compagnie du génie travaillant sur la Moglenitza à l'été 1916 perd 72% de ses hommes morts de fièvres[1041].

Franchet d'Espèrey souligne aussi au ministre que des unités non combattantes, comme les bataillons d'étape, ont pu réellement prendre part à des actions militaires, notamment contre les irréguliers[1042]. Le ministre donne son accord[1043] mais demande alors les journaux de marche des unités, dont les archives privées de Franchet d'Espèrey contiennent encore des copies[1044], afin de vérifier leurs opérations. Un professeur d'Université écrit à Franchet d'Espèrey pour souligner qu'il a été envoyé en Hongrie combattre les communistes en 1919 et lui rappeler aussi les forts risques de maladies en Orient[1045]. Le maréchal reprend cette lettre dans un courrier au ministre de la Guerre[1046]. Mais on retombe sur la même difficulté, l'absence de nombreux journaux de marche et d'opération comme l'avoue le directeur du Service historique de l'armée[1047]. Selon cette logique, les opérations,

1039 SHD 1K162-4, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 3 novembre 1911.
1040 Francine Saint-Ramond, *Les Désorientés : Expériences des Soldats Français aux Dardanelles et en Macédoine, 1915-1918*, Inalco, 2019, p. 112.
1041 Ibid, p. 113.
1042 SHD 1K162-4, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 3 novembre 1911.
1043 Ibid, 7 décembre 1912.
1044 SHD 1K162-4, notamment ceux du 1er bataillon de Zouaves et du 5e bataillon de Tirailleurs algériens.
1045 SHD 1K162-4, lettre 16 mars 1932.
1046 SHD 1K162-4, lettre 2 mars 1932.
1047 SHD 1K162-4, date inconnue malheureusement.

distinctes de celles de Syrie-Cilicie pour lesquelles une autre médaille existe, durent jusqu'à début 1920. Ainsi, le général de la 25e DI rappelle que son unité a lutté à Héraclée début 1920 contre des irréguliers turcs et demande l'attribution de la médaille pour ses hommes[1048]. Même après ces élargissements, auxquels le ministre consent, Franchet d'Espèrey continue de recevoir du courrier d'individus venant plaider leur cas d'espèce[1049], comme ce soldat qui se plaint du retrait de sa carte de combattant[1050]. Par ailleurs, un second écueil repose sur la date choisie pour accorder les décorations.

La fraternité relative entre officiers et hommes de troupe a fait naître un lien fort qui s'exprime en effet après-guerre dans les nombreux courriers qu'il reçoit. Par exemple, un soldat lui écrit afin de lui présenter ses vœux : « *jusqu'à mon dernier souffle je garderai dans mon cœur le souvenir de mon Grand-Chef vénéré* »[1051]. À noter que ce lien s'étend aussi aux Serbes qui écrivent régulièrement pour divers motifs au maréchal. Ainsi, la veuve d'un colonel serbe demande de l'aide pour placer sa fille dans un institut français[1052], d'autres demandent de l'aide alors qu'ils sont devenus invalides, comme ce couple de Serbe qui a combattu ensemble[1053]. Il semble être devenu un ami de la Serbie aux yeux de beaucoup et on lui demande régulièrement son appui pour l'érection de statues du roi Alexandre Ier. De manière plus originale, des travailleurs yougoslaves en France font appel à lui afin de rentrer en Yougoslavie (car ils ont un problème de visa), requête refusée par le maréchal arguant qu'il n'aide que les militaires[1054]. Franchet d'Espèrey ne peut pas toujours aider mais il soutient de son mieux tant les anciens que les nouveaux soldats : ainsi ses archives conservent plusieurs bordereaux d'envoi de chèques pour des comités d'assistance de jeunes ou d'anciens soldats[1055]. En fait, ces nombreuses demandes d'intercession illustrent la persistance d'une société hiérarchique, où les notables assoient leurs places par un soutien à des affiliés et obligés.

1048 SHD 1K162-4, lettre du général commandant la 25e DI au maréchal Franchet d'Espèrey du 2 mars 1932.
1049 SHD 1K162-4, par exemple, un dénommé Pierre Barrère 10 juin 1932.
1050 SHD 1k162-2, lettre 16 octobre 1933.
1051 SHD 1k162-2, lettre 26 décembre 1928.
1052 SHD 1k162-2, lettre de 1936
1053 Ibid.
1054 SHD 1K162-2, lettre du 15 février 1932.
1055 SHD 1K162-4, 19 décembre 1938.

Franchet d'Espèrey à la fin de l'année 1918 peut s'enorgueillir d'une brillante victoire. Quelle fut sa place réelle dans ce succès ? Certes, le plan était déjà en partie dans les projets travaillés par l'état-major mais il sut le choisir et le conduire. La victoire est nécessairement celle d'une équipe. Napoléon brilla nettement moins à Waterloo sans Berthier. Foch, rentrait-il dans les détails ? Il semble au contraire que non. Pour conclure sur ce point : comme disait Joffre à propos de la bataille de la Marne : « *On ne sait pas qui a gagné la bataille de la Marne, mais on sait qui l'aurait perdu* ». On peut dire la même chose de Franchet d'Espèrey : si le plan n'est pas véritablement de lui, il sut néanmoins canaliser les énergies et choisir, adapter et mettre en œuvre le bon plan. Bien que collective, la victoire est sienne et il aurait légitimement pu espérer en récolter les lauriers.

Or ses succès sont relativement passés sous silence. Tout d'abord la censure interdit de donner trop de détails[1056] sur l'armistice bulgare ou bien de formuler des hypothèses positives sur la situation dans les Balkans[1057] et empêche même des interviews de Franchet d'Espèrey[1058]. Or, depuis Napoléon en passant par Pétain, la gloire s'acquiert sur le champ de bataille mais se démultiplie par la presse, seule la notoriété qu'elle procure permet d'en tirer les lauriers. Quelles en sont les raisons ?

En premier lieu, il semble que Clemenceau ne veuille pas détourner les énergies du front occidental, celui où, selon lui, la victoire se joue. Il y a toutefois d'autres explications. François Cochet parle de « *mesquineries sans nom* »[1059] et Louis Cordier de « *sabotage d'une victoire* »[1060].

1056 SHD 5N538-136, par exemple le 30 septembre 1918 *La Petite République* peut juste évoquer l'armistice en une ligne, tous les détails sont supprimés par la censure. Ou bien *Paris-Midi* le 7 octobre 1918 qui évoque comment s'effectue la reddition Bulgare.
1057 Ibid, 30 septembre 1918 l'Action Française est censurée lorsqu'elle évoque que « La Serbie sera libérée », de même *Le Figaro* qui évoque la possible reddition turque.
1058 SHD 5N538-151, le 6 octobre 1918, l'interview de Franchet d'Espèrey dans *L'Oeuvre* est supprimée.
1059 Cochet François, *La Grande Guerre : fin d'un monde, début d'un siècle*, Perrin, Paris, 2014, p. 319.
1060 Cordier Louis, *Victoire éclair en Orient, 15-29 septembre 1918, batailles sur les cimes, triomphe du 2e bureau,* U.S.H.A, Aurillac, 1968.

C'est le président du Conseil qui ordonne de ne pas parler de la reddition bulgare, de retenir toute interview de Franchet d'Espèrey et de caviarder les articles de presse citant la médaille militaire qu'il a reçue le 29 septembre 1918. Le Journal des Débats est même saisi ! Il semble que Clemenceau ne veuille pas admettre son erreur et son dédain pour les « *jardiniers de Salonique* ». Il avait aussi affirmé à propos de l'Orient : « *ce n'est pas là bas que la victoire se décidera* »[1061]. Enfin, il ne désire pas donner crédit à son grand adversaire politique Briand qui défendait l'option de Salonique[1062]. Franchet d'Espèrey en garda une rancœur tenace envers Clemenceau et une blessure narcissique, bien qu'il dise parfois le contraire dans ses écrits.

On peut considérer que finalement l'installation de l'Entente à Salonique a été « *la meilleure idée de la Grande Guerre* ». Les aspects désuets de la campagne de Macédoine, l'absence de tranchées très solides en profondeur, le manque de transports, le faible nombre d'opérations majeures ont fait considérer à beaucoup qu'il n'y avait pas de leçons à en tirer. Or rétrospectivement, on peut considérer que si les moyens ne sont guère modernes - des armées peu motorisées, dernière action de cavalerie à Uskub, peu de chars -, la conception stratégique de la campagne l'est profondément.

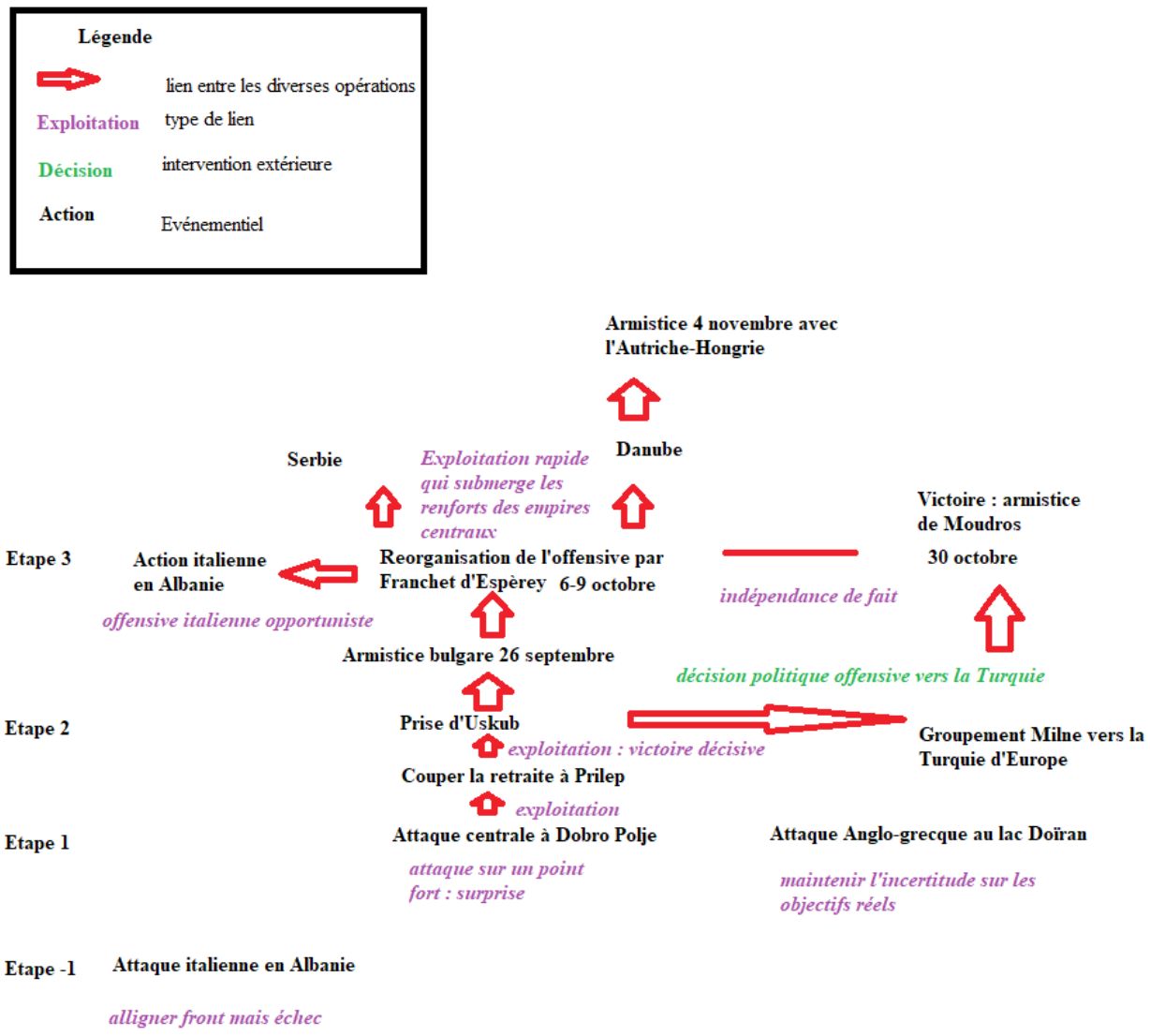
Dans ses carnets, Franchet d'Espèrey fustige souvent Foch pour son absence de vision stratégique, il l'accuse de se contenter de « coup de boutoirs » répétés mais sans plan d'ensemble. Or, l'offensive en Macédoine est une opération avec une perspective d'exploitation longue dès sa conception. Ainsi, la campagne dans les Balkans en septembre-octobre 1918, malgré ses pauvres moyens, est au contraire très moderne et annonciatrice des opérations futures. Loin de les opposer, on peut dire que les actions de Foch à l'été de 1918 comme celles de Franchet d'Espèrey en Macédoine portent en elles les germes de ce qu'on va appeler « l'art opératif », un échelon entre la

1061 Cité par J Y Le Naour, *1918 l'étrange victoire*, Perrin, Paris, 2016, p. 357.
1062 Cité par Marcel Berger et Paul Allard, *Les secrets de la Censure pendant la guerre*, ed des Portiques, Paris, 1932, p. 350.

stratégie et la tactique, mis au point par les Soviétiques, spécialement par Toukhatchevski[1063] et Isserson[1064]. Le concept repose sur l'idée que seule une série d'opérations continues et pensées dans la profondeur peut détruire une puissance industrielle moderne. Isserson s'appuie sur différents exemples historiques, dont les opérations du maréchal Foch à l'été de 1918.

Or l'offensive dirigée par le commandant des armées alliés d'Orient combine justement diverses opérations prévues pour s'enchaîner les unes les autres, et qui visent à se projeter en profondeur afin d'anéantir l'armée Bulgare et ses stocks à Uskub. Après ses premières réussites, les actions militaires continuent : libération de la Serbie, marche vers Constantinople, offensive vers le Danube avec la Bavière puis Munich et Berlin en ligne de mire. Il ne s'agit pas de grignotage mais d'actions soigneusement imbriquées les unes aux autres (voir le schéma). Même si certaines sont improvisées devant l'ampleur du succès, la mise en œuvre et la préparation ont toujours eu un but plus large que les offensives des années précédentes. Le commandant en chef des armées alliées prend en permanence en considération la vitesse qui lui permet de déborder les renforts des empires centraux et projette des opérations lointaines : Uskub, puis Belgrade, puis le Danube et Munich et Berlin s'il l'avait pu. Finalement les opérations en Macédoine puis dans le reste des Balkans constituent un proto-art opératif.

1063 Toukhatchevski, *Maréchal Toukhatchevski. Écrits sur la guerre,* Plon, Paris, 1967.
1064 Guergogui Samoïlovitch Isserson est professeur à l'Académie militaire de Frounzé de 1936 à 1940, ses cours ont une énorme influence et développent l'art opératif. Son ouvrage principal n'est pas connu en entier car il est de nos jours encore classifié. Pour une approche voir :Isserson, *The evolution of operational art*, Combat Studies Institute Press, 2013.



L'offensive en Macédoine et ses conséquences : des opérations imbriquées

Partie 3 : Hommes, politique et action lors de l'entre-deux-guerres

Pourquoi étudier spécifiquement l'espace ottoman ?

Dans un premier temps, il peut sembler artificiel de séparer le Proche-Orient des Balkans et de la Russie : les deux espaces dépendent de Franchet d'Espèrey, voient aussi des rivalités nationales et de puissances. Les anciens alliés se déchirent pour les lambeaux de l'Empire alors qu'on tente de redéfinir les États naissants par des frontières nouvelles. Enfin, les troupes sont employées indifféremment sur les divers terrains d'affrontement.

Cependant, la décomposition de l'Empire turc est un processus spécifique sur la très longue durée. Sa mort, annoncée depuis des décennies[1065], permet ensuite d'observer la confrontation de civilisations aux rapports complexes, qui ne se réduit nullement à un « choc ». Les grandes puissances occidentales, par-delà leurs rivalités, y mènent une politique que je qualifie de « civilisationnelle », attendu que la supériorité de ces dernières, entrées plus tôt dans la modernité, fournit à la fois un moyen et des prétextes pour asservir d'autres pays. Or, on sait depuis Polybe que les États les plus puissants sont naturellement portés vers l'impérialisme[1066]. La France, la Grande-Bretagne, la Grèce ainsi que d'autres États, cherchent à développer des écoles, à protéger leurs intérêts économiques dans un monde qui est déjà relativement ouvert[1067], et à contrôler militairement de vastes zones. À partir de la seconde moitié du XIX^{e} siècle, les technologies modernes occidentales, le perfectionnement étatique, mais aussi la force du sentiment national, qui motive le colonisateur, permettent la colonisation. Alors que l'absence de cette conscience nationale chez les indigènes les affaiblit, car les colonisateurs ne trouvent pas de front uni contre

1065 Voir «L'homme malade», dans Robert Mantran (dir), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989, p. 501. Ou Yves Ternon, *L'Empire ottoman. Le déclin, la chute, l'effacement*, Éditions du Félin poche et Éditions Michel Maule, 2005, p. 9

1066 Polybe, *Histoire,* Gallimard, Paris, 2003.

1067 La part de la production mondiale dans les années 1920 est alors assez importante et équivalente à celle des années 1990.

eux mais au contraire peuvent obtenir des relais de leur influence. C'est pourquoi, les empires les plus perspicaces ont cherché à copier les Occidentaux : ce furent Meiji[1068] au Japon, et en Turquie le mouvement des Jeunes-Turcs[1069]. Les différentes civilisations entretiennent donc des relations complexes et complémentaires : rivalité, modèle à copier ou bien repoussoir.

Franchet d'Espèrey arrive en 1919 à Constantinople dans un Empire qui éclate, travaillé par le nationalisme turc, ce qui va donner lieu à des affrontements forts. Cette transformation intellectuelle et culturelle chez les Turcs leur donne la résilience de survivre à la défaite et d'éviter la colonisation. En effet, le nationalisme radicalise l'opposition entre Européens et Turcs, mais aussi entre Turcs et non Turcs, et légitime ainsi la résistance farouche de Mustafa Kémal qui peut s'appuyer sur un vaste mouvement populaire alors que les Français et autres Européens ne disposent que de faibles relais discrédités.

Comme dans les Balkans ou en Russie, le commandant en chef des armée alliées d'Orient est vite dessillé. Il ne peut agir comme il l'entend alors même que les différents vainqueurs se déchirent au nom de leurs conceptions, impériales pour les uns (France, Grande-Bretagne), nationales pour les Grecs qui souhaitent l'aboutissement de la « Grande idée »[1070], c'est-à-dire la récupération des terres anciennement grecques de l'Empire Byzantin où vivent encore de nombreux hellénophones. Franchet d'Espèrey, qui s'estime déjà spolié des fruits de sa victoire, notamment par l'ignorance dans laquelle la France en a été tenue, est de fait privé du « proconsulat impérial » et glorieux auquel il aspirait. Il est clairement plus un spectateur qu'un acteur majeur de ce qui se passe à Constantinople ou en Anatolie. Il est informé, consulté parfois, mais ne peut imposer ses vues et manque de moyens : la priorité de la politique française dans la région devient vite la Syrie.

1068 Période du Japon qui débute en 1868 où le pays bascule du système féodal vers un mode de vie industriel et à l'occidentale.
1069 Mouvement né en 1889, qui prend le pouvoir en 1908 et qui s'exprime par le mouvement Comité Union et Progrès.
1070 Voir Georgelin Hervé, « Réunir tous les «Grecs» dans un État-nation, une «Grande Idée» catastrophique », *Romantisme*, 2006/1 (n° 131), pp. 29-38. DOI : 10.3917/rom.131.0029. URL : https://www.cairn.info/revue-romantisme-2006-1-page-29.htm

Cette déception laisse Franchet d'Espèrey marqué. Malgré tout, après un long « exil » oriental, il obtient son bâton de maréchal en 1921. Sa grande activité se poursuit et même se développe selon un double axe : militaire et essentiellement scientifique-associatif. Les années 1920-1930 ne furent pas le sentier de la gloire qu'espérait sûrement le nouveau maréchal. S'il goûte aux honneurs académiques et institutionnels, il observe, lors de ses inspections, le manque de moyens et les hésitations de l'armée française. Franchet d'Espèrey se spécialise de fait dans les affaires coloniales, il est inspecteur de l'Afrique du Nord, et se voit confier différentes missions diplomatiques. Lors d'un voyage transsaharien en 1933, il est grièvement blessé aux jambes. Il continue malgré son affaiblissement à faire preuve d'un dynamisme remarquable, par son action, alors même que ses capacités de déplacement se réduisent progressivement. Cet ancrage international n'induit pas qu'il délaisse la situation en métropole. Bien au contraire, il observe avec inquiétude la montée des tensions entre les États européens, ainsi que celle du communisme, et s'implique indirectement en politique.

I - Un Orient trop compliqué

La situation sur le terrain se révèle vite très délicate. Le chef des armées alliées d'Orient dépend du conseil supérieur des alliés, c'est pourquoi il ne peut pas appliquer son plan qui consistait à marcher sur Berlin et Vienne mais doit réorienter vers la Hongrie et la Russie une partie de ses troupes, dont le commandement direct lui est enlevé même s'il garde un contrôle sur elles. L'armistice du 11 novembre 1918 n'est pas appliqué en Orient où les combats officiels ont déjà cessé précédemment grâce aux armistices locaux, mais où il faut maintenant pacifier les pays occupés, surveiller l'avancée du communisme et gérer les difficultés naissantes entre les alliés. Ainsi, la majorité des historiens considèrent que la guerre ne s’achève pas en 1918 mais se poursuit jusqu’en 1923 portée par des conflits aux dynamiques nouvelles : le communisme, contre lequel on

aspire à mettre en place une première « politique de Containment »[1071], et les guerres civiles ou ethniques[1072].

La tâche est immense, notamment dans un Empire ottoman en pleine déliquescence, de par l'exacerbation des tensions ethniques avec la guerre et l'instrumentalisation de l'islam[1073], et qui excite l'appétit des pays de l'Entente. L'Empire ottoman déclinant se révèle être un territoire de convergence des conflits impériaux.

A) Une situation explosive pour de multiples raisons

1) Des alliés rivaux dans leurs appétits coloniaux

Tout d'abord, Franchet d'Espèrey doit tenir compte des relations difficiles entre les alliés. Il est facile de dire qu'on passe de l'Entente à une mésentente. En effet, si comme le dit Clausewitz : « *L'essence de la guerre n'est pas la bataille mais l'affrontement violent des volontés des nations et de leurs dirigeant* », il faut reconnaître que les anciens alliés, en Orient ou dans les Balkans sont dans une situation de semi-guerre froide. Par exemple, certaines puissances soutiennent les nationalistes turcs contre un autre allié... Plus globalement, le Proche-Orient est le lieu paradigmatique où on observe la difficulté de transformer en profondeur l'inimitié franco-britannique. En effet, si on considère que ces deux puissances se sont affrontées pendant « une seconde guerre de Cent ans »[1074], il est difficile de passer à une entente cordiale profonde et sincère. Comme dans les Balkans, la victoire à peine dessinée, chacun retourne à ses intérêts parfois mesquins au regard du sang versé pour la cause commune. Il y a des réflexes ancestraux d'hostilité

1071 Expression que je reprends de J.-N. Grandhomme, dans *La première guerre du Containment, le conflit roumano-bolchevik en Moldavie et en Bessarabie (décembre 1917- février 1918),* dans Jean-Yves Le Naour (dir), *Front d'Orient 1914-1919, les soldats oubliés,* Gaussen, Marseille, 2016.
1072 Voir J. Frémeaux, *La question d'Orient,* Fayard, Paris. 2014 et Sean McMeekin, *The Ottoman endgame: war, revolution and the making of the modern Middle East, 1908-1923,* Atlas Lane, Londres, 2015.
1073 Voir Robson, *From Constantinople to the frontier: the city and the cities,* Brill, Leiden, 2016.
1074 Voir notamment Tony Corn, *L'histoire de France au risque de l'histoire globale : penser la Seconde Guerre de Cent Ans, 1688-1815*, Academia.edu, juin 2020 et Arthur Howland Buffinton, *The Second Hundred Years War : 1689-1815,* Henry Holt and Company, 1939.

qu'on retrouve chez des officiers et les fonctionnaires, spécialement chez les diplomates.

Les difficultés majeures apparaissent avec les Britanniques, qui ont des effectifs plus importants que les Français et qui partagent les mêmes visées impériales.

Les Anglais sont envoyés par le Conseil Supérieur de la Guerre marcher sur Constantinople dès septembre 1918 et s'y installent les premiers. Si le gouvernement de la Sublime Porte a signé l'armistice, il l'a fait avec l'amiral anglais A. Calthorpe, et non directement avec l'autorité compétente qui aurait dû être Franchet d'Espèrey ou l'amira1 Amet. Une première fissure dans l'Entente cordiale apparaît.

Les accords entre gouvernements, lors de la convention de Londres du 3 décembre 1918, prévoient que les Britanniques contrôlent la Turquie d'Asie et les Français la partie européenne, c'est-à-dire la Thrace orientale. Plus globalement, en vertu des accords Sykes-Picot de 1916, les deux puissances s'étaient partagées l'Empire à partir d'une ligne, passant à peu près de Damas à Mossoul. Le nord : la Syrie, la Cilicie et le nord de la Mésopotamie revenaient à la France et le sud : Palestine, Irak, aux Anglais[1075]. Il faut noter que le reste de l'Empire ottoman, spécialement l'Anatolie, n'était pas compris dans ce partage.

1075 James Barr, *Une ligne dans le sable*, Perrin, Paris, 2017.

Évidemment, les promesses du milieu de la guerre ne sont pas nécessairement encore valables. Déjà parce que les rapports de force ont évolué, car les Anglais ont engagé nettement plus d'effectifs que la France au Moyen-Orient ; de plus, l'allié Russe a disparu ; enfin parce qu'il faut aussi « récompenser » les Grecs qui regardent vers l'Asie mineure, l'ancienne Ionie grecque antique où subsistent d'importantes minorités hellénophones et chrétiennes (il y a aussi des Grecs dans d'autres vilayets[1076] de l'Empire). Clemenceau pousse alors Franchet d'Espèrey à déplacer son état-major à Constantinople « *pour éviter que les Anglais y aillent seuls* »[1077]. La flotte alliée mouille déjà dans la capitale de l'Empire le 13 novembre 1918. Le commandant en chef des armées alliées d'Orient s'y installe à son tour le 8 février 1919[1078]. L'accueil est triomphal, il loge dans le palais

1076 Province administrative sous les Ottomans.
1077 SHD 16N3027, télégramme 15617 Clemenceau à Franchet d'Espèrey.
1078 Voir un article éclairant, sur la couleur du cheval de Franchet d'Espèrey lors de l'entrée et comment une désinformation plausible, celle d'un cheval blanc symbole de reconquête chrétienne, est reprise sans réfléchir par de nombreux auteurs : Edhem Eldem, De quelle couleur était le cheval blanc de Franchet d'Espèrey ?, dans *De Samarcande à Istanbul : étapes orientales*, dir V. Schiltz, CNRS édition, Paris, 2015.

d'Enver Pacha, et s'empresse de recevoir les autorités britanniques. De là, il doit continuer à s'occuper des événements dans les Balkans et en Russie, mais aussi de la Turquie et des négociations de paix. Rappelons que comme pour l'offensive de Macédoine, les décisions politiques lui échappent mais au moins, cette fois, il est assez largement informé par Clemenceau et le Quai d'Orsay. Encore faut-il que le gouvernement français soit lui-même pleinement informé et impliqué alors qu'il est obnubilé par la situation sur le Rhin, notamment le tracé de la frontière, objectivement plus importante pour la sécurité française.

Les relations avec les Anglais n'étaient pas mauvaises en 1918 et même au début 1919. Lors de son entrée à Constantinople, le maréchal note dans ses carnets qu'il rencontre Milne «*toujours très correct* » qui lui dit franchement que le gouvernement britannique compte étendre son influence sur toute la Turquie d'Asie. S'il se plaint régulièrement des « Anglais » ce n'est pas un problème d'hommes mais la résultante d'une tension politique. D'ailleurs il revoit le général Milne lors d'un voyage en 1937 à Londres, et leurs lettres sont chaleureuses[1079].

Néanmoins, les relations avec les Britanniques se tendent considérablement à cause de divergences politiques majeures. Chaque puissance impériale veut s'étendre et récupérer le maximum de territoires, ce qui aboutit obligatoirement à une brouille entre les deux anciens alliés.

Ces derniers contrôlent l'essentiel des territoires ottomans, ce dont Franchet d'Espèrey se plaint dans une lettre au président du conseil du 16 août 1919 : « *le général Milne doit prendre le contrôle de l'Asie Mineure, or Milne et les Anglais ont déjà le contrôle direct des troupes alliées en Turquie d'Europe et des détroits, ils contrôleraient avec l'Asie Mineure l'ensemble de l'Empire Ottoman* [1080]». Il poursuit dans une longue lettre au ministère des Affaires étrangères[1081] :

« *il eût été logique en conformité de cette entente que le général Wilson abandonnât le commandement des troupes alliées à Constantinople et en Turquie d'Europe. Malgré le transfert à*

1079 SHD 1K162-1.
1080 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey à Clemenceau, 16 août 1919.
1081 AMAE, série E, sous série A 1095, rapport de Franchet d'Espèrey, août 1919.

Constantinople du Quartier général du général Franchet d'Espèrey, qui eut lieu en février 1919, le général Wilson a gardé le commandement effectif à Constantinople et prétend que le général d'Espèrey n'a que le commandement suprême en ce qui concerne les mesures stratégiques ; ce qui donne lieu qu'à des conflits et à des difficultés de toute sorte (...) Les Anglais ont refusé le règlement de l'affaire à Paris mais ont porté les négociations à Londres mais là ils ne fournissent que des réponses évasives à l'Ambassadeur français (...) le Gouvernement britannique est résolu à exploiter à son profit exclusif la situation trouble ainsi créée et cherche à éviter une négociation dans laquelle il sent bien que sa thèse n'est pas soutenable (...) les effectifs anglais baissent alors que ceux des Français montent (...) le maintien du commandement britannique à Constantinople n'est plus qu'un bluff paradoxal (...) il n'est plus admissible que le général en chef français soit obligé de compter avec un officier général anglais subordonné ».

Selon lui deux voies se présentent alors :

1) *faire trancher la question par le Conseil suprême, comme corollaire de la décision prise de confier les troupes en Asie-turque à l'autorité d'Allenby ;*
2) *la méthode directe : donner comme instruction à Franchet d'Espèrey d'exercer effectivement le commandement. Étant donné la supériorité des forces françaises, si le général d'Espèrey agit avec fermeté et bonne grâce, il n'y a pas à douter que le général anglais se soumettra. Ce sera au tour du gouvernement britannique de nous adresser ses doléances, et il nous a appris comment on peut renvoyer les solutions d'un Ministère à l'autre quand on tient le bon bout et qu'on n'est pas pressé de répondre.*

On constate que le général exprime une certaine lassitude de la situation et qu'il voudrait que le gouvernement français agisse plus fermement. On peut même sentir poindre un certain découragement même s'il va continuer son action encore plusieurs mois. De manière générale, Franchet d'Espèrey est très amer vis-à-vis de la situation en Orient et même son inlassable activité ne permet pas d'y remédier.

De plus, il considère que les Anglais veulent utiliser les forces françaises à leur profit, ainsi le 21 août 1919 : « *L'organisation actuelle du commandement qui donne au Général Milne toute autorité et qui permet aux agents subalternes anglais d'accentuer leurs agissements déloyaux en se couvrant de votre nom et du mien et en s'appuyant sur les forces françaises de Constantinople, ne peut durer* »[1082]. Le 15 octobre 1919, il insiste : « *Le conseil suprême à* (sic) *décidé d'accepter les propositions du général Milne pour l'occupation de l'Asie Mineure (...) des Français participeraient à l'occupation (...) ayant travaillé de tout leur pouvoir à y faire disparaître notre influence, les Anglais vont maintenant se servir de nous pour y rétablir l'ordre alors qu'ils nous ont refusé tout concours en Roumanie, Hongrie et Bulgarie (...) Notre effort doit se borner à l'envoi d'une section de quarante hommes ainsi qu'ont fait les Anglais en Thrace bulgare* »[1083].

De plus, les Anglais déplacent leurs troupes sans lui en demander d'autorisation : les Britanniques l'ont juste informé du déplacement en Anatolie d'une partie de la 130e brigade d'Artillerie, or, selon Franchet d'Espèrey, les forces en Turquie d'Europe sont sous son commandement[1084].

Enfin, il accuse les Anglais de laxisme dans l'application des clauses de l'armistice. Ainsi en Asie Mineure, le mouvement nationaliste a saisi des armes qui auraient dû être gardées par les troupes alliées, sans opposition des Anglais[1085]. De même, le 30 mai 1919, il se plaint de la libération le 28 mai de détenus du Comité Union et Progrès par les Britanniques alors que la prison est gérée conjointement avec les Français[1086].

Les désaccords sont aussi multiples avec les Italiens. Ces derniers tournent principalement leurs regards vers l'Albanie, mais ils devaient aussi récupérer la région sud-ouest de l'Anatolie ainsi que le Dodécanèse. Or, cette région contient de nombreux Grecs, spécialement à Smyrne, qui est

1082 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 21 août 1919.
1083 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 15 octobre 2019.
1084 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au lieutenant T. Bridges, chef de la mission britannique auprès du commandant des Armées Alliées en Orient, 1 septembre 1919.
1085 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 11 octobre 1919.
1086 SHD 7N3210, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 30 mai 1919.

finalement concédée aux Grecs au printemps 1919. Aigris, les Italiens cherchent alors à nuire aux Hellènes et à saboter leurs projets d'agrandissement territoriaux, en soutenant les rebelles Turcs de Mustafa Kemal[1087]. De plus, dans les zones sous leur contrôle, les Italiens donnent des visas italiens aux Turcs et aident les révolutionnaires turcs à Smyrne[1088]. Le service de renseignement de la marine confirme au commandant en chef des armées alliées que les Italiens sont « aimables » avec les Turcs, entendons qu'ils surveillent mollement le désarmement[1089].

De même, il souligne à Foch que « *les Italiens continuent leurs intrigues sur l'Adriatique, et excitent les Albanais contre les Serbes et les Grecs* »[1090]. Les Français soupçonnent aussi les Italiens d'avoir des vues sur le bassin houiller d'Héraclée[1091] où ils envoient mouiller un torpilleur[1092]. Néanmoins, petit à petit les Italiens se résignent ; en rentrant à Paris, Franchet d'Espèrey rencontre des hauts dignitaires italiens à Rome qui lui disent à mots couverts que s'ils veulent conserver leur zone d'influence, ils vont devoir abandonner leurs prétentions sur la Cilicie[1093]. Les Transalpins n'ont qu'un rôle mineur dans la région et n'apparaissent que peu dans les courriers et rapports.

Avec les Grecs, les relations ne sont pas meilleures, Franchet d'Espèrey considère que : « *nous ne devons intervenir à aucun prix à côté des Grecs dans la région de Smyrne pour y défendre leurs acquisitions territoriales, sous peine de nous déconsidérer aux yeux du monde musulman* »[1094]. En effet, le 15 mai 1919, l'armée hellène a débarqué à Smyrne, après que le premier ministre grec Venizélos a réussi à convaincre les membres de la conférence de paix d'attribuer à la Grèce une partie de l'ancienne Ionie[1095]. Il considère que cet événement doit être traité par les

1087 Mustafa Kemal, dit Atatürk, 1880-1938. Personnage majeur de l'histoire turque. Il commande des armées lors de la Première Guerre mondiale. Il prend la tête du mouvement national contre le dépeçage de la Turquie, puis chasse les Grecs d'Anatolie. Il supprime l'Empire et devient le premier président de la République en 1923.
1088 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre.
1089 SHD 20N205, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 13 juillet 1919.
1090 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey à Foch ,18 mars 1920.
1091 La ville n'est pas précisée sachant qu'il y a plusieurs Héraclée en Turquie.
1092 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 3 juin 1919.
1093 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 5 novembre 1919.
1094 SHD 6N202, lettre au ministère de la Guerre, 1 juillet 1919.
1095 Pour plus de détails, on peut se référer à Fabrice Monnier, *Atatürk*, CNRS Éditions, Paris 2015, pp. 127-129.

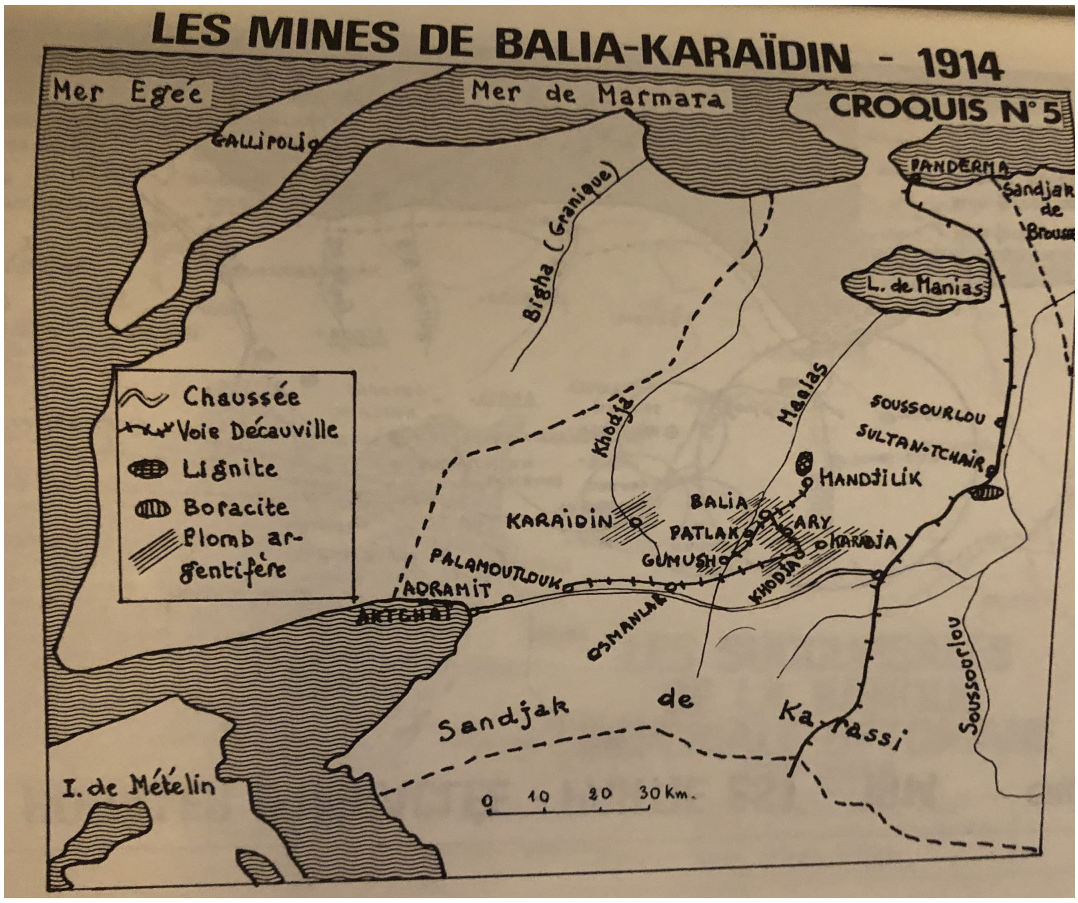
Anglais : «*les autorités britanniques doivent être en mesure de répondre par leurs seuls moyens à la situation qu'elles ont créée* »[1096]. Le commandant en chef des armées alliées en Orient dénonce aussi les pillages effectués en cette occasion par les soldats grecs, de 600 musulmans et de cent civils grecs, il souligne même en rouge « *les boches n'auraient pas fait mieux* »[1097]. De plus, il évoque des incidents à Pergame au cours desquels les Grecs, battus le 14 juin, exercent des massacres en représailles le 17[1098]. Les Ottomans se plaignent régulièrement auprès de Franchet d'Espèrey, comme le 28 novembre où le président de la municipalité d'Endémiche demande l'aide française pour libérer sa femme emprisonnée par des Grecs[1099].

Le service de renseignement français surveille, en général discrètement, la situation des troupes hellènes, s'interroge sur leurs victoires ou leurs déserteurs[1100], sur leur moral. Il n'est pas certain que les difficultés grecques soient vues d'un mauvais œil... En plus de n'avoir pas été des alliés très fiables, le commandant en chef leur reproche de faire passer leurs ambitions avant tout autre considération. Enfin, une victoire grecque risquerait d'amoindrir l'influence française[1101]. Notons que les Français en l'espèce ne font guère de meilleurs alliés en évitant de soutenir les Grecs.

Le commandant des armées alliées en Orient, de fait, ne dirige principalement que les Français et reçoit des consignes de Paris qui pense d'abord aux intérêts français. Clemenceau considère Franchet d'Espèrey comme sous ses ordres en tant que français, c'était le même souci avec Foch qui avait osé rétorquer au président du Conseil qu'il n'était pas son subordonné et s'était fait fermement recadrer. Peut-être en réaction à l'attitude anglaise, la France fait la même chose, elle défend ses propres intérêts.

1096 AMAE E/51CPCOM P/1567, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère des Affaires étrangères, 1 août 1919.
1097 SHD 20N157, rapport de mai 1919 du colonel Desbrières sur la situation en Syrie et Cilicie.
1098 SHD 20N205, rapport du 27 juin 1919 sur les événements autour de Smyrne.
1099 SHD 20N158-2, lettre de la Sublime Porte à Franchet d'Espèrey, 28 novembre 1919.
1100 SHD 20N158-2, lettre du 20 novembre 1919 représentant de l'armée hellénique à Constantinople à Franchet d'Espèrey qui affirme qu'il n'y a pas de propagande royaliste dans l'armée et qu'il n'y a pas de déserteurs turcs crétois qui servent en Turquie, ni de déserteurs grecs.
1101 SHD 20N158-2, rapport secret du 11 novembre 1919 à Franchet d'Espèrey.

Intérêts politiques, mais aussi économiques. Ainsi, les troupes françaises doivent occuper Héraclée[1102] pour que « *les mines françaises ne soient pas accaparées par nos alliés* »[1103]. D'ailleurs face à la baisse du nombre de mineurs, - en raison de l'insécurité et de la flambée du prix des denrées, ces derniers préfèrent vendre leurs produits au marché plutôt que de travailler à la mine -, il faut aussi envoyer des Tirailleurs algériens afin de rétablir la sécurité[1104]. La situation est équivalente aux mines de Sama où les Turcs molestent les ouvriers[1105]. La carte ci-jointe témoigne d'une de ces mines, symbole des intérêts économiques français.



Source : Jacques Thobie, Intérêts et impérialisme français dans l'Empire Ottoman,

Le conflit tourne parfois à la mesquinerie, les Anglais occupant les locaux d'écoles

1102 Héraclée pontique, soit Ereğli actuellement.
1103 *Journal du Général Buat*, p. 823, Perrin, Paris, 2015
1104 SHD 20N205, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire de la République française, 31 août 1919.
1105 SHD 20N158-2, lettre du capitaine Huyard du 11 janvier 1920.

françaises afin d'empêcher la reprise des cours... Néanmoins, Franchet d'Espèrey conserve une certaine hauteur et neutralité, et s'oppose à la publication de textes hostiles aux alliés même s'ils pourraient être favorables à la France[1106].

En effet, les alliés se livrent aussi à une course au « soft power » en utilisant les écoles et les journaux dans leurs langues. Le 22 mai 1919, Franchet d'Espèrey souligne que la presse française a fait mauvais effet par rapport à la presse anglaise qui défend l'intégralité de la Turquie et qui réclame un mandat anglais sur la Turquie. Des notables turcs favorables à la France s'en inquiètent : « *les milieux officiels favorables à notre cause sont eux-même douloureusement impressionnés (...) ils regrettent vivement de voir notre presse prendre position aussi nettement contre eux, car ils ne comprennent pas que la France qui a si bien su s'assimiler les musulmans et qui a ici des intérêts si considérables laisse ainsi sacrifier la Turquie* »[1107]. De même, des intellectuels turcs de culture française, émus de la propagande britannique, lancent un appel à leurs confrères français, adressé en premier à M. Lavisse[1108] ; ce texte est signé par : le préfet de Constantinople, des directeurs généraux de l'agriculture, des travaux publics, de l'enseignement secondaire, des professeurs de facultés, des ingénieurs, d'anciens conseillers d'État qui témoignent de leur affection pour l'influence morale et intellectuelle de la France. Cet appel est transmis par le commandant des armées alliées en Orient « *car il ne contient aucune attaque envers les alliés* »[1109]. Fin octobre, les nationalistes vont même jusqu'à demander à la presse française de publier leurs comptes rendus du Congrès de Sivas[1110], que les journaux ottomans cachent en partie[1111]. Les journaux constituent donc bien un enjeu de pouvoir.

La presse semble être un des vecteurs majeur de cette lutte d'influence et Franchet

1106 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 30 mai 1919.
1107 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 22 mai 1919.
1108 Il s'agit du fameux historien français, Ernest Lavisse, qui a notamment contribué à la rédaction de nombreux manuels scolaires.
1109 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 30 mai 1919.
1110 Congrès des nationalistes turcs en septembre 1919. Ils s'opposent notamment à la politique du sultan et réclament la préservation de l'intégralité de l'espace turc.
1111 SHD 6N202, télégramme de Franchet d'Espèrey au président du conseil, septembre 1919 date illisible.

d'Espèrey de souligner que les Anglais achètent des journaux pour faire pression en faveur d'un mandat britannique sur Constantinople ; si le général en chef n'a « *pas voulu appuyer une campagne de presse en faveur du mandat français* », il estime que *« les agents de l'Angleterre répètent partout que la France se désintéresse de l'Orient étant à bout de souffle* (souligné à la main) *et incapable d'agir en dehors de la France (...) l'opinion turque éclairée est résignée à la perte des régions arabes mais pas plus, et semble résignée à accepter le conseil de surveillance d'une grande puissance avec tact (...) une campagne de presse pro-française serait accueillie avec joie par l'élite intellectuelle et morale de Turquie musulmane et chrétienne* »[1112]. Il n'est pas certain que l'opinion publique turque soit véritablement découragée, le débarquement grec à Smyrne et les premières nouvelles annonçant un traité de paix sévère semblent retourner petit à petit les positions.

Cette influence passe aussi par les établissements religieux français au nombre de 26 à Constantinople et 23 en dehors[1113].

2) Une implication française insuffisante ?

Franchet d'Espèrey va se déplacer plusieurs fois personnellement à Paris afin de tenter de convaincre le gouvernement de trancher les questions de commandement interallié. Il en profite pour rencontrer et influencer le maximum de personnes. Ainsi, il déjeune le 29 septembre 1919 avec le Général Buat qui relate le repas dans ses mémoires et évoque les rapports difficiles avec les Anglais :

« Au déjeuner de ce matin, notre hôte de marque a été le général Franchet d'Espèrey. Il est toujours le même, aussi alerte et vigoureux que jadis. Il a vu beaucoup de choses et il est, sans contredit, plus intéressant qu'à l'époque où commandant un groupe d'armées, il nous entretenait d'affaires... pas toujours à la hauteur de ses hautes fonctions. Et d'abord, il a eu des Anglais sous ses ordres. Ce n'est pas commode de maintenir la cordialité des relations avec nos amis d'outre-

1112 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 31 août 1919.
1113 SHD 20N157, lettre de Gouraud à Franchet d'Espèrey, du 15 mars 1920.

Manche. L'Anglais aime bien, même quand il est soumis à un commandement français, faire ses petites affaires tout seul, mais il aime surtout à faire ses affaires tout court »[1114] .

Le commandant en chef s'impatiente des atermoiements et des avanies sur le terrain. En marge d'un rapport[1115] sur les difficultés que font les Anglais aux Français à propos de la Thrace, il écrit « Vivement Versailles », en espérant que la réunion des chefs de l'Entente aplanisse les désaccords. Il souligne déjà en mai 1919, la nécessité de cette impérative clarification qui ne peut se faire qu'au niveau politique « *il faut aviser au plus vite si la conférence de la paix ne veut pas préluder à la nouvelle organisation de l'Orient par l'anarchie complète* »[1116].

Le « front ottoman » n'a rien eu de mineur, avec au moins 2,5 millions de morts côté ottoman, l'Empire sort donc très affaibli du conflit[1117]. Cependant, les Turcs sont conscients des failles dans l'Entente et tentent d'exploiter ces divisions, Mustafa Kemal cite plusieurs fois[1118] le président Wilson dont les quatorze fameux points sont censés défendre l'indépendance turque. En effet, l'article 12 prévoit qu'« *aux régions turques de l'Empire Ottoman actuel devraient être assurées la souveraineté et la sécurité* ».

En fait, le souci est principalement politique. Clemenceau a tenu à maintenir sous tutelle stricte les militaires, dont le chef des armées alliées d'Orient, en ne lui donnant pas toutes les informations diplomatiques à l'été 1918, puis en fractionnant son armée mais sans nommer rapidement un haut-commissaire à Constantinople qui justement représenterait la France et ses politiques (ce dernier[1119] n'arrive que le 30 mars 1919, Franchet d'Espèrey note dans ses carnets que

1114 *Journal Général Buat*, *op cit,* p. 822.
1115 SHD 6N202, lettre de la Sublime porte à Franchet d'Espèrey, du 10 septembre 1919.
1116 SHD 20N157, lettre du Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 19 mai 1919.
1117 Erickson, Edward J. *Ordered to Die: A History of the Ottoman Army in the First World War*. Westport, CT: Greenwood, 2001.
1118 SHD 20N158, lettre de Mustafa Kemal au haut-commissaire qui transmet à Franchet d'Espèrey, ou lors de discours à Angora, 11 novembre 1919.
1119 Defrance, il était ambassadeur à Bruxelles mais aussi en Iran et au Caire de 1910 à 1918. Il avait déjà été secrétaire à l'ambassade de Constantinople et y avait épousé une Grecque.

c'est « *le seul haut-commissaire allié qui ne soit pas encore en place* »). Ainsi, suivant de trop loin, le gouvernement réagit mal ou trop tardivement ou de manière irréaliste. Le maréchal note ainsi dans ses cahiers le 1er décembre 1918 : « *on doit considérer que la position de commandant en chef des armées alliées, assez largement théorique, apporte plus d'inconvénients que d'avantages* ». En effet, il ne peut ni répondre totalement aux demandes de Paris, ni concentrer entre ses mains la gestion militaire et politique des intérêts français, ce qui aurait été plus simple.

Début 1919, la situation n'a guère changé. Le maréchal observe un parfait loyalisme et reste strictement dans ses attributions militaires mais on sent poindre l'agacement dans ses carnets. Alors qu'il est perpétuellement sollicité de demandes politiques, il renvoie à chaque fois l'affaire au gouvernement en signalant sèchement dans ses carnets : « *je n'ai aucun pouvoir de décision sur le sujet »* [1120] ou *« je ne suis que le commandant des armées alliées* ». La situation est extrêmement complexe et seuls les politiques peuvent trancher ces disputes, mais les circonstances et les manœuvres diplomatiques qui précèdent la rédaction des différents traités de paix rendent une telle résolution quasi impossible. Sur place, en Orient, les difficultés sont inextricables.

Franchet d'Espèrey doit mener sa politique avec des moyens en hommes réduits.

Les difficultés sont vites énormes : d'un côté la France affirme des prétentions impériales sans en avoir les moyens, de l'autre les soldats et l'opinion publique sont las de la guerre. Alors que les « Poilus d'Orient » veulent être rapatriés, la République s'intéresse à la fois à la Turquie, à la Russie, à la Roumanie, aux Balkans...

Il faut savoir que l'armée d'Orient n'avait déjà quasiment pas eu de renforts depuis l'été 1918. Alors quand il s'agit de démobiliser les classes de 1918 et de 1919 (soit respectivement 13 795 et 3 382 hommes), le maréchal s'inquiète : *« libérer la classe de 1918 réduit à néant*

1120 Gastines, *Carnets, op cit,* 24 mars 1919, le gouvernement de Crimée sollicite la protection de la France.

l'encadrement des unités et spécialistes (...) d'où l'impossibilité pour l'armée d'Orient de vivre et de remplir une mission quelconque (...) si elles ne sont pas remplacées (les classes) *il faut prévoir la dissolution de l'armée d'Orient et la cessation de toute influence par les armes en Turquie et dans les Balkans (...) si la dissolution n'est pas prévue, il faut dès maintenant préparer des renforts de 10 000 hommes (...) à ce sujet des événements pénibles sont survenus au commencement de l'année dûs au retard dans l'envoi de renforts et il serait criminel, par défaut de prévoyance, de courir les mêmes risques en face du monde musulman »*[1121].

Les renforts arrivent petit à petit mais ne comblent pas les démobilisations. Franchet d'Espèrey demande début 1919 de maintenir 23 000 hommes[1122], puis, comprenant qu'il ne les aura pas, 20 000 hommes[1123]. L'armée d'Orient semble spécialement manquer d'officiers, en février il en demande 27 en urgence et suggère même des primes afin d'attirer des volontaires[1124]. En Turquie, les forces françaises se limitent à la 122e division située en grande partie à Constantinople et le long du chemin de fer à Gallipoli.

Les effectifs sont parfois squelettiques, le 58e régiment revenant de Russie n'a que 647 hommes en juin 1919, dont 180 à rapatrier[1125]...

Les troupes ne cessent de se renouveler car il convient de régulièrement laisser partir les conscrits arrivés au terme de leur service, ainsi fin décembre 1919, il faut libérer la classe 1918 soit 12 750 hommes (il convient de noter que les chiffres sont parfois imprécis et légèrement différents selon les sources). L'état-major des armées alliées d'Orient indique que les effectifs vont tomber à moins de 10 000 hommes dont un septième de métropolitains, avec un manque de cadres et de spécialistes et « *constituera un groupe informel incapable d'accomplir sa mission* »[1126].

Le 2 décembre 1919, Franchet d'Espèrey écrit au ministère de la Guerre pour présenter les

1121 SHD 20N157, télégramme de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 24 février 1919.
1122 SHD 16N3027, télégramme du général Charpy, chef d'état-major des armées alliées d'Orient au ministère de la Guerre, 27 janvier 1919.
1123 Ibid, télégramme du 27 février 1919.
1124 Ibid, télégramme du 19 et 27 février 1919.
1125 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, du 29 juin 1919.
1126 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 12 décembre 1912.

effectifs de l'armée française d'Orient. Les troupes sont encore de 48 000 hommes et 1 700 officiers mais très dispersées, 29 000 dans l'AFO, 7 300 hommes en Turquie, 8 200 en Macédoine, 3 000 en Hongrie. Par comparaison, les effectifs en août étaient de quasiment 100 000 hommes et 3 680 officiers[1127]. Le rapatriement des forces françaises présentes en Hongrie et en Russie n'a pas compensé la démobilisation. L'armée française en Turquie se compose depuis début 1919 de la 122e division et d'une division territoriale de Turquie.

L'armée française en Orient manque dramatiquement d'effectifs - alors qu'elle doit être présente en Thrace, à Constantinople et en Asie-Mineure - spécialement en terme d'officiers ou de spécialistes, de marins[1128], mais aussi de sapeurs, de radiotélégraphistes, ce qui fait que « le courrier n'arrive plus »[1129]. Le 26 juillet 1919, l'état-major des armées alliées d'Orient estime qu'il manque 50% des effectifs dans l'artillerie, 30% dans la cavalerie, 45% dans le génie, et 30% dans les autres armes spécialisées.

C'est pourquoi les troupes alignées sont dérisoires et clairement insuffisantes, spécialement vu le contexte semi-insurrectionnel de 1919 ; par exemple, une section d'infanterie, soit une cinquantaine d'hommes, doit garder le chemin de fer de Brousse à Moudania (certes ce n'est qu'une vingtaine de kilomètres). Franchet d'Espèrey est bien conscient de cette difficulté et écrit au ministère de la Guerre : « *La situation en Turquie s'est aggravée considérablement depuis un mois par suite de la façon incomplète dont les Anglais ont fait exécuter l'armistice (...) énorme extension de Mustafa Kemal, ses partisans ont mis la main sur les dépôts d'armes et de munitions d'Anatolie et procèdent à de nombreux enrôlements (...) Ce serait compromettre gravement la situation en Orient que de faire immédiatement des prélèvements aussi considérables* »[1130].

Il faut aussi savoir que la présence d'effectifs nombreux permet de peser plus lourd dans les

1127 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 15 août 1919.
1128 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 13 octobre 1919.
1129 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 9 septembre 1919.
1130 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 14 octobre 1919.

négociations sur le commandement, ainsi le maréchal demande le commandement direct en Turquie d'Europe d'autant que les Français ont 19 bataillons contre seulement 8 pour les Anglais[1131].

Devant la démobilisation, la part des soldats issus de l'empire colonial s'accroît sensiblement.

La fin de la guerre sur le territoire métropolitain a entraîné une légitime et compréhensible démobilisation des esprits. Les hommes sur le front d'Orient demandent, comme les autres poilus, à rentrer chez eux. Des troubles ont éclaté en Russie et en Crimée, et Franchet d'Espèrey est très conscient des désirs, qu'il estime légitimes, de ces hommes. Fin décembre, il demande au ministère de la Guerre ce qu'il doit faire des tirailleurs de la classe 17 (800 Algériens et 3 000 Sénégalais) qui vont atteindre les trois ans de présence sous les drapeaux, il évoque « *une baisse de moral* » en cas de non libération[1132].

L'armée française connaît aussi des actes d'indiscipline, conséquence de la lassitude des soldats. Dans un courrier adressé au ministère de la Guerre, l'état-major de l'armée alliée d'Orient dénombre 239 hommes en prévention de conseil de guerre, 18 pour la Russie[1133], et 23 sont des tirailleurs algériens mutinés[1134], de même le 58e régiment a dû envoyer au Maroc 225 hommes[1135]. Il note aussi que certaines unités ont un mauvais esprit, notamment au 7e groupement d'artillerie de montagne appartenant à la 30e DI, il ajoute « *il est de toute nécessité qu'un exemple soit fait* »[1136]. Franchet d'Espèrey confirme sa sévérité traditionnelle.

Les effectifs « blancs », métropolitains, doivent donc être remplacés. Ils le sont essentiellement par des bataillons indigènes, majoritairement tunisiens, algériens ou sénégalais. En

1131 SHD 6N202, de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 14 octobre 1919.
1132 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 17 octobre 1919.
1133 SHD 6N202, état-major des armées alliées d'Orient au ministre de la Guerre, lettre du 17 juin 1919.
1134 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, du 13 avril 1919, 430 tirailleurs algériens dont un officier refusent d'embarquer pour la Crimée, 120 hommes persistent dans ce refus.
1135 SHD 6N202, état-major des armées alliées d'Orient au ministre de la Guerre, 30 août 1919. les hommes sont des mutins du Danube
1136 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 28 mai 1919

effet, ces derniers ne dépendent pas de la prescription, n'ont pas les mêmes obligations militaires et la population française ne fait pas pression en vue de leur libération. L'opinion publique dans les colonies est encore embryonnaire, les plaintes et protestations sont limitées et appréhendées par les autorités comme des désobéissances et non des revendications politiques légitimes ; la réponse qu'elles y apportent est donc la force ou la censure. En théorie, les tirailleurs sénégalais sont engagés pour la durée de la guerre plus 6 mois, or on leur impose de rester davantage alors même que certains tirailleurs sont rapatriés, le maréchal parle « *de risque de grave déception* »[1137]. De plus, ces troupes ne bénéficient pas de la même solde : en effet, le 27 février 1912, la solde des troupes françaises est majorée mais pas celle des tirailleurs, ce qui entraîne des troubles parmi les soldats algériens[1138]. Enfin, ils ne bénéficient pas de permissions. Ainsi, les tirailleurs indigènes eux aussi sont touchés par la lassitude.

Dès fin 1918, les 4e et 17e divisions d'infanterie sont reconstituées au moyen de bataillons indigènes prélevés sur le front du Nord ; ces divisions comportent des régiments à trois bataillons dont un ou deux « blancs » et un ou deux indigènes[1139]. Ce mouvement s'amplifie, en février environ 30 bataillons de tirailleurs algériens sont envoyés en trois fois[1140]. La 122e division est composée pour moitié de tirailleurs sénégalais. En octobre 1919, il y a 12 600 tirailleurs algériens dont 3 500 hommes de la classe 17, libérables[1141].

Pas chers, exploitables, les soldats indigènes vivent bel et bien une discrimination. Ils remplacent à bon marché les troupes métropolitaines qui deviennent très minoritaires sur place. De plus, le maréchal n'est pas totalement satisfait de ces troupes, comme il l'écrit le 3 mars 1919 à Foch : « *Les régiments d'infanterie sont réduits à deux bataillons de 200 hommes chacun. Les bataillons sénégalais de relève, outre qu'ils sont inutilisables pendant cinq mois, sont composés*

1137 Ibid.
1138 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guere, du 22 avril 1919.
1139 SHD 16N3027, télégramme 15458 ministre de la Guerre à Franchet d'Espèrey, du 22 décembre 1918.
1140 SHD 16N3027, télégramme du 29 janvier 1919 du général Charpy, chef d'état-major des armées alliées d'Orient à Franchet d'Espèrey.
1141 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 3 octobre 1919.

uniquement de jeunes soldats recrutés à la hâte parmi des races souvent peu belliqueuses, avec un encadrement blanc notoirement insuffisant »[1142].

Franchet d'Espèrey devient même inquiet. Dès mars 1919, il écrit encore à Foch que : *« l'armée française reste souvent seule pour faire exécuter les ordres de la conférence de Paix, la démobilisation continue la rend incapable de remplir ce rôle (...) les décisions à exécuter vont se multiplier; il faudra compter avec des réactions possibles en Albanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Turquie. »*[1143]. De manière très surprenante, le commandant en chef des armées alliées d'Orient, propose une armée internationale pour agir en Turquie et dans les Balkans. Il souligne que ce serait le prototype de l'armée de la ligue des nations (on pourrait arguer que les armées alliées d'Orient sont déjà une telle force, mais de fait les différents alliés agissent chacun pour leur compte). Grand patriote, il démontre ainsi une ouverture à ce nouvel avatar amené à pacifier les relations internationales. Néanmoins, cette idée n'est pas reprise ensuite.

Après mars les effectifs ne font encore que diminuer, ce qui entraîne une frustration de Franche d'Espèrey, d'autant plus qu'il a l'impression que Paris ne comprend ou ne connaît pas la situation.

Paris ne semble pas très au courant des réalités locales. On semble fort y manquer de cartes et par conséquent de réalisme. Le Général Buat affirme « *Clemenceau ne lutte pas ; d'Espèrey assure même qu'il n'a qu'une vague notion de la géographie du pays* »[1144], et évoque la volonté du « Tigre » d'envoyer une division de Constantinople à Erzeroum, soit une distance de 1 000 km, avec des transports très limités voire inexistants dans l'Est de l'Anatolie. À un autre moment, le président du Conseil demande à Franchet d'Espèrey de traduire les textes en turc qu'il leur envoie car il ne possède pas de traducteurs[1145]... La France impériale n'a pas, là non plus, les moyens de ses

1142 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey à Foch, 3 mars 1919.
1143 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey à Foch, 3 mars 1919.
1144 Buat, *Journal du Général Buat, op cit*, p. 824.
1145 SHD 20N157, lettre de Clemenceau à Franchet d'Espèrey, 3 janvier 1920.

ambitions, alors même que le Quai d'Orsay est en train de réaliser une mue afin de s'adapter aux nouvelles conditions diplomatiques et au rôle croissant de l'économie[1146].

Les cartes manquent parfois à Constantinople même. Ainsi quand le gouvernement ottoman demande la restitution des fusils et des cartouches des douaniers turcs remis au commandant français à Pacha-Liman (Franchet d'Espèrey souligne et met en marge « où est-ce ?»)[1147].

La politique française en Orient n'est pas clairement définie selon le maréchal, il note en effet dans ses carnets le 4 janvier 1919 : « *Pour tâcher d'expliquer au gouvernement la situation en Orient qu'il ignore, je décide d'aller à Paris. Il me semble que le quai d'Orsay et la présidence du conseil s'opposent car ils ne voient pas pareillement les problèmes* ». Il faut dire que Clemenceau a de nombreuses tâches à régler, spécialement sur le Rhin que le maréchal Foch voudrait comme frontière, et a besoin de ménager les Anglo-Saxons ; alors que le Quai d'Orsay possède plus de spécialistes[1148]. Quoiqu'il en soit, ces experts sont divisés, certains étant turcophiles[1149], d'autres plus favorables aux Arméniens par exemple. En fait, si on lit la sortie de guerre selon un schéma braudélien, sur le long terme, on comprend mieux une partie des difficultés[1150]. Le gouvernement se méfiant des militaires, confie la gestion politique de la région aux diplomates, ce qui semble tout à fait logique mais aboutit à un fractionnement des analyses et rend le processus de décision plus lourd. Ces derniers renouent avec leurs pratiques anciennes, leurs pratiques et réseaux différant de ceux des militaires. Ainsi, les partenaires traditionnels turcs et chrétiens sont privilégiés par rapport

1146 Vaïsse Maurice. L'adaptation du Quai d'Orsay aux nouvelles conditions diplomatiques (1919-1939). In: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 32 N°1, Janvier-mars 1985. pp. 145-162.
1147 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire de la République à Franchet d'Espèrey, 27 janvier 1920.
1148 La question des nouvelles frontières en Europe est complexe et comprend de nombreux cas qui retiennent l'attention du gouvernement français comme en Silésie.Voir : Rémy Porte, *Plébiscites et transferts de territoires de l'après-guerre,* ed Soteca, Paris, 2020.
1149 À noter que le colonel Mougin, envoyé comme agent de liaison en avril 1919 auprès du ministère de la Guerre ottoman y rencontre Mustafa Kémal avec lequel il sympathise. Voir P. Dumont, À l'aube du rapprochement franco-turc : le colonel Louis Mougin, premier représentant de la France auprès du gouvernement d'Ankara (1922-1925), in *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk,* Association pour le Développement des Études turques, Turcica, 1981.
1150 Voir sur cette analyse Andurain (d') Julie, « Les sorties de guerre du général Gouraud » , *Cahiers du centre d'Études d'histoire de la défense,* numéro spécial sorties de guerre (2) , septembre-novembre 2007, pp. 31-44

aux Arabes, aux Arméniens et même aux Kurdes. Franchet d'Espèrey perçoit donc bien l'incohérence au niveau de l'État français. D'ailleurs Foch lui-même entretient avec Clemenceau et les alliés de mauvais rapports car il veut peser dans les négociations des traités de paix[1151].

Enfin, aucun des traités passés avec les alliés, spécialement la Grande-Bretagne, ne règle définitivement les tensions, ni ne répartit clairement les compétences ou zones d'influence de chacun. Ainsi Clemenceau, qui n'est pas si inactif que le maréchal le dit parfois, écrit au Quai d'Orsay afin de demander un accord sur l'interprétation de la convention de Londres du trois décembre 1918, « *afin d'éviter de nouveaux froissements pénibles* » dans le but de prolonger la zone qui dépend de Constantinople jusqu'à Koniah (sic)[1152].

La politique française est doublement indécise : dans ses objectifs et dans les moyens qu'elle désire y accorder.

De plus, Paris a tendance à oublier que Franchet d'Espèrey est un chef interallié même si de fait, il ne communique quasiment qu'avec la France et ne commande plus guère ; ainsi, le gouvernement français lui demande d'envoyer le matériel de chemin de fer confisqué aux Turcs en Syrie, or il appartient aux alliés comme le maréchal le rappelle[1153].

Et surtout, l'emploi des forces alliées dépend avant tout du général Anglais Milne qui obéit directement à son gouvernement.

Le maréchal est le destinataire d'un très imposant courrier qui couvre aussi bien les Balkans que la Russie. Il reçoit des représentants de diverses communautés. Le 9 septembre 1919, des représentants assyro-chaldéens demandent d'envoyer un délégué à la conférence de Paris car ils auraient combattu avec l'Entente, mais le maréchal ne répond pas[1154]. À partir de la fin de l'année, il

1151 Voir Becker JJ *Clemenceau chef de guerre,* Armand Colin, Paris, 2012, pp. 155-156.
1152 SHD 16N3027, lettre du président du conseil au ministère des Affaires étrangères, Franchet d'Espèrey est mis en copie, 26 février 1919
1153 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 26 novembre 1919.
1154 SHD 20N157, lettre.du représentant des assyro-chaldeens à Franchet d'Espèrey, 10 novembre 1919.

faut aussi gérer les nombreux réfugiés russes qui fuient devant les bolcheviks par dizaines de milliers, alors que Constantinople est déjà très peuplée et sous-tension ; on organise leur arrivée en périphérie et leur répartition entre les différents pays de l'Entente[1155]. Le 21 mars 1920 débarquent 10 000 blessés et 30 000 femmes et enfants, dont 20 000 sans aucune ressource ; le 29 mars 1920, Franchet d'Espèrey note dans ses carnets : *« la ville regorge de Russes (...) Bulgares et Grecs en prennent mais s'en déclarent saturés (...) Les Anglais les emmènent à Chypre et en Égypte et il en arrive toujours»*. Face à la surpopulation, il faut même interdire le débarquement de passagers de 3e classe sauf s'ils ont un passeport délivré par un représentant allié[1156]. On l'informe aussi des mouvements qui se préparent à l'Est et de l'attaque de l'Arménie mais il ne peut rien faire, la zone dépendant des Britanniques.

Pour combler son besoin d'action, et parce que cela constitue son style de commandement, Franchet d'Espèrey effectue de nombreux voyages, spécialement en Hongrie, en Bulgarie et en Russie. Pour la Turquie, cela se limite à Constantinople et sa banlieue et la Thrace, ce qui démontre son impuissance voire un certain découragement. Il est toujours accueilli somptueusement par les autorités civiles et religieuses et même souvent par la population. Pierre Gosa[1157] estime que cela traduit l'immense popularité du maréchal. Gageons que les pays de l'Entente accueillent avec gaieté le commandant en chef mais pour les Turcs et autres vaincus, ces réceptions sont avant tout politiques. Les Turcs de Thrace veulent le convaincre que la région est avant tout musulmane. Inversement, à Constantinople, il rencontre rapidement les patriarches arméniens et grégoriens catholiques : *« tous relèvent la tête et pensent que mon arrivée sonne le glas de la domination musulmane »* note-t-il dans ses carnets le 10 février 1919. Franchet d'Espèrey, qui sans être vaniteux est sensible aux honneurs, écrit à sa famille le 2 novembre 1919 après une visite du Mont Athos : *« j'ai visité quatre des vingt monastères, dans 2 on a chanté des Te Deum en mon honneur (...) moi*

1155 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire à Franchet d'Espèrey, 14 novembre 1919.
1156 Ibid, 4 décembre 2019.
1157 Pierre Gosa*, op cit.*

siégeant dans le siège de l'évêque, sous le dais comme l'empereur porphyrogénète[1158] *»*. Le maréchal est lucide, il sait qu'on attend de lui des faveurs, comme il le confie à sa famille le 29 novembre : *« la moitié de l'Europe est pendue à mes basques pour me demander du secours, alors que j'ai des moyens restreints, et des alliés jaloux ».*

Il décide alors d'aller à Paris discuter directement avec les politiques dont il dépend et dont il attend les décisions, en espérant pouvoir les convaincre. Il arrive le 10 septembre 1919 à Paris et visite rapidement les hommes qui comptent. Il trouve Clemenceau, président du conseil, et Pichon, ministre des Affaires étrangères, très aimables ; néanmoins, il trouve Clemenceau ; « *vidé : incohérence, ignorance, indécision* »[1159].

Sur le terrain la situation se tend régulièrement.

À Constantinople même, l'occupation des alliées est mal vécue. Un certain nombre de rixes opposent les soldats français à la police turque ou aux civils. Par exemple, le 31 août 1919[1160], devant un parc, un cocher turc renverse un soldat français en refusant un contrôle routier. S'ensuit une rixe où le cocher tue un militaire. Les soldats français poursuivent alors la voiture et tirent sur la police turque en s'efforçant de rentrer dans le parc. Ils blessent le portier et un policier qui en interdisaient l'entrée, la police turque et quelques civils ripostent et d'autres agents de police militaire turque arrivent encore. La police alliée parvient à rétablir le calme mais le bilan est assez lourd : il y a neuf tués, dont un officier, et une dizaine de blessés côté français, quatre femmes turques, trois agents de police, un agent de police militaire turc sont blessés et un garçon tué. Il est intéressant de voir que les autorités policières s'opposent aux Français et qu'elles sont rejointes par la population. On comprend les difficultés à faire appliquer l'armistice et à maintenir l'ordre, d'autant que la police et la gendarmerie turques sont en théorie sous les ordres des autorités

1158 C'est-à-dire l'empereur byzantin, littéralement celui qui est dans la Porphyra, une salle du palais. La majorité des monastères de l'Athos datent en effet de cette époque.
1159 Gastines, *Carnets, op cit*, au 13 septembre 1919.
1160 SHD 20N205, rapport secret du SR de la marine à l'état-major des armées alliés d'Orient, 1er septembre 1919.

d'occupation. Les Français reçoivent, par le biais d'un agent de renseignement, le compte rendu d'un Turc qui y a participé qui déclare : « *nous nous concertâmes tous pour dire que nous ne savions rien de la chose. En effet, après interrogatoire, la direction générale de la police nous relâcha. Seulement un imbécile agent de police turque eut le toupet d'avouer qu'il avait tué un soldat français et il fut emprisonné »*[1161]. Ce dernier regrette même l'absence de soldats grecs car ils « *en auraient profité pour leur montrer leur bravoure* ». On voit ici l'hostilité traditionnelle turco-grecque qui s'exprime et la rancœur des premiers qui ne s'estiment pas vraiment vaincus et présentent un fort ressentiment envers ceux qui vont les « spolier » de la terre turque. L'échauffourée donne lieu à une propagande contre les Français à Alep, à Beyrouth et en Syrie, qui les accuse de « *tuer beaucoup de gens paisibles* ».

Cet incident n'est pas isolé, on apprend par exemple que le 14 novembre des volontaires turcs ont tiré sur un train[1162] ; le 31 août 1919, des troubles éclatent aux environs de Sainte Sophie entre des soldats malgaches et des policiers turcs et aboutissent à la mort de deux tirailleurs sénégalais venus en renfort[1163]. Le 22 août, les Français arrêtent des pêcheurs faisant du trafic d'armes ; le 25 du même mois, un soldat français est blessé à un puits car les Turcs ont voulu remplir leurs bouteilles d'eau avant lui, le Français a alors fait appel aux tirailleurs malgaches et les Turcs ont répondu par des coups de feu. On note aussi une rixe entre soldats français et police turque qui fait quelques morts parmi les soldats début septembre[1164]. Les Turcs acceptent mal les obligations afférentes à la présence française, par exemple le 14 février 1920, les Turcs demandent une dispense de corvée pour la population d'un quartier de « Stamboul » censée construire une route[1165]. La tension est immanente et globale.

1161 Ibid.
1162 SHD 20N157, rapport adressé au Franchet d'Espèrey, 14 novembre 1919.
1163 SHD 20N157, incident évoqué dans une lettre du 15 janvier 1920. Les soldats appartiennent à la 122e division d'infanterie.
1164 SHD 20N205, lettre du 2 septembre 1919.
1165 SHD 20N157, pétition adressée à Franchet d'Espèrey, 14 février 1920.

3) L'irruption kémaliste

La révolte kémaliste va changer la donne régionale.

Mustafa Kemal part le 16 mai 1919 en Anatolie pour reprendre en main la région au nom du Sultan. Mais la veille, le 15 mai, les Grecs ont débarqué à Smyrne et cela choque l'opinion turque qui va réagir. Kemal va s'employer à développer et à récupérer cette réaction même s'il semble que la révolte ait été préparée par le Comité Union et Progrès[1166] , et a pour base le 15e CA soit 20 000 hommes. Le 22 juin 1919, il critique la politique menée à Constantinople et rentre de fait en rébellion en convoquant un congrès[1167]. Les maladresses grecques permettent ensuite le développement de la révolte, comme le souligne l'état-major des armées alliées d'Orient au ministère de la Guerre : « *le mouvement nationaliste aurait pu avorter mais les événement de Smyrne et Ménemen ont augmenté la colère et lui ont facilité la tâche* »[1168]. Les premiers rapports français soulignent la faiblesse des effectifs dont disposent les révoltés.

Le premier discours qu'il émet lors de son arrivée à Angora en décembre 1919 est intéressant : il affirme que les Turcs respectent depuis des siècles *« la vie et le bien de nos compatriotes non musulmans (...) On prétend que nous ne sommes pas capables de gouverner nos compatriotes non musulmans. On prétend aussi que nous ne sommes capables de rien. On nous accuse donc d'injustice et d'incapacité (...) Jamais, Messieurs, dans le monde un peuple n'a existé, qui respecte autant que nous les mœurs et les croyances qui ne sont pas siennes (...) Les incidents, très malheureux qui ont surgi dans notre pays ont une origine tout à fait exceptionnelle (...) Chez nous, il n'y a pas de pogroms. Messieurs, à un moment donné, la Conférence Interalliée a même prêté l'oreille à ces calomnies. Mais en tout cas, dans le monde il y a le droit. Et le droit prime toujours la force* ». Il attaque aussi le grand vizir Ferid Pacha[1169], qui admet l'existence d'une grande

1166 On parle aussi des « jeunes turcs », ils ont pris le pouvoir en 1909, ils sont écartés du pouvoir après l'armistice.
1167 Voir Fabrice Monnier, *Atatürk*, CNRS Éditions, Paris 2015. p 127-129.
1168 SHD 20N157, lettre de l'état major des armées alliées d'Orient au ministère de la Guerre, 2 juillet 1919.
1169 Damat Ferid Pacha , 1853-1923, homme d'État ottoman, Grand Vizir deux fois en 1919 et 1920. Il signe le traité

Arménie et que la frontière turque soit au Taurus (amputant donc la Turquie de la Cilicie) : « *de semblables hommes d'état ont fait tout leur possible pour que le monde entier nous croit bien morts* ». Il évoque l'invasion de Smyrne et présente son mouvement comme une révolte spontanée populaire. Il accepte des frontières pour la future Turquie avec Alexandrette et Mossoul inclus, car cette zone ne « *contient pas de race arabe, mais une majorité de Turcs et de Kurdes* ». Enfin, il conclut : « *Le Khalife ne peut pas être sous la protection d'une autre puissance. Mais nous acceptons l'aide financière et civilisatrice* »[1170].

Déjà le 11 novembre 1919, alors que les « poilus » viennent occuper Aïntab, Marache et Ourfa[1171] évacuées par Anglais, il écrit au haut-commissaire français[1172] : *« les Puissances de l'Entente ne peuvent pas renoncer à leurs projets de priver notre nation, notre patrie de ses plus belles parties. Sans attendre les décisions du Congrès de la Paix, ils mettent en exécution leurs projets, en disant que c'est une occupation d'un caractère provisoire, une mesure de précaution. Elles ne veulent pas prendre en considération que l'Empire ottoman a une brillante existence historique de sept siècles et qu'il possède tous les éléments pour se régénérer vite et d'une façon puissante (...) les procédés et les oppressions des Puissances de l'Entente sont peu humanitaires, mais ils sont aussi contraires à la justice et aux principes proclamés si hautement, si pompeusement à la conférence de la paix (il cite l'article 12 des 14 points de Wilson)*. Selon lui, les massacres et les exterminations sont l'œuvre des Grecs et surtout des Arméniens. Il conclut : « *En disant ce qui précède nous voulons être l'interprète du vœu unanime de la nation qui d'ailleurs ne poursuit aucun autre but que celui de défendre ses droits légaux. Nous désirons faire entendre nos légitimes lamentations aux nations de l'Europe et de l'Amérique, qui nous n'en doutons pas, n'admettraient pas ces injustices* ».

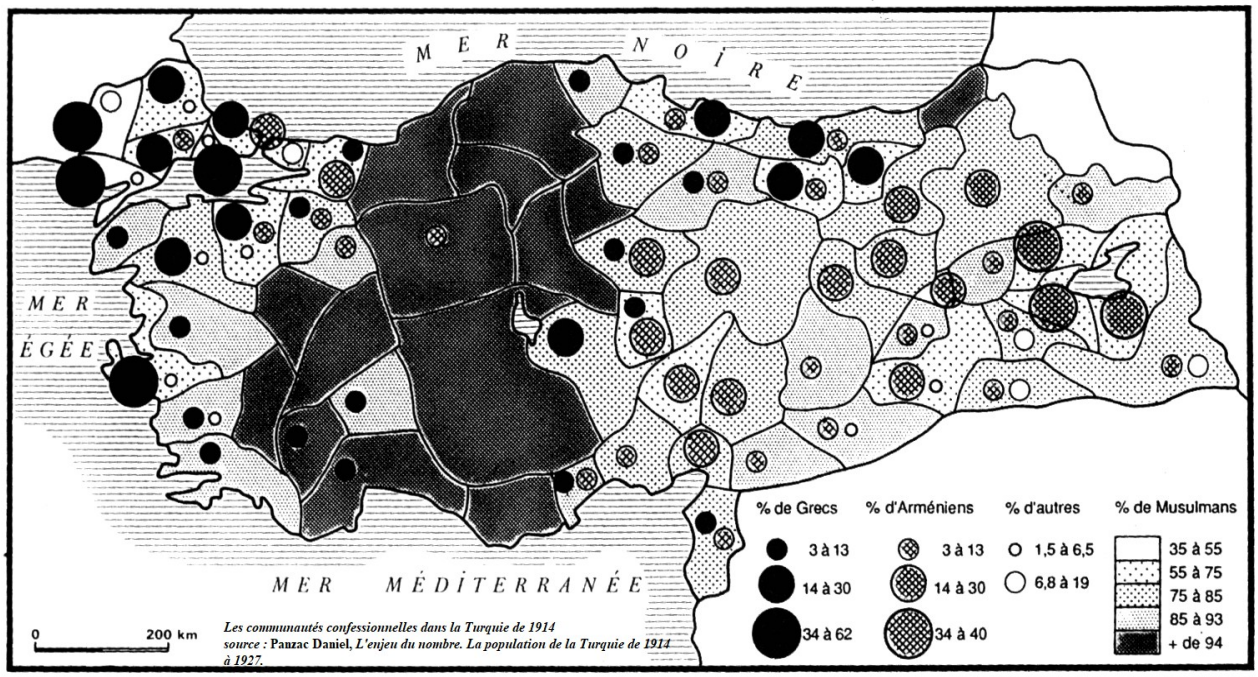
de Sèvres. Il appartient au parti « libéral » qui s'oppose aux nationalistes.
1170 SHD 20N158-2, compte rendu du discours de M. Kémal.
1171 Les actuelles Gaziantep, Kahramanmaraş et Şanlıurfa. En Cilicie ou dans la partie est de celle-ci, en tout cas elles sont dans la zone délimitée revenant aux Français et au nord de la Syrie.
1172 SHD 20N158, lettre de Mustafa Kémal au haut-commissaire de la République française, 11 novembre 1919.

Pour appréhender la situation, l'état-major peut s'appuyer sur de nombreux comptes rendus issus du service de renseignement de la Marine, pas moins de trois très détaillés entre septembre et octobre 1919. Ces documents proviennent de récapitulatifs de la presse locale, de différentes informations recueillies par ses agents ou de voyages sur place.

Le renseignement français semble tout d'abord hésiter sur la nature du mouvement kémaliste, est-il pantouraniste (c'est-à-dire favorable à une grande Turquie jusqu'au Caucase), est-il panislamiste[1173] ? Ou au contraire reprend-il l'idéologie du Comité Union et Progrès qui était plus laïque ? Les kémalistes insistent sur le caractère musulman des territoires qu'ils prétendent conserver : « *les territoires englobés dans les frontières à la date du 3 octobre 1919 forment un tout uni et leurs habitants musulmans un seul bloc »*[1174]. Ils demandent la sauvegarde du Califat même si les nationalistes organisent des congrès parlementaires et parlent d'adhésion de la nation, se plaçant ainsi dans une optique de monarchie plus constitutionnelle et se fondant sur la légitimité nationale : « *la nation, qui est parvenue à réaliser son désir, occupe toute l'Anatolie et s'est assurée l'adhésion nationale au congrès d'Erzeroum, au nom de toute l'Asie Mineure le 7 août 1919 (...) et à Sivas le 11 septembre 1919, dont elle a eu l'honneur d'annoncer le résultat au monde entier »*[1175].

L'ambiguïté s'exprime de manière encore plus paradigmatique dans le rapport aux non-musulmans qui sont relativement nombreux comme la carte le résume (la situation en 1919 a évolué, il y a notamment moins d'arméniens).

1173 SHD 20N157, un rapport de juin 1919 souligne la présence de plusieurs députés du Caucase. Lors d'une discussion avec un délégué de Batoum (qui n'est pas une province turque), l'officier de renseignement surpris de voir sa présence se voit répondre : « *oui mais il n'y a qu'un islam*. »
1174 SHD 20N205, rapport du capitaine Boisseaux à Franchet d'Espèrey, 28 septembre 1919.
1175 SHD 20N205, lettre de Mustafa Kemal aux ambassadeurs d'Espagne, du Danemark et des Pays-Bas.



Tout d'abord, lors de son premier discours à Angora, Mustafa Kémal affiche une mauvaise foi absolue qu'il faut souligner. Les rapts de chrétiens balkaniques ont existé pendant toute la période impériale et, depuis la fin XIX^{e} siècle, les attaques envers les chrétiens s'intensifient, par exemple à l'encontre de Bulgares en 1876 à Batak, et d'Arméniens de 1894-1896. Pourtant il affirme : « *jamais, Messieurs, dans le monde un peuple n'a existé, qui respecte autant que nous les mœurs et les croyances qui ne sont pas siennes ».* De même pour le « génocide » qu'il évoque à peine en ces termes : « *incidents malheureux* ». Il faut souligner qu'au contraire le grand vizir reconnaît le 11 juillet 1919 les massacres d'Arméniens.

Ensuite lors du Congrès de Sivas, il est clairement dénié tout privilège aux non-musulmans, on pense aux Grecs et aux Arméniens, *« toutes mesures tendant à assurer au profit des non-musulmans une hégémonie ou des privilèges portant préjudice à notre vie sociale sont inacceptables »*[1176]. Cependant, les nationalistes turcs affirment farouchement et régulièrement que les non-musulmans n'ont rien à craindre et que les massacres de chrétiens, imputés aux Ottomans, n'existent pas : *« les persécutions signalées au gouvernement des États-Unis n'étaient que des racontars sans fondement, propagés par des gens désireux de semer la discorde (...) le calme règne*

1176 SHD 20N205, rapport du 28 septembre 1919.

dans toute la Turquie. Les nations étrangères sont protégées et aucun chrétien ou étranger ne risque aucun danger »[1177]. Sur ce point ils recoupent l'opinion du sultan, qui va même jusqu'à demander régulièrement des mesures de protection des Turcs contre la sauvagerie des Grecs ou des Arméniens. La récurrence de ces dénégations stupéfie. L'inversion est implacable : ce sont les violences, en retour, de quelques Arméniens qui constituent le problème. De même, les violences, réelles, grecques, sont mises en avant et instrumentalisées pour motiver la population à rejoindre les rebelles. Par exemple, le Patriarcat Œcuménique, pas forcément fiable, écrit au Bureau des Renseignements que les kémalistes excitent la population musulmane contre les Grecs : *« On donne des représentations cinématographiques où l'on fait passer sur l'écran des scènes fantastiques de crimes et de sévices horribles commis soi-disant par les troupes helléniques contre les musulmans (...) On vit dans l'angoisse en proie au plus grand désespoir »*[1178]. La cohabitation pacifique vantée s'annonce en effet bien mal... On peut même considérer, vu le nombre incroyable de documents turcs qui accusent les Arméniens ou qui nient toute violence à leur encontre, que le nationalisme turc est consubstantiellement négationniste[1179]. C'est-à-dire que la dénégation répétée, implacable et d'une extraordinaire mauvaise foi des violences envers les chrétiens constitue une base du discours nationaliste, incapable d'accepter ses erreurs et failles.

Les kémalistes adressent au sultan des lettres où ils réclament le maintien de l'intégrité du territoire turc :

« les Ottomans (...) ne peuvent pas admettre que l'article 12 des principes wilsoniens ne leur soit pas appliqués (...) les provinces où vivent 75-90% de Turcs et ne peuvent être données à des puissances battues il y a quelques années[1180] *(...) Blessés dans notre amour propre national, nous*

1177 SHD 20N205, rapport du 16 septembre 1919. Notons que les renseignements français n'y croient pas, le 14 août ils soulignent que le mouvement prend un tour de plus en plus xénophobe.
1178 SHD 20N205, lettre du Patriarche oecuménique au QG AAO, date non précisé.
1179 Voir Yves Ternon, *Guerres et génocides au XX^e siècle, architectures de la violence de masse,* O. Jacob, Paris, 2007.
1180 Il fait ici référence à la Bulgarie lors de la seconde guerre balkanique de 1913. Les autres puissances ont régulièrement battu les Turcs.

avons juré de recevoir la mort non pas avec platitude mais en mélangeant notre sang à la chair de nos ennemis (...) nous attendons de vous (le sultan) *de ne pas diviser le pays en deux (...) les Turcs ne consentiront jamais à ce que la moindre parcelle de notre terre habitée par des Turcs, nous soit soustraite et à ce qu'on limite notre indépendance. Comme le prescrit notre religion, nous voulons l'égalité et la liberté pour nos compatriotes non-musulmans (...) Pas un pouce du sol des provinces orientales ne peut être donné ni aux Arméniens ni à aucune puissance. Si les Puissances Européennes veulent servir réellement l'humanité et éviter une effusion de sang, elles devraient accepter les vœux que nous exprimons (...) pour prouver leur bonne volonté, elles devront évacuer nos provinces, comme Smyrne, Adana, etc. »*[1181]. Ils concluent en demandant la démission du gouvernement.

Franchet d'Espèrey envoie cette note au ministre de la Guerre français, en précisant que le texte a été obtenu par un agent spécial et que le gouvernement ottoman ne l'a pas communiqué aux autorités alliées, de plus le Grand Vizir n'aurait pas osé montrer ce télégramme au sultan[1182].

Bien que fragile, le pouvoir kémaliste se développe durant tout l'automne 1919, et continue à être bien observé et assez correctement analysé par le renseignement militaire français qui est le premier, parmi les alliés, à en mesurer l'importance. Le commandant Labonne[1183] envoie un rapport en octobre 1919, évoquant la constitution d'une armée dans laquelle on intègre les irréguliers sous les ordres d'Edhem Bey, présenté comme un célèbre chef de bande dans toute l'Asie Mineure. Kemal tente de discipliner ses troupes, par exemple le 15 juin un soldat est pendu pour vol auprès d'un paysan. Néanmoins, les premières bandes s'apparentent largement aux brigands traditionnels dont elles proviennent. Ces forces se composent alors d'une infanterie montée de 1 300 chevaux qui a servi à Smyrne contre les Grecs, ainsi que de 2 700 hommes circassiens ; les effectifs sont complétés de recrues venant des prisons et de prisonniers de guerre libérés par les Anglais. Les

1181 SHD 20N205 et 6N202, 14 septembre 1919.
1182 SHD 20N205, la date n'est pas indiquée mais on peut imaginer que c'est en octobre 1919.
1183 SHD 20N157, rapport du commandant Labonne au QG AAO, octobre 1919.

nationalistes manquent de charbon et de mazout mais disposent de troupes mobiles de 10 000 hommes. L'auteur du rapport considère que le pouvoir de Kemal s'effondrerait face à une opération coordonnée des puissances mais « *il faudrait une action en Cilicie et un débarquement italien à Antalya, ainsi qu'une augmentation des effectifs anglais à Ismidt et de donner carte blanche aux Grecs* ». Pour accroître le mécontentement, il propose alors d'effectuer un blocus économique, de faire baisser les revenus (le port de Mudanya rapporterait 4 000 Livres par jour) et de s'emparer du chemin de fer. Les bolcheviks auraient expédié en un mois 30 000 fusils, 4 batteries de 77 et même 4 tanks. Il suggère de débaucher Edhem Bey.

« Pour les nationalistes exempts de tout scrupule et à la mentalité orientale, l'ennemi actuellement le plus vulnérable puisque le plus décidé à s'entendre, c'est, il ne faut pas se le dissimuler, la France. C'est contre notre pays que depuis six mois ils concentrent leurs efforts (...) la situation actuelle est le résultat des atermoiements des puissances et du retard ».

L'analyse est intéressante et illustre bien la transformation de l'Entente en mésentente et la fragilité initiale du pouvoir kémaliste. Par contre, au départ,, l'effort principal n'est pas spécialement dirigé contre la France, mais plutôt contre les Grecs ; la situation ne s'aggrave et ne se tend qu'avec l'occupation française de Cilicie fin 1919. Et en effet, le pouvoir rebelle n'hésite pas à solliciter l'aide des communistes russes qui sont indirectement visés par cette proclamation du congrès de Sivas : « *accueille toute aide financière ou industrielle avec n'importe quelle puissance qui respecte les principes de la nationalité et n'ait pas de visées de conquêtes sur notre pays formé des régions se trouvant en notre domination au moment de la signature de l'armistice le 30 octobre 1918* »[1184]. D'ailleurs, dans un premier temps, début septembre, le service de renseignement n'évalue pas bien ce lien, tant avec les communistes qu'avec les anciens unionistes et considère que la rébellion « *n'a aucun lien avec les bolcheviks ni avec les unionistes (...) qu'il s'agit d'un mouvement nationaliste musulman, pas antidynastique* »[1185]. Il faut dire que Mustafa Kemal a su semer le doute par ses

1184 SHD 20N205, rapport du SR au QG AAO du 28 septembre 1919.
1185 SHD 6N202, rapport du SR au QG AAO, 9 septembre 1919.

discours parfois contradictoires et de circonstance, en ne s'opposant frontalement ni au Sultan ni à la religion.

Ainsi, les kémalistes obtiennent de nombreux ralliements à mesure que la présence grecque s'intensifie et que les premières rumeurs sur le traité de paix, très défavorable à la Turquie, émergent. Franchet d'Espèrey souligne au haut-commissaire de la République mi-octobre 1919 que : *« on assiste à une réaction contre l'occupation de Smyrne qui a entraîné des actions contre le chemin de fer et du brigandage (...) Les nationalistes s'opposent à l'occupation du territoire turc (...) les officiers sont au cœur de la révolte »*[1186]. Par exemple, on apprend que les nationalistes à Andrinople ont exigé le ralliement des autorités locales, mais le Vali, c'est-à-dire le gouverneur, et le préfet de police ont refusé et se sont mis sous la protection de l'armée française. Quant au détachement allié, on lui prescrit de rester neutre et de n'intervenir qu'en cas de troubles ou de massacres non réprimés[1187]. De même, un commandant de corps d'armée turc Saïd Pacha refuse de lutter contre les bandes nationalistes, car il affirme : « *évitons de faire couler le sang des musulmans* », il veut même aider les nationalistes auxquels il se rallie finalement[1188]. La passivité de l'Entente permet donc bien l'expansion du mouvement nationaliste, qu'elle ne reconnaît officiellement pas, mais rien n'est fait pour aider le gouvernement ottoman légal. Pourtant les Britanniques luttent bien contre les nationalistes en Anatolie.

À partir de septembre, les communications sont malaisées, les cheminots se mettent en grève, réclament de séparer les civils grecs des musulmans et de transporter aussi les forces nationalistes[1189] ; Zengenldak[1190] est momentanément coupée de Constantinople[1191] et ce n'est pas une exception.

Enfin, la révolte nationaliste s'appuie largement sur l'islam dans ses débuts et espère entrer

1186 SHD 20N158, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire de la République, 10 octobre 1919.
1187 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 8 octobre 1919.
1188 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 20 septembre 1919.
1189 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire, 5 septembre 1919.
1190 Actuelle Zonguldak à une centaine de kilomètres de la capitale.
1191 SHD 20N157, 25 septembre 1919.

en résonance avec le panislamisme qui se développe dans d'autres pays. Ce mouvement correspond à un mouvement intellectuel et libéral qui aspire à créer une « union des musulmans » comme un moyen de sauvegarder l'empire et qui ferait contrepoids au panslavisme et au pangermanisme. Évidemment, un tel mouvement comporte une dimension subversive vis-à-vis de l'ordre colonial, et constitue une menace à la fois interne (les musulmans des empires de l'Entente) et externe (les Ottomans contre l'Entente).

Tout ceci inquiète les Français. Le chargé d'affaire en Égypte écrit à Franchet d'Espèrey[1192] en décrivant l'opinion publique égyptienne : cette dernière serait divisée entre nationalistes modérés et extrémistes, car « *la recrudescence de l'impérialisme ne répond pas au sentiment des peuples* », de plus les « *extrémistes cherchent à se servir du levier puissant de la solidarité islamique* » et à se rapprocher des jeunes Turcs et des nationalistes maghrébins, et de conclure : *« L'argument des néo-panislamistes est de représenter que la France est en Asie-Mineure la protectrice des chrétiens allogènes contre les musulmans (...) et ils veulent multiplier les insurrections afin d'obliger à maintenir des effectifs considérables sur place ».*

Inquiète aussi des l'hostilité des Arabes en Syrie, la France cherche des solutions de rechange et Franchet d'Espèrey propose sa protection au chérif Ali Haidar[1193] qui la sollicite, car *« il y a avantage à nous attacher ce chef religieux et à lui donner la protection française qu'il demande de crainte qu'il ne se jette dans les bras d'un de nos alliés (...) il est influent sur les tribus arabes* »[1194].

B) 1920 : une situation inextricable, la crise entre les alliés et en Cilicie

1) La mésalliance

Tout d'abord, la crise s'aggrave entre les alliés.

1192 SHD 20N157, lettre chargé d'affaires en Égypte à Franchet d'Espèrey, 22 août 1919.
1193 Nommé émir de la Mecque par le sultan lors de la Grande Guerre pour faire pièce au chérif Hussein.
1194 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 15 mai 1919.

Pour commencer, Franchet d'Espèrey se plaint de la répartition des troupes alliées, selon lui favorable aux Britanniques: *« leur but est toujours le même : réduire les troupes françaises qui sont à Constantinople, placer ces troupes ainsi prélevées en des points où elles se trouvent sous le commandement britannique et obtenir de cette manière la haute-main sur toute la Turquie (...) à noter qu'ils n'ont fourni que 40 hommes pour la Thrace occidentale »*[1195].

De plus, le commandant en chef doit s'occuper de multiples sollicitations, ce qui l'agace parfois : par exemple, le ministère des Affaires étrangères ottoman demande la libération de femmes et de filles impliquées dans un vol d'armes à Akbache (aux Dardanelles)[1196], or, les Turcs estiment qu'il n'y a pas de preuve et que cette incarcération est donc « *contraire aux principes de justice* » (passage souligné et annoté avec un point d'interrogation par Franchet d'Espèrey). De même, le haut-commissaire de la République l'informe de menaces turques contre Scutari (un district de Constantinople) et envers les Arméniens, et comme les forces italiennes sont peu nombreuses, il lui demande de prévenir les Anglais. Le maréchal marque alors en rouge : « *la situation ne dépend pas de nous* ». À ce grand soldat, on sent que pèsent la déception et l'impuissance.

C'est pourquoi il va faire un ultime voyage à Paris et même à Londres. Ainsi, en février 1920, il déjeune à Londres avec Millerand, et voit Foch. *« on ne s'est pas encore occupé de la Turquie. Toute l'activité se porte sur la question allemande. Cela ne va pas vite et la question turque est remise aux calendes »*[1197]. Les espoirs s'envolent, mais il faut revenir à Constantinople.

Début mars 1920, Franchet d'Espèrey n'est pas présent – il rentre le 11 – et son remplaçant Charpy est invité par les Anglais à une réunion au cours de laquelle on envisage les actions à prendre à Constantinople. Le général anglais Milne souligne qu'il doit avant tout obéir à son gouvernement, alors que le commandant des armées alliées d'Orient par intérim considère que

1195 SHD 20N157, lettre secrète de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre français, 1er mars 1920.
1196 SHD 20N157, lettre du ministère des Affaires étrangères ottoman à Franchet d'Espèrey, 4 février 1920.
1197 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille du 13 février 1920.

le général Milne doit se conformer aux règles ou supprimer le commandement interallié[1198]. Pour leur part, les Britanniques ont été très clairs : Lloyd George déclare le 10 mars 1920 que Franchet d'Espèrey n'a pas à exercer le commandement à Constantinople et que le général Milne ne lui obéira pas[1199].

Devant le manque de coopération du gouvernement ottoman et pour prévenir les troubles qui devraient survenir lors de la conclusion du traité de paix[1200], les Britanniques décident sur ordre direct de leur gouvernement, d'occuper les différents ministères ottomans dans la nuit du 15 au 16 mars 1920, et arrêtent une centaine de personnes. Il s'agit aussi de faire pression sur la Sublime Porte. Franchet d'Espèrey considère que certaines arrestations ne sont pas justifiées et qu'il y a un risque pour les agents alliés en Anatolie, il faut donc rappeler les officiers de renseignement ; il craint aussi que la voie ferrée ne soit coupée ce qui mettrait en danger le ravitaillement de Constantinople[1201]. Les Hauts-commissaires alliés exigent du gouvernement du Sultan un désaveu officiel de Mustafa Kemal[1202].

Plusieurs lettres du 15 mars 1920 mettent bien en avant le désaccord fondamental entre les Anglais et le commandant des armées alliées d'Orient. Ce dernier, écrivant au général anglais Milne, approuve les initiatives prises en son absence mais affirme qu'il ne doit pas y avoir d'action majeure sans son accord, il s'appuie sur l'article 6 de la convention interalliée du 3 décembre 1918 selon lequel les troupes britanniques de Turquie d'Europe sont sous son commandement[1203]. Le même jour, le haut-commissaire français confirme que les « Anglais » tendent à agir seuls, qu'ils n'informent leurs alliés de leurs actions qu'avec retard et il suggère d'inviter le commandement britannique à venir conférer des opérations envisagées et recevoir des directives[1204], proposition assez peu réaliste, les Britanniques ayant agi de manière unilatérale sur ordre de leur gouvernement.

1198 SHD 6N204, lettre de Charpy au ministère de la Guerre, lettre 20 mars 1920.
1199 SHD 7N3210, lettre de l'attaché militaire à Londres au ministre de la Guerre, 16 mars 1920.
1200 Il s'agit du traité de Sèvres qui en août 1920 ampute la Turquie de larges territoires.
1201 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire de la République, 23 mars 1920.
1202 SHD 20N157, lettre des haut-commissaires au Grand Vizir, Franchet d'Espèrey est en copie, 16 mars 1920.
1203 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey à Milne, 15 mars 1920.
1204 SHD 6N204, lettre du haut-commissaire de la République à Franchet d'Espèrey, 15 mars 1920.

En effet, le 16 mars 1920 le général Milne répond qu'il a reçu l'instruction de son gouvernement d'exécuter les ordres du haut-commissaire britannique, ce qui de fait met fin à sa subordination, déjà toute théorique, envers Franchet d'Espèrey ; ensuite il précise : *« il m'est impossible d'accepter l'allégation que vous avez cru devoir m'adresser dans votre lettre, (celle du 15 comme quoi les troupes anglaises de Turquie d'Europe sont sous votre commandement), le commandement des troupes alliées à Constantinople est entre les mains anglaises (...) j'ai l'honneur de déclarer respectueusement qu'il ne m'est pas possible d'accepter votre proposition en ce qui concerne les conditions relatives aux Commissions chargées d'assurer le contrôle des ministères »*[1205].

Franchet d'Espèrey s'en explique dans une lettre le 18 mars 1920 au haut-commissaire français[1206]. Il s'agit pour les Anglais de mettre en place des commissions de contrôle uniquement britanniques (souligné dans le texte) alors que le commandant des armées alliées d'Orient avait prescrit à Milne de mettre à chaque commission un officier français et un officier italien en plus d'un anglais. Il insiste : *« la situation ainsi créée est particulièrement grave et ne saurait être acceptée sans qu'il en résulte un très grand préjudice pour le prestige et les intérêts français en Turquie, dont nous avons, vous et moi, la charge ».* Selon lui, il s'agit d'une manœuvre élaborée de longue date par le gouvernement anglais ; il évoque le précédent de l'Égypte[1207] et affirme que les Anglais ne lâchent jamais ce qu'ils ont acquis. Il conclut sur « *la nécessité plus impérieuse que jamais, d'une communauté entière entre votre action et la mienne* ». Il tente aussi d'en appeler à Foch, alors même que leurs relations sont médiocres et que Foch n'a plus de réelle influence politique :

« Les Anglais, poursuivant leur politique particulariste, concentrent tous leurs efforts sur la Turquie et nous y créent des difficultés sans cesse renaissantes (...) nous faisons régner l'ordre à nos dépens et ils en retirent profits et honneurs (...) les alliés laissent le rôle ingrat de gendarme à

1205 SHD 6N204, lettre 16 mars 1920 du général Milne à Franchet d'Espèrey.
1206 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire français en copie au ministère de la Guerre.
1207 Convoitée à la fois par la France et la Grande-Bretagne, cette dernière finit par établir sa domination en 1882.

l'armée française (...) »[1208]. Il poursuit dans une autre lettre à Foch *: « les généraux alliés restent corrects, en communiquant les décisions de leur gouvernement empêchant leurs troupes de se conforter aux ordres venus du conseil supérieur de la Guerre de Versailles (...) l'armée française reste souvent seule pour faire exécuter les ordres de la conférence de Paix, alors que la démobilisation continue la rend incapable de remplir ce rôle (...) les décisions à exécuter vont se multiplier; il faudra compter avec des réactions possibles en Albanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Turquie.»*[1209].

Le gouvernement ottoman réagit par de multiples protestations transmises du haut-commissaire de la République française au commandant en chef des armées alliées d'Orient. Tout d'abord les Ottomans affirment, à raison, ne pas avoir les moyens de lutter contre les irréguliers qui pillent la région proche de Constantinople et l'Anatolie, demandent même à lever des troupes (Franchet d'Espèrey marque cette proposition de trois points d'exclamation en rouge dans la marge), et terminent encore en se plaignant des massacres opérés par les Grecs[1210].

Le Grand Vizir s'offusque le 16 avril 1920[1211] de l'occupation et de destructions de poudres de la manufacture impériale de Maci-Keny. Franchet répond le 24 avril que seules les poudres militaires ont été détruites. Le gouvernement de la Sublime Porte rapporte aussi que les gendarmes turcs auraient été désarmés par des soldats français, puis que des soldats français auraient tiré depuis un train en direction d'un village, que le commandant français de Gallipoli imposerait un permis pour sortir de la ville[1212]...

Évidemment, après cette occupation des ministères, les tensions se multiplient. Le 8 avril 1920, une bagarre éclate entre six soldats français montés dans un tramway et des civils grecs, un

1208 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey à Foch, 18 mars 1920.
1209 Ibid, lettre non datée.
1210 SHD 20N158-2, lettre 23 janvier 1920 du ministère des Affaires étrangères à Franchet d'Espèrey. Les lettres qui citent les massacres grecs sont très nombreuses, par exemple le 8 décembre 1919.
1211 SHD 20N157, lettre du grand Grand Vizir à Franchet d'Espèrey, 16 avril 1920.
1212 SHD 20N157, lettre de la Sublime Porte à Franchet d'Espèrey, 1er avril 1920.

soldat est gravement blessé par un tir de policier[1213]. La tension est donc générale en ville et ne se résume pas seulement à un conflit entre occidentaux et Turcs.

La coopération, déjà difficile entre les puissances alliées et les autorités ottomanes, devient impossible. Par exemple, le général commandant de la division territoriale de Turquie évoque un acte de malveillance commis dans la nuit du 1er au 2 mai sur le matériel optique dans la cour du ministère de la Guerre turc ; l'incident est clos mais il évoque la mauvaise volonté du ministère turc[1214]. Franchet d'Espèrey juge d'ailleurs sévèrement le ministère ottoman dont il rencontre plusieurs fois les membres.

Fin 1919, le diplomate français Picot[1215] rend visite à Mustafa Kemal, rebelle au gouvernement ottoman avec qui la France entretient pourtant des relations diplomatiques. Ce dernier lui dit accepter l'aide française et une forme de reconnaissance de ses intérêts économiques, si la France accepte la souveraineté turque, ce qui passe par l'abandon de la Cilicie[1216]. Picot reste neutre mais conseille au gouvernement de définir clairement une politique...

La situation se tend encore plus avec les Hellènes qui déploient leurs ambitions, quelque peu démesurées, dans une double direction. Tout d'abord ils désirent annexer toute la Thrace, voire Constantinople. Deuxièmement, ils ambitionnent de conserver une vaste partie de l'Asie mineure, bien plus en tout cas que la seule Smyrne. Il s'agit pour eux de réaliser « la Grande idée », c'est-à-dire de « récupérer » les terres historiquement grecques et byzantines, sachant que, depuis la rébellion grecque début XIXe, la Grèce s'est régulièrement étendue au détriment de l'Empire Ottoman.

En Thrace, la présence de troupes françaises agace les Grecs qui y voient un frein à leurs ambitieux projets d'annexions. Ainsi, la presse grecque s'en prend au capitaine Jeanbat, un officier

1213 SHD 20N157, rapport du directeur de police, 8 avril 1920.
1214 SHD 20N157, lettre 3 mais 1920. Franchet d'Espèrey est parti mais je cite l'incident qui est révélateur.
1215 François Georges-Picot, 1870-1951, diplomate, il a notamment signé avec les Anglais les accords Sykes-Picot qui déterminent les aires d'influence au Moyen-Orient. Il est haut-commissaire de la République en Palestine et Syrie de 1917 à 1919.
1216 SHD 20N158-2, lettre du général Dufrene de la 156e DI à Franchet d'Espèrey, 9 décembre 1919.

local. Les détails du conflit nous échappent, mais cet officier est en poste à Andrinople et le ministère de la Guerre grecque demande son rappel, ce que Franchet d'Espèrey refuse tout en recommandant au capitaine d'agir prudemment[1217]. D'un autre côté, le 4 août 1919, Franchet d'Espèrey reçoit une pétition de huit députés musulmans de Thrace occidentale qui sont défavorables à l'entrée des troupes alliées en Thrace car cela pourrait entraîner des violences. Il ne donne pas suite et l'entrée des troupes ne donne lieu qu'à peu de troubles.

Les Français doivent aussi faire tampon entre les Grecs et les Bulgares en Turquie d'Europe. Le maréchal insiste sur l'importance d'éviter qu'ils n'entrent en contact, et à ces fins, constitue un détachement de deux bataillons de Sénégalais, un escadron de Spahis et un détachement britannique ; il compte ensuite organiser le départ des Bulgares avant l'arrivée des Grecs[1218]. Il espère qu'assurer leur sécurité suffira à faire rester les musulmans. Cependant, il ne semble pas que la sécurité soit totale, les rapports évoquent des comitadji bulgares, ainsi que la présence de bandes de voleurs comme dans cette pittoresque affaire : « *une bande venue de Turquie a pénétré en Thrace interalliée et a enlevé au dénommé Athanase Courdiff, 802 moutons, 40 chèvres, 2 ânes* », la gendarmerie ottomane a arrêté un des auteurs Mustapha Domouzdji avec 416 moutons[1219].

Néanmoins, la population locale s'attend à l'arrivée des Grecs, fuit et prépare des défenses, du moins dans la partie orientale[1220]. Alors même que la situation économique est difficile, on note un taux de change de vingt pour cent[1221]. Les nationalistes turcs préparent aussi la riposte violente en distribuant des armes cachées[1222].

À Smyrne, les troupes grecques décident d'agir et capturent des officiers turcs, ce dont

1217 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, et il transmet les courriers grecs ainsi que sa réponse du même jour, dates non précisées.
1218 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 14 août 1919.
1219 SHD 20N157, lettre du chef de la mission militaire française auprès ministère de la Guerre ottoman, 22 décembre 1919.
1220 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire de la République au QG AA0, 16 juillet 1920. Franchet d'Espèrey est déjà parti de Constantinople mais la lettre décrit une situation qui dure depuis des mois.
1221 SHD 6N202, lettre du 13 juillet 1919.
1222 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire à Franchet d'Espèrey, 1er mars 1920.

Paris s'inquiète car il s'agit d'une rupture de l'armistice avec le gouvernement régulier ottoman[1223].

La situation des forces françaises est particulièrement délicate, tant au niveau de l'organisation que des effectifs.

Depuis fin 1918, la France occupe la Cilicie, mais à partir de la seconde moitié de l'année 1919 les tensions s'accroissent, des bandes d'irréguliers, plus ou moins soutenues par les kémalistes harcèlent les troupes françaises. En théorie les affaires de Cilicie dépendent d'Édouard Bremond[1224], administrateur en Cilicie, et du général Gouraud, haut-commissaire en Syrie. Néanmoins, les effectifs de l'armée du Levant proviennent largement de l'armée française d'Orient et transitent par les chemins de fer turcs. De plus, la situation en Cilicie est imbriquée dans le contexte politique turc. L'occupation française et les incidents se répercutent dans toute l'Anatolie et à Constantinople. Ainsi, les notables et le gouvernement ottoman écrivent souvent directement à Franchet d'Espèrey, qui doit ensuite transmettre à Gouraud et Bremond. Par exemple, lorsque le ministre de la Guerre ottoman insiste pour que la France renonce à l'occupation de la Cilicie et que les Français prennent des « *mesures contre les cruautés des Arméniens* »[1225] , il transmet la lettre en précisant qu'il n'a pas à s'occuper de la Cilicie mais « *qu'il porte la lettre à leur connaissance à cause de répercussions sur la population arménienne d'autres provinces* ». S'ensuit un échange épistolaire continu entre ces trois personnages, ce qui alourdit les procédures de décision et encombre les services déjà affaiblis. De même, le 29 décembre 1919, l'état-major doit transmettre par ses propres moyens les missives entre le haut-commissaire en Orient et celui en Syrie[1226]. Il manque une tête qui coordonnerait directement les actions françaises en Orient. Franchet d'Espèrey aimerait être celle-ci mais pour des raisons politiques, la méfiance envers les militaires peut-être, le commandement français reste

1223 SHD 20N157, lettre du Quai d'Orsay à l'état-major du commandement des armées alliées en Orient, 26 juin 1920.
1224 Edouard Brémond, 1868-1948, saint-cyrien, il est chef de la mission française en Égypte et au Hedjaz notamment. Il correspond régulièrement avec Franchet d'Espèrey dans les années 1920-1930.
1225 SHD20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au président du conseil, au ministre des Affaires étrangères et au maréchal Foch, plus Gouraud en copie, 13 novembre 1919.
1226 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire à Franchet d'Espèrey, 29 décembre 1919.

morcelé. Même si les rapports entre le commandant des armées alliées d'Orient, Gouraud et Bremond sont bons, toute l'organisation française est grippée et inutilement complexe.

Les troupes françaises de l'armée d'Orient se montent à peine à 20 000 hommes, mais le gouvernement ne semble toujours pas comprendre la situation locale car il demande d'envoyer un bataillon à Batoum ; à cette occasion, Franchet d'Espèrey écrit qu'il ne peut pas car : *« les troupes restantes à l'Armée d'Orient ont toutes un rôle particulier, bien défini, et qui peut être à peine rempli par les faibles effectifs restant après la libération de la classe de 1918* »[1227]. Il précise qu'à Salonique « *il n'y a que trois bataillons, dont un bulgaro-roumain, qui suffisent à peine à garder nos approvisionnements (...) les troupes à Constantinople et environs sont en nombre à peine suffisant pour pouvoir exercer une pression sur le gouvernement turc et réprimer toute tentative d'insurrection ».* Il suggère d'effectuer des prélèvements seulement sur les confins albanais et en Thrace occidentale et de les relever par des alliés. Il conclut : *« les événements de Cilicie montrent le danger de la théorie des "petits paquets" (...) il faut tenir groupés les troupes dans des points bien choisis et vitaux ».*

Il se plaint aussi du fait qu'en février, deux nouveaux bataillons français sont destinés à être dissous ce qui laisserait seulement 19 bataillons : deux de Français, sept de Nord-Africains et dix de Sénégalais, « *inutilisables avant août* », alors qu'ils ne sont que de 4 sur 34 dans l'armée du Levant[1228]. Le manque de moyens ne permet plus de réaliser toutes les missions, sauf à Constantinople. Par exemple le 2 février 1920, le patron des bateaux remorqueurs de la région Constantinople-Héraclée demande le maintien de la police en mer mais les Français manquent de solutions de transport pour faire les rondes[1229]...

Face à l'insuffisance des effectifs, le général Gouraud demande à Franchet d'Espèrey

1227 SHD 20N157, lettre secrète de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 1er mars 1920.
1228 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 2 janvier 1920.
1229 SHD 20N157. lettre des patrons remorqueurs au QG AA, 10 février 1920.

d'armer les Arméniens et de les pousser au réengagement, mais malgré cela la légion arménienne, forte de 15 000 hommes fin 1918 n'en comptera plus que 1 740 en février 1920[1230]. Cette demande ne peut aboutir pour des raisons politiques, les Arméniens faisant peur aux Turcs, il s'agit de ne pas attiser ces craintes. Dans ce contexte, le nouveau président du conseil Millerand, faute de Français, va suggérer d'employer les seuls Grecs pour empêcher Mustafa Kemal de percevoir des taxes sur le charbon[1231]...

Le haut-commissaire français en Orient suggère de libérer plus d'officiers turcs afin qu'ils servent dans l'armée ottomane et aident les alliés, mais Franchet d'Espèrey refuse en notant simplement « *car cela présente davantage d'inconvénients* »[1232]. Il faut dire que les ralliements aux nationalistes ont été très nombreux.

Tout n'est pas qu'une question d'effectifs. Les principales difficultés sont politiques. La France est immergée dans une matrice inextricable, dans l'Orient compliqué. Les politiques, au premier chef Clemenceau, reprennent depuis fin 1917 le contrôle de la diplomatie mais les moyens manquent, en hommes, en argent. Surtout, la France affaiblie, épuisée, meurtrie, ne peut pas avoir les moyens de ses ambitions ; 1,4 million de morts dont 36% des jeunes entre 19 et 22 ans, des millions de blessés, quasiment un million d'invalides ou d'amputés, un tiers du PIB anéanti[1233] ; cette sinistre litanie constitue une charge insoluble pour la France. Ainsi, les militaires ne sont pas écoutés car, si la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens, les réalités budgétaires et démographiques grèvent les possibilités militaires et leurs rêves impériaux. C'est pourquoi Foch ne peut pas plus obtenir la frontière qu'il désire sur le Rhin, que Franchet d'Espèrey les renforts ou même les éclaircissements politiques qu'il réclame[1234]. Il est très lucide lorsqu'il écrit

1230 SHD 20N157, lettre de Gouraud à Franchet d'Espèrey du 28 février 1920.
1231 SHD 20N157, lettre de Millerand à Franchet d'Espèrey, 28 février 1920.
1232 SHD 20N157, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire de la République, 13 avril 1920.
1233 *Histoire économique et sociale de la France*, sous la direction de Fernand Braudel et Ernest Labrousse, tome IV, Presses universitaires de France, 1993
1234 Sur les hésitations françaises voir Vahé Tachjian, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie / Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak (1919-1933)*, Ed Karthala, 2004. p. 65 et suivantes, et Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie*, CNRS, Paris, 2002.

à sa famille le 29 mars 1920 : *« chacun tire de son côté, notre gouvernement préoccupé par le Rhin et par la situation financière n'en peut plus. Aussi, je lui* (le président du conseil Millerand) *propose de supprimer mon commandement et de me rappeler en France ».*

Enfin, les effectifs de la gendarmerie et de l'armée ottomane auraient pu aider les Français. Mais soit ces troupes sont passives – dans de nombreux cas la gendarmerie turque est accusée de mollesse, de laisser facilement les détenus s'évader et d'être proche des brigands[1235] –, soit elles se rallient aux nationalistes ou doivent fuir comme le général du 5e CA qui doit rejoindre Constantinople avec une trentaine d'officiers[1236].

Au niveau politique, les gouvernements ottomans se succèdent sans réussir à rétablir leur autorité. Franchet d'Espèrey s'interroge, à partir de novembre 1919, sur le nouveau gouvernement et ses liens avec les nationalistes[1237]. Le nouveau Grand Vizir, Ali Riza Pasha[1238], remplace en effet Ferid Pacha qui était hostile aux nationalistes et les Français craignent un changement dans la politique ottomane.

2) Le drame en Cilicie

Dans ce contexte, la Crise en Cilicie va s'avérer particulièrement grave.

L'occupation française de la Cilicie débute fin 1918, puis s'étend aux provinces d'Aïntab, de Marache, et d'Urfa fin 1919 en remplacement de l'armée britannique, en vertu de l'accord franco-britannique du 15 septembre 1919 qui renégocie les accords Sykes-Picot. Cette substitution de troupes s'opère dans un contexte qui est parfois très bon, comme à Dherablouss[1239] « *accueil très cordial* », de même à Marache, parfois délicat et tendu : à Muslimié « *les Anglais sont partis de*

1235 SHD 20N158-2, rapport du 19 juillet 1919.
1236 SHD 20N158-2, rapport du 7 octobre 1919.
1237 SHD 20N158-2, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire , 10 octobre 1919.
1238 Ali Riza Pasha, 1860-1932, officier et homme d'État ottoman.
1239 Jarablous au nord de la Syrie, à la frontière turque.

mauvaise grâce ». Les Français relèvent aussi les troupes chérifiennes, avec encore quelques tensions[1240]. De plus, les Britanniques financent parfois indirectement des opposants, arabes, aux Français[1241]. Franchet d'Espèrey se plaint au ministre de la Guerre de ce que : « *les Anglais discréditent la France en la rendant responsable des mesures de la Conférence, et qu'elle serait vendue aux Grecs (...) ils achètent des journaux et s'allient au parti Entente libérale (de Ferad Pacha)*».

En s'installant, les Français affichent leurs intentions par la proclamation suivante :
« Le gouvernement français après entente avec Sa Majesté Impériale le Sultan étend l'influence de son protectorat en Syrie, Cilicie et aux territoires de l'Est. Toute la population sans distinction de religion ni de race est placée sous la protection de nos armées dont la force et la puissance nous ont accordé la victoire (...) La période du travail et de la tranquillité est arrivée, les honnêtes gens doivent se placer du côté de la France ». Néanmoins le travail nécessaire afin de transformer en réalité ces bonnes intentions est immense.

Pour prendre en main la région, le commandement français possède un excellent service de renseignement qui fournit une analyse très régulière et très détaillée des données ethniques, démographiques, politiques et économiques de la région. Dans le rapport du 15 décembre 1919[1242], on apprend que l'administrateur turc Essad Bey a été relevé et remplacé dans chaque sandjak (division administrative ottomane) par un officier ou un civil qui recrute du personnel parmi la population. Le reste de l'administration turque, tribunaux, impôts continue à fonctionner mais ces derniers rentrent mal ; de plus le commerce et l'industrie sont gênés par le manque de moyens de transport mais sont en progrès par rapport à 1918, on observe un quasi retour à la situation d'avant-guerre.

1240 SHD 20N158-2, rapport du colonel Normand à Franchet d'Espèrey, 12 au 18 novembre 1919.
1241 SHD 20N158-2, des Arabes se vantent à Mustafa Kemal d'avoir de l'aide pécuniaire anglaise "pour susciter des troubles contre les Français". Et cela semble largement crédible.
1242 SHD 20N158-2, rapport de l'administrateur Bremond du 15 décembre 1919, copie à Franchet d'Espèrey.

La poste fonctionne mais lentement. On évoque un délai qui peut aller jusqu'à 20 jours pour un télégramme, de plus les échanges subissent la censure persistante des Ottomans ; le 10 janvier 1920, Franchet d'Espèrey écrit à Gouraud afin de l'informer que la voie ferrée souffre d'insécurité et que la mission Bremond n'a pas eu son courrier, huit sacs ont été pris par les Turcs[1243]

.

La région est riche mais sous-équipée : les maladies restent endémiques[1244], le paludisme sévit, mais à bas niveau, les autorités estiment que 80% des gens sont atteints par la syphilis ; les Français commandent du sérum afin de vacciner, dératisent les rues et créent trois dispensaires ainsi que des cours d'instruction d'infirmières. On ouvre quelques écoles malgré le faible nombre d'instituteurs.

La province comporte aussi énormément de réfugiés, on essaie de les rapatrier mais nombreux sont ceux qui ne peuvent pas rentrer par peur du massacre. Parmi eux, une grande majorité d'Arméniens, évalués à 18 000, vivent dans des camps. Il faut leur adjoindre les orphelins arméniens estimés à 8 000 à Adana, 2 500 à Alep... Fin 1919, « la tranquillité règne » alors que dans les premiers mois les meurtres étaient quotidiens. Les Français peuvent s'appuyer sur 2 700 gendarmes turcs qui ne sont pas assez nombreux cependant, et certains militaires suggèrent d'utiliser l'armée turque en complément.

Puis le rapport s'intéresse à la composition ethnique de la région et à l'influence de chaque pays de l'Entente. Les renseignements français estiment la population à 400 000 hommes que les Français tentent de regrouper dans des villages homogènes sur le plan national. Il y aurait 190 000 Turcs, 80 000 Arméniens, 20 000 Kurdes, 18 000 Tcherkesses, 30 000 Grecs et 60 000 Arabes. Les Turcs sont présentés comme « calmes et aspirent à la paix », les Kurdes sont très divisés[1245] et faibles militairement même si certains soutiennent les kémalistes et forment des bandes de brigands

1243 SHD 20N158-2, lettre de Franchet d'Espèrey à Gouraud, du 10 janvier 1920.
1244 SHD 20N158-2, rapport non daté du service de renseignement.
1245 SHD 20N158-2, rapport non daté. Les services de renseignement font d'ailleurs un relevé passionnant et très complet des différentes tribus kurdes, de leurs effectifs, de leurs chefs, et démontrent qu'elles sont très divisées.

qui pillent les villages sur les confins de la zone d'occupation ; les Grecs apparaissent comme terrifiés et les Arméniens craintifs, il faut dire que ces deux minorités ont soufferts de massacres depuis le début du siècle, comme en 1909 à Adana où entre 20 et 30 000 Arméniens furent tués.

Quartier arménien après les massacres d'Adana, mai 1909 (coll. Collège Saint-Grégoire, Beyrouth)

La France compte utiliser ces différents groupes en les divisant : *« il ne peut y avoir que des difficultés locales si nous savons dresser les uns contre les autres les Turcs, les Arabes, les Kurdes, les Circassiens pour ne parler que des musulmans »*[1246].

Pour ce qui est des alliés de la France, le texte souligne que « *par l'argent et en faisant croire que les Anglais avaient un mandat général sur la Turquie, ces derniers possèdent une influence importante (...) mais les personnages importants locaux aiment trop les honneurs pour ne pas devenir francophiles si les événements changent* ». Quant aux Américains, ils n'ont qu'une action limitée aux protestants arméniens et à quelques hôpitaux ; néanmoins ils ont envoyé sur place une mission d'étude. Italiens et Grecs n'ont, semble-t-il, aucun ascendant sur la région. L'auteur du rapport, conclut que :

1246 SHD 20N158-2, rapport du SR au QG AAO, date non précisée.

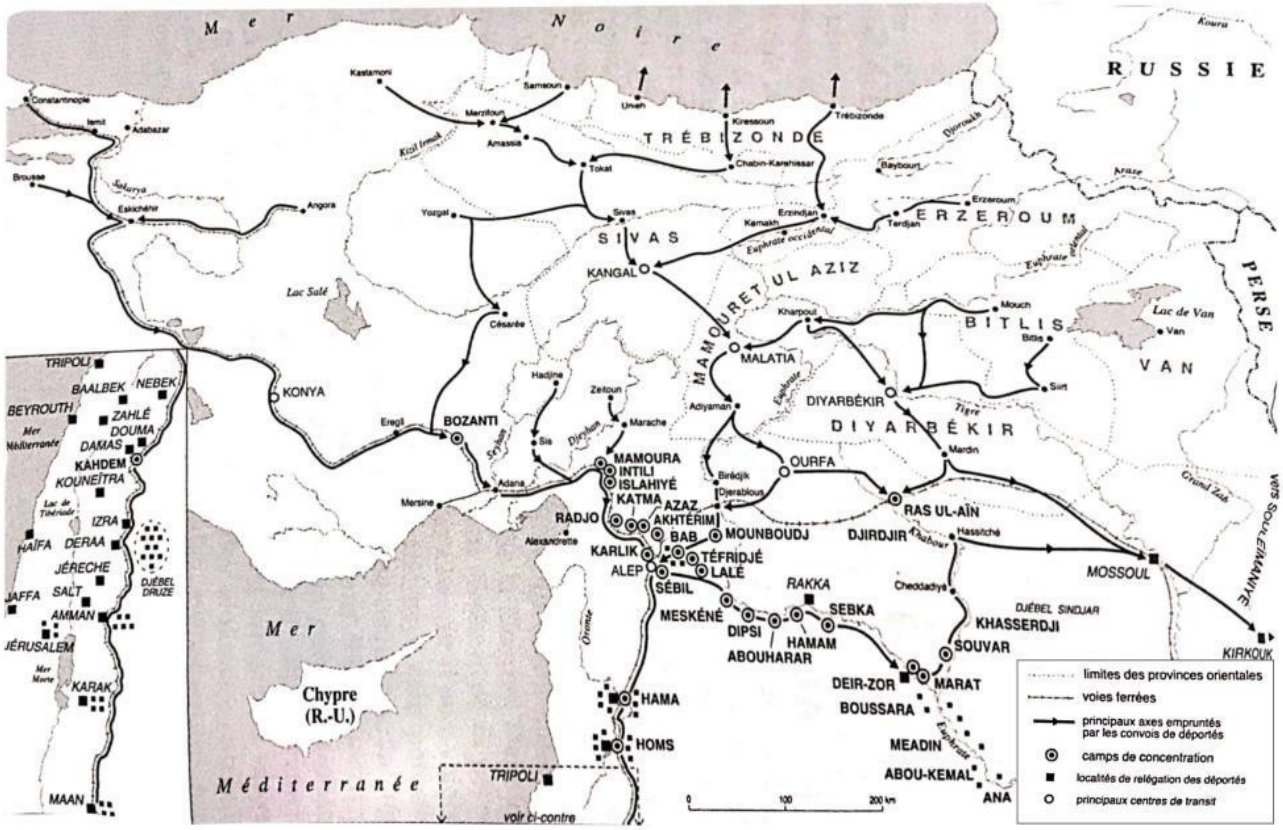
« La Cilicie est une unité facile à défendre, riche de par son agriculture, et constitue l'aboutissement des chemins de fer de Bagdad, d'Arménie, et de Perse (...) La population est prête à l'occupation française, on observe des manifestations francophiles. Par exemple : lors du voyage du général Quérette d'Adana à Aïntab le 7 décembre 1919, les notables, les élèves des écoles étaient rassemblés pour prononcer des discours et les enfants chantaient la Marseillaise (...) Le 10 décembre, Adana fut pavoisée pour le général Gouraud (...) La population veut travailler en paix. (...) il serait très regrettable, après les sacrifices déjà consentis au cours d'une occupation de dix mois, sacrifices que tout permet d'espérer très fructueux, "de jeter du lest" en abandonnant tout ou partie de la Cilicie et des territoires rattachés ».

Le rapport, envoyé par l'administrateur Bremond, est résolument optimiste dans l'analyse de la situation politique et réalise un véritable plaidoyer. Il minore les difficultés de transports et les oppositions turque et musulmane. Il cherche à justifier et à maintenir l'occupation française en Syrie, alors que Franchet d'Espèrey voit que les effectifs sont insuffisants et que Gouraud réclame des renforts[1247]. La France s'invente puissance orientale mais ne dispose pas des ressources nécessaires à la réalisation de ses vœux.

Les rapports des services de renseignement militaires diffèrent sensiblement. On dispose de celui du colonel Normand, accompagné du colonel de Prépape, rédigé après un voyage du 12 au 18 novembre 1919 à Adana, Alep, Djerablouse, Biredjik, Aïntab, Karach, Kiliss, Katma qui est plus militaire et politique[1248]. Les militaires considèrent que la situation reste précaire et dressent un certain nombre de conclusions : il ne faut agir qu'avec prudence afin d'éviter un accident et, au regard des faibles effectifs français, il faut montrer une force militaire certaine pour ne pas avoir à l'employer. Le rapport contient aussi des passages inquiétants, voire prophétiques, « *ce ne serait pas la troupe française qu'on viserait, mais les chrétiens que nous protégeons. Ce n'est pas sous la forme de la lutte armée, mais sous celle de soulèvement populaire qu'on interviendrait (...) Tous les*

1247 SHD 20N158-2, Gouraud demande à Franchet d'Espèrey des renforts en urgence, lettre du 8 janvier 1920.
1248 SHD 20N158-2, rapport du SR au QG AAO, novembre 1919.

musulmans sont armés et ce serait folie actuellement que de vouloir les désarmer (...) Les légionnaires arméniens se sont bien conduits mais font peur».



«Carte des axes de déportation et des camps de concentration»
© Raymond Kévorkian, *Le Génocide des Arméniens*, Odile Jacob, 2006, p. 328-329

Comme on l'observe sur la carte, les transports s'orientent exclusivement sur Constantinople et sont globalement peu développés. Ainsi, que ce soit économiquement ou par les répercussions politiques, notamment à cause des Arméniens ou parce que le sort de la Cilicie dépend du futur traité de paix, la Cilicie est indissociable de la question turque en général. Franchet d'Espèrey ne peut s'en désintéresser et les échanges de courriers sont intenses avec Bremond et Gouraud. On l'a vu, c'est au commandant des armées alliées d'Orient que le gouvernement ottoman adresse ses plaintes, par exemple celle concernant des atrocités perpétrées par des volontaires arméniens à Adana, ou une demande d'évacuation de la Cilicie[1249] . La Sublime Porte récrimine régulièrement contre les initiatives françaises : le 28 novembre 1919, parce que des drapeaux

1249 SHD 20N158-2, lettre à Franchet d'Espèrey qui transmet à Gouraud et au ministre de la Guerre français.

tricolores ont été distribués à Adana ; le 29 novembre, nouvelle plainte contre les Français et les Arméniens : « *qui les privent de leur liberté d'être turcs* », et d'évoquer vingt-cinq agriculteurs fusillés sous l'inculpation qu'ils étaient en relation avec des bandes de bandits[1250].

Les plaintes passent aussi parfois directement par Gouraud qui, le 16 janvier 1920, envoie à Franchet d'Espèrey une lettre de protestation adressée par le gouvernement ottoman[1251]. C'est aussi à lui que les diverses communautés portent leurs doléances. Ainsi, le conseil mixte arménien, le 29 octobre 1919, lui écrit afin de s'indigner des massacres perpétrés à Cheïk-Mourda par une bande de cent cavaliers, membres des forces nationales : tous les hommes arméniens ont été tués. Il évoque aussi des massacres à Erzine et, selon lui, ces faits ne sont pas isolés. À Konia encore, 300 volontaires nationalistes, grimés en gendarmes et accompagnés d'un officier turc de réserve, rejoignent les bandes qui ravagent les campagnes d'Adana. Franchet d'Espèrey répond que la Cilicie n'est pas de son fait et transmet au haut-commissaire de la République.

Les Français ne possèdent que de faibles effectifs, pour administrer une très vaste région et doivent donc les diviser. C'est la politique « des petits paquets » que critiquait justement Franchet d'Espèrey. On peut détailler, grâce aux archives[1252], la composition de la 156e division. Tout d'abord, la brigade Quenelle composée du 18e régiment de Tirailleurs algériens à 3 bataillons à Osmanie et à Bozanti, avec la Légion arménienne à 3 bataillons, puis la brigade Gray 412e régiment d'infanterie à 3 bataillons et le 17e régiment de Tirailleurs sénégalais à 4 bataillons. Comme artillerie, la division dispose de deux groupes du 2e régiment d'artillerie de montagne, de 4 compagnies du génie et enfin comme cavalerie : deux escadrons de Chasseurs, et deux de Spahis. Ces troupes, peu nombreuses, doivent couvrir une région difficile d'accès et qui s'étend sur un triangle ayant une base de 400 km. Si on cherche à détailler, on peut examiner le cas du 18e

1250 SHD 20N158-2, lettre du gouvernement ottoman à Franchet d'Espèrey, 29 novembre 1919.
1251 SHD 20N158-2, lettre de Gouraud à Franchet d'Espèrey, 16 janvier 1920. Le gouvernement fait une énumération de reproches aux Français : vols d'armes, augmentation des salaires des fonctionnaires turcs, avoir dit que la gendarmerie turque était à leurs ordres et même qu'un capitaine s'est assis dans le siège du gouverneur....
1252 SHD 20N158-2, rapport sur le stationnement de la 156e division.

régiment de tirailleurs algériens[1253] qui est déployé de la manière suivante : à Aïntab, le colonel, les 1e, 9e, et 11e compagnies et une compagnie de mitrailleuses ; la 2e compagnie à Bozanti ainsi que la 3e compagnie accompagnée d'une compagnie de mitrailleuses ; à Marache la 10e compagnie ; à Djerablous la 5e compagnie et une compagnie de mitrailleuses et enfin à Ourfa les 6e et 7e compagnies. Chaque compagnie d'infanterie est composée en théorie de 175 hommes, ce qui fait peu pour contrôler de vastes régions.

La Cilicie devient la priorité des kémalistes qui sentent que les Français sont l'adversaire le moins déterminé. Le 28 janvier 1920, les députés du congrès nouvellement élu à Constantinople, où les nationalistes proches de Kemal possèdent 116 sièges sur 175, votent une déclaration évoquant « *un pacte national contre toute atteinte à la souveraineté turque* ».

Les journaux d'Anatolie continuent une campagne de presse violente contre l'occupation française en Cilicie et des agents, par exemple à l'ouest de Karache, excitent la population contre les Français. L'officier de renseignement qui rédige le rapport[1254] cite un extrait du télégramme du Colonel turc Djivadel à la population de Marache et d'Aïntab où il conteste l'action des Français ; il contredit la proclamation du général Quérette qui appelait à l'application de l'armistice en vue de la paix. Le texte turc indique au contraire que : « *la paix turque n'a pas été conclue encore. Donc le sort de nos régions n'est pas encore déterminé. La protection détruit l'indépendance (...) un état de 6 siècles ne peut entrer sous protection* ».

Mais la situation des nationalistes n'est pas idyllique. Le parti nationaliste manque de ressources, l'entretien de bandes est difficile à assurer, mais petit à petit, l'armée régulière tend à se substituer aux volontaires[1255]. Début 1920, le service de renseignement de Konia souligne que la situation est calme : les nationalistes font peu d'adeptes, les détachements français circulent

1253 SHD 34N275-1 pour l'historique du régiment.
1254 SHD 20N158-2, rapport de la 156e division à Franchet d'Espèrey, 7 mars 1920. À noter que la division appartient à l'armée du Levant donc ne dépend pas du commandant des armées alliées d'Orient mais pour les raisons politiques déjà indiquées Franchet d'Espèrey reçoit aussi les rapports.
1255 SHD 20N158-2, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire de la République en Orient, 7 décembre 1919.

aisément[1256].

Les autorités françaises disposent de certains atouts. Tout d'abord, elles peuvent compter sur le soutien, certes un peu un passif des notables, et de supplétifs. Par exemple, dans la région de Djerablous[1257], le chef des Karaguetch, une tribu locale, a mis à disposition des Français ses 2 000 cavaliers suite à la libération de son neveu incarcéré depuis plusieurs mois. La gendarmerie ottomane n'est pas entièrement favorable aux nationalistes même s'il faut renvoyer le capitaine de gendarmerie d'Ourfa, Abi Riza Bey, qui « *n'a cessé de faire une politique d'agitation contre les Français* ». Mais dans d'autres circonstances, à Adavap début 1920, des gendarmes ottomans et des soldats français agissent de concert contre une bande de brigands qui laisse dans un premier affrontement six morts et trois prisonniers, puis dans un second affrontement un lieutenant est tué et 17 blessés ; la bande perd ses chevaux mais continue à sévir (on est loin du calme mis en avant par Bremond).

Les Français, de par les accords d'armistice, pourraient aussi s'appuyer sur l'armée, mais celle-ci penche de plus en plus pour les nationalistes. Par exemple, le 32e régiment du Caucase comporte de nombreux déserteurs et mutins mi-1919, officiellement on compte une trentaine de déserteurs dans la montagne, tandis que la « *gendarmerie turque est impuissante pour ne pas dire davantage* »[1258]. Le commandant français local demande plus d'actions des Sénégalais.

Et puis il y a les Arméniens locaux qui peuvent parfois être armés, mais qui font preuve d'une grande prudence pour ne pas heurter les Turcs.

En effet, la question arménienne se pose avec acuité en Cilicie. Tout d'abord les premiers soldats français provenaient de la légion arménienne, motivés en partie par la vengeance, et dont les quelques actes violents ont été démultipliés par la presse turque. De plus, la région se peuple de survivants du génocide, à la grande inquiétude des musulmans qui ont peur de devoir rendre les

1256 SHD 20N158-2, rapport au QG AAO, du 4 janvier 1920.
1257 Jarablus en actuelle Syrie.
1258 SHD 20N158-2, lettre urgente au QG AAO, du 25 juillet 1919 depuis Zongouldak.

biens volés ; d'ailleurs tous les rescapés ne rentrent pas. Enfin, le haut-commissaire Bremond est très favorable aux Arméniens et considère qu'ils doivent être armés et protégés par la France. Franchet d'Espèrey lui n'y est pas favorable malgré les demandes du patriarche arménien qui souligne : « *que la Turquie est un pays où les massacres périodiques de chrétiens sont passés à l'état de coutume* »[1259]. Le commandant en chef des armées alliées d'Orient se rallie à une position réaliste et comprend que la France ne peut épouser totalement la cause arménienne et affronter les Turcs.

Certes des violences arméniennes peuvent exister, ainsi un rapport stipule qu'une bande d'Arméniens déguisés en faux gendarmes pillent et attaquent même une troupe de vrais gendarmes pour se saisir d'un prisonnier turc et le tuer[1260]. Mais ces actes, pourtant très isolés, font l'objet d'une obsession des musulmans qui n'ont de cesse de dénoncer les violences arméniennes : le colonel Normand explique que les légionnaires arméniens font peur mais que ce n'est en rien justifié[1261]. Ces derniers attachent une importance vitale à cette région et parlent même « d'Alsace -Lorraine arménienne »[1262]. En tout cas, l'usage des soldats arméniens s'avère délicat, Gouraud doit même demander au commandant des armées alliées de rappeler un sous-lieutenant arménien Touladjian en service à Konya pour le contrôle de ligne de chemin de fer car « *la présence en cette ville est mal interprétée par les Turcs* »[1263].

Il convient de noter que toute l'armée française n'est pas favorable aux Arméniens. Dans un rapport du renseignement, on trouve ce jugement sévère sur eux : *« Quel que soit la pitié qu'on peut ressentir pour les Arméniens, ils ne sont guère intéressants (...) Ils sont intelligents, mais avides, impitoyables, veules ou tyranniques (...) incapables de reconnaissance pour le peuple qui les aidera »*[1264].

1259 SHD 20N157, lettre du 21 février 1920 transmise par le haut-commissaire .
1260 SHD 20N158-2, rapport du 15 décembre 1919.
1261 SHD 20N158-2, rapport de voyage du 12 au 15 novembre 1919.
1262 SHD 20N158-2, rapport du 30 janvier 1920 sur une fête du parti socialiste arménien.
1263 SHD 20N158-2, lettre QG AAO à Gouraud, 22 décembre 1919.
1264 SHD 20N158-2, rapport SR du 19 juillet 1919.

La peur obsessionnelle turque envers les Arméniens et les Grecs entraîne en réaction une affirmation du caractère musulman de l'insurrection. Selon le rapport de la Marine, des missionnaires musulmans ont organisé une réunion à Aïntab puis une autre en Cilicie. L'utilisation de l'islam se renforce et l'affrontement se teinte de religion. À un commandant français arrivé à Marache, le 30 octobre 1919, on répond : « *vous pouvez nous anéantir, nous n'avons peur de rien*»[1265]. Même Mustafa Kemal invoque largement l'islam dans ses discours : « *Mujahids, frères de religion, nous voulons sauver le pays et l'islamisme* »[1266]. On doit constater ici que si le « jihad allemand », qui visait à bouleverser les empires coloniaux et les soldats musulmans de l'Entente fut un échec, le « jihad ottoman » interne fonctionne[1267]. La proclamation universelle du sultan s'est heurté aux différentes structures sociales et tribales qui font autant d'écrans avec ces appels. D'ailleurs, ses incitations à la guerre sainte s'inscrivent dans des structures sociales précises, tribus, empire, et se teintent parfois de mysticisme comme au Soudan ou au Maroc avec El-Hiba. Ces « djihads conservateurs » sont ainsi limités par le cadre même, mental ou politique, dans lequel ils naissent[1268].

Si Mustafa Kemal ne fait plus référence directement à l'appel du sultan, il s'appuie largement, malgré ses propres opinions en matière de religion, sur la dynamique engendrée précédemment par cet appel. C'est pourquoi l'ensemble des populations musulmanes semble réellement se mobiliser contre l'adversaire chrétien, surtout celui de l'Empire. Ainsi, il apparaît que les Kurdes, sauf exception, suivent largement la politique des nationalistes turcs. L'heure des affrontements ethniques sonne, il s'agit de transformer l'Empire Ottoman en nation turque et musulmane, mais la priorité porte sur la défense de la terre musulmane. Les divisions à partir des années 1930, entre populations musulmanes, turques, arabes, kurdes, n'interviennent qu'après ce premier débat tranché.

1265 SHD 20N157, lettre du 28 février 1920.
1266 SHD 20N158-2, rapport remis au QG AAO, date non précisée.
1267 Erik-Jan Zürcher, *Jihad and Islam in Word War I : studies on the Ottoman Jihad on the century of Snouck Hurgronje's « Holy war made in Germany »,* Leiben University Press, 2016.
1268 Alors que le djihad moderne ou post-moderne relève de la modernité individualiste et fragmentée. Elle interpelle les masses qui peuvent y répondre directement et le message djihadiste est alors vraiment universaliste

À Aïntab, la France est accusée d'armer les indigènes arméniens en plus de ses 400 soldats. Les musulmans de la région se regroupent et, inquiets, les Français arment de plus en plus les Arméniens (Franchet d'Espèrey écrit et souligne « faux » au crayon dans la marge)[1269]. En tout cas, les Turcs en sont persuadés. Ainsi, le général Fevzi Pacha du ministère de la Guerre ottoman écrit que les Français « *arment les Arméniens et s'en servent comme force armée* » et que les problèmes entre Français et Turcs sont exclusivement liés aux Arméniens ; il demande même les effectifs de la légion arménienne aux Français[1270].

Les renseignements français étudient le double développement du pantouranisme et du panislamisme et ses liens avec le bolchevisme[1271]. Cette dernière idéologie ne serait d'ailleurs qu'un moyen « *le mot Bolchevisme d'ailleurs ne représente guère qu'un état d'hostilité à l'Entente et pas du tout un état socia*l ».

En tout cas, la Cilicie devient un foyer de tensions où des bandes armées sévissent[1272] et les troupes françaises se retrouvent dans une situation délicate car elles doivent aussi éviter les tensions inter-ethniques. La situation politique reste complexe et trouble. Les Français négocient avec Mustafa Kemal, général rebelle aux yeux du sultan avec lequel les relations diplomatiques continuent. Les nationalistes jouent aussi un jeu complexe. Évitant l'affrontement direct, ils privilégient des conflits de basse intensité, sans attaques et sans morts français directs, mais en même temps ils envoient des agents et tiennent un discours pour pousser la population civile à la rébellion armée.

Il faut reconnaître que dans certaines régions les affrontements communautaires font rage. Tel est le cas rapporté début 1920[1273]. Dans la région d'Adana, un nommé Kara Youssouf, reconnu

1269 SHD 20N158-2, rapport remis au QG AAO, date non précisée.
1270 SHD 20N158, lettre du du ministère de la Guerre à l'officier de liaison français (qui outré met trois points d'exclamation en face de la demande d'informations sur la légion arménienne), 21 janvier 1920.
1271 SHD 20N158-2, date précise non indiquée mais il s'agit à coup sûr de fin 1919-début 1920.
1272 Voir Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire. Service des renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
1273 SHD 20N158-2, la date précise n'est pas indiquée. On a des rapports équivalents par le service de renseignement pour les alentours de Konia.

comme brigand, a attaqué trois villages avec sa bande armée et montée composée de 40 à 60 personnes, et, après avoir pillé l'argent, les effets et les animaux des habitants, battu et blessé plusieurs personnes, s'est retiré vers la montagne. Or le gouvernement français n'a ni force de police, ni force de gendarmerie. Deux femmes arméniennes arrivent ensuite à Adana en parlant de massacres. Le club arménien local s'agite et plusieurs musulmans sont tués ou blessés ; de plus, un soldat arménien français insulte deux agents de police et tue un musulman qui s'interposait. Le lendemain, il y a une réunion des Arméniens dans l'église et au local du club arménien, et des musulmans chez le mufti. L'administrateur français cherche à apaiser les tensions mais les Arméniens ne viennent pas discuter avec lui car ils considèrent que la bande de Kara a un but politique alors que l'administrateur pense le contraire. En fin de journée, les Arméniens apportent trois cadavres des leurs tués par les brigands. Le comité arménien décide alors de s'armer. Le dimanche reste calme mais le lundi les gendarmes (peu nombreux, car cinquante gendarmes turcs ont été licenciés au début du mois) ne peuvent pas agir et sont déconsidérés. Néanmoins, ils réussissent à ramener un brigand que la population arménienne veut alors lyncher. Les gendarmes qui s'interposent sont frappés puis les Arméniens attaquent trois villages musulmans en représailles. La situation se calme ensuite pendant quelques semaines. Mais rien ne semble pouvoir éviter la confrontation entre des ethnies qui cherchent à redéfinir leurs rapports respectifs, à s'affranchir du statut de dominé pour les Arméniens, et à s'affirmer en tant que nation au sens politique du terme pour les Turcs. La dislocation de l'Empire ottoman offre une opportunité que tous veulent saisir. Ces affrontements constituent le prolongement d'un processus qui date de la fin du XIX^{e} siècle et qui se trouve accéléré tout d'abord par les jeunes Turcs, puis par la guerre. Ces transformations profondes ne sont que devinées par les occupants français mais les risques sont bien évalués. Ainsi, Franchet d'Espèrey évoque fréquemment dans son courrier les risques de massacres de chrétiens.

Les postes français isolés sont harcelés, les détachements très légers le long de la voie

ferrée subissent des avanies et sont forcés de partir début 1920. Ainsi les nationalistes turcs forcent le lieutenant français de la gare de Karaman à partir et la gendarmerie turque ne l'aide pas. Son chef avoue que ses hommes sont affiliés aux bandes nationalistes et le commandant du régiment d'infanterie n'agit pas plus « *malgré les ordres, aucune des autorités régulières n'a cru pouvoir s'opposer à la volonté des nationalistes et le lieutenant a été contraint de partir* »[1274] . Franchet d'Espèrey demandera une sanction contre les fonctionnaires turcs ayant laissé faire cette expulsion. En décembre 1919, des événements semblables se déroulent à Karaman, à Oulou-Kichta et à Eregli d'où les officiers français doivent partir. Là encore Franchet d'Espèrey demande le renvoi du Vali de Konia, du commandant du 12e CA et du commandant de division de Niğde[1275]. Le gouvernement ottoman accepte cette fois-ci, mais on peut douter de l'efficacité de cette mesure. De fait, les autorités locales penchent vers les nationalistes ou sont attentistes. Au même moment, le général Gouraud souligne que les autorités turques arrêtent le courrier à Eregli[1276]. L'état-major des armées alliées signalait déjà la même chose à Afiou-Karahissar[1277].

Les Français, en petits effectifs, sont vite harcelés. Tout spécialement à Marache[1278], où les français sont quasiment assiégés depuis novembre 1919. Début 1920, le haut-commissaire écrit au gouvernement ottoman, avec une copie à Franchet d'Espèrey, une lettre alarmante et accusatrice : deux cent Arméniens y ont été tués par une bande de quatre cent hommes en uniformes turcs ; les Français n'ont fait aucune provocation, se contentant d'actions défensives, et pourtant le colonel Normand a été tué et les attaques contre les soldats sont récurrentes. Le rapport souligne que, si les autorités ont bien accueilli les Français, elles collaborent de fait avec les nationalistes et des officiers turcs qui préparent un soulèvement[1279].

Le pire reste à venir. Mustafa Kemal envoie des renforts en Cilicie. L'insurrection générale

1274 SHD 20N158-2, renseignements au QG AAO ,lettre 23 décembre 1919.
1275 SHD 20N158-2, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire français, 12 décembre 1919.
1276 SHD 20N158-2, lettre de Gouraud à Franchet d'Espèrey, 26 décembre 1919.
1277 SHD 20N158-2, lettre de Franchet d'Espèrey au haut-commissaire français., 11 décembre 1919.
1278 Voir G. Boudière, « Note sur la campagne de Syrie-Cilicie – L'affaire de Maras (janvier-février 1920), *Turcica* IX/2-X et Yves Le Lannou, «Gendarmes français en Cilicie (1918-1922) », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°28, 1999.
1279 SHD 20N157, lettre du haut-commissaire de la République au gouvernement ottoman, date précise non indiquée.

a bien lieu à Marache où la situation entre les ethnies est catastrophique. Les soldats français doivent évacuer la ville le 12 février 1920, en laissant la population arménienne (l'estimation des morts arméniens est de 8 000 à 12 000 sur 18 000 personnes). La retraite dans la neige, plus de 20cm au sol, est très difficile[1280], les Français perdent 1 200 hommes et 200 seront amputés[1281], ils sont suivis par plus de 8 000 arméniens qui meurent de froid par centaines[1282]. Les Français ne peuvent reprendre la ville et des postes isolés comme ceux de Bozanti et Urfa sont assiégés.

En février et début mars 1920, Franchet d'Espèrey est rentré à Paris afin de tenter une dernière fois d'obtenir des instructions et des moyens, mais il semble déjà passablement démotivé même s'il peut fonder encore quelques espoirs sur le nouveau président du conseil Millerand. Dans ses relations épistolaires avec sa famille, il laisse percevoir sa déception et en accuse les politiques et Foch : « *la situation se corse ici d'une façon des plus fâcheuse par suite des fautes accumulées depuis 18 mois. Ces orgueilleux pantins de Wilson, Clemenceau et Lloyd George sont bien coupables. Nous allons voir encore quelques massacres de chrétiens* »[1283]. Contrairement à ce que qu'affirme son biographe[1284], Franchet d'Espèrey n'a donc pas beaucoup d'espoir dans les traités de paix, qui, s'ils permettent de mettre fin aux rumeurs, sont très sévères pour la Turquie. De toute façon, dès la fin de l'année 1919, il doit organiser le départ de renforts français en Syrie. En effet, le gouvernement français a partiellement tranché, la Syrie passe avant la Turquie mais on ne renonce cependant pas encore aux ambitions territoriales dans l'Empire ottoman.

Il est sans illusion et lucide sur l'avenir comme il le souligne à sa famille dans son courrier du 22 janvier 1920 : « *À Constantinople, où nous avons des troupes, cela ira bien, mais je crains que dans les provinces cela se termine par quelques massacres de Grecs ou d'Arméniens* »[1285].

1280 Voir annexe 2.
1281 Chiffres cités par Fabrice Monnier, *Atatürk*, CNRS Éditions, Paris 2015, p.160.
1282 SHD 34N275-1 pour l'historique du régiment, le passage sur Marache. La tempête de neige rallonge l'étape car la piste est alors effacée, « beaucoup d'arméniens tombent en route et meurent sur place ».
1283 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille du 13 février 1920.
1284 P. Gosa, *op cit*, p. 275.
1285 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre à sa famille du 3 février 1920. Position assez partagée par le gouvernement qui comprend vite qu'il faut se résigner à négocier avec Kémal.

Lorsqu'il revient le 12 mars, il ne compte plus rester longtemps à Constantinople et considère qu'il s'agit de régler les questions en suspens avant de partir ; il semble même pressé comme il l'écrit à sa famille le 1er avril « *j'espère ne plus être long à rentrer* ». Il part pour ne jamais revenir le 6 avril 1920.

La rancœur est déjà perceptible dans d'autres passages de ses carnets ou de son courrier. D'ailleurs lorsqu'en 1935 il compile ses carnets, il s'arrête en septembre 1919, signe que tout ce qui suit fut sans intérêt selon lui. Il n'évoque même pas les graves incidents qui ont lieu en février 1920 à Marache.

Peut-on parler d'une forme de dépression post-guerre pour les officiers supérieurs et généraux de 1919 à 1920 ? C'est l'avis de Julie d'Andurain à propos du général Gouraud[1286]. À l'exaltation du commandement, des succès, des potentialités et possibilités ouvertes, le commandant en chef des armées alliées d'Orient, se retrouve limité par les décisions, ou encore pire l'indécision des politiques, le manque de moyens. Peut-être se voyait-il, lui, l'homme de culture, comme un proconsul aux larges pouvoirs en Orient, mais ce ne fut pas le cas, alors qu'à l'inverse Gouraud fut investi des pouvoirs militaires comme commandant en chef de l'armée du Levants et politiques en tant que haut-commissaire de la République[1287]. Comment alors ne pas ressentir une fatigue, un découragement ? En tout cas, il a cette saillante boutade qui illustre bien sa déception : *« Je me mettrai employé municipal ; c'est une place où on a plus de chance d'être écouté que comme général en chef ! ».*

Le 7 octobre 1920, sa fonction est supprimée officiellement et il reçoit du ministre de la Guerre une lettre de félicitations :

« Au moment ou (sic) *cessent vos fonctions de Commandant en Chef des armées alliées d'Orient, je crois devoir vous renouveler l'assurance que le pays et le Gouvernement n'oublient pas la grandeur*

1286 Andurain (d') Julie, « Les sorties de guerre du général Gouraud », *Cahiers du centre d'Études d'histoire de la défense,* numéro spécial sorties de guerre (2) , septembre-novembre 2007, pp. 31-44.
1287 Ibid.

du rôle que vous avez joué en Orient en conduisant ces Armées à une victoire complète et décisive, ainsi que les éminents services que vous avez rendus à la cause française en Turquie et dans les Balkans depuis la conclusion des armistices qui ont mis fin à la guerre »[1288].

Il est nommé maréchal de France par décret du 19 février 1921, en compagnie de Lyautey et Fayolle, c'est la consécration. Le texte officiel évoque sa résistance à Charleroi, son rôle lors de la bataille de la Marne, la libération de Reims et ses victoires en Macédoine. Ces nominations ne donnent pas lieu à de questions ou interpellations à l'assemblée selon le journal officiel. Elle apparaît relativement consensuelle, Le Temps, évoque « un des plus énergique auteurs de la victoire française »[1289], Le Populaire, ne l'évoque que brièvement, seul L'Humanité critique cette nomination en qualifiant le nouveau maréchal de : « massacreur d'indigène » (pour le Maroc), et en lui reprochant d'avoir maltraité les soldats français en Bulgarie[1290]. Les polémiques se concentrent sur le cas du général de Castelnau, véritable bête noire de la gauche qui le perçoit comme un catholique réactionnaire alors que d'autres voulaient qu'il soit aussi nommé maréchal.

Il reçoit son bâton des mains du président de la République le 14 juillet 1922. La photo suivante montre Franchet d'Espèrey souriant, en discussion avec Joffre. A noter qu'il porte un brassard de deuil (il a en effet perdu son fils unique lors de la guerre).

1288 AMAE E/51CPCOM P/1567.
1289 Le Temps, 21 février 1921.
1290 L'Humanité, 20 février 1920.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Source : Gallica -Franchet d'Espèrey et Joffre à la revue militaire de 1922, Agence Rol.

II - Politique, colonisation et études

A) Franchet d'Espèrey et la politique

Le positionnement politique du maréchal Franchet d'Espèrey a fait naître de nombreuses polémiques, on pense immédiatement à l'accusation d'avoir été proche de la Cagoule, organisation d'extrême droite des années 30.

A partir de 1922 le nouveau maréchal participe assez rapidement à des querelles politiques. En 1922 il donne une interview où il attaque directement Clemenceau et l'accuse d'avoir négligé la Turquie afin de mater la révolution Russe. Le gouvernement est obligé de le condamner officiellement et certains comme Georges Mandel[1291] lui reprochent alors de se mêler de politique[1292].

Comme pour beaucoup d'hommes politiques et militaires, y compris de gauche, on peut émettre l'hypothèse d'une radicalisation conservatrice en réaction à la montée du socialisme et du communisme. Il convient donc de traiter en détail les positions politiques du maréchal à l'époque.

1) Un membre du parti colonial ?

Il revient d'Orient avec une réputation établie de conservateur et de membre du « parti colonial » [1293].

En effet, Franchet d'Espèrey fait l'essentiel de sa carrière dans cet empire qu'il contribue à étendre : campagnes de Tunisie, d'Indochine, du Maroc. Il n'est pas colonial mais aime à se présenter comme tel. Jamais il ne remet le moins du monde en cause la légitimité des conquêtes françaises. Même s'il évoque les « *patriotes tonkinois* »[1294], il ne doute jamais des droits de la France. Prosaïquement, il ne cite jamais l'éventuelle mission civilisatrice de la France. Il obéit en bon militaire qui, d'ailleurs, s'intéresse aux cultures étrangères. Par exemple, après l'expédition en Chine, il visite l'Asie pendant plusieurs semaines. Homme de son époque, il n'estime pas que les soldats indigènes méritent l'égalité de traitement. Il partage aussi les préjugés raciaux du XIX[e] siècle, il évoque dans ses carnets « *la race portugaise s'est abâtardie par des mélanges avec les*

1291 Georges Mandel, 1885-1944, journaliste et chef de cabinet de Clemenceau. Il écrit un article sur les «maréchaux politiciens » en novembre 1922, où il attaque notamment Franchet d'Espèrey. A noter que Mandel est à son tour condamné par le gouvernement à l'Assemblée qui défend alors les maréchaux.
1292 Voir le compte-rendu de la séance à l'Assemblée, Le Temps, 12 novembre 1922.
1293 Sur ce dernier voir : Andurain (d') Julie, *Colonialisme ou impérialisme ? Le « parti colonial » en pensée et en action*, Hémisphères éditions/Zellige, Paris, 2017.
1294 Gastines, *Carnets, op cit,* tome 1, livre 2, chapitre 9.

nègres et les jaunes : ce ne sont plus des Européens. Du reste en Extrême-Orient, les Macaïstes sont-ils mis sur un pied particulier par les Britanniques, si à cheval sur la pureté de la race »[1295]. Mais cet état de pensée est courant à l'époque, Ferry lui même évoquait les races supérieures et les races inférieures[1296].

Pour ce qui est des relations avec les étrangers, Franchet d'Espèrey adopte une posture ambivalente. Il n'apprécie pas les Anglais, il est content de ne plus en voir dans les Balkans, mais reconnaît qu'ils sont le peuple le plus proche des Français. Dans ses carnets on retrouve des jugements essentialistes : « *les Japonais ne sont pas des marchands fiables, les Chinois sont intelligents mais paresseux, les russes ivrognes...* » D'un autre côté, il n'hésite jamais à approcher les étrangers, tout du moins ceux des classes supérieures, et on ne trouve que très rarement des remarques négatives sur les coutumes étrangères ; il sait apprécier les œuvres locales. De plus, que ce soit en Chine, ou lors de son passage en Inde, il arrive à sympathiser avec des autochtones et dîne avec eux. Partout où il va, que ce soit au Japon ou avec les Anglais et même les Allemands, il entretient des rapports professionnels, voire parfois cordiaux, entre hommes appartenant à une même caste ; néanmoins, en 1913, il traite dans ses carnets les Allemands « d*e gens hypocrites et sans foi* ».

Franchet d'Espèrey cependant, n'a pas développé de très forts liens ou de correspondance épistolaire avec les parlementaires du « parti colonial », c'est avant tout un homme d'action. En revanche, à partir de 1920 il rejoint les instituts scientifiques liés à la colonisation. Cet empire colonial lui semble être l'expression de la volonté admirable de quelques uns et une source de force pour la France, ainsi il affirme dans la préface d'un ouvrage sur Mangin : « *ils ne se sont pas contentés de le bâtir, ils l'ont voulu : et je serais tenté de dire qu'ils ont été les seuls à le vouloir (...) Tel qu'il est, il fait notre force et nous assure dans le monde une place digne de notre*

1295 Ibid, 27 mars 1887.
1296 Dans le cadre d'un débat à l'Assemblée nationale le 28 juillet 1885. Rares sont ceux qui, comme Clemenceau, le contredisent.

passé »[1297]. Mais là encore, cette position n'est pas l'apanage des conservateurs, Victor Hugo lui même défendit la « mission civilisatrice de la France »[1298].

2) Un anti-communiste qui se radicalise ?

En effet, on observe une évolution chez Franchet d'Espèrey après 1920, dans ses opinions mais, peut-être aussi dans son image.

Tout d'abord, le général Buat évoque[1299] sa rencontre avec le député Jules de Dion[1300] pour qui Maginot est le seul homme « *capable de faire en France ce que Mussolini, grand chef des fascistes d'Italie, vient de faire de l'autre côté des Alpes. De là à l'idée de passer à une sorte de coup d'état il n'y a qu'un pas, mais il faudrait que Maginot fût doublé d'un militaire. Il n'en voit qu'un ... Franchet d'Espèrey ! D'après lui, Franchet a le lustre de sa dignité de maréchal, son âge qui n'est pas trop avancé, son énergie et... son intelligence (?) (...) il ne suffit pas d'être un bon militaire – si bon militaire il y a – et il faut tout de même autre chose comme horizon que le bleu de l'uniforme ! »*. Le fait qu'il pense à Franchet d'Espèrey ne signifie pas l'accord de ce dernier mais est signifiant de l'image que certains se figurent de lui.

La montée du communisme dans les années 1920-1930 s'accompagne d'une progression de l'antimilitarisme dans toute la gauche française. L'armée est attaquée frontalement, par exemple lors du débat sur la dissolution des Croix de feu, le député Arthur Ramette réclame, au nom du groupe communiste, une épuration de l'armée[1301].

De plus, on assiste à une politisation de l'armée dans les années 1930 et à sa tendance à s'ériger comme rempart contre le communisme pour protéger l'intégrité du pays[1302]. On observerait

1297 P. Moreau-Vauthier, *Un chef, le général Mangin,* ed. Les publications coloniales, Paris, 1936.
1298 Le 18 mai 1879 lors d'un banquet en l'honneur de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage.
1299 Buat, *Journal du général Buat, op cit,* le 30 octobre 1922, p. 1267.
1300 Il s'agit du député de la Loire-Atlantique de 1902 à 1923. Antidreyfusard et défenseur de l'Église catholique, il est en 1920 membre du comité directeur de la Ligue des patriotes.
1301 Cité par J. Nobécourt, *Le colonel de la Rocque, 1885-1946, op cit,* p. 418.
1302 Voir par exemple, Philip Charles Farwell Banwitz, *Maxime Weygand and civil-military relations in modern France,* Harvard University Press, Cambridge, 1967.

une application à l'armée de française de la thèse d'Ernst Nolte selon laquelle les fascismes auraient été des réactions au communisme[1303]. D'ailleurs on peut aussi inverser la thèse de Nolte puisque de nombreux Français rejoignent le parti communiste par anti-fascisme. Sans aller jusqu'à parler de réaction fasciste dans son ensemble, on constate bien une inquiétude face à la montée des actions du communisme. Entre la guerre d'Espagne et le Front Populaire en France, ce sont autant d'événements qui sont interprétés par les militaires comme des menaces, des subversions. Par exemple, en janvier 1937 le général Gérodias[1304], alors sous-chef de l'état-major de l'armée, fait circuler un document fourni par les nationalistes espagnols qui démontrerait un préparatif de putsch par les communistes (le document aurait été fourni par Loustaunau-Lacau[1305]), sans qu'on sache si ce document était réel ou une intoxication.

La menace du communisme n'est pas une pure invention mais peut tourner à l'obsession ou servir d'interprétation toute faite.

Ainsi, lors des mutineries de 1917, Franchet d'Espèrey et d'autres ont la conviction que le mouvement vient de l'arrière, c'est-à-dire des socialistes, et lui et les autres militaires ne perçoivent pas le caractère spontané de ces « grèves »[1306], il écrit succinctement à propos de cet épisode en marge d'un dossier : « *complot, à fusiller* »[1307]. Dans les années 1930, un même mécanisme est en marche, les menaces, réelles, viennent justifier des représentations où le danger qui pèse sur la France est nécessairement extérieur, directement (le Komintern) ou indirectement (les communistes français mais téléguidés par l'étranger).

Cette haine est-elle originelle ? Commandant en chef en Orient, il doit lutter contre les

1303 E Nolte, *La Guerre civile européenne (1917-1945) : national-socialisme et bolchevisme*, Paris, Édition des Syrtes, 2000.

1304 Paul Henri Gérodias, 1882-1956, saint-cyrien, il commande aussi la 29e division de 1937 à 1940. Il travaille ensuite pour Vichy mais est arrêté par les Allemands.

1305 Georges Loustaunau-Lacau, 1894-1955, militaire française, saint-cyrien. Il sert dans le cabinet de Pétain. Initiateur du réseau « Corvignolles » qui surveille, illégalement, les cellules communistes de l'armée. Les liens avec la « Cagoule » sont incertains. Partisan d'une union des droites, il rejoint Vichy mais organise des réseaux de résistants. Il est arrêté, livré aux Allemands et déporté. Il témoigne lors des procès de la Libération. Ses dires sont toutefois à prendre avec précautions.

1306 Comme on l'a vu, il parle de complot : SHD 6N146-7 rapport du général Duchêne du 4 juin 1917.

1307 SHD 6N146-7, rapport du général Duchêne à Franchet d'Espèrey, 4 juin 1917.

bolcheviks en Russie et en Hongrie. Il le fait sans état d'âme mais manifeste une antipathie peut-être encore plus marquée envers les blancs qu'il trouve paresseux. Selon lui, les officiers russes à Odessa ne font que boire... De plus, il ne semble pas être un ennemi acharné des communistes, il écrit à Le Chatelier le 7 mars 1919 : « l*es Bolchéviks deviennent une armée sérieuse et se transforment peu à peu en Gouvernement régulier. On en viendra à traiter avec eux* ». Dans une préface au livre d'Édouard Brémond, il qualifie simplement le communisme de « *nouvelle religion* »[1308]. On doit considérer que ce sont bien les années 30 qui radicalisent cette opposition.

Comment l'expliquer ? En premier lieu on doit rappeler que l'armée française avait combattu les communiste en Russie, ce qui laissa une empreinte sur un certain nombre d'officiers, marqués alors du sceau de l'inquiétude. Plus globalement, les transformations liées au premier conflit mondial ont entraîné une perception différente des ennemis. Ainsi Georges Vidal affirme que : « *on peut ainsi considérer que la guerre totale et la révolution soviétique ont donné naissance à une nouvelle conception de l'ennemi, celle en quelque sorte d'un ennemi total qu'il faut combattre sur terre, sur mer et dans les airs, mais aussi dans les usines et dans les rues de nos villes. Cette mutation dans la culture militaire française a donc ouvert un cycle qui aujourd'hui encore est loin d'être clos* »[1309]. Or, Franchet d'Espèrey n'était pas anti-communiste acharné, ce revirement n'est donc pas immédiat. Le parti communiste français développe à partir des années 1920 une propagande anti-coloniale, voire anti-nationale, aux yeux des conservateurs du moins, de par son affiliation à Moscou. Le communiste incarne alors le traître de l'intérieur. Georges Vidal considère que l'armée se divise alors en deux pôles : l'un qui privilégie les enjeux stratégiques traditionnels et fait de l'Allemagne l'ennemi principal, surtout à partir de 1933 avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'autre qui s'inquiète plus de l'ennemi intérieur. Ce groupe est plus important parmi le haut commandement et Franchet d'Espèrey en fait incontestablement partie. Ses archives privées

1308 E. Brémond, *Le Hedjaz dans la guerre mondiale,* Fayard, Paris, 1931.
1309 G Vidal, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939 Enjeux stratégiques et culture politique*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015, p. 219.

démontrent qu'il porte une grande attention au « réarmement moral » et s'inquiète de l'ennemi intérieur : musulman ou communiste. On trouve notamment en 1936, un document[1310] qu'il se permet de transmettre au ministre de la Guerre et qui appelle à l'union des patriotes, sans que l'on ait de références précises sur l'organisation à l'origine de cet appel ni de réponse du ministre. En tout cas, fait très rare, Franchet d'Espèrey se permet une implication politique alors qu'il est toujours resté neutre lors de sa carrière.

Cela est d'autant plus vrai qu'à partir de 1937 il est très en retrait, il ne participe plus aux décisions politiques ni militaires quant au futur de la défense française. Le maréchal de France communie avec d'autres officiers, comme le général Niessel[1311], qui font sans discontinuité du communisme l'ennemi principal et qui estiment le régime parlementaire comme inapte[1312]. On retrouve alors de nombreux militaires dans des organisations conservatrices voire réactionnaires.

Certes, la menace communiste semble largement fantasmée alors même que l'intégration des communiste dans l'armée est facile[1313], et que les cellules communistes actives et subversives sont peu nombreuses. La peur du « rouge » n'est pas partagée par l'essentiel des officiers sauf peut-être au tout début du Front Populaire. Il semble que la majorité des officiers français bien qu'anti-communistes, n'en font ni une priorité, ni une obsession qui guiderait l'ensemble de leurs actions[1314]. Peut-être que les plus âgés, ont le souvenir oppressant de la Commune de Paris et craignent un mouvement comparable[1315], néanmoins Franchet d'Espèrey n'y fait jamais référence dans ses carnets ou sa correspondance.

Incontestablement, le maréchal se radicalise dans son opposition au communisme à partir des années 1930. Il les critique à demi-mot à l'académie française lors de sa réponse au discours de

1310 SHD 1K162.
1311 Henri Albert Niessel, 1866-1955, saint-cyrien, il a participé notamment à la campagne du Maroc 1912-1914 puis commande un Corps d'Armée pendant la Grande Guerre et dirige la mission française en Pologne en 1920.
1312 Voir Raoul Girardet, *La société militaire de 1815 à nos jours,* Perrin, Paris, 1998.
1313 C'est en tout cas l'avis de Jean-Louis Crémieux-Brillard, *Les Français de l'an 40,* Gallimard, Paris, 1990.
1314 Becker J J , Bersein S, *L'Anticommunisme en France (1917-1940)*, O. Orban, Paris, 1987
1315 C'est par exemple l'avis de Max Schiavon à propos du général Weygand, voir Max Schiavon, *Weygand, L'intransigeant, op cit.*

réception, il évoque : « *certains partis qui ne ménagent pas à Abd-el-Krim leurs témoignages de sympathie* ». Peut-être que l'âge et l'inaction forcée contribuent aussi à ce changement. Plus globalement, on peut prendre comme grille d'analyse le schéma proposé par Bernard Boëne[1316]. Ce dernier considère qu'un professionnalisme radical peut être déséquilibré en fonction de critères sociopolitiques : la persistance de salaires très bas pour les officiers, recrutés dans des couches atypiques de la société, spécialement conservatrices, et fonctionnels : la peur de la guerre totale et une affirmation exacerbée des valeurs militaires en opposition au communisme et au pacifisme. Franchet d'Espèrey n'hésite pas à être président d'honneur de la Fédération nationale des contribuables, association très remuante et aux tonalités antiparlementaires et anti-étatiques[1317]. Le général Niessel en fait d'ailleurs partie, alors que Raoul Girardet considère qu'il est l'acteur clé de l'anticommunisme dans l'armée[1318]. L'existence d'un pôle conservateur, anticommuniste radical, voire antiparlementaire, avec lequel l'ancien commandant en chef des armées alliées d'Orient communie est indiscutable.

Autre preuve de cette ambiance « particulière », de tensions et de montées d'oppositions radicales, le fameux Petit Journal lance une série d'enquêtes en novembre 1934 sur un titre provocateur : « *la dictature est-elle à l'ordre du jour ?* »[1319]. Il s'agit d'effectuer un référendum afin de choisir un dictateur parmi 40 noms proposés dont Franchet d'Espèrey, La Rocque, Weygand, mais aussi de nombreux civils de tous bords politiques, et c'est Pétain qui arrive en tête, suivi de Laval puis Doumergue[1320]. Chaque jour, trois candidats sont présentés, avec leurs qualités et leurs défauts. Franchet d'Espèrey est examiné dans l'édition du 27 novembre 1934[1321]. Le maréchal est

1316 Bernard Boëne, la spécificité militaire conduit-elle à l'apolitisme ?, in dir Forcade, O, Duhamel E, Vial P, *Militaires en République 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, 1999.
1317 Gilles le Béguec, Amiraux et généraux au parlement, in dir Forcade, O, Duhamel E, Vial P, *Militaires en République 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 336.
1318 Voir Raoul Girardet, *op cit.*
1319 https://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2006-2-page-303.htm
1320 Gaston Doumergue, 1863-1937, président de la République de 1924 à 1931. Il vient de présider un gouvernement d'union nationale après les émeutes de février 1934.
1321 https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6338054/

présenté comme un chef valeureux, vainqueur en Orient, et ayant une grande expérience de l'étranger, il serait un grand patriote au style bref et militaire. En négatif, il est présenté comme orateur médiocre et comme déjà honoré des titres de maréchal et d'académicien (« *ce n'est point parmi les Immortels qu'un régime basé sur la force ira sans doute chercher son chef* »). Certes le journal se félicite de l'attachement républicain de ses lecteurs, qui ont désigné des hommes, selon le journal, respectables et qui n'ont pas le profil de dictateur... La démarche est quand même signifiante et permet de démontrer comment le maréchal est perçu par un journal assez neutre.

Un autre magazine, *Vendémiaire*, demande son aide au maréchal[1322]. Il s'agit d'un magazine fondé en janvier 1934 et dirigé par Maurice Guillaume[1323] ; cet officier défend alors une union des « nationaux » mais il se radicalise progressivement dans les années 30. Le directeur est Émile Buré, qui défend une ligne de droite modérée. Franchet d'Espèrey demande une clarification de la ligne politique, est-elle pro-fasciste ou pro-hitlérienne ? Finalement, il semble ne pas vouloir se compromettre et ne participe pas[1324].

Comment caractériser alors le maréchal ? Peut-on le qualifier de nationaliste, c'est-à-dire au sens français du terme, d'homme faisant passer la Nation, sa défense, sa population, sa culture, avant tout autre chose ? Ce nationalisme se transforme lors de l'affaire Dreyfus, pour prendre un tournant antiparlementaire, antisémite et xénophobe. Or, on ne retrouve pas de remarques semblables chez le maréchal. Certes, il évoque parfois de manière négative les juifs du Maroc et en 1930 au Caire. À cette occasion, il rencontre un juif qu'il a connu et décoré à Constantinople et écrit alors : « *la majorité des juifs de la ville sont allés en France se faire naturaliser !* », on sent la désapprobation[1325]. Faute de sources complémentaires, il semble impossible de lire dans ses arrière-pensées. Ses positions en faveur de l'empire colonial, son refus de réformes majeures en faveur des

1322 SHD 1k162-4.
1323 1886-1961, saint-cyrien, officier puis directeur de journal. Il dirige en 1934, Vendémiaire puis en 1935 Choc, deux périodiques « nationaux ».
1324 SHD 1k162-4.
1325 Gastines, *Témoignages inédit sur l'histoire, op cit.*

indigènes, son anti-communisme, ne doivent pas nous tromper. Tout d'abord, ces positions ne sont pas l'apanage des nationalistes ou de l'extrême-droite. La colonisation dans les années 1930 est devenue largement acceptée, et les communistes font peur pendant longtemps à la gauche modérée.

Très patriote, conservateur certainement, inquiet devant la montée du communisme et les risques de subversion qu'il entraîne, le maréchal est un homme d'ordre, il écrit d'ailleurs à Huntzinger : « il n'y a que Mussolini qui ait du nerf », il semble donc favorable à un pouvoir plus à poigne[1326].

dans la lignée de nombreux officiers généraux tels que Weygand par exemple. Un national plus qu'un nationaliste. Un homme attaché à la grandeur de la France et à ce qu'il considère être son bras : l'armée. Enfin, le maréchal ne participe, ni ne soutient, de quelque façon le régime de Vichy. Certes, il est alors très âgé et de santé déclinante, mais il aurait pu intervenir ou prendre position. Il l'avait bien fait, notamment par l'intermédiaire du Comité des amitiés africaines, lors de la mobilisation et du début de la guerre. Enfin, il a mis en retrait ces mêmes comités après l'armistice dans une attitude de méfiance envers l'évolution du régime[1327].

3) Un maréchal de France cagoulé ?

La question majeure, qui revient sans cesse, est de savoir s'il a appartenu ou a été proche de la fameuse Cagoule[1328] à la toute fin des années 1930. Cette organisation est dénoncée par le ministre de l'intérieur Marx Dormoy en 1937. Franchet d'Espèrey poussa-t-il le radicalisme jusqu'à se compromettre ?

C'est une question extrêmement complexe qui nécessite de longues précisions.

Déjà, il faut distinguer la Cagoule dite militaire, dirigée par Loustaunau-Lacau, dont

1326 Schiavon Max, *Les carnets secrets du général Huntziger,* op cit, p. 35. La lettre qui contient ce passage date de 1935, donc avant que l'Italie ne se rapproche d'Hitler.
1327 FR ANOM 91/1K62/1
1328 Terme utilisé par l'Action Française pour se moquer de ce complot.

l'objectif principal était de collecter des informations sur les menées communistes au sein de l'armée et de démanteler leurs cellules. En décembre 1936, ce dernier crée le réseau Corvignolles. L'action est menée en parallèle des réseaux de renseignements de l'armée, elle est donc illégale, mais semble largement couverte par le haut-commandement et il semble probable que Franchet d'Espèrey ait été au courant. Jacques Nobécourt affirme[1329] que Pétain envoie Groussard[1330] contacter Franchet d'Espèrey en mars 1937, cependant, il ne s'appuie sur aucune preuve en note. Cette absence est cruciale et problématique sur un sujet si complexe et si grave. Parallèlement, Loustaunau-Lacau lance une campagne de presse en 1937, notamment dans le Figaro, afin de mobiliser l'opinion dans l'objectif de restaurer l'armée française. Néanmoins, il est arrêté en février 1938 lorsque son organisation fut découverte.

L'autre Cagoule - en fait il s'agit du comité secret d'action révolutionnaire - relève d'Eugène Deloncle. Née en 1936, elle mène des actions de déstabilisation. Parmi celles clairement identifiées, on compte les incidents du 16 mars 1937 à Clichy. Ce jour-là, le PSF[1331] décide d'organiser une réunion à Clichy, la SFIO et d'autres socialistes et syndicalistes organisent alors une contre-manifestation. Des cagoulards déguisés en syndicalistes font ensuite de la provocation pour inciter la police à tirer, ce qu'elle fait (la police trouva de faux badges CGT et SFIO lors d'une perquisition), le bilan est de cinq morts et 200 à 300 blessés. De nombreuses autres actions leur sont imputées sans qu'on puisse être certains de leur paternité. L'affaire des deux frères Rosselli est beaucoup plus connue. Il s'agit de deux frères opposants au fascisme et exilés en France depuis 1929. Ils sont exécutés par des cagoulards le 9 juin 1937 pour remercier Mussolini de ses livraisons d'armes. Un attentat fut aussi organisé le 11 septembre 1937 au siège de la Confédération générale du patronat français, afin de faire monter la psychose anti-communiste. Parmi les cas non clairement établis, il y a aussi des assassinats comme celui de Lætitia Toureaux qui aurait été

1329 J.Nobécourt, *Le colonel de la Rocque, 1885-1946,* Fayard, 1996. p. 560.
1330 Georges Groussard, 1891-1980, militaire, membre du réseau Corvignolles, puis résistant dans le cadre de Vichy jusqu'à son arrestation en 1941.
1331 Il s'agit du parti social français, issu de la ligue des Croix de Feu et dirigé par le colonel François de la Rocque.

espionne pour la police, mais le crime ne donne alors lieu à aucune condamnation. La difficulté de compréhension de cette organisation tient au fait que la guerre interrompt les procès, dont la majorité n'a lieu qu'en 1948 alors qu'une partie des acteurs sont déjà morts, comme Deloncle tué en 1944 par la Gestapo. Les assertions des divers accusés ou témoins doivent donc être prises avec une grande réserve car elles ne sont guère vérifiables.

Les deux Cagoules se seraient retrouvées chez le maréchal qui les aurait exhortées à travailler ensemble. Il faut citer les diverses dépositions qui l'évoquent. Tout d'abord Deloncle en 1939:

« *Mes premiers contacts avec le maréchal que je ne connaissais pas encore se sont établis par l'intermédiaire de certains officiers que j'avais rencontrés en compagnie du général Lavigne-Delville*[1332].

Jusqu'en septembre 1936, je n'ai pas eu de contacts directs avec le maréchal mais il fut mis au courant de ce que nous avions l'intention d'organiser et qui se matérialisa par la suite.

En septembre 1936, je partis en compagnie d'un militaire d'active, de ma femme, et menés par le chauffeur Bouvrain pour lui rendre visite dans le château qu'il possède en Bretagne (dont j'oublie le nom). Le maréchal, en effet, avait l'habitude de s'y rendre, autant qu'il m'en souvienne, dès la mi-juin.

Je tenais à lui être présenté, car, quelle que soit la confiance que l'on puisse avoir en des personnalités intermédiaires, je désirais l'aborder moi-même. Je ne revis pas le maréchal, avant une date qui se place en fin 1936, début 1937. J'étais accompagné du général Duseigneur[1333] *(...) Le général Duseigneur et moi-même rendîmes compte au maréchal de la création de l'UCAD*[1334] *et de l'OSARN*[1335] *et lui précisâmes l'aide que nous pouvions apporter à l'armée. Je le revis un certain*

1332 Le général Lavigne-Delville, 1866-1957, officier de la cavalerie qui s'illustre pendant la guerre. Il aurait recruté des volontaires pour les nationalistes espagnols. Il aurait fait partie de la Cagoule même s'il s'en défend.
1333 Edouard Duseigneur, 1882-1940, saint-cyrien, pilote et chef d'escadre pendant la Grande Guerre. Il aurait été membre de la Cagoule. Il est arrêté en 1937.
1334 Union des comités d'action défensive, créée par le général Duseigneur.
1335 Autre nom du CSAR, Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale.

nombre de fois dans le premier semestre de l 'année 1937 et il m'accueillit toujours avec une grande cordialité (...) Je me souviens qu'une fois ce fut avec l'aviateur Heurtaux, ancien commandant de l'escadrille des Cigognes et d'autres fois avec le propre [mot manquant] du maréchal M. De Clarq, 47 ou 48 rue de Chézy à Neuilly »[1336].

Pour ce qui est de Loustaunau-Lacau, il affirme au procès de la Cagoule en 1948 :

« Le maréchal me dit : Mettez votre main dans la main de M. Deloncle ; je veux que vous fassiez du bon travail avec lui, nom de Dieu ! Pour la France ! » [1337].

Ces allégations ont été ensuite reprises largement. Si Valérie Deacon ne cite pas énormément Franchet d'Espèrey, le témoignage de Loustaunau-Lacau est pris comme argent comptant[1338]. P. Bourdrel lui, cite Franchet d'Espèrey huit fois, et considère lui aussi que les deux « Cagoules » se sont rencontrées chez le maréchal[1339] . Il s'agirait du 3 mars 1937, le maréchal aurait même frappé le sol de sa canne : « *Ensemble, messieurs pour la France, nom de Dieu ! ».* P. Bourdrel affirme : *« (*Franchet d'Espèrey*) piaffe et grogne contre la « Gueuse », il verrait avec plaisir la IIIe République plonger dans les abîmes, un régime fort débarrasser la France de la chienlit* »[1340]. Ces affirmations ne reposent pas sur des témoignages fermes et solides.

A contrario, il faut évoquer à décharge la déposition de Groussard du 27 octobre 1948 : « *Deloncle a abusé du nom du maréchal Franchet d'Espèrey* » afin d'obtenir des soutiens abusés par le faux soutien du maréchal. Il nie fermement que le maréchal et lui aient fait partie du CSAR. Néanmoins, P. Bourdrel considère que Groussard cherche à dédouaner le maréchal. Quant à Pierre Péan, à partir de témoignages recueillis, il affirme que Franchet d'Espèrey a eu un rôle majeur. Il a fait approcher par le général Niessel, le maréchal Lyautey afin qu'il prenne la tête d'une « fédération

1336 Citée par Philippe Bourdrel, *La Cagoule : histoire d'une société secrète du Front populaire à la Ve République*, Albin Michel, Paris, 1992 (1re éd. 1970), p. 69.
1337 Archives départementales de la Seine, Perotin, déposition 4 février 1948.
1338 Valerie Deacon, *The Extreme right in the French resistance : members of the Cagoule and Corvignolles in the Second world war.* Louisiana State University Press, Baton Rouge, 2016. page 69.
1339 Philippe Bourdrel, *La Cagoule : histoire d'une société secrète du Front populaire à la Ve République*, Albin Michel, Paris, 1992 (1re éd. 1970), p. 61.
1340 Ibid, p. 191.

des groupement d'ordre », mais ce dernier a refusé[1341]. De plus, le maréchal aurait en 1936 demandé un assassinat comme preuve de sérieux, et cela aurait été Navachine (un agent soviétique) le 23 janvier 1937[1342]. P. Péan considère que ce dernier a été tué « *pour le compte des vieilles peaux du Conseil supérieur de la défense nationale, le maréchal Pétain en tête* »[1343]. Enfin, Groussard lui-même se contredit quelque peu en affirmant qu'il a bien rencontré Deloncle en 1936 sur la demande du maréchal qui « *voulait déceler les sources de subversions dans l'armée* »[1344] ; ce dernier aurait même accepté de diriger l'ensemble des opérations de la Cagoule avec un comité directeur qui prendrait le pouvoir[1345].

Pour finir sur ce point capital, il semble que Franchet d'Espèrey aurait peut-être été mêlé à un préparatif de prise de pouvoir par Loustaunau-Lacau. L'affaire là encore est très complexe et embrouillée. Le colonel de la Rocque[1346] selon Jacques Nobécourt[1347], possédait un document, qu'il conservait précieusement, qui précisait que Loustaunau-Lacau était au cœur de ce projet visant à rassembler les partis nationaux autour d'un projet de comité directeur. À la tête de cette instance, il y avait le maréchal Franchet d'Espèrey. Selon Loustaunau-Lacau il s'agissait de rester dans la légalité, La Rocque lui pense qu'il s'agit d'un projet de coup d'état d'extrême droite (visant plus ou moins à contrer un putsch communiste)[1348]. La Rocque a conservé une note[1349] avec une partie des noms du comité directeur prévu et une liste de destinataires et cette note précieuse comporte entre autres le nom de Franchet d'Espèrey, et précise un certain nombre des objectifs poursuivis : « *préparer une coalition des forces nationales contre la révolution marxiste en marche* ». Pour ce faire il faut, selon la note, développer les ressources, les renseignements, la propagande contre-

1341 P. Péan, *Le Mystérieux Docteur Martin(1895-1969)*, éditions Fayard, Paris, 1993, p. 89.
1342 Ibid, p. 117.
1343 Ibid, p. 121.
1344 Groussard, A. Georges, *Service Secret*, Paris, la Table ronde, 1964, pp. 88-93.
1345 Ibid, p. 564.
1346 Dirigeant de la ligue des Croix de feu, puis, après dissolution de cette dernière, du Parti Social Français.
1347 J. Nobécourt, *Le colonel de la Rocque, 1885-1946,* Fayard, 1996, pp. 566-568.
1348 Le document se trouve dans les archives nationales des sciences politiques versées aux archives nationales du fonds la Rocque : AN 451AP
1349 D'abord au fonds national des sciences politiques, versé à présent aux archives nationales AN 41AP/287 à 392.

révolutionnaire et des forces d'autodéfense. Il est clairement précisé qu'il ne faut pas un chef unique, afin de ne pas prêter flanc à l'accusation de fascisme. Franchet d'Espèrey aurait le rôle « *d'arbitre suprême reconnu par tous* », Loustaunau-Lacau précise même que « *Le maréchal Franchet d'Espèrey exige qu'il soit tenu en lisière des luttes politiques. Mais la noblesse de son caractère peut, dans les circonstances présentes, jouer en faveur de la coalition* ». Là encore, la pièce peut-elle faire foi ? A-t-elle été communiquée au maréchal ? Où bien s'est-on encore servi de son nom ? Jacques Nobécourt semble croire en tout cas que Franchet d'Espèrey n'était pas au courant[1350]. D'un autre côté, si la note est crédible elle signale bien que le maréchal est en lisière, et non le chef de la cagoule. Dans tous les cas, cette pièce éloigne Franchet d'Espèrey de la Cagoule.

Enfin, Albert Kéchichian considère[1351], pour le colonel de La Rocque, que son catholicisme a empêché son passage au fascisme. Franchet d'Espèrey étant lui-même très croyant est-ce un argument à décharge ? On ne peut encore une fois guère trancher.

La rigueur, l'intégrité scientifique, oblige à prouver les graves accusations d'appartenance à la Cagoule ou à des tentatives de putsch, sauf à rentrer dans un récit dystopique. Il pourrait sembler commode en effet pour certains de découvrir les racines du vichysme, dans les comportements des officiers généraux de la fin des années 1930, mais y compris pour Pétain, rien n'est si clair ni si direct.

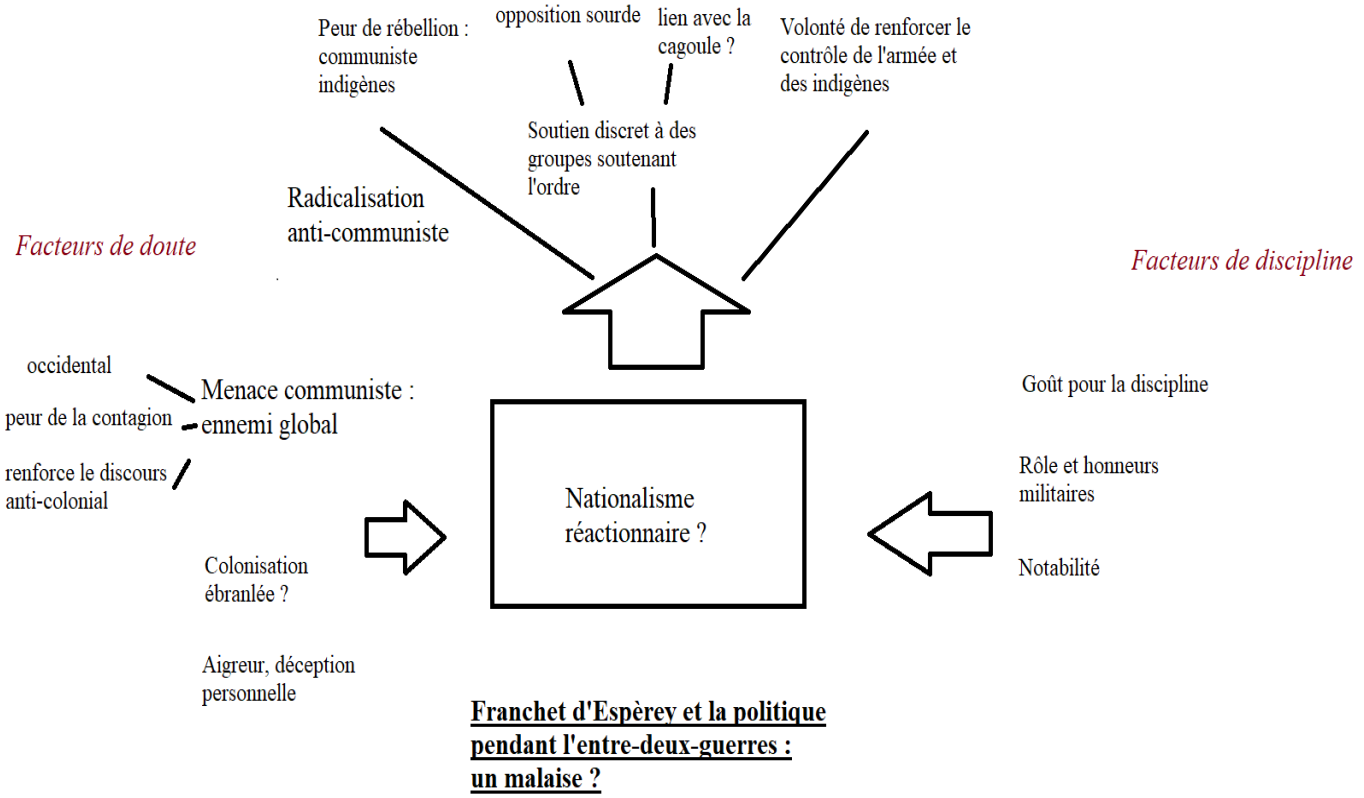
Beaucoup d'acteurs étaient morts lors des instructions de 1946 et pour le procès de la Cagoule de 1948 ; de plus, de nombreux témoins ou accusés avaient tout intérêt à ne pas évoquer certains faits. Établir, connaître la vérité de l'affaire semble donc difficile. Comme le dit Frédéric Monnier : « *dans le détail nous savons peu de chose* »[1352], ce qui n'empêche pas d'ailleurs ce même auteur de dire que les faits sont établis[1353]... Or dans l'état actuel des sources ils ne le sont pas ! Si on

1350 J.Nobécourt, *op cit,* p. 568.
1351 Kéchichian A, *Les Croix de Feu à l'âge des fascismes,* Champ Vallon, Paris, 2006.
1352 Frédéric Monier, *Le complot dans la République,* La Découverte, Paris, 1998, p. 310.
1353 Ibid, p. 198.

peut citer un certain nombre de faits qui ont rendu ces affirmations crédibles, rien ne permet de prouver une telle collusion[1354]. Il n'est pas impossible que de telles archives existent, conservées quelque part, et qu'elles apporteraient une réponse claire, mais pour l'instant la charge de la preuve incombe à « l'accusation »[1355] et personne n'a pu apporter de fait déterminant : j'entends par là un témoignage fiable et recoupé, reposant notamment sur un écrit. S'il y a bien un raidissement à partir des années 1930, on ne peut, faute de sources, aller plus loin. Mon hypothèse est qu'il a dû se tenir au moins vaguement informé des divers agissements de cette organisation, comme il semble que Pétain l'était aussi[1356], mais sans se compromettre ; restant dans une posture attentiste voire d'homme providentiel, si et seulement si, un coup d'état communiste devait avoir lieu un jour.

On peut résumer son évolution politique, malgré des incertitudes, à l'aide du schéma suivant.

1354 Certains auteurs considèrent au contraire que l'armée n'a pas participé à la Cagoule. Par exemple, Martin S.Alexander, *The Republic in danger,* Cambridge : Cambridge university press, 1992. pp. 101-108.
1355 Bien sûr, l'historien n'accuse et ne juge pas. Je fais juste une analogie méthodologique avec le droit.
1356 G. Vidal parle de « caution morale » de la frange anticommuniste ; dans G. Vidal, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939 Enjeux stratégiques et culture politique, op cit.*



B) Franchet d'Espèrey, les académies et travaux scientifiques.

Une des particularités de Franchet d'Espèrey est sa grande implication dans les milieux académiques et même scientifiques de son époque. Le maréchal est une figure polymorphe ; incontestablement sa grande vivacité, son action inlassable sont mises en avant par tous ceux qui l'approchent, mais il ressort, tant de sa correspondance que de son action publique, que c'est aussi un homme qui montre de l'intérêt pour les choses intellectuelles. S'il appartient à l'Académie française, comme d'autres maréchaux et généraux avant lui[1357], il est aussi membre de sociétés savantes, comme l'Académie des sciences coloniales et la Société de géographie.

1357 Il succède d'ailleurs au maréchal Lyautey le 15 novembre 1934.

Réception du maréchal Franchet d'Espérey à l'Académie Française

source :gallica, auteur Keystone 1915

Il rédige aussi de nombreuses préfaces, ouvrages militaires et écrit même dans une revue spécialisée sur le monde musulman. Ces riches et diverses participations s'inscrivent dans un débat intellectuel et métapolitique, plus spécialement autour de la légitimation de la colonisation, qu'il convient de détailler en appréciant le rôle que Franchet d'Espèrey a pu y jouer.

Ses écrits comme ses actions épousent assez bien les contours de l'époque : ils permettent à la fois d'élaborer une science des colonies, en rassemblant un ensemble d'informations ethnographiques, démographiques, géographiques, scientifiques sur les colonies, puis de l'utiliser à des fins plus politiques.

1) La participation à la *Revue du monde musulman*

Selon Pierre Singaravélou, « *la colonisation présente deux caractères distinctifs : la discontinuité géographique et culturelle, ce qui entraîne l'émergence d'un corpus de savoirs spécifiques (...) qui constituent une forme d'expression "esthétique" de l'impérialisme, cherchant à séduire, à faire fantasmer les sociétés métropolitaines ; mais comprenant aussi des fonctions cognitives* »[1358]. Pierre Singaravélou considère que, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, les sciences coloniales répondent à trois objectifs : développer les connaissances en elles-mêmes, servir les futurs colons ou administrateurs, et légitimer la colonisation. C'est à ce premier objectif que répond l'article de Franchet d'Espèrey à propos des musulmans en Thessalie[1359]. Même si la Thessalie, donc la Grèce, ne fait pas partie stricto sensu du monde colonisé, son éloignement, son retard technique, et le sujet, les musulmans dont l'altérité révèle bien du processus mental de différenciation entre l'Européen et le colonisé, permettent d'inclure cette étude dans le champ des sciences coloniales.

Cet article, dans le premier numéro de la revue, fait suite à un voyage de dix jours en Thessalie « *dont les études musulmanes n'ont pu occuper que quelques heures* ». L'article, d'une douzaine de pages, repose sur une méthode scientifique assez succincte - la discussion avec les notables et l'agent consulaire français - et sur des études statistiques, spécialement sur la composition de la population. L'étude démographique porte tout d'abord sur la part de musulmans dans la population thessalienne en 1907 :

Sur 381 000 hommes, on ne compte que 3 000 musulmans dont une partie étrangère et instable dans son habitat. Ces musulmans sont divisés en deux. Tout d'abord les Tziganes, dont un groupe est nomade alors que d'autres sont artisans en ville, ils sont 1 060 en 1907. Il faut leur ajouter des

1358 Pierre Singaravélou Professer l'Empire : *Les « sciences coloniales » en France sous la III[e] République*, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 13.
1359 Franchet d'Espèrey, « Les musulmans en Thessalie », *Revue du monde musulman,* 1911, XIII, pp. 87-94.

journaliers, que certains grands propriétaires font venir des confins de la Macédoine et de l'Épire. Bien que musulmans, ils ne parlent que le grec et sont appelés Valaades (ils sont alors au nombre de 200). L'autre partie, sédentaire, s'élève à 1 635 musulmans dont 525 en ville, le reste étant de petits paysans produisant notamment du tabac. Franchet d'Espèrey note que, trente ans auparavant, leur part dans la population était de 1/6e contre 1/130e à présent.

À côté de cette présentation démographique, d'importantes et précises explications historiques et juridiques sont fournies. On apprend qu'en 1881, lors de la cession du territoire par la Turquie à la Grèce, tous les habitants obtinrent la nationalité grecque, ainsi que la liberté de culte, et les tribunaux islamiques furent maintenus (les articles du traité de paix sont même cités). Néanmoins, des envoyés de Constantinople appelèrent à l'émigration et furent écoutés par les petits comme par les grands propriétaires. En effet, les grandes propriétés étaient quasiment toutes musulmanes en 1881 mais il n'en reste que 43 au lieu de 264 à l'époque. Pour sa part, le sultan a gardé ses terres. Franchet d'Espèrey nous présente rapidement la cohabitation, paisible, entre les communautés. Par exemple à Larissa, les jours d'ouverture et de fin du jeûne sont annoncés par un coup de canon de l'artillerie hellénique. Les musulmans sont aussi autorisés à participer à la vie politique thessalienne (même s'ils le font assez peu en réalité) et conservent des liens privilégiés avec le sultan à qui ils peuvent faire appel et qui entretient d'ailleurs trois postes consulaires. Les Grecs tolèrent cette double nationalité et les exemptent du service militaire sans taxe particulière. Selon Franchet d'Espèrey, on note l'absence de toute hostilité avec les chrétiens, les grands propriétaires ont de très bonnes relations avec leurs voisins et l'administration. Néanmoins, la majorité des musulmans est déjà partie, la vision livrée ici est quelque peu irénique afin de bien s'insérer dans la ligne éditoriale du magazine qui chercher à sortir des images négatives sur l'islam.

Au niveau interne, cinq muftis sont nommés sur proposition de la communauté (la loi est citée dans un souci remarquable de précision et cela démontre la qualité des informations recueillies) et payés par l'État grec. Ils rendent des jugements religieux, valables même en cas de

désaccord avec la législation grecque, sauf en matière criminelle. Les communautés musulmanes ont leurs propres écoles, de simples écoles coraniques ainsi qu'une école primaire supérieure à Larissa ; la langue turque est enseignée et l'État grec ne contrôle jamais ces lieux d'enseignement qui fonctionnent comme des écoles étrangères. Enfin, si la plupart des mosquées tombent en ruine, elles n'ont pas été utilisées par d'autres services publics à la différence de ce qui se fait dans les autres parties du royaume ; il existe un monastère Bekhtachi[1360] à Irini abritant soixante-huit membres. Pour conclure, l'auteur considère que la « *situation des quelques musulmans restés en Thessalie est très supérieure à celle des Grecs en Turquie* ».

Malgré ces bonnes conditions, il n'est pas surprenant que l'essentiel des musulmans soient partis vivre en terre d'islam, dans cet Empire ottoman dont ils sont si proches. En effet, c'est une recommandation pour le croyant de vivre dans un pays musulman et il y a de nombreux précédents comme en Sicile, où d'eux-mêmes les musulmans sont majoritairement partis (même si on trouve aussi des contre-exemples comme en Crète).

Utilisation de statistiques et de sources législatives, objectivité, la démarche est bien scientifique et concerne un sujet original qui révèle bien la curiosité profonde de l'officier Franchet d'Espèrey qui, par ailleurs, voyage beaucoup lors de la première partie de sa carrière. Enfin, l'œuvre est considérée par des spécialistes comme « *exceptionnelle car les études sont rares à propos des musulmans grecs du XIX^e^-début XX^e^* »[1361]. Cet article est en partie commandé par son ami Le Chatelier et s'inscrit dans un projet de promotion et d'avancement de sa carrière, comme ce dernier l'explique : *« Je crois qu'un article de toi en ce sens aurait un retentissement considérable et serait très important comme poussée, comme mouvement, en même temps qu'on ne t'en saurait certainement pas mauvais gré, au contraire »*[1362]. Il semble aussi qu'il ait aidé la mission de M. Pallary au Maroc en 1913[1363].

1360 Il s'agit d'un ordre religieux ésotérique, issu de la mouvance soufi de l'islam. On considère qu'il a un rôle important dans l'expansion militaire, scientifique et culturelle de l'Empire ottoman et l'islamisation des Balkans.
1361 Alexandre Popovic, *Les Musulmans des Balkans à l'époque post-Ottomane*, Les Éditions isi, Istanbul, 1994.
1362 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre Le Chatelier à Franchet d'Espèrey, 16 février 1908.
1363 Mission principalement photographique du Nord Atlas.

Pendant la Grande Guerre et ses suites, Franchet d'Espèrey n'a évidemment pas le temps d'écrire, ni de participer aux débats intellectuels, eux-mêmes mis largement en sommeil. Il assiste les missions scientifiques sur le front oriental, il confie à Louis Gentil une mission géographique et géologique et lui adjoint un jeune chercheur pour l'Albanie, Jacques Boucart[1364]. De même, il contribue au développement du service archéologique de l'armée française créé par le général Sarrail[1365].

2) Des écrits et activités multiples après la Grande Guerre.

Ses actions se développent à son retour en France fin 1920. À côté des activités militaires, le nouveau maréchal participe aux académies scientifiques et coloniales compte tenu de ses connaissances approfondies du Maghreb et de ses nombreux voyages en Orient.

Tout d'abord, il intègre la nouvelle Académie des sciences coloniales ouverte le 18 mai 1923 lors d'une séance solennelle à la Sorbonne, et qui est reconnue d'utilité publique en 1926. Il intègre la 3e section, celle des sciences économiques et sociales. Quel rôle Franchet d'Espèrey y a-t-il joué ? A-t-il exercé un rôle de représentation, somme toute assez formel, ou participe-t-il de façon plus active ? En premier lieu, il exerce le rôle de président de 1925 à juin 1926. Il prononce quelques discours, comme en 1925 sur le rôle et le mérite des frontières coloniales et de la légitimité des intérêts économiques français ; il répond aussi au ministre des Colonies André Hesse, venu à l'Académie lors de la déclaration d'utilité publique. Pour ce qui est de sa participation active, il semble être présent quatre-cinq fois par année mais en général il prend peu la parole, ses interventions sont brèves, il est probable qu'il ne soit pas spécialement à son aise, ne disposant pas d'une réelle expertise scientifique. De plus, le maréchal est très occupé et cela ne lui laisse pas le temps d'assister aux nombreuses séances de l'Académie (en général une par mois à l'époque).

1364 Jacques Bourcart, 1891-1960, maître de conférence à la Sorbonne, il préside la Société géologique de France et rejoint l'Académie des sciences en 1960.
1365 Léon Rey, *Observations sur les premiers habitats de la Macédoine, recueillies par le service archéologique de l'armée d'Orient, 1916-1919 (région de Salonique),* E. de Boccard, Paris, 1921.

D'ailleurs à la séance du 5 novembre 1925, il ne peut pas lire le discours qu'il a préparé car il doit partir prendre le train afin d'inspecter les troupes d'Afrique du Nord[1366].

Le maréchal fait aussi partie de la Société de géographie[1367]. Il semble la rejoindre en 1925, présenté par M. Cordier de l'Institut et M. Grandidier et, dès 1926, il siège dans la Commission centrale. Les archives de la société permettent de voir, sous réserve de lacunes, ses présences et interventions, notamment en 1929 où il assiste à de nombreuses séances comme le 22 novembre sur l'assèchement du Zuiderzee[1368], puis en décembre sur l'Asie Centrale. Il devient président en 1931 et tient ce rôle dans de nombreuses séances comme le 25 novembre 1932 où il remercie Alphonse XIII, roi d'Espagne déchu, pour son rôle humanitaire pendant la guerre. Il participe à l'inauguration de la statue de Laplace, le grand savant mathématicien et physicien de la période napoléonienne, à Beaumont-en-Auge dans le Calvados le 3 juillet de la même année.

La séance du 30 novembre 1932 est bien documentée. Elle se tient à la Sorbonne, en présence du président de la République Albert Lebrun, du maréchal Pétain, des généraux Weygand, Gamelin, Gouraud, mais aussi de M. Rothschild ; elle a pour objet la projection du film d'A. Sauvage[1369] : C*roisière jaune.* Le film est un documentaire sur l'expédition automobile, aussi appelée Centre-Asie, organisée par André Citroën d'avril 1931 à février 1932, elle fait suite à la traversée du Sahara et à la croisière noire ; plusieurs raids automobiles traversent l'Asie et rejoignent Pékin. Des équipes cinématographiques ont suivi le périple et permettent de monter un film à visée ethnographique mais surtout nationaliste. Franchet d'Espèrey prononce alors un discours dont certains passages méritent la citation : après avoir dressé un parallèle entre l'expédition et les voyages de Marco Polo, il s'adresse au président de la République, et affirme que « *comme lui, la Mission Centre-Asie, à côté de l'action pratique, a été entraînée par l'idée*

1366 *Académie des sciences coloniales. Comptes rendus des séances. Communications T5*. 1925, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, Paris, 1926.
1367 https://www.bnf.fr/fr/les-collections-de-la-societe-de-geographie les différents numéros de la revue sont disponibles sur ce site.
1368 C'est un ancien golfe du centre-nord des Pays-Bas transformé en lac d'eau douce et en polders.
1369 André Sauvage, 1891-1975, cinéaste, écrivain et peintre français.

patriotique et scientifique ; elle a montré l'œuvre que des Français étaient capables de mener à bien » puis il compare A. Citroën à Chateaubriand qui *« a compris que les nuits passées sur un vaisseau battu de la tempête ne sont point stériles pour l'âme »* et qui *« a eu l'intuition généreuse et hardie que l'heure était venue d'unir à la métropole par un lien automobile les plus lointaines de nos possessions africaines et asiatiques ».*

Franchet d'Espèrey est grièvement blessé aux jambes le 19 mars 1933. Alors qu'il participait à un raid automobile Agadir-Gadès en partant de Tunisie, sa voiture glisse sur la boue et sort de la route, elle se renverse et fait trois tonneaux, le maréchal est éjecté et perd connaissance ; il souffre de multiples fractures aux jambes et au bassin. Devenu grand invalide, il se déplace difficilement, il démissionne de son activité d'inspecteur des troupes d'Afrique du Nord, mais malgré tout, son activité ne s'arrête pas totalement. Il est réélu membre du bureau de la Société de géographie en 1934 pour la période 1934-1939 avec 627/635 suffrages valables pour 705 exprimés. À partir de son accident il est moins actif, mais participe par exemple à la conférence du Dr. J-B Charcot, explorateur français des pôles, le 6 mars 1934. En 1935, il est présent lors de la remise du buste du prince Sixte de Bourbon-Parme. Issu de la branche italienne des Bourbons, ce dernier s'était engagé dans l'armée belge et avait été l'intermédiaire du nouvel empereur d'Autriche-Hongrie Charles I, son beau-frère, en 1917, lorsque ce dernier cherchait à négocier secrètement la paix avec l'Entente. Le maréchal raconte qu'en janvier 1919 le prince lui a demandé de protéger l'Empereur Charles et sa famille : *« nous fûmes rapprochés par l'amour commun que nous portions à l'Afrique française et par l'étude des liaisons à créer entre ses membres épars».* Sa dernière séance attestée, semble être le 22 février 1935 lors de la conférence du Capitaine Wauthier qui a relié par avion et auto le Hoggar[1370] au Tchad. On doit aussi étudier les personnages qu'il parraine assez régulièrement,

1370 Il s'agit d'un massif montagneux dans le sud de l'Algérie.

souvent des militaires, comme le général Arthur Boucher[1371], le capitaine Hayaux du Tilly[1372], mais aussi des civils.

On assiste à une osmose entre les différents milieux coloniaux, militaires, scientifiques, hommes d'affaires ou politiques qui se rejoignent dans ces académies, en tant que membres ou en tant qu'auditeurs, afin de défendre l'œuvre coloniale qui s'implante à partir des années 1920-1930 comme le succès de l'exposition coloniale de 1931 le démontre.

Maintenant qu'on a précisé l'œuvre intellectuelle et académique du maréchal dans le domaine des sciences coloniales, il faut analyser la contribution de ces travaux au débat intellectuel et son rapport à la colonisation.

3) Les sciences coloniales au service de la colonisation ?

On peut considérer[1373] qu'à partir de la seconde moitié du XIX^{e} siècle, les promoteurs des sciences coloniales poursuivent trois objectifs : développer la science pure, servir à la formation des futurs colons ou fonctionnaires et enfin « *élaborer un métadiscours sur le bien-fondé de la colonisation* ». L'action du maréchal s'inscrit bien dans cette logique, avec son article scientifique pour faire connaître les musulmans de Thessalie, puis des actions dans diverses académies pour développer la science, essentiellement dans une optique de légitimation de la colonisation, comme on le voit dans le discours de réception du président de la République des sciences coloniales en 1925. Nicholas Dirks considère même que « *le savoir colonial est à la fois un moyen de la conquête*

1371 Ancien chef du bureau des opérations à l'état-major de l'armée, ancien président de l'Association des études grecques.
1372 René Hayaux du Tilly, 1861-1930, saint-cyrien, général de brigade.
1373 Voir P. Singaravélou, *op cit,* p. 14.

coloniale et il en est un produit » [1374].

Sous la III[e] République, le discours colonial repose sur trois thèmes : la mission civilisatrice, la mise en valeur des colonies, et la politique indigène de « développement », avec une implication massive des savants, y compris certains anti-coloniaux. C'est le cas de l'Académie des sciences coloniales, « *organe de propagande du parti colonial français, l'Académie se prévaut toutefois d'une forme d'humanisme colonial* »[1375]. Dans ces institutions, on développe un enseignement pratique et un enseignement supérieur colonial qui fournit des savoirs et des représentations. Il apparaît que l'institutionnalisation constitue une condition nécessaire à l'émergence des communautés savantes[1376]. Mais en distinguant radicalement les colonisateurs des colonisés, ignorants des techniques et des sciences de l'Homme, la science justifie la colonisation comme vecteur de civilisation et de progrès. Il est notable qu'aucun « indigène » n'est présent dans ces académies, il s'agit donc d'une étude sur leurs civilisations, leurs territoires, mais sans eux. Ces travaux sont d'ailleurs quasi exclusivement centralisés et produits par des institutions métropolitaines. En effet, au XIX[e] siècle, les sciences de l'homme, sous l'effet de l'expansion coloniale, sont en partie fondées sur une série de discours sur l'altérité et l'inégalité (races, individus, environnement, langues). Ces conceptions infusent largement la pensée du maréchal, bien qu'on ne trouve pas d'affirmation raciste ou clairement discriminatoire dans ses discours. Par là, le maréchal épouse simplement les préjugés de son temps, les certitudes de son époque et du bon droit des Européens civilisés sur des peuples qui le sont moins, ces conceptions étant alors largement répandues dans tous les milieux politiques. Par exemple, lors de la séance du 5 novembre 1925 présidée par Franchet d'Espèrey, on débat de la possible participation à une initiative anglaise qui vise à développer l'instruction des indigènes ; le maréchal, qui participe un peu au débat, se contente d'affirmer qu'il ne faut pas employer l'arabe comme on l'a fait. D'ailleurs, il se montre globalement circonspect sur la promulgation d'éventuelles réformes visant à les instruire plus. On

1374 N. Dirks, *Colonialism and Culture,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 1992 , p. 3.
1375 Voir Pierre Vermeren, *La France en terre d'islam : empire colonial et religions, XIX[e]-XX[e],* Belin, Paris, 2016.
1376 Voir Nicolas Adell-Gombert, *Anthropologie des savoirs,* Armand Colin, Paris, 2011.

devine la méfiance traditionnelle envers les indigènes et la crainte qu'instruits, ils demandent plus de pouvoir.

Néanmoins, même s'il est essentialiste, le discours colonial est divers et fait émerger de réels savoirs. En France, on observe un croisement entre l'histoire de la colonisation et les *Science studies* ; les savants coloniaux ne sont pas purement et simplement instrumentalisés par les autorités coloniales : ils développent leur propre stratégie. Ainsi, le rapport entre science et politique doit être analysé en termes de tension plus que d'hétéronomie.

Dans ce contexte général, bien que modeste, Franchet d'Espèrey participe largement, davantage d'ailleurs par son statut, son prestige ou son influence que par ses travaux personnels, à ce processus de mise en place d'une culture coloniale, fondée sur des académies savantes et où la science et ses institutions servent à justifier la colonisation et à apporter une légitimité scientifique dans un monde où le scientisme reste fort et qui n'a pas été dessillé de son admiration pour elle comme après 1945.

À côté de cette œuvre scientifique coloniale, le maréchal participe aussi à des écrits historiques. Dans les années 1920, l'historien Gabriel Hanotaux publie une histoire de la nation française. Il confie au vainqueur des Balkans la rédaction et la direction du tome VIII de la collection s'étendant de la Révolution à la fin de la Grande Guerre, et ce dernier en écrit de nombreux passages. De même, à partir des années trente, il rédige de nombreuses biographies de militaires comme celles de Bugeaud[1377] ou de Mangin[1378], deux fameux coloniaux : le premier étendit les possessions françaises en Algérie, le second fut un fougueux commandant au Maroc et l'ardent propagandiste de la force noire. Le maréchal apparaît bien comme un spécialiste de l'histoire coloniale, alors même que les relations avec Mangin ne furent pas toujours simples. La préface consacrée à Mangin débute ainsi : *« Aux Français qui, dans la dure crise actuelle, sentent*

1377 Franchet d'Espèrey, *Bugeaud,* Hachette, Paris, 1938.
1378 Franchet d'Esperey, *Mangin, sa carrière, ses missions,* Revue d'histoire diplomatique, avril-juin 1932.

le besoin de présenter à la fortune adverse le faisceau bien uni de la métropole et de ses fils d'Outre-mer ». Il s'agit donc bien d'une approche historique mais orientée, proche du moraliste qu'était Plutarque. On perçoit bien la visée politique : inspirer le patriotisme et défendre l'empire colonial, qu'il présente plus loin sous ces termes : *« Tel qu'il est, il fait notre force et nous donne dans le monde une place digne de notre patrie ».* On retrouve les grands thèmes du discours colonial classique dans d'autres ouvrages, par exemple dans un ouvrage qui vante l'Algérie française[1379] et les mérites des colons : *« Non seulement ils ont pacifié le pays, mais ils ont construit des villes dans les plaines, tracé des routes, desséché les marécages, jeté les assises indestructibles de notre France d'Afrique* », puis parlant des autochtones « *peuples laborieux, intelligents et guerriers qui, en retour de tant de bienfaits ont généreusement versé leur sang pour le salut de la Mère-Patrie* », l'exaltation de la plus Grande France et de sa mission civilisatrice est limpide. Ce type de discours colonial apparaît aussi dans d'autres ouvrages : « *œuvre éminemment civilisatrice et inéluctable* »[1380]. Mais plus que des rappels historiques ou des reprises du discours colonial, certains ouvrages ou préfaces servent aussi d'appels à des réformes ou à rappeler les projets du maréchal. Il énonce par exemple qu'une fois le contrôle renforcé sur le Sahara, on devrait développer les axes de transports : « *les forces terrestres viennent occuper les régions reconnues par l'aviation, y tracent des pistes, y construisent des routes et des voies ferrées, y fait régner enfin une sécurité permanente* »[1381]. Il compare les rebelles sahariens aux grandes compagnies de la guerre de Cent Ans[1382]. Il réclame d'ailleurs un haut commandement spécifique au Sahara.

Enfin, il participe à des ouvrages qui reviennent sur l'Orient, ce qui lui permet indirectement de remettre en œuvre son action : « *absorbés par les soucis de la lutte quotidienne, la majorité des Français n'a porté qu'une attention restreinte aux événements d'Orient* », et de partager son avis, quelque peu amer et critique, sur les faits passés : « *servis par la diplomatie dont*

1379 Edmond Chappuis, *1830-1930 le Centenaire de l'Algérie française*, Strasbourg, 1930.
1380 Général Armengaud, *La pacification de l'Afrique encore insoumise*, éditions Berger-Lenault, Paris, 1930.
1381 Ibid.
1382 Ibid.

la naïveté était le moindre défaut, sacrifiant ses intérêts à ses amitiés, la France s'effacera »[1383].

Il soutient la *Revue militaire générale* du général Azan, son ancien chef d'état-major à Constantinople, en écrivant dans le premier numéro. Pour tous ses écrits, il est élu le 15 novembre 1934 à l'Académie Française au siège laissé vacant par la mort de Lyautey ; mais parmi les immortels son action fut modeste.

4) L'islam et sa vision

Franchet d'Espèrey apparaît comme un farouche défenseur « du parti colonial »[1384], mais le débat sur la colonisation repose aussi largement sur une conception, une vision de l'islam vu comme une altérité menaçante, comme le proclamait Victor Hugo :

« Et toi, chrétienne Europe, entends nos voix plaintives.

Jadis, pour nous sauver, saint Louis vers nos rives

Eût de ses chevaliers guidé l'arrière-ban.

Choisis enfin, avant que ton Dieu ne se lève,

De Jésus et d'Omar, de la croix et du glaive,

De l'auréole et du turban »[1385]

Est-on encore fin XIX^e^-début XX^e^ dans une telle opposition binaire ? Le maréchal qui a vécu longtemps au contact de musulmans, dans ses missions ou de par les troupes qu'il commande, voit-il l'islam, et par incidence les musulmans comme des menaces ?

Nul n'est le « premier homme[1386] », le référentiel, tant moral que culturel, dépend largement de l'époque dans laquelle on vit et il en est de même pour le maréchal. Il semble donc logique

1383 Commandant Larcher, La Guerre Turque dans la Guerre mondiale, édition Etienne Chiron, Paris, 1925.
1384 Voir *d'Andurain Julie, Colonialisme ou impérialisme ? Le « parti colonial » en pensée et en action*, Hémisphères éditions/Zellige, Paris,2017.
1385 Victor Hugo, Navarin, dans *Les orientales,* 1829.
1386 Référence au roman inachevé de Camus.

d'aborder le contexte intellectuel et culturel dans lequel il évolue, et la façon dont l'islam est perçu dans cette période de modernisation sociétale globale qui va du dernier tiers du XIX[e] siècle à l'entre-deux-guerres.

La religion fondée par le Prophète reste largement méconnue en France, ainsi, elle fait l'objet de représentations[1387] plus ou moins correctes et savantes, qui diffèrent largement des débats actuels mais qui forment un cadre mental dans lequel politiques et militaires pensent l'altérité musulmane.

Depuis au moins Ernest Renan[1388], même chez les élites, le musulman est vu comme un barbare dangereux, plongé dans le fanatisme, la paresse, la misogynie et la xénophobie. L'indigène est essentiellement déterminé par sa foi lorsqu'il suit les préceptes du Coran, il est alors simplement qualifié de musulman. Franchet d'Espèrey ne fait pas exception, par exemple, lorsqu'il désigne les officiers indigènes par « *les cadres musulmans* »[1389]. De plus, nombreux sont ceux qui considèrent les musulmans comme inassimilables[1390]. Ce cliché est renforcé par la vision sensualiste de l'islam et de ses adeptes prisonniers de leurs désirs (polygamie, harem, etc.), ce qui est un élément de leur « infériorité raciale ». D'ailleurs Tocqueville lui-même considérait que l'islam était synonyme de fanatisme[1391]. De plus, Renan analyse la naissance de l'islam et son succès par sa simplicité, adaptée aux capacités des « races inférieures ». Selon lui, l'islam ne crée rien, ses « lumières » sont un emprunt aux Grecs. Ainsi, l'islam serait incapable de progrès et on lui impute alors le retard matériel, « l'infériorité », des civilisations qu'il a développées[1392]. Cette conception péjorative se diffuse horizontalement par d'autres savants et verticalement à travers les manuels ou le *Grand Dictionnaire universel du XIX[e] siècle Larousse*, voire l'enseignement scolaire. Par exemple, le professeur au collège de France William Marçais considère que l'islam refuse les influences

1387 Voir Olivier Le Cour Grand maison, *« Ennemis mortels » : Représentations de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale,* La Découverte, Paris, 2019.
1388 Ernest Renan, *L'Islamisme et la science (1883)*, avec la réponse de Djemâl ad-Dîn al-Afghâni, préface de FR. Zabbal, L'Archange Minotaure, 2003, Montpellier.
1389 SHD 7N200-10, rapport 12 avril 1926 sur l'emploi des indigènes dans le service de subsistance en Tunisie.
1390 Paul Azan, *Recherche d'une solution de la question indigène en Algérie*, Challamel, Paris, 1903.
1391 Tocqueville, « Travail sur l'Algérie » (octobre 1841), *in Œuvres I,* Gallimard, coll « La Pléiade », Paris, 1991.
1392 Voir E. Renan, *L'Islamisme et la science (1883), op cit.*

étrangères et est prompt à se révolter[1393]. Cette religion est d'ailleurs globalisée et vue comme une entité entière, unie, autre et opposée, pour certains[1394], à l'Europe chrétienne, et donc dangereuse. Franchet d'Espèrey par exemple, évoque le manque d'hommes en Orient « *face au monde musulman* »[1395]. Par porosité, la fonction publique est aussi touchée, ainsi le préfet de la Loire évoque « un fossé que rien ne comblera »[1396].

En conséquence, spontanément, les forces françaises cherchent à s'appuyer sur les chrétiens orientaux, qui sont déjà historiquement protégés par la France, spécialement les Arméniens et au Liban. En effet, depuis François Ier et l'alliance avec l'Empire ottoman en 1535, les Français bénéficient de privilèges, on parle de capitulations, qui les exemptaient dans une large mesure de la tutelle des autorités locales. Ces traités confirmés douze fois permirent à la France d'adopter petit à petit la posture du défenseur des chrétiens orientaux, et c'est au nom de ce principe que, déjà en 1860, le Second Empire intervient au Liban en faveur des chrétiens maronites.

En revanche, l'islam n'apparaît pas comme une menace pour « l'identité française » ; cette religion est vue comme externe à la France métropolitaine et en perte de vitesse, pour des raisons liées à son retard technique. Loin d'être dangereuse, son mysticisme peut même parfois séduire des nationalistes comme Barrès attiré, intéressé par le soufisme et l'Orient[1397]. Le maréchal lui-même, bien que bon catholique, n'hésite pas à citer des dictons arabes comme « *seul Dieu est grand »*[1398] et a visité quelques établissements religieux musulmans. On est loin des polémiques actuelles, même dans des journaux comme *l'Action Française*. Pour les partisans du nationalisme intégral, les ennemis sont les juifs, les protestants, les francs-maçons ; comme l'islam ne fait pas partie de cette sinistre liste, il est indubitablement « autre ». L'ambiance semble même parfois être celle d'une

1393 William Marçais, *Articles et conférences*, Publications de l'Institut d'Études orientales, Faculté des Lettres d'Alger, Adrien-Maisonneuve, Paris, 1961.
1394 Tous les savants français ne sont pas chrétiens, par exemple Renan a rompu avec le catholicisme et se réclame du matérialisme des Lumières.
1395 SHD 6N202, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 26 novembre 1919.
1396 AN F7 13 518 rapport du 6 mars 1925.
1397 Maurice Barrès, *Un jardin sur l'Oronte*, Paris, Plon, 1972 (1922).
1398 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre privée du 5 octobre 1918 à Le Chatelier .

« reconquête catholique » ; par exemple, en 1930 à Carthage, se tient un congrès eucharistique[1399], dans une cité symbolique du christianisme africain antique et attachée à la mémoire de Saint-Augustin, et cela donne lieu à des manifestations et des processions, comme celle du 8 mai où 6 000 enfants habillés en croisés déposent à l'amphithéâtre romain de Carthage des palmes en l'honneur des martyrs. Même si cet exemple, exceptionnel, ne doit pas être surestimé, on perçoit bien que le christianisme se considère comme en reconquête, comme dynamique et non comme menacé de submersion par l'islam qu'il considère comme « arriéré ».

Par contre, il y a une quasi-unanimité pour avoir peur de l'islam en tant que vecteur de révolte dans l'empire français. Par exemple, dans *l'Action Française* le 25 août 1908 : « *L'Angleterre craint l'islam en Égypte et aux Indes (...) nous qui pensions avec angoisse aux dangers que l'islam fait courir à la France* », et encore le 27 août 1908 : « *L'islam moderne apparaît ainsi comme le champ de bataille et d'expérience des compétitions européennes. On s'apercevra peut-être un jour qu'il y avait quelque danger à jouer avec le feu mahométan, présentement recouvert de cendres, qui pourrait bien jaillir soudain* ». Les hommes politiques partagent ces inquiétudes, ainsi le député catholique Denys Cochin[1400], le 19 janvier 1909, à la chambre, critique Jaurès qui sous-estime « *les périls dont l'islam pourrait nous menacer* ». Les intellectuels ne sont globalement guère plus nuancés et reprennent la doxa du maître Renan ; Ernest Fallot en 1904[1401] pense que « *les victoires militaires peuvent se transformer en défaites politiques* » si on laisse l'islam se développer.

Globalement, la plupart des autorités impliquées dans la colonisation considèrent qu'il faut diviser l'islam, utiliser par exemple les différentes confréries les unes contre les autres, et empêcher l'islamisation de l'Afrique noire. Ainsi, Franchet d'Espèrey propose en 1926 de créer quatre grandes

1399 Jacques Alexandropoulos, « Entre archéologie, universalité et nationalismes : le trentième congrès eucharistique international de Carthage (1930) », *Anabases*, 9 | 2009, 53-70. https://journals.openedition.org/anabases/343
1400 Denys Cochin, 1851-1922, député de la droite catholique, académicien.
1401 Ernest Fallot, « L'islam et la politique musulmane de la France dans l'Afrique du Nord », *Revue Politique et Parlementaire,* tome XL, mai 1904. Fallot fut membre de l'administration du protectorat français à Tunis.

divisions territoriales, ce qui permettrait le «*morcellement de l'autorité musulmane maghzénienne dont l'emprise sur un pays unifié peut aboutir à un nationalisme dangereux* »[1402]. Maurice Delafosse[1403] ancien administrateur des colonies et professeur à l'école nationale des langues orientales considère que si la France a arrêté les prédicateurs et ralenti l'avancée musulmane dans l'Afrique subsaharienne, celle-ci se poursuit d'un autre côté grâce à la sécurité et l'amélioration des routes qui favorisent les commerçants musulmans[1404] (la pensée de M. Delafosse est plus complexe, il affirme que la religion musulmane n'est ni un obstacle, ni une menace pour l'ordre colonial, qu'il ne faut ni favoriser, ni attaquer l'islam, ne pas harceler ses fidèles mais surtout ne pas encourager le prosélytisme musulman[1405]). L'islamisation est perçue comme superficielle en dehors de l'Afrique du Nord, sa pratique serait syncrétique et opportuniste, on se convertit pour le prestige social. Pour lui, il convient donc résolument d'arrêter ce processus. Franchet d'Espèrey est tout à fait dans cette ligne, il affirme ainsi : « *qu'il faut arrêter l'islamisation de l'Afrique noire* »[1406]. Néanmoins, il ne s'agit pas comme le père Charles de Foucauld de la christianiser. Bien que bon catholique, il n'évoque jamais cet aspect, même si les troupes indigènes qu'il commande tout au long de sa vie, ou qu'il inspecte suivent les préceptes du prophète (et on sait que la France évita toujours avec prudence d'encourager les apostasies de l'islam, de peur de révoltes).

Si l'islam fait peur, c'est qu'il semble un terreau susceptible de faire germer les graines de révolte du « fanatisme », et chaque révolte légitime les préjugés antimusulmans des Français. Par exemple, Ernest Fallot cite l'affaire de Marguerite, en 1901, où une révolte partant d'une réunion de pèlerins et grossie de journaliers agricoles, s'en prend aux colons, les force à prononcer la profession de foi musulmane, quatre d'entre eux sont même tués[1407]. Cette peur entretient alors une

1402 SHD 9M1913, rapport d'inspection de mars 1926.
1403 Maurice Delafosse, « L'état actuel de l'Islam dans l'Afrique-Occidentale française », *Revue du Monde musulman (mai 1910).*
1404 On peut penser à la façon dont l'Asie du Sud s'est islamisée par ces mêmes commerçants.
1405 Revue du monde musulman, *op cit*, il propose une neutralité absolue de l'État en matière de religion.
1406 Séance de l'Académie des sciences coloniales, du 5 novembre 1925.
1407 Didier Guignard, « PHÉLINE Christian, L'aube d'une révolution. Margueritte, Algérie, 26 avril 1901, Toulouse, Éditions Privat, 2012. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* , juin 2013. https://journals.openedition.org/remmm/7743

représentation simpliste qui permet d'éviter une introspection aux colonisateurs, « *à la complexité des situations surgies après la Grande Guerre se substitue une interprétation mono-causale caractérisée par le primat de la religion* »[1408] ; l'accusation de fanatisme permet de discréditer les opposants à la colonisation[1409]. Cela devient alors une explication toute faite, un leitmotiv qui justifie les méfiances et les positions de l'administration coloniale. Alors même que la France se présente comme une puissance musulmane[1410], elle a en fait peur de ses musulmans.

C) La peur du djihad[1411]

1) Une arme contre la France pendant la Guerre ?

Cette crainte d'une subversion intérieure n'est pas totalement dénuée de fondement. En effet, les Allemands poussent le sultan à proclamer le djihad contre l'Entente, ce qu'il fait le 14 novembre 1914 (précisons que les Allemands jouissent d'une importante présence économique dans l'Empire ottoman avec lequel ils s'allient en 1913 et ne craignent pas les éventuelles retombées anti-chrétiennes). Les autorités s'inquiètent et interdisent à la presse de l'évoquer[1412]. Par contre, ces appels répétés légitimeront les divers massacres des chrétiens de l'Empire, des Arméniens le plus souvent[1413] ; massacres que les Allemands, comme le général von Seeckt[1414], se refusent à condamner pour ne pas mettre en difficulté les Ottomans. Britanniques et Français imaginent déjà que leurs peurs vont se matérialiser et que leurs sujets musulmans, nombreux, sont susceptibles

1408 Olivier Le Cour Grandmaison, *« Ennemis mortels » : Représentations de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale, op cit,* p. 73.
1409 Ibid, p. 74.
1410 Terme employé pour souligner les succès de la République impériale, c'est un terme polémique et trompeur en tant que tel car la République est laïque et les musulmans, sauf dans de rares cas, sont écartés de la vie politique.
1411 Pour plus de développement voir : J.Y Le Naour, *Djihad 1914-1918,* Paris, Perrin, 2017.
1412 SHD 5N366, directive du 19 novembre 1914.
1413 Voir Yves Ternon, *Guerres et génocide au XX^e siècle,* Odile Jacob, Paris, 2017. Il y a notamment un passage très intéressant d'un notable turc, réputé pour sa piété et responsable de massacres importants. À l'officier britannique qui l'interroge pour savoir pourquoi un homme pieux comme lui a fait de telles choses, il répond qu'au contraire il a bien agi car le djihad était décrété par le sultan.
1414 Hans von Seeckt, 1866-1936, chef d'état-major de von Mackensen, en 1917, il sert comme chef d'état-major de l'armée ottomane. Il contribue à réorganiser l'armée allemande après le Traité de Versailles.

d'être ébranlés dans leur loyauté. Les Allemands tentent effectivement de débaucher les nombreux prisonniers musulmans et utilisent quelques musulmans isolés comme le lieutenant tirailleur algérien, Rabah B. Boukabouya, un instituteur, qui rédige *L'Islam dans l'armée française*[1415] pour louer le bon traitement des prisonniers à Berlin et inciter aux désertions : des bruits selon lesquels les musulmans seraient maltraités dans l'armée française se répandent et les parlementaires s'en inquiètent[1416]. Cet ouvrage n'est pas le seul, la censure doit interdire la publication d'autres manuscrits[1417]. De plus, en 1916, les prisonniers musulmans sont incités à s'engager par deux Tunisiens passés officiers, dont l'un se fait passer pour un fils de cherif[1418].

L'armée et le gouvernement cherchent alors à proclamer, ou renforcer, la bonne entente entre la France et ses soldats musulmans, que ce soit sous forme de démenti officiel - ainsi Lyautey demande une dénégation officielle d'une soi-disant mutinerie d'une compagnie marocaine lors de la bataille de la Somme[1419] - ou de par la création d'un livre d'or des tirailleurs[1420]. Les tirailleurs apparaissent aussi à longueur de temps sous un jour sympathique dans les magazines illustrés et dans les journaux, ou encore dans les publicités. Cela passe aussi par des articles dans la presse locale, et parfois par des personnages insolites tel un faux caïd Moussa[1421] qui réclame un service militaire intégral pour les indigènes, alors qu'inversement le résident de Tunis suggère de ne pas faire un appel public aux engagements, mais d'accélérer les promotions de soldats tunisiens[1422].

Mais, que ce soit par peur des représailles envers les familles restées sous contrôle des puissances coloniales, par méfiance envers les Allemands, ou par simple loyauté envers la France ou leur chef tribal, les désertions sont très rares. De plus, les conditions de détention ne sont pas

1415 Lieutenant El Hadj Abdallah, *L'islam dans l'armée française (guerre de 1914-1915)*, Constantinople, 1915.
1416 AMAE K/55CPCOM/1 1453, 29 septembre 1916 le président de la section islamique du comité d'action parlementaire à l'étranger notamment. De telles rumeurs sont aussi évoquées par le ministère de la Guerre et son bureau de presse qui est invité à ne pas trop exalter le rôle des troupes coloniales au motif que : « ces articles (…) sont exploités par la malveillance pour insinuer que ces troupes sont toujours placée aux postes les plus dangereux ». SHD 5N366, note du cabinet du ministre au gouverneur de Paris et aux généraux commandants de région, 25 novembre 1914.
1417 Par exemple 3 ouvrages publiés en Suisse qui évoquent tous le sort des indigènes musulmans. SHD 5N366, 3 août 1917.
1418 AMAE K/55CPCOM/1 1453, rapport 18 juillet 1916.
1419 Ibid, 19 juillet 1916.
1420 Ibid, 3 septembre 1916, demande de subvention au ministère des Affaires étrangères.
1421 Ibid, 20 octobre 1916.
1422 Ibid, 14 août 1916.

bonnes selon les témoignages des prisonniers évadés[1423]. Les autorités allemandes décident alors de transférer une partie des prisonniers musulmans à leurs coreligionnaires ottomans, mais là encore sans grand succès. Si des centaines de musulmans[1424] nord-africains ou indiens sont engagés de force, nombreux sont ceux qui désertent, même au prix parfois de grands efforts[1425]. D'ailleurs le ministre de la Guerre fait demander par voie diplomatique au chérif de la Mecque d'aider aux désertions, par le biais des tribus arabes[1426]. Des rumeurs de désertions massives d'indiens demeurent jusqu'à fin 1919 ; un rapport des services de renseignement français parle de 2000 désertions en une seule journée et l'officier de renseignement affirme avoir rencontré deux officiers indiens déserteurs qui désirent rentrer en Inde fomenter une révolte[1427]. Finalement, comme le souligne Jacques Frémeaux : « *même le mot d'ordre de guerre sainte perd beaucoup de sa capacité mobilisatrice chez les musulmans, au sein des masses et plus encore des notables, pour peu qu'il apparaisse que l'exercice de la religion n'est pas entravé par les conquérants »*[1428]. Le djihad n'a donc pas plus d'impact en 1914 qu'avant la guerre.

Alors même que les indigènes, assimilés aux musulmans, font preuve dans une très grande majorité de leur loyauté, les quelques cas de désertion sont perçus comme preuves que d'autres trahisons pourraient se produire. Ainsi rien ne peut lever totalement le soupçon ; l'altérité de l'islam est comme un pêché originel qui entache les adeptes du prophète et grève leur fidélité. La pratique de l'islam est vue comme un ferment permanent de division, un levain perpétuel de soulèvement. Peu comprennent que la mise à l'écart des musulmans dans les colonies confère à ces peurs un aspect autoréalisateur ; les inégalités nourrissent le ressentiment qui nourrit alors les révoltes qui justifient a posteriori les peurs.

1423 SHD 7N2107, divers témoignages de soldats envoyés de force en Mésopotamie et évadés, puis passés aux Britanniques.
1424 Ibid, lettre 20 juillet 1916, Londres parle de 1 000 Nord-Africains dans l'armée turque du Tigre
1425 Voir annexe 2.
1426 AMAE K/55CPCOM/1 1453.
1427 SHD 20N257, rapport du service de renseignement français au QG AAO, juin 1919.
1428 Frémeaux J, *De quoi fut fait l'Empire, Les guerres coloniales au XIX ème*, éditions CNRS, 2010, p. 319.

Franchet d'Espèrey ne semble pas particulièrement inquiet lors de la Première Guerre mondiale et ses suites en Orient, il ne fait que peu de références à la religion. Certes le mouvement nationaliste turc est analysé, par lui et ses services, comme un mouvement islamiste mais sans qu'il y voie une menace majeure. La situation change quelque peu à partir des années 1930.

2) Des fidèles sous surveillance

Officiellement Franchet d'Espèrey peut avoir un discours plus consensuel et tolérant envers les musulmans, ainsi il écrit dans une préface[1429] : « *d'efforts (à faire) pour que ceux qui vivent en Afrique du Nord, sans distinction de race ou de religion soient libres et heureux* ». Mais en réalité, les inquiétudes demeurent.

La relative fidélité des musulmans lors de la Grande Guerre ne suffit pas à éteindre le soupçon et les craintes françaises. Franchet d'Espèrey considère qu'il faut « *que le séjour des sénégalais (en Afrique du Nord) ne contribue pas à leur islamisation* » et il suggère donc de les autoriser à amener leurs femmes avec eux[1430].

Alors que des nuages s'amoncellent sur l'Empire colonial français à partir des années 1930, et bien qu'il ait largement ralenti son activité, le maréchal Franchet d'Espèrey écrit aux autorités militaires afin d'avoir un compte rendu de l'état d'esprit et de la pratique religieuse des diverses unités musulmanes[1431]. Cela donne lieu à une correspondance assez abondante contenue dans son fonds privé. Les soldats et officiers sont quasi unanimement décrits comme ayant un bon esprit : le directeur de l'école militaire de Meknès parle du loyalisme de ses officiers[1432], et se livre à une analyse assez précise de ses élèves[1433]. Sur les 29 reçus, seuls 7 sont des fils de chefs de tribus, dont il note qu'ils manquent d'instruction. Il s'agit d'une inflexion notable, la majorité des élèves

1429 Chappuis Edmond, *L'armée d'Afrique, 1830-1930 : son évolution, ses uniformes* / avec préface du maréchal Franchet d'Espèrey, impr. de M. Léon, Alger.
1430 SHD7N2307-6, rapport de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 26 mars 1922.
1431 SHD 1K162-2.
1432 Ibid, lettre 11 juillet 1936.
1433 Ibid , lettre 28 mai 19135, du lieutenant-colonel de l'école au commandant résident du Maroc.

proviennent de la bourgeoisie et de notables pro-français. Il souligne, comme d'autres officiers que les élèves sont très loyaux mais déçus de la lenteur de leur avancement[1434].

De même, le général de la division d'Oran rapporte : « *le moral des tirailleurs reste excellent. À nous de ne pas créer un prolétariat indigène, prêt à tous les excès* »[1435]. En effet, il y a quand même des menaces et certains officiers restent inquiets et suspicieux. Tout d'abord, il y a des cellules communistes qui sont évoquées[1436] mais qui ne prennent pas[1437], notamment grâce à l'encadrement des officiers d'Afrique et même des officiers indigènes[1438]. Les difficultés matérielles sont aussi évoquées avec inquiétude, d'autant que le travail est malaisé[1439]. C'est pourquoi plusieurs officiers proposent d'augmenter les soldes[1440]. Preuve d'une inquiétude diffuse le colonel de la 2e brigade nord-africaine répond qu'il n'a aucun souci mais qu'il a « entendu » que dans un autre régiment, les tirailleurs marocains sont mécontents car les officiers d'ordonnance doivent faire le ménage chez les femmes des officiers[1441]. Un autre évoque : « *une période où l'agitation anti-française en Afrique du Nord n'est plus un secret pour personne et donne des inquiétudes justifiée*s »[1442]. Globalement, les Nord-Africains ne se plaisent pas en métropole même si plusieurs sources donnent le chiffre de 20% de soldats qui demandent à y rester[1443]. Le colonel du 3e régiment de Tirailleurs algériens se montre quelque peu pessimiste. Il estime que la localisation de son régiment, près de la Tunisie qui est « *un foyer d'agitation anti-français* » a des conséquences très négatives sur ses hommes. Il affirme que certaines écoles sont « taguées » de croix gammées. Il évoque une rumeur selon laquelle les Français aideraient les juifs contre les indigènes et en conclut que « l*a liberté donnée à tort (aux juifs) se retourne contre nous* ». Enfin, selon lui, « *le tirailleur*

1434 Ibid, lettre du 14 février 1936 à propos du 2e régiment de Spahis marocains.
1435 Ibid lettre 24 décembre 1931.
1436 Ibid, lettre du 16 mars 1936 qui évoque une cellule communiste en Avignon. Lettre du général de la 1ère division d'infanterie de Nord-Africains. Ou encore le colonel du 1er régiment de Tirailleurs marocains qui parle d'un agitateur « *Algérien appartenant au parti communiste nord-africain* », lettre du 17 avril 1935.
1437 Ibid, lettre du 16 mars 1936.
1438 Ibid.
1439 Ibid, lettre du lieutenant-colonel du 65e régiment d'artillerie d'Afrique du 7 octobre 1935.
1440 Ibid, 29 mars 1935.
1441 Ibid lettre 7 mars 1936.
1442 Ibid, lettre du 27 février 1935 du chef de l'école de Meknès au commandant supérieur des troupes du Maroc, qui est alors le général Huré qui transmet à Franchet d'Espèrey.
1443 Ibid.

s'engage contre le gré des siens ». En effet, il y a quelques déserteurs : pour le régiment de Tirailleurs marocains stationné à Bourg Saint-Maurice, ils sont 6 en 1933, 10 en 1934, et 1 en 1935 ; les chiffres restent modestes[1444].

Il en ressort globalement que l'état d'esprit est assez bon et la pratique religieuse plutôt limitée ; une source indique pour sa brigade moins de 10% des soldats prient et moins de 25% observent le Ramadan[1445]. Peu de temps avant, à la commission interministérielle des affaires musulmanes du 19 mars 1934, le lieutenant-colonel de Montsabert expose le danger du contact des troupes indigènes musulmanes en France avec des éléments troubles, ce qui nécessite donc une surveillance en dehors des casernes, on y débat aussi du contrôle des prêches dans les mosquées[1446].

3) L'instrumentalisation de l'islam

Malgré cette peur de l'islam on assiste en même temps à une instrumentalisation de la religion pour soutenir la République

On emploie des religieux pour s'assurer de la fidélité des croyants et l'armée contribue à leur encadrement religieux en recrutant des imams[1447]. C'est le cas de Si Brahim Ben el Hadj Mohamed ben Belkacem[1448] qu'on envoie prêcher aux dépôts d'Arles, Tarascon, Beaucaire, mais aussi à Bordeaux où 200 soldats musulmans « *étaient debout autour de lui écoutant respectueusement ses paroles* ». Le rapport militaire rapporte ainsi son discours : « *Après leur avoir montré que leur devoir était de combattre sans répit les Allemands qui sont, non seulement les ennemis de la France mais aussi les leurs puisqu'ils ne savent user que de la force brutale et sauvage, il a repris son caractère religieux et a récité des litanies appelant la protection d'Allah sur la France. À chaque phrase les artilleurs ont répondu par des Amen répétés* ». L'armée prévoit[1449]

1444 Ibid, lettre 17 avril 1935.
1445 Ibid, lettre 7 mars 19136, colonel de la 2e brigade nord-africaine à Franchet d'Espèrey.
1446 Cité par Henry Laurens, *La République et l'Islam,* CNRS ed 2004.
1447 AMAE K/55CPCOM/1 1453, lettre du ministre de la Guerre au président du conseil du 24 décembre 1916 afin d'accélérer l'envoi d'un imam algérien et le recrutement d'un tunisien.
1448 SHD 7N2103, date non précisée.
1449 Ibid

que l'allocution ait lieu aussi devant le ministre et qu'elle soit communiquée à la presse française et surtout algérienne. On prépare même une proposition de communiqué de presse qui évoque :
« les sentiments de nos loyaux soldats musulmans et de tous leurs coreligionnaires, envers la France, la grande nation qui les gouverne, les entoure de sa sollicitude, (...) ils sont (les soldats) *ses fidèles serviteurs, ils sont prêts à donner pour elle tous leurs biens et à verser leur sang pour sa défense (...). N'est-ce pas grâce à elle (notre mère la France) que les voiles de l'ignorance qui obscurcissent nos yeux ont été dissipés, et que nous avons été élevés à la dignité d'hommes (...) ? C'est donc aussi pour défendre nos personnes, nos foyers que nous sommes venus combattre un ennemi qui n'a pour loi que la force brutale et sauvage. Que Dieu protège la France, qu'Il lui donne la victoire, qu'Il fasse aux musulmans qui ont le malheur de se trouver encore sous la domination de l'indigne Turquie, ennemie des Arabes depuis les temps les plus reculés, la faveur d'y échapper afin que, comme nous, ils deviennent des hommes libres et éclairés »*[1450].

On est quelque peu béat devant une telle instrumentalisation de la religion et la naïveté du rédacteur qui semble intoxiqué par sa propre propagande coloniale et qui fait dire à des indigènes qu'ils n'étaient pas des hommes avant la France... Ou alors c'est un discours pour réconforter l'opinion publique et les colons, leur faire avoir confiance en leurs forces musulmanes en reprenant les caricatures les plus grosses de la propagande coloniale. C'est un discours classique dans le contexte de l'époque. En tout cas, ces mesures s'accélèrent dès que l'appel turc au djihad et son relais par les Allemands se répand. Ainsi, lorsqu'il commande la 5e armée, Franchet d'Espèrey propose des actions à prendre contre l'appel turc au djihad, comme aider les Arabes à se rebeller[1451]. Ces préoccupations s'expriment, bien sûr, au niveau ministériel. Ainsi le Quai d'Orsay fait savoir à l'état-major de l'armée[1452], qui transmet aux chefs d'armée, que les Allemands font de la propagande pour les prisonniers de guerre musulmans, par exemple en construisant des bains ; il demande alors

1450 Ibid
1451 SHD19N901, lettre de Franchet d'Espèrey à l'état-major général de l'armée, 21 octobre 1914.
1452 Ibid, lettre du ministère des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, transmise à Franchet d'Espèrey, 16 février 1915.

de faire de la publicité en France sur les mesures prises en métropole pour les soldats disciples du prophète, de hâter l'envoi d'imams et d'aménager des locaux « *pour permettre aux musulmans qui servent sous nos drapeaux d'obéir aux préceptes de leur religion* ».

De nombreux documents d'archives confirment cette méfiance envers l'islam, surtout en Orient ou en Afrique du Nord où cette inquiétude tourne parfois à l'obsession. Ces préjugés sont répandus dans l'armée, ainsi le commandant Labonne dans un rapport au commandant des armées alliées en Orient, parle à propos du musulman de « *son apathie et son fanatisme légendaire* »[1453]. On peut aussi prendre l'exemple du service de renseignement qui écrit et envoie au haut-commissaire de la République française au Liban[1454], un dossier intitulé : *les dangers présents dans l'islam ,* dont on peut citer les principaux points. L'auteur évoque l'opposition des deux mentalités européenne et musulmane, qui, selon lui, sont totalement différentes : l'esprit critique occidental contre les bavardages embrouillés, et l'amour propre du musulman convaincu de sa supériorité. Il souligne ensuite le danger des promesses faites aux Arabes et du panislamisme, comme lors de la Première Guerre mondiale où le djihad a été déclaré « par les Allemands »[1455]. L'auteur affirme encore que : « *l'islam menace gravement l'Angleterre et la France. N'est-ce pas leur donner le devoir commun d'unir leur action pour la rendre décisive ?* ». En effet, au même moment au congrès d'Angora en 1921, Mustafa Kémal opère la réunion de tous les musulmans contre les Occidentaux puis, au congrès de Samarkand « *les bolcheviks s'allient aux panislamistes* ». Enfin, le service de renseignement français évoque le rapprochement des sunnites, des chiites et des druzes contre la France, car ils se rejoignent dans leur hostilité envers son projet de créer un grand Liban (qui serait majoritairement chrétien). L'auteur conclut en disant qu'il faut que la France imite l'Angleterre qui contrôle l'Arabie en jouant des divisions entre les diverses tribus arabes (on retrouve cette obsession de diviser l'islam, à laquelle Franchet d'Espèrey souscrit). Sarrail, le prédécesseur de Franchet

1453 SHD 7N3210, lettre du commandant Labonne à Franchet d'Espèrey, 1er août 1919.
1454 SHD 7N4186-4, dossier secret du 25 septembre 1921.
1455 Voir : J.Y Le Naour, *Djihad 1914-1918,* Paris, Perrin, 2017.

d'Espèrey à Salonique, se méfie aussi des travailleurs musulmans de Grèce qu'il a sous ses ordres : « *il importe au début d'imprimer aux musulmans de la nécessité absolue d'une obéissance complète* »[1456].

Néanmoins, le tableau doit être nuancé, et de nombreux auteurs ne partagent ni la peur, ni l'aversion pour l'islam ou font preuve d'une analyse plus fine et plus équilibrée.

En général, les officiers coloniaux qui ont servi longtemps en Afrique du Nord expriment un avis plus mesuré. C'est le cas de Paul Azan, général et chef d'État-major de Franchet d'Espèrey à Constantinople en 1919, qui est d'ailleurs son biographe[1457] ; il dirige ensuite le Service historique de l'armée ; il est aussi membre de l'Académie des sciences coloniales qu'il préside en 1945. En 1903, Paul Azan dénonce l'ignorance de Français qui ont contribué à éloigner les indigènes, ceux-ci trouvant l'administration injuste et les colons hostiles ; il dénonce, à mots couverts, l'impéritie de l'administration et les préjugés souvent racistes et antimusulmans des expatriés français[1458]. S'il partage une méfiance envers l'islam, il ne sombre pas dans l'explication simpliste et mono-causale. Cette position est assez proche de celle du maréchal qui n'a pas en général de propos hostiles envers l'islam, et qui, bien que défavorable à l'égalité de droits entre les colons et les indigènes, sait qu'il faut a minima mieux former l'administration et améliorer la situation matérielle des indigènes, soldats ou civils.

D'autres auteurs illustrent encore ces positions plus tolérantes. Par exemple, Ernest Fallot dénonce les « fables grossières » selon lesquelles l'islamisme est contraire au progrès et synonyme de fanatisme, et le fait que professeurs et fonctionnaires contribuent à légitimer une ancienne peur envers l'islam qui se ressource par les résistances et des révoltes locales[1459]. On peut aussi citer Robert Estoublon[1460] qui obtient la création d'une chaire de droit musulman à l'université de Paris.

1456 SHD 20N906, lettre du général Sarrail au commandant du camp retranché de Topoin, du 29 avril 1917.
1457 P. Azan, *Franchet d'Espèrey*, Paris, Flammarion, 1949.
1458 P. Azan, *Recherche d'une solution de la question indigène en Algérie, op cit.*
1459 Ernest Fallot, « L'islam et la politique musulmane de la France dans l'Afrique du Nord », *Revue Politique et Parlementaire, op cit.*
1460 1844-1905, directeur de l'École de droit d'Alger puis professeur de droit musulman à la Faculté de droit de Paris.

Petit à petit, l'islam est mieux étudié, mieux enseigné, ainsi en 1919 l'École libre des sciences politiques remplace la section coloniale par plusieurs enseignements relatifs à la religion « mahométane » et aux territoires du Maghreb et organise différentes conférences sur l'islam.

Un pas décisif a eu lieu précédemment avec Le Chatelier[1461], le meilleur ami de Franchet d'Espèrey, son camarade de promotion à Saint-Cyr et avec qui il est affecté au 1er régiment de Tirailleurs algériens à Blida. Très vite, Le Chatelier s'intéresse aux études de terrain et aux analyses scientifiques. Sa première partie de carrière est très riche en expéditions : en 1880, il participe à la mission Flatters de traversée du Sahara, puis de 1883 à 1886, il est affecté l'oasis de Ouargla. Ensuite, il mène des missions d'étude, en 1886 en Égypte, puis de 1887 à 1888 au Sénégal et au Soudan. Il a, lui aussi, la volonté de surveiller la propagande religieuse musulmane. De 1889 à 1890, il repart pour deux missions au Maroc et au Touat dans le Sahara. Il est détaché en 1891 au ministère de la Marine et des Colonies. Il repart encore, en 1892-1893, en mission au Gabon et au Congo. Il prend conscience de la pénétration de l'islam en Afrique noire qui profite de la domination coloniale et propose de s'y opposer. En 1893, il démissionne de l'armée mais en reste proche. Bien que mis à l'écart des milieux coloniaux français après avoir tué en duel un animateur du parti colonial Hippolyte Percher[1462], il continue son travail d'influence et d'analyse. Il considère que l'administration coloniale ne prend pas assez en compte la sociologie et le double mouvement de réaction et de progrès qui se produit chez les indigènes. Il estime nécessaire pour la France d'avoir une politique musulmane, il prône la création d'une chaire au Collège de France, pour faire mieux connaître aux administrateurs coloniaux les spécificités des sociétés africaines et musulmanes : « *la France est spécialement intéressée au développement des études islamiques, dans la forme pratique où elles deviennent utilisables comme élément d'action politique* »[1463],

1461 Voir Mémoire de maîtrise JM Bourgeois, Alfred Le Chatelier, professeur de sociologie et de sociographie musulmanes au Collège de France (dir du Pr Dominique Chevalier) Paris IV , 1987 et R.Messal, *La genèse de notre victoire marocaine : un précurseur, Alfred Le Chatelier*, Dunod, Paris, 1931 et surtout *Alfred Le Chatelier, 1855-1929 : sa Carrière africaine*, par Jean Le Chatelier, Service historique de l'Armée de terre, 1987.
1462 Il avait créé le « Comité de l'Afrique française » en 1890 afin d'inciter l'opinion à soutenir la colonisation française. Le duel qui entraîne sa mort vient d'une dispute à propos d'un article sur les concessions coloniales africaines.
1463 A. Le Chatelier , *L'Islam dans l'Afrique occidentale*, Paris, G. Steinheil Éditeur, 1899, p.8.

sceller l'alliance des savoirs et du pouvoir en somme. Cela passe aussi par la création urgente d'une « *sociographie et une sociologie de l'islam* [1464]» . Grâce à l'appui d'Eugène Étienne, député d'Oran, vice-président de la Chambre des députés, qui fut sous-secrétaire d'État aux Colonies et président du « parti colonial », il obtient cette fondation. Le Gouvernement général de l'Algérie accepte de financer cette création le 24 novembre 1902 (le protectorat du Maroc prendra la moitié du coût ensuite) et Le Chatelier devient le premier titulaire de cette chaire. Il participe à la fondation de la Mission scientifique pour le Maroc en 1904. Il fonde la *Revue du monde musulman* (1906-1926, 66 volumes), qui a pour objectif de favoriser les recherches dans le domaine des études islamiques par des articles rigoureux. Le dessein est politique : éclairer l'action des Français en terre d'islam, et donc légitimer la colonisation, mais aussi favoriser la réconciliation entre Orient et Occident[1465]. On se souvient que Franchet d'Espèrey écrit dans cette revue une étude assez objective[1466] et dénuée d'hostilité envers l'islam; ceci démontre que le maréchal reste sur une position plus nuancée que d'autres. L'islam n'est pas mauvais en soi, il est autre, parfois inquiétant mais pas ontologiquement néfaste, ni définitivement dangereux, même s'il provoque une forte méfiance dont il ne se sépare pas. Ainsi il propose d'améliorer le casernement tunisien sur le modèle algérien afin de se prévenir « *contre des mouvements insurrectionnels toujours à prévoir en pays d'Islam* »[1467] . Et surtout ses adeptes méritent, non pas l'égalité, mais une certaine forme de respect. De manière générale, le maréchal, dans ses commandements ou dans ses inspections, fait confiance aux troupes coloniales, souvent musulmanes et, s'il les surveille malgré tout, il ne considère pas tout acte d'indiscipline ou trouble comme une preuve a priori de révolte islamique. En général, il considère que ces troubles sont liés soit à une mauvaise utilisation des troupes soit à un mauvais commandement. Par exemple, il écrit 21 novembre 1914 en tant que commandant de la 5e armée au commandant du 1er CA. La lettre a pour objet de communiquer à ce dernier un rapport[1468] à propos de l'échec d'un régiment de

1464 Ibid.
1465 A. Le Chatelier « À un maître d'école de Médinet El-Fayoum », Revue du monde musulman, vol. I, n°1, novembre 1906, pp. 3-4.
1466 Franchet d'Espèrey, Les musulmans en Théssalie, *Revue du monde musulman,* 1911, XIII, pp. 87-94.
1467 SHD 9M1913, rapport d'inspection de mars 1916.
1468 SHD 19N901, lettre de Franchet d'Espèrey au commandant du 1er CA, 21 novembre 1914.

sénégalais. Selon le rapport, un seul bataillon a été réellement engagé sur un terrain « *inconnu de ses chefs (...) on peut remarquer qu'il eût peut-être été possible d'amener sur les lieux, dès la veille, le chef de bataillon et le capitaine* » ; Franchet d'Espèrey affirme alors : « *j'estime que l'opération pouvait et devait parfaitement réussir si elle eût été mieux conduite , de plus le commandant de la brigade n'a pas fait reconnaître le flanc de son unité, or il est comme principe (souligné par Franchet d'Espèrey) de libérer l'unité chargée du coup de force, que ce soit bataillon ou CA, de la garde de ses flancs* ». Il conclut enfin que le général Riols de Fonclare[1469] a perdu de vue ce principe, « *c'est donc au commandement que revient en plus grande partie l'échec en ce point* ». Enfin, on peut souligner qu'il est relativement proche de Louis Massignon[1470], qui succède à Le Chatelier au Collège de France et incarne plutôt la branche favorable à l'islam de l'enseignement français, en soutenant notamment la demande d'égalité civique des musulmans.

En définitive, le maréchal après ses grands commandements prend une place assez significative dans les institutions françaises d'enseignement. Même s'il le doit en partie à son prestige, dont les institutions veulent se draper, le maréchal a une réelle expérience grâce à ses voyages internationaux et sa culture.

Ce faisant, il reste assez conforme à la pensée intellectuelle de son milieu, et participe à l'éloge de la colonisation et à la méfiance, voire plus, envers l'islam. En tout, cela révèle la grande activité du Maréchal ainsi que son éclectisme.

Enfin, il convient de noter qu'il n'apparaît pas aux yeux des notables musulmans comme un adversaire de l'islam, puisqu'on lui demande de participer à l'association « L'accueil musulman » qui vise à faciliter l'introduction dans les milieux intellectuels et mondains, de notables musulmans en déplacement en métropole[1471], afin « de rapprocher les deux civilisations » . Elle est présidée par

1469 Jacques Elie de Riols de Fonclare, 1857-1944, saint-cyrien, est général de brigade et commande la 1ère brigade d'infanterie de la 5e armée, puis général de division fin 1916 après des succès à Verdun. À partir de cette date, il commande divers corps d'armée.
1470 Voir Henry Laurents, *La République et l'Islam,* CNRS ed, 2004. 1883-1962, professeur au Collège de France de 1926 à 1954, il est favorable à un rapprochement pacifique des religions monothéistes.
1471 SHD 1K162-3.

l'Aga Khan III[1472]. On propose aussi à Franchet d'Espèrey de participer à une association nommée «comité France-Islam » mais après enquête de l'entourage du maréchal, cela se révèle être une escroquerie[1473].

Si l'accident de 1933 ralentit considérablement son activité académique, il conserve des activités politiques, diplomatiques et associatives et sait faire évoluer légèrement ses positions en faveur des anciens militaires indigènes musulmans à travers le Comité des amitiés africaines.

III - Indigènes, inspection et CSG

Rentré relativement dépité d'Orient, le nouveau maréchal de France poursuit son activité. Membre du conseil supérieur de la guerre, il se spécialise de fait dans les troupes indigènes et devient inspecteur de l'Afrique du Nord. Cela contribue à l'ancrer encore plus à l'international, au risque de négliger quelque peu les enjeux militaires métropolitains ?

A) Maintenir les indigènes dans la soumission

Les indigènes sont indispensables à l'armée française, que ce soit dans les colonies ou en métropole afin de combler des effectifs incertains, mais aussi parce qu'ils forment des troupes mieux adaptées aux rigueurs des colonies, plus faciles à nourrir et moins onéreuses. Selon Jean Ganiage, un tirailleur en 1880 ne touche que la moitié de la solde d'un européen[1474]. De plus, le Parlement rechigne à partir de la désastreuse expédition de Madagascar à envoyer des appelés métropolitains dans des opérations très éloignées et dangereuses, il faut donc accroître la part des troupes coloniales.

1472 Iman des ismaéliens. Il préside de 1937 à 1938 la Société des Nations. Il incarne le notable musulman occidentalisé et intégré parmi les élites occidentales.
1473 SHD 1K162-4, lettre du 16 mars 1939.
1474 Jean Ganiage, *L'expansion coloniale de la France sous la III^e République, 1871-1914,* Payot, 1968, p. 368.

De par la mentalité coloniale, ces troupes ne sont pas placées sur un pied d'égalité avec les troupes « blanches », mais sans cependant aller jusqu'à la ségrégation que connaissent alors la société et l'armée américaine. Par exemple, Franchet d'Espèrey en route pour la Chine rencontre en première classe des Hindous, *« ils préfèrent les bateaux français où ils sont admis partout aux navires de la « P and O », où ils sont relégués, comme natifs, à une table à part »*[1475].

Ainsi, si les soldats indigènes sont astreints à des obligations militaires plus lourdes que les métropolitains, une petite partie d'entre eux peut quand même accéder aux premiers postes d'officiers.

1) Les indigènes

Pour l'armée française, les indigènes recrutés sont très divers : Sénégalais (au sens large : Africain de l'Ouest), Tonkinois, ou Maghrébins. Ces soldats sont en majorité des engagés, fournis parfois par des notables qui eux s'engagent peu, il y a aussi des appelés. La France instaure la conscription en Algérie en 1912, mais ces effectifs sont minoritaires et ne représentent qu'environ 15% des soldats Algériens et Indochinois selon Henri Eckert en 1914[1476].

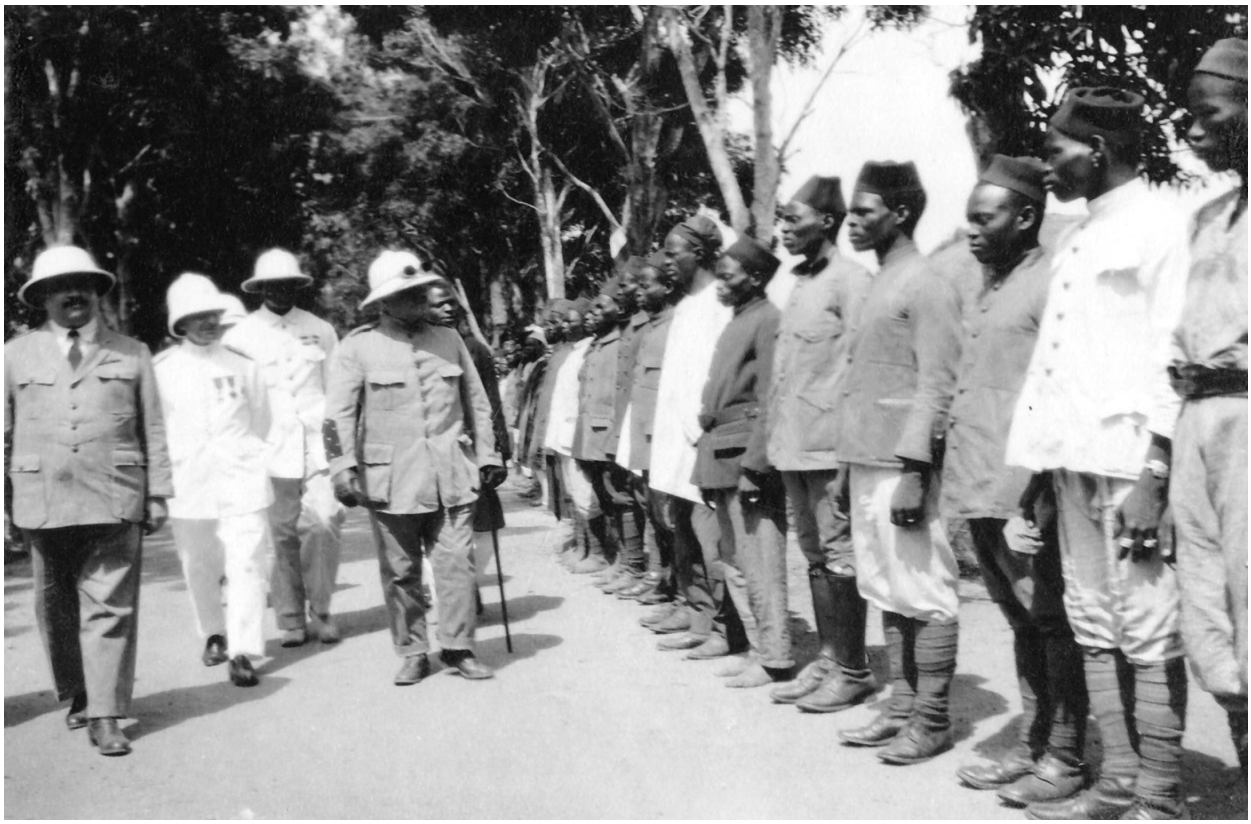
Tout d'abord, il y a le cas des Tirailleurs sénégalais, dont le premier régiment date de 1884, et qui sont au nombre de 14 000 en 1914[1477]. La France est le pays qui utilise le plus de troupes noires, réputées solides, disciplinées et fidèles. Leur emploi n'a pourtant pas été unanimement apprécié. Si des premières troupes sont levées dès 1857, il faut attendre le tournant du siècle pour leur emploi systématique. Les troupes noires sont alors victimes des préjugés raciaux.

Il faut se souvenir qu'au début du XX^{e} siècle, de nombreux officiers doutaient encore de l'efficacité des troupes de couleur, plus spécialement pour un emploi en métropole et pour les

1475 Gastines, *Carnets, op cit,* 2 septembre 1900.
1476 Henri Eckert, *Les Militaires indochinois au service de la France, (1889-1939)*, thèse Paris IV, 1998, p. 220.
1477 Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire, les guerres coloniales au XIX^{e} siècle,* Biblis, Paris, 2010, p. 129. Pour comparer, il y a 70 000 tirailleurs maghrébins en 1912 dans l'armée française.

« Sénégalais » ou asiatiques. Un changement majeur s'opère grâce au livre de Charles Mangin[1478]. Ce dernier ayant fait une longue partie de sa carrière parmi les troupes coloniales nord-africaines, est un adepte résolu de leur utilisation, alors même que certains officiers ou politiques se méfient des capacités militaires de ces soldats. Si Franchet d'Espèrey apprécie beaucoup les soldats nord-africains, il est moins enthousiaste envers les Sénégalais, très nombreux sous ses ordres au Maroc puis en Orient. Au départ, il est très critique envers eux, ainsi pour parler de prisonniers sénégalais il affirme « *c'est le produit de la fameuse armée noire dont les coloniaux nous rebattent les oreilles* »[1479]. Pourtant, on ne retrouve jamais chez lui, dans ses carnets ou dans d'autres sources, de jugement totalement négatif et définitif envers eux. Franchet d'Espèrey considère que les troupes indigènes doivent avoir un encadrement blanc suffisant afin d'être efficaces[1480], il note ainsi dans ses carnets : « *l'encadrement blanc dont dépend la valeur des troupes noires* »[1481]. C'est le paradigme de l'époque valable dans toutes les armées d'alors. De plus, il établit une hiérarchie raciale entre Nord-Africains, et Sénégalais-Soudanais, par exemple « *les recrues sénégalaises font piètre figure devant les combattants berbères qui sont des blancs* »[1482]. Déjà, au Maroc, il partageait l'avis de Lyautey qui se plaignait de la qualité des troupes sénégalaises, non pas en fonction de leurs qualités propres mais parce qu'elles avaient été levées rapidement et peu instruites[1483]. Franchet d'Espèrey rédige même un rapport, à la demande du résident général, soulignant ses graves lacunes. Il semble que ces troupes aient été laissées en arrière à partir de 1913. En tout cas, sans les considérer comme totalement inaptes, il garde des soldats noirs une piètre image. En pleine Première Guerre mondiale, il estime encore « *les troupes sénégalaises que j'ai eu sous mes ordres au Maroc et en France, en dehors de leur pays d'origine, sont des unités médiocres à employer faute de mieux* »[1484].

1478 Charles Mangin, *La force noire*, Hachette, Paris, 1911.
1479 Gastines, *Correspondances, op cit*, lettre 1 novembre 1913. Peut-être est-ce aussi pour critiquer Mangin, qui agace Franchet d'Espèrey lorsqu'il sert au Maroc.
1480 SHD 6N204, lettre de Franchet d'Espèrey à Foch, 3 mars 1919
1481 Gastines, *Carnets, op cit,* 9 octobre 1913.
1482 *Gastines, Carnets, op cit,* tome 1, livre 5, chapitre 23, titre 3.
1483 SHD 3H89, note de Lyautey au ministre de la Guerre, 8 septembre 1913. Selon lui, ces troupes mal instruites contribueraient même à « abaisser le prestige de la France ».
1484 SHD 18N80, note du 28 septembre 1917.



Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire – Inspection de recrues tirailleurs, 1924

Bien qu'il partage assez largement les théories sur les « races guerrières », Franchet d'Espèrey considère que de nombreux peuples peuvent servir en tant que soldats. Ces positions sont donc plus ouvertes que dans d'autres armées. Il faut les comparer à ce que pensent certains de nos alliés, comme l'Anglais E. Spears qui parle des Sénégalais « *comme de singes habillés* »[1485]. Ainsi, il défend auprès de Pétain l'emploi de soldats malgaches[1486] qu'il juge de bonne qualité[1487]. Il précise : « *37 000 engagés volontaires combattants* (souligné), *seraient utiles dans l'artillerie* (car on l'envisage). *Cela nous donnerait 20 à 30 000 combattants. Alors que après examen médical la plupart sont employés à des travaux de l'arrière où ils pourraient y être remplacés, soit par des*

1485 E. Spears, *Prélude à la victoire*, Presse de la Cité, Paris, 1968. Sir Edward Spears est officier de liaison auprès de l'armée française lors de la Première Guerre mondiale.
1486 SHD 18N80, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain en novembre 1917 (jour illisible).
1487 Des Malgaches furent cependant bien utilisés comme tirailleurs, notamment lors de la seconde bataille de la Marne. Voir,Thilo Von Bose, *L'échec allemand sur la Marne, 30 mai – 13 juin 1918,* Ysec, Louviers, 2020, qui témoigne de la vision allemande de la bataille et où les unités malgaches sont citées et il apparaît qu'elles tiennent au feu correctement.

hommes des classes anciennes, soit par des civils, soit des indigènes impropres à faire des combattants (Chinois, etc.)»[1488]. Il ajoute malgré tout un certain nombre de « *précautions* » : il faudrait ne les affecter qu'à l'artillerie où l'encadrement est maximum, procéder à une sélection rigoureuse sur la santé (notamment des bronches), prendre de préférence pour l'artillerie lourde et de campagne les Hova et les Betsileo[1489], ne pas en faire un peloton spécial, répartir ceux parlant français pour servir d'interprètes, enfin leur octroyer les mêmes rations que les Européens.

En effet, les puissances coloniales distinguent entre les « races », mais aussi les ethnies. Les français favorisent par exemple les Bambara ; les Anglais eux déterminent dix « races » guerrières dans leur Empire des Indes. En fait, l'armée classe les indigènes en fonction de « races », religion et ethnies[1490]. Franchet d'Espèrey conclut en affirmant : « *Cette utilisation provoquerait dans la colonie un nouveau courant d'engagements et augmenterait les ressources que nous ont déjà donné ces races indigènes doués de très réelles qualités* »[1491]. Il fut entendu[1492] malgré le scepticisme d'autres officiers généraux comme Duchêne[1493].

Enfin, il semble globalement apprécier les troupes indigènes, surtout nord-africaines, qu'il a largement fréquentées en tant que jeune officier aux Tirailleurs algériens. Il évoque souvent avec plaisir les anciens tirailleurs, soldats ou officiers, qu'il recroise. Cela semble en partie réciproque au regard du courrier qu'il reçoit (même si les soldats indigènes sont quasiment tous analphabètes). Ainsi le lieutenant Ben Slimane, le qualifie de « notre père »[1494], terme fort même s'il révèle tant un paternalisme colonial assimilé que de la volonté d'obtenir un service (la Légion d'honneur ou un

1488 SHD 18N80, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain en novembre 1917 (jour illisible).
1489 Ethnies du nord de Madagascar, réputées un peu plus « guerrières » que celles du nord.
1490 Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire, les guerres coloniales au XIX^e siècle, op cit*, p. 133, parle « de véritable ethnographie en action ».
1491 SHD 18N80, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain en novembre 1917 (jour illisible).
1492 On peut se référer à https://www.lemonde.fr/centenaire-14-18/article/2014/05/20/l-image-du-tirailleur-malgache-de-la-grande-guerre-est-brouillee_4422286_3448834.html#:~:text=Pendant%20la%20Grande%20Guerre%2C%20plus,pour%20les%20travaux%20de%20g%C3%A9nie. Le sujet étant encore peu traité et Leonard Arnaud, *2014-2018 : a rebirth of the memory of the Tirailleurs in Madagascar?*, The International Encyclopedia of the First World War (WW1), à paraître.
1493 SHD 18N80, lettre de Duchêne à Franchet d'Espèrey où il se plaint : « *le bataillon malgache qui est à l'instruction, recruté parmi les peuplades non guerrières de Madagascar, ce bataillon fournit d'excellents travailleurs et ne donnera jamais que de médiocres soldats* ».
1494 SHD 1K162-4.

appui pour passer capitaine) ; il évoque dans sa lettre le cas de nombreux indigènes déjà aidés par Franchet d'Espèrey. Il ne les qualifie jamais d'enfants comme c'est pourtant souvent le cas par d'autres. Enfin, jamais on ne trouve dans ses carnets la moindre trace d'une volonté de « sacrifier » les unités indigènes ou de les utiliser comme de la chair à canon, tant bien même que cette rumeur apparaît dès le début de la guerre[1495] et persiste malheureusement jusqu'à nos jours.

Il semble qu'à partir des années 1920 les soldats indigènes prennent conscience de l'inégalité de condition, entre les Européens et eux. Que ce soient les effets de la propagande communiste, ou la sensation intérieure que leur loyauté et leurs sacrifices méritent mieux, on voit apparaître des demandes pour plus d'égalité, sans qu'on aperçoive encore de véritables contestations de fond de la domination coloniale. Nonobstant cette relative loyauté, ces discours inquiètent les militaires. On peut citer plusieurs exemples. Ainsi, au 22e Tirailleurs algériens à Verdun, un indigène se plaint de faire trois ans de service au lieu de deux comme les Français, en ces termes : *« Nous ne demandons pas à faire moins que les Français mais nous demandons à ne pas faire plus. La France est notre Patrie, nous aimons la servir et combattre sous son drapeau, mais nous serions satisfaits si dans le service et dans tout autre chose nous étions traités avec la même égalité que les Français»*[1496]. Le discours colonial semble bien assimilé, jusqu'à la caricature (on peut se demander s'il s'agit des mots exacts du soldat ou bien une reformulation pour la rendre plus acceptable par la hiérarchie), nulle rébellion mais une demande d'égalité. Suite à cette demande, Buat demande de lutter contre la propagande anticoloniale... Comme avec les mutineries, l'armée a du mal à accepter que les critiques envers elle puissent être liées à ses propres défauts et non pas venir de l'extérieur. Les officiers, qui sont plus au contact de la troupe, semblent cependant avoir une autre vision. En effet, pour sa part, le colonel du régiment du 18e Tirailleurs algériens, lui aussi stationné à Verdun, affirme qu'il n'y a pas de propagande intérieure mais que l'ambiance morne de Verdun pèse sur le

1495 Voir notamment les consignes données à la presse déjà citées : SHD 5N366, note du cabinet du ministre au gouverneur de Paris et aux généraux commandants de région, 25 novembre 1914.
1496 SHD 6N204, lettre du chef d'état-major Buat au gouverneur militaire de Metz, 12 octobre 1922.

moral des tirailleurs[1497]. Franchet d'Espèrey admet qu'à Verdun il y a des travailleurs algériens à surveiller. Ceci dit, il répond au colonel en admettant que son régiment, comme le 22e, souffre des différences avec les Français mais il trouve aussi que le « *dressage prend plus de temps que celui des Français* ». Au lieu d'être dans une analyse purement répressive, il propose d'augmenter la paie après 2 ans, d'accorder des permissions (d'autant qu'ils ne peuvent se réengager qu'en Algérie), de réévaluer les soldes qui sont trop basses, de modifier leurs uniformes qui ne sont pas appréciés. Dans d'autres lettres il propose des améliorations, minimes, pour les soldats indigènes : leur accorder une indemnité pour leurs familles, leurs donner des réductions pour les transports en France[1498].

Mais globalement le maréchal considère que les inégalités, en salaire et en durée, sont légitimes : « *il ne faut pas songer (...) à revenir sur la question du recrutement qu'on devra continuer à imposer à l'esprit des indigènes comme la rançon des avantages qu'ils retirent de l'administration française* »[1499]. Il le répète inlassablement, encore en 1924 : *« il faut poser nettement le principe absolu qu'il n'y a aucune comparaison, ni assimilation quelconque à établir entre le service des Français et celui des indigènes : ce doit être la base inébranlable de l'argumentation* »[1500]. Il n'admet que des adaptations à la marge. Là encore, la majorité des officiers coloniaux pensent de la même façon.

De plus, le maréchal considère que les Français ont développé les colonies et que le service militaire en constitue la juste contrepartie. Il s'agit du discours colonial habituel. Enfin, il utilise un argument d'autorité : «*les officiers d'Afrique, les vrais, sont d'accord pour dire que l'indigène moyen a besoin de quatre ans pour faire un bon soldat du rang* »[1501]. On aimerait des arguments qui développent cette analyse mais le maréchal n'en fournit pas.

1497 Ibid, lettre du 31 octobre 1922.
1498 7N2307-6, rapport de Franchet d'Espèrey du 26 mars 1922.
1499 SHD 1N45, lettre de Franchet d'Espèrey au commandant de cavalerie en Algérie, le général Jonchay, 28 avril 1922.
1500 Ibid, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre,15 septembre 1924.
1501 Ibid.

Franchet d'Espèrey conserve une perpétuelle méfiance envers les indigènes. Cela apparaît régulièrement dans sa correspondance. Par exemple, dans son rapport d'inspection de 1913, il note que : « *des indigènes mal encadrés, mal instruits sont particulièrement accessibles aux théories malsaines que certains agitateurs s'efforcent de faire pénétrer dans les milieux arabes* »[1502].

Qui sont les agitateurs en question? Il est plus explicite dans d'autres rapports : il s'agit « *d'éléments intellectuels peu importants par le nombre mais très remuants, qui, par leurs déclarations empathiques, trompent de bons Français, naïfs et bien intentionné*s »[1503], il précise plus loin qu'il s'agit des communistes « *plus actifs en ville et sur le littoral (...) en cas de conflit le prolétariat des villes et les organisations internationales indigènes et communistes s'allieront avec nos adversaires* »[1504].

Le maréchal n'est pas sensible aux arguments selon lesquels les troupes indigènes ont gagné de par le sang, de par leur sacrifice, le droit à une certaine égalité : « *On entend partout demander pour les indigènes algériens l'égalité, en s'appuyant sur leur loyalisme et leurs sacrifices au cours de la dernière guerre* »[1505]. Le maréchal considère leurs sacrifices d'ailleurs fort exagérés, notamment parce que leurs pertes sont inférieures à celles des Français. Ce qui est globalement vrai. Il convient de rappeler encore et encore que comme le souligne Jean-Jacques Becker : «*l'utilisation des troupes coloniales comme chair à canon est une parfaite légende* »[1506].

Méfiant il considère qu'il faut séparer autant que possible les Algériens, des Tunisiens et des Marocains, « *en accentuant chez les premiers l'idée qu'ils participent à la supériorité française* »[1507]. Cela résulte aussi des différences entre les colonies, Maroc et Tunisie n'étant pas des terres « françaises » mais des protectorats.

Pour réduire les risques de révolte, le maréchal insiste sur l'obligation de diviser les

1502 Ibid, rapport d'inspection de janvier 1923.
1503 Ibid, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la guerre du 15 septembre 1924.
1504 Ibid.
1505 Ibid.
1506 Interview dans l'Opinion du 7 juillet 2014.
1507 SHD 7N2300-11 lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, le 14 février 1927.

indigènes : opposer Kabyles et Arabes[1508], et pour ces derniers opposer les grands seigneurs et les chefs religieux[1509]. D'ailleurs l'inspecteur général de l'Afrique du Nord propose de réduire les appelés et d'augmenter les volontaires en s'appuyant sur les notabilités indigènes[1510]. Il reste donc fidèle à la politique traditionnelle française qui s'appuie sur les confréries religieuses et notables dans toute l'Afrique du Nord. Ce faisant, il ne saisit pas l'évolution des colonies françaises. En effet, la colonisation modernise les sociétés autochtones, et par conséquent dissout les liens traditionnels sur lesquels les Français s'appuyaient, au profit d'une société composée de masses et d'individus moins facilement influençables par leurs notables. D'ailleurs, les anciens tirailleurs participent à cette modernisation de par leur expérience européenne[1511]. La position du maréchal est donc bien symbolique de celle d'une élite française, qui non seulement s'appuie sur des méthodes et des relais déclinants, et qui ne saisit pas les ombres qui se lèvent sur l'empire français. Pierre Vermeren[1512] montre bien qu'à partir de l'année 1930 il y a un basculement en Afrique du nord, un retournement qui s'opère, notamment par la montée du salafisme, contre les appuis traditionnels des Français, oulémas, marabouts, confréries, caïds. Il considère même que le salafisme conquiert la bourgeoisie musulmane urbaine. Cela Franchet d'Espèrey ne le note pas.

2) Les cadres

Franchet d'Espèrey fait preuve d'une certaine prudence concernant l'emploi des officiers indigènes.

Par exemple, lors de son commandement au Maroc, il doit traiter une affaire de

1508 Sur la réalité de cette opposition voir Ageron Charles-Robert, « La France a-t-elle eu une politique kabyle ? », dans : , *De « l'Algérie française » à l'Algérie algérienne. Volume 1*, sous la direction de Ageron Charles-Robert. Saint-Denis, Éditions Bouchène, « Histoire du Maghreb », 2005, p. 277-314. URL : https://www.cairn-int.info/de-l-algerie-francaise-a-l-algerie-algerienne--9789961966259-page-277.htm

1509 SHD 1N45, lettre de Franchet d'Espèrey au commandant de cavalerie en Algérie, le général Jonchay, 28 avril 1922.

1510 Ibid, Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 15 avril 1924.

1511 Voir pour les tirailleurs sénégalais Dick Van Galen Last, *Des soldats noirs dans une guerre de blancs 1914-1922 une histoire mondiale*, ed université de Bruxelles, Bruxelles, 2015, p 87 92, mais le paradigme est valable pour le Maghreb aussi.

1512 Pierre Vermeren, *La France en terre d'islam : empire colonial et religions, XIX^e-XX^e,* Belin, Paris, 2016.

prévarication dans le service des affaires indigènes de la région Chaouia[1513]. Un lieutenant indigène au 1er Spahi, nommé Khenoub, est renvoyé en conseil de guerre pour avoir extorqué des promesses de vente à différents indigènes lors de son séjour à Tiflet. Franchet d'Espèrey en profite pour se livrer à des remarques générales sur les officiers indigènes : « *quels que soient sa valeur intellectuelle et son rang social, un officier indigène ne devrait jamais être, en raison de sa mentalité spécifique, employé à des services administratifs et notamment à celui du service des renseignements d'une armée en campagne, qui permet aux titulaires de commettre des indélicatesses, s'il n'est d'une droiture éprouvée* »[1514]. Malgré cette posture méfiante et globalisante, il sait reconnaître les qualités des officiers indigènes, même s'il les voit sûrement plus comme des hommes d'action que d'administration. Ainsi, il propose comme chevalier de la Légion d'honneur Chérif Si Mohammed né 1873 et qui sert la France depuis 1895[1515].

Enfin, il exprime des doutes sur l'efficacité des écoles de formation des officiers indigènes, comme celle de Dar El Beïda à Meknès pour les Marocains[1516], peut-être autant sur le principe que sur la formation[1517]. Malgré le peu d'officiers sortis de ces écoles, elles semblent pourtant utiles alors que la majorité des officiers indigènes sont des fils de notables ou de simples soldats sortant du rang. De manière générale, il est défavorable aux écoles militaires pour les indigènes et affirme : « *les grades et mérites ne sont pas liés aux concours mais aux actes* »[1518]. Ayant lui même passé avec brio les concours pour Saint-Cyr et l'École de guerre, on constate qu'il réserve ce type de sélection aux européens et les trouve inadéquat pour les indigènes qu'il estime donc profondément différents.

Pourtant, les officiers indigènes ont un rôle assez important d'intercesseurs entre les soldats

1513 Région du Maroc sur le littoral nord-ouest.
1514 SHD 3H90, lettre de Franchet d'Espèrey à l'état-major de l'armée section africaine, 30 janvier 1913.
1515 Ibid.
1516 Voir Bekraoui, Mohamed. « Le militaire des élèves officiers marocains de Dar El Beïda à Meknès », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 230, no. 2, 2008, pp. 51-58.
1517 SHD 9M1913, rapport au ministre de la Guerre, mars 1926, date non précisée.
1518 SHD 7N2314, rapport de Franchet d'Espèrey du 19 avril 1926 au ministre de la Guerre.

et les officiers français, mais aussi entre les indigènes et les colonisateurs. Sans eux, l'encadrement de la troupe manquerait et ils constituent une strate de la colonisation en légitimant, par leur simple existence, l'œuvre « généreuse » de la France. On peut prendre quelques exemples significatifs.

Parmi ces officiers, le lieutenant indigène Yéro Sy[1519] s'engage en 1890, sert au Maroc en 1908 avant de décéder en 1912. Son dossier signale qu'il est musulman pratiquant (c'est souligné deux fois) mais « *qu'il n'hésita pas entre ses sentiments français et ses attaches musulmanes* » ; il aida en effet à rétablir l'ordre alors qu'un marabout avait un peu agité la zone où il servait en 1906. Baichi Diallo est quant à lui sous-lieutenant[1520]. Né en 1880, il s'engage en 1907. Il est cité au bataillon devant Douaumont le 24 octobre 1916. Il est présenté comme le fils d'un chef . Il a été aussi interprète au Conseil de Guerre. Son dossier le qualifie « *d'excellent serviteur à tout point de vue* ». La majorité de ces officiers parle correctement le français et peut même l'écrire un peu. Leurs dossiers insistent toujours sur leur grand loyalisme. Ainsi, Mamadou Ba qui servit 22 ans sous le drapeau tricolore et qui est décrit comme ayant un excellent esprit, ayant même aidé à empêcher la création d'une association « *pour la revendication d'intérêts particuliers chez les troupes noires* ».

Par contre, certains dossiers révèlent une vraie condescendance des autorités militaires françaises. Par exemple, celui de Bakary Kondé[1521]. Engagé volontaire en 1903, il sert au Maroc parmi un bataillon sénégalais, puis lors de la Grande Guerre, obtient la croix de guerre et devient chevalier de la Légion d'honneur. En 1916, il est présenté comme « un sujet d'élite », « *c'est un modeste qui sait se tenir à sa place (...) serviteur modeste, très dévoué, aimant l'Européen et remplissant ses devoirs d'une façon parfaite* ». Le sens est clair, il est aussi apprécié parce qu'il sait rester à sa place, sans être tout à fait l'égal d'un Européen ; on le dit encore en 1920 : « *sachant se présenter et se tenir convenablement dans un milieu d'officiers européens* ». Il touche les limites de son statut : afin de servir en tant qu'officier français, en 1919 il triche à l'examen, selon le rapport « *il s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas réussir l'examen* ». Mais il n'est pas sévèrement puni

1519 SHD 4YE770.
1520 SHD 4YE4123.
1521 SHD 4YE4702.

(alors qu'un rapport proposait de le remettre au titre d'adjudant). On voit à travers cet exemple que les possibilités de servir comme officier français sont très limitées, même pour un « sujet d'élite ». Si les officiers indigènes ne sont pas l'équivalent des français, il n'y a pas de discrimination institutionnelle totale. Il se marie à une Française, malgré l'avis défavorable des autorités militaires ; cependant, il doit s'engager à ne pas l'emmener dans les colonies. La même ambivalence se perçoit dans le cas de Mar Abdoulaye[1522]. Lui aussi épouse une Française, mais sa perspective de promotion est limitée. En effet, on lit dans son dossier *: « peut faire un officier dans un bataillon de Sénégalais, mais il n'aurait pas l'autorité morale nécessaire pour commander des troupes blanches »*. D'ailleurs, s'ils sont un lien entre colonisés et colonisateurs, ils ne doivent pas commander des Européens comme le souligne le capitaine Clément-Grandcourt, officier de tirailleurs : « *pas d'Européens sous les ordres de gradés indigènes ; le moins de contacts possibles entre Européens et Indigènes* »[1523] ; il en est d'ailleurs de même dans l'armée des Indes. Les officiers africains sont aussi assez souvent présentés comme un peu orgueilleux : Mar Abdoulaye a « *beaucoup d'amour propre* »[1524], de même pour Bakary Kondé réputé : « *un peu orgueilleux* »[1525].

Enfin, on trouve dans leurs dossiers d'assez nombreux jours d'arrêt qui révèlent parfois de la méconnaissance des codes culturels occidentaux Ainsi, Mamadou Ba écope de 30 jours d'arrêts en 1909 car il : « *a réglé des palabres indigènes en dehors de son camp pour lesquels il a reçu des cadeaux ; s'est fait acheter son silence par un officier qui vendait de la poudre en acceptant une pointe d'ivoire d'éléphant de 9 kg (…) se livre au commerce de bœufs* ». On constate que les motifs de punition mêlent une corruption claire à d'autres où l'officier africain était en droit de croire qu'il exerçait son rôle traditionnel de notable et d'intercesseur entre les différents groupes indigènes.

Peut-on alors proposer aux Algériens d'intégrer Saint-Cyr ? C'est en tout cas la question

1522 SHD 4YE4641.
1523 Cité par Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire, les guerres coloniales au XIX^e siècle, op cit,* p. 150.
1524 Ibid.
1525 SHD 4YE4702, rapport de 1921.

que pose le ministre de la guerre Painlevé au maréchal qui lui répond ainsi : « *nous devons éviter, au moins dans le domaine militaire, les mesures qui auraient pour effet de réaliser une assimilation complète entre Français et indigènes algériens* [1526]» (l'idée venait du gouverneur général d'Alger). Il insiste : « *les indigènes le voulant n'ont qu'à se faire naturaliser français, si il existe des officiers indigènes ce n'est qu'après de nombreuses années prouvant leur loyalisme »*[1527]. Mais cette position rigoriste du maréchal cache qu'en fait les naturalisations ne sont que très rares[1528] et leur rythme n'augmente pas : de 1865-1915, on comptait 2 596 naturalisés, on en dénombre 1 964 de 1919 à 1930[1529], cela reste marginal. J-Y Le Naour considère alors que « *Désormais la lutte pour l'égalité se ferait en dehors du combat pour l'acquisition de la nationalité française... Le rendez-vous de la francisation était manqué* »[1530]. L'essentiel des indigènes officiers servent à titre « indigène », et n'ont pas les mêmes droits que les officiers français. De toute façon, les écoles manquent pour les indigènes : en 1930 en Algérie, s'il y a 1 250 écoles franco-arabes, seuls 5,4% des musulmans sont scolarisés[1531]. Il n'y a donc qu'un faible vivier de gens qualifiés. Ainsi, la majorité des officiers indigènes sont des anciens sous-officiers âgés.

Si les officiers africains sont rares, ils seraient 250 maghrébins et 6 africains en 1917[1532], les sous-officiers eux sont nombreux : 4 sergents indigènes sur 12 et 12 caporaux sur 13 par compagnie[1533]. Mais l'avancement est très lent, il faut sept ans pour devenir caporal et dix pour être sergent.

1526 SHD 1N45 lettre de Franchet d'Espèrey à Painlevé, 18 janvier 1927.
1527 SHD 4YE4702, rapport de 1921.
1528 Parmi les rares exemples, on a le sous-lieutenant Cadi, entré à Polytechnique en 1887 et qui termine lieutenant-colonel.
1529 J-Y LE Naour, *Djihad 1914-1918*, Perrin, Paris 2017, p. 254.
1530 Ibid, p. 255.
1531 Pierre Vermeren, *La France en terre d'islam : empire colonial et religions, XIX^e^-XX^e^, op cit.*
1532 Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire, les guerres coloniales au XIX^e^ siècle, op cit,* p. 150.
1533 Ibid, p. 151.

B) Inspecteur et réformateur

À partir de 1922, le maréchal va inlassablement inspecter les terres d'Afrique qu'il connaît bien et son armée. Mais, à côté de ses tâches militaires, il propose aussi des projets de modernisation de l'Afrique du nord. En faisant la synthèse de ses différentes inspections on peut détacher plusieurs points majeurs.

1) Améliorer l'armée d'Afrique

Tout d'abord, Franchet d'Espèrey s'attache à améliorer les défenses de l'Afrique qu'il trouve largement insuffisantes.

Il souligne en premier lieu qu'il n'existe pas d'usine d'armement en Afrique du Nord, sauf à Bizerte[1534], ce qui complique largement sa défense, spécialement en cas d'isolement de la métropole ; hypothèse qu'il envisage avec une grande clairvoyance[1535]. Il énonce clairement les lacunes des fortifications françaises : « *L'Afrique du Nord n'est pas organisé pour se défendre contre un ennemi venant de la mer* »[1536]. Ensuite, il considère que, s'il existe bien des plans de défense, les moyens manquent : la voie ferrée n'est pas assez développée, il n'y a pas de défenses à l'intérieur.

Lors d'inspections, il s'indigne aussi de la situation de certains camps. En effet, certains sont insalubres, tel le camp Paulimier en Algérie en 1922 où sévit la dysenterie ; en Algérie, son bilan serait pour l'année de 2 morts et 54 malades[1537]. Le problème ne lui paraît cependant pas insoluble. Le maréchal réclame le déplacement de l'inspecteur Meyer et invite le général Cartier[1538]

1534 SHD 9N193, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre pour la défense de Bizerte, 17 mai 1922.
1535 SHD 1N45-2, rapport de Franchet d'Espèrey sur l'exercice sur carte de 1922.
1536 SHD 7N3886 lettre de Franchet d'Espèrey au maréchal Pétain, 22 mai 1922.
1537 SHD 9M1913, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre pour la défense de Bizerte, 17 mai 1922.
1538 Georges Cartier, 1877-1960, il sert notamment en Roumanie une grande partie de 1916-1917, il dirige le deuxième bureau de l'armée d'Orient. Il dirige ensuite diverses unités. En 1940, il dirige un groupement qui défend Grenoble.

a plus de souplesse pour l'aménagement des camps. Par contre, il souligne que des camps ont empiété sur des propriétés privées, ce qu'il condamne. Il dénonce notamment l'empiétement de camps d'exercice et de tir sur des propriétés privées qui ne sont même pas louées par l'armée[1539]. Conscient du manque de crédits, il propose que les villes marocaines aident à améliorer les installations militaires[1540].

Enfin, il revient sur les résultats d'un exercice sur carte effectué en 1922[1541]. La base de l'exercice était la suivante : « *la défense face à un adversaire dominant la mer, lors d'une guerre en Europe centrale avec nos alliés, l'Italie s'oppose à la France et l'Angleterre* (sic) *nous isole, les troupes d'Afrique doivent se défendre seules. Quel fut le résultat ? L'ennemi a débarqué et pris Tunis »*. Le maréchal critique le manque de défenses françaises, le peu d'artillerie et d'armes automatiques. Ces résultats inquiétants le persuadent de continuer à réclamer des réformes profondes et régulières de l'armée d'Afrique qui connaît de nombreux problèmes.

La faiblesse des effectifs est un fléau de l'armée française de l'entre-deux-guerres, en grande partie liée à l'arrivée des classes creuses (c'est-à-dire celles affectées par un déficit de naissances lié à la guerre).

Il souligne aussi lors d'une inspection en janvier 1923 que les régiments indigènes instruisent tous les indigènes destinés à l'Algérie, la Tunisie et l'extérieur (sauf Maroc), et que c'est un fardeau très lourd d'autant que les garnisons sont dispersées et que le service est de deux ans pour les indigènes[1542]. Il s'inquiète aussi de l'éventuelle mobilisation en cas de guerre : il regrette la baisse du nombre d'unités. De même selon lui il y a trop de réservistes, «*la mobilisation sera lente et difficile* »[1543]. Le maréchal pense aussi les soucis militaires en termes politiques : « *des indigènes*

1539 SHD 9M1913, rapport au ministre de la Guerre, mars 1926, date non précisée.
1540 SHD 7N2314, rapport de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 19 avril 1926.
1541 SHD 9M193, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre pour la défense de Bizerte, 17 mai 1922.
1542 SHD 1N45, dossier 2 rapport d'inspection du janvier 1923.
1543 Ibid.

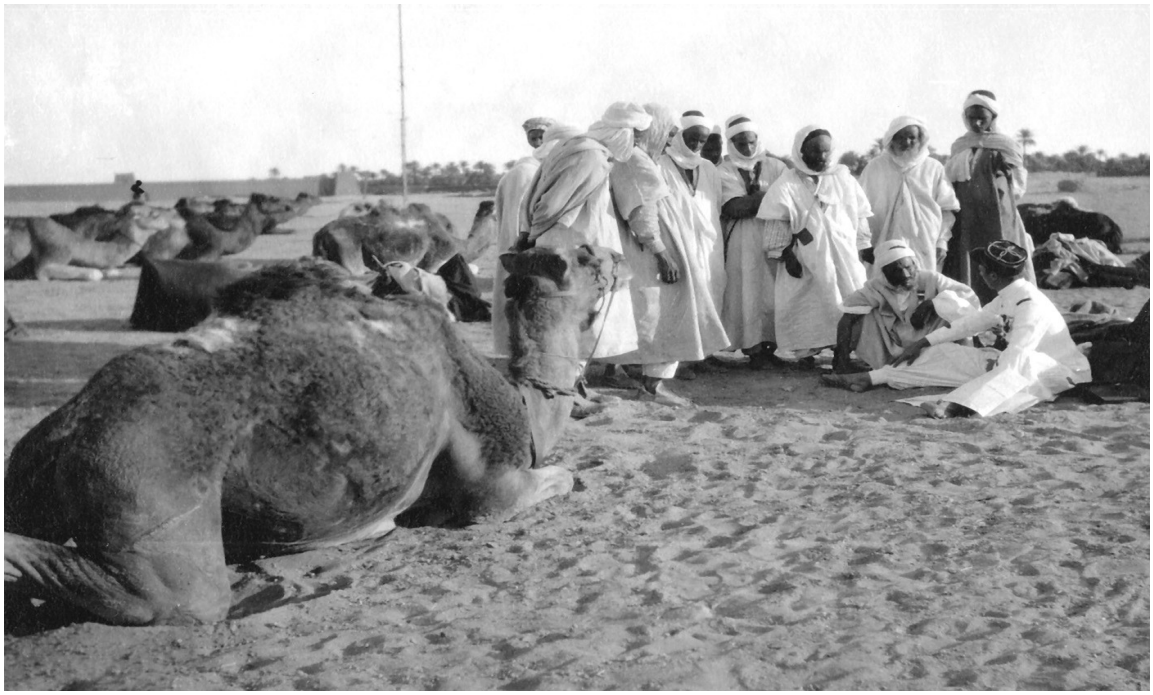
mal encadrés, mal instruits sont particulièrement accessibles aux théories malsaines que certains agitateurs s'efforcent de faire pénétrer dans les milieux arabes »[1544], les autochtones restent donc pour lui marqués du sceau de la défiance.

De plus, les effectifs sous les drapeaux lui semblent insuffisants. Déjà en 1922 il signale alors que les 2nd régiment de Tirailleurs manque d'officiers et de sous-officiers et l'état-major reconnaît alors que le problème dans tous les régiments. Un certain nombre d'unités n'existent que sur le papier, étant composées quasi-exclusivement de cadres. En 1934 le général Weygand affirmait que : « *du fait de la réduction d'effectifs et des compressions budgétaires, une partie de l'armée d'active n'existe plus qu'à l'état d'unités de cadres ; l'instruction est en régression, la mobilisation présente des incertitudes matérielles et un incontestable affaiblissement de valeur des grandes unités auxquelles elle donnerait naissance* »[1545]. Ce jugement s'applique pour certaines unités africaines dès les années 1920. Ainsi, en 1926 le 1er Zouave et le 1er Chasseur n'ont alors que des employés[1546]. Il insiste : les effectifs sont quelques fois squelettiques comme les compagnies divisionnaires du génie, ou l'artillerie de position qui n'aurait pas un homme par canon ! Pour y remédier il affirme qu'« *il faut substituer les indigènes marocains, où c'est possible, dont le recrutement est aisé et le dressage facile, aux indigènes algériens, tunisiens et métropolitains et développer l'usage d'une main d'œuvre civile* »[1547]. Il suggère d'utiliser en complément les Nord-Africains, les Français et les Sénégalais car il considère qu'ils ont des qualités complémentaires. Les officiers et la troupe doivent selon lui être formés en même temps. Pour ce qui est de l'encadrement, il estime que le renouvellement est trop rapide et qu'il faut augmenter la durée de séjour des officiers sur place par divers avantages. Pour conclure il propose de distribuer plus de tabac aux hommes.

En novembre et décembre 1924, il traverse le Sahara du nord au sud. Il en profite pour

1544 Ibid.
1545Général Weygand, *Mémoires,* t. II*, Mirages et réalité*s, Paris, Flammarion, 1957, p. 413.
1546 SHD 7N2314 rapport de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 19 avril 1926.
1547 Ibid.

inspecter divers régiments indigènes, même si le voyage semble avoir avant tout comme objectif la formation d'une liaison transsaharienne. Le 14 novembre 1924, il arrive à Beni-Abbès et visite l'ancien ermitage du père Foucauld. Le 19 novembre à Ouallen, dans le désert, il contrôle un poste méhariste (cf photo suivante).



Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire

Ci-joint la photo de Ouenmi agel Mnin, adjudant en retraite qui a fait plusieurs jours de voyage afin de saluer le maréchal.

Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire

Le 15 novembre, il est à Gao et visite le 27 les tombeaux des anciens rois Askias[1548]. Le 29 il est à Niamey. Partout l'accueil est bon et le voyage prend une teinte clairement touristique et culturelle.

Le 27 janvier 1925, il répète qu'il faut échelonner l'appel des réservistes algériens, pour « *éviter de concentrer dans des moments de crise des indigènes mécontents, laissés oisifs, sans encadrement et sans discipline* »[1549]. Franchet d'Espèrey propose alors d'augmenter le nombre d'unités maintenues, d'améliorer l'encadrement (en octroyant des avantages pour que les officiers restent en Afrique), d'augmenter l'emploi de civils pour libérer des soldats français, enfin de cesser l'envoi en France d'indigènes pour différents services car ils y seraient mal encadrés et soumis à de la propagande. Enfin, il conclut : « *les ressources offertes par l'Algérie et la Tunisie bien employées, seront une aide précieuse ; mal utilisées elles deviendront un danger certain. La France a besoin d'une armée d'Afrique solide, aujourd'hui celle-ci est compromise, demain elle sera*

1548 Dynastie des empereurs du Songhaï.
1549 SHD 1N45, lettre de Franchet d'Espèrey au ministère de la Guerre, 27 février 1925.

détruite »[1550].

Lors de plusieurs rapports en 1926[1551] il critique le manque persistant d'effectifs, qu'il attribue en partie aux trop nombreux détachements (il cite le nombre de 203 hommes pour le 1er zouave) ou bien le fait qu'on libère les recrues avant l'arrivée des nouveaux soldats. L'artillerie lui semble spécialement déficitaire en soldats. Si le ministre répond de manière précises à toutes les remarques, qui touchent aussi le moral ou les installations des soldats, en général il souligne son incapacité à agir faute de crédits ou d'hommes disponibles.

2) Regard sur le Maroc

Franchet d'Espèrey part en inspection au Maroc en février-mars 1926. Il dit avoir eu le temps de tout visiter, les camps, les prisons, les divers postes[1552]. Cela lui permet de faire un rapport détaillé et de nombreuses propositions dont certaines sont valables pour toute l'Afrique du Nord.

Tout d'abord il faut revenir sur le contexte marocain. L'Espagne conservait une partie du Nord du Maroc sous la forme d'un protectorat, la chaîne de montagnes du Rif étant incluse dans cet ensemble. Cet ensemble montagneux n'était quasiment pas soumis par les autorités espagnoles qui se contentaient de jouer des divisions entre groupes de tribus rivaux. À partir de 1920, un chef de guerre talentueux, Abd el-Krim[1553], remet en cause la colonisation espagnole. Les Espagnols, forts de 60 000 soldats aux ordres du général Manuel Fernandez Silvestre, sont battus en juillet 1921 à la bataille d'Anoual. Abd el-Krim fonde alors une « République du Rif », même si l'organisation reste de fait tribale, et force les Espagnols à se retirer sur le littoral. Ils n'arriveront pas reconquérir le

1550 Ibid.
1551 SHD 7N2314, rapports d'inspections de Franchet d'Espèrey du 19 avril 1926 et 17 mai 1926 au ministre de la Guerre.
1552 SHD 9M1913, rapport au ministre de la Guerre, mars 1926, date non précisée.
1553 Mohammed ben Abdelkrim Al-Khattabi, 1882-1963, fils d'un cadi de tribu du Rif, il proclame une République du Rif indépendante et bat les Espagnols. Il doit se rendre en mai 1926.

territoire perdu. En avril 1925, après avoir rallié plusieurs tribus situées dans la zone française, les Rifains attaquent par surprise les postes français. Ils cherchent probablement à s'emparer de la ville sainte de Fez mais sont repoussés. La France, craignant une révolte générale, s'engage fermement contre eux, même si la majorité des tribus reste pro-française. Plusieurs centaines de milliers d'hommes sont engagés, avec des chars, des avions et une artillerie conséquente. Franchet d'Espèrey en vieil officier africain, considère d'ailleurs qu'il y eut trop de moyens employés. Pétain remplace Lyautey mi-1925 afin de livrer une guerre totale et sans compromis avec les Rifains, alors que ce dernier penchait pour une alternance de démonstrations de force et de diplomatie. Les Rifains sont totalement écrasés fin 1925 et doivent signer leur reddition le 30 mais 1926 à Targuist.

L'inspection du maréchal Franchet d'Espèrey se fait donc dans un contexte de fin de guerre, c'est pourquoi il affirme que le Maroc est imparfaitement soumis et pacifié. Les troupes, notamment les unités chargées de lutter contre bandits et dissidents, manquent de relève. Selon lui elles « *vivent en état de guerre* ». Il évoque des réorganisations importantes nécessaires pour pouvoir faire des économies et retourner à l'organisation d'avant la guerre du Rift. Lors des opérations, les pertes sont relativement légères : du 1er janvier au 1er mars 1926, on compte 246 morts, 119 blessés et 2 disparus contre 2 916 morts, 7 641 blessés, 1 247 disparus répertoriés en 1925. Il revient ensuite sur l'organisation des opérations. Les unités métropolitaines ayant amené leur état-major et équipage, mais ni service de renseignement ni de forces indigènes, ont dû s'appuyer sur les services de renseignement liés au commandement territorial. On aboutit quelque peu à une dyarchie dans l'organisation des troupes, ce qui conduit à des hésitations, à des erreurs. C'est pourquoi il y eut des incohérences dans les actions menées, il cite par exemple le bombardement par avion de dissidents en train de négocier. De même en ce qui concerne les garnisons, il y a des troupes dépendantes du groupement et d'autres du territoire. Il dénonce aussi des vols trop importants.

Franchet d'Espèrey propose alors de créer quatre grandes divisions territoriales, ce qui permettrait le «*morcellement de l'autorité musulmane maghzénienne dont l'emprise sur un pays*

unifié peut aboutir à un nationalisme dangereux »[1554]. Il propose aussi de copier le casernement algérien et tunisien « *contre les mouvements insurrectionnels toujours à prévoir en pays d'islam* », c'est-à-dire d'améliorer « *le caractère défensif des camps* » et de rénover les logements.

Il revient sur ces événements en 1928. Il considère que l'armée d'Afrique « *forte de 182 000 hommes, aurait du mater le Rift sans renforts* »[1555]. Pour ce faire il demande de former des divisions bien équipées en transports et artillerie, d'augmenter les capacités de réparation et de mieux relier les différents ports militaires entre eux[1556].

3) La réforme du commandement

Le maréchal réclame régulièrement des réformes au niveau du commandement, ainsi dès 1922 il note : «*l'autorité militaire a demandé des améliorations en se basant sur l'intérêt général de notre colonie. Elle a échoué devant l'intransigeance des intérêts particuliers. Il en sera toujours ainsi tant qu'on pourra opposer une politique algérienne à une politique tunisienne ou à une politique marocaine, au lieu de faire une politique africaine* »[1557]. Obtenir une unité dans le commandement devient alors son leitmotiv.

Dès 1923 il plaide pour la création d'un haut-commissaire en Afrique du Nord, afin de combler les lacunes apparues lors d'un exercice de cadre en Tunisie[1558]. Évidemment il pense à lui pour occuper ce poste mais cela ne se fait pas. L'affaire rebondit en 1926. Franchet d'Espèrey revient sur l'exercice de 1923 : à cause de la lenteur des transports les renforts d'Algérie arrivent trop tard pour empêcher installation des ennemis au nord de la Tunisie. Il n'y a pas assez de routes, parfois elles s'arrêtent à la frontière, de même le train n'est pas de prolongé d'un pays à l'autre,

1554 SHD 9M1913, rapport d'inspection de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, mars 1926, date non précisée.
1555 SHD 7N3886 lettre de Franchet d'Espèrey au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, du 7 février 1928.
1556 Ibid.
1557 SHD 9M1913, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre pour la défense de Bizerte, 17 mai 1922.
1558 SHD 7N3886, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain, 1923, date précise absente du document.

l'écartement des voies est différent parfois ou alors le matériel n'est pas homogène entre les pays, de plus le matériel est différent. Il propose alors une nouvelle formule : créer à minima un comité consultatif de défense d'Afrique du Nord[1559].

Le ministre de l'Intérieur fait le point sur la proposition de 1923[1560]. Il commence par lister tous ceux qui participent à la défense de l'Afrique du Nord : une section d'étude du ministre de la Guerre, l'état-major général des armées, un conseil supérieur de la défense nationale rattaché au président du conseil, le commandant du 19e CA, Franchet d'Espèrey inspecteur général, les gouverneurs et résidents généraux et leurs ministères de tutelle. Après un tel inventaire le ministre reconnaît des « *risques d'empiétements et confusions pour la direction politique de l'Afrique du Nord même en temps de paix* », mais il conclut qu'« *il est impossible que les Résidents généraux et le gouverneur général acceptent de partager cette direction, surtout celle de la politique indigène, avec Mr l'Inspecteur général des troupes de l'Afrique du Nord* »[1561]. Franchet d'Espèrey insiste alors auprès de Servigny en répondant au ministre de l'Intérieur : selon lui, c'est justement car il y a trop d'organismes qu'il faut une direction unique et que son projet de comité ne s'occuperait pas des affaires politiques intérieurs et, de plus, ne donnerait que des avis[1562].

Le ministre de la Guerre lui défend la création d'un comité consultatif de la défense d'Afrique du Nord, qui de par sa nature, n'empiéterait pas sur les compétences des résidents et du gouverneur[1563]. Le ministre des Affaires étrangères considère malgré tout qu'un tel comité est inutile et propose uniquement de mieux transmettre les informations à Franchet d'Espèrey qui pourrait être représenté aux séances de la conférence nord africaine mais sans y participer lui même, car selon le ministre : « *L'intérêt général lui même me paraît devoir le maintenir en dehors de cette réunion. Il ne pourrait en effet y trouver un rôle en rapport avec la nature et l'importance de ses fonctions et*

1559 SHD 7N3886, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain, 3 décembre 1926.
1560 SHD 7N3886, lettre du ministre de l'Intérieur au secrétaire général du conseil supérieur de la défense nationale, 1er juillet 1927.
1561 Ibid.
1562 SHD 7N3886, lettre de Franchet d'Espèrey au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre (alors le général Servigny), 9 juillet 1927.
1563 SHD 7N3886, lettre du ministre de la Guerre au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, du 15 septembre 1927.

*nous devons craindre, entre autre, que la présence d'une aussi haute personnalité militaire ne donnât à la conférence un caractère susceptible d'émouvoir, de façon inopportune, l'opinion publique en France à l'étrange*r »[1564]. De plus, la présidence du conseil considère que le sujet n'est pas important car *« dans le cas d'un conflit européen, le maintien après la guerre de nos couleurs en Afrique du Nord ne dépendra pas d'une victoire ou d'un échec, en Tunisie ou au Maroc. Ce sera le succès ou la défaite sur le théâtre principal d'opération qui fixera les bases d'un traité de paix* »[1565]. Pétain lui est favorable à la création d'un tel comité de défense[1566]. Franchet d'Espèrey insiste alors en février 1928 dans une longue lettre[1567]. Il admet que la défense de la métropole est prioritaire et que l'Afrique du Nord doit faire avec des moyens réduits. Il remarque que le président du Conseil, parle d'Afrique du Nord (et non de trois entités). Après avoir souligné que le danger est à la fois intérieur (il évoque une insurrection) et extérieur, il propose de développer en premier une organisation statique afin de sécuriser les possessions françaises en permanence et de fortifier Bizerte. Puis, il suggère de ramener vers l'intérieur des terres une partie des approvisionnements afin de se prémunir d'un débarquement, puis d'améliorer les communications et de regrouper les garnisons. Il s'agit donc de réorganiser l'armée, à moyens constants. Enfin, il propose un commandement unique, y compris en période de paix (et il se voit bien sur à ce poste).

N'obtenant pas l'adhésion à son projet il envoie une nouvelle lettre à Pétain en octobre[1568]. Il y dresse un portrait des problèmes militaires en Afrique du Nord : il considère que le 19e CA ne suffit plus à protéger les colonies « *à l'importance politique et économique »* croissante. De plus, il affirme que le recrutement et l'encadrement des indigène est défaillant car les services de l'armée, qu'il considère trop concentré à Alger, s'occupent plus de problèmes administratifs que d'instruction. Il conclut en disant que les problèmes s'aggravent depuis 1920. Il propose donc de supprimer le 19e CA au profit d'un commandement supérieur divisé en régions qui s'occuperait du recrutement et

1564 SHD 7N3886, lettre du ministre des Affaires étrangères au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, du 21 novembre 1927.
1565 SHD 7N3886, lettre du président du conseil au ministre de la Guerre, 13 janvier 1928.
1566 SHD 7N3886, lettre de Pétain au ministre de la Guerre, 11 février 1928.
1567 SHD 7N3866, lettre de Franchet d'Espèrey au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, 7 février 1928.
1568 SHD 7N3886, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain, 24 octobre 1918.

fixerait les dispositions générales tout en « *augmentant le droit de regard de l'inspecteur général des forces d'Afrique du Nord (lui même)* ». Ensuite, il suggère qu'en temps de guerre il faut soit un QG de groupe d'armée (option qu'il favorise car il considère « *qu'elle règle tous les problèmes* »), soit trois QG de corps d'armée. Dans ce dernier cas (qu'il sent bien être le plus probable) il affirme que : « *on serait conduit à désorganiser, une fois de plus, toute l'armature du commandement pour former des « groupements » , avec tous les inconvénients que présentera un pareil manque de méthode, calamité qui semble subsister à l'état endémique en Afrique du Nord* »[1569], il faudrait ensuite que l'autorité du général en chef s'étende sur les trois territoires d'Afrique du Nord et de renforcer les services (il propose par exemple de créer une section d'étude à côté du conseil supérieur des troupes d'Algérie).

Là encore, Franchet d'Espèrey ne semble pas entendu et renvoie une lettre en 1929 pour demander la création du comité consultatif de défense de l'Afrique du Nord[1570]. Pétain l'appuie et demande même la mise en place d'un haut-commissaire[1571]. Le ministre de la Guerre finit par demander à Franchet d'Espèrey de proposer des membres pour ce fameux comité et donne son accord[1572]. Mais finalement, le président du Conseil ne donne pas suite à cette création d'un commandement unique ; selon lui ce chef serait déjà Franchet d'Espèrey[1573].

Malgré tout une réforme a bien lieu : le 12 octobre 1930 un décret crée un commandement unique en Afrique du Nord. Mais cella ne suffit pas à Franchet d'Espèrey, qui estime « qu'on a donné satisfaction à ses demandes » mais il considère que c'est une « demi-mesure » et demande encore un véritable comité consultatif de défense de l'Afrique du Nord. En effet, le décret prévoit un commandement unique en temps de guerre, or le maréchal désire qu'on supervise toutes les questions militaires en permanence[1574]. Mais le général Weygand n'y est pas favorable[1575]

1569 Ibid.
1570 SHD 7N3886, lettre de Franchet d'Espèrey au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, 28 novembre 1919.
1571 SHD 7N3886, lettre de Pétain au secrétaire général du conseil supérieur de la guerre, 11 décembre 1919.
1572 SHD 7N3886, réponse du ministre de la Guerre à Franchet d'Espèrey, 28 novembre 1919.
1573 SHD 7N3886, lettre du président du Conseil (date inconnue).
1574 SHD 5NN41, lettre de Franchet d'Espèrey au ministre de la Guerre, 11 février 1931, n°25.
1575 SHD 5NN41, lettre de Weygand au ministre de la guerre, 14 février 1931, n°4.

considérant que le décret de 1930 suffit et qu'un comité consultatif alourdirait les procédures de décisions et ne réglerait pas les soucis de coordination civiles ; et l'affaire s'arrête là.

On voit que le débat fut long pour aboutir à peu de choses. Les changements profonds n'ont lieu qu'à partir de 1940 et après l'armistice. Finalement, le général Weygand, met en œuvre les reformes et sert de coordonnateur général en Afrique du Nord comme Franchet d'Espèrey l'avait proposé.

Le débat porte aussi sur la réorganisation des troupes d'Afrique du Nord. Celles-ci sont regroupées dans le 19e Corps d'armée. Franchet d'Espèrey prend position contre la disparition des divisions dans le Corps d'armée, car selon lui elles permettent une plus grande rapidité de mouvement. En conclusion, il demande de maintenir l'existence du Corps d'armée même en période de paix avec deux-trois divisions maximum et de laisser les divisions dans le Corps d'armée même[1576]. Les divisions servant principalement de cadre de mobilisation.

Il inspecte encore l'Afrique du Nord en mars 1933 et planifie avec le général Georges les actions à mener en cas de conflit avec les Italiens en Tripolitaine. A cette occasion, il obtient que le général George prenne le commandement de toutes les forces d'Afrique du Nord, en cas de guerre et passe à l'offensive[1577].

4) Un membre passif du CSG ?

Franchet d'Espèrey dans l'entre deux-guerres appartient au Conseil Supérieur de la Guerre, instance qui décide des grandes orientations tactiques et stratégiques. Il a été créé en 1872 afin d'être l'équivalent de l'état-major général prussien. Si le ministre de la Guerre le préside, cette instance représente le haut commandement : son vice-président est le généralissime désigné. Il est

1576 SHD 1N45, dossier 2, rapport d'inspection du janvier 1923.
1577 Schiavon Max, *Le général Georges, un destin inachevé,* Pierre de Taillac, Paris, 2020, p. 140.

composé au maximum de treize membres « *chargés en temps de paix, sur des ordres spéciaux du ministre, de présider aux grandes manœuvres des corps d'armée, d'accomplir des voyages d'étude et des missions particulières, de procéder à des enquêtes et à des inspections inopinées* ». En temps normal les réunions sont mensuelles.

Les archives nous renseignent assez peu sur les prises de position du maréchal. Il semble se concentrer principalement sur les affaires liées à l'Afrique du Nord et les inspections qu'il y mène. Mais en croisant avec d'autres sources, on peut préciser quelque peu ses opinions.

Le général Buat est une source précieuse dans ses carnets récemment publiés. Il nous apprend que le 23 avril 1921 en marge des débats du CSG, Franchet d'Espèrey « *gémit sur son avancement personne*l »[1578]. Le général Buat nous renseigne aussi sur une séance importante, celle du 13 juillet 1922 où on débat des plans de mobilisation. Franchet d'Espèrey soulève la question du nombre de régiments prévus dans une division d'infanterie, il serait favorable à quatre alors que Pétain et Buat proposent trois (mais Pétain changera d'avis lors d'un conseil postérieur). Certains membres du Conseil supérieur de la guerre sont même partisans de divisions à quatre régiments et avec moins d'artillerie. Et Buat de s'indigner : « *c'est rétrograder en 1914* »[1579]. Le sujet est capital. La France va manquer d'hommes à partir des années 1930 car cela coïncide à l'arrivée des classes « creuses », dues au manque de naissances liées à la guerre. Déjà à la fin de la Grande Guerre, l'armée française en manque d'effectifs avait dû compenser les hommes par les armes. En effet, pour maintenir le nombre de divisions, on ne les composait plus que de trois régiments, mais avec une puissance de feu équivalente grâce à l'adjonction d'un matériel nombreux et moderne.

De fait, les officiers supérieurs ont régulièrement été accusés de ne pas avoir pensé la guerre nouvelle et de s'être figés dans le type d'affrontements de la Grande Guerre. Ainsi, la ligne Maginot serait la version moderne de la tranchée. Par-delà les polémiques, il faut aussi constater que la France dispose d'un énorme stock d'armements issu de la guerre, et qu'elle n'a guère le choix

1578 Buat, *Journal Général Buat, op cit*, p. 1011.
1579 Buat, *Journal Général Buat, op cit*, p. 1225.

dans ses options tactiques et stratégiques. Affaiblie démographiquement, disposant de crédits insuffisants pour moderniser toute l'armée, avec une opinion publique traumatisée par les pertes humaines énormes de la Grande Guerre, le choix était naturellement défensif et avec un matériel modernisé lentement. Certes, avec le recul, mais il est facile de penser rétrospectivement, la stratégie était aberrante et ne correspondait pas aux choix diplomatiques français. Comment avec une armée défensive honorer ses alliances à l'Est ?

Cependant, il semble sévère d'accuser les seuls maréchaux de ce conservatisme. D'ailleurs, Franchet d'Espèrey adresse une lettre intéressante le 31 août 1925[1580] sur la composition future des grandes unités de l'armée : « *L'organisation projetée repose sur une idée fausse, car elle vise plus à améliorer l'outil que nous possédions en 1918 (...) qu'à en créer un nouveau. Il est dangereux, à mon avis, de tout baser sur les données de la guerre de 1914-1918, c'est s'exposer à être devancés par les événements. Les progrès de la science sont tels que la prochaine guerre différera autant de celle de 1914-1918 que cette dernière ressemblait peu à celle de 1870* ». La remarque est tout à fait pertinente. Le maréchal avait donc la lucidité de comprendre les grands enjeux, peut-être n'a-t-il pas eu la combativité pour imposer ses idées. Sûrement, a-t-il dû s'adapter aux considérations politiques au sens large.

À partir des années 1930, l'armée française doit faire face à une série de défis majeurs. Tout d'abord, l'armement a vieilli et doit être renouvelé alors que les crédits sont prioritairement alloués aux fortifications[1581]. De plus, la France est touchée par la crise de 1929 et décide dans un premier temps de compresser ses dépenses et cela se traduit en 1934 par une forte réduction budgétaire. Le général Weygand, alors vice-président du CSG ne peut alors imposer la motorisation de l'armée, d'autant que le maréchal Pétain accepte, par solidarité gouvernementale, la réduction des investissements. Devant cette situation le CSG qui se réunit le 11 mai 1934, Franchet d'Espèrey y

1580 SHD 1N45, lettre de Franchet d'Espèrey à Pétain, 31 août 1925.
1581 Voir P. Hoff, *Les programmes d'armement de 1919 à 1939,* Service historique de l'armée de terre, Vincennes, 1982.

participant, déclare à l'unanimité que : *« la situation présente réclame un redressement immédiat »*[1582].

Le problème du réarmement se pose avec d'autant plus d'acuité que l'Allemagne réarme sous le gouvernement nazi d'Hitler qui fusionne, le 19 août 1934, les postes de chef de l'État et de chancelier et met fin à la constitution de la République de Weimar. Les dirigeants nazis vont alors augmenter les effectifs de l'armée et la moderniser, par exemple en créant en mars 1935 la Luftwaffe.

La modernisation de l'armée française est d'autant plus difficile qu'il n'y a guère de réarmement moral. Traumatisée par la guerre précédente, marquée dans ses paysages, ses chairs et ses monuments, l'opinion française est largement pacifiste. De plus, une grande partie de la classe politique s'est ralliée aux conceptions idéalistes des relations internationales telles que furent celles de Briand qui déclara la guerre hors-la-loi en signant le pacte Briand-Kellog en 1928. Cet « esprit de Genève », ville où siège la SDN, se traduit par une conviction, utopique, que la seule force du droit international peut prévenir les conflits. Alors même que la SDN n'a pu empêcher la guerre entre le Japon et la Chine et qu'elle ne pourra guère faire plus pour protéger l'Éthiopie en 1935. Pour toute une partie des politiques, l'idéologie et son lyrisme priment sur les réalités sordides et l'ombre de la guerre qui se déploie. Ainsi Blum et les socialistes déclarent qu'ils ont pour principe de ne jamais voter les crédits militaires en temps de paix. Ce dernier affirmant même : « *Déposons les armes : bon gré mal gré l'Allemagne sera bien obligée d'en faire autant* »[1583]. Même s'il ne pouvait connaître l'évolution des relations internationales, la formule traduit une étonnante naïveté, une telle méthode n'ayant jamais fonctionné au cours de l'histoire.

Enfin, très affaibli à partir de 1935, Franchet d'Espèrey ne participe pas aux réunions du conseil, aux moments mêmes où les choix cornéliens doivent être faits[1584] et notamment au dernier

1582 Max Schiavon, *Weygand, L'intransigeant, op cit*, p. 209.
1583 Cité par G. Pedroncini, *Pétain,* Perrin, Paris, 1989, p. 187.
1584 Cité dans Max Schiavon, *Weygand, L'intransigeant, op cit,* p. 213.

CSG présidé par le général Weygand. À partir de cette date, il n'exerce plus un rôle de premier plan dans la réorganisation de l'armée française même s'il reste un personnage consulté. Il écrit malgré tout à Gamelin, alors chef d'État-major général, afin de lui demander de passer à trois ans le service militaire, d'accélérer la modernisation du matériel et de développer l'instruction et le patriotisme[1585]. Autant de demandes qui ne sont guère originales et qui correspondent à celles qu'exprime le haut commandement depuis des années, et dont la réponse dépend en fait des politiques. Certes Gamelin peut demander au gouvernement plus de crédits et de « patriotisme » mais comment les obtenir dans un contexte de crise économique et sociale ? Il convient de noter que Franchet d'Espèrey a déjà évoqué cette idée d'un réarmement moral de la France dans des ouvrages ou préfaces : « *la France donne des milliards pour cuirasser sa frontière : qu'elle songe aussi à cuirasser les cœurs* »[1586], ce discours constituant un leitmotiv de la droite nationale de l'époque.

Même très diminué, il semble s'intéresser encore à la modernisation de l'armée et envoie ses félicitations à un officier d'artillerie qui a publié le 4 mars 1929 une brochure à ce propos[1587]. Le cas est intéressant même si nous n'avons pas pu en retrouver tous les détails. Le capitaine en question répond au maréchal[1588], il dit n'avoir eu aucun retour de ses chefs hiérarchiques. Il précise aussi ses motivations en disant qu'il était capitaine instructeur d'artillerie en 1928, qu'il fut « *frappé de l'état médiocre de l'instruction* » et qu'il fut soulagé de la publication de la brochure de De Gaulle sur l'armée de métier, « *car j'eus depuis 1928 le spectre de cette France qui s'affaiblissait* ». La brochure parle essentiellement de l'encadrement à apporter aux réservistes. L'affaire est intéressante car elle met en exergue la timide volonté de moderniser l'armée, qui semble pourtant n'être guère une priorité des officiers supérieurs alors qu'elle angoisse certains officiers. Encore plus signifiant, alors qu'il est déjà diminué, il parraine la création de la *Revue militaire générale*, dont il rédige l'introduction dans laquelle il appelle à un franc débat intellectuel : « *la fin de la dictature*

1585 SHD 1N45, lettre de Franchet d'Espèrey à Gamelin, 19 juin 1936.
1586 Général Clément-Grandcourt, *Une leçon, le drame de Maubeuge,* Payot, Paris, 1935, préface de Franchet d'Espèrey.
1587 SHD 1K162-2, l'officier semble être un dénommé André Trarieux capitaine d'artillerie.
1588 Ibid, lettre 16 avril 1939.

intellectuelle »[1589]. Néanmoins, la liberté de la revue est vite encadrée par Gamelin : pas de religion, ni de politique, ni de fantaisie capable de troubler les esprits[1590]... La revue ne parvint donc pas à insuffler un esprit nouveau, reposant sur des débats libres. Ainsi, le Général Condé[1591] avait organisé un exercice de cadres mettant en œuvre des unités mécanisées nombreuses, mais il n'avait pas eu le droit de créer pour l'exercice des divisions de chars, alors même que l'exercice reposait sur une attaque rapide de tanks utilisant des communications radios entre les chars (ce qui n'existait pas en France) et avec appui de l'artillerie. Or, le compte rendu de cet exercice, en partie prémonitoire, n'eut pas le droit d'être publié et fut restreint au seul Conseil supérieur de la guerre[1592]...

On ne peut donc pas considérer que Franchet d'Espèrey fut totalement inactif ou inconscient de la sclérose de l'armée française.

Néanmoins, globalement le maréchal s'intéresse plus aux aspects moraux qu'à la doctrine militaire ou à la pensée stratégique, il n'a d'ailleurs que peu enseigné et n'a pas écrit d'articles sur ces sujets. De même, s'il a compris que la guerre serait transformée par les nouvelles armes et qu'il faut insister sur le développement du matériel moderne, il ne prend pas d'initiative d'importance en ce sens. De fait, la modernisation ne s'amorcera qu'après sa retraite.

Efin, en tant que général puis maréchal, Franchet d'Espèrey a connu de très nombreux officiers et il s'efforce d'accélérer la carrière de certains. Ainsi, il présente le futur général Georges à Maginot et le pousse ensuite vers le commandement de l'armée[1593]. Les relations sont encore plus intimes avec le général Huntziger qu'il a connu en macédoine et qu'il présente comme « l'auteur de la victoire en Orient ». Franchet d'Espèrey le présente aux hommes politiques qu'il fréquente et

1589 Cité par Kiesling E, *Arming against Hitler*, Univ Press of Kansas, 1996, p. 127.
1590 SHD 7N4013, Gamelin 3/EMA n°7282, 17 novembre 1936.
1591 Charles-Marie Condé, 1876-1945, il est inspecteur général de l'artillerie de 1936 à 1939. Il dirige la 3e armée française en 1940 et est capturé en juin.
1592 Cité par Kiesling E, *Arming against Hitler, op cit,* p. 127.
1593 Schiavon Max, *Le général Georges, un destin inachevé,* Pierre de Taillac, Paris, 2020, p. 122 et pp.139-140

entretient une importante correspondance avec lui[1594].

5) Un représentant de la République.

De par sa stature et sa carrière internationale, Franchet d'Espèrey fait de nombreux déplacements à l'étranger dans le cadre d'une diplomatie du prestige et de la commémoration.

Déjà en 1921, il représente la France à l'enterrement du roi Pierre I[er] de Serbie. Puis en 1922, il assiste, au nom de la République, au mariage du roi de Serbie Alexandre. Il passe par Venise puis arrive à Belgrade le 3 juin 1922 et est acclamé par la foule. La cérémonie est une réussite mais les tensions régionales se font encore sentir : le roi reçoit un cadeau d'une délégation d'Istrie, il s'agit d'un « *bout de terre d'Istrie captive à son roi* »[1595]. Le maréchal fait aussi état de tensions frontalières avec la Bulgarie. Après avoir visité Monastir, et son champ de bataille, il rentre à Paris le 19 juin.

Mais ses voyages officiels servent surtout à resserrer les liens diplomatiques entre la France et ses alliés. En 1927, il se rend en Pologne pour rencontrer le maréchal Pilsudski alors que le traité d'aide militaire franco-polonais est en renégociation[1596]. Le 18 novembre, le maréchal remet la médaille militaire française au maréchal polonais (photo suivante).

1594 Schiavon Max, *Les carnets secrets du général Huntziger,* Pierre de Taillac, Paris, 2019, p. 58.
1595 La région est partiellement occupée par l'Italie à l'époque. source : Gastines, Christian de, *Témoignages inédit sur l'histoire.*
1596 Voir Wandycz, *The twilight of french eastern alliance, 1926-1936,* Princeton Legacy Library, 2014.

Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédits sur l'histoire

Franchet d'Espèrey prononce un discours où il exalte la Pologne courageuse et immortelle, mais aussi son propre rôle :

Monsieur le Maréchal,

Il y a près de dix ans que j'attendais la rencontre d'aujourd'hui. Lors-qu'après avoir culbuté les armées des maréchaux Mackensen et Koevès, mes troupes se répandaient dans les plaines du Danube, j'espérais donner la main aux légions de la Pologne renaissante et d'un seul élan libérer l'Europe orientale de la domination étrangère.

L'armistice m'empêcha de réaliser ce dessein. Pour rendre la Pologne plus grande, la Providence voulut qu'elle conquit elle-même sa liberté.

À peine sorti des prisons de Magdebourg, votre Patrie vous confie son salut. La situation est tragique.

Sur la basse Vistule, comme en Silésie, sur les confins de Podolie et de Lituanie, chacun de vos voisin veut arracher un lambeau de l'ancien patrimoine polonais, et venant de l'Est, une invasion menace de submerger le pays.

L'Histoire enregistrera pour toujours votre géniale contre-offensive de Siedlce; plus heureux que nous à la Marne, quelques jours vous suffisent pour bouter l'ennemi hors du pays.
Il suffit de rappeler ces faits pour souligner la similitude de situation entre la France et la Pologne dans le passé et dans l'avenir: même besoin de sécurité, même nécessité d'avoir une armée forte, capable de faire respecter les traités et d'assurer le maintien de la paix.
Pour marquer d'une manière éclatante la solidarité franco-polonaise, le gouvernement de la République a voulu conférer au grand patriote, à l'éminent chef de l'armée polonaise, la plus haute récompense militaire française, cette médaille qui consacre à la fois l'héroïsme du soldat et la gloire du capitaine.

Je lève mon verre en l'honneur de la noble et grande Pologne, du maréchal Pilsudski, de la vaillante armée polonaise.

La blessure d'orgueil ne semble pas guérie chez le maréchal. Le 19 novembre, Franchet d'Espèrey est décoré à son tour et aborde les problèmes diplomatiques avec Pilsudski. Le souci majeur provient de la frontière entre la Lituanie et la Pologne, cette dernière occupant des territoires réclamés par la Lituanie. Le chef de l'État polonais dit refuser l'arbitrage de la SDN. Franchet d'Espèrey visite ensuite Cracovie, Katowice, et le champ de bataille d'Austerlitz. À Prague le 28 novembre, il rend visite au président de la République tchécoslovaque Masaryk (photo suivante). Cette fin de voyage apparaît une fois encore plus culturelle que politique.

Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire

En 1930, il représente la France au couronnement de l'empereur d'Éthiopie, Hailé Sélassié 1er[1597].

Il s'agit d'un long voyage de trois mois. Il part en bateau par Suez et débarque à Djibouti le 24 octobre 1930. Le 27 octobre, il est à Addis-Abeba. Il y reste une dizaine de jours. Pendant ce séjour il va décorer un certain nombre de notables, assister au sacre le 2 décembre 1930, puis suivre le souverain pendant la semaine de festivités qui suit le couronnement. Il s'agit notamment de pèlerinages et de défilés de troupes. Ci-joint, le maréchal ainsi que l'empereur (à gauche du maréchal).

1597 Voir à partir de 5:58 dans les actualités de l'époque : https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/vdd10045582/varietes-ndeg13

Source : L'Illustration et Gastines, Christian de, Témoignages inédits sur l'histoire

Il repart le 11 novembre et effectue un long voyage passant par Khartoum, Abou Simbel, Louxor, Le Caire le 26. Le voyage se poursuit alors par la Palestine et le Levant. Il visite Jérusalem le 30 novembre, le 3 décembre Beyrouth et le 5 Damas. Arrivé à Alep le 11 décembre, il inspecte quelques détachements de soldats. Il critique d'ailleurs le fait que les officiers indigènes puissent passer capitaine en 6 ans et les trouve peu sûrs. À l'occasion de ce voyage, il effectue ce qui semble être son baptême de l'air au-dessus de la Syrie le 13 décembre. Il se dirige ensuite vers Chypre, puis Constantinople qu'il atteint le 24 décembre. Il rentre en France en passant par Athènes, où il reçoit aussi les honneurs militaires ; et enfin Naples.

Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire

En 1930, il effectue encore un voyage diplomatique[1598], en Tchécoslovaquie cette fois. Ces voyages, à partir du milieu des années 1930, ne sont plus directement diplomatiques mais ont pour objet des conférences, spécialement sur le roi Alexandre Ier, non dénuées cependant de portée politique ou diplomatique indirecte.

En 1934, il inaugure une statue du roi Alexandre Ier à Belgrade et en profite pour critiquer la politique française qui « *abandonne la Yougoslavie* »[1599]. Il y retourne en mai 1936. Ce qui est intéressant pour ce voyage, c'est qu'il s'appuie sur les associations franco-yougoslaves qui lui présentent le contexte local ; ainsi l'association des amis de la Yougoslavie lui résume en ces termes la situation : « *Nous traversons une période bien difficile. Ce ne sont pas les succès des*

1598 SHD 7N3446-3 pour le voyage.
1599 SHD 1K162-1.

communistes qui rehausseront notre prestige. Mais certaines tendances pro-hitlériennes ont fait le jeu du front dit populaire. L'engeance des bolcheviks s'agite aussi en Yougoslavie »[1600]. La même année 1936, il visite la Roumanie et y vante l'alliance française : « *la Petite-Entente pèse aujourd'hui, dans la balance européenne, d'un point de vue que l'avenir alourdira encore, pour le plus grand bien de la civilisation et de la paix* »[1601]. Ce voyage est prévu depuis octobre 1935 alors que le maréchal est encore convalescent : son lourd handicap n'arrête pas son activité. Ce voyage en Roumanie est d'ailleurs bien organisé ; les archives privées comportent une correspondance assez importante sur ces préparatifs (financement, détails du trajet, du logement). Preuve que la conférence n'est qu'un prétexte, on informe le maréchal du contrat de vente de chars de la France à la Roumanie[1602]. Enfin, à chaque voyage, on lui fait remettre plusieurs Légions d'honneur et il est régulièrement sollicité par des individus demandant quelque faveur. À partir de 1937, les déplacements deviennent très rares, il voyage malgré tout en Angleterre où il est bien accueilli. Il reçoit aussi des lettres chaleureuses du général Milne qui, malgré leurs anciens différends, se dit charmé de le rencontrer, sans qu'on sache si cela eut lieu[1603]. La photo ci-jointe témoigne du grand courage physique du maréchal qui est lourdement handicapé à l'époque.

1600 Ibid.
1601 Ibid, discours 18 mai 1936.
1602 Ibid, lettre du ministre de la Guerre à Franchet d'Espèrey, 5 mai 1936
1603 Ibid.

Source : Gallica, Agence Meurice

A côté de ces fonctions officielles, il préside aussi de nombreuses associations, pas toujours militaires ; par exemple il est le président d'honneur de l'institut Tesla[1604]. Son courrier privé prouve qu'il est très largement sollicité.

C) Une ouverture : l'immense ouvrage des Amitiés Africaines

1) Une création comme relais de l'influence française

Afin de comprendre les motivations qui poussent le maréchal Franchet d'Espèrey à créer les Amitiés Africaines en 1935, il faut préciser le contexte général de l'époque. Depuis les années 1930, l'Afrique du Nord baigne dans un contexte difficile à de multiples niveaux.

1604 SHD 1K162-3.

Tout d'abord au niveau économique, la situation est difficile. L'Afrique du Nord connaît partout une poussée démographique et une crise économique consécutive à la crise de 1929. Prenons en exemple l'Algérie[1605] : la population passe de 5,8 millions en 1921, à 6,6 millions en 1931, puis à 7,2 M en 1936. Or, à partir de 1930, les ressources ne s'accroissent plus au même rythme que la population. On remarque dès lors un exode des campagnes vers les villes qui connaissent une extension anarchique. La production minière s'effondre, l'industrie ne vend plus assez et l'artisanat agricole est en grande difficulté (à Tlemcen en quelques années la moitié des artisans arabes auraient fermé). Le chômage et la misère progressent vite, d'autant qu'une bonne partie des travailleurs partis en métropole reviennent (la moitié des Algériens de région parisienne partent). Il faut savoir qu'entre 1920 et 1931, on était passés de 20 000 à 102 000 Maghrébins en métropole[1606]. De plus, le secteur agricole, très important en Algérie, rencontre des difficultés majeures lui aussi. En effet, après avoir beaucoup investi et s'être endettés, les agriculteurs sont confrontés à une surproduction et à une mévente, ce qui induit une baisse des prix (ceux du blé sont divisés par 2,5 entre 1927 et 1935). Cette conjoncture pèse davantage sur les fellahs victimes en plus d'hivers froids et de sécheresses entre 1931 et 1935, le bétail disparaît et ils doivent avoir recours à l'usure (quadruplement des saisies dans le département Constantine entre 1929 et 1933). L'État consent des prêts afin de les désendetter, mais uniquement en 1935 et avec des effets limités. Devant cette misère sans borne et le développement anarchique en ville, les anciens soldats ne peuvent que difficilement trouver de l'aide. Ils forment une population d'autant plus fragile qu'ils ont perdu les liens traditionnels et les possibilités de solidarité afférentes. Ces difficultés ne sont pas toujours comprises, citons par exemple le colonel Messal (futur dirigeant du Comité des Amitiés Africaines) : «*L'ancien militaire perd les habitudes du travail, soit il réintègre sa tribu, sinon il va en ville où il devient un dévoyé, aigri qui ne comprend pas pourquoi la France ne fournit pas un*

1605 Pour l'Algérie, Pierre Darmon, *Un siècle de passions algériennes*, Maury, Paris, 2009.
1606 Article Ralph Schor : la gestion de l'immigration maghrébine en France 1919-1939 , page 51, dans *Étrangers au Maghreb, Maghrébins à l'étranger 17e-XXI, encadrement, identités et représentations*, dir Riadh Ben Khalifa, édition Karthala et IRMC, 2017.

emploi ou ne pourvoit pas à ses besoins »[1607].

Au niveau politique, la situation n'est guère meilleure même si les conséquences sont moins immédiates. En effet, si la loi du 4 février 1919, « loi Jonnart », permet la naturalisation de certains indigènes musulmans (anciens soldats, notables et fonctionnaires ou ceux liés familialement à des Français, pour l'essentiel) et crée un corps d'électeurs musulmans, non citoyens, au niveau local, elle reste très en deçà des attentes exprimées en métropole comme en Algérie. Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité que la scène politique algérienne se développe. En effet, les jeunes Algériens créent une Fédération des élus musulmans algériens en 1927 ; on doit aussi citer l'Association des oulémas d'Algérie, créée à Alger en 1931 et regroupant des théologiens réformistes autour du cheikh Abdelhamid Ben Badis[1608], ainsi que le premier parti nationaliste fondé à Paris en 1926, l'Étoile nord-africaine. Or en métropole, les « libéraux », entendons par là ceux qui sont favorables à quelques réformes en faveur des indigènes, ne sont guère écoutés. Prenons le cas symptomatique de la Commission interministérielle des Affaires musulmanes[1609]. Elle débat de la question des assimilés d'Algérie qui refusent la naturalisation en raison de l'opposition de leurs milieux et de l'accueil réservé des Français, mais au total rien de concret n'est proposé et la question passe à une autre commission... qui ne traite pas le sujet. Pourtant dans cette commission siège un libéral comme Louis Massignon qui propose de naturaliser 10 000 Algériens, mais là encore sans suite. In fine, la vague de contestation est naissante mais largement incomprise. Si quelques indigènes sont intégrés au système (il y en a plusieurs qui furent intégrés à la Commission interministérielle des Affaires musulmanes), ils sont trop déconnectés de la majorité de la population et leurs intérêts trop entrelacés avec ceux du colonisateur. On doit aussi citer le centenaire de la conquête de l'Algérie où le maréchal Franchet d'Espèrey assiste à la parade militaire

1607 AN 200000002/29-33.

1608 Cheikh Abdelhamid Ben Badis, 1889-1940, figure majeure du réformiste musulman. Il publie aussi le mensuel *al-Chihab*, à partir de 1925.

1609 P. Le Pautremat. *Le rôle de la Commission interministérielle des Affaires musulmanes dans l'élaboration d'une politique musulmane de la France de 1911 à 1937*: Thèse de doctorat, Université de Nantes, UFR d'histoire et de sociologie, Discipline: histoire, PU du Septentrion 1999.

du quatorze juillet 1930, au cours de laquelle l'armée d'Afrique défile avec les uniformes de l'époque de la conquête coloniale. Ces rappels, sans tact, blessent les autochtones qui, on le voit, restent à l'écart du projet colonial pourtant censé les moderniser. Le colonisateur, par une politique maladroite, rappelle la sujétion, voire l'infériorité qui en découle aux indigènes et ne fait rien pour créer une communauté d'appartenance plus englobante.

On peut aussi citer des maladresses religieuses, alors même qu'en général le colonisateur en Afrique du Nord se montre très attentif à ne pas heurter l'islam pour mieux l'instrumentaliser. Par exemple, en 1930 se tient le le colloque de Carthage[1610]. Les autorités françaises, faisant fi du principe de laïcité, organisent à cette occasion une manifestation religieuse avec des milliers de catholiques en procession dans les rues. L'archéologie qui a permis de redécouvrir l'Afrique romaine par ses fouilles importantes, sert ainsi à démontrer qu'on entend renouer avec l'Afrique chrétienne. Il en ressort donc encore une fois une mise à l'écart des autochtones, voire un sentiment de dépossession.

C'est dans ce contexte de crise sociale et politique que la création du Comité des Amitiés Africaines a lieu avec l'accord du gouvernement, le président du conseil ayant été sollicité[1611]. Présentons les principaux aspects de ses statuts adoptés le 9 mai 1935 :

Art 1 : L'association dite « Comité des Amitiés Africaines », fondée en 1935, a pour but d'entretenir le sentiment d'estime et de confiance réciproque entre militaires français et indigènes quel que soit le grade.

Son action se manifeste en temps de paix et en temps de guerre, en France comme en Outre-mer

1610 On peut se référer à J.Alexandropoulos, *Entre archéologie, universalité et nationalismes : le trentième congrès eucharistique international de Carthage*, Revue Anabases 2009.
https://journals.openedition.org/anabases/343

1611 AN F60/204 lettre du président du conseil au maréchal Franchet d'Espèrey, 26 février 1935.

suivant les directives, et quand il y a lieu, sous les ordres de l'autorité militaire compétente.

Sa durée est illimitée.

Art 2 : En temps de paix l'association aide les ayants-droits et les appuie par rapport aux autorités.

En temps de guerre, elle aide le gouvernement et le commandement militaire pour fortifier le moral des militaires indigènes et prépare la population aux devoirs par rapport à la France.

Art 3 : Les membres titulaires doivent être présentés par deux membres

Le droit d'entrée est de 20 francs pour les membres titulaires (...). Il est ramené à deux francs pour les militaires, anciens militaires comme membre adhérent.

La cotisation annuelle minimum est de cinquante francs pour les membres titulaires.

Art 9 : Les dépenses sont ordonnancées par le président ou un membre du conseil d'administration (qui sont au nombre de 15 élus pour 5 ans).

Art 12 : Les comités locaux peuvent être créés par délibération du conseil d'administration approuvés par l'assemblée générale et notifiés au préfet.

Les comités locaux élisent un bureau, un président, un vice-président et un trésorier ; sous réserve de ratification du conseil d'administration qui vérifie aussi les comptes.

Art 13 : La dotation comprend :

- *10 000 fr*
- *les immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association*
- *les capitaux provenant de libéralités*
- *les sommes versées pour rachat de cotisation*
- *un dixième capitalisé du revenu des biens de l'association.*

Art 16 : Les recettes comprennent :

- *les revenus des biens non compris dans la dotation*
- *la cotisation et les subventions des membres*
- *la subvention de l'État et des départements.*

Le Comité des Amitiés Africaines se décline de fait à plusieurs niveaux. Le Comité de Paris contrôle et autorise les créations de comités locaux qui constituent donc le deuxième échelon. Ceux-ci se tiennent en liaison avec les services sociaux de l'armée et les aident à l'installation de cafés maures, de foyers et à l'organisation de fêtes et de réceptions.

Enfin, les Dar-el-Askri, maisons du combattant, constituent l'organe d'exécution du Comité des Amitiés Africaines. Ils servent de centres de renseignement militaire et d'assistance médicale, alimentaire, vestimentaire, scolaire, juridique ou encore administrative. L'instruction générale du maréchal Franchet d'Espèrey, du 30 novembre 1935, précise le rôle des Dar-el-Askri[1612]. Ils doivent être confiés à un ancien officier ou sous-officier retraité, connaissant l'arabe et ayant accompli une partie de sa carrière dans un corps de troupe indigène. Ils fonctionnent à l'usage exclusif des anciens militaires indigènes et de leurs familles. Ils sont aussi des organes de propagande, le maréchal précisant dans son courrier qu'il s'agit de « *regrouper les anciens militaires dans une unité de sentiments en faveur de la Nation protectrice* ». À noter que les Dar-el-Askri ne doivent pas être des lieux de réunions et ne peuvent pas ouvrir de cafés maures. Enfin, ils doivent faciliter les démarches de réengagement. Les premiers comités locaux et Dar ouvrent en 1936.

Le 24 mai 1938, le Comité des Amitiés Africaines est reconnu d'utilité publique.

Il semble même que l'association ait des correspondants dans des zones où il n'existe ni comité, ni Dar (fait évoqué dans un rapport sur la situation au Maroc en 1944[1613]).

Pour comprendre les objectifs et aspects idéologiques de la création de ce comité, il faut se référer aux discours et examiner les participants.

1612 AN 200000002/29-33 Les Amitiés Africaines et les Dar-el-Askri au Maroc.
1613 AN 200000002/29-33.

Le Comité des Amitiés Africaines est d'origine militaire car il est créé à l'initiative du maréchal Franchet d'Espèrey et que les militaires participent largement aux diverses instances. Par exemple en 1938, on retrouve trois généraux dans le conseil d'administration (Niessel, Hune, Simon). Les militaires sont encore davantage impliqués dans les comités locaux.

Rappelons que le maréchal est, pour sa part, fortement opposé à toute ouverture politique libérale vers les musulmans. Mais la personnalité des membres fondateurs est plus diverse.

Qui sont-ils à la création ? Il s'agit du député Baréty (membre de l'Alliance démocratique et président du groupe parlementaire Maroc-Tunisie), du professeur à la Sorbonne Auguste Bernard (spécialité géographie et colonisation de l'Afrique du Nord), de l'industriel Ernest Mercier (fondateur du Redressement français, proche de la droite nationaliste), d'Élysée Sabatier, du sénateur Lucien Saint (ancien résident général en Tunisie notamment), des généraux Feraud, Niessel et Simon, et enfin du professeur au Collège de France Louis Massignon. Ce personnage est très intéressant et mérite qu'on s'y attarde. Il a participé à la mission Picot, qui était chargée de déterminer les zones d'influence entre la France et la Grande-Bretagne au Proche Orient en 1917, a remplacé Le Chatelier au collège de France et il appartient à la Commission interministérielle des Affaires musulmanes. Il est favorable au développement de l'enseignement de l'arabe, est proche des milieux musulmans modernistes et est persuadé que l'islam peut se moderniser. En terme politique, c'est un libéral dans le sens où il soutient la colonisation mais souhaite une réforme politique, comme le dit H. Laurens : « *Massignon représente les partisans d'une politique libérale, qui vise à atténuer le choc de la colonisation en se montrant beaucoup plus respectueux de la culture et de la civilisation arabes et musulmanes* ». Massignon participe le 12 avril 1935[1614] à une réunion du Comité des Amitiés indigènes qui va devenir le Comité des Amitiés Africaines ; il y souligne « *les dangers d'une campagne d'information d'origine israélite dirigée contre les indigènes et militaires musulmans* ». Se retrouve donc dans cette aventure une coalition

1614 Papiers Augustin Benard, vol XV.

relativement disparate, allant de libéraux à des militaires et nationalistes, réunie par le plus petit dénominateur commun, mais capital pour eux, qui est de maintenir l'influence de la France sur ses colonies.

Le ton dénonce aussi parfois une réelle inquiétude. En effet, le rapportprésentant le projet de création du Comité des Amitiés nord-africaines parle de « *protéger les sujets musulmans* »[1615] ; on évoque aussi le précédent de l'insurrection dans l'Aurès et le Sud tunisien lors de la Première Guerre mondiale. Les autorités expriment clairement une inquiétude en rappelant l'assassinat d'un lieutenant métropolitain par un lieutenant de tirailleurs, ainsi que les désertions massives (selon l'auteur) lors de la Somme et en Italie. Le Comité viserait aussi à lutter contre « *nos adversaires panislamiques, antisémites, nationalistes et revanchards* ». Enfin, il s'agirait d'éviter « *que les anciens soldats ne deviennent des épaves ou des aigris* ».

Ainsi, citons le colonel Messal qui assiste le maréchal en tant que secrétaire général et qui s'exprime en ces termes lors de l'assemblée générale du 4 mai 1938 : « *il n'est pas d'ancien militaire indigène qui ne puisse être atteint et attiré par elle (la France), directement et efficacement, puisque, à côté de la caserne qu'il a quittée, à l'ombre du drapeau qu'il a fidèlement servi, sous la direction des chefs et des camarades qu'il a aimés et qui n'ont jamais cessé de l'estimer et de l'aimer, il est assuré de trouver désormais pour lui et pour les siens, un accueil bienveillant et compétent, une aide matérielle et morale parfaitement adaptée à ses besoins comme à son état d'esprit* ». Le colonel s'inscrit alors dans la continuité de Franchet d'Espèrey, qu'il a d'ailleurs cité : « *L'armée d'Afrique est une grande famille dont tous les membres métropolitains et indigènes doivent rester unis dans toutes les vicissitudes de la vie, comme sur le champs de bataille* ». Enfin, il évoque le devoir d'humanité des chefs qui doivent prendre soin de leurs anciens soldats et sur qui « *les soldats ont l'habitude de se reposer en tout* ». La tonalité est clairement paternaliste, référence

1615 AN F60/204 et 205.

aux chefs, et patriotique avec l'évocation du drapeau et de la fidélité qu'il inspire. La fraternité des armes, thème récurrent de la propagande coloniale française, idéalisée, se prolongerait naturellement dans la solidarité économique après-guerre.

Le moral général est aussi augmenté en organisant des manifestations patriotiques et militaires.

Les Amitiés Africaines font aussi attention à respecter la religion des soldats et des anciens soldats. Ainsi, les Dar-el-Askri doivent organiser les grandes fêtes musulmanes afin « *d'attester que la Nation protectrice respecte et honore les traditions et croyances de l'islam* », les bâtiments doivent être pavoisés et les autorités présentes à ces cérémonies.

On constate que pour Franchet d'Espèrey, qui appartient au camp nationaliste, et pour les autres membres qui composent le Comité des Amitiés Africaines, l'islam n'est pas totalement vu comme un adversaire mais comme une institution à respecter, voire à instrumentaliser et à moderniser (le cas de Massignon déjà cité est éclairant). Certes, cette attention peut aussi inspirée par la peur : la religion pouvant être un levier majeur de rébellion. On a vu que lors de la Première Guerre mondiale l'appel au djihad inquiétait beaucoup les autorités militaires françaises même si il n'avait pas eu de réel impact[1616]. Nonobstant, mieux vaut être prudent.

2) Développement

Pour comprendre le développement et l'action des Amitiés Africaines, on peut se référer au compte rendu de l'assemblée générale du 4 mai 1938[1617]. Le président Franchet d'Espèrey y assiste, avec l'aide du colonel Messal (le maréchal reste très affaibli de son accident) ; trois généraux membres du comité d'administration (Niessel, Hune, Simon) y participent. Qui est ce colonel Messal qui rédige l'essentiel des rapports au moment du développement de l'association ? C'est un

1616 Voir Jean-Yves Le Naour, *Djihad*, Perrin Paris 2017.
1617 AN 200000002/29-33, procès verbal du 4 mai 1938.

produit exemplaire de militaire à la carrière coloniale. Engagé volontaire, il sort ensuite de Saint-Cyr en 1906 et sert en Afrique du Nord de 1906 à 1914 sans discontinuer, il encadre notamment l'armée chérifienne, il participe aussi à la grande guerre au sein d'un régiment de Tirailleurs marocains. Enfin, il rédige La genèse de notre victoire marocaine, Alfred Le Chatelier en 1931. Cet hommage au grand ami du maréchal prouve qu'ils appartiennent au même milieu.

Source : Gastines, Christian de, Témoignages inédit sur l'histoire. Le Chatelier est à gauche du maréchal.

Ensuite, le rapport lu à l'assemblée le 4 mai 1938 nous apprend qu'il y a 835 membres titulaires convoqués, et que 380 sont présents, ce qui est un beau succès. Le maréchal ouvre l'assemblée par un discours où il se félicite de la réussite des Dar-el-Askri, des comités locaux et du

rôle du colonel Messal (nommé secrétaire général le même jour). Trois nouveaux membres sont élus au comité d'administration, tous sont militaires (un général et un intendant général), il reste 3 membres à nommer. Le colonel Messal revient sur les principaux points devant l'assemblée générale, il évoque tout d'abord les questions de financement, avant de revenir sur les actions effectuées.

Le bon fonctionnement d'une institution dépend de ses capacités de financement. Quelles sont-elles ? Et sont-elles suffisantes ?

Les Amitiés Africaines s'organisent sur trois échelons pour qui les problèmes de financements divergent. Ils doivent donc être évoqués un par un.

Tout d'abord, il faut étudier les comptes du Comité « central » de Paris. Si on se fie au rapport de l'assemblée générale du 4 mai 1938, on a un état des finances de 1937. Les recettes s'élevaient à 628 000 francs, les dépenses à 575 000 francs, l'excédent est donc de 52 000 francs mais les ressources sont fragiles et notoirement insuffisantes. En effet, les recettes proviennent pour un tiers d'une subvention exceptionnelle, non renouvelable[1618]. Déjà en décembre 1935, le Comité des Amitiés Africaines avait reçu une subvention de 35 000 francs du ministre de la Guerre, 20 000 par le ministère des Affaires étrangères[1619], encore 20 000 du ministère des Colonies (mais rien du ministère des Pensions), et enfin de 30 000 francs par le gouverneur de l'Algérie[1620] (le maréchal estimait les besoins à 800 000 francs).

Pour les comités locaux on ne dispose pas de chiffres précis mais ils sont certainement aussi en déficit. Il est noté que certains comités ont réussi à augmenter leurs ressources en organisant fêtes et kermesses ou par l'ouverture d'un café maure ; ils conservent aussi les 4/5^{e} des cotisations de leurs membres (le reste est versé au Conseil d'administration).

1618 AN 30 000, du ministère de l'intérieur, lettre 23 septembre 1938.
1619 AN F60/204, lettre du ministre des Affaires étrangères au président du conseil, 26 avril 1935.
1620 AN F60/204.

Pour les maisons du combattant indigène, les Dar-el-Askri, le problème est différent, car ce sont eux qui réalisent l'action concrète au jour le jour auprès des anciens soldats indigènes et de leurs familles. Ces derniers reçoivent des subventions de la part du Comité central mais aussi des divers comités locaux ; a priori le Comité leur alloue 770 000 francs (mais pour 1938 Messal considère qu'il faudrait 230 000 francs de plus pour éviter un déficit). Or pour la simple année 1938, les dépenses s'élèvent à 4 600 000 francs d'installation et 2 450 000 francs de fonctionnement, soit 40 francs par indigène. Les Dar-el-Askri bénéficient de subventions de la direction des affaires politiques de l'Office des anciens combattants et du Service social de l'armée[1621].

Mais faute de ressources suffisantes, les autorités publiques, au premier chef les militaires, fournissent de fait le personnel et les locaux ; on évoque des bastions désaffectés, des baraquements du génie ou d'anciens bâtiments domaniaux. C'est la solution clairement évoquée dans un courrier du vice-président du conseil au ministre de la Défense Nationale et de la Guerre à propos de la fondation d'un Dar-el-Askri à Paris : le ministère de la Défense Nationale fournissant les locaux et le personnel[1622].

Mais, alors qu'il y a 20 000 soldats libérés tous les ans et que la crise économique s'aggrave, en 1938, 300 000 anciens soldats ont sollicité de l'aide, les recettes manquent. Ainsi, le colonel Messal prévoit un déficit de 550 000 francs en 1938 pour le comité et ses œuvres.

De fait, à partir de 1938 les divers comités locaux et Dar-el-Askri tournent à plein régime et ce jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Les subventions, présentées à l'époque comme exceptionnelles, durent être renouvelées en partie.

1621 AN 200000002/29-33, *Les Amitiés Africaines et les Dar-el-Askri au Maroc*.
1622 AN F60/204.

Les chiffres sont parfois contradictoires selon les sources, mais lors de l'assemblée générale du 4 mai 1938, Messal liste le nombre de comités créés. Il y en a douze en métropole, sept au Maroc, quatre en Tunisie et vingt-sept en Algérie ; de plus, il y aurait 42 Dar-el-Askri (les sources sont contradictoires, une autre en dénombre 69, 34 en Algérie, 16 en Tunisie, 11 au Maroc et 8 en métropole)[1623]. 10 000 repas ont été servis, des soins médicaux ont été prodigués à plusieurs milliers de personnes et de nombreuses requêtes et dossiers ont été établis auprès de l'administration qui se félicite du succès. D'ailleurs Messal souligne que les soldats ignorent leurs droits et prévoit d'agir pour augmenter les retraites, de favoriser la formation d'emplois réservés, et de manière générale de permettre une égalité avec les métropolitains. Certains comités ont porté leur action au delà de la garnison et ont cherché les soldats dans leurs souks et bleds ; ils participent aussi à l'embellissement des cafés maures réglementaires et aux comités d'accueil des soldats dans les garnisons frontalières.

Messal aborde aussi l'aide à apporter aux veuves et aux anciens soldats pour toucher leurs arriérés de pensions sans intermédiaires intéressés. Il insiste sur le lien qui a été recréé entre l'ancien soldat et l'armée et propose de le raffermir encore avec l'accord de l'armée (grâce aux autres mesures proposées).

On a heureusement conservé les traces concrètes des services rendus dans la semaine par le Dar-el-Askri d'Alger[1624]. Tous les matins commencent par du temps consacré aux « chekaisas » c'est-à-dire l'audition des plaintes et diverses demandes ; lors des matinées du lundi et du jeudi, il y a la visite de la sage-femme indigène, le mardi des consultations juridiques et enfin le jeudi et samedi des moments appelés « lettre du soldat et du prisonnier de guerre ». La date du document est

1623 Il y aura en 1944 au Maroc 13 comités et 18 Dar-el-Askri, preuve que le développement s'est poursuivi depuis 1938.
1624 AN F 20000002/29.

inconnue mais il doit logiquement dater d'après 1940. Le Dar-el-Askri ouvre de 7h30 à 12h puis de 15h à 18h30.

Les missions sont même dépassées et élargies devant le succès. En effet, le comité d'Alger en accord avec le gouvernement général d'Alger, facilite l'emploi et l'envoi de travailleurs en Lorraine pour les usines et les mines. C'est la première fois qu'on introduit une importante main-d'œuvre nord-africaine, les employeurs sont mal préparés et considèrent qu'elle est d'un rendement inférieur à la main-d'œuvre moyenne (selon le gouvernement général). Néanmoins, sur les 6 000 travailleurs lorrains, seuls 1 000 viendraient du comité, le reste proviendrait de région parisienne. À Metz des dispositions sont prises pour établir une vie et une discipline collective avec des chefs qui éclairent par rapport aux besoins spécifiques des indigènes.

Après avoir aidé à fournir de la main-d'œuvre et prodigué des conseils, l'association s'implique dans une lutte plus globale contre la pauvreté. Ainsi à Lyon, il y a entre 4 et 5 000 Nord-Africains pauvres en 1938. C'est pourquoi le Dar-el-Askri, organisé par le comité local, et avec l'appui des autorités administratives, préfectorales, municipales et militaires, a été aménagé pour recevoir plus de cent personnes et leur apporter des soins, avec un dortoir de 80 lits, un réfectoire de 100 places, un lavoir pour 30, une piscine et plusieurs salles de douche, une salle pour la visite médicale, une cuisine, un bureau, avec partout le chauffage et l'électricité. Les bâtiments furent inaugurés par É. Herriot[1625].

Les Dar peuvent aussi s'occuper des orphelins, payer les fournitures et les frais de scolarité.

Au Maroc aussi les Dar-el-Askri s'impliquent dans le marché de l'emploi : ils cherchent à réhabituer au travail les anciens militaires indigènes. La crise économique ne permettant pas de les

1625 Édouard Herriot, 1872-1957, homme politique membre du parti radical, plusieurs fois ministre et président du conseil. Maire de Lyon de 1905 à 1940 puis de 1945 à 1957. Président de l'Assemblée nationale pendant de nombreuses années.

faire embaucher par les entreprises privées, la difficulté a été résolue en créant dans les villes de garnison des chantiers du génie ne nécessitant aucune spécialisation de la main-d'œuvre. Les résultats sont très satisfaisants et ont permis aussi de se renseigner sur les anciens militaires et leurs aptitudes au travail. Cela a aussi conduit à « *faire tomber peu à peu la prévention que nourrissent encore beaucoup trop d'employeurs* » (disons le clairement, des préjugés racistes rencontrés aussi en Lorraine). Ces solutions sont clairement considérées comme des palliatifs, Messal considère que la solution appartient au gouvernement.

3) Les Indigènes et le rôle des militaires : ouverture et ambiguïté

Si le pouvoir politique refuse d'accorder la citoyenneté à plus d'Algériens musulmans, une partie de leurs élites s'intègre néanmoins dans l'ordre colonial français. Les archives sont encore une fois assez incomplètes mais on peut s'appuyer sur l'exemple du Comité d'Aumale installé le 26 février 1939 (création le 21 du même mois et même année)[1626]. À part la présence du commandant d'armes de la Place d'Aumale (le chef d'escadron d'Artillerie Pledy), tous les présents sont des autochtones. Ces derniers occupent toutes les fonctions importantes : président, trois vice-présidents, deux secrétaires et un trésorier. On observe aussi que, parmi les commissaires désignés, il y a huit musulmans et deux officiers de l'armée d'active (désignés d'ailleurs par le commandant d'armes). Les personnalités des indigènes membres du comité méritent d'être détaillées. Parmi les huit membres d'honneur, cinq sont désignés comme agha[1627], deux ont des fonctions politiques (un délégué financier indigène et un conseiller général indigène), tous possèdent la Légion d'honneur (dont un Grand Officier, deux Commandeurs et un Grand Croix). Les notables indigènes, déjà récompensés et intégrés, jouent donc le jeu et sont incorporés à l'initiative nouvelle que constitue la création des comités locaux. Certes, le comité naît sous le patronage des notables français qui sont membres d'honneur (par exemple, le sénateur d'Alger, son député, le préfet, plusieurs conseillers

1626 Archives d'Outre-Mer 119 APOM/1.
1627 Notable important, terme supérieur à caïd.

généraux), mais les responsabilités incombent aux indigènes.

Malheureusement, les dossiers de ces légionnaires sont incomplets, seuls deux sont bien documentés et leur parcours est éclairant. Le premier est Saïd Brahimi, caïd du douar Tafraout, qui est « *un des meilleurs éleveur de la région, ses produits ont toujours été primés dans les différents concours locaux* », donc un notable et riche propriétaire. De plus, il est largement intégré dans l'Algérie coloniale, ainsi son dossier[1628] précise : « *chef indigène qui comprend parfaitement les devoirs de sa fonction et qui obtient en toute circonstance de remarquables résultats, entièrement dévoué à notre cause ; durant la Grande Guerre, par une adroite propagande, a su amener nombre de ses coreligionnaires à contracter des engagements soit comme militaires soit comme travailleurs auxiliaires. En 1925 lors des événements du Riff, a levé dans son douar un goum et a favorisé cette formation en faisant enrôler son fils aîné* ». C'est un parcours extraordinairement zélé, au service de la France et qui joue largement le jeu et en est récompensé par des décorations ; il est chevalier en 1923, officier en 1926 et commandeur en 1933. Enfin, le président du comité se révèle tout aussi intéressant : il s'agit du capitaine de Spahis, en retraite, Attaf Laïfa ; son grade est déjà très rare pour un indigène algérien, et il peut s'enorgueillir de 37 ans de service militaire et de 25 ans de campagne. Son dossier militaire permet de détailler son portrait[1629].

Source : dossier militaire SHD

1628http://www2.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_1=NOM&VALUE_1=BRAHIMI
1629 SHD GR 6YE37161.

Malheureusement on ignore ses origines familiales, sa naissance n'est pas établie clairement, il est en tout cas engagé volontaire en 1897 au 1er régiment de Spahis. Il participe aux campagnes du Maroc en 1907-1910 et en 1911-1914, puis combat en métropole de 1916 à 1918 avant d'aller au Levant de 1919 à 1926. Si en 1910, on souligne qu'il « *a besoin de se perfectionner dans son français* », en 1919 on note qu'il possède « *une très bonne connaissance générale de la langue française qu'il ne cesse de perfectionner* ». Son dossier militaire contient d'ailleurs une lettre de sa main à l'écriture impeccable ; précisons qu'il parle aussi Kabyle et Arabe (dont la version orientale). Attaf Laïfa semble rentrer dans le cadre du parfait officier indigène, notamment par son courage personnel. Il reçoit en effet un nombre impressionnant de citations, deux en 1915, une en 1916 où on précise qu'il « *est allé chercher sous le feu le corps d'un Spahi européen qui venait d'être tué* », encore une en 1918, une en 1920, encore une en 1921 et une en 1926. Il a aussi une lettre de félicitations du général Gouraud en 1914 et du ministre en 1911. À partir des années 1920, les citations n'évoquent plus uniquement son courage mais aussi et surtout son action auprès des populations civiles. C'est l'autre point qu'on attend d'un officier d'indigène, il sert au Levant d'intermédiaire avec les civils musulmans, comme officier de renseignement, mais aussi auprès des soldats musulmans. En effet, le rapport d'inspection de 1928 affirme qu'il « *a une influence heureuse sur les Marocains* », tout en étant «*très loyaliste, très dévoué* ». Le général Gouraud présente ainsi son rôle dans une lettre où il appuie la demande du capitaine de retourner servir au Levant :

« Je serais très heureux de pouvoir réaffecter cet officier au 21e régiment de Spahis marocains. Il est très attaché à la cause française. J'ai pu grâce à lui connaître à fond l'état d'âme des indigènes Nord-Africains. Il est donc appelé à me rendre encore de nouveaux services »[1630].

Le capitaine Attaf remplit donc à la fois un rôle militaire indéniable, mais est avant tout un intercesseur indispensable entre les soldats et les populations soumises, en cela il ne diffère pas des

1630 SHD 6YE37161, lettre du général Gouraud au ministre de la Guerre, 31 mai 1922.

autres notables, cadis, chefs de tribus, sur qui s'appuie la colonisation française, tout en étant évidemment d'une fidélité entière. Il est donc naturel qu'il continue cette fonction d'encadrement en dirigeant le comité. D'ailleurs, jusqu'à sa mort, Attaf Laïfa participera aux cérémonies militaires locales.

Ainsi, on doit bien admettre qu'il y a évolution, et non révolution, dans le rôle des indigènes ; ils participent largement à l'aventure des Amitiés Africaines, par le biais des comités locaux où ils sont largement majoritaires. Certes, il s'agit de notables déjà choyés, décorés et relativement âgés. Les Amitiés Africaines ne constituent donc pas une évolution majeure, et encore moins une ouverture envers la jeunesse ou les couches de la population musulmane d'Afrique du Nord qui s'éloignent de la France ; elles se composent de partisans de la France déjà convaincus. Il n'en résulte pas moins que les autochtones se voient confier des missions relativement importantes et sortent du simple rôle figuratif qu'ils avaient encore au tournant des années 1910-1920. C'est d'autant plus intéressant que le maréchal Franchet d'Espèrey, président du Comité des Amitiés Africaines, est très hostile tout le long des années 1920 à la moindre évolution du statut juridique et militaire du soldat indigène. De même, les cafés maures, ouverts par de nombreux comités locaux, peuvent servir d'intercesseurs, de points de contact entre les deux mondes qui se côtoient peu et en réalité sous une forme largement codifiée, selon des rapports hiérarchisés ; Omar Carlier considère que *« le lieu induit l'acculturation à la modernité, favorise l'appropriation de ses pratiques et de ses normes »*[1631].

Est-ce que cette institution est paramilitaire ?

Le maréchal emploie lui-même ce terme en soulignant que c'est un organisme civil mais qui agit envers d'anciens militaires. Le rapport de création énonce aussi qu'il faut « *protéger l'action du commandement* ». Les militaires sont omniprésents dans les comités locaux, par exemple, le

1631 Dans *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, dir Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour, Sylvie Thénault, ed La Découverte, Paris, 2014.

comité d'Aumale organise sa première réunion dans un local du génie en présence du commandant d'armes de la Place d'Aumale (le Chef d'escadron d'Artillerie Pledy), de deux généraux (celui de la division d'Alger et celui de Médéa) et de deux colonels (9e Régiment d'artillerie et Génie d'Alger). Dès le départ les militaires sont mis à contribution. Franchet d'Espèrey écrit au général Noguès (résident du Maroc de 1939 à 1943) afin de lui demander sa collaboration, et lui adresse un questionnaire que le général transmet aux généraux commandant les divisions territoriales. Les comités locaux ont un officier délégué par le commandant d'armes.

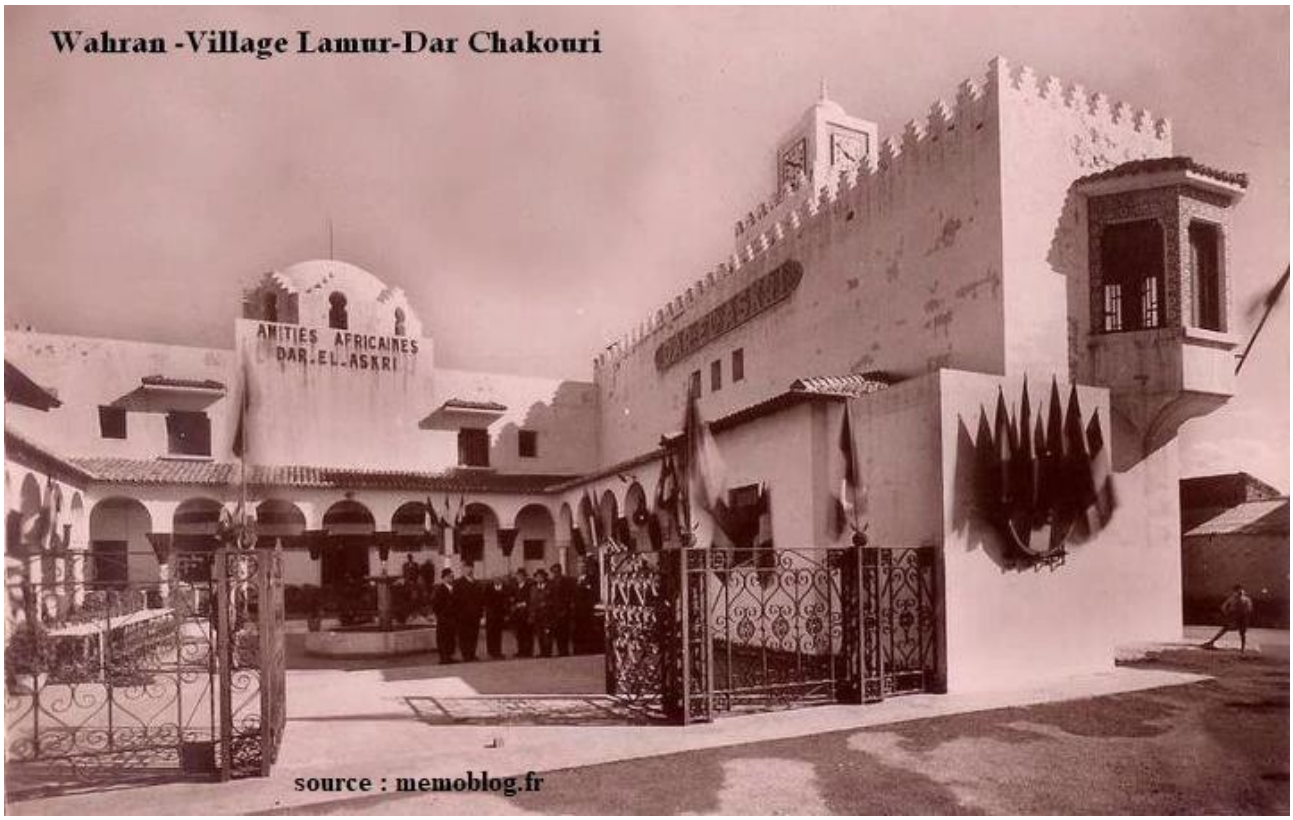
De même, le manque de ressources des Dar-el-Askri nécessite qu'il y ait un gérant militaire et du personnel civil fournis par les bureaux de garnison respectifs et dirigés par l'officier délégué du commandant d'armes auprès des comités locaux[1632], alors que, selon Franchet d'Espèrey, ils sont en principe entièrement civils et rétribués par les comités locaux. Les statuts précisent d'ailleurs que les demandeurs utilisant les Dar-el-Askri doivent respecter la discipline militaire. Le bilan effectué dans le rapport de 1944[1633] précise le rôle déterminant de cette aide militaire « *au début de l'installation des Amitiés Africaines, l'aide de l'autorité militaire fut sollicitée et c'est grâce à son efficace intervention que l'Institution put être instaurée avec succès* ».

Les sources précisent les rapports entre le Comité et les autorités militaires. Cela prend les formes d'une collaboration et d'une relative subordination. En effet, « *le Comité des Amitiés Africaines conforme toujours son action aux directives qu'il peut recevoir du gouvernement et de ses représentants civils et militaires* ». La collaboration peut aller jusqu'à une entière subordination au commandement.

Il est clairement spécifié que les Dar-el-Askri ne sont ouverts qu'aux anciens militaires et en aucun cas aux militaires d'active ; néanmoins, il semble qu'ils soient ouverts aux familles des militaires d'active[1634].

1632 AN 200000002/29-33, Les Amitiés Africaines et les Dar-el-Askri au Maroc.
1633 AN 200000002/29-33.
1634 AN 200000002/29-33, Rapport Sebant.

Malgré cette interdiction, les comités ont une action en direction des militaires sous les drapeaux. S'il ne doit pas y avoir d'intrusion dans la vie et la discipline militaires, les comités peuvent intervenir dans les seules casernes à la demande des commandants locaux. Cette aide s'incarne par l'amélioration des foyers, des cafés maures ; les comités procurent aussi cinéma et TSF et s'associent aux fêtes, cérémonies et compétitions sportives militaires. Les bâtiments sont parfois assez imposants, comme pour celui d'Oran, photographié en 1948.



Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, les Amitiés Africaines se mettent au service des autorités militaires. Elles permettent des rengagements, la diffusion de la propagande du gouvernement, puis, après l'armistice, l'aide aux prisonniers de guerre. Franchet d'Espèrey précise en 1940 que le Comité peut dès maintenant développer son action aux Nord-Africains mobilisés et répondre à trois *desiderata* spécifiques : la liaison directe avec l'Outre-mer (sous contrôle militaire), la création de centres d'hébergement pour les permissionnaires et convalescents afin d'assurer

l'égalité des droits entre Nord-Africains et métropolitains, et enfin l'édition d'un bulletin d'information[1635]. On apprend aussi que les Amitiés Africaines ont doté les unités nord-africaines de phonographes, et qu'elles peuvent fournir, sur demande, des disques tant en français, qu'en arabe ou en berbère[1636]. Il s'agit alors de maintenir le moral et la confiance en la France des indigènes. Le maréchal fait alors paraître dans la presse des appels aux dons : « *Aidez-nous, par ce geste à rendre indestructible la communauté de destins des Français de la métropole et des Français de l'Afrique du Nord affirmée et scellée par leur sang mélangé en maintes batailles. Et contribuez ainsi à hâter la victoire - la victoire durable - pour laquelle fraternellement unis ils luttent tous côte à côte en ce moment* »[1637].

Le comité dut aussi se réorganiser. Au début du conflit, le comité d'administration avait délégué ses pouvoirs, tout en gardant le contrôle, à une commission exécutive ; cette dernière est supprimée le 7 novembre 1940 par le maréchal Franchet d'Espèrey qui désigne un délégué unique pour l'Afrique du Nord, le général François qui exercera jusqu'en novembre 1943. Cette décision s'explique largement par l'occupation de Paris, où se situe le siège social, et les difficultés de communication.

Les Amitiés Africaines connaissent un grand succès avant et après la Seconde Guerre mondiale, et constituent un relais intéressant de la colonisation française. Elles marquent une étape importante dans la meilleure prise de conscience des difficultés des indigènes. Comme les Croix de feu, il s'agit de maintenir la fraternité issue des tranchées, mais alors que ces derniers se fondent sur une mystique, Franchet d'Espèrey crée une association, certes à tendance paternaliste, mais qui raisonne en terme de droits : ceux des anciens soldats qu'il s'agit de rendre effectif. Malgré des représentations péjoratives sur eux, les indigènes participent à des postes à responsabilités au sein

1635 SHD 7N4198, lettre de Franchet d'Espèrey citée par le président du Conseil au gouverneur de Paris, 17 janvier 1940.
1636 SHD 7N4198, lettre de Franchet d'Espèrey au président du Conseil, 28 mars 1940.
1637 *L'Action Française,* 20 janvier 1940.

des comités et des Dar-el-Askri. Néanmoins, cette réunion autour du drapeau reste marquée du sceau colonial. Faute de comprendre le choc induit par la colonisation, les divers comités luttent contre les symptômes et non les causes des difficultés. Dans une certaine mesure, Franchet d'Espèrey et les autres membres français restent prisonniers de leurs propres représentations. La colonisation est pensée comme une chance pour les autochtones. Ce paradigme immuable empêche de véritablement parler aux cœurs des indigènes et de résoudre leurs problèmes, par delà les discours patriotiques et fraternels un peu convenus.

Conclusion

I Une mort anonyme ?

La fin de vie du maréchal fut compliquée. À partir de 1938, il n'apparaît plus que très rarement en public. Lors de l'entrée en guerre en 1939, il ne peut pas jouer de rôle réel même s'il propose son aide : son action se limite à renforcer les Amitiés Africaines. Il demande par exemple à son chef d'état-major, qui préside aussi l'association, d'insister auprès des Dar-el-Askri, afin qu'ils relaient les informations et qu'ils contribuent à maintenir un bon moral chez les indigènes. Il l'explique ainsi à Gamelin dans une réponse à ses vœux de fin d'année 1939 : « *Vous savez peut-être que je m'applique à maintenir le moral des indigènes en France et au Maghreb. Il ne faut pas que, comme en 1917, nous soyons obligés d'envoyer des régiments actifs en Afrique* »[1638]. Le général Azan, son ancien chef d'état-major à Constantinople, lui rend également visite afin de prendre son avis sur l'envoi d'un corps expéditionnaire en Finlande[1639]. Enfin, le souvenir de ses victoires est parfois évoqué afin d'inciter à l'optimisme : par exemple, le 4 janvier 1940, Le Jour publie une page entière sur sa carrière et sur les Amitiés Africaines dont le titre résonne comme un vœu, "ces hommes d'Afrique, la France en est fière", autrement dit, "puissent-ils encore nous apporter la victoire".

Après avoir quitté son manoir breton pour s'installer au château de Montdragon proche du Mans, il assiste à l'effondrement dramatique de l'armée française. Les sources manquent pour savoir quels furent ses sentiments à cette époque. Une partie des défaillances qu'il avait soulignées se sont révélées gravissimes, mais depuis quelques années il ne siégeait plus au CSG et n'avait pu participer

1638 P. Gosa, *op cit*, p. 313.
1639 Ibid, p. 314.

ni à la modernisation limitée de l'armée, ni à son réarmement. Pour ne pas être fait prisonnier des Allemands, il part de Paris le 15 juin et se réfugie plus au sud : il s'installe dans un premier temps à Périgueux, puis au château de Longpré à Varilhes, et pour finir l'hiver 1940-1941 à Albi.

Que pense-t-il du régime de Vichy établi à partir du 10 juillet 1940 ? S'il a pu travailler à une époque avec Pétain, il l'a aussi critiqué dans d'autres circonstances et n'est pas considéré comme un de ses proches. Le rôle politique du maréchal Franchet d'Espèrey n'est pas clairement établi à la fin des années trente, mais selon toute vraisemblance, il n'aurait pas regretté la fin de la Troisième République. Ce qui est certain c'est qu'il a souvent exprimé son hostilité envers les hommes politiques, rejoignant ainsi une partie du discours vichyste. Néanmoins, P. Gosa affirme qu'il a entendu l'appel du 18 juin et l'a approuvé sans réserve[1640]. Mais en l'absence de source fiable, on doit prendre cette affirmation avec prudence. Premièrement, le maréchal est un homme d'ordre et de discipline, on peut donc supposer que, comme beaucoup de militaires, il se soit montré réservé sur un appel qui apparaît au premier chef comme un acte d'insubordination. Weygand, par exemple, très anti-allemand, était aussi hostile à De Gaulle. Franchet d'Espèrey aurait d'autre part rencontré à Albi l'écrivain Henry Bordeaux[1641], qui soutient la révolution nationale : à cette occasion, ils auraient discuté du passé, le maréchal se plaignant de Foch et de Clemenceau qui l'ont empêché de prendre Vienne et Berlin[1642]. En fait, il semble que le maréchal se tienne à l'écart mais sans hostilité. Sa dernière apparition publique date du 6 mai 1941 pour la fête de Jeanne d'Arc. Le gouvernement de Vichy l'ignore, il ne lui envoie aucune information, pas même les circulaires sur la défense nationale. Cependant, le gouvernement de Pétain n'hésite pas à utiliser son image en donnant son nom à un chantier de la jeunesse en Tunisie. De plus, il lui aurait envoyé le général Huntziger, ministre de la Défense nationale sans qu'on sache ce que Franchet d'Espèrey et lui auraient pu se dire, ni même si cette rencontre eut réellement lieu[1643].

1640 Idid, p. 316.
1641 Né en 1870, avocat puis écrivain et membre de l'Académie française depuis 1919.
1642 P. Gosa, *op cit*, p. 317.
1643 Le général Huntzinger ne l'évoque pas dans ses carnets, mais fait état d'une correspondance.

Début juin 1942, il part s'installer à Saint-Amancet dans le Tarn, où il s'éteint le 8 juillet 1942 à 86 ans. Sa dépouille reçoit une garde d'honneur des jeunes issus des Chantiers de la Jeunesse du Tarn et le général de Lattre de Tassigny, qui commande alors la région militaire de Montpellier, lui rend également hommage. Les obsèques ont lieu le 13 juillet 1942 dans la cathédrale, et selon P. Gosa, la famille a dû expressément demander qu'aucun Allemand n'y participe[1644]. Des soldats du 3e dragon et du 51e régiment d'infanterie sont présents à la cérémonie, ainsi que des généraux comme Gouraud, Georges, de Lattre, mais aussi des notables locaux ; Pétain et l'amiral Darlan se font représenter. Le chef de l'état fait lire un communiqué qui revient sur l'essentiel : « *vous entrez aujourd'hui dans l'Histoire avec la gloire intacte d'un chef victorieux, fidèle, croyant. Vous avez recueilli dans l'au-delà la récompense d'une vie toute de devoir. Vous avez retrouvé votre fils bien-aimé tombé à Verdun dans l'ardeur de ses dix-huit ans (...) Puissent votre noble exemple, vos qualités légendaires d'énergie et d'activité, votre foi inébranlable, nous inspirer dans nos durs efforts quotidiens pour restaurer la France que vous avez servie avec tant d'éclat* ».

La presse de son côté fait peu état de ce décès. Prenons quelques exemples. Le Temps l'évoque sept fois en 1942, et lui consacre quatre articles, mais assez courts, toujours en seconde page et ne développant que très brièvement sa carrière. L'Illustration, lui accorde un article un peu plus long, revenant sur sa carrière coloniale, la bataille de Guise et sa victoire en Macédoine, en précisant qu'« il dut harceler le gouvernement français pour mettre son plan à exécution », critiquant par ce biais la Troisième République. L'Action française en parle un peu plus mais ne se démarque pas des autres journaux. À chaque fois, la presse revient quasi exclusivement sur la bataille de la Marne et de Macédoine, mais aucune mention de son rôle en Orient et dans les Balkans ou de sa place dans les institutions scientifiques. À cette époque les préoccupations étaient sans doute tout autre : parler des victoires du passé adoucit la servitude d'alors, même s'il faut rester assez prudent avec le discours de la presse de l'époque, soumis à censure. Inter-France considère par exemple qu'« i*l y a peu de carrières militaires aussi magnifiquement remplies que celles du maréchal*

1644 Ibid, p. 320.

Franchet d'Espèrey »[1645].

Après la guerre, la figure du maréchal n'est pas totalement oubliée, elle est même partiellement réactivée dans le but de l'instrumentaliser afin de contribuer à une reconstruction morale de la « fierté française ». Le 24 octobre 1947, il est inhumé solennellement aux Invalides lors d'une cérémonie où participent les généraux Zeller[1646] et Revers[1647] ainsi que des Poilus d'Orient. En 1956 pour le centenaire de sa naissance, toute une série d'actions sont menées. Un comité est créé présidé par le président de la République René Coty et le général Koenig[1648]. Le 26 mai 1956, un hommage lui est rendu lors d'une cérémonie où le chef de l'État rallume la flamme du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, suivi d'une messe à l'Église St-Louis des Invalides, puis d'une prise d'armes dans la cour de l'hôtel des Invalides. Des plaques commémoratives sont également posées à Bry-sur-Marne en souvenir de la bataille de la Marne, à Mostaganem sur sa maison de naissance et à Bubry en Bretagne où se trouvent les tombes de sa famille et où il a vécu pendant l'entre-deux-guerres. De plus, toujours en 1956, un cycle de conférences sur sa vie et son action se tient et les cahiers de Charles de Foucauld lui consacrent un numéro spécial. Enfin, la promotion de Saint-Cyr 1956-1957 prit son nom.

II Une mémoire fugace ?

Quelle place a occupé Franchet d'Espèrey et quelle place occupe-t-il dans notre mémoire ? S'il obtint une victoire réelle en Macédoine, l'éloignement de ce théâtre d'opération par rapport à la métropole en affadit un peu l'éclat. Franchet d'Espèrey n'eut jamais la gloire, le rayonnement, la réputation de Pétain ou de Foch. Il eut un rôle important mais de second plan, comme son élévation à la dignité de maréchal qui n'advient qu'en 1921, bien après Foch, Pétain et Joffre. Les acteurs de

1645 14 juillet 1942.
1646 Engagé volontaire en 1915, il participe aussi à la campagne de Cilicie. Évacué à Dunkerque en 1940, il participe ensuite au corps expéditionnaire français en Italie. Il est un des putschistes à Alger en 1961.
1647 Chef à partir de 1943 de l'Organisation de résistance de l'armée puis chef d'état-major général en 1946.
1648 Rallié de la première heure à la France Libre, il est notamment général en chef des FFI en 1944 ; mais aussi ministre de la Défense à plusieurs reprises. En 1956 il est député du Bas-Rhin.

son époque le citent peu dans leurs mémoires. Et encore aujourd'hui on le trouve assez peu dans de nombreux ouvrages. Sa vie est objectivement relativement mal connue. Néanmoins, on doit nuancer les plaintes des poilus d'Orient, et les siennes, comme quoi ils auraient été systématiquement oubliés.

Comme un symbole, le musée Franchet d'Espèrey, créé en 1930 à Alger, qui visait à rendre hommage à l'armée d'Afrique et à la conquête française, a disparu sans qu'on sache bien ce qu'il est advenu de ses collections. La famille ignorait ce qu'il en était. Le petits-fils du fondateur, affirme que lors de l'indépendance de l'Algérie, 9 caisses furent récupérées en urgence et qu'il a retrouvé leurs destinations[1649]. Une partie du contenu fut exposée jusqu'en 1987 au musée Saharien de l'abbaye de Sénanque dans le Vaucluse, puis au musée de l'infanterie de Montpellier. Il semble que les collections soient dispersées entre plusieurs musées et les réserves du musée de l'armée des Invalides. Néanmoins, récemment la promotion de l'École militaire interarmes 2018-2020 a pris le nom d'Uskub, ce qui fait donc indirectement référence au maréchal.

Rares sont les scientifiques à avoir traité son cas et il reste peu connu de l'opinion publique, mis à part de quelques amateurs d'histoire. On sait que la mémoire est instrumentalisée au service du présent, de ses émotions, de ses sensibilités, de ses préoccupations. Le désamour politique actuel envers les grands hommes, qu'on a pu observer lors du centenaire de la Grande Guerre, et la détestation de la colonisation rendent l'image de Franchet d'Espèrey peu attractive. Pire, il est trop souvent présenté, sans nuance, sans précaution, comme un soutien voire un membre de la Cagoule, alors même que les preuves sérieuses manquent[1650].

Néanmoins, sa carrière a été mise en avant par des colloques et des expositions. Ses carnets ont été publiés en Serbie, pays où sa mémoire est finalement plus vivante. Est-ce assez ? Franchet d'Espèrey lui-même était incontestablement agacé de son manque de reconnaissance. La blessure semble toujours vivace chez la famille. Ses petits-enfants, très coopératifs, attendaient une action de

1649 http://alger-roi.fr/Alger/musee_franchet/textes/3_musee_algerianiste_126.htm
1650 Par exemple, *Guerres et histoire n°52,* affirme que Franchet d'Espèrey « fréquente la cagoule ».

réhabilitation de leur ancêtre et reprennent avec symétrie son discours : la victoire en Macédoine était décisive mais inaudible vu les pertes sur le front français et Clemenceau et Foch l'ont alors minorée à leur propre profit.

Il peut sembler délicat pour l'historien de pénétrer dans les consciences familiales et de s'ériger en juge des mérites divers de chacun.

Enfin, certains points restent à éclaircir : ses liens avec les milieux d'affaires, ou à approfondir : son rôle politique dans les années 1920-1940. Même sa campagne marocaine de 1912 ne peut être totalement appréhendée vu que les archives sont encore en parties classifiées donc difficiles d'accès. Peut-être des découvertes nouvelles permettraient d'avancer sur ces points, mais cela semble peu probable. Ainsi, pour ses liens avec la Cagoule par exemple, les archives ayant été soigneusement « nettoyées » dans une optique irénique de réconciliation, alors que les témoins de l'époque n'étaient guère fiables et qu'il faudrait pouvoir vérifier leurs affirmations fragiles.

Néanmoins, que peut-on retenir de Franchet d'Espèrey et de sa carrière marquée par cette dialectique entre le national et l'international ?

III Quelle place dans l'histoire ?

Sa longue carrière s'inscrit dans le renouveau de l'armée française après le traumatisme de 1870. Elle devient une armée de conscription, symbolisant la nation, tout en se professionnalisant et en participant à de nombreuses expéditions coloniales. Franchet d'Espèrey incarne ces officiers qui alternent entre les théâtres d'opération extérieurs, les postes d'état-major et les commandements en métropole. Il n'y a donc pas de séparation stricte entre les officiers coloniaux et les autres.

Il traverse aussi sans trop de troubles les polémiques politiques liées à l'affaire Dreyfus ou à la politique des fiches. Cela doit permettre de relativiser, sans les nier, les divisions et fractures au sein de l'armée. Bien que catholique, il effectue une carrière exemplaire et bénéficie de promotions

rapides. Foncièrement homme d'action, Franchet d'Espèrey dut apprendre le travail d'état-major et y excella. Entre la métropole et les colonies, sa vie fut rythmée par les voyages et le dialogue incessant entre national et international. Sa carrière prit un tour décisif lors de la Grande Guerre.

Incontestablement, le maréchal remporta un succès décisif en Macédoine. Cependant, cette victoire militaire n'a été possible que parce que les Allemands étaient déjà affaiblis par les offensives de Foch, et qu'ils n'avaient donc plus de réserves disponibles. Malgré tout, le plan fut admirablement exécuté. Cependant, une victoire militaire est toujours le résultat d'une action collective : les rivalités d'après-guerre entre commandants en chef apparaissent à la fois mesquines et dénuées de fondement. Les stratégies et tactiques globales sont avant tout le reflet d'un travail de l'ensemble des états-majors à différentes échelles, depuis ceux qui les conçoivent, jusqu'à ceux qui le mettent en place. Enfin, il ne faut pas oublier que c'est aussi et surtout le dévouement et l'esprit de sacrifice des soldats qui permettent le succès des plans militaires.

Après l'armistice du 11 novembre, cette volonté de consentir aux douleurs de la guerre disparut, et le gouvernement ne put donc mettre en œuvre sa politique ambitieuse dans les Balkans et au Moyen-Orient, ce qui frustra énormément le maréchal qui se retrouva cantonné dans un rôle secondaire. Cette position d'importance, mais toujours en retrait, il l'eut une grande partie de sa vie : commandant au Maroc mais sous l'autorité sourcilleuse de Lyautey, chef d'armée puis de groupe d'armées mais sans jamais prendre part à une offensive décisive. Seule la campagne de Macédoine en septembre 1918 lui permit d'être général en chef, mais là encore sous le contrôle de l'état-major allié et de Clemenceau. Toute sa vie, Franchet d'Espèrey regretta de ne pas avoir pu appliquer son plan, de n'avoir pu prendre Vienne et Berlin. Cela le laissa profondément déçu alors même qu'il était intimement marqué par la mort de ses proches pendant la guerre. Inconsciemment peut être il considère que les militaires et anciens soldats « ont des droits »[1651] sur les politiques. Il illustre bien cette branche de l'armée qui après l'armistice et tout le long des années 20-30 considère que la

1651 Discours de Clémenceau au Sénat, 20 novembre 1917 : « ces français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous ».

guerre a été quelque peu gagnée contre les politiques, que tout ces lauriers de la victoire ont tressé aux anciens soldats des droits supérieurs, tout du moins le droit à une voix plus forte dans le débat publique.

À partir des années 1920, il se spécialise dans les affaires coloniales et participe à la création de diverses académies scientifiques au service de la colonisation. Cette partie de sa carrière est très peu connue et mérite un éclairage nouveau. Elle illustre l'enracinement de la culture coloniale en France et la symbiose qui se met en place entre les divers milieux qui la soutiennent.

Quelles sont les particularités de Franchet d'Espèrey en tant que chef de guerre ?

Tout d'abord, on peut noter son goût pour l'action et sa volonté de saisir la situation sur le terrain même. Il aime particulièrement commander de l'avant, qu'il soit simple officier en campagne coloniale ou chef d'armée comme en Macédoine où il suit les progrès de son offensive en septembre 1918, n'hésitant pas à décider vite et à donner directement ses consignes. Par exemple, le 22 septembre il fixe comme nouvel objectif aux Serbes de Stépanovich : Gradsko ; il transmet sa décision directement et à l'oral. Ainsi, le mouvement est exécuté avant même l'ordre écrit. Cette méthode permet de réagir rapidement ce qui empêche l'ennemi de rétablir une nouvelle ligne de défense et en définitive de sortir de la guerre de position et d'usure. Trop souvent entre 1915 et 1918 des percées n'ont pas été exploitées à cause de la lenteur des ordres, comme par exemple au début de la bataille de la Somme, côté français. La poursuite des armées allemandes en retraite en octobre 1918 en est une illustration parfaite : la rapidité des troupes et les décisions du commandant en chef font qu'il est tout le temps en avance sur les décisions des alliés et qu'il peut agir comme il l'entend, ce qui ne lui est arrivé que très rarement.

Évidemment cette méthode suppose plusieurs conditions. Tout d'abord, avoir un état-major compétent qui rédige les ordres, centralise les informations et garde une vision globale de la situation. C'est indispensable afin de pouvoir allier visions tactique et stratégique. Ensuite, pouvoir

maintenir des communications permanentes. Cela n'est pas possible lors de l'offensive allemande du chemin des Dames et cette fois c'est Franchet d'Espèrey qui est dépassé, bien qu'il soit sur place. Certes, son subordonné le général Duchêne donne des ordres qui ont de fait plusieurs heures de retard sur les mouvements allemands, mais Franchet d'Espèrey ne peut rétablir la situation même en étant au plus près du champ de bataille. De plus, Franchet d'Espèrey par son inlassable activité réussit à concilier les préoccupations du terrain et celles de l'état-major.

Enfin, on doit reconnaître à Franchet d'Espèrey, bien qu'il ne soit pas un professeur ni un théoricien de la guerre, d'avoir pensé la guerre en terme de stratégie globale : lancer une action en Orient et l'exploiter en profondeur car c'est la seule voie permettant d'obtenir des succès décisifs et non des « grignotages »[1652].

Selon Plutarque, Lycurgue[1653] aurait interdit aux Spartiates de faire trop souvent la guerre aux mêmes cités de peur d'apprendre à l'adversaire à se battre. On doit considérer que justement la longueur de la guerre a permis aux officiers généraux d'apprendre la guerre moderne. Ce n'est pas le cas de Franchet d'Espèrey, mais on est surpris du nombre d'officiers dépassés par la réalité de la guerre en 1914. Malgré leurs erreurs, comme celles commises par Foch à Morhange par exemple ou lors de ses offensives en 1916, les généraux en chef finissent pas trouver des solutions permettant de sortir de la guerre de position. La longue expérience de Franchet d'Espèrey, commandant d'armée ou de groupes d'armée de septembre 1914 à fin 1918, lui a permis d'apprendre de ses succès, la Marne, et de ses échecs, le Chemin des Dames. Ainsi, il décide ou choisit le meilleur plan d'attaque en Macédoine et sait coordonner brillamment l'exploitation de la percée. Même s'il s'attache beaucoup aux détails, équipement, alimentation, entraînement, il réfléchit aussi tout au long de sa formation et de sa carrière aux problèmes tactiques et stratégiques.

1652 Expression de Joffre en octobre 1914. Cela traduit en fait la guerre d'usure et l'incapacité à percer et entraîne une attrition des troupes.
1653 Général spartiate qui bat les Athéniens par la ruse à Aigos Potamos en 405 av J.C.

Quels furent la personnalité et le style Franchet d'Espèrey ? Sans doute, tous les témoins l'ont noté, a-t-il des aspects durs et cassants qui n'apparaissent pas dans ses carnets et qui font qu'on sous-estime sa culture. Incontestablement, c'est un officier très actif, au caractère fort, prompt à des colères courtes mais intenses et redoutables. Son caractère le porte à des punition rapides et radicales, mais est tempéré par sa réelle intelligence et sa réflexion : ainsi, s'il veut fusiller au début les mutins de 1917, il saisit très bien, sans les légitimer, la lassitude des soldats en Russie en 1919. À la lecture de ses carnets, on est frappé par deux caractéristiques : premièrement, son immense activité, pour lui un général doit traiter l'ensemble des affaires et observer la situation de lui-même ; deuxièmement, sa grande culture. Le maréchal mérite donc mieux que des jugements binaires. Conservateur, réactionnaire pour certains, il durcit certainement ses positions politiques dans les années trente devant la montée de la menace communiste, dont le potentiel, réel et subversif, ne peut qu'effrayer un partisan de l'armée, un défenseur ardent de la discipline et un nationaliste-conservateur comme lui.

Homme de son temps, dont il partage les préjugés, ce qui fascine chez lui c'est qu'il s'investit autant pour la défense de la France, dont il est un patriote sincère et intransigeant, qu'à l'international, par ses voyages ou ses campagnes coloniales. Il jette, en général, un regard plein d’appétence sur ces mondes étrangers, encore très différents de l'Europe et de la France. Cet officier prométhéen au service de la construction de la « plus Grande France » sait aussi prendre en compte les spécificités des soldats coloniaux. Cependant, s’il ne les a jamais traités comme des égaux des métropolitains, il ne les a jamais considérés comme de la chair à canon, ni méprisés, discriminés comme dans certaines armées, notamment l'armée américaine qui pratique alors la ségrégation. Les querelles mémorielles, imbriquées dans les revendications du présent, doivent trouver ici une nette correction.

De plus, le maréchal sut être visionnaire par de nombreux aspects. Les Amitiés Africaines furent un réel succès qui permirent aux indigènes d'obtenir plus d'aides et plus de dignité car ils en

furent partie prenante, y compris à des postes de responsabilités. Il proposa des réformes intéressantes de l'Afrique du Nord visant à mieux unir les différents territoires français, que ce soit est-ouest ou nord-sud. Certes, il comprit aussi que la guerre allait renaître et qu'elle serait différente de la Grande Guerre. S'il perçut le rôle croissant du matériel moderne, il n'insista pas assez pour que l'armée se modernise ou réfléchisse sur sa doctrine ou sa stratégie, et lors des années décisives, il est diminué et largement à l'écart. À partir des années 1930, il considère que la priorité pour défendre la France est son réarmement moral. Ainsi, après la mutation de la guerre en « guerre totale » lors de la Grande Guerre, les officiers généraux entendent apporter une réponse globale.

En tout cas, il participa de manière prépondérante à la redéfinition de nombreux territoires coloniaux en Europe de l'est et au Moyen-Orient.

Ainsi, la biographie reprend tout son sens et mérite sa revalorisation scientifique. Loin d'être une hagiographie des grands hommes, ce qu'étaient par exemple les ouvrages sur le maréchal jusque-là, la biographie permet de pénétrer une époque. Franchet d'Espèrey a participé à la colonisation, au développement des études coloniales, à des guerres majeures et contribué à des changements géopolitiques clés. Il est aussi le témoin averti du Boulangisme et de l'affaire de Panama. Les courriers qu'il a reçus démontrent l'attachement réel que lui témoignaient Yougoslaves et Poilus d'Orient, et sont également révélateurs de la société des notables de l'époque. Franchet d'Espèrey constitue un cas paradigmatique d'un nationaliste - par sa culture, sa tradition familiale et son inclinaison - qui se plonge dans l'aventure coloniale et qui est témoin des transformations de l'époque, de la modernisation du monde, tant au niveau politique que social et idéologique, tant au niveau national qu'international. Ce conservateur s'inquiète de plus en plus à partir des années 1930, peut-être parce que diminué il peut moins agir ? Il se radicalise et sort quelque peu de sa rigoureuse neutralité politique qu'il avait toujours observée. En effet, il affiche une crainte immanente permanente de révoltes internes, liées à l'islam ou au communisme. On ne peut pas savoir en l'état

actuel des sources quel fut son véritable rôle dans les complots et groupuscules de droite, il semble probable qu'il les soutenait en partie moralement. Quant à ses liens avec la Cagoule, ils fascinent et interrogent mais aucune réponse claire ne peut être établie dans l'état actuel des sources.

Il n'est cependant pas que le produit d'une époque. Par son action, il a contribué aux victoires françaises sur de nombreux fronts. De mauvaises décisions de sa part auraient pu compromettre la situation française à Guise ou sur la Marne comme en Orient. Si les facteurs structurants ont un rôle déterminant, la victoire allant le plus souvent au pays le plus puissant, économiquement et démographiquement, s'il n'a finalement que peu décidé par lui-même directement, étant le plus souvent en secondes position derrière Foch, Pétain, Lyautey ou Clemenceau, son action ne peut être négligée ou réduite. Il réussit en Orient, là où Sarrail échoue, certes avec des moyens supérieurs. L'histoire n'est pas qu'une suite de déterminismes. Son action accompagne mais accélère aussi grâce à son prestige, la constitution des sciences coloniales et de la mise en œuvre d'un rapport nouveau aux anciens soldats indigènes qu'il s'agit de mieux aider. L'étude de Franchet d'Espèrey permet donc d'éclairer une époque qu'il a lui-même contribué, modestement, à façonner. Mieux connaître son rôle fait progresser la connaissance et saisir la complexité de cette riche période tant au niveau national, la République et son armée, qu'international, la colonisation et la redéfinition des frontières en Orient.

Enfin, l'étude biographique ne peut éviter d'analyser la personnalité, voire la psychologie de son sujet. Le maréchal est un homme complexe. Conservateur mais aussi très proche de plusieurs personnalités de centre-gauche, il se montre hostile aux passe-droits mais n'hésite pas pour autant à solliciter des appuis pour lui-même. Peut-être est-ce là un des principaux apport de l'étude des « grands hommes » ? Elle permet de toucher du doigt la complexité, notion dont notre époque a bien besoin afin d'éviter anachronismes et instrumentalisation du passé.

L'historien ne peut être indifférent, tel Diogène dans son tonneau qui défie Alexandre, au

contexte politique, sous peine de subir le courroux des nouvelles puissances morales qui jugent l'histoire au regard de leurs préoccupations du présent[1654]. P. Nora a bien souligné les liaisons dangereuses entre mémoire et histoire. D'Ernst Nolte[1655] en passant par Olivier Pétré-Grenouilleau[1656] et Sylvain Gouguenheim[1657], la réception des travaux de l'historien peut faire parfois polémique : pétitions dans les journaux, accusations en pénal... C'est pourquoi il n'est pas vain de rappeler que le maréchal fut un homme de son temps et de contextualiser ses idées. Ni éloge, ni réhabilitation, il s'agit de faire mieux connaître la vie de Franchet d'Espèrey et de mettre en avant la richesse de sa carrière et la complexité inhérente à l'homme.

1654 Voir notamment l'usage très large du concept d'islamophobie, certains parlent même depuis Renan de tradition française profondément islamophobe, même au très institutionnel Collège de France. Cf François Héran, *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression*, La Découverte, Paris, 2021.

1655 L'historien allemand affirme en 1989 dans *La guerre civile européenne,* que le nazisme et le fascisme étaient des « réactions » au bolchevisme et fut accusé de les minimiser.

1656 L'historien fit l'objet d'une plainte en 2005, on l'accusa de relativiser l'esclavage, il avait notamment dit dans une interview au Journal du Dimanche : « les traites négrières ne sont pas des génocides ».

1657 Sylvain Gouguenheim affirmait que la philosophie d'Aristote avait été transmise par les Grecs et non les Arabes, Aristote au Mont-Saint-Michel, *Les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Seuil, Paris, 2008. Il fut rapidement critiqué et une pétition fut lancée contre lui le 28 avril 2008, suivie d'une contre-pétition ; l'affaire prenait un tour politique voire idéologique. Pour un résumé de l'affaire : Max Lejbowicz, « Retour sur l'affaire Gouguenheim », *Methodos* [En ligne], 13 | URL : http://journals.openedition.org/methodos/3048

Abréviations utilisées

AAO : Armée alliées en Orient.

AFGG : Armées françaises dans la Grande Guerre.

AFO : Armée française en Orient.

AS : Artillerie d'assaut.

CA : Corps d'armée.

CC : Corps de cavalerie.

CSG : Conseil supérieur de la guerre.

CSGI : Conseil supérieur de la guerre interallié.

DC : Division de cavalerie.

DI : Division d'infanterie.

GAC : Groupe d'armée du Centre.

GAE : Groupe d'armée de l'Est.

GAN : Groupe d'armée du Nord.

GAR : Groupe d'armée de réserve.

GQG : Grand Quartier général.

RA : Régiment d'artillerie.

RI : Régiment d'infanterie.

Bibliographie et sources

I Sources

a) Archives

Archives nationales

AN-313
AN F7 13 518
AN F60/204
AN 200000002/29-33.
AN 30 000

Archives du ministère des Affaires étrangères

Correspondance politique et commerciale 1918-1940
Série E : Levant
51CPCOM Turquie
50CPCOM Liban-Syrie-Cilicie
Série K : Afrique
55CPCOM : Affaires musulmanes

Archives nationales d'outre-mer

119APOM/1 délibérations du conseil d'administration 1935-1948

119APOM/2 délibérations de l'assemblée générale 1937-1963

Service historique de la Défense

Série 2H : Expédition de Tunisie
Renseignements sur la Tunisie avant et pendant l'expédition de 1881
2H1 : Renseignements 1878-1881
2H10 : Registre des télégrammes envoyés et reçus mars 1881-avril 1882
2H15 : Ordre des mouvements pour l'Algérie et la Tunisie
Fonds section Afrique
2H23 : Organisation militaire de la Tunisie

Série 3H : Affaires du Maroc
3H89 : Organisation du protectorat et commandement des troupes 1912-1914
3H90 : Situation militaire et opérations au Maroc occidental 1912-1914

Série 11H : Chine
11H23 : Mouvement, cantonnements 1900-1902
Ordres et circulaires du corps expéditionnaire
11H42 : Ordres généraux septembre 1900 – août 1901

Série 15H : Troupes de marines
15H118-6 : Instructions générales adressées au général Voyron, commandant le corps expéditionnaire de Chine (juillet-août 1900)

Série 1N : conseil supérieur de la Guerre
1N45-2 : correspondance Franchet d'Espèrey 20-29
1N45-3 : correspondance du maréchal Franchet d'Espèrey 30-39

Série 4N : Conseil supérieur de la Guerre
Front Orient-Balkans 1917-1920
4N52-4N53 : Macédoine-Albanie

Série 5N : Cabinet du ministre
Orient-Balkans (principalement Salonique et Constantinople)
5N197-5N198 : Documents provenant principalement de Constantinople et de Franchet d'Espèrey
Correspondance, articles de presse et documents divers
5N255 : enquête sur les opérations de l'Aisne, 16-23 avril 1917
5N366 : réglementation, sanctions
Coupures de journaux censurés
5N538 : dossiers 16-31 octobre 1918

Série 6N : Fonds particuliers
Fonds Clemenceau
6N146-7 : État moral à l'intérieur et aux armées 1916-1919
6N202 : Télégrammes expédiés de Salonique puis de Constantinople
6N204 : Comptes rendus d'opérations 1918-1919
6N205 : Télégrammes principalement de Franchet d'Espèrey concernant la situation dans les Balkans
Roumanie
6N217 : Télégrammes et rapports de la mission militaire française en Roumanie et de l'armée du Danube.

Série 7N : État-major de l'armée

1er Bureau
7N200-10 : 1er section : matériel, voies de communications... (pendant les hostilités)
Circulaires et notes expédiées, organisation de l'armée, effectifs...
7N2103

7N2300-11
7N2307-6
7N2314
2e Bureau rapports des attachés militaires
7N2602 Allemagne
7N3210 Turquie
3e Bureau
7N3446-3 Tchécoslovaquie
7N3886
4e Bureau section d'Afrique
7N4186-4
7N4198

Série 9N : Directions, inspections
9M1913

Série 16N : Grand quartier général
Troisième bureau T.O.E
Correspondance expédiée
16N3026-3 : Armistice avec la Turquie et perspectives
16N3027-3 : Situation en Russie
Italie : correspondance échangée entre le gouvernement et son ambassadeur à Rome et les attachés militaires
16N3244 :
Pologne, situation générale, opérations militaires
16N3255 :

Série 18N : Groupes d'armées
Groupe d'armés du Nord
18N79 : correspondance adressée par le 3e bureau aux Ier, IIe, IIIe et IVe armées octobre 1914- juin 1917
18N80 : correspondance adressée par le 3e bureau aux Ier, IIe, IIIe et IVe armées juin 1917 - juin 1919

Série 19N : Armées front occidental
19N901 : Ordres, comptes rendus d'opérations expédiés 1914-1918
19N903 : Ordres reçus des autorités supérieures juin 1915 - mars 1918

Série 20N : Grandes unités françaises d'Orient et commandement des armées alliées en Orient
20N157-20N158 : Correspondance reçue, bulletins des services de renseignements.
20N192 : Grèce : bulletins de renseignements de l'attaché naval et militaire
20N205 : Turquie : juin 1919-décembre 1920
20N253 : Fiume
20N524 : Croatie et pays slovènes, et Raguse, situation 1918-1919
Armée française d'Orient, puis armée de Hongrie
20N536 : dissolution armée Hongrie, moral etc
20N592 : historique AFO et internement Mackensen
Armée du Danube
20N824
Fiume

20N954 :

Série 22N : Corps d'armée
22N2 : groupes de divisions de réserves et groupe de divisions territoriales

Série 34N : Archives et J.M.O des corps de troupes
34N275 : Régiments de tirailleurs algériens, tunisiens

Série 5NN : Archives rapatriés de Russie, cabinet du ministre
5NN-40 lettre de Franchet d'Espèrey pour création d'un comité consultatif de défense de l'Afrique du Nord et notes du général Weygand

Fonds privé Franchet d'Espèrey 1K 162 4 cartons

Dossier militaire 9YD 534

Journaux

Le Temps
L'Opinion
l'illustration
La Petite République
L'oeuvre
Le Figaro
Paris-Midi
L'Action française

Vidéo Ina

https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/vdf06002861/le-general-franchet-d-esperey *compilation d'extraits avec Guynemer puis dans les Balkans et en Turquie.*

https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/vdd10045581/varietes-ndeg12 *à partir de 3:38 extrait évoquant son voyage pour le couronnement du négus*

https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/vdd10045582/varietes-ndeg13 *à partir de 5:50 extrait des actualités, le maréchal est solennellement accueilli à Addis-Abeba.*

b) Sources imprimées

Bernachot Jean, *Les armées alliées en Orient après l'armistice de 1918. 2, février, mars, avril 1919,* Ministère d'État chargé de la défense nationale, état-major de l'armée de terre, Service historique.

Boudière George, *Itinéraires en Orient et au Levant, 1918-1920 : carnet de route d'un sous-lieutenant d'infanterie*, La Pensée universelle, Paris, 1978.

Berthelot Henri Mathais général, *Souvenirs de la Grande Guerre,* Paraiges, 2018.

Buat Edmond général, *Journal*, Perrin, Paris, 2015.

Churchill, Wiston, *Mémoires de la Grande Guerre*, 2 tomes, Tallandier, 2014.

Deguine Emile, *La conquête du Tonkin, Journal de marche d'un Turcos (1885-1887),* L'Harmattan, Paris, 2009.

Deschamps général**,** *Souvenirs des premiers temps du Maroc Français* (1912-1915), Charles-Lavauzelle, Paris, 1935.

Didier, *Dar-El-Kadi (Épisode tragique de la conquête du Maroc),* Imprimerie Royannaise, Royan, 1938.

Gamelin Maurice général, Manœuvre *et victoire de la Marne,* Paris, 1954.

Gastines Christian de, *Témoignages inédits sur l'histoire : 1811-1830, 1914-1930, le pouvoir d'une santé de fer et d'une mémoire d'éléphant, Louis Franchet d'Espèrey, maréchal de France et voïvode de Yougoslavie*, Éditions Pi, Paris, 2007.

Gastines Christian de, *Mémoires du maréchal Franchet d'Espèrey, Carnets de guerre et de route 1856-1922),* Éditions Pi*,* Paris, 2008.

Gastines Christian de, *Correspondances 1881-1951*, Éditions Pi, Paris, 2008.

Godchot Simon, *Autour de Mogador : 1912-1913,* Paris, 1925.

Goloubew Victor, Souvenirs sur le maréchal Franchet d'Espèrey : 1915-1916 / Hanoi, Taupin, 1942.

Joffre Joseph maréchal, *Mémoires*, Plon, Paris, 1932.

Langle de Cary Fernand de général, *Souvenirs de commandement,* Paris, 1935.

Lanrezac Charles général, *Le Plan de campagne français et le premier mois de la Guerre,* Paris, 1920.

Mordacq Général, *Le Ministère Clemenceau,* Plon, 1930.

Messimy Adolphe, *Mes Souvenirs,* Paris, 1937.

Poincaré Raymond, *Au service de la France, Neuf années de souvenirs*, Plon, Paris, 1926-1974.

Pierrefeu Jean de, *GQG Secteur 1 . Trois ans au GQG,* Paris, 1920.

Sarrail Maurice, *Mon commandement en Orient (1916-1918),* Paris, 1920.

Schiavon Max, *Les carnets secrets du général Huntziger,* Pierre de Taillac, Paris, 2019.

Torrey Glenn E, *General Berthelot and Romania. Mémoires et correspondance 1916-1918*, New-York, 1987.

Weygand Maxime général, *Mémoires,* t. II*, Mirages et réalité*s, Flammarion, Paris, 1957.

Académie des sciences coloniales. Comptes rendus des séances. Communications T5. 1925, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, Paris, 1926.

SHAT, *Les armées françaises de la Grande Guerre,* Vincennes, 1923_1930.

Le Journal des Poilus d'Orient, 91 numéros, disponibles sur gallica.bnf.fr

¬ *Œuvres de Franchet d'Espèrey ou préfaces*

Augarde Jacques**,** *Alexandre Ier, le roi chevalier / Jacques Augarde et Emile Sicard,* introduction de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Baudinière, Paris, 1936.

Auriol (d') Marianne, *Histoire de France pour les enfants,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Ligue d'union Latine, Paris, 1936.

H. Baguenier Desormeaux, Lettre en faveur d'une souscription pour élever un monument à René Quinton. Paris, 15 février 1927 /Signé : maréchal Franchet d'Espèrey

Général Brécard, *Le Maréchal Maunoury : (1847-1923*), lettre-préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Berger-Levrault, Paris, 1937.

Brisson Charles, *Alexandre de Yougoslavie, roi libérateur,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Paul Duval, Paris, 1935.

Chappuis Edmond, *L'armée d'Afrique, 1830-1930 : son évolution, ses uniformes,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, impr. de M. Léon, Alger.

Chappuis Edmond, *1830-1930 : le Centenaire de l'Algérie française,* préface de Jules Cuttoli, ... ; introduction de M. le maréchal de France Franchet d'Espèrey, Strasbourg, Compagnie alsacienne des arts photomécaniques A. et F. Kahn, 1930

Chantitch-Chandan K.-S. . *L'Unité yougoslave et le roi Alexandre Ier,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, ed Pierre Bossuet, Paris, 1934.

Champeaux Ernest, *Un saint-cyrien pendant la grande guerre : le Capitaine Battet*, préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Impr. de L. Danel, Lille, 1928

Clément-Grandcourt général Abel, *Le drame de Maubeuge, août-septembre 1914,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Payot, Paris, 1935

Deschamps général**,** *Souvenirs des premiers temps du Maroc Français* (1912-1915), préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Charles-Lavauzelle, Paris, 1935.

Escarra, Jean,Henry de Ségogne, Louis Neltner, Jean Charignon, Marcel Ichac, Jean Arlaud,

L'expédition française à l'Himalaya, préface de M. le Maréchal Franchet d'Espèrey, Comité d'organisation de l'expédition française à l'Himalaya, Paris, 1937.

Franchet d'Espèrey maréchal, *Bugeaud*, Hachette, Paris, 1938.

Franchet d'Espèrey maréchal, « Du Directoire à la guerre de 1914 », *in* Hanotaux, *Histoire de la nation française,* vol 8, *Histoire militaire et navale,* Paris, 1927

Franchet d'Espèrey maréchal, *Le transsaharien, Revue des questions de défense nationale,* Mai 1939, pp. 31-43.

Franchet d'Espèrey maréchal*, « Les musulmans en Thessalie », Revue du monde musulman,* 1911, XIII, 87-94.

Franchet d'Espèrey maréchal, *Hommage à S. M. le roi Alexandre I^er^ à l'occasion de son séjour en France (9-12 octobre 1934). L'œuvre de S. M. le roi Alexandre*, Association des Amis de la Yougoslavie et Chambre de commerce franco-yougoslave, Paris,1934.

Franchet d'Espèrey maréchal, *Les rapports militaires de la France et de l'hellénisme au cours d'un siècle,* Éditions d'Histoire générale et d'Histoire diplomatique, Paris, 1933.

Franchet d'Espèrey maréchal, *Mangin, sa carrière, ses missions*, Revue d'histoire diplomatique, avril-juin 1932.

Franchet d'Espèrey maréchal, discours prononcés au cours de l'inauguration du monument élevé à la mémoire du maréchal Joffre, le samedi 10 juin 1939, par MM. Jean Fabry, le maréchal Franchet d'Espèrey, Achille Villey, Le Provost de Launay, Edouard Daladier, Gauthier-Villars, Paris, 1939.

Franchet d'Espèrey, discours prononcé dans la séance publique tenue par l'Académie française pour la réception de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, le jeudi 20 juin 1935 [discours du maréchal Franchet d'Espèrey, réponse d'Abel Bonnard] ; Institut de France, Académie française

Gay Georges**,** *La bataille de Charleroi: août 191*4, préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Payot, Paris, 1937.

Kuhl, Hermann Von**,** *La Campagne de la Marne en 1914,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Payot, Paris, 1927.

Juge-Chapsal Charles, *À travers la Yougoslavie et la Grèce : pèlerinage officiel des poilus d'Orient (septembre 1936*); préface du maréchal Franchet d'Espèrey, A. Rey, Lyon, 1938.

Lange de Carry Fernand général, *Souvenirs de commandement, 1914-1916*, préface de M. le maréchal Franchet d'Esperey, Payot, Paris, 1935.

Larcher commandant**,** *La Grande Guerre dans les Balkans*, Commandant M. Larcher ; Direction de la guerre ; préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Payot, Paris, 1929

Larcher commandant, *La Guerre Turque dans la Guerre mondiale*, édition Etienne Chiron, Paris, 1925.

Jacquin Pierre**,** *L'effort yougoslave;* préface du maréchal Franchet d'Espèrey, F. Alcan, Paris, 1932.

Mangin C, Franchet d'Espèrey LF, dir G.Hanotaux, *Histoire de la nation française. 8, Histoire militaire et navale. 2e partie, De la Constituante au Directoire. Du Directoire à la guerre de 1914-1918. La Guerre de 1914-1918.* Plon, Paris, 1937.

Moreau-Vauthier Gabriel Jean Paul, *Un chef : le Général Mangin (1866-1925)*, préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, les Publications coloniales, Paris, 1936.

Payard Pol, *L'armée française à travers les âges : ses traditions, ses gloires, ses uniformes. Ses chasseurs à pied*; préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Société des éditions militaires, Paris, 1930.

Verdat Marguerite, *Charcot, le chevalier du pôle* ; avec une lettre-préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Maison de la Bonne presse, Paris, 1950.

Vicaire Jean, *Le général Levé : 1859-1937* , préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, G.Cagniard, Paris, 1937.

Waddy, *Lueurs d'Asie : de l'Himalaya aux mers de Chine,* préface de M. le maréchal Franchet d'Espèrey, Picart, Paris, 1935.

II Bibliographie

a) Dictionnaires et ouvrages généraux

Audoin-Rouzeau Stéphane (dir) et Becker Jean-Jacques , *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Bayard, 2004, Paris.

Becker Jean-Jacques. *Dictionnaire de la Grande Guerre*, André Versaille, 2008.

Crépin, Annie, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005

Bertaud Jean-Paul, *Quand les enfants parlaient de gloire,* Aubier, Paris, 2006.

Cochet François, Porte Rémy, *Dictionnaire de la Grande Guerre,* Robert Laffont, 2008.

Cochet François, Être *soldat : de la Révolution à nos jours*, Colin, Paris, 2013.

Cochet François, *Les Français en guerres : des hommes, des discours, des combats, de 1870 à nos jours,* Perrin, Paris, 2017.

Corvisier André, (dir) Pedroncini Guy, *Histoire militaire de la France tome 3, 1871-1940,* PUF, 1992.

Croubois Claude (dir), *Histoire de l'officier français des origines à nos jours*, Bordessoules, 1987.

Drévillon Hervé et Wieviorka Olivier (dir), *Histoire militaire de la France, de 1870 à nos jours*, Perrin, Paris, 2018.

Henninger Laurent, *Histoire militaire et sciences humaines,* Complexes, Paris, 1999.

Heyriès Hubert (dir), *Histoire militaire, études de défense et politiques de sécurité. Des années 1960 à nos jours : bilan historiographique et perspectives épistémologiques*, Paris, Economica, 2012. Actes du colloque organisé par l'Université « Paul Valéry » - Montpellier III, Béziers, 29 septembre/ 2 octobre 2010.

Heyriès Hubert, *Histoire de l'armée italienne*, Perrin, Paris, 2021.

Marly Mathieu, *Distinguer et soumettre : Une histoire sociale de l'armée française,* PUR, 2019.

Montagnon Pierre, *Saint-Cyr, deux siècles au service de la France*, Pygmalion, 2002.

Porte Rémy, *Joffre*, Perrin, Paris, 2014.

Pedroncini Guy, *Histoire militaire de la France 1871-1940*, PUF, Paris, 1992.

Rousseau Frédéric (dir), *Guerres, paix et sociétés*, 1911-1946, Atlande, 2004.

Schiavon Max, *Le général Georges, un destin inachevé,* Pierre de Taillac, Paris, 2020.

Serman William et Jean-Paul Bertaud, *Nouvelle histoire militaire de la France, 1789-1919*, Fayard, Paris, 1998.

Serman William, *Les officiers français dans la Nation 1848-1914*, Aubier Montaigne, Paris, 1982.

Winter Jay (dir), coord. Becker Anette, *La Première Guerre Mondiale*, Fayard, Paris, 2013.

b) Œuvres sur Franchet d'Espèrey

Azan général Paul, *Franchet d'Espèrey*, Paris, Flammarion, 1949.

Bibesco Princesse, *Le Maréchal Franchet d'Espèrey,* Historia 122, 1956.

Canonge général Frédéric. *Cinq épées glorieuses. Joffre, Pétain, Franchet d'Espèrey, Fayolle, Foch*, ed. Lumière, Dijon, 1927.

Edhem Eldem, De quelle couleur était le cheval blanc de Franchet d'Espèrey ?, dans *De Samarcande à Istanbul : étapes orientales*, dir V. Schiltz, CNRS édition, Paris, 2015.

Franchet d'Espèrey, *Maréchal de France*, de Wallon, Vichy, 1956.

Gosa Pierre, *Franchet d'Espèrey: un maréchal méconnu : le vainqueur des Balkans, 1918,* Nouvelles éditions latines, Paris, 1999.

Grandhomme Jean-Noël, « Le Maréchal Franchet d'Espèrey, trait d'union entre la France et la Serbie », p 297-314, in (dir) Dušan T. Bataković, *La Serbie et la France. Une Alliance atypique. Relations politiques, économiques et culturelles, 1870-1940*, Actes du colloque organisé par l'Académie serbe des sciences et des arts et l'Institut des Études balkaniques, Belgrade, 7 et 8 décembre 2007, Belgrade, 2010.

Grasset commandant Alphonse, *Le Maréchal Franchet d'Espèrey. La Carrière. Dinant et Guise. La Marne, l'Aisne, la Champagne, les armées alliées en Orient,* G. Crès, Paris, 1921.

Vercel Roger, *Franchet d'Espèrey, vainqueur des Balkans*, Miroir de l'histoire, Paris n 78, 1956.

c) Bibliographie

¬ *Ouvrages sur le genre bibliographique*

Avezou Laurent, *La biographie mise au point méthodologique et historiographique,* *HYPOTHÈSES*, 2001/1 (4), P. 13-24. DOI : 10.3917/HYP.001.0013. URL : https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2001-1-page-13.htm

Bourdieu Pierre, L'illusion biographique, In :*Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol 62-63, 1986, pp. 69-72.

Clapier-Valadon Simone, Poirier J, *L'approche biographique : réflexions épistémologiques sur une méthode de recherche*, Nice, 1984.

Denzin Norman, *Interpretive biography,* Beverly hills, 1989.

Dex Shirley, *Life and work history analyses : qualitative and quantitative developements,* Londres, 1991.

Dosse François, *Le pari biographique. Écrire une vie,* La Découverte, Paris, 2005.

Konvitz Jeffrey, Biography : the missing form of French historical studies, *European studies review,* 1976.

Le Goff Jacques, Nora Pierre (dir), *Faire de l'histoire*, tome 1, *Nouveaux Problèmes*, Paris, Gallimard (coll « Folio histoire »), réédition 1986, p. 15.

Levallois Anne, « Le retour de la biographie historique. L'histoire et la psychanalyse s'y rejoindraient-elles ? », *L'Homme & la Société*, 2002/4 (n° 146), p. 127-140. DOI : 10.3917/lhs.146.0127. URL : https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2002-4-page-128.htm

Levi G, « Les usages de la biographie », *Histoire et sciences sociales. Un tournant critique, Annales E.SC.,* nov-déc 1989, p. 1325-1336.

Madelénat Daniel, *La biographie,* PUF, Paris, 1984.

Momigliano Arnaldo, *Les origines de la biographie en Grèce ancienne,* Circe, Paris 1998.

Ratti Stéphane, « Les racines antiques du genre biographique », *L'information littéraire*, 2006/2 (Vol. 58), pp. 3-11. URL : *https://www.cairn.info/revue-l-information-litteraire-2006-2-page-3.htm*

Ricœur Pierre, *Temps et récit*, t. I : *L'intrigue et le récit historique*, Paris, 1981

¬ *Ouvrages sur la Grande Guerre*

Becker Jean-Jacques, *Clemenceau, chef de guerre,* Armand Colin, Paris, 2012.

Berger Marcel et Allard Paul, *Les secrets de la censure pendant la guerre*, ed des Portiques, Paris, 1932.

Benoit Christian., *Les officiers français dans la Grande Guerre 1914-1918,* Soteca, 2020.

Boniface Xavier, *L'armée, l'Église et la République,* Nouveau Monde Éditions, Paris, 2012.

Cochet François, Porte Rémy, *Histoire de l'armée française, 1914-1918,* Tallandier, Paris, 2017.

Cochet François, *Survivre au front, 1914-1918 : Les Poilus entre contrainte et consentement,* 14-18 éditions, 2005.

Cochet François, *La Grande Guerre : fin d'un monde, début d'un siècle*, Paris, Perrin, 2014.

Doughty Robert A., *Pyrrhic Victory,* Belknap Press, 2008.

Duroselle Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014.

Géhin Gérard et Lucas Jean-Pierre, *Dictionnaire des généraux et amiraux de la Grande Guerre,* Archives et culture, Paris, 2007.

Goujon Bertrand, *Du sang bleu dans les tranchées*, Vendémiaire, 2015.

Goya Michel, *Les vainqueurs : comment la France a gagné la Grande Guerre*, Tallandier, Paris, 2018.

Grandhomme Jean-Noël, *Berthelot, du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Soteca, Paris, 2011.

Grandhomme Jean-Noël et Krempp Thérèse, *Charles de Rose, le pionnier de l'aviation de chasse*, la Nuée bleue, Strasbourg, 2003.

Gerwatch Robert, *Les vaincus*, Seuil, Paris, 2017.

Gregori Sylvain (dir), et Jean-Paul Pellegrinetti, *Minorités, identités régionales et nation en guerre, 1914-1918*, PUR Rennes, 2017.

Heyriès Hubert, *Les travailleurs militaires italiens en France pendant la Grande Guerre «héros de la pelle et de la truelle » au service de la victoire,* Montpellier, PULM, 2014.

Heyriès Hubert, *« Français et Italiens en terre de France pendant la Grande Guerre : regards croisés »*, *Les populations et les armées,* XIVe symposium international d'Histoire et de Prospective militaires, France/Italie/Autriche/Belgique/Maroc/Suisse. Pully (Suisse), 23-25 février 2006, Pully, Centre d'Histoire et de Prospective militaires, 2008, pp. 79-93.

Keegan John, *La Première Guerre mondiale*, Perrin-Agnès Viénot, 2003.

Le Naour Jean-Yves, *1918 l'étrange victoire*, Perrin, Paris, 2016.

Le Naour Jean-Yves, *Sortir de la guerre*, Perrin, Paris, 2020.

Loez André, *14-18 les refus de la guerre : une histoire des mutins*, Gallimard, Paris, 2010.

Loez André et Mariot Nicolas (dir), *Obéir, désobéir : les mutineries de 1917 en perspective,* La découverte, Paris, 2008.

Mermeix, *La Deuxième crise du commandement*, Ollendorff, Paris, 1919.

Michel Marc, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réactions à l'effort de la guerre en AOF, 1914-1918,* Publication de la Sorbonne, 1982.

Miquel Pierre, *Le chemin des Dames,* Fayard, Paris, 2002.

Miquel Pierre, *Le Gâchis des généraux*, Plon, Paris, 2003.

Nobécourt René-Gustave, *Les Fantassins du Chemin des Dames*, Nertou, Luneray, 1983.

Notin Jean-Christophe, *Foch*, Perrin, 2008.

Offenstadt Nicolas (dir), *Le chemin des Dames, de l'événement à la mémoire*, Stock, Paris 2004.

Offenstadt Nicolas, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob, 1999.

Palat, *La Grande Guerre sur le front occidental*, Chapelot, Paris, 1917-1929.

Pedroncini Guy, *Pétain,* Perrin, Paris, 1989.

Pedroncini Guy, *Les mutineries de 1917*, PUF, Paris, 1999.

Porte Rémy, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale,* Perrin, Paris, 2011.

Prost Antoine et Winter Jay, *Penser la Grande Guerre*, Le Seuil, Paris 2004.

Rolland Denis, *Nivelle*, Imago, Paris, 2012.

Rolland Denis, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917,* Imago, Paris, 2005.

Rousseau Frédéric (dir), *La Grande Guerre des sciences sociales*, Athéna éditions, Outremont, 2014.

Rousseau Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18,* Seuil, 2003.

Rousseau Frédéric, *14-18, penser le patriotisme*, Gallimard, 2018.

Schiavon Max, *Weygand, L'intransigeant,* Tallandier, Paris, 2018.

Spencer and Tucker, *The Encyclopedia of WWI,* ed Spencer c. Tucker et P. Roberts, 2005.

¬ *Ouvrages sur les relations internationales et le Proche Orient*

Bariéty Jacques, *Histoire des franco-allemandes 1918-1924,* Pedone, Paris, 1977.

Barr James, *Une ligne dans le sable*, Perrin, Paris, 2017.

Bled Jean-Paul, *L'Agonie d'une monarchie, Autriche-Hongrie 1914-197,* Tallandier, Paris, 2014.

Chaigne-Oudin Anne-Lucie, *La France et les rivalités occidentales au levant*, L'Harmattan, Paris, 2006.

Cloarec Vincent , *La France et la question de Syrie*, CNRS, Paris, 2002

Cochet François (dir), *Les guerres des années folles, 1919-1925,* Passés Composés, Paris, 2021.

Duroselle Jean-Baptiste, *Histoire des Relations Internationales t1 1919-1945,* Armand Colin-Dalloz, 2001.

Frémeaux Jacques, *La question d'Orient*, Fayard, Paris, 2014.

Hokayem Antoine, Bittard Marie-Claude, *L'Empire Ottoman, les Arabes et les Grandes Puissances*, Éditions Universitaire du Liban, Beyrouth, 1981.

Kershaw Ian, *L'Europe en enfer (1914-1949),* Seuil, 2016.

Picaudou Nadine, *La décennie qui ébranla le Moyen-Orient, 1914-1923* , Bruxelles Complexe, 1992

Porte Rémy, *Le Général Édouard Brémond (1868-1948) ou l'anti-Lawrence d'Arabie,* Cahiers du CESAT n°15, mars 2009.

Soutou Georges-Henri, *L'or et le sang*, Fayard, 1989.

Soutou Georges-Henri, *La Grande illusion. Quand la France perdait la paix 1914-1920*, Tallandier, Paris, 2015.

Vaïsse Maurice, L'adaptation du Quai d'Orsay aux nouvelles conditions diplomatiques (1919-1939). In: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 32 N°1, janvier-mars 1985, pp. 145-162.

¬ *Ouvrages sur l'armée d'Orient*

Cordier Louis, *Victoire éclair en Orient, 15-29 septembre 1918, batailles sur les cimes, triomphe du 2e bureau,* U.S.H.A, Aurillac, 1968.

Deygas Ferdinand-Joseph, *L'Armée d'Orient dans la Grande Guerre,* Paris, 1932.

Facon Patrick, *Soldats français de l'armée d'Orient, 1915-1919, Recherches sur le moral et approche des mentalités,* Thèse d'histoire, Paris X, 1977.

Fassy Gérard, *Le commandement français en Orient : octobre 1915-novembre 1918 : étude historique d'un commandement opérationnel français à la tête d'une force militaire alliée,* Paris : Commission française d'histoire militaire ; Paris : Institut de stratégie comparée ; Guer : Centre de recherches des écoles de Coëtquidan, Economica, Paris, 2003.

Larcher Maurice, *La Grande Guerre dans les Balkans*, Direction de la guerre, Payot, Paris, 1929.

Le Naour Jean-Yves (dir), *Front d'Orient 1914-1919, les soldats oubliés,* Gaussen, Marseille, 2016

Saint-Ramond Francine, *Les Désorientés : Expériences des Soldats Français aux Dardanelles et en Macédoine, 1915-1918*, Inalco, 2019.

Schiavon Max, *Le Front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale, 1915-1918*, Tallandier, Paris, 2014.

¬ *Ouvrages sur l'Empire ottoman et la Turquie*

Just wars, holy wars, and jihads : Christian, Jewish, and Muslim encounters and exchanges, édité par Sohail H. Hashmi, Oxford University Press, New-York, 2012.

Assan. Valérie, Heyberger Bernard, Vogel Jakob. (dir), *minorités en méditerranée au XIX^e siècle identités, identifications, circulations,* Presse universitaire de Rennes, Rennes, 2019.

Ben Khalifa Riadh, *Étrangers au Maghreb, Maghrébins à l'étranger XVII^e-XXI^e, encadrement, identités et représentations,* ed Karthala et IRMC, 2017.

Besikçi Mehmet, *The Ottoman mobilization of manpower in the First World War : between voluntarism and resistance,* Brill, Leiden, 2012.

Nur Bilge Criss, *Istanbul Under Allied Occupation*, 1918-1923, Brill, Leiden, 1999.

Boudière Georges, « Note sur la campagne de Syrie-Cilicie – L'affaire de Maras (janvier-février 1920), *Turcica* IX/2-X.

Bozarslan Hamit, *Histoire de la Turquie*, Tallandier, Paris, 2013.

Der Matossian Bedross, *Shattered Dreams of Revolution : From Liberty to Violence in the Late Ottoman,* Stanford University Press, 2014.

Dumont Paul, À l'aube du rapprochement franco-turc : le colonel Louis Mougin, premier représentant de la France auprès du gouvernement d'Ankara (1922-1925), in *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk,* Association pour le Développement des Études turques, Turcica, 1981.

Erickson, Edward J., *Ordered to Die: A History of the Ottoman Army in the First World War*. Westport, CT: Greenwood, 2001.

Fogarty Richard S, *Empires in World War I : Shifting frontiers and imperial dynamics in a global conflict,* Bloomsbury Academic, 2020.

Gurpinar Dogan, *Ottoman / Turkish Visions of the Nation 1860-1950,* Palgrave Macmillan, 2013.

Hanioğlu M. Sükrü, *Atatürk*, Fayard, Paris, 2016.

Le Lannou Yves, «Gendarmes français en Cilicie (1918-1922) », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerrannée Orientale et le monde Turco-Iranien*, n°28, 1999.

Mantran Robert (dir), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989.

Matheou Nicholas, *From Constantinople to the frontier : the city and the cities,* Brill, Leiden, 2016.

McMeekin Sean, *The Ottoman endgame : war, revolution and the making of the modern Middle East, 1908-1923,* Atlas Lane, Londres, 2015.

Monnier Fabrice, *Atatürk*, CNRS Éditions, Paris, 2015.

Panzac Daniel, « L'enjeu du nombre. La population de la Turquie de 1914 à 1927 », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, No.50, 45-67, 1988.

Rogan Eugène, *The fall of the Ottomans : the Great War in the Middle East 1914-1920*, Allen Lane, London, 2015.

Rollan Françoise (dir.), *Quand la violence déplace : mémoires et migrations forcées depuis et vers la Turquie*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac, 2013.

Roux Jean-Paul , *Histoire des Turcs*, Fayard, Paris, 1984.

Tachjian Vahé, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie / Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak (1919-1933)*, Ed Karthala, 2004.

Ternon Yves, *Guerres et génocide au XX^e siècle,* Odile Jacob, Paris, 2017.

Ternon Yves, *L'Empire ottoman. Le déclin, la chute, l'effacement*, Éd Félin poche et Éd Michel Maule, 2005.

Thobie Jacques, *Intérêts et impérialisme français dans l'empire ottoman (1895-1914)*, Publication de la Sorbonne, 1977.

Thobie Jacques*, Les intérêts culturels français dans l'Empire Ottoman finissant*, Peeters, Paris, 2008.

Zürcher Erik-Jan, *Jihad and Islam in Word War I : studies on the Ottoman Jihad on the century of Snouck Hurgronje's « Holy war made in Germany »,* Leiben University Press, 2016.

¬ *Ouvrages sur les Balkans et l'Europe Orientale*

Ates Uslu, « Le comte Mihaly Karolyi et la France. Regards croisés, 1909-1919 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2007/1 (N° 25), p. 115-130. DOI : 10.3917/bipr.025.0115. URL : https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2007-1-page-115.htm

Brewer David, *The Greek War of Independence : The Struggle for Freedom from Ottoman Oppression and the Birth of the Modern Greek Nation*, New York, The Overlook Press, *2001*

Crampton Richard.J., *A Short History of Bulgaria,* Cambridge 1987.

Facon Patrick, Les mutineries dans le corps expéditionnaire français en Russie septentrionale (décembre 1918-avril 1919), *Revue d'histoire moderne et contemporaine,*1977, pp. 455-474. www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1977_num_24_3_990

Frémeaux Jacques, *La question d'Orient,* Fayard, Paris, 2014.

Georgelin Hervé. « Réunir tous les «Grecs» dans un État-nation, une «Grande Idée» catastrophique », *Romantisme*, vol. 131, no. 1, 2006, pp. 29-38.

Grandhomme Jean-Noël, « La France en quête d'influence en Albanie ? La République de Korça et la zone d'occupation (1916-1920) », *1918-1925, Comment faire la paix ?*, (dir) Carlier C. et Soutou G.H., Economica, Paris, 2001.

Grandhomme Jean-Noël, « Un Homme-clé du dispositif de Franchet d'Espèrey : le lieutenant-colonel Fernand Vix (1876-1941). Des armées alliées en Orient à la mission militaire de l'Entente en Hongrie » in *Крај Велико2 рата на Балкану 1918-1923/ Finir la Grande Guerre dans les Balkans*. Colloque international organisé par l'Académie serbe des sciences et des arts et l'Institut des études balkaniques, Belgrade-Novi Sad, 12- 14 septembre 2018.

Grandhomme Jean-Noël, *Le Général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale (1916-1918*), SHAT, Vincennes, 1999.

Kenez Peter, *Civil War in South Russia, 1919 : the First Year of the Volunteer Army*, Berkeley, 1971.

Krakovsky Roman, *L'Europe centrale et orientale, de 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Malakoff, 2017.

Le Moal Frédéric, « La mission de renseignement du général Humbert dans les régions adriatiques en mai-juin 1919 », *Revue historique des armées*, 246 | 2007, pp. 92-99.

Le Moal Frédéric, *La France et l'Italie dans les Balkans 1914-1919,* L'Harmattan, Paris, 2006.

Pavlovic Vojislav G., *De la Serbie vers la Yougoslavie : La France et la naissance de la Yougoslavie 1878-1918,* Institut des études balkaniques, Belgrade, 2015.

Popovic Alexandre, *Les Musulmans des Balkans à l'époque post-ottomane*, Les Editions isi, Istanbul, 1994

Porte Rémy, *Plébiscites et transferts de territoires de l'après-guerre,* ed Soteca, Paris, 2020.

Sumpf Alexandre, *La Grande Guerre oubliée : Russie 1914-1918,* Perrin, Paris, 2014.

Venner Dominique, *Les Blancs et les Rouges, Histoire de la guerre civile russe*, Paris, 1997.

Wandycz Piotr S., *The twilight of French Eastern Alliances, 1926-1936*, Princeton University Press, Princeton, 1988.

¬ *La France, la République et l'Islam*

Abdelmoula Mohamoud, *Jihad et colonialisme : la Tunisie et la Tripolitaine,* Ed.Tiers-Monde, 1987.

Ageron Charles-Robert, *Les Algériens musulmans et la France*, St-Denis, Ed.Bouchène, 2005.

Andurain (d') Julie, Drieu Cloé , Les mondes méditerranéens et musulmans dans la Grande Guerre (1904-1924), *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée,* n° 141, octobre 2017.

Bougarel Xavier, Branche Rapaëlle, Drieu Chloé, *Combattants of Muslim origins in European armies in the twentieth century*, Bloomsbury Academic, London, 2017.

Frémeaux Jacques, *La France et l'Islam depuis 1789,* PUF, Paris, 1991.

Le Naour Jean-Yves, *Djihad 1914-1918,* Perrin, Paris, 2017.

Le Chatelier Jean, *Alfred Le Chatelier , 1855-1929 : sa carrière africaine*, Service historique de l'Armée de terre, 1987.

Le Chatelier Alfred, *L'islam au XIX^e^*, E. Leroux, Paris, 1888.

Le Chatelier Alfred, *L'Islam dans l'Afrique occidentale*, G. Steinhei, Paris, 1889.

Le Cour Grandmaison Olivier, *« Ennemis mortels » : Représentations de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale,* La Découverte, Paris, 2019.

Lewis Bernard, *Islam and the West*, Oxford University, Oxford, 1993.

Le Pautremat Pascal, *La politique musulmane de la France au XX^e^ siècle, de l'hexagone aux terres d'Islam. Espoirs, réussites et échecs,* Maisonneuve et Larose, Paris, 2003.

Le Pautremat Pascal, *Le rôle de la Commission interministérielle des Affaires musulmanes dans l'élaboration d'une politique musulmane de la France de 1911 à 1937: Thèse de doctorat, Université de Nantes, UFR d'histoire et de sociologie,* PU du Septentrion 1999.

Luizard Pierre-Jean (dir)*, Le choc colonial et l'Islam,* La Découverte, Paris, *2006.*

Recham Beikacem, *Les musulmans algériens dans l'armée française 1919-1945*, L'Harmattan, Paris, 1996.

Renault Mathieu, *L'Empire de la Révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Syllepse, Paris, 2017.

Vermeren Pierre, *La France en terre d'islam : empire colonial et religions, XIX^e^-XX^e^,* Belin, Paris 2016

¬ *Ouvrages sur la colonisation et l'Empire colonial français*

Acte de journée d'étude, *1830-1914 De l'armée en Afrique à l'armée d'Afrique,* Riveneuve, 2014.

Ageron Charles, Coquery-Vidrovitch Catherine, Meynier Gilbert, Thobie Jacques, *Histoire de la France coloniale 1914-1990*, Armand Colin, 2016.

Ageron Charles, *De «l'Algérie française» à l'Algérie algérienne: Volume 1* , Éditions Bouchène, Saint-Denis, 2005.

Andurain (d') Julie, *Colonialisme ou impérialisme ? Le « parti colonial » en pensée et en action*, Hémisphères éditions/Zellige, Paris, 2017.

Andurain (d') Julie, *Le Général Gouraud, un colonial dans la Grand Guerre,* thèse de doctorat sous la direction du professeur Jacques Frémeaux, Paris-Sorbonne 2009.

Andurain (d') Julie, Gouraud Henri. *Photographies d'Afrique et d'Orient. Trésors des archives du Quai d'Orsay*, Paris, Éditions Pierre de Taillac/Archives diplomatiques, 2017.

Andurain (d') Julie, « Les sorties de guerre du général Gouraud » , *Cahiers du centre d'Études d'histoire de la défense,* numéro spécial sorties de guerre (2) , septembre-novembre 2007, p. 31-44.

Antier-Renaud Chantal, *Les soldats des colonies dans la Première Guerre mondiale,* Éditions Ouest-France, 2008.

Antier-Renaud Chantal, *Le recrutement dans l'empire colonial français, 1914-1918, in Guerres mondiales et conflits contemporains 2008/2 n°230*, Presses Universitaires de France. http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=GMCC_230_0023#no6

Arnaud Léonard, « 2014-2018 : a rebirth of the memory of the Tirailleurs in Madagascar? », The International Encyclopedia of the First World War (WW1), 2020.

Arnaud Léonard, « Le difficile retour des Tirailleurs malgaches (février 1919 - août 1920 », *Revue Tsingy*, *Sciences Humaines Sud-Ouest de l'océan Indien*, 2021.

Arnaud Léonard, « Soldats et travailleurs malgaches : la mémoire officielle au risque de l'histoire », in AMAT-ROZE Jeanne-Marie et BENOIT Christian (dir.), *L'Empire colonial français dans la Grande Guerre*, Dacres éditions, 2020.

Balesi Charles John, *From Adversaries to Comrades-in-Arms : West Africans and the French Military 1885-1918,* Waltham : Crossroads Press, 1979

Barrow L, The impact of Empire in French army forces*, in GW. Johnson Double impact. France and Africa in the Age of Imperialism*, Wesport, Greenwood Presse 1989, pp. 53-91

Bekraoui Mohamed, *Les Marocains dans la Grande Guerre*, CMHM, Rabat, 2009.

Bekraoui Mohamed, « Le militaire des élèves officiers marocains de Dar El-Beïda à Meknès », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 230, no. 2, 2008, pp. 51-58.

Bodin Michel, *Les Français au Tonkin 1870-1902, une conquête difficile*, SOTECA, 2012.

Bonin Hubert, Klein Jean-François, Hodeir Catherine, *L'esprit économique impérial 1830-1870,* ed SFHOM*,* Paris, 2008.

Bouchène Abderrahmane, Peyroulou Jean-Pierre, Tengour Ouanassa Siari,Thénault Sylvie, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte, Paris et Alger, 2012.

Boularès Habib, *Histoire de la Tunisie*, Ed.Cérès, Tunis 2011.

Broche François, *L'expédition de Tunisie, 1881,* Presse de la Cité, Paris, 1996.

Brocheux Pierre, Hemery Daniel, *Indochine. La colonisation ambiguë 1858 1954,* La Découverte, 1994.

Brodziak Sylvie et Toemi Samuel (dir), *Dictionnaire Clemenceau*, Robert Laffont, Paris, 2017.

Buton Philippe et Michel Marc, *Combattants de l'Empire,* Vendémiaire, 2018.

Carler Claude et Pedroncini Guy (dir), *Les troupes coloniales dans la Grande Guerre*, IHCC, CNSV, Economica, Paris, 1997.

Charle Christophe, *La crise des sociétés impériales, Allemagne, France et Grande-Bretagne*, *1900-1940,* Seuil, 2001.

Clayton Anthony, *Histoire de l'armée française en Afrique 1830-1962*, Albin Michel, Paris, 1994.

Darmon Pierre, *Un siècle de passions algériennes* 1830_1940, Paris, 2009.

Deschamps Hubert, *Histoire de Madagascar*,Berger-Levrault, Paris, 1972.

Dirks Nicholas, *Colonialism and Culture,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 1992

De La Guérivière Jean*, Les Fous d'Afrique : histoire d'une passion française*, Seuil, 2001.

Deroo Eric et Champeaux A, *La Force noire. Gloire et infortunes d'une légende coloniale*, Tallandier, Paris, 2006.

Deroo Eric et Riez Janos, *Forces noires des puissances coloniales et européennes.* Actes du colloque organisé les 24 et 25 janvier 2008 à Metz, Panazol, Lavauzelle-Graphic, 2009.

Duval Eugène-Jean, *L'Épopée des Tirailleurs sénégalais*, L'Harmattan, Paris, 2005.

Echenberg Myron, *Les Tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française, 1857-1960*, CREPOS-Karthala, 2009.

Estournelles de Constant Paul, *La conquête de la Tunisie,* Sfar Eds, 2002.

Fairbank John King, La Grande révolution chinoise 1800-1989, Flammarion, Paris, 1997.

Fierro Alfred, *La Société de Géographie 1821-1946,* Droz-H.Champion, Paris-Genève, 1983.

Ferragu Gilles, *Lyautey – La fabrique du héros colonial,* Belin, Paris, 2014.

Fourniau Charles, Trinh Van Thao, *Le Contact franco-vietnamien : le premier demi-siècle (1858-1911)*, Presses universitaires de Provence, 2013

Fourniau Charles *Annam-Tonkin 1885-1896. Lettrés et paysans vietnamiens face à la conquête coloniale*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Franc Claude, *Galliéni et Lyautey, Penseurs pour le XXI ème siècle*, Economica, Paris, 2012.

Fidel Camille, *La Réfutation de la campagne d'accusations contre les troupes françaises de couleur en territoires rhénans occupés, Comité d'assistance aux troupes noires et société antiesclavagiste*, Paris, 2002.

Frémeaux Jacques, *L'Afrique à l'ombre des épées : 1830-1930*, Paris, Service historique de l'armée de terre, 1995.

Frémeaux Jacques, *De quoi fut fait l'Empire, Les guerres coloniales au XIX ème*, éditions CNRS, 2010.

Frémeaux Jacques, *Les colonies dans la Grande Guerre, Paris,* 14-18, Éditions, 2006,

Frémeaux Jacques (dir), *Sortir de la guerre,* Presse de l'université Paris-Sorbonne, 2014.

Galli H.L, *Guerre à Madagascar Histoire anecdotique des expéditions françaises de 1885 à 1895*, Garnier, Paris, 1930.

Gallais Denis, La guerre des Boxers : la marine française dans l'expédition de Chine 1900-1901, SRE éd, 2013, Anneçy.

Ganiage Jean, *L'expansion coloniale de la France sous la III^e^ République, 1871-1914*, Payot, 1968.

Guyon Anthony, *Entre camps et tranchées : les Tirailleurs sénégalais dans la Grande Guerre, 1914-1919*, master 1, Université Paul Valéry Montpellier III, 2005.

Héduy Philippe, *Histoire de l'Indochine. La perle de l'empire, 1624-1954*, Albin Michel, 1998.

Joly Vincent, *Guerres d'Afrique, 130 ans de guerres coloniales. L'expérience française,* Presse Universitaires de Rennes, Rennes, 2009

Joly Vincent, *L'Europe et l'Afrique, de 1914 aux années soixante.* Presse Universitaires de Rennes, Rennes, 1994.

Julien Charles-André, *Le Maroc face aux impérialisme :1415-1956,* Éditions J.A, Paris, 1978.

Karoui Hachemi et Ali Mahjoubi Ali, *Quand le soleil s'est levé à l'ouest, Tunisie 1881 Impérialisme et Résistance,* Cérès Productions, Tunisie, 1983.

Lejeune Dominique, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIXe siècle*, Albin Michel, Paris, 1993.

Lemaire Sandrine et Deroo Eric, *Histoire des Tirailleurs*, Seuil*,* Paris, 2010.

Le Naour Jean-Yves, *La honte noire : l'Allemagne et les troupes coloniales françaises 1914-1915*, Hachette, Paris, 2003.

Messal lieutenant-colonel Raymond, *La genèse de notre victoire marocaine : un précurseur, Alfred Le Chatelier*, Dunod, Paris, 1931.

Meynier Gilbert, *L'Algérie révélée ; la Guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXe siècle.* (red), Bouchène, St -Denis, 2015.

Michel Marc, « Colonisation et défense nationale, le général Mangin et la Force noire », *Guerres*

mondiales et conflits contemporains, no 145, janvier 1987.

Michel Marc, *Galliéni*, Fayard, 1989.

Michel Marc, *Les Africains et La Grande Guerre, l'Appel à l'Afrique (1914-1918)*, Paris, Karthala, 2003.

Miller Christoper.L , *Blank darkness : Africanist discourse in French,* Chicago, University of Chicago Press, 1985.

Mifort Camille, *Combattre au Kef en 1881 : quand la Tunisie devint française*, MC-Editions, Carthage, *2014.*

Meyer Jean, Tarrade Jacques, Rey-Goldzeiguer Anne, Thobie Jacques, *Histoire de la France coloniale des origines à 1914,* Armand Colin, 2016.

Meynier Gilbert, Thobie Jacques, *Histoire de la France coloniale II, L'apogée 1971-1931*, Pocket, Paris, 1996.

Mounier-Kuhn Alain, *Les services de santé militaires français pendant la conquête du Tonkin et de l'Annam*, 1882- 1885, Ed NEP, Paris, 2005.

Rioux Jean.Pierre (dir), *Dictionnaire de la France coloniale*, Flammarion, 2007.

Rivet Daniel, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V,* ed Denoël, Paris, 1999.

Schorr Ralph, *l'Opinion française et les étrangers 1919-1939,* Publications de la Sorbonne, Paris, 1985.

Singaravélou Pierre, *Professer l'Empire : les sciences coloniales en France sous la III ème République*, Publication de la Sorbonne, Paris, 2011,

Stora Benjamin , *Ils venaient d'Algérie. L'Immigration algérienne en France 1912-1992,* Fayard Paris, 1992.

Teyssier Arnaud, *Lyautey,* Perrin, Paris, 2004

Tirefort Alain (dir), *Guerre et Paix en Afrique noire et à Madagascar XIX XX*, PUR, Rennes 2006

Van Galen Dick, *Des soldats noirs dans une guerre de blancs 1914-1922 une histoire mondiale*, édition de l'université de Bruxelles, Bruxelles, 2015.

Patricia Van Schuylenbergh , Catherine Lanneau et Pierre-Luc Plasman (dir), *L'Afrique belge au XIX et XX siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale*, P.I.E.-P Lang, Bruxelles, Bern, Berlin, 2014

Gallais Denis, *Guerre des Boxers : la Marine française dans l'expédition de Chine 1900-1901*, SRE éditions, 2013.

Verron Amaury, La révolte des Boxers et le Corps français d'Occupation en Chine 1901-1945, in Jacques Weber et François de Sesmaisons, *La France en Chine, 1843-1943,* L'Harmattan, 2013.

- ***La politique française intérieure, son armée et son économie.***

Alexander Martin.S, *The Republic in danger : General Maurice Gamelin and the politics of French defense, 1933-1940*, Cambrigde university press, Cambridge, 1992.

Balace Francis, Le « réseau Dr. Martin » en Belgique, 1948-1948 : de la contre-subversion à l'intoxication », dans François Cochet et Olivier Dard (dir.), *Subversion, anti-subversion et contre-subversion*, Riveneuve éditions, coll. « Actes académiques », Paris, 2010.

Banwitz, *Maxime Weygand and civil-military relations in modern France,* Harvard university press, Cambridge, 1967.

Becker Jean-Jacques, Berstein Serge, *L'Anticommunisme en France (1917-1940)*, O.Orban, Paris, 1987.

Boniface Xavier, « La réforme de l'armée française après 1871 », *Inflexions*, vol. 21, no. 3, 2012, pp. 41-50.

Bourdrel Philippe, *La Cagoule : histoire d'une société secrète du Front populaire à la Ve République*, Albin Michel, Paris, 1992.

Bourdrel Philippe, *Les Cagoulards dans la guerre*, Albin Michel, Paris, 2009.

Bourdrel Philippe, *La Cagoule,* Marabout, Paris, 1986.

Braudel Fernand et Labrousse Ernest (dir), *Histoire économique et sociale de la France*, tome IV, Presses universitaires de France, 1993

Chanet Jean-François, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Crémieux-Brillad J-L, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, Paris, 1990.

Deacon Valerie, *The Extreme right in the French resistance : members of the Cagoule and Corvignolles in the Second world war.* Louisiana State University Press, Baton Rouge, 2016.

Forcade Olivier, Duhamel Eric, Vial Philippe (dir), *Militaires en République 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France,* Publications de la Sorbonne, Paris, 1999.

Girardet Raoul, *La société militaire de 1815 à nos jours,* Perrin, Paris, 1998.

Groussard colonel Georges A, *Service Secret*, la Table ronde, Paris, 1964.

Hoff Pierre, *Les programmes d'armement de 1919 à 1939,* Service historique de l'armée de terre, Vincennes, 1982.

Joly Bertrand, *Histoire politique de l'affaire Dreyfus,* Fayard, Paris, 2014.

Joly Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France, 1885-1902*, Les Indes savantes, Paris, 2008.

Kéchichian Albert, *Les Croix de Feu à l'âge des fascismes,* Champ Vallon, Paris, 2006.

Kiesling Eugenia, *Arming against Hitler*, Univ Press of Kansas, 1996.

La Gorce Paul-Marie de, *La République et son armée*, Fayard, Paris, 1963.

Péan Pierre, *Le Mystérieux Docteur Martin(1895-1969)*, Fayard, Paris, 1993

Monier Frédéric, *Le Complot dans la République*, La Découverte, Paris, 1998.

Nobécourt Jacques, *Le colonel de la Rocque, 1885-1946,* Fayard, 1996.

Titeux Eugène, *Saint-Cyr et l'École spéciale militaire en France,* Paris, 1898.

Vidal Georges, *L'armée française et l'ennemi de l'intérieur, 1917-1939, Enjeux stratégiques et culture politique, Presse* universitaires de Rennes, 2015.

Vindé François, *L'Affaire des fiches, 1900-1904 : chronique d'un scandale,* Paris, 1989.

¬ *La mémoire de Franchet d'Espèrey*

Bulletin des amis du Musée historique de l'Algérie (Franchet d'Espèrey). N° 3, février 1958

Le musée maréchal Franchet d'Espèrey - Alger - Casbah , Editions Baconnier-Hélio, Alger.

Le Fauteuil du maréchal Franchet d'Espèrey. Discours de réception de M. le comte Robert d'Harcourt à l'Académie française et réponse de Mgr Georges Grente, Plon, Paris, 1947.

Annexe 1 : Frayeur au Tonkin, 21 octobre 1885[1658].

Mon chef n'a peut-être pas très bon caractère, mais c'est un homme de guerre ayant du commandement et de la décision.

Pendant la nuit, tous les paniers qui ont servi au passage du fleuve seront apportés jusqu'au plan d'eau ; jumelés pour augmenter leur stabilité, ils pourront transporter par voyage près d'un bataillon.

L'infanterie passera donc rapidement ainsi que la batterie de montagne de mon ami Putz[1659] et les canons revolvers de Grasset.

Mais nos batteries de 90 et de 95, indispensables contre les solides ouvrages chinois, ne peuvent être amenées en une nuit par les chemins étroits qui serpentent au milieu des rizières. Il nous faut obtenir le puissant concours de l'artillerie du "Henri Rivière", la canonnière qui, ce matin, a protégé notre passage.

Il existe près de Phu Lam Tao un emplacement d'où elle pourra nous appuyer utilement. Il me faut ajourner mon dîner, faire seller mon troisième cheval par le boy Sao et repartir le ventre creux, d'abord à la plage de débarquement pour organiser le transport des paniers, puis gagner par eau la canonnière pour expliquer au commandant Baudens ce que nous attendons de lui, et lui indiquer l'emplacement d'où il pourra agir.

La nuit est complètement tombée, mon petit cheval annamite trébuche dans l'étroit sentier, boueux et détrempé par l'orage qui vient de finir ; je croise avec difficultés les convois de ravitaillement de vivres et de munitions qui viennent du fleuve, je double péniblement les brancards portant les quelques blessés de l'après--midi qu'on évacue sur l'ambulance, et j'arrive enfin à la plage de débarquement.

1658 Gastines, *Carnets*, *op cit,* tome 1, livret 2, chapitre 8, titre 5.

1659 Capitaine du bureau d'administration et casernement à l'état-major de la 1ère division du général Jamont.

Notre bon camarade le docteur Favier, parti de Blida il y a plus de deux ans avec le bataillon, y a installé un poste de secours provisoire, d'où blessés et malades sont embarqués sur les jonques sanitaires que nous avons aménagées.

À la pâle lueur des lanternes, il donne les premiers soins aux blessés, aux cholériques, car la traversée n'a pas arrêté l'épidémie. Heureusement, notre colonne comprend surtout des tirailleurs algériens et tonkinois très résistants au mal, mais les éléments européens sont assez touchés.

Favier me montre le corps du brave sergent Berquier, de Boulogne-sur-Mer, que j'ai formé à Blida comme élève-caporal, tué ce matin en entraînant sa section lors du débarquement. Il est déjà préparé pour l'ensevelissement dans son linceul de roseaux tressés.

Non loin de lui, sous la tente tortoise, un robuste second-maître de la compagnie de débarquement, se tord dans les souffrances du choléra.

Pas de temps à perdre. Tous les paniers vont être tirés au sec et dirigés sans retard sur la pagode par les soins diligents des officiers du train - toujours prêts à toutes les besognes - puis il me faut songer à gagner le "Henri Rivière".

La canonnière est en amont, mais où ?

À 1 500 mètres, à 2 kilomètres ou plus, on ne sait, la rapidité du courant ayant fait dériver, lors de notre traversée, nos jonques, portières et chalands.

La nuit est obscure, le fleuve large et rapide, car les pluies d'automne ont commencé ; la crue des jours derniers rend la navigation dangereuse à cause des arbres déracinés qui descendent au fil de l'eau.

Pour joindre rapidement le commandant Baudens, le seul moyen est un des légers esquifs que nous appelons paniers : faits de lames de bambous entrelacés et plus ou moins imperméabilisés par une couche de poix, leur stabilité est des plus précaires.

Il faut en prendre un et confier ma fortune à l'adresse de deux pagayeurs. L'officier du train commandant le dépôt des coolies m'en fournit deux sur leur apparence vigoureuse. Le mauvais

interprète de l'ambulance leur explique de son mieux ce qu'on attend d'eux. Je leur promets à chacun deux piastres s'ils me ramènent à bon port et "en route à la grâce de Dieu".

Pour utiliser le contre-courant, nous serrons de près la rive ; les branches des grands ficus sous lesquels nous naviguons ajoutent encore à l'obscurité du ciel couvert de nuages.

Que le temps me paraît long ! Pas de point de repère : je sais seulement que la canonnière doit être environ à 2 kilomètres au plus en amont. Je me vois à la merci de mes deux rameurs dont j'ignore tout, langue, origine, sentiments, deux inconnus d'un pays hostile, amenés par force à notre service. À peine couverts de légères cotonnades, pieds nus, nageant comme des poissons, rien ne leur est plus facile que de chavirer la frêle embarcation qui nous porte et, gagnant la rive, de disparaître dans le maquis.

Pour moi, si je tombe à l'eau, mon sort est clair, empêtré par mes souliers, mes guêtres, ma jumelle, mon revolver, ma sabretache. Heureusement que j'ai le ventre vide, je serai sûrement noyé mais du moins je n'aurai pas de congestion : c'est toujours une consolation.

Le temps passe. Les branches basses des arbres frôlent notre canot. Je rumine sur la situation ; l'exemple d'Hoa-Moc, où notre 3e bataillon a tant souffert, nous prouve l'insuffisance de nos pièces de montagne contre les ouvrages chinois.

Malgré le dévouement de nos artilleurs de campagne, récemment arrivés de France, il leur est impossible d'amener à temps leurs pièces en position, car il leur faudrait aménager un chemin de 5 à 6 kilomètres et l'attaque doit commencer demain au lever du jour. La canonnière seule peut arriver en temps utile.

J'espère toujours apercevoir de loin les feux de position du bateau que je cherche où ceux de son camarade, le "Revolver" échoué à ses côtés. Mes sampaniers[1660] ont-ils bien compris ? Impossible de leur parler. Je crains parfois que la voûte épaisse formée par les branches qui me cachent le fleuve par moments ne m'ai fait dépasser le but. La nuit est obscure.

Que cache cette épaisse frondaison que nous longeons de si près ? Des chinois débarqués y sont

1660 Personne vivant le long du fleuve.

peut-être aux aguets. Le moindre bruit de la forêt devient suspect. Il faut aussi éviter tout mouvement brusque, tout déplacement inutile, car rien n'est plus instable que ces paniers.

Tout à coup un appel sonore accompagné par le crissement d'une culasse mobile manœuvrée fébrilement, et voilà que tout près surgit dans l'ombre la masse de la canonnière, basse sur l'eau, cachée jusque-là par les branches et les coudes du fleuve.

Je me fais connaître. Il faut maintenant accoster sans accroc avec ce diable de courant. Mais, comme tous leurs congénères, mes rameurs tonkinois sont très intelligents et très habiles canotiers: l'abordage se fait en douceur et je monte à bord.

Je regarde ma montre. J'ai mis à peine trois quarts d'heure qui m'ont paru un siècle. Le commandant Baudens alerté me reçoit avec la correction habituelle des officiers de marine. Il n'a pas l'affabilité des Surgy et des Lahalle, car c'est un homme difficultueux, mais intelligent et très désireux d'agir. Pendant son long séjour dans ces parages pour protéger le "Revolver", échoué depuis les basses eaux, il a étudié ses abords, complété ses cartes et discerné rapidement l'endroit d'où il pourra nous appuyer.

Il me promet d'être en position demain à six heures, prêt à ouvrir le feu à l'indication de nos fusées. Du reste, nous nous efforcerons de compléter la liaison en poussant à sa hauteur, sur la rive gauche du fleuve, une section de notre compagnie de débarquement. Il faut maintenant rentrer. Ce n'est plus qu'un jeu. Je suis sûr de mes rameurs qui se sont montrés vigoureux, courageux et fidèles. Nous descendons le fleuve comme une flèche. Les arbres déracinés, filant à la dérive, constituent le seul danger. En moins de vingt minutes, nous accostons près des jonques de l'administration.

De grands bûchers illuminent maintenant la plage. À la lumière des torches improvisées, l'artillerie de campagne active son débarquement, désireuse de prendre part au combat de demain. Il me semble reconnaître, au plus épais des travailleurs, l'élégante silhouette du lieutenant Anthoine[1661]. Le convoi est déjà organisé et va se mettre en route sous l'intelligente et énergique direction du

1661 Futur général de division pendant la guerre de 1914-1918.

lieutenant Iraçabal [1662]. Quels services ignorés nous rendent sans cesse et sans réclamation ces modestes officiers du Train.

Mon cheval est reposé. Le sentier est libre, blessés et malades évacués, vivres et munitions arrivés. Mon cheval et moi avons hâte de rentrer. À onze heures et demie, ayant rendu compte au colonel, je peux enfin me mettre à table.

1662 Lieutenant commandant le convoi de la colonne.

Annexe 2 : L'Anabase de soldats musulmans pour rejoindre les lignes anglaises[1663]

J'ai eu l'honneur de vous télégraphier en date d'hier, sous le n°289, un résumé des déclarations faites par un tirailleur Marocain qui a rejoint les lignes anglaises en Mésopotamie.

L'homme dont il s'agit est un nommé Aiyesh ibn Mohammed, né à Weled Yusuf, Beled Hamr, entre Safi et Marrakech. Soldat au 1er régiment des Tirailleurs marocains (1er bataillon, 3e Cie) il fut sérieusement blessé et fait prisonnier en Champagne le 6 octobre 1915. Hospitalisé pendant 3 mois dans une ville qu'il nomme Ameln et placé à 4 jours de Berlin, il fut ensuite interné dans différents camps y compris Zossen, Darmstadt et Berlin.

La nourriture dans ces camps était mauvaise, consistant surtout de pommes de terre, de poisson et d'un pain de seigle par jour pour 10 hommes. Ce pain avait le goût et les qualités nutritives de la sciure de bois. Cependant, les prisonniers le vendaient un jour sur deux aux soldats allemands pour avoir de l'argent qui leur permit d'acheter des cigarettes. Les allemands avaient à peine assez de vivres pour leurs propres besoins.

Aiyesh ibn Mohamed remarqua qu'on ne voyait plus à Berlin d'hommes jeunes et qu'on y rencontrait très peu d'uniformes. Il fit la connaissance d'un allemand parlant l'arabe. Celui-ci admit que la rareté des vivres était due à l'efficacité du blocus Anglais et reconnut qu'au bout 3 ou 4 ans l'Allemagne serait obligée de capituler. Le sucre était le seul article qui fût abondant à Berlin. La viande était si rare que même les blessés dans les hôpitaux n'en recevaient qu'une fois la semaine.

Les blessés étaient bien soignés dans les hôpitaux mais très mal traités et souvent achevés à la baïonnette sur le champ de bataille. Les Marocains, Tunisiens et Algériens étaient particulièrement molestés. Aussi Aiyesh ibn Mohamed n'a-t-il aucune sympathie pour les Allemands « Maudits soient les juifs qui les ont nourris », répète-t-il volontiers.

Il y avait à Berlin deux Tunisiens, Hadj Abdullah et Si Saleh, auxquels les

1663 AMAE K/55CPCOM51.

Allemands avaient donné rang temporaire d'officier. Leur mission consistait à « convertir » les Musulmans qui avaient combattu contre l'Allemagne. Ils s'occupaient plus particulièrement de trouver des volontaires pour la Mésopotamie. Pour appuyer leur propagande ils firent interdire les cigarettes aux prisonniers musulmans et diminuer la ration de vivres. Ils n'obtinrent cependant aucun résultat. Alors les allemands envoyèrent à Constantinople tous les musulmans du camp de Zonnen (spécialement réservé aux prisonniers musulmans).

Le détachement dont faisait partie Aiyesh ibn Mohamed se composait de 100 Marocains, 500 Algéro-Tunisiens, 45 Indiens et un bataillon de Russes, Tartares et Circassiens. Le trajet par chemin de fer de Berlin à Constantinople par l'Autriche, la Serbie et la Bulgarie demanda 10 jours y compris des arrêts de plusieurs jours à Belgrade et à Sofia. À Belgrade une compagnie d'artilleurs autrichiens se joignit au convoi ; elle escortait 35 canons dont l'informateur n'a pu savoir le calibre mais dont il a entendu dire qu'ils étaient destinés au Canal de Suez.

Le détachement séjourna 39 jours à Constantinople dont il passa 24 dans les casernes à se reposer et 14 à faire l'exercice sous les ordres d'officiers turcs. Il reçut des uniformes de confection allemande : pantalons et tunique de serge bleue ardoise, bottes, casque « Enverié ». Il n'y avait pas de troupes à Constantinople. Les Turcs expédient leurs hommes à l'intérieur dès qu'ils les ont rassemblés. Pas d'Allemands non plus, mais quelques batteries d'artillerie autrichienne.

L'informateur pense que, de son détachement, 400 musulmans de l'Afrique du Nord Française, 40 Indiens peut-être et le bataillon Russe arrivèrent à Bagdad vers le 1er Mai. La réduction du contingent par suite de maladies et de désertions ne fut pas inférieure au quart de l'effectif total.

Aiesh ibn Mohamed ne fit d'ailleurs pas la route jusqu'au bout, à Ereğli il déserta. Il erra ensuite dans le désert avant d'être capturé par des nomades. Il réussit à les convaincre de le claisser partir et réussit à rejoindre les rangs anglais en Palestine.

L'officier Anglais, qui a procédé à l'interrogatoire d'Aieysh ibn Mohamed, termine

son rapport par ces mots : « Ce jeune homme est remarquablement intelligent. Il a de bonnes facultés d'observation et une mémoire merveilleuse pour les noms. Il a cinq blessures et conserve 3 balles dans le corps mais il est merveilleusement disposé et joyeux après son long voyage. S'il représente le type du soldat Marocain, ces contingents doivent rendre de grands services ».

L'état-major anglais de Mésopotamie a d'ailleurs décidé d'envoyer Aiyesh ibn Mohamed en Égypte où il sera remis aux autorités Françaises

Le Caire, 19 juillet 1916

Doynel de Saint Quentin.

Annexe 3 : Témoignage d'un Père franciscain, le R. P. Materne Muré.

Après que la mission de Terre-Sainte dans la Petite-Arménie ou Cilicie eut passé par les deux conflagrations que furent les massacres de 1895 et de 1909, elle réussit prodigieusement à guérir les plaies qu'elle avait reçues.

Les hospices et chapelles de Yenidjèkalè, de Donghèlè, de Moudjoukdèrèsi, de Karsbazar, de Kessab et de Baghdjaghas ressuscitèrent de leurs cendres. À Bondouk une modeste maison de mission fut bâtie, avec l'intention de la remplacer par un hospice et une chapelle, comme cela s'était déjà fait dans les autres villages. À Hassanbèili une nouvelle mission fut ouverte. À Marache et à Aïntab deux grandes églises furent construites, la première en l'honneur de saint Antoine de Padoue, l'autre en l'honneur de l'Immaculée Conception. En outre à Aïntab les bâtiments d'une nouvelle école s'élevaient déjà jusqu'au second étage et tout le matériel pour la finir se trouvait sur les lieux, lorsque la grande guerre éclata. La mission avait eu un laps de temps assez long pour se remettre sur pied et au moment où la guerre fut déclarée, elle était florissante, rien ne faisait prévoir les désastres qui allaient se déchaîner bientôt sur elle. Les postes de mission d'Arménie desservis par les Pères franciscains de Terre-Sainte sont au nombre de quatorze : ce sont Marache, Aïntab, Yenidjèkalè, Donghèlè, Moudjoukdèrèsi, Keuïeunu, Bondouk, Hassanbèili, Karsbazar, Nisib, puis vers Antioche, Knaïe, Djesir-chouour, Kessab et Baghdjaghas. Tous ces endroits étaient habités par des chrétiens de race arménienne, dont la langue usuelle est le turc, parce que partout les Turcs sont en majorité. Cependant la plupart de ces Turcs ne sont nullement de race turque. II ne faut pas oublier que le royaume appelé la Petite-Arménie avait, il y a quatre siècles, vingt millions d'habitants, tous chrétiens, la plupart de race arménienne.

Le but de la Mission des Pères franciscains de Terre-Sainte parmi les Arméniens et parmi ces *Loups* est d'empêcher l'Arménien de se faire Turc, de ramener au sein de l'Église catholique l'Arménien dissident, le persuader de ne pas se faire protestant, le but enfin est d'accepter les Turcs mêmes qui, touchés par la grâce, désirent retourner à la religion de leurs ancêtres.

L'évacuation de la ville fut une opération très délicate et le secret absolu était nécessaire pour la faire réussir sans perte d'hommes.

Les *Études* du mois de juin 1920, page 577, accusent les Arméniens de " calomnie ", parce qu'un habitant de Marache semble avoir dit que les Français avaient évacué la ville sans prévenir les Arméniens.

En partie cela est vrai, malheureusement.

Pour se faire une idée de l'évacuation, il faut connaître les lieux de refuge des chrétiens, qui étaient situés en ligne droite d'un bout de la ville (le Sud) à l'autre (le Nord), sur un parcours de trois kilomètres. En bas de la ville il y avait l'église arménienne (brûlée) dite " des 40 Martyrs " (Karsoun Manouk). À peine la colonne de délivrance fut-elle arrivée devant la ville, les 2 000 réfugiés se trouvant dans cette église purent sortir de la ville et rester à côté de la colonne. Parmi ces réfugiés était le R. Abbé Pascal (Haroutioun) Moldjeian, prêtre arménien-catholique, sorti de son église le 9 février de grand matin, et se rendant au camp pour avoir des nouvelles. Notez bien que par mesure militaire selon la situation d'alors, il était absolument défendu aux civils de rentrer en ville.

Au milieu de la ville, comme dans un triangle, se trouvent l'église arméno-catholique, puis l'américaine dite la Première église (brûlée) et en face d'elle sur une colline l'église des Pères franciscains ; ces églises sont séparées l'une de l'autre par des quartiers turcs, où les insurgés se trouvaient en grand nombre et qui jusqu'au dernier moment rendirent absolument impossible toute communication entre elles.

L'église américaine en face de nous, prit feu l'après-midi du 9 février et les soldats et les civils qui s'y trouvaient (environ 1 500) purent se retirer par des trous percés auparavant dans les murs ; la plupart se joignirent aux chrétiens à l'église arménienne-catholique. La nouvelle du prochain départ ne fut pas publiée à cette église, où les mesures militaires dont j'ai parlé plus haut, étaient

logiquement les mêmes que celles prises pour mon église. On dit que seulement le matin du 11 février les chrétiens y réfugiés s'aperçurent du départ et alors une foule de 2 000 personnes se lança dans les rues pour rejoindre ceux qui déjà étaient en route avec moi. Ce sont les 2 000 dont les *Études* parlent et qui furent presque tous massacrés, non par les bandes turques qu'ils rencontrèrent en route mais par les habitants turcs de Marache, qui coururent après eux en les tuant à coups de haches et de couteaux, quelques-uns même eurent la tête sciée. Les survivants, deux ou trois personnes, parmi lesquelles était M. Serop Kharlakian, nous rejoignirent le même jour et ce dernier me raconta ces particularités navrantes.

À l'église des Pères franciscains se trouvaient, comme il a été dit plus haut, 3 700 réfugiés. Les chariots qui y furent détruits, les cuisines ambulantes qui y furent rendues inutilisables, les mitrailleuses qui furent démontées, toutes ces actions qui eurent lieu l'après-midi du 10 février, indiquaient clairement ce qu'il m'avait été défendu de dire. Le moment du départ avait été fixé à 6 heures précises du soir. On nous avait invité, le frère Joseph et moi, avec nos domestiques, à nous tenir prêts à la grande porte du couvent : il nous était permis d'accompagner les militaires qui devaient passer par le boyau. Avec insistance on nous conseilla, même on nous demanda, d'évacuer le couvent. C'était décidé ; le signal du départ fut donné ; vite nous nous jetâmes dans le boyau, pour nous rendre à la place, distante d'une vingtaine de minutes. Mais du côté gauche du boyau il y avait une mosquée, qui à cinquante pas le dominait et qui par respect culturel fut toujours laissée aux mains des insurgés. Bien que nous grimpions dans le plus grand silence, les Turcs de la mosquée durent entendre du bruit et soupçonnant qu'il y avait du monde dans le boyau, ils ouvrirent, une heure durant, une vive fusillade sur nous. Les balles frappèrent les bords du boyau; nous nous étions accroupis le plus bas possible et nous priâmes saint Antoine de nous protéger contre les balles turques.

Ici, je demande à ceux qui critiquent d'une façon si amère les mesures prises par les Français, " est-ce que pour assurer la vie des soldats, ils auraient pu agir différemment au moment de l'évacuation? Pouvaient-ils permettre aux civils de les accompagner dans les rues de la ville ? Malheur, si lors de la fusillade que nous subîmes dans le boyau, des milliers de civils s'étaient trouvés avec nous ! On comprend que tant de monde n'aurait pu entrer dans un boyau : les civils auraient dû marcher sur la route exposée au feu turc et dans ce cas ni les soldats ni les civils n'auraient pu se sauver. Les Français qui se trouvaient au centre de la ville durent donc penser avant tout à eux-mêmes, puis au sort des civils, et ils ont agi en conséquence. Lorsque la fusillade dirigée sur le boyau prit fin et nous permit d'en sortir, il était environ 7 heures et demie du soir. Alors le capitaine B... qui était avec nous, voyant que les soldats étaient en sûreté, me permit, suivant les instructions reçues de la place, d'envoyer au couvent un petit billet invitant les chrétiens à nous suivre et à se rassembler à la caserne derrière la place, d'où le départ général était fixé à 10 heures de la nuit. Un très brave guerrier arménien, au service des Français, appelé Haïk, fut chargé du message, qu'il remplit heureusement.

Je regrette infiniment que ce message n'ait pu parvenir à l'église arméno-catholique. L'y faire parvenir était d'une impossibilité absolue, parce qu'il fallait passer le pont sur le fameux vallon dit "Quanle-dèrè", qui était barricadé aux deux bouts par les Turcs ; prendre une route en évitant le pont était aussi impossible le soir du 10 février, parce qu'à sa droite et à sa gauche les maisons étaient en flammes. Les Français qui étaient à l'église arméno-catholique en sortirent la nuit du 9 au 10 février par une route au bas de la ville.

Au retour de Haïk, je lui demande des nouvelles quant à nos 3 700 réfugiés. Il me dit que parmi eux règne un désordre épouvantable. Avant que mon message arrivât, 250 avaient déjà sauté les murs de l'enceinte du couvent et purent me rejoindre. Lorsqu'à tous fut donnée pleine liberté de s'en aller, beaucoup de femmes et d'enfants se réfugièrent dans les établissements de la mission américaine à

côté de la place en prenant une route plus à l'abri des balles turques. La plupart des hommes restèrent au couvent, se défendant pendant deux jours contre les Turcs qui, ayant compris le départ définitif des Français, les persuadèrent de se rendre. Ils se rendirent ; seulement ceux qui parlaient le français furent mis en prison et s'y trouvent encore. Selon les nouvelles que j'ai eues, très peu de réfugiés qui étaient à l'église des Pères franciscains, périrent.

Le soir, à 10 heures, nous étions réunis à la caserne, située au nord, un peu hors de la ville, derrière la place et les édifices de la mission américaine. Là aussi une foule de chrétiens avait trouvé un refuge pendant les vingt et un jours et la plupart d'entre eux voulurent suivre les Français. À 10 heures précises on se mit en route pour rejoindre la colonne qui était au sud devant la ville. Notre route contournait la ville à l'ouest à peu de distance d'elle, en passant par les champs, par les vignes où les pierres, les broussailles nous faisaient trébucher à chaque pas. La multitude de femmes et d'enfants qui me suivaient, au lieu d'observer un silence absolu, ne firent que crier : l'enfant appelait la mère, la mère l'enfant, tandis que notre passage était éclairé par les lueurs de la ville encore en flammes. Les clameurs de la foule pouvaient attirer l'attention et les balles turques.

L'officier de l'avant-garde s'apercevant du danger très grave dans lequel nous nous trouvions, s'emporta non sans raison, et se jetant en arrière les poings fermés, m'administra deux coups formidables en pleine poitrine, à moi qui officiellement avais été choisi pour conduire la foule vers son salut. Doucement je protestai et l'officier m'ayant reconnu, me présenta très gentiment ses excuses. Je me consolai en me disant qu'après tant de souffrances, je recevais du moins deux jolies décorations !

Après une marche pénible de deux heures, nous atteignîmes le camp à minuit, dans la nuit du 10 au 11 février ; immédiatement après, le camp fut levé ; la colonne s'ébranla ; elle emmenait avec elle 3 200 réfugiés.

De temps en temps, en pleurant, nous nous arrêtions pour donner un coup d'oeil, un dernier adieu à la ville de Marache si terriblement sinistrée ; de loin elle nous saluait par un feu d'artifice des plus splendides, des plus imposants : la grande caserne dont nous venions de sortir était en flammes : on y avait amassé tous les effets et toutes les munitions que l'on ne pouvait pas transporter ; à tout cela on avait joint les poudres et une énorme quantité de cartouches prises à la poudrière turque, qui à l'approche du feu s'enflammèrent, occasionnant une explosion formidable qui lança vers le ciel des flammes rouges, jaunes et bleuâtres accompagnées de détonations étourdissantes et dont le fracas se fit sentir à plusieurs kilomètres de la ville. Le matin, de bonne heure, les Turcs, en signe de victoire, hissèrent leur drapeau sur les débris de la caserne : c'était une victoire pour les Turcs ; peu importe la manière dont ils l'ont remportée ! Le coq qui demeure sur place a raison de chanter, en voyant s'en aller l'adversaire mille fois plus fort que lui !

Le 11 février, à 6 heures du soir, nous arrivâmes à El-Aglou, où l'on bivouaqua. Le lendemain, 12 février, le camp fut levé et on arriva le soir, à 6 heures, à Bel-Pounar. Ces deux jours de marche furent heureux : du beau temps, des chemins secs, et surtout aucune *trace des masses assaillantes* dont parlent les *Études* déjà citées, page 576.

Certes ces masses étaient en formation au début de janvier, mais que les Français aient dû "se frayer une route", briser le cercle de fer qui entourait la ville, traverser des gorges montagneuses, et cela alors " qu'ils étaient trop faibles pour passer à l'attaque ", voilà autant d'assertions exagérées des *Études.*

Les *Études* confessent que "la retraite ne fut pas sérieusement inquiétée ; mais qu'au cours de la troisième journée de marche, la colonne fut assaillie par une furieuse tempête de neige". (Si cette bourrasque se fût déchaînée quatre jours plus tôt, les Français ne seraient pas sortis de Marache ; ils y seraient encore.)

Le soir du 12 février, je fus empêché par des sentinelles algériennes de me rendre au logis des officiers français où mon cher confrère, le Père Joseph, avait déjà trouvé un charitable accueil. Je dus dormir sur la paille, à la belle étoile. Fatigué d'une marche de trente-six heures, mon sommeil était profond. Un peu après minuit, je fus éveillé par des picotements froids au front. Je lève un peu la tête et je me vois déjà couvert d'une couche de neige de 15 centimètres d'épaisseur. Je restai tranquille sous ma couverture, étendu par terre, en attendant le signal du départ, qui fut donné à 6 heures du matin. Alors le linceul de neige se déchire en mille endroits : c'était une image de la résurrection des morts au son des trompettes des anges, le jour du dernier jugement. On marche dans la neige qui, chassée par la tempête, ne cesse de nous fouetter le visage. La marche de Bel-Pounar à Islahiè, au lieu de cinq heures, dura quatorze heures ; on s'était trompé de route. Se reposer était impossible ; un moment de repos, c'était la mort. Les malheureux qui se reposèrent, ne purent plus se remettre sur pieds. Sur toute la route, rien que des cadavres : 1 200 Arméniens succombèrent. Les parents jetèrent leurs enfants à côté de la route, ne pouvant plus les porter sur le dos. Les soldats noirs, s'appuyant un moment contre un arbre, y restèrent gelés le fusil en main. À côté de la route, des chevaux morts, des fusils dont les porteurs s'étaient débarrassés, une quantité d'effets que l'on ne pouvait plus porter avec soi ; puis, derrière nous, sur la route jonchée de cadavres et de gens demi-morts, s'avançaient les pièces d'artillerie et une cinquantaine de chariots : ils n'avaient pas le loisir de changer de route, ils durent passer où nous étions passés! C'était horrible de voir les spectacles navrants qui se déroulaient sous nos yeux sur le parcours de Bel-Pounar à la station de Islahiè.

Mon compagnon d'exil, le cher Frère Joseph, que j'avais perdu de vue depuis deux jours dans cette colonne de dix kilomètres de longueur (pensez que l'on marchait dans la neige un à un), me rejoignit un peu avant l'arrivée à la station. C'était mon salut ; étant épuisé de fatigue, le bon Frère

me soutint et me traîna jusqu'à la station où des officiers français très aimables et très compatissants nous donnèrent du thé chaud et un abri confortable pour passer la nuit.

Le dimanche 15 février, un wagon fut mis à notre disposition et cinquante réfugiés purent se réjouir avec nous de la grande faveur que le commandement français nous faisait, pour nous amener à Adana. Un malheur m'était encore préparé. Le soir, très tard, nous descendîmes à la station d'Adana ; le cher Frère Joseph m'accompagne pour nous rendre à un hangar où nous devons passer la nuit ; mais avant d'y arriver, le Frère, épuisé de fatigue et d'émotions, tombe à terre et, en quelques minutes, il expire à mes pieds !

Neuf mois se sont écoulés depuis la mort de l'inoubliable bon Frère et pourtant tout ce que j'ai vu et vécu reste vivement empreint dans ma mémoire. Rien aussi ne survient pour effacer le souvenir de ce tragique passé ; au contraire, les événements d'Adana, de Sis, d'Osmaniè, d'Aïntab, le dernier massacre de Hadjine, les cris de détresse qui ces jours-ci encore m'arrivent de Marache, ne font que raviver la pensée du passé et ils sont le prolongement de la douloureuse histoire, qui eut son début à Marache, le 21 janvier 1920 !

Je laisse à mes lecteurs d'apprendre par les journaux le déroulement des épisodes actuels. On peut se demander si le peuple arménien, qui, sur le territoire ottoman, a à déplorer au moins *deux millions* de massacrés pendant ces dernières vingt-cinq années de ma vie apostolique, a quelque chance de rester un peuple.

Oui, ce peuple martyr ne meurt pas, parce que le sang de ses martyrs est la semence, qui lui rendra le décuple de ce qu'il a perdu. En effet, ce peuple, depuis des siècles, persécuté par ceux qui suivent les préceptes du " Khoran " et un peu détesté par les marchands d'autres pays, qui au sein du peuple arménien rencontrent des capacités pour le commerce trop supérieures, n'a pas encore succombé et Dieu ressuscite les morts en conservant à la race arménienne sa prodigieuse fécondité. L'Arménien ne pense à autre chose qu'à produire des êtres humains et avec ténacité il poursuit cet idéal,

précisément pour faire face à ses ennemis. Que la paix revienne, qu'à l'Arménien soit donné le droit de vivre et bien vite il repeuplera les villes, les villages où il vécut auparavant.

À l'heure actuelle le nombre des Arméniens encore en vie dans la Petite-Arménie ou Cilicie, et dispersés un peu partout, est d'environ 200 000. Nous, missionnaires, nous avons la conviction que bientôt une ère de prospérité s'ouvrira pour ces malheureux. Nous voulons rester à leur côté, nous voulons les secourir au nom de l'Eglise catholique qui, par ses missionnaires, par les aumônes de ses fidèles, doit et veut avoir l'honneur d'être la tendre Mère de la Nation arménienne !

En finissant mon récit, je prie Dieu de bénir tous ceux qui s'intéressent au sort de cette chrétienté.

Alep, 30 octobre 1920.

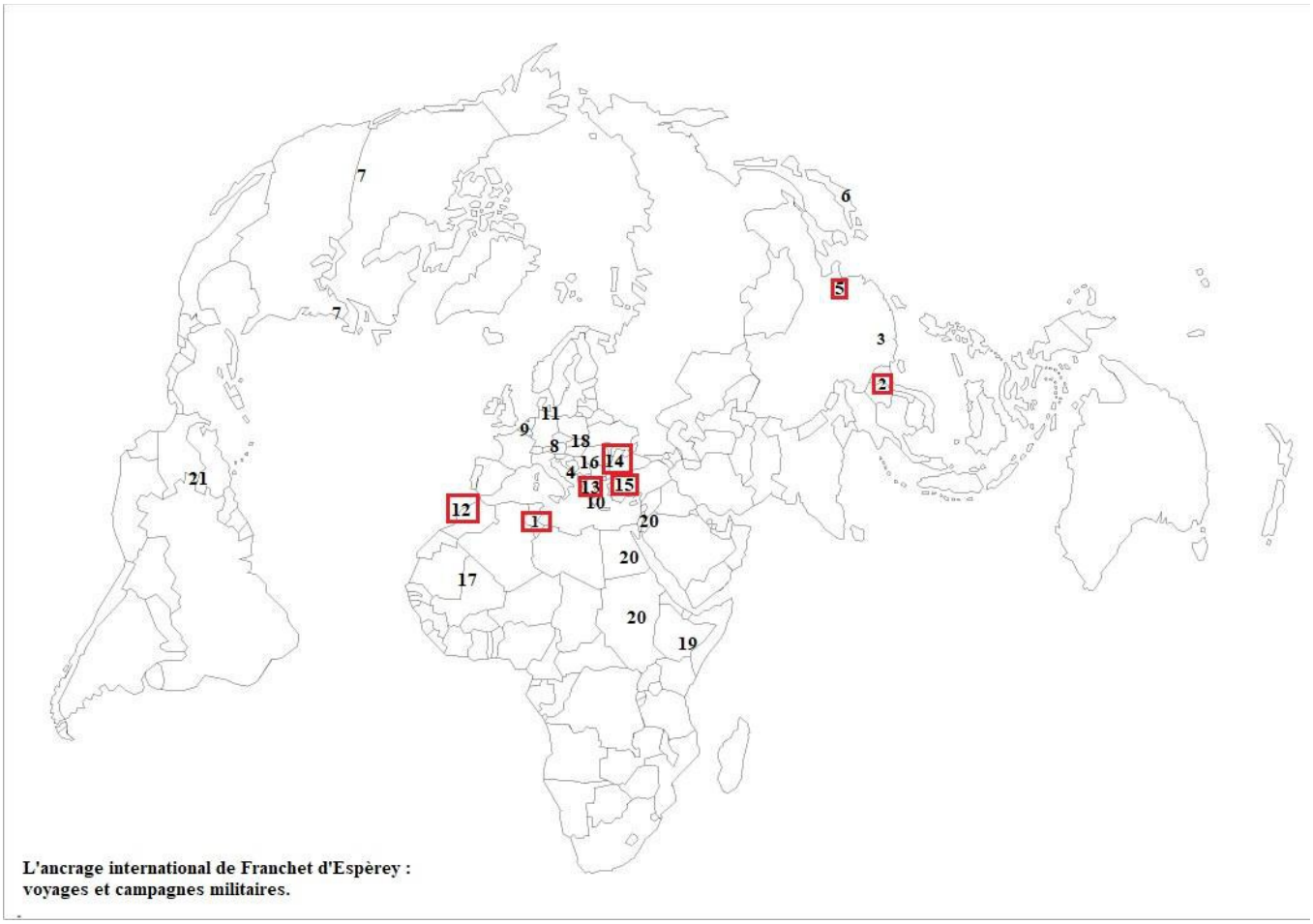
Anniversaire de l'entrée triomphale des troupes françaises à Marache.

(Extrait du FLAMBEAU, revue belge des questions politiques et littéraires, 4e année, No 1, janvier 1921[1664])

1664 Repris sur : https://www.armenweb.com/espaces/louise/reportages/massacre_marache.htm#top

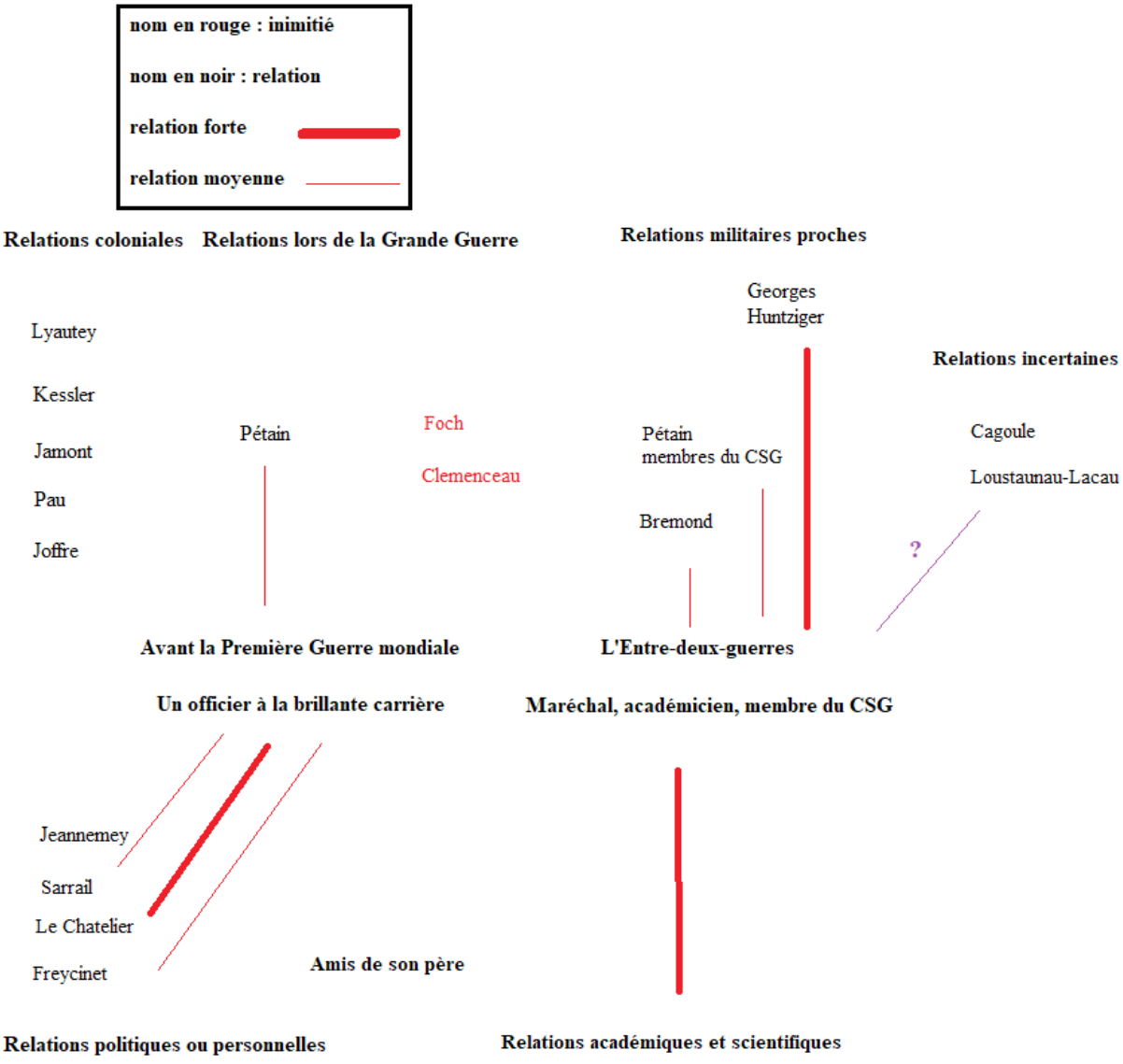
Annexe 4 : Tableau comparatif de la carrière des maréchaux

	Ecole	Arme	Capitaine à	Commandant à	Lt-Colonel à	Colonel à	Général
Fayolle	Polyt	Artille-rie	30	44	50	55	58
Foch	Polyt	Artille-rie	27	39	47	52	55
Franchet d'Espèrey	St-Cyr	Infante-rie	29	37	42	47	51
Galliéni	St-Cyr	Infante-rie de marine	29	33	37	41	47
Joffre	Polyt	Génie	24	37	42	45	49
Lyautey	St-Cyr	Cavale-rie	27	38	42	45	48
Maunoury	Polyt	Artille-rie	26	38	46	49	54
Pétain	S-Cyr	Infante-rie	34	44	51	54	58



L'ancrage international de Franchet d'Espèrey : voyages et campagnes militaires.

1. Campagne de Tunisie 1881
2. Campagne du Tonkin 1885
3. Retour par Hong-Kong 1887
4. Italie et Balkans en 1889
5. Pékin 1900
6. Retour au Japon 1901
7. Passage par le Canada et les États-Unis 1901
8. Autriche 1908
9. Pays-Bas 1909
10. Grèce 1910
11. Allemagne 1911
12. Campagne du Maroc 1912
13. Campagne de Macédoine
14. Occupation des Balkans et campagne de Russie
15. Occupation de l'Empire Ottoman.
16. Belgrade 1922
17. Voyage transsaharien 1924
18. Voyage en Pologne et en Tchécoslovaquie 1927
19. Couronnement en Ethiopie
20. Retour par l'Égypte, la Palestine, Constantinople et la Grèce
21. Voyage en Amérique du Sud 1931



Les réseaux Franchet d'Espèrey et leurs évolutions.
Un officier isolé ou influent ?

Index

A
Abd-el-Krim 146, 402
Abi Riza bey 386
Alby 257, 259, 316-317, 324
Alexandre Ier, roi de Grèce 266
Alexandre, prince puis roi 277, 283, 327, 329, 475
Alexeiev 291
Ali ben Ammar 33, 37
Ali ben Ahmed Chtiou 73
Ali Haidar 368
Ali Riza Pasha 378
Allenby 341
Aga Khan 440
Agésilas 4
Amet 293, 337
Anflous 128-130, 135, 141, 143-144, 146-147
André 66, 78, 115, 149, 160, 162, 182-183
Annunzio (d'), 195, 325
Archinard 12
Attaf Laïfa 492-494
Aubigny 14, 47
Aumale (d') 28

B
Barescut 249
Baréty 483
Barrère 260, 308, 323
Barrès 163, 245, 425
Bazin 98, 195
Ben Badis 479
Bénazet 255
Berger 72
Bert 59-60
Berthelot 12, 185, 187-188, 220, 288, 291, 293, 295, 299, 307, 310-312
Berthier 330
Blondlat 127
Blum 467
Bo-Giap 54
Bojovitch 261
Boissières 31
Bordeaux 501
Boucart 416
Boucher 419
Bougié 157
Boulanger 72, 75, 165, 260
Boukabouya 429

Boutegourd 182
Brault 163-164, 167
Briand 214, 233, 255-256, 331, 467
Brissaud 62
Bremond 375, 379, 382-383, 386-387
Brennus 263
Brugère 224-225
Brulard 143
Buat 325, 347, 354, 398, 445, 465
Bugeaud 421
Buré 403
Busch 62
Bulöw, von 171
Byron 68

C
Calthrope 294, 338
Camoens 69
Caracalla 263, 284
Cassagnac 40
Castel 326
Castelnau, de, 13, 155-156, 202-203, 214, 217-218, 223-224, 287, 394
Charcot 416
Chateaubriand 5, 418
Chanzy 29, 164
Charles I^{er}, empereur, 418
Charles X, roi, 154
Charpy, 262, 272, 276, 321, 369
Chrétien 308
Citroën 417-418
Cixi 91-92
Clausewitz 199, 337
Clemenceau 159, 163, 196, 243, 246, 252-253, 256-259, 261-262, 272, 276, 287-288, 290-293, 295-296, 301-303, 307, 309, 314, 316,-318, 323, 325, 330-331, 339-340, 344, 348, 354-356, 358, 377, 392, 395, 501, 505-506, 511 396,
Clément-Grandcourt 451, 468
Cochin 426
Coiffé 30-31
Condé 469
Cordier 330, 417
Corréard 33
Coulombeix 165
Courtin 258
Crémer 149, 157

D
De Gaulle 468, 501
Degoutte 127
Delafosse 427
De Lattre 16, 502

Delcassé 256
Deloncle 405-407
Demange 222
Dénikine 290, 295, 309, 312
Deprez 207
Deschanel 255-256
Diaz 324
Diderot 5
Dion, de 398
Djevad Pacha 294
Djivadel 385
Dodds 61-63
Donnio 15, 71
Dormoy 404
Doumergue 402
Driant 75, 159, 165, 280
Dreyfus 29, 67, 81, 155-157, 403, 505
Duan 91-102
Dubail 196, 206, 214
Duchêne 67, 228, 235, 244, 247-259, 251-253, 444, 508
Dumaine de la Josserie 156
Duseigneur 406

E
Edhem Bey 365-366
El Hadj Hariat 38
El Hiba 123, 125, 128, 134-135, 138-139, 142
Enver Pacha 303, 340
Essad Pacha 268, 298, 315-316
Estoublon 436
Étienne 438

F
Fallot 426-427, 436
Fayolle 18, 212, 220-221, 287, 394
Feraud 483
Ferid Pacha 360, 378
Fernandez Silvestre 458
Ferrero 277
Ferry 42, 49, 158, 162, 397
Fevzi Pacha 389
Flameng 195
Flatters 437
Foch 12-13, 17, 19, 23, 155, 157, 159, 166, 174, 176, 178, 186, 199, 206, 212, 215-218, 229, 246, 248, 252-254, 257-258, 261, 265, 269, 287-288, 299, 301-303, 319, 329, 331-332, 343-344, 353-356, 369, 371-372, 377, 392,, 501, 503, 505-506, 507, 508, 511
Forgemol 37-38, 40
Foucauld, de 427, 456, 503
François I^{er} 425

François, général, 497
French 116-117, 174, 176, 184-186, 256
Freycinet 15, 74-76, 162-163, 167, 217, 253, 273, 280, 287,-290, 295-296

G
Gallieni 122, 140, 150, 153, 189, 289
Gambetta 56
Gamelin 240, 417, 468-469, 500
Garcin 214
Gaselee 101
Gauchet 323
Genevoix 189
Gentil 416
Gérodias 399
Gervais 246
Giraud 197
Glaoui 125, 134, 139
Gouraud 12, 122, 127, 131-132, 145, 242, 244, 247, 375-376, 380, 382-384, 387, 391, 393, 417, 493, 501
Gouvion Saint-Cyr 30
Grandidier 417
Granier 54
Grazioli 323-324
Grévy 164
Grichin-Almazoff 312
Groussard 405, 407-408
Guellouli 135, 142, 144
Gueydon 139
Guillaumat 257, 262-264, 267, 272-275, 277, 288-290
Guillaume Ier, empereur 266
Guillaume 403
Gutyot de Villeneuve 159
Guynemer 238

H
Haig 217, 225, 278
Hailié Sélassié 16, 473
Ham Nghi 52
Hannibal 25
Hanrion 25
Harada 108
Harmand 48
Hasegawa 111
Hayaux du Tilly 419
Helbronner 255
Hély d'Oissel 207
Henry 96
Henrys 261
Herment 31

Herriot 490
Hervé 79
Hesling 54
Heurtaux 407
Hoetzendorf, von 80
Hugo 398, 423
Humbert, général 220, 230, 247
Humbert, sénateur 287
Huntzinger 272, 403, 469, 501
Hutier, von 245

I
Iguider 135, 144
Isserson 332

J
Jaurès 152, 426
Jamais 55-56, 66
Jamont 50, 66, 76, 87, 287
Jeanneney 163, 243, 256-257
Joffre 12, 17-18, 51, 62-63, 146, 149, 153, 155, 167, 170, 173, 175, 178, 183, 184, 186, 187, 189, 194, 196, 200, 201-203, 206, 212, 214-218, 220, 234, 244, 246, 254-256, 260, 262, 287, 289, 330, 394, 503
Jouinot-Gambeta 264, 278, 281
Jouneau 74

K
Karolyi 292
Kellog 467
Kessler 67, 72, 287
Ketteler, von 92
Khouban 135, 142-143
Koenig 503
Kipling 195

L
La Rocque 402, 408-409
Labonne 365-435
Lacaze 223-224
Langle de Cary 184
Lanrezac 15, 150, 170, 180, 183-186, 189
Larclause 35
Lardemelle 255
Laval 402
Lavigne-Delville 406
Laure 31
Lavisse 346
Le Breton 192
Le Chatelier 26, 74, 120-121, 124-125, 129, 131, 133-134, 147, 152-153, 160, 162, 165, 217-218, 239, 258, 299, 302, 311-312, 399, 415, 437-439, 483, 485

Lespirane 321
Lesseps, de 164
Liaptchev 283
Lloyd George 256, 292, 370, 392
Lobit 308, 324
Loti 99, 216
Louis XIII 266
Louis XVIII 154-155
Loustaunau-Lacau 399, 404-405, 407-409
Loyrie 69
Lukov 283
Ludendorff 285
Lyautey 12, 22, 122-123, 126, 128-131, 133-134, 136, 138-140, 142-148, 195, 287, 293, 407, 423, 429, 442, 460, 506, 511
Lycurgue 508

M
Mac Mahon 161
Macé de Gastine 156
Mackensen, von 292, 295, 471
Maistre 237
Malvy 234
Mandel 396
Mangin 123, 127-128, 131-132, 138-139, 145, 166, 223, 227, 397, 421, 442
Marçais 424
Marchand 94, 165
Maréchal de Saxe 198
Masaryk 472
Massignon 439, 479, 483, 485
Massoutier 142
Messal 478, 484-485, 487-489, 491
Messimy 287
Metzinger 51-52, 61-63
Meyer 453
Mibielle 55
Micheler 222-225, 227, 247
Michitch 268
Millerand 160, 162, 195, 256-257, 369, 377, 379, 392
Millot 56
Milne 262, 264, 271, 277-278, 281-282, 290-291, 304-305, 340, 342, 356, 369-371, 476
Moltke, von 184
Mombelli 270
Montégudet 288
Montsabert 433
Moulay Abd-el-Aziz 121
Moulay Hafid 121-122
Moulay Youssef 122, 145
Mourlan 54-55
Munier 62, 70
Mustafa Kemal 343, 348, 351, 360, 365-366, 370, 373, 377, 385, 388-389, 391

N
Napoléon 5, 25, 45-46, 81, 118, 130, 151, 154, 156, 287, 312, 330
Navachine 408
Nayral de Bourgon 321
Niessel 401-402, 407, 483-485
Nivelle 203, 219, 221, 223-230, 259, 281
Nguyen Van Quang 61, 65
Noailles 154, 214
Normand 382, 387, 391
Niox 76

O
Oyama 112

P
Pardieu 181-182
Pechitch 273
Péguy 96
Percher 437
Périclès 4-5
Pershing 238, 241
Pétain 8, 12, 18, 20, 23, 149, 153, 155, 183, 187, 206, 214, 216, 223-224, 229-230, 233-234, 239-247, 250, 252-256, 258, 287-288, 330, 402, 405, 407, 409-410, 417, 443, 459, 462-463, 465-466, 501-503, 511
Petrof 290
Piacentini 316-318
Pierre I^{er}, roi 470
Pichon 112, 258, 304, 323, 358
Picot 338, 373, 378, 483
Picquart 29, 67
Pilsudski 470, 472
Pledy 491, 495
Plutarque 4-5, 422, 508
Poincaré 20, 195, 214-215, 223, 225, 234, 255-256, 275, 288, 302
Polybe 334
Prépape 382
Présan 307
Puginier 64

Q
Quérette 382, 385

R
Ratzenhofer 286
Reinach, de 164
Renan 424, 426
Revers 503
Révoil 120
Ribot 223, 225

Richelieu 266
Rieunier 62-69
Riols de Fonclaire, de 182, 439
Rivière 48
Roussel de Courcy 51
Rosselli 405
Rothschild 417

S
Sabatier 483
Sadok bey 33
Saint-Augustin 426
Sandherr 41
Sannikoff 312
Sarrail 155, 160, 162-163, 217, 243, 256, 262, 272, 281, 288, 326, 416, 436, 511
Saussier 72
Sauvage 417
Scholtz 277
Schwartz 312
Seeckt, von 428
Sembat 256
Si Abderrahman bel Qorchi 136
Si Ali bou R'Aleb 137
Si Mohammed 449
Si Mohammed el Araqi 136
Simon 483, 485
Sixte de Bourbon-Parme 302, 418
Spears 185, 225, 443
Spillmann 151, 270
Stépanovitch 267-268, 508
Steuben, von 277
Sykes 338, 378

T
Tahon 318
Tarride 54
Thomas 223-225, 246
Thucydide 4
Tocqueville 424
Tôn Thâ't Thuyê't 52
Toukhatchevski 332
Touladjian 387
Tranié 323

U

V
Venel 317
Venizelos 119
Vial 60

Viviani 195, 255-256
Voyron 98, 100

W
Waldersee 92, 103
Warnet 59
Weygand 155, 402, 404, 417, 455, 463-464, 466, 468, 501
Wilhem II, empereur 292
Wilson général, 294, 340-341
Wilson président 348, 361, 392

X
Xénophon 4, 325

Y
Yuan 91

Z
Zeller 503

Chronologie[1665]

Année	Vie personnelle	Carrière militaire	Vie intellectuelle ou voyages
1856	25 mai naissance à Mostaganem		
1873	Baccalauréat obtenu à Sainte-Geneviève		
1874		Octobre : engagé volontaire Entrée à Saint-Cyr	
1875		Août : caporal	
1876		Sortie de Saint-Cyr Affectation au 1er RTA Octobre : sous-lieutenant	
1877			
1878		Affectation à l'état major du 19e CA Stage à l'Ecole de tir de Blidah	
1881		Examen pour l'École de guerre Mai : lieutenant Septembre : expédition en Tunisie Officier d'ordonnance du général commandant la subdivision d'Alger	
1882		Entrée à l'École de guerre	
1884		Novembre : sorti de l'École de guerre Retour en Algérie	
1885		Officier d'ordonnance du général d'Au-	

1665 On retrouve parfois des dates légèrement différentes, le tableau a été réalisé à partir du dossier privé de Franchet d'Espèrey du SHD

		bigny Attaché au 1er régiment étranger puis 78e RI Avril expédition au Tonkin Octobre : promu capitaine Attaché au 2e RTA puis 137e RI	
1886		A l'état-major des troupes d'occupation	
1887		Prise de Ba-Dinh Départ du Tonkin Etat-major de l'armée 4e bureau	Mars-Avril visite de la Chine du sud
1888			
1889		État-major du gouverneur militaire de Paris en décembre	Italie et Balkans
1890	Mort de son père	Fin de son poste d'état-major en juin Novembre : attaché au 4e RTA	
1891		Été où il lutte contre les sauterelles en Tunisie Novembre : Officier d'ordonnance du ministre de la Guerre Freycinet	
1892	Juin : Marié avec Alice Joséphine Dumaine de La Josserie		Médaille du mérite agricole
1893		Février : départ de son poste d'Officier d'ordonnance. Retour au 4e RTA, puis affecté en octobre au 153e RI à Toul Octobre : chef de bataillon	

1894		Décembre : 18e bataillon de chasseurs	
1895			
1896			
1897	Naissance de son fils Louis		
1898			
1899		Avril : promu Lieutenant-Colonel au 120e Nommé au 69e RI à Nancy	Visite de la Vénétie et de la Croatie, Bosnie, Monténégro, Albanie
1900		Commandant en second et directeur des études à Saint-Cyr Major de garnison de Pékin en octobre Attaché au 95e puis 132e	Voyage au Danemark, Allemagne du nord
1901		Directeur des étapes à Pékin en mars Départ de Chine en juin	Voyage retour de Chine par le Japon, le Canada et les États-Unis
1902	Naissance de sa fille Jacqueline	Retour au 132e RI à Reims	
1903		Juillet : promu colonel au 60e RI à Besançon	
1904		Affaires des fiches mais qui ne le pénalise pas véritablement. Mission au Maroc	
1905			
1906		Participe à la répression des grèves et aux « inventaires » Mission d'étude dans le Rif espagnol	
1907		Août : 77e Brigade puis 29e RI	

1908		143e RI et 163e RI Mars : promu général de Brigade et commande 77e Brigade	Autriche
1909			Pays-Bas
1910			Visite en Grèce
1911		Septembre : 28e DI à Chambéry	Article dans la *Revue du monde musulman* Voyage de quelques jours en Allemagne
1912	Mort de sa mère	Mars : promu général de division Août : Commande les troupes d'occupation du Maroc occidental	
1913		Départ du Maroc en juillet et nommé au 1er CA en octobre	
1914	Décembre grand officier de la LH	29-30 août bataille de Guise Nommé à la tête de la 5e armée le 3 septembre 1914 et bataille de la Marne	
1915			
1916	Le 26 octobre son fils unique, Louis, sous-lieutenant à titre temporaire au 401e d'infanterie, est tué près de Douaumont, à l'âge de dix-huit ans Le 17 décembre,	31 Mars : commande le GAE 27 décembre : commande le GAN	

	mort de François, frère du général, lieutenant-colonel au 333e, mort d'une hémorragie après avoir eu le bras arraché par un obus à Ranzières (Meuse)		
1917			
1918		Grave échec au Chemin des Dames 9 Juin : nomination en Orient 29 septembre armistice Bulgare 3 octobre médaille militaire 30 octobre armistice avec l'Empire ottomane	
1919		Janvier 1919 déplacement à Paris 8 février 1919 entrée solennelle à Constantinople 15 mars : prend en charge les affaires de Russie méridionale Avril : mutineries en Russie, puis évacuation	
1920		Avril 1920 départ d'Orient Juillet : membre du CSG	
1921		19 février élevé à la dignité de maréchal de France	Enterrement de Pierre Ier de Serbie
1922	14 juillet 1922 re-		Représente la France

	mise du bâton de maréchal		au couronnement du roi Alexandre de Yougo-slavie Participe à la création de l'Académie des sciences coloniales
1923		Inspection en Afrique du Nord	
1924			Participe à la seconde mission transsaha-rienne
1925			
1926		Inspection au Maroc	
1927			Voyage officiel en Po-logne et Tchécoslova-quie
1928			
1929			
1930		Inspection au Levant	Représente la France au couronnement de Haïlé Sélassié à Addis Abeba Voyage officiel en Tchécoslovaquie
1931			
1932			
1933	Mars grave accident lors d'un raid trans-saharien		Préside la Société de Géographie
1934			Élu à l'Académie fran-

			çaise. Voyage en Yougoslavie
1935	Début de mise en forme de ses carnets		Crée les Amitiés Africaines
1936			Voyage officiel en Yougoslavie et Roumanie
1937		Se retire de fait du Conseil Supérieur de la Guerre	Voyage en Angleterre
1938			
1939			
1940			
1941			
1942	8 Juillet décès à Saint-Amancet		

Table des matières

Partie 1 :Du national à l'international, de l'action à l'organisation, la formation de Franchet d'Espèrey 1874-1914.....22

I -Le temps des apprentissages 1874 - 1891.....24

A)La nomination au 1er régiment de Tirailleurs algériens et l'expédition en Tunisie.…24

1)De l'entrée à Saint-Cyr au 1er régiment de Tirailleurs.....24

2)L'École de guerre.....30

3)L'expédition en Tunisie 31

4)Retour à Blida et École de guerre.....44

B)L'expédition au Tonkin.....47

1)Retour en Algérie et départ en expédition.....47

2)La situation en Indochine.....48

3)Les différentes opérations.....50

4)Les appuis locaux pour compenser le manque d'hommes.....63

5) Les difficultés d'organisation.....64

C)Voyages et postes d'état-major.....68

1)La Chine au retour du Tonkin.....69

2) Les postes d'état-major 1887 - 1890.....71

II -Une carrière riche et prometteuse fin 1890 – fin 1901.....73

A) Ordonnance et commandement 73

1)L'Afrique au cœur ?.....73

2) Auprès de Freycinet.....75

3) Chef de Bataillon du 153e RI à Toul à partir d'Octobre 1893.....76

4) Commandant du 18e bataillon de Chasseurs à pied, à partir de décembre 1894.…77

5) En garnison à Nancy.....78
B) Voyages et enseignements.....80
1) Italie et Balkans en 1899. 80
2) Enseigner.....88
C) La campagne de Chine.....89
1) L'origine du conflit.....89
2)Le conflit 92
3)Voyage et arrivée.....93
4)Major de garnison et tourisme 95
5)Retour sur le siège de Pékin : un avis objectif ?.....102
6)Jugement sur les alliés.....104
7)Directeur des étapes.....110
8)Retour par le Japon et l'Amérique du nord.....111
III : Officier supérieur : promotions rapides et campagne du Maroc 114
A) Une carrière rapide indifférente aux péripéties politiques.....114
1) 132e 114
2) 60e régiment d'infanterie, Juillet 1903 – Août 1907.....115
3) 77e Brigade à Toul, Mars 1908 – Septembre 1911.....116
4) Voyages 1908-1911.....118
5) 28e division d'infanterie à Chambéry, Septembre 1911 – Août 1912.....119
B) La campagne au Maroc et ses suites, premières expériences de commandement majeur. 120
1) La première visite de Franchet d'Espèrey au Maroc (en 1906) et la situation en 1912.....120
2) L'intervention de Franchet d'Espèrey et son cadre.....124
3) L'action factuelle.....137

4) Un poste majeur : le 1er CA à partir d'Octobre 1913.....148
C) Derrière l'officier : l'homme Franchet d'Espèrey, un conservateur réactionnaire ?..154
1) Une famille royaliste 154
2) Un fervent catholique donc conservateur ?.....156
3) Conservateur, réactionnaire ou opportuniste ?.....161
Partie 2 :Commander : Franchet d'Espèrey dans la Grande-Guerre et ses suites.....169
I -Les débuts de la Grande Guerre.....169
A)De la Belgique aux conséquences de la bataille de la Marne.....170
1) Les diverses opérations.....170
2)L'action d'un officier supérieur 179
B)Les années 1915-1916 : l'apprentissage de la guerre moderne en tant que chef d'armée.....192
1)Des années d'inaction dans la guerre de position ?.....192
2)L'apprentissage de la guerre de tranchées : « faute de savoir faire ce qu'il faut, ils font ce qu'ils savent ».....198
II Chef de groupe d'armée.....207
A) Chef du GAE.....207
1) Une activité diversifiée mais secondaire.....207
2) Des événements et épreuves qu'il subit.....214
B) Chef du groupe d'armées du Nord.....219
1) L'offensive Nivelle.....219
2) Sous le commandement de Pétain 229
3) Les offensives allemandes de 1918 et l'échec de Franchet d'Espèrey 247
C) La nomination en Orient, une disgrâce ?.....251
1)La défaite et ses responsables.....251
2)L'Orient en guise de lot de consolation ?.....254

III - Départ en Orient.....260
A) Les préparatifs de l'offensive.....260
1)L'arrivée en Orient.....260
2)Des alliés compliqués.....264
3)L'origine du plan 270
B) Exécution du plan et exploitation de la victoire.....275
1) Une victoire rapide 275
2) Pour qui les lauriers de la victoire ?.....279
3) L'armistice.....282
4) Quel est le bilan de ses offensives ?.....285
5) Les perspectives et la situation post-armistice.....290
B)Les appétits des différentes puissances régionales.....296
1)Un commandant en chef dépouillé ?.....298
2) De multiples zones de conflits.....305
Partie 3 : Hommes, politique et action lors de l'entre-deux-guerres.....334
I - Un Orient trop compliqué.....336
A)Une situation explosive pour de multiples raisons.....337
1)Des alliés rivaux dans leurs appétits coloniaux.....337
2) Une implication française insuffisante ?.....347
3) L'irruption kémaliste 360
B) 1920 : une situation inextricable, la crise entre les alliés et en Cilicie.....368
1)La mésalliance 368
2)Le drame en Cilicie.....378
II -Politique, colonisation et études.....394
A)Franchet d'Espèrey et la politique 394
1)Un membre du parti colonial ?.....396

2)Un anti-communiste qui se radicalise ?.....397
3)Un maréchal de France cagoulé ?.....404
B)Franchet d'Espèrey, les académies et travaux scientifiques.....411
1)La participation à la Revue du monde musulman.....413
2)Des écrits et activités multiples après la Grande Guerre.....416
3)Les sciences coloniales au service de la colonisation ?.....419
4) L'islam et sa vision.....423
C)La peur du djihad 428
1) Une arme contre la France pendant la Guerre ?.....428
2) Des fidèles sous surveillance.....431
3) L'instrumentalisation de l'islam.....433
III -Indigènes, inspection et CSG.....440
A)Maintenir les indigènes dans la soumission 440
1)Les indigènes 441
2)Les cadres.....448
B)Inspecteur et réformateur 453
1)Améliorer l'armée d'Afrique 453
2)Regard sur le Maroc.....458
3)La réforme du commandement.....460
4) Un membre passif du CSG ?.....464
5) Un représentant de la République.....470
C) Une ouverture : l'immense ouvrage des Amitiés Africaines 477
1) Une création comme relais de l'influence française.....477
2) Développement 485
3) Les Indigènes et le rôle des militaires : ouverture et ambiguïté.....491
Conclusion.....500

I Une mort anonyme ?....500
II Une mémoire fugace ?....503
III Quelle place dans l'histoire ?....505
Abréviations utilisées....513
Bibliographie et sources....514
I Sources....514
a) Archives....514
b) Sources imprimées....517
II Bibliographie....521
a) Dictionnaires et ouvrages généraux....521
b) Œuvres sur Franchet d'Espèrey 522
c) Bibliographie....523